N°10
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 10 | Session ordinaire 2020-2021

Budget 2021 et programmation financière pluriannuelle
- Débats (suite) p. 296
- Votes et motions p. 318
Aides aux entreprises p. 334

Sommaire des séances publiques n[os] 23 à 25 p. 348
Sommaire des questions parlementaires p. Q256

23e séance Mercredi 16 décembre 2020
24e séance Jeudi 17 décembre 2020
25e séance Jeudi 17 décembre 2020

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Les députés à l'écoute des citoyens

Le Président de la Chambre des Députés et les membres de la Sous-commission « Avenir de l'Europe » lors du lancement de la campagne nationale - de gauche à droite : M. Claude Wiseler, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Yves Cruchten, Mme Simone Beissel, Mme Stéphanie Empain.

L'Administration parlementaire recrute :

un GESTIONNAIRE DES AFFAIRES FINANCIÈRES (m/f)

CDI à tâche complète

- groupe de traitement B1 -

(poste à pourvoir par changement d'administration, par des fonctionnaires déjà nommés)

En cas d'intérêt,
veuillez vous référer au lien suivant :
https://govjobs.public.lu

Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (futureu.europa.eu), la Chambre des Députés lance une campagne nationale afin de tendre l'oreille aux attentes des citoyens en ce qui concerne les défis sociétaux et transfrontaliers européens.

L'implication du citoyen dans le dialogue serait participative, inclusive, diversifiée et avant tout « bottom-up », ont souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, le 14 septembre 2021 lors de la présentation de la campagne nationale.

Le rôle de la Chambre ne serait pas d'expliquer l'Europe aux citoyens, mais d'être à leur écoute afin de transmettre leurs messages à Bruxelles et à Strasbourg.

Ainsi, une sous-commission de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile a été mise en place. Elle est présidée par M. le Député Yves Cruchten.

La campagne nationale est lancée

Dans le cadre de la campagne nationale, une série d'évènements sont organisés.

Lors d'un tour transfrontalier à vélo, les citoyens auront une première occasion pour rencontrer les députés luxembourgeois et européens et échanger leurs idées sur l'avenir de l'Europe. Ce tour aura lieu le 26 septembre 2021. Le départ à 14.00 heures est devant le Musée européen de Schengen et deux haltes sont prévues à Sierck-les-Bains et à Perl.

Pour la série « Bistrosgespréicher », les rendez-vous suivants sont à retenir :

11.10.2021 - Kulturhuef Bistro à Grevenmacher
15.11.2021 - 46 Am Tuerm à Diekirch
31.01.2022 - Brasserie K116 à Esch-sur-Alzette.

Le format « Parliament@home » incite les citoyens de se retrouver avec la famille et les amis chez eux, de discuter des sujets européens et de transmettre les conclusions tirées des discussions à la Chambre des Députés (futureu@chd.lu).

Les premières étapes de la COFE

Le 9 mai 2021, Journée de l'Europe, la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE) fut lancée officiellement. Quatre députés luxembourgeois ont participé à la séance plénière inaugurale de la Conférence à Strasbourg le 19 juin 2021. Il s'agissait des membres de la sous-commission : M. Yves Cruchten (LSAP), M. Claude Wiseler (CSV), Mme Simone Beissel (DP) et Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).

En amont des évènements planifiés à partir de cet automne, des groupes de discussion ont été organisés. Ceux-ci ont cerné les questions qui intéressent les citoyens et des thèmes qui les interpellent, à savoir les inégalités, la compétitivité économique de l'UE, les flux migratoires et le changement climatique.

Quatre panels avec des représentants de la société civile seront organisés à la Chambre des Députés afin d'approfondir l'échange de vues sur ces sujets :

04.10.2021 - panel sur les inégalités
08.11.2021 - panel sur la compétitivité économique de l'UE
06.12.2021 - panel sur les flux migratoires
10.01.2022 - panel sur le changement climatique.

D'autres manifestations sont en planification.

Visite du Ministre des Communautés du Cabo Verde

« Le Luxembourg est un partenaire important »

Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ont eu un échange de vues, le 10 septembre 2021, avec le Ministre des Communautés de la République du Cabo Verde, M. Jorge Maúricio Santos. Au cours de cette entrevue, les députés ont souligné les excellentes relations entre le Luxembourg et le Cabo Verde depuis près de 30 ans. « Le Luxembourg est un partenaire stratégique important pour l'aide au développement du Cabo Verde et un ami de longue date », a relevé M. Jorge Maúricio Santos.

« Le rôle du Ministre des Communautés est d'établir et de maintenir un lien fort entre le Cabo Verde et ses ressortissants à l'étranger », a-t-il expliqué. Les députés ont ajouté que les relations exemplaires qu'entretiennent les deux pays sont visibles à tous les niveaux lorsqu'on visite le Cabo Verde, ce qui permet à tout un chacun de s'apercevoir que l'aide en provenance du Grand-Duché contribue de façon considérable au développement du pays.

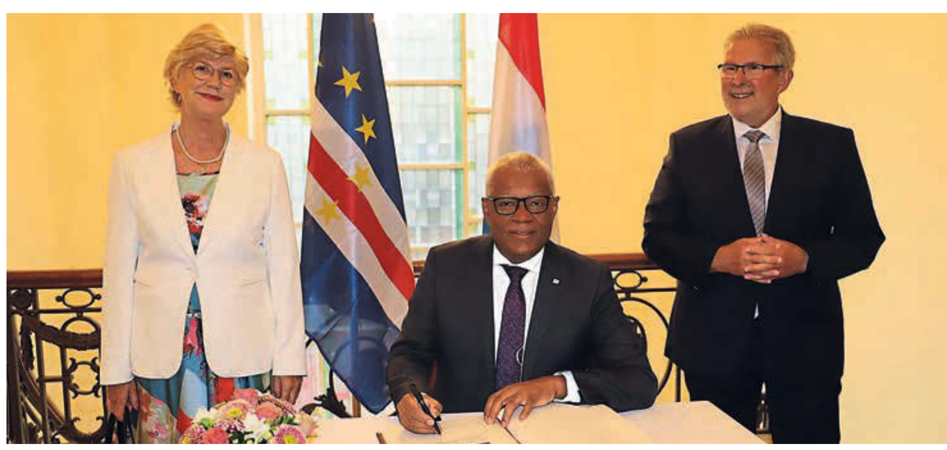
À la demande des députés, le Ministre a fait savoir que le Cabo Verde se trouve en pleine transition énergétique grâce à l'aide du Luxembourg. 28 % de l'énergie utilisée trouve ses sources dans les énergies renouvelables, et le pays mise beaucoup sur le développement d'énergies alternatives comme l'hydrogène, qui d'ailleurs présente un intérêt fort aux yeux d'investisseurs étrangers.

Le tourisme est également un secteur important de l'économie cabo-verdienne, selon M. Jorge Maúricio Santos. Avant la pandémie, le pays recevait près de 900.000 touristes par an et il se fixe comme objectif d'atteindre le million après la pandémie. « Le Cabo Verde sera en mesure d'accueillir à nouveau les touristes à partir de la mi-septembre, dans des conditions sanitaires strictes », s'est réjoui le Ministre.

Les députés ont enfin insisté sur l'intégration exemplaire de la communauté cabo-verdienne au sein de la société luxembourgeoise.

Un parlementaire a mis en avant que quelques jeunes Luxembourgeois d'origine cabo-verdienne sont malheureusement en échec scolaire et qu'il est important de leur fournir un encadrement approprié.

Le Ministre des Communautés a remarqué qu'une réunion avec le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, est à l'ordre du jour dans le cadre de sa visite au Grand-Duché et qu'il allait y évoquer le sujet, tout en affirmant que le Cabo Verde doit tout mettre en œuvre afin que ses ressortissants puissent évoluer dans les meilleures conditions possibles à l'étranger.



Le Ministre des Communautés du Cabo Verde, M. Jorge Maúricio Santos, entouré des députés Mme Simone Beissel et M. Mars Di Bartolomeo

Changement de noms et de prénoms

6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi n° 6568B est né de la scission du projet de loi initial n° 6568 portant réforme du droit de la filiation. Dans son avis du 10 décembre 2015, le Conseil d'État estime en effet que, dans un souci de lisibilité et de cohérence, il est préférable de regrouper toutes les dispositions relatives aux noms et prénoms dans un seul acte législatif.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, le législateur saisit l'occasion pour fusionner la procédure de transposition du nom et des prénoms, actuellement régie par la législation sur la nationalité luxembourgeoise, avec la procédure du changement du nom et des prénoms.

Une telle approche se justifie par le fait que les deux procédures administratives ont le même objet, à savoir la modification du nom et des prénoms. Au niveau de la législation sur la nationalité luxembourgeoise, cette approche implique la suppression des articles relatifs à la transposition du nom et des prénoms.

Le projet de loi n° 6568B, dans sa teneur finale, détermine :

- le champ des bénéficiaires ;

- la nature des changements de noms et prénoms admis ;

- les effets des changements de noms et prénoms sur des enfants mineurs au moment où ce changement intervient ;

- la procédure régissant les demandes de changement de noms et prénoms.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 01.08.2017
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

01.08.2017 Désignation d'un rapporteur
Adoption d'amendements
16.09.2020 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
21.10.2020 Présentation et adoption d'une série d'amendements
22.10.2020 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
25.11.2020 Présentation et examen d'une série d'amendements
27.11.2020 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15.12.2020 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1045, page 1

Sanctions financières

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Le présent projet de loi a pour objet de renforcer la mise en œuvre des mesures restrictives, appelées également sanctions, en matière financière au niveau national. Pour ce faire, il entend intégrer dans la législation nationale les décisions prises en la matière au sein de l'ONU et de l'UE, qui imposent au Luxembourg de légiférer à cet égard notamment dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.

La lutte contre le financement du terrorisme reste en effet un objectif important dans la mise en œuvre de mesures restrictives financières, mais n'y figure pas comme objectif unique visé par ces mesures. Il s'agit également de lutter contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive, de protéger la paix et la sécurité internationales et de lutter contre les violations du droit international.

Le dispositif législatif actuellement en vigueur repose sur la loi du 27 octobre 2010 et se limite uniquement à la lutte contre le financement du terrorisme.

Partant, le présent projet de loi entend adapter le dispositif législatif et réglementaire national afin de tenir compte de tous les objectifs susmentionnés, tout en appliquant les principes retenus dans la loi du 27 octobre 2010. De surcroît, la loi du 27 octobre 2010 sera abrogée par le présent projet de loi.

Sont également incorporées dans le présent projet de loi des dispositions s'inspirant de la loi du 27 juin 2018 relative, entre autres, à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes. Le présent projet de loi constitue ainsi le pendant en matière financière de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations.

Les amendements gouvernementaux du 14 juillet 2020 sont venus corroborer la volonté du législateur de renforcer l'homogénéité entre les différents dispositifs législatifs en matière de criminalité financière.

Ces amendements visent, d'une part, à doter les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation de pouvoirs accrus et à renforcer l'efficacité des sanctions et, d'autre part, à clarifier le champ d'application du projet aux succursales luxembourgeoises à l'étranger ainsi qu'aux succursales étrangères au Luxembourg. Les adaptations relatives aux pouvoirs des autorités de contrôle et des organismes d'autorégulation s'opèrent en préservant un parallélisme avec la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

En conclusion, le présent projet de loi développe, étoffe et renforce le cadre légal luxembourgeois en matière de mise en œuvre de mesures restrictives. Ce renforcement vise à promouvoir et à protéger la bonne réputation du pays au sein de la communauté internationale. Cette dernière est essentielle pour toute croissance économique qui se veut durable.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

07.10.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et d'amendements gouvernementaux
27.11.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.12.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1072, page 1

Meilleure localisation d'appels d'urgence

7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi 7526 a pour objet d'améliorer la précision de la localisation géographique des appels d'urgence obtenus depuis des téléphones mobiles en faisant recours aux fonctionnalités de localisation y intégrées. Il permet ainsi d'améliorer la prise en charge des personnes en danger par les services de secours luxembourgeois.

Le texte sous avis modifie :

- la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, ainsi que

- les articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle.

En outre, il permet d'aligner la législation nationale au nouveau Code européen des communications électroniques.

Contexte

Afin de garantir une exécution efficace de leurs fonctions, les services d'urgences nécessitent des informations précises, fiables et rapides sur la localisation géographique des personnes appelant un numéro d'urgence.

Sur base de la loi modifiée du 30 mai 2005, les centres de réception des appels d'urgence peuvent recevoir de la part des fournisseurs ou opérateurs de services de téléphonie les données relatives à l'identification et à la position géographique d'un appelant au numéro d'appel d'urgence unique européen 112 ainsi qu'aux numéros d'urgence déterminés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

À l'heure actuelle, un appel d'urgence émis par un téléphone mobile est localisé à travers la borne du réseau de téléphonie mobile traitant l'appel (« Cell ID »). Cette méthode présente cependant une faiblesse au niveau de la précision des coordonnées géographiques de l'appelant. Plus le rayon de couverture des bornes téléphoniques est large, moins les données de localisation sont exactes. Surtout dans les zones rurales, où le rayon de ces bornes est souvent très large, la localisation de l'appelant peut s'avérer très difficile, ce qui entrave le bon fonctionnement des services de secours.

D'après la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte, « CCEE »), chaque État membre doit garantir que les coordonnées géographiques de l'appelant soient transmises au centre de réception des appels d'urgence directement après l'établissement de la communication d'urgence.

Adaptations prévues

En complément au recours aux données de localisation à travers les informations des bornes du réseau de téléphonie mobile, cette future loi propose de localiser les appelants à travers les fonctionnalités de localisation géographique intégrées dans leurs téléphones portables. En fait, ces fonctionnalités sont connectées via le système mondial de navigation par satellite (GNSS) ou via les réseaux wi-fi et permettent d'extraire toute information disponible relative à la localisation de l'appelant, même si elles ont été désactivées auparavant, pour la seule finalité de la gestion de l'appel d'urgence. Ainsi, dès que l'utilisateur appelle le numéro d'urgence « 112 » ou un autre numéro d'urgence déterminé par l'ILR, un SMS de localisation sera transmis au centre de réception des appels d'urgence. Il est prévu de sauvegarder ces informations pour une durée maximale de 24 heures suivant leur réception.

En outre, le projet de loi sous rubrique permettra une transposition anticipée de la disposition correspondante de la directive (UE) 2018/1972 établissant la CCEE.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 20.02.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

28.04.2020 Présentation du projet de loi
24.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1043, page 1

Coproduction audiovisuelle avec le Canada et la Chine

7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017

Le projet de loi 7629 a pour objet d'approuver le Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017, ainsi que le « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017.

En vue de soutenir l'industrie audiovisuelle du Grand-Duché, le législateur veut promouvoir la coproduction entre les producteurs luxembourgeois et les professionnels d'outre-mer. Le principal atout de la coproduction consiste dans le partage des frais de production, ce qui incite les professionnels à augmenter leur volume de productions audiovisuelles. En outre, les œuvres réalisées en coproduction peuvent profiter des avantages attribués aux œuvres nationales par chacun des deux pays.

Par ailleurs, la coproduction favorise les échanges dans les domaines de la promotion, de la diffusion, de la distribution et de la formation. Elle permet ainsi de fortifier les relations du Luxembourg avec ses partenaires étrangers.

En premier lieu, le projet de loi vise à renouveler les synergies en matière de coproduction entre le Luxembourg et le Canada. En effet, l'ancien accord de coproduction datant de 1996 sera remplacé par un nouvel accord signé en 2017.

En deuxième lieu, le présent texte porte approbation de l'accord de coproduction signé en 2017 entre le Grand-Duché et la Chine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.07.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :

24.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1058, page 1

Coproduction cinématographique

7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017

Le projet de loi 7630 a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017.

La convention révisée actualise les dispositions de la convention culturelle sur la coproduction cinématographique de 1992 afin de refléter l'évolution technologique, économique et financière de l'industrie audiovisuelle.

Considérations générales

La convention révisée a comme objectif de fournir un cadre juridique et financier actualisé pour la coproduction de longs métrages impliquant des sociétés de production établies dans différents pays.

La nouvelle législation compte trois innovations principales :

- en premier lieu, le champ d'application de la convention est élargi à des pays non-membres du Conseil de l'Europe afin de promouvoir la collaboration transfrontalière des sociétés de production cinématographique. Dans ce cadre, le législateur européen introduit la notion de « coproduction internationale officielle » ;

- ensuite, la convention révisée assouplit les procédures d'obtention de la nationalité d'un film pour les pays impliqués dans la coproduction.

Tandis que l'ancienne législation fixait la participation financière minimale de chaque coproducteur lors d'une coproduction bilatérale ne disposant pas d'accord spécifique à 20 % du coût total de production, la convention révisée réduit ce pourcentage à 10 %. Lors d'une coproduction multilatérale, les apports respectifs au coût total de la production seront compris entre 5 % pour la participation la plus faible et 80 % pour la plus forte, le seuil minimal était auparavant de 10 % ;

- finalement, le Comité de direction du Fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles (« Eurimages ») est désormais responsable pour le partage et la surveillance des meilleures pratiques dans l'application de la convention révisée.

La convention révisée a été signée par 30 États membres du Conseil de l'Europe, dont le Luxembourg, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la République tchèque, le Danemark, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Monténégro, les Pays-Bas, la Macédoine du Nord, la Nor-

vège, la Pologne, le Portugal, la Serbie, la République slovaque, la République slovène, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Jusqu'à présent, elle est entrée en vigueur dans 18 pays signataires.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 13.07.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
24.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1057, page 1

Règlement du compte général de l'exercice 2019

7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019

Tant le compte général que le budget pour ordre de l'exercice 2019 affichent un résultat positif.

A. Recettes et dépenses courantes en capital et relatives aux opérations financières

	Report du solde des recettes et dépenses (« réserve budgétaire ») de l'année précédente	-1.498.121.577,27
I.	Recettes effectives	19.112.169.340,64
II.	Dépenses effectives	17.839.255.094,06
III.	Excédent de recettes	1.272.914.246,58
IV.	Report du solde des recettes et dépenses (« réserve budgétaire »)	-225.207.330,69

B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	11.612.388,14
I.	Recettes pour ordre	1.781.034.751,32
II.	Dépenses pour ordre	1.778.910.699,83
III.	Excédent de recettes pour ordre	2.124.051,49
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	13.736.439,63

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	3.238.150.358,37
I.	Recettes	5.904.407.449,62
II.	Dépenses	5.992.809.280,47
III.	Excédent de dépenses	88.401.830,85
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	3.149.748.527,52

Source : Rapport général de la Cour des comptes (doc. parl. 7676-2)

Situation globale de l'exécution du budget 2019

Par rapport au budget voté de l'État de l'exercice 2019, tel qu'il fut arrêté par la loi du 26 avril 2019, les variations des recettes et dépenses enregistrées au compte général de l'État de l'exercice 2019, peuvent être résumées comme suit :

Le compte général de l'exercice 2019 affiche un excédent de recettes de 1.272,91 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un excédent de dépenses de 1.061,79 millions d'euros. Il s'agit d'une différence de 2.334,70 millions d'euros.

Cette différence significative s'explique avant tout par les variations importantes des recettes pour opérations financières.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution du budget de l'exercice 2019 en faisant abstraction des opérations financières.

Le compte général de l'exercice 2019, hors opérations financières, affiche donc un excédent de dépenses de 128,83 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un déficit de 815,17 millions d'euros.

La différence de 686,33 millions d'euros entre le résultat du compte général, hors opérations financières, et celui prévu au budget de 2019 s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes courantes qui passent de 16.502,71 millions d'euros à 17.283,91 millions d'euros.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.09.2020
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
12.10.2020 Présentation du projet de loi
30.11.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des comptes
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2020 Examen d'un projet de rapport
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
12.10.2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1060, page 1

Tableau : Budget et compte 2019 (hors opérations financières)

	Budget voté 2019	Compte général 2019	Variation en valeur	Variation en %
Recettes				
- courantes	16.502.714.969,00	17.283.912.192,31	781.197.223,31	4,73 %
- en capital	98.744.600,00	126.737.546,96	27.992.946,96	28,35 %
Total recettes (1)	16.601.459.569,00	17.410.649.739,27	809.190.170,27	4,87 %
Dépenses				
- courantes	15.185.855.439,00	15.215.574.624,77	29.719.185,77	0,20 %
- en capital	2.230.771.130,00	2.323.908.280,68	93.137.150,68	4,18 %
Total dépenses (2)	17.416.626.569,00	17.539.482.905,45	122.856.336,45	0,71 %
Excédent (1) - (2)	-815.167.410,00	-128.833.166,18	686.333.833,82	

Source chiffres : budget de l'État 2019, compte général 2019, tableau : Cour des comptes

Séances communales à huis clos par visioconférence

7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre la Covid-19

Le projet de loi a pour objet d'introduire la possibilité de recourir à la visioconférence aux séances à huis clos tant du conseil communal que du collège des bourgmestre et échevins.

La loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 avait d'ores et déjà introduit cette possibilité pour les séances publiques du conseil communal.

En vue de garantir le bon fonctionnement des organes collégiaux des communes en tout état de cause et de manière continue, y compris dans des situations d'urgence, ainsi que la protection des personnes vulnérables, il est désormais jugé opportun d'étendre cette possibilité de manière exceptionnelle et temporaire aux séances à huis clos du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins, permettant ainsi aux membres vulnérables ou empêchés de se déplacer à participer à ces réunions pour que le quorum pour délibérer soit atteint. Les mesures valent également pour les organes des entités assimilées aux communes.

La loi sera applicable jusqu'au 15 juillet 2021 inclus.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 02.11.2020
Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
26.11.2020 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
15.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1041, page 1

Soutien économique d'entreprises

7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Ce projet de loi tire profit de la décision du 13 octobre 2020 de la Commission européenne de prolonger le régime d'encadrement temporaire des mesures d'aides d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19. Cette décision permet aux États membres à contribuer, à titre temporaire, sous forme de subventions directes, de garanties ou de prêts, et jusqu'à concurrence d'un montant maximal de trois millions d'euros par groupe, à une partie des coûts non couverts de ces entreprises.

Le projet de loi met en place une aide financière basée sur la nouvelle section 3.12 de l'encadrement temporaire de la Commission.

Les secteurs concernés par cette contribution temporaire aux coûts non couverts de certaines entreprises sont ceux de la restauration, du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement, tous particulièrement touchés par les mesures d'interdiction et de restriction qui ont été prises pour limiter la propagation du virus. À ces secteurs s'ajoute l'activité de gestionnaire d'un organisme de formation professionnelle continue.

L'aide financière sera allouée sous forme de subventions en capital mensuelles calculées sur base des coûts non couverts aux entreprises qui, au cours de tout ou partie de la période se situant entre le 1er novembre 2020 et le 30 mars 2021, auront subi une perte du chiffre d'affaires mensuel d'au moins 40 % par rapport au mois correspondant de l'année 2019.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
02.12.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1036, page 1

Nouvelle aide de relance pour entreprises

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Ce projet de loi vise à mettre en place une nouvelle aide de relance qui est inspirée de l'aide mise en place par la loi du 24 juillet 2020 en faveur des secteurs du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement. Cette nouvelle aide, qui prend la forme de subventions en capital mensuelles et s'étend sur une période de quatre mois allant de décembre 2020 à mars 2021, aura toutefois un champ d'application matériel plus large en ce qu'elle bénéficiera également au secteur du commerce de détail en magasin et aux gestionnaires d'organismes de formation professionnelle continue.

La nouvelle aide reste liée à la condition que l'entreprise ait subi une perte du chiffre d'affaires mensuel d'au moins 25 % et est calculée sur base du nombre de salariés et de travailleurs indépendants de l'entreprise.

Ce régime d'aide s'appliquera en parallèle à celui qui sera institué par le projet de loi n° 7703 qui vise à créer une aide sous forme de contribution aux coûts non couverts. Les entreprises dont la perte du chiffre d'affaires mensuel est supérieure à 25 %, mais inférieure au seuil fixé pour pouvoir bénéficier de la contribution aux coûts non couverts pourront bénéficier de l'aide mise en place par le présent projet de loi. Les entreprises qui rempliraient à la fois les critères d'éligibilité pour la nouvelle aide de relance et les critères d'éligibilité pour la contribution aux coûts non couverts devront opter pour l'instrument qui est le plus adapté à leur situation.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 17.11.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
02.12.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
08.12.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1035, page 1

Droit du travail : prolongation de mesures et modification

7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Le projet de loi a pour objet de prolonger jusqu'au 30 juin 2021 une mesure prévue à l'article 16 de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 et modification du Code du travail.

La mesure prévue à l'article 16 de la loi précitée du 20 juin 2020 vise notamment à suspendre jusqu'au 31 décembre 2020 l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail, qui prévoit que « les droits à l'indemnité de préretraite cessent de plein droit : [...] à partir du jour où le bénéficiaire exerce ou reprend une activité lui rapportant un revenu qui, sur une année civile, dépasse par mois la moitié du salaire social minimum applicable au salarié concerné ».

Cette mesure se justifiait par le fait que dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, certaines entreprises ont été amenées à proposer à leurs anciens salariés en préretraite de reprendre le travail pendant la durée de la crise et que l'on voulait garantir que la rémunération que ces personnes pouvaient toucher pour l'exécution de ce travail n'ait pas comme conséquence la perte des droits à l'indemnité de préretraite.

L'évolution de la pandémie avec une augmentation prononcée du nombre de nouveaux cas d'infection détectés et une baisse sensible des effectifs en personnel dans les hôpitaux et les structures de soins sont à l'origine de la prolongation de cette dérogation.

Par ailleurs, tout en prolongeant la mesure prévue à l'article 16 de la loi précitée du 20 juin 2020 jusqu'au 30 juin 2021, le projet de loi vise à réduire le champ d'application de cette disposition pour ne plus l'appliquer à tous les domaines économiques énumérés à l'annexe de la loi précitée du 20 juin 2020, mais seulement au secteur de la santé en général, y compris les laboratoires d'analyses médicales, et au secteur d'aides et de soins, secteurs les plus sollicités et les plus sous pression au regard de l'augmentation du nombre de personnes testées positives et du nombre croissant d'hospitalisations qui en découle.

En contrepartie de cette réduction du champ d'application, les salariés ayant travaillé dans un de ces domaines avant de partir en préretraite ne sont plus obligés de retourner travailler chez leur ancien employeur, mais ils peuvent reprendre une activité salariée auprès de n'importe quel employeur actif dans le secteur de la santé ou dans le secteur d'aides et soins, ou encore dans un laboratoire d'analyses médicales, pour pouvoir bénéficier de la suspension de l'article L. 585-6, point 5, du Code du travail. Ainsi, le projet de loi vise à modifier l'alinéa 3 du même article 16 de la loi du 20 juin 2020 précitée pour préciser à quel employeur incombe la charge de communiquer la liste des salariés concernés par cette dérogation au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2020	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1038, page 1

Compensation pour salaire social minimum rehaussé

7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Le 9 décembre 2020, le projet de loi n° 7719 augmentant le salaire social minimum de 2,8 % dès le 1er janvier 2021 a été adopté par la Chambre des Députés.

Pour compenser cette nouvelle charge difficile à supporter par les entreprises des secteurs qui sont les plus gravement touchés par la pandémie de Covid-19, le présent projet de loi vise à mettre en place une aide financière unique sous forme de subvention en capital. Son montant est calculé sur base du nombre de salariés rémunérés entre le salaire social minimum et le salaire social minimum qualifié, qui ont été en activité au cours d'une période mensuelle se situant entre janvier et juin 2021. L'aide ne peut être demandée que pour un seul mois qui se situe dans la période éligible.

Il a été veillé à limiter les formalités administratives préalables à l'obtention de l'aide au minimum.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 24.11.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

02.12.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
08.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1037, page 1

Droit pénal : adaptation de modalités procédurales

7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le projet de loi 7720 vise à proroger la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale afin d'assurer en toute sécurité et dans les mesures sanitaires en vigueur l'exercice des droits de recours devant les juridictions concernées.

Aux termes de l'exposé des motifs, l'évolution de la pandémie au cours des derniers mois a montré que les dispositions dérogatoires en matière de procédure pénale gardent leur raison d'être au-delà du 31 décembre 2020 de sorte que la prorogation de la loi modifiée du 20 juin 2020 susmentionnée s'impose.

En outre, le projet de loi 7720 met au profit les expériences faites à l'occasion de la modification de la loi précitée, afin d'adapter certaines de ses dispositions. Ainsi, il importe de les rendre d'application facultative par rapport aux dispositions de droit commun prévues au Code de procédure pénale, ceci dans le but de permettre une plus grande flexibilité dans la matière.

En effet, le présent projet de loi prévoit des adaptations en ce qui concerne :

- la notification des ordonnances de perquisitions et de saisies ;
- l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction ou de la chambre du conseil du tribunal ;
- la procédure d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement autre que sur le fond ;
- la procédure d'appel contre les décisions du juge de police en matière d'interdiction de conduire provisoire ;
- la procédure d'appel contre les jugements rendus quant au fond ;
- l'exécution fractionnée des peines privatives de liberté ;
- la saisine de la chambre de l'application des peines.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020
Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

02.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
09.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements
15.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1046, page 1

Mesures contre le danger d'infection

7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Dans le contexte actuel de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le présent projet de loi vise à limiter les interactions physiques afin de minimiser le danger d'infection, tout en assurant le bon fonctionnement du service public de la justice.

Aux termes de l'exposé des motifs, le maintien temporaire de certaines mesures introduites par la loi du 20 juin 2020 portant prorogation des mesures concernant les audiences publiques et adaptations d'autres modalités procédurales (ci-après « la loi du 20 juin 2020 ») au-delà du 31 décembre s'avère utile et nécessaire. Ainsi, chaque mesure décidée pendant l'état de crise et prorogée par la loi du 20 juin 2020 fut analysée par rapport à sa finalité première et en considération des droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité. Il a par ailleurs été analysé si de nouvelles mesures devaient être prévues.

Le présent projet de loi propose de maintenir, respectivement de remettre en place, les adaptations temporaires en ce qui concerne :

- les règles procédurales devant les juridictions judiciaires et administratives dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
- l'exécution des décisions de déguerpissement ;
- le délai prescrit pour faire l'aveu de faillite ;
- les hypothèques conventionnelles ;
- les déclarations de naissance.

Dans le but d'une meilleure lecture d'ensemble des mesures prolongées et des dispositions nouvelles s'y ajoutant, la loi du 20 juin 2020 est abrogée et substituée par la nouvelle loi en projet, comportant le catalogue complet des mesures à entrer en vigueur.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 26.11.2020
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

02.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
09.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements
15.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1056, page 1

Protection des salariés contre un licenciement

7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de modifier temporairement l'article L. 121-6, paragraphes 1er, 2 et 3, alinéa 1er, du Code du travail par l'introduction de dérogations temporaires applicables jusqu'au 30 juin 2021. Ces dispositions portent sur la protection du salarié contre un licenciement.

Face à la forte augmentation de personnes testées positives au coronavirus et vu la charge de travail importante qui en découle pour la cellule du contact tracing, il se peut que, pour certaines personnes testées positives, voire pour certaines personnes ayant eu un contact à risque avec une personne testée positive, un laps de temps important s'écoule avant qu'elles ne disposent de l'ordonnance de mise en isolement ou de mise en quarantaine, assortie, le cas échéant, d'un certificat d'incapacité de travail.

Afin d'éviter un licenciement pour un fait indépendant de la volonté du salarié, le présent projet de loi prévoit un délai spécifique de huit jours pour la soumission du document servant de certificat d'incapacité de travail émanant de l'autorité nationale et adressé aux personnes en quarantaine ou en isolement.

En outre, le projet de loi inclut spécifiquement cette catégorie particulière de certificats aux cas dans lesquels le salarié absent pour cause d'incapacité de travail est protégé contre le licenciement afin d'éviter que d'éventuels retards dans la transmission de ces documents puissent créer des situations dans lesquelles les salariés concernés peuvent, le cas échéant, être licenciés pour cause d'absence non justifiée.

Le projet de loi précise encore l'obligation des salariés incapables de travailler pour cause de mise en quarantaine ou en isolement d'en avertir le jour même de l'empêchement l'employeur ou le représentant de celui-ci.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.11.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1039, page 1

Cérémonies de mariage

7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrière s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose toujours problème à un certain nombre de communes.

Le projet de loi vise à prolonger la mesure permettant à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale jusqu'au 15 juillet 2021 inclus.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.12.2020
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

09.12.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1055, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
   2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
   4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
   5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
   6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
   7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
   12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
   13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
   16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
   17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
   18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
   22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
   23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
   25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
   et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Discussion générale (suite) : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. André Bauler) (dépôt des motions 3 à 8) - (interventions de M. Gilles Baum, M. André Bauler et M. Marc Baum) - M. David Wagner (dépôt des motions 9 à 12) - M. Sven Clement (dépôt des motions 13 à 15) - M. Gilles Roth (interventions de M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz et M. Gusty Graas) (dépôt de la motion 16) - M. André Bauler - M. Michel Wolter (intervention de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances) - M. Gusty Graas
   - Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gusty Graas et M. Marc Spautz) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Gilles Roth (parole après ministre) (interventions de M. Max Hahn, M. Marc Goergen et M. André Bauler) - M. le Ministre Pierre Gramegna - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. Claude Haagen et M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
4. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]**
   et
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Discussion générale (suite): M. Gilles Baum (interventions par M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Roth)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 15.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

De Mëtteg fuere mer weider mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, wéi d'Kolleege virdrun et scho gemaach hunn, an dem honorabelen Här François Benoy e grousse Merci soe fir säi Budgetsrapport. Et ass ëmmer eng ganz grouss Aarbecht, fir esou e Rapport ze maachen, et verlaangt ganz vill Investissement, ganz vill Seriö - an dat muss ee besonnesch ervirhiewen.

Ech wéilt awer och soen, datt am Här Benoy sengem Rapport direkt e puer Punkte sinn, déi ech hei wëll speziell ënnerstäichen, well se politesch och interessant sinn.

Dat Éischt ass, datt den Här Benoy eis gesot huet, datt nach esou vill Wunnraum disponibel wär: fir 300.000 Leit. Ech erënnere mech, an dat mat enger gewësser Satisfaktioun, well et ass nach net esou laang hier, datt déi gréng Partei gesot huet, omei, de Wuesstum an all dee Populatiounswuesstum an esou weider, dat wär e grousse Risiko fir d'Natur, fir d'Ëmwelt, fir alles, an elo gesi mer eng gewësse Satisfaktioun fir ze soen, 300.000 wär an de Perimeteren ouni Weideres nach méiglech. Dann hätte mer schonn eng Populatioun vun 900.000!

Dat Zweet, wat ech wëll ervirhiewen, ass, datt den Här Benoy - sauf erreur de ma part - gesot huet, datt an dësem Budget - dee gréngsten, dee mer jee haten - 1,1 Milliarde fir Klima an esou änlech Projete virgesi wären. Dir korrigéiert mech, wann ech dat net richteg héieren hätt! Mee dat ass enorm vill Geld an engem Budget, deen en Defizit vun 2,4 Milliarden opweist! Also musse mer och déi Ausgaben hannerfroen - an dat wäerte mer och maachen.

An dat Drëtt ass: Ech constatéieren, datt den Här Benoy vun engem demokrateschen Defizit geschwat huet. En huet geschwat vun der Participatioun an der Gesellschaft, der Inklusioun och vun eisen auslännesche Matbierger. Mee et gëtt en demokrateschen Defizit hei am Land, Här Benoy an Är Kolleege vun deene Gréngen! Dat ass zum Beispill deen, datt d'Circonscriptioun Osten oder d'Circonscriptioun Norden hei am Parlament net genuch representéiert sinn. Dat ass en demokrateschen Defizit! Et gëtt där nach. Et gëtt awer och en demokrateschen Defizit bei deene Gréngen, well, wien e Resultat vun engem Referendum net unerkennt, wéi Dir et hei maacht, well Dir probéiert e Wee laanscht de Referendum, laanscht déi 80 % ze fannen, bei deem ass och en demokrateschen Defizit festzestellen! Et gëtt awer keen demokrateschen Defizit am Hibléck op d'Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, well all déi kënne Lëtzebuerger ginn an dann un alle politesche Prozesser deelhuelen!

Den Här Benoy huet a senger Ried eebe ganz vill Gewiicht op eng gréng Ideologie geluecht. En huet dat laang begrënnt. Och d'Madamm Josée Lorsché huet dat de Moie ganz laang gemaach. A mir wëlle weisen, datt dat, wat hien eis proposéiert, éischter schuet wéi notzt. Et ass eng net realistesch Politik, si ass net realisabel! A well se weeder realistesch nach wierklech realisabel ass, ass se emol net wënschenswäert!

Mir wëllen Iech weisen - an do kommen ech herno drop zréck -, datt déi Politik, déi hei proposéiert gëtt, eigentlech d'Zukunft vun deene jonke Leit hypothekéiert an datt se der Ëmwelt ënner Ëmstänn méi schuet wéi notzt. Mir als ADR, mir sti fir e ganz engagéierten Ëmweltschutz, awer eeben een, dee realistesch ass an dee schlussendlech net méi schuet, wéi en notzt.

De Budget kënnt an enger Zäit vu grousser Onsécherheet. Mir hu Problemer am Welthandel, mir mussen eis Relatioune mat den USA nei definéieren ënnert deem neie President - och dat gëtt schwiereg -, mir stinn nom Brexit an enger Neidefinitioun vun eisen internationale Relatiounen, notamment fir d'Finanzplaz. Alles dat sinn natierlech Elementer, déi fir eng virsiichteg Budgetspolitik plädéiere loossen.

An och wéinst där sanitärer Situatioun kënnt en an engem ganz schwéieren Ament. Mir hunn en ekonomeschen Abroch - et ass beschriwwe gi mat enger Gréisstenuerdnung vu 4 % -, de Chômage ass op iwwer 7 % geklommen an d'Regierung huet dann och déi Clause pour „circonstances exceptionnelles" aus dem Gesetz vun 2014 gezunn, déi et erlaabt, deenen normale Budgetsreegelen ze derogéieren an dann eeben d'Norme vum europäesche Stabilitéitspakt net ze applizéieren, an déi Objectifs à moyen terme, déi mëttelfristeg Finanzplanung, ka se och net méi realiséieren.

Ech ginn och deene Recht, déi viru mir hei stoungen a gesot hunn, datt d'Regierung keng Reserven ugeluecht huet a besseren Zäiten. Dat schéngt mer wierklech e Faktum ze sinn, deen net ka kontestéiert ginn. Fir eis gëllt nach ëmmer: „Gouverner, c'est prévoir", an dat heescht eeben, datt een an Zäiten, wou een Iwwerschëss huet, Scholden ofbaut, spuert an eebe fir méi schlecht Zäite Geld uleet. Dat ass net gemaach ginn!

Den ekonomesche Réckgang, dee mer dëst Joer hunn, ass zu engem grousse Deel op politesch

Decisiounen zréckzeféieren, déi am Kontext vun enger sanitärer Kris geholl goufen. Am Ufank vun däser Kris, wéi mer nach net woussten, wat op eis géif duerkommen, hate mir als ADR och all déi Moossname matgestëmmt, déi deemools geholl goufen - den État de crise an de Lockdown -, obscho mir och schonn deemools de Lockdown anescht gehandhaabt hätten, wéi d'Regierung et gemaach huet. Mir hätten et zum Beispill och deemools deene klenge Geschäfter - ënnert deenen néidege Sécherheetsbestëmmungen - erlaabt, opzebleiwen, an net nëmmen deene groussen.

Mee den zweete Lockdown, dee mer elo hunn, dee fanne mer an der Applikatioun net richteg. Mir si géint eng Ausgangsspär - vun där mer eis nach ëmmer froen, wat se iwwerhaapt soll bréngen -, mir sinn dergéint, datt den Horeca-Secteur, Kultur a Sport komplett zougemaach ginn. Déi Leit leiden dorënner! Et gëtt - an den Här Engelen huet dat hei e puermol gesot - keng kloer Justifikatioun, fir dat ze maachen! Et ass wierklech eng ekonomesch Kris, déi zum Deel selwer produzéiert ass a wou de sanitäre Benefiss zweifelhaft ass.

Mir hätten also, wa mer elo an däser Situatioun d'Soe gehat hätten, sécher manner negativ ekonomesch a sozial Konsequenze gehat.

De Staat muss och oppassen, Här Finanzminister - an dat läit zum Deel an Ärer Verantwortung -, datt déi puer Administratiounen, déi géintiwwer deene Betriber Scholden afuerdere kënnen, net gläichzäiteg kommen a Réckstänn afuerdere bei der TVA, bei anere Steieren, wou d'Betriber bewosst och duerch eng staatlech Aktioun an eng Situatioun eragedriwwe ginn, wou se vläicht herno mussen eng Faillite erklären. Do muss de Staat einfach aner Méiglechkeete fannen! Et geet do net duer fir ze soen: „D'Administratiounen applizéieren d'Gesetzer." Da mussen d'Gesetzer eeben ugepasst ginn! Mee mir musse kucken, datt mer sou vill wéi méiglech Betriber duerch dës schwéier Zäit kréien!

Déi ugespaante Situatioun an de Klinicken, déi huet natierlech och mat der Spidolsreform vun der LSAP ze dinn. Den Här Engel ass elo net hei, mee e lauschtert mer vläicht trotzdeem iergendwou no. Mir hunn an der Publikatioun vum Statec - och dat hat den Här Engelen hei scho virgelies - eng Reduktioun vun der Zuel vun de Better, net nëmme par rapport zum Bevëlkerungswuesstum, mee eng absolutt Reduktioun vun de Better vun 2.821 am Joer 2000 op 2.659 am Joer 2019. Dat ass einfach irresponsabel! An déi Situatioun an de Klinicken, déi ass och zum Deel där Spidolsreform geschëlt an et däerf een net esou probéieren ze maachen, als wär dat net ze maachen.

Mir hunn als ADR eng Proposition de loi gemaach, fir dat ze redresséieren. Firwat kommt Der net heihinner, mir huelen déi Proposition de loi direkt op den Ordre du jour, mir maachen de Rapport, mir kucken, datt mer den Avis vum Staatsrot kréien an da stëmme mer dat! Mir mussen d'Klinicke vu kënschtleche Limitatioune vun den Zuele vun de Better befreien, fir déi sanitär Situatioun ze verbesseren! An déi Inaktioun vun der Regierung an deem Domän, deem Schlësseldomän, dat kann een net novollzéien!

Mir hunn och massiv Defiziter do - an dat betoune mer ëmmer erëm -, wou de Staat eigentlech haaptsächlech kompetent ass fir ze agéieren: am ëffentleche Raum. Mir haten Defiziter, wéi d'Situatioun an de Schoulen ugepaakt ginn ass, wéi se an de CIPAen ugepaakt gëtt - den Här Spautz hat de Moien nach op eng ganz opportun Manéier op déi Problemer opmierksam gemaach. Am ëffentlechen Transport hate mer grouss Press, wéi den Tram elo ageweit ginn ass, well e bis op d'Gare fiert, wou d'Leit dran zesummegedréckt stoungen - an dat an Zäite vu Covid! An da sot Dir awer, mir sollen am Privaten, wou de Staat näischt verluer huet, … do wëllt Der alles bis an de leschten Detail regléiere goen: wie wien däerf gesinn, d'Boma mat de Kanner oder net … Awer wann et drëm geet, fir d'Leit fir eng Foto am Tram zesummenzedrécken, fir do eng Aweiung ze maachen, da sidd Der awer do! Dat geet net! Këmmert Iech ëm den ëffentleche Raum a loosst d'Leit an hirem Privatliewen, an hirer Eegeverantwortung, an engem fräie Staat evaluéieren, wéi si et gär hätten!

D'Resultat vun däser Kris ass natierlech och budgetär an … Mee loosst mech vläicht … Et ass awer nach vläicht wichteg, datt ech virdrun op déi Fro vun den Impfunge aginn. Déi Impfungen, an dat huet den Här Engelen och scho beschriwwen, dat kann hëllefen. Mee mir gesinn awer mat Suerg, datt den Drock op d'europäesch Medikamentenagentur vun Dag zu Dag klëmmt! Op rtl.lu wore gëschter, mengen ech, zwee Artikelen, wann ech mech gutt erënneren. Den Delai, wéini d'Medikamentenagentur dann elo soll hiren Accord fir den Impfstoff ginn, gëtt ëmmer no vir geréckelt. An dann ass et jo kloer, datt en enormen ekonomeschen a politeschen Drock do existéiert! Da gëtt gesot, jo, mir kréichen elo méi Zougang zu Donnéeë wéi bis elo - mee dat ass net kredibel! Et besteet einfach en Drock!

A mir soen: Et muss éischtens bei den Impfunge séchergestallt sinn, datt se fräiwëlleg sinn an datt net en direkten oder en indirekten Drock op d'Leit kann ausgeüübt ginn, an zweetens, datt d'Sécherheet wierklech garantéiert ass.

Den Här Minister Gramegna huet de Moie gesot, jo, si wäre gratis - gratis fir d'Leit, awer net gratis fir de Staat. Majo, Här Gramegna, déi Suen, déi Dir hutt, dat sinn de Leit hir Suen! Déi Steiersuen, dat sinn all de Leit heibannen, all de Leit, déi eis dobaussen nokucken, et sinn deenen hir Suen! Also bezuelen d'Leit déi Impfung iwwer hir Steieren! Mee et ass net esou - ma Dir sidd Finanzminister, Dir misst dat wëssen -, wéi wann de Staat Suen hätt, déi net géife vun de Leit oder vun de Betriber kommen! Et ass net gratis, d'Leit bezuelen et iwwert d'Steieren! Awer et ass gutt, datt se net nach eng Kéier bezuele mussen, wa se sech wëllen impfe loossen.

Mir begleeden déi ganz Prozesser konsequent als ADR. Mir hannerfroen, well et ass eis Aufgab als Oppositiounspartei, all Schrëtt, deen dës Regierung hëlt, ze hannerfroen. Et ass net richteg, wann - egal, och an enger sanitärer Kris - einfach alles akzeptéiert gëtt an net hannerfrot gëtt, wat vun der Regierung kënnt! Mir hannerfroen - et ass eis Flicht, et ass eis Aufgab, et ass eist Recht, d'Regierung ze kontrolléieren! Mir maachen dat konsequent. Mir kucken op déi perséinlech Fräiheeten an däser Kris, mir kucken och op d'Reliounsfräiheet, och elo Chrëschtdag, mir kucken op d'ekonomesch Fräiheet, d'Liberté de commerce an all d'Fräiheeten, déi an eiser Constitutioun verankert sinn. A mir hannerfroen alles, wat d'Regierung mécht, fir ze kucken, ob dat, wat se mécht, wierklech néideg ass an ob et effikass ass. Deier ass et souwisou.

Wësst Der, déi Lächer, déi elo duerch dës Kris am Budget entstinn, do gëtt et zwou Methoden, fir dat kënnen ze redresséieren - et gëtt der zwou, et gëtt der keng dräi! Déi eng ass: Et gëtt ee manner aus, fir ze kucken, de Budget an d'Gläichgewiicht ze kréien. An déi aner ass: Et ännert een näischt oder et hëlt ee méi Scholden op, fir weider vill kënnen auszeginn. Ech soen Iech ganz kloer: Eise Wee als ADR ass deen, mat den Depensë lues ze maachen, fir genau ze kucken, wou ee kann Depensë maachen - well op d'Scholde komme mer nach ze schwätzen, mir hu méi wéi genuch Scholden, mir kënnen net esou weidermaachen an ëmmer nëmme Scholde maachen an da soen: „Et gëtt keen anere Wee." Dach, et gëtt aner Weeër!

An dann déi Iddi, fir permanent d'Steieren ze erhéijen. Ëmmer erëm solle Steieren agefouert ginn - an et ass eng richteg Course! déi gréng zum Beispill, déi féieren elo déi Kuelendioxidsteier an. Ech soen: Si féiere se an! A si feiere se och nach gläichzäiteg als e groussen Erfolleg! Eng Kuelendioxidsteier, déi jo och soll den Tanktourismus bekämpfen - den Tanktourismus, deen nach ëmmer eng vun deene wichtegste Recettë vum Lëtzebuerger Staat duerstellt! Dat muss een also wëssen.

A wat ass eigentlech … wat geschitt mat där Kuelendioxidsteier, fir den Tanktourismus ze bekämpfen? Et soll manner zu Lëtzebuerg getankt ginn, méi am Ausland? Et ass dem Klima komplett egal, ob zu Arel getankt gëtt oder zu Stengefort! Dat ännert an Ärer eegener Logik näischt, mee wou et eppes ännert, dat ass, datt et en drameteschen Abroch ass vun de Staatsrecettë vu Lëtzebuerg. Also hu mer och manner Suen, fir sozial Projeten ze finanzéieren, well och déi Sue falen net vum Himmel!

Wat Dir maacht, ass: Dir maacht näischt fir de Klima, well fir de Klima ass et keen Ënnerscheed, ob zu Arel oder zu Stengefort getankt gëtt, mee mir hu manner Suen an der Keess! An da schwätzt Dir nach vu soziale Kompensatiounsmoossnamen! Mee all déi Recetten, déi mer duerch Är Politik net kréien, déi feelen och am Staatsbudget, fir dat ze maachen, wat Dir Iech eventuell virstellt.

Dat ass eng Verantwortungslosegkeet! Dir kënnt eis dach hei net eng Politik als gréng verkafen, déi dem Klima iwwerhaapt näischt notzt an als Effekt huet, datt mer hei enorm Aboussen hunn, fir och fir sozial Leeschtunge kënnen ze bezuelen!

Dir wëllt och mat där Kuelendioxidsteier - dat ass och eppes typesch Grénges - de Leit virschreiwen, wéi se solle liewen. Et ass jo net nëmmen, datt Der an ekonomesch Prozesser an esou weider agräift, mee déi Desindexéierung, dat huet jo och e politeschen Zweck! Déi Leit, déi solle mam Auto fueren oder déi nach mam Auto fueren, déi ginn nach derfir bestrooft! Dir wësst besser, wat gutt ass fir d'Leit, wéi d'Leit selwer! Mir denken dat net! Loosst de Leit hir Fräiheet!

Also déi Desindexéierung, déi droe mir net mat! Fir eis ass dat eng Indexmanipuléierung, wéi et vill anerer och gëtt, a mir soen: Déi Kuelendioxidsteier, déi soll am Index berécksiichtegt ginn! Aus soziale Grënn begréisse mer awer, datt wéinstens e puer Kompensatiounsmoossname virgesi goufen. Awer mir soen och: Mir hätten och gär Kompensatioune fir eis Baueren, mam Mazout zum Beispill. Och dat ass wichteg! Dat si Leit, déi dacks vergiess ginn, mee och si verdéngen et, vum Staat ënnerstëtzt ze ginn!

déi gréng hunn och déi nei Berechnungsmethod fir d'Autossteier mat um Gewëssen. Mir hunn déi net gestëmmt! Mir wëllen net, datt d'Autofuere systematesch méi deier gemaach gëtt! Mir sinn derfir, datt den ëffentlechen Transport ausgebaut gëtt, well mir sinn der Iwwerzeegung: Wann am ëffentlechen Transport e gutt Angebot besteet, da gëtt et en och benotzt. Awer mir verdeedege gläichzäiteg déi individuell Mobilitéit. Mir ginn net géint d'Autofueren aus Prinzip!

An ech soen et nach ëmmer, well mer et allkéiers hei soen: Mir si géint all Subventionéierung vun der Elektromobilitéit, soulaang déi op Kanneraarbecht an Afrika baséiert! Et ass eng moralesch Zoumudung, datt Dir hei permanent vu Mënscherechter schwätzt an datt d'Entreprisë sollen all méiglech moralesch Normen anhalen an datt de Pensiounsfong soll all méiglech moralesch Normen anhalen - an de Staat, dës Regierung, déi hält iwwerhaapt keng an! Do ass e Widdersproch! Setzt Iech emol an deem do Kontext mat Iech selwer auseneen!

Dir wëllt … Dir hutt u sech hei bewisen - an Dir hutt et och gesot, den Här Benoy huet et gesot, anerer hunn et och gesot -, datt déi gréng eigentlech fir en omnipresente Staat sinn - dat heescht, fir e „staarke Staat", an Ärer Terminologie. Nee, en ass omnipresent! Dir wëllt alles kontrolléieren, d'Ekonomie an och d'Privatliewe vun de Leit! Et ass schonn ëmmer eng Tendenz bei Iech do: déi totalitaristesch! Mir refuséieren dat!

(Brouhaha et hilarité)

Mir refuséieren dat! An ekonomesch: Net nëmmen, datt Der politesch Problemer hutt, konzeptueller, mee ekonomesch hutt Der der och!

(Brouhaha)

Well Dir verkaaft eppes als Investitioun an de Staatsbudget, wat eng Depense ass! Dat sinn zwou verschidde Saachen! Eng Investitioun muss e Retour hunn, eng Depense huet kee Retour. An Dir vermëscht dat. Fir héich Depensen ze justifiéieren, sot Dir: „Alles ass en Investissement." Dat hält sech ekonomesch net!

Konzeptuell …, ech ginn Iech e Beispill: Dir schwätzt vu „Klimaverschmotzung" - dat ass och esou e politescht Wuert. E politescht! Et kann een e Floss verschmotzen, et kann ee Buedem verschmotzen, et kann ee Waasser verschmotzen, awer de Klima ass eng statistesch Gréisst! Dat ass Statistik! An eng Statistik kann een net verschmotzen! Et kann ee se fälschen - dat brauch ech Iech net ze soen! -, mee op jidde Fall ass de Klima eng Statistik an déi kann ee wuel veränneren. An de Klima verännert sech, duerch natierlech Ursaachen an och duerch mënschegemaachten Ursaachen, an engem Mooss, dat mer net genee kennen, awer et ass keng Verschmotzung, et ass eng statistesch …

(Interruption)

… Entwécklung. Dofir ass dat Argument vum Pollueur-payeur reng politesch, et entsprécht net enger reeller Situatioun!

(Hilarité)

D'LSAP wëllt méiglechst séier eng …

(Brouhaha)

… Ierfschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteier aféieren.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Här President, déi gréng si sou begeeschtert, et misst een hinne vläicht soen, datt se e bësse sollen nolauschteren. Mee d'LSAP wëllt sou séier wéi méiglech eng Ierfschaftssteier an direkter Linn an eng Verméigenssteier aféieren. Mir liesen och, si wëllen och nach e Finanzausgläich un d'Nopeschregioune bezuelen, dat ass och nach ganz deier - Gréisstenuerdnung ronn 100 Milliounen Euro.

Da soll d'Grondsteier kommen - och dat ass schlussendlech eppes, wat warscheinlech geschwë jiddereen trëfft, well ech ka mer jo kaum virstellen, datt et fir vill Leit sollt méi bëlleg ginn … - an nach eng Spekulatiounssteier, wou warscheinlech jiddereen, deen hei am Land en Terrain huet, geschwënn zum Spekulant erkläert gëtt!

Also mir hunn do eng Koalitioun vu Steiererhéijungsparteien: déi gréng, d'LSAP - da froe mer eis: Wéi ass et da mat der DP mat de Steiererhéijungen?

Une voix.- Egal wat!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ma ech zitéieren hei verschidde Politiker vun der DP an ech muss soen, wann Der déi Zitater héiert, da soen ech déi mat grousser Satisfaktioun, well dat sinn DP-Zitater, déi komplett op ADR-Linn leien, an dofir si se gutt.

(Brouhaha)

An ech fänken un …

(Brouhaha)

… mat dem Här Minister Pierre Gramegna.

(Brouhaha)

Jo!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Den Här Pierre Gramegna sot: „Mat Steiere verdaut ee keng Kris, mat Steiere riskéiert een, d'Kris nach méi déif ze maachen." Wéi richteg, Här Gramegna! „Ech gesinn, wéi schlecht d'Entreprisen dru sinn, a si soe mer dat all Dag. Wann ech hinnen elo géif soen, mir géifen d'Steieren och nach an d'Luucht setzen, si géife jo d'Welt net méi verstoen." Dat sot Der den 29. Abrëll.

En aneren, ganz respektéierte Kolleeg heibannen, den Här André Bauler, sot: „Steiererhéijungen a Krisenzäite si Gëft fir d'Reprise a géifen déi brutal Kris, déi mer de Moment erliewen, nëmmen nach verschlëmmeren!" Bravo, Här Bauler!

M. André Bauler *(DP)*.- Wou Der Recht hutt, Här Kartheiser, do hutt Der Recht!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Majo!

(Hilarité)

Mir sinn eis komplett eens!

Den Här Bettel sot den 10. Dezember am Paperjam: « Toute hausse d'impôts serait comme un poison ». Mir sinn als ADR immens zefridde mat deenen Aussoen - mee firwat haalt Der Iech dann net drun? Well d'Demokratesch Partei ass dach déi, déi all déi gréng an déi rout Steiererhéijungen, déi ech elo virdru genannt hunn, net nëmme matdréit, mee si setzt der nach selwer mat drop!

De Premier Bettel, dee kënnt den 21. Juli vum Conseil européen ganz houfreg heem an e kënnt mat neie Ressources propres fir d'EU, e kënnt mat enger Plastiksteier, e kënnt mat enger Abezéiung vu Schëff- a Loftverkéier a Klimaarrangementer an e kënnt mat enger Finanztransaktiounssteier an de Konklusioune vum Conseil européen, eng Finanztransaktiounssteier, déi Gëft ass fir eis Finanzplaz - do kommen ech zréck op dat Wuert „Gëft" -, an ouni all Referenz op d'OECD! Well et wor bis elo, virun dem Här Bettel sengem Exploit am Conseil européen, fir eis kloer, datt mer eng Finanztransaktiounssteier nëmmen aféieren, wa Lëtzebuerg net singulariséiert gëtt, mee de Risiko op all gréisser Finanzplaz op der Welt verdeelt gëtt, op d'mannst am Kader vun der OECD. A fir dat ze ënnermaueren a fir all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen, Här President, ginn ech Iech eng éischt Motioun an deem Sënn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- datt eng Finanztransaktiounssteier der Finanzplaz Lëtzebuerg schuede géif an net effizient wier, wann dës net gläichzäiteg europa- a weltwäit op alle wichtege Finanzplazen agefouert géif ginn;

- datt esou eng Finanztransaktiounssteier, wa se eleng zu Lëtzebuerg agefouert gëtt, d'Gefor vun der Delokaliséierung vu finanziellen Transaktiounen op aner Finanzzenteren, déi keng esou eng Steier applizéieren, mat sech bréngе géif;

- datt et wichteg wier, sollt esou eng Steier wierklech agefouert ginn, datt op d'mannst all Länner aus der OECD dat misste gläichzäiteg maachen, fir keng konkurrenziell Distorsiounen ze kréien,

fuerdert d'Regierung op,

- keng Schrëtt ze ënnerhuelen, fir zu Lëtzebuerg eng Finanztransaktiounssteier anzeféieren, wann dës net gläichzäiteg weltwäit op alle wichtege Finanzplazen agefouert gëtt, op d'mannst awer an alle Memberstaate vun der OECD.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Fir eis als ADR ass kloer: D'Finanztransaktiounssteier, dat gëtt et nëmmen op OECD-Niveau! Wéi ass dat méiglech, datt den Här Bettel do um Conseil européen ass, da léisst e sech do vun der belscher Premierministesch vertrieden - ech weess net, ob elo den Här Bettel dat decidéiert huet oder déi belsch ehemoleg Premierministesch - an da kënnt en tëschenduerch heem, mécht hei e Regierungsrot, obschonn en zwee Vizepremieren hei am Land huet, an da fiert en zréck op Bréissel an da kënnt en heem an da seet en eis ganz houfreg, hien hätt sech agesat do bei Theema vun der polnescher Bannepolitik. Mee eis ass dat egal! Wat eis interesséiert, ass, datt mer e Premier hunn, dee sech fir d'Interesse vun eisem Land asetzt an d'Finanztransaktiounssteier bekämpft a kuckt, datt mer net benodeelegt gi géintiwwer anere Länner! Dat ass seng Aufgab! An de Rescht ass vläicht säin Hobby, mee e geet net op Bréissel, fir Hobbyen ze fleegen, e geet op Bréissel, fir d'Interessie vum Lëtzebuerger Land ze verdeedegen!

(Brouhaha)

Den Här Gramegna, dat sidd Dir, Här Minister, …

(Hilarité)

… Dir hutt nämlech viru Kuerzem gesot, d'digital Steier, do kéint Dir och dermat liewen, wann déi

reng europäesch wär. An och do soe mer lech: mir net! Mir hätten och gär, datt eng digital Steier, wou wierklech déi grouss international Konzerner concernéiert sinn, datt dat och um Niveau vun der OECD geschitt an net nëmmen an Europa!

Wësst Der, an da gëtt et vill Gespréicher ëm Taxen, Douanestaxen, fir Dumping ze bekämpfen. Dat gëtt jo och da gesot, Sozialdumping, ekologeschen Dumping, a mir missten un der Grenz vun der Europäescher Unioun Taxen afééieren. Jo, dat kann ee maachen, mee et muss een awer wëssen, datt mir déi all bezuelen, op zwou verschidde Manéieren: Mir bezuelen déi als Gesellschaft an als Consommateuren.

Éischtens kréie mer d'Rechnung, well déi aner Staaten dann am Kader vun der Reciprocitéit selbstverständlech och Taxe géint europäesch Produiten afééieren. Dat heescht, mir gi manner kompetitiv, mir verléieren Undeeler um Weltmaart, mir verkafe manner, mir gi méi aarm. Dat ass eng klassesch Thees an der Ekonomie: Wien Taxen aféiert an ënner Taxe leit, dee gëtt u sech méi aarm dovunner, net méi räich.

Zweetens: All importéierte Produit gëtt eeben duerch déi Taxéierung och méi deier. Dat bezilt och jiddereen, dee Consommateur ass.

Et ass fir mech ganz schwéier nozevollzéien, datt hei ëmmer gesot gëtt, de President Trump, schrecklech, Unilateralist an net Multilateralist, e Protektionist, „America First" an esou weider, an da gëtt kritiséiert, wann Amerika Taxen aféiert - a mir als Europäer maachen et och! Hei gëtt dat als eppes Positives verkaf! Firwat ass et da schlecht, wann d'Amerikaner et maachen, a gutt, wann d'Europäer et maachen?

Mir als ADR - an dat wëll ech hei kloer soen -, mir si fir de fräie Welthandel! Mir sinn an deem Sënn eng richteg liberal Partei, fir den oppene Maart. Well nëmmen esou kënne mer eise Betriber, eisen Déngschtleeschtungsbetriber, ...

(Brouhaha)

... eisem Handel déi Chancë ginn, fir an engem kompetitiven Ëmfeld ze evoluéieren, mat deene beschtméigleche Bedéngungen, fir un der Spëtzt ze bleiwen, fir sech ze behaapten. Mir wëllen eis Entreprisen ënnerstëtzen a se net iwwer e Protektionismus mëttelfristeg oder laangfristeg schwächen an net eis Gesellschaft méi aarm maache wéinst Rezepter aus dem 19. Joerhonnert, wéi d'Gambiapolitik se hei wëllt maachen. D'Kafkraaft vun de Leit muss erhale bleiwen!

Mir sinn als ADR ganz kloer eng Partei géint Steieran Taxenerhéijungen. Also wat ass eist Rezept? An elo lauschtert wannechgelift no, well elo kann et fir lech vläicht ganz interessant ginn!

(Brouhaha)

Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit! Manner ausginn ass net dat selwecht wéi Austeritéit, well et ass liicht gesot, si wéilte manner ausginn. Dat heescht, si spueren op d'Käschte vun de Leit. Nee, nee, nee! An et heescht och net, Investitioune mat antizykleschem Charakter zréckzeschrauwen! Och dat heescht et net!

Mir wëllen einfach Prioritäres virhuelen. Mir wëlle Saachen, déi net prioritär sinn, déi iwwerflësseg sinn, déi net direkt musse gemaach ginn, sträichen, zrécksetzen an einfach de Budget esou upaken, datt mer kucken, datt mer d'Depensë mat de Recetten an Eeklang kréien, datt mer dat zesummeféieren. Dat verdéngt an dat bedéngt politesche Courage - mir bréngen dee mat!

Et geet net, fir einfach ze soen: „Alles ass eng Investitioun", wann et eng Konsumausgab ass. An et geet och net, wéi dat an Europa dacks probéiert gëtt, fir ze soen, mir missten d'Investitiounen elo aus de Budgetskritären erausrechnen - wéi zum Beispill an der Defense oder och verschidde Saachen am Ëmweltberäich, dorobber komme mer zréck -, well eis dat dann net passt oder well probéiert gëtt, dat erëm ze communautariséieren an esou weider. Eng Depense ass eng Depense, en Investissement ass eng Investitioun! Dat sinn ekonomesch zwou verschidde Saachen a mir hätte gär eng Éierlechkeet am Budget ouni Trickereien, fir do e falscht Bild vermëttelen ze kënnen!

Mir sollen net iwwer eis Verhältnisser liewen a mir hätte gär, datt de Budget am Gläichgewiicht ass. Et gëtt einfach vill Beräicher, wou mir als ADR géife spueren. A wann ee vun lech d'Fro géif stellen, da géif ech em och direkt soen, wou. Mee wa keen d'Fro stellt, spueren ech mer déi Zäit a kommen op aner Punkten.

(Interruption)

Da stellt d'Fro, Här Baum, da stellt d'Fro! Well da gëtt et mer net op meng Riedezäit ugerechent.

Wa mer haut sollen eng Erhéijung vum Effectif vun ...

(Brouhaha)

... 1.000 Plazen am Staat stëmmen, dann ass dat och eng Konsequenz vum Wuesstum. Mat engem Deel vun der Augmentatioun si mer d'accord - notamment mat deene Leit, déi an de Sécherheetsberäich solle kommen -, awer mir kënnen den Ausbau vum Staat net permanent virundreiwen. Dat heescht nämlech, d'Fixkäschten am Staatsbudget fir d'Fonction publique ze vill héich ze schrauwen, an et heescht och, datt mer dem private Secteur Ressourcen, gutt Leit, ewechhuelen, dem private Secteur, deen dacks Schwieregkeeten huet, an der Konkurrenz mam Staat genuch gutt Leit fannen ze kënnen, d'Liewen nach méi schwéier maachen. Mir mussen eis als Staat och kënnen aschränken.

Deen héije Wuesstum, dee mer am Abléck hunn, dee wëlle mer hei och uschwätzen. Ech kommen direkt drop zréck, mee ech wëll lech awer nach e puer Beräicher nennen, wou mir als ADR wéilte méi ausginn - méi, awer dat sinn alles ganz kleng Ausgaben. Ech wëll se trotzdeem hei mentionéieren. Dat Ganzt summéiert sech net zu groussen Ausgaben, mee et schéngt mer awer politesch wichteg, lech Beispiller ze soen, wou mir als ADR wéilte méi ausginn.

Mir wéilten zum Beispill d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit verbesseren, den Adapto, ob déi Leit eng Behënnerung hunn oder net. An et schéngt eis besonnesch wichteg, deenen eelere Leit och individuell Transportméiglechkeeten ze ginn an enger Zäit, wou d'Transports publics fir si potenziell gesondheetlech geféierlech kënne sinn. Dat heescht, all déi Efforten, déi d'Regierung gemaach huet, fir den Adapto ze reduzéieren, géife mer réckgängeg maachen.

Zweetens: Mir géifen de Chômage partiel am private Secteur bis zu engem bestëmmte Plaffong op 100 % eropsetzen. Mir géifen d'ADR-Elteregeld aféieren, fir d'Familljen ze stäerken, a bis dohin d'Kannergeld an d'Luucht setzen. Mir géifen de SAMU social aféieren an och e Foyer fir Männer an Nout. Mir géifen den Elteren, déi e Kand mat enger Behënnerung erwaarden, déi néideg Garantië ginn, fir datt si wëssen, datt si an hiert Kand e Liewe laang esou ënnerstëtzt ginn, datt si ouni Angscht an ouni Suerg Jo zu hirem Kand kënne soen. Mir géife jonke Meedercher, déi vläicht ongeplangt an aneren Ëmstänn sinn, all Hëllef an all Ënnerstëtzung ginn, fir datt och si an aller Rou Jo zum Liewen an Nee zur Ofdreiwung kënne soen. Mir géifen däitlech méi an d'Sécherheet investéieren. Mir géifen eist Land méi staark a méi resilient maachen, mir géife Reserven a verschiddene Beräicher opbauen, logistesch a personell, an am Fall vun humanitäre Katastrophe wéilte mer méi ginn.

Alles dat si keng grouss Zommen, mee si hunn eng grouss politesch Bedeitung. An duerch d'Aféierung vum Elteregeld géife mer net nëmmen d'Famillje stäerken, mee mir géifen eis och vill sozial Problemer vum Hals huelen a mir géifen am Crèchëberäich spueren, soudatt mer do wierklech ënnert dem Stréch och emol net méi Sue géifen ausginn, awer eis Gesellschaft besser maachen.

Mir hunn als ADR och de Courage fir ze soen, datt mer eis mussen de laangfristegen Erausfuerderunge stellen, fir eis finanziell Gesondheet ze garantéieren, an dat sinn der fënnef: de Wuesstum an d'Pensiounssystemer, den europäesche Wärungssystem, d'Scholden an dat budgetäert Gläichgewiicht, de Logement an d'Zukunftsorientéierung vum Budget.

Éischtens: Mir mussen iwwer eis Wuesstumspolitik nodenken, fir se nei auszeriichten. De Wuesstum vun eiser Ekonomie kënne mer nëmme steieren, mir däerfen en net weider erleiden. Qualitative Wuesstum heescht un éischter Plaz, datt mir aus allen Automatismen erauskommen, déi eis zum Wuesstum zwéngen. Mir mussen eis Handlungsfräiheet zréckgewannen. Mir kënnen net an engem System bleiwen, deen eis derzou zwéngt, all Joer 3-4 % Wuesstum ze hunn, fir eis Pensioune kënnen ofzesécheren. Laangfristeg kann dat nëmme versoen! Doweinst musse mer elo iwwert d'Ofsécherung vun de Pensiounen nodenken a mir brauchen e Rentendësch. An deem Sënn, Här President, wëlle mer lech och eng Motioun presentéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest, datt

• de Lëtzebuerger Rentesystem op engem System berout, an deem ëmmer méi Salariéen néideg sinn, fir deene pensionéierte Leit hir Renten ze finanzéieren, an datt d'Ofsécherung vun de Renten dowéinst vun engem permanenten ekonomesche Wuesstem ofhängeg ass,

- ass sech bewosst, datt

• et dréngend néideg ass, am Interessi vun der laangfristeger Ofsécherung vun de Renten, datt den aktuelle System iwwerpréift, diskutéiert an, wann néideg, reforméiert gëtt;

• méiglechst fréizäiteg Adaptatioune vum System et missten erméiglechen, datt eng sënnvoll Reform keng materiell Abousse fir déi pensionéiert Leit géif bedeiten;

- fuerdert d'Regierung op,

• e „Rentendësch" anzeberuffen an en ëmfaassenden Audit vum Rentesystem an Optrag ze ginn, fir eng Reform vum Rentesystem am Sënn vu senger laangfristeger Ofsécherung ze erméiglechen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zweetens: Als ADR wëlle mer och iwwert den europäesche Wärungssystem schwätzen, well den Euro gëtt ëmmer méi zu engem Instrument, fir duerch d'Hannerdier eng politesch Unioun erbäizeféieren, ouni datt d'Populatioune vun de Memberstaate géife gefrot ginn. Dat ass eng Strategie, déi schifgeet. Mir erënneren eis un de Veto a Frankräich an an Holland beim Verfassungsvertrag. Mir si fir eng Reform vun den Target2-Salden a mir denken, datt et och méiglech muss sinn, datt e Staat zäitweileg aus dem Eurosystem erausklëmmt. D'EU-Kommissioun däerf an eisen Ae keen direkten Zougang zum Kapitalmaart hunn. De Fonds de relance baséiert op enger Illegalitéit, dat ass leider esou, an dofir kënne mir en och net ënnerstëtzen. En ass eng laangfristeg Gefor fir de politeschen Zesummenhalt an der Europäescher Unioun.

Wa mer vum Euro schwätzen, Här Staats..., Här Finanzminister, pardon, mee dat ka jo nach kommen ...

(Hilarité)

Dann d'Évolution de la dette: Dir hutt eis de Moien hei en Ziedel ginn an dat war ganz interessant: eng Statistik iwwert d'„évolution de la dette publique en Europe".

Dir hutt eis déi gewisen, warscheinlech mam Zil fir ze soen: „Ma mir Lëtzebuerger, mir stinn nach ganz gutt do!" Dat ass politesch legitimm, mee u sech gitt Der eis hei eng Statistik an d'Hand, déi weist, datt d'Europapolitik an deene leschte Joren eigentlech komplett falsch war, well ech kucken hei Griicheland, Évolution de la dette publique. Déi wore jo an eng Kris komm an do goufen all méiglech Rettungspäck gemaach, een nom aneren, fir Griicheland ze retten. Deemools hate se, ech weess net, 180 % vun der Schold an du louche se bal op 200 %. Wou ass dann d'Resultat vun där Politik?

Mir soen: Fir kënne kompetitiv ze sinn, fir sech kënnen ze reajustéieren, mussen déi südeuropäesch Staaten kënne fir eng Zäit aus dem Euro eraus, well déi heite Statistik weist, datt déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, eigentlech fir näischt waren.

D'Staatsscholden: Fir eis ass et kloer, datt déi Scholde vu Lëtzebuerg net däerfen iwwer 30 % vum Bruttoinlandprodukt klammen, well mir hu jo déi Statistike gesinn, d'Zentralbank huet eis gesot: Si klammen 2022 scho méi héich a je no Zenario kann et souguer bis 36 % goen, relativ kuerzfristeg. Mir wëllen dat net! Mir soen, mir mussen ënner 30 % bleiwen, a mir wëllen, datt d'Scholde rembourséiert ginn! Mir wëllen, datt mer den Triple-A behalen, well dat essenziell ass! Den Här Benoy huet et ënner anerer soen, dat wär nëmmen esou e Referenzwäert an dat wär och alles net esou schlëmm an esou weider an esou virun … Mir däerfen dat net maachen!

Mir musse kucken, datt mer eebe mat Verantwortung och no baussen dat Bild vun enger seriöer Finanzgestioun vermëttelen. Dat ass méiglech, mir mussen et maachen! Mir hätte gär als ADR, wa mer Scholden ophuelen, datt d'Kapital vun Ufank un zréckbezuelt gëtt! Mir wëllen net an eng griichesch Verscholdungsspiral eraklammen. Mir kënnen eis dat als eng ganz kleng an eng ganz fragill Ekonomie iwwerhaapt net leeschten! Mir kënnen eis net mat méi groussen Ekonomië vergläichen an da sou maachen, als géife mer nach relativ déif leien oder wäit ewech vun de Maastrichtkritären. Wa bei eis eppes un de Finanzsecteur kënnt, dann hu mer e risege Problem a kierzter Zäit! Mir mussen einfach virsiichteg sinn.

Ech wéilt och dofir an dësem Sënn eng Motioun hannerleeën, Här President, déi eis derzou opfuerdert, d'Scholden zréckzebezuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest, datt

• d'finanziell Situatioun vum Staat sech am Joer 2020 an héijem Mooss degradéiert huet an datt d'Scholdelaascht, souwuel an absolutten Zuelen ewéi och als Prozentsaz vum Bruttoinlandprodukt, ganz séier klëmmt,

- fuerdert d'Regierung op:

• de Budget vum Zentralstaat nach bis Enn vun dëser Legislaturperiod an d'Gläichgewiicht ze bréngen,

• am Budgetsjoer 2021 och Kapital op d'Scholden zeréckzebezuelen,

• am Fall vu budgetären Iwwerschëss dës Suen ze huelen, fir déi finanziell Situatioun vum Staat ze verbesseren an d'Scholden ze rembourséieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci och.

Mir hunn e kloert Verspriechen als ADR - an ech wëll dat hei wierklech ënnersträichen - an dat Verspriechen, dat mir de Leit maachen, ass, datt mer de Budget an d'Gläichgewiicht géife bréngen.

Mir wëllen och op d'Staatsquot oppassen, dat heescht, op de Prozentsaz, de Rapport tëschent den Depensë vum Staat an dem Bruttoinlandprodukt. Och dee muss an engem vernënftege Mooss bleiwen, fir datt den Afloss vum Staat net ze vill predominant gëtt.

Véierte Punkt: Eis Zentralbank huet eis op eng weider ganz bedenklech Entwécklung opmierksam gemaach an dat ass déi Tatsaach, datt d'Schéier tëschent eisem Bruttoinlandprodukt an eisem Bruttonationalakommes permanent auserneegeet. Dat heescht, mir exportéieren ëmmer méi Suen an d'Ausland, an dat ass e Problem fir eise Räichtum.

Dat huet natierlech ganz vill Ursaachen. Mir kennen déi meescht, mee et hänkt och mat der Logementsproblematik zesummen - selbstverständlech! - an och mat anere Froen: d'Attributioun vun de Sozialwunnengen, déi demografesch Kompositioun an d'Entwécklung vun eiser Populatioun hei am Land - do komme mer bei d'Integratiounsfro - mat der Migratioun.

Mir mussen einfach eng gesellschaftlech Debatt doriwwer féieren, wéi mer kënnen den Exodus vun de Lëtzebuerger an d'Grenzregioune stoppen a wéi mir nees méi Lëtzebuerger oder Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, kënnen iwwerzeegen a motivéieren, fir hei am Land ze wunnen. Den Enjeu ass ekonomesch, den Enjeu ass finanziell, mee den Enjeu ass och kulturell. Wéi ee Land mat wéi enger Identitéit wëlle mer deenen nächste Generatiounen iwwerloossen?

Domadder hänkt och zesummen, wéi dem Här Benoy seng Rechnung … Mir huelen 300.000 Leit méi eran, mir hu Plaz - wéi eng Leit? A wat heescht dat fir d'Integratioun hei am Land? Wat heescht dat fir eis sproochlech Zesummesetzung? Wat heescht dat fir eis politesch Institutiounen? Mir mussen dach all déi Saachen emol diskutéiere kënnen!

Mir wëllen als ADR all vertrietbar Optioune préiwen, fir datt d'Leit sech hei am Land en Haus oder en Appartement kënne leeschten. Mir mussen d'Wunnen einfach erëm abordabel maachen an dat heescht, datt all déi Saachen, déi de Staat selwer verschëlt, fir d'Wunne méi deier ze maachen - wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun der TVA op d'zweet Wunneng, wéi zum Beispill d'schrecklech iwwerdriwwe Krittäre bei de Bauvirschrëften an all méiglech Oplagen, déi komm sinn, d'restriktiv Konditioune fir un e Kreditt ze kommen -, all déi Saachen, déi de Staat selwer ze verschëlden huet, wou e selwer d'Verantwortung huet fir d'Nout vun de Leit, fir un eng Wunnen ze kommen, wëlle mer réckgängeg maachen. A mir wëlle ganz vill Hëllefe sou gestalten, datt se vill méi effikass sinn.

An och an deem Sënn, fir de Logement vun de Leit ze erliichteren, hu mir als ADR hei eng ganz Rei Propositiounen opgeschriwwen, déi mer wéilte maachen an déi mer lech hei och a Form vun enger Motioun wëlle presentéieren. Dat geet wierklech vun der Erhéijung vun allméiglechen Hëllefen, Upassungen, déi scho laang iwwerfälleg sinn, bis zu Dispositiounen am Locatiounsrecht an ech mengen, datt eng Partei oder d'Parteien, déi sech wierklech derfir asetzen, fir de Logement abordabel ze maachen, dat hei eigentlech nëmme kéinten oder missten ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest,

• datt déi héich Wunnengs- a Loyerspräisser eng vun den Haaptursaache sinn, déi d'Kafkraaft vu ville Bierger substanziell reduzéieren,

- fuerdert d'Regierung op:

• eng reegelméisseg Upassung vum Loyerssubsid un d'Deierecht virzehuelen;

• d'Revenusgrenz aus dem Reglement iwwert d'staatlech Loyerskautioun (garantie locative) ëm 25 % no uewen ze revidéieren (z. B. 2,5 x de Mindestloun fir eng Eenzelpersoun);

• de bëllegen Akt op der éischter Wunneng vun 20.000 op 50.000 € eropzesetzen (dat entsprécht engem Kafpräis vu +/- 800.000 €);

• d'Revenu-Grenzen, déi am Reglement z. B. fir d'Uschafungsprimm definéiert sinn, ëm 25 % ze héijen (z. B. +/- 2 x de Mindestloun amplaz vun 3.046 € fir eng Eenzelpersoun);

• den zoulässege Gesamtbetrag vun der TVA logement vun 3 % vu 50.000 op 100.000 € ze héijen;

• den TVA-Taux vu 17 % fir d'Zweetwunneng réckgängeg ze maachen an dësen nees op 3 % ze fixéieren;

• bei der Locatioun um fräie Marché d'Kommissioun fir eng eventuell Agence net eleng op de Keefer/

Locataire ze iwwerdroen, mee dës soll zur Hallschent vum Verkeefer/Proprietär bezuelt ginn;

• eng Staatsgarantie fir eng 100-prozenteg Finanzéierung vun engem Haus anzeféieren - nieft dem Noweis vu reegelméissegen Erspuernesser oder engem Bauspuervertrag, wéi aktuell gereegelt, soll och d'Héicht vum reegelméisseg bezuelte Loyer fir d'Kreditwierdegkeet vum Keefer a Betruecht gezu ginn, fir datt hie ka fir eng Wunneng 100 % vum Kafpräis léinen;

• d'Zënssubventioune beim Prêt hypothécaire vun 175.000 op 300.000 € eropzesetzen;

• d'Bau- a Kafprimm ze héijen: De Montant soll an Zukunft tëscht 1.000 an 12.500 € (aktuell: 250 bis 9.700 €) leien. Am Fall vun engem Appartement a Kopropriétéit oder engem Reienhaus soll dës Zomm ëm 40 % gehéicht ginn;

• d'Wunnengsbäihëllefen no uewen ze revidéieren an domat

° eenheetlech Konditioune fir all Wunnengsbäihëllefen (z. B. Bauprimm, Zënssubventioun, Spuerprimm) ze assuréieren;

° Kompensatiounsausgabe bei Niddregzënsen ze garantéieren: De Staat soll dat, wat hie bei der Zënssubventioun an Zënsbonifikatioun (wéinst dem niddrege Leetzëns) aktuell spuert, an de Wunnengsbau- an Acquisitiounsfong iwwerweisen;

• de Verkaf vun enger Wunneng un d'ëffentlech Hand steierfräi ze maachen, wann dës fir erschwéngleche Wunnraum virgesinn ass;

• d'Sanéierung vun alem Wunnraum iwwert d'Klimabank ze geréieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Fënneftens de Budget: Mir mussen eist Land zukunftsfäeg maachen an de Budget ass e wichtegt Instrument, fir dat kënnen ze maachen. A wéi mécht een dat? Ma mir wëllen emol fir d'éischt eng massiv Ënnerstëtzung vu Wëssenschaft a Fuerschung an der Naturwëssenschaft, an der Mathematik, an der Informatik an an der Technologie, also, léif Kolleege vun deene Gréngen, net bei Gegenders, net bei Gedeessems an net bei Pseudowëssenschaft, mee an den haarde Wëssenschaften, do, wou et gëllt, do, wou mer a Konkurrenz si mat China, mat Korea, mat Japan, mat Indien, mat all deene Staaten, déi no vir kommen! Do ass et, wou et zielt, an den Technologien, an de Rescht kënnt Der lech spueren! Op jidde Fall ass dat eppes, wat mir och ganz séier géifen änneren.

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun der ekonomescher Diversifizéierung. Mir wëssen als ADR, datt mer eist Land musse reindustrialiséieren, a mir mengen dat och, mir wëssen, datt mer déi Ofhängegkeet vu China musse stoppen. Mir wëssen, datt mer an der Pharmacie, an der Chimie, an der Elektronik, an de Kommunikatiounstechnologien héichwäerteg Industrien an Europa mussen unzéien, also och hei zu Lëtzebuerg!

déi gréng zéie sech, si hu jo elo all méiglech administrativ Hürden, déi se do asetzen, fir u sech d'Reindustrialiséierung awer wëllen ze verhënneren. Da gëtt dat e bëssen an e grénge Vocabulaire vun Zukunft an Ëmwelt an esou weider agepaakt, awer u sech, wat si mengen, ass: Si wëlle keng Industrie! Ma mir wëllen Industrie! Mir wëllen Aarbechtsplazen! Mir wëlle Spëtzentechnologie zu Lëtzebuerg! Mir wëllen un der éischter Plaz stoen! Natierlech passe mer op d'Ëmwelt op - all Mënsch, deen e bëssen e Gewëssen huet, passt op d'Ëmwelt op -, awer mir hätte gär, datt eist Land un der Spëtzt ass! An Dir bréngt eis zréck an d'Steenzäit!

Mir hätte gär e bewosst Striewen no administrativer Vereinfachung, eng voluntaristesch Ënnerstëtzung vum Entrepreneuriat, vun den Independanten - sot dach wannechgelift ee vun de sozialistesche Kolleegen dem Här Kersch, datt mir als ADR fir déi Independantë sinn - a vun de Startups, déi Leit, déi Initiativen huelen, déi Risiken huelen!

Mir wëllen eng konsequent Ënnerstëtzung vun Zukunftstechnologien, vum Weltraumsecteur - a firwat net och déi Iddi vun der Chambre de Commerce vun enger Medical Valley opgräifen? Och dat ass interessant! Awer mir wären net d'ADR, wa mer net géife soen: Wa mer op de Wee vun der medezinnescher Fuerschung ginn, da kann dat nëmme mat deenen héchsten eethesche Standarde sinn.

Mir begréissen d'Reforme fir méi Steiergerechtegkeet: d'Fonds d'investissement spécialisés, d'Stockoptions. Datt se stattfannen, ass eng gutt Saach. Mir haten dat och laang gefuerdert an et geet an deem Sënn an déi richteg Richtung.

Awer ganz zefridde si mer net, well mir musse wëssen, datt mer zum Beispill bei de Stockoptions an der Konkurrenz mat anere Finanzplaze sinn, mat anere Wirtschaftszenteren an datt mer Lëtzebuerg mussen attraktiv halen, datt eeben eng bestëmmte Kategorie vu Féierungspersonal och muss kënne materiell Virdeeler hunn, fir op Lëtzebuerg ze kommen, déi komme jo net wéinst dem Mëllerdall. Also musse mer kucken, datt mer wierklech, och wa mer d'Stockoptions an aner, soe mer emol, finanziell Avantagen, reforméieren, net awer och gläichzäiteg eise Virdeel dropkéieren.

Wann et an dëser Legislaturperiod nach sollt zu enger Steierreform kommen - et weess een ni! - dann däerf déi net zu de Laaschte vun de Familljen goen. Fir eis ass kloer, datt eng Individualiséierung eng Optioun ass, awer datt d'Famill steierlech soll bevirdeelegt ginn. Mir wëlle keng ideologesch Reforme géint d'Famill, mee eng punktuell Besserstellung vun deene Leit, déi, méi wéi anerer, am Aarmutsrisiko sinn. Dat ass dat, wat mer eis vun enger Steierreform erhoffen. Dozou gehéieren dacks d'monoparental Familljen, no hinne muss gekuckt ginn, och no de Wittleit, datt déi net onbedéngt no dräi Joer dann direkt reklasséiert ginn. A wat ganz wichteg ass, ass, datt mer de Kampf géint den Aarmutsrisiko breet uleeën amplaz en ideologeschen Haass op d'Famill, wéi d'Gambia e fleegt.

Plusieurs voix.- O!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir ënnerstëtzen ...

(Brouhaha général)

... d'Familljen ...

(Brouhaha)

... an hei, all déi Leit, ...

(Brouhaha)

... déi mengen, et wär net esou: Hei hu mer eng Motioun virbereet, fir d'Kannergeld ze erhéijen, elo an net um Enn vun der Legislaturperiod - elo!

A fir ze soen, datt all déi Virdeeler, déi d'Leit an deene leschte Joren duerch d'Desindexéierung um Kannergeld verluer hunn - dat si ronn 20 % vum Wäert -, datt dat soll nobezuelt ginn … Da gesi mer jo, wie sech zu de Familljen, wie sech wierklech dozou bekennt! Dir kënnt jo ofstëmmen!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest:

• datt d'Covid-Situatioun fir vill Familljen, Kanner a Jugendlecher och eng grouss finanziell Erausfuerderung ass;

• datt d'automatesch Indexéierung vun de Familljeprestatiounen 2006 ofgeschaaft ginn ass an datt déi Reformen zënterhier net genuch positiv Suitte fir d'Kafkraaft vun de Familljen bruecht hunn;

• datt dowéinst eng dréngend Noutwennegkeet vun enger Revaloriséierung vun de Familljeprestatiounen besteet an datt déi esou séier wéi méiglech sollen enger automatescher Upassung un den Index ënnerworf ginn,

- fuerdert d'Regierung op,

• d'Kannergeld scho vum Budgetsjoer 2021 un ze indexéieren an de Wäertverloscht, deen déi Prestatioun zënter 2006 erfuer huet, dobäi voll auszegläichen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et kéint ee sech och iwwerleeën, wann een iwwer Steierreforme schwätzt, ob een net sollt d'Investissementer an d'Entreprisë steierlech méi favoriséieren. Bei eis am Land ass et esou, datt e groussen Deel vum ugespuerte Kapital an den Immobilier investéiert gëtt. Dat ass och an der Rei, mee et huet e gewësse Risiko, datt et iwwert d'Zäit zu enger Bulle immobilière féiere kann.

Dofir misste mer och iwwerleeën, ob mer net Ureizer solle schafen, fir an aner a méi produktiv Investitiounsméiglechkeeten am Beräich vun eisen Entreprisen ze investéieren.

Mir wëllen och, datt d'Steiertabell endlech muss reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst ginn. Déi kal Progressioun, verstoppte Steiererhéijungen si fir eis net akzeptabel. An och dowéinst hu mer, Här President, eng Motioun virbereet, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... fir datt d'Steiertabell reegelméisseg muss un d'Inflatioun ugepasst ginn.

Motion 8

D'Chamber vun den Deputéierten:

- stellt fest:

• datt duerch déi sougenannt „kal Progressioun" d'Akommes vun de Leit de facto progressiv no engem méi héije Steiersaz besteiert gëtt, esou datt mat der Zäit d'Kafkraaft ofhëlt;

• datt dovu grad dat klengt a mëttelt Akommes am meeschte vun der Progressivitéit vun der Steiertabell betraff ass,

- fuerdert d'Regierung op:

• der Chamber all zwee Joer e Rapport ze maachen, wéi sech déi kal Progressioun par Rapport zu der Kafkraaft vun de Bierger verhält;

• déi sougenannte „kal Progressioun" doduerch ze kompenséieren, datt d'Steiertabell reegelméisseg un d'Inflatioun ugepasst gëtt, fir datt d'Kafkraaft vum Bierger erhale bleift an d'« équité fiscale » garantéiert ass;

• ze garantéieren, datt d'Bierger duerch eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun och effektiv vum Index profitéiere kënnen.

(s.) Fernand Kartheiser.

A schliisslech wëlle mer, wann dann eng Steierreform kënnt, och all d'steierlech Aspekter vun der Heemaarbecht, also vum Teletravail, och ënnersichen am Vergläich zu der traditioneller Aarbecht, fir kënnen e Vergläich ze maachen an ze kucken, wou mer mussen, am Interessi vun de Leit, déi Teletravail maachen, oder vun de Patronen, déi och fir d'Heemaarbecht mussen investéieren, … wat do muss steierlech virgesi ginn.

Ech hat deene grénge Kolleege ganz am Ufank versprach, mech e bësse mat hiren Theorien auserneenzesetzen, mat den Energien an deenen 1,1 Milliarden, déi se elo do usetze fir Klima an esou Saachen - et ass jo net wéineg Geld! -, an emol e bëssen ze kucken, wat dat heescht.

Ech hat do dëser Deeg iergendwou e Beispill gelies, dat wor net schlecht, well mir wësse jo, datt déi volatill, also déi alternativ, Energien, déi bei deene Grénge sou an der Moud sinn, déi industriell Wandanlagen an de Bëscher oder Solarpanelen, datt déi volatill sinn, datt se jo net fonctionéieren, wa grad kee Wand bléist oder keng Sonn schéngt. Elo ass et esou, datt deen Impfstoff vu Pfizer, hunn ech gelies, op 70 °C muss gekillt ginn. Wann een dat dann elo nëmmen alternativ mécht an et ass grad kee Wand, tjo, dann ass den Impfstoff och gutt, fir ewechgehäit ze ginn.

Mir brauchen zouverlässeg Energien an ech wëll lech hei mat dräi Theese konfrontéieren.

(Brouhaha)

Déi éischt Thees ass: Alternativ Energien hunn en eenorme Ressourcëverbrauch, schueden der Natur a si keng Léisung, fir den Energiebedarf vun der Gesellschaft ofzedecken.

Déi zweet Thees ass: D'Reduktioun vu minus 55 % u Kuelendioxidemissiounen, déi d'Regierung wëllt realiséieren - d'Europäesch Unioun och -, ass e selbstmäerderesche Programm fir eis Ekonomie an zerstéiert domat d'Zukunftsperspektive vun eise jonke Leit.

(Brouhaha)

An déi drëtt Thees ass: Souguer wa Lëtzebuerg an déi Europäesch Unioun all hir héichgestachen Ziler sou wéi geplangt sollten erreechen, da musse mer nach kucken, wat dann den Effekt vun deene Moossnamen op d'Klimaprojektiounen nom IPCC op d'Joer 2100 géifen duerstellen. Wat ass den Effekt vun enger potenzieller Temperaturerhéijung vun deene Moossnamen, déi hei proposéiert ginn - minus 55 % bei de Kuelendioxidemissiounen - a wéi ass d'Käschten-Notze-Verhältnis?

Fir lech an all Mënsch et ze erlaben, sech e bëssen doriwwer ze dokumentéieren, setze mer dat zäitgläich mat menger Ried hei op eise Site adr.lu an all déi Dokumenter, déi ech elo ernimmen - ech fueren elo just ganz séier summaresch driwwer -, kann ee sech dann a Rou op deem Site ukucken an ech kann lech et, zum Beispill, nëmme staark recommandéieren!

Déi éischt Thees: Déi alternativ Energië sinn u sech keng vertrietbar Energiequell. Do huet e Lëtzebuerger Ingenieur, den Här Heinen, e Lieserbréif geschriwwen, dee wor och op rtl.lu, ganz interessant, well en huet nogerechent, wat dat bedeit - ganz interessant! -, an en huet sech zum Beispill d'Fro gestallt, wéi plausibel et ass, datt sech dës Strategie iwwerhaapt kéint duerchsetzen, a wat se fir eis Ëmwelt heescht. Majo, en huet dat nogerechent an am Lëtzebuerger Mix bräichte mer 40 Terawattstonnen, fir eisen Energiebedarf ofzedecken. Dat heescht, mir missten eis Energiepotenzialer am Abléck dann ongeféier mat engem Facteur siwe multipliziéieren.

A wéi mécht een dat? Majo, ganz einfach: Fir dee kuelendioxidaarme Stroum, deen d'Regierung gär hätt, ze produzéieren - also mir schwätzen hei vu 40 Terawattstonnen -, brauche mer also entweeder eng Atomzentral an der Gréisstenuerdnung vu Kettenuewen - ech huelen un, datt wëllt Der net - oder alternativ 8.000 industriell Onshore-Wandanlagen - 8.000! - oder 60.000 Hektar Photovoltaikanlagen, ëmgerechent 600 km^2 - an engem Land vun 2.586 km^2! Alternativ: 2 Milliounen Hektar Agrarfläch, fir Biogas ze verstrouen - 2.000 km^2 (veuillez lire: 20.000 km^2) an engem Land vun 2.586 km^2. Komplett onrealistesch!

D'Käschte sinn natierlech och esou berechent, datt se eigentlech elo op deenen asiatesche Präisentwécklunge baséieren, an déi kënnen nëmme gemaach gi wéinst extreem niddrege Lounkäschten zum engen an zu schreckleche Konditioune fir d'Natur op där anerer Säit, zum Beispill, fir déi rar Äerd aus dem Buedem ze huelen, déi mer brauchen fir Wandenergieturbinnen - net all Typ dovun, mee op jidde Fall vill verschidden Typen dovunner brauchen déi rar Äerd, fir dat kënnen ze maachen, kënnen ze leeschten. A mir wësse jo net, wéi d'Präisentwécklung an deene Beräicher ass.

Mir missten, fir dat do kënnen ze maachen, e puer Honnert Wandanlage pro Joer oder a kuerzen Zäitofstänn opriichten - komplett onrealistesch, souwuel, wat d'Plaz ugeet, mee och, well d'Leit et net méi wëllen! Mir hu jo och där Biergerinitiative géint industriell Wandanlagen an Däitschland. Et ass komplett surrealistesch!

D'Ëmsetzungszäit: No 20 Joer Ausbau vun alternativen Energië läit Europa bei 3 % Wandenergie an 1 % Photovoltaik. Wa mer an deem Rhythmus virumaachen, brauche mer e puer Honnert Joer, fir mat Äre Rezepter ze dekarboniséieren.

A puncto Klimaschutz ass et och interessant, d'Kuelendioxidemissioune pro Energieform ze vergläichen: Bei der Kärenergie sinn et pro Gigawattstonn 5 Tonnen, bei der Wandenergie 12 Tonnen, bei der Photovoltaik 48 Tonnen - och dat muss een am Kapp behalen, wann ee vun alternativen Energië schwätzt!

A schliisslech de Klimaplang, deen Dir eis presentéiert hutt: Déi 25 %, déi mer 2030 un alternativen Energië sollen erreechen, do gëtt mat Kooperatiounen, mat Biokraaftstoffimporter, mat deieren Zertifikater geschafft, déi mer sollen am Ausland kafen. Awer wéi gesäit d'Realitéit aus? D'Realitéit gesäit esou aus, datt mer am Lëtzebuerger Energiemix mat deem, wat mer kënne leeschten, 2030 bei 9 % alternativen Energië leien a bei deenen 9 % stellt d'Wandenergie 1,3 % duer. Dat muss ee wëssen!

Mir musse wëssen, datt mer all déi industriell Wandanlagen, déi dorëmmer opgeriicht ginn, déi jo net grad schéi sinn, déi zum Deel, ech weess d'Zuelen net, mir hate Question-parlementairë gestallt, fir dat erauszefannen, wéi vill Vulle pro Joer dout gemaach ginn, wéi vill Kilo Insekten - dat sinn Tonnen Insekte pro Joer, déi dout gemaach ginn, duerch déi industriell Wandanlagen! A wat bréngen se fir eis Energieversuergung? 1,3 %! A fir lech d'Rechnung méi liicht ze maachen: Dat heescht, datt 98,7 % net doriwwer kënnen ofgedeckt ginn - an dat zu engem eenorme Präis!

Wësst Der, wann Der hei schwätzt, mir hätten am Budget 1,1 Milliarde fir Klima an esou weider, ma da rechent dat emol no! Mir huele Scholden drop op an Dir schwätzt vun Nohaltegkeet! Dat sinn déi nächst Generatiounen, déi dat musse bezuelen, fir 1,3 % vun der Stroumversuergung duerch eng Energieproduktioun ofgedeckt ze kréien, déi och nach d'Vullen an d'Insekte futti mécht an eis Landschafte mat!

Zweet Thees: Déi minus 55 % si selbstmäerderesch fir eis Ekonomie an do verweisen ech op zwou Quellen. Déi eng misst Der kennen, de Statec huet eis déi ginn, wéi mer an der Finanzkommissioun waren. Dat gesäit een net, mee wéi gesot, d'Leit kënnen dat ganz gär op adr.lu kucken.

A wat déi Statistik eis weist, ass ganz kloer: Fir déi Courbe vu Kuelendioxidemissioune bis 2030 ze realiséieren, brauche mer en dramatesche Réckgang - wéi mer en an der Covidkris haten - iwwert déi nächst siwen oder aacht Joer bis 2030 an enger Gréisstenuerdnung vun der Reduzéierung vum Bruttoinlandprodukt pro Joer (veuillez lire: mat der Konsequenz vun enger geneesou grousser Reduzéierung vum Bruttoinlandprodukt pro Joer, datt mer eng permanent ekonomesch Kris provozéiere mat alle soziale Konsequenzen!

Ma wéi wëllt Der de Leit dat duerstellen? Mir hunn elo schonn eng Augmentatioun vum Chômage! Et ass komplett irresponsabel! Et ass net realistesch! Ech gi mat de Leit op d'Strooss an d'Kolleegen hei mat fir ze protestéieren, wann Aarbechtsplazen ofgebaut gi wéinst esou engem Projet, dee souwisou schlussendlech näischt bréngt!

(Interruption)

Mir hunn, mir hunn ...

(Interruption)

Oder Dir misst permanent d'Kuelendioxidsteieren an d'Luucht setzen, fir dat do ze erreechen.

Mir hunn lech och … - a gitt e liesen! - en Artikel vum Vincent Bénard - dat ass e franséischen Ingenieur, dat ass e Spezialist fir den Impakt vu staatleche Moossnamen op d'Ekonomie ze evaluéieren. An deene leschten 28 Joer ass de Kuelendioxidverbrauch am Duerchschnëtt ëm 0,8 % pro Joer gefall. Mir missten dee Rhythmus versiwefachen, fir dat do kënnen ze erreechen - versiwefachen! Also eng Reduktioun vum Bruttoinlandprodukt pro Joer vu minus 2,8 %, also eng permanent Covidkris!

Dann den drëtte Punkt: Wat géif dat do dann elo fir d'Temperaturerhéijung heeschen, wa mer dat do

alles géife maachen? Et ass jo dat d'Argument: Mir musse kucken, datt d'Welt net méi waarm gëtt, an dofir kucke mer elo, fir dat do alles ëmzesetzen. An do referéieren ech mech op de Bjørn Lomborg, dat ass e ganz ugesinnen internationale Professer fir Statistik, President vum Copenhagen Consensus Center, Stanford University. Hien huet dat nogerechent an e seet dann: Wa mer déi 55 % huelen, déi d'Europäesch Unioun do wëllt manner u Kuelendioxidemissiounen emettéieren - dat sinn ëmgerechent 12,7 Milliarden Tonne Kuelendioxid - a mir huelen déi a mir setzen déi an d'Klimamodeller vum IPCC an, vum Intergovernmental Panel on Climate Change … Well Dir musst wëssen, wa mer dat rechnen: Et si minus 55 % europäesch Emissiounen. An der Welt huet d'Europäesch Unioun ongeféier 9 % vun der Kuelendioxidemissiounen - 91 % sinn Net-EU! D'Weltbevëlkerung wiisst rapid, an Europa vläicht manner, an anere Regioune méi, d'Entwécklung an deene Regioune wiisst rapid, dat heescht, et muss een emol e Gesamtbléck huelen op dat, wat dat mécht.

An en huet et gerechent - ganz spannend! - a wësst Der, wat d'Resultat ass? Dir wësst et warscheinlech net: 0,004 °C! An da muss een nach wëssen: Dat heescht, wann dat d'Temperaturzil da géif erreecht ginn, datt mer et net géifen den 1. Januar erreechen, mee den 11. Februar. Dat ass den Effekt, sechs Wochen! An et gëtt awer de Carbon Leakage, dat heescht, datt ganz vill Industrien, wa se ënnert deem doten ekonomeschen Drock géifen eraus aus der Europäescher Unioun goen an an eng aner Regioun produzéiere goen, da wär den effektive Gewënn 0,0017 °C, manner wéi 0,02°C - fir katastrophal Konsequenze fir eis Budgeten an eis Ekonomie!

Wësst Der, et muss een einfach wëssen, wat ee wëllt! A mir wëllen d'Ëmwelt schützen, awer mir denken dat bis zum Enn! Mir kucken: Wat bréngt wierklech eppes? Wéi kënne mer dat maachen? Wéi kënne mer de mënschlechen Afloss op d'Klimaentwécklung reduzéieren? Wéi kënne mer eis Fléss an eis Loft schützen, awer op eng vernënfteg Manéier? Dir maacht reng Ideologie! Dir maacht domadder eis Ekonomie futti an dat huet absolutt kee Wäert!

Da kënnt nach de Präis vun deem Ganzen derbäi. D'Europäesch Unioun huet deen och evaluéiert, si huet eng niddreg Estimatioun geholl, mee bis 2030 kascht eis dat do ongeféier 5 Billiarden Euro - ech weess elo net mat den Traductiounen, ech hunn den engleschen Text hei - oder Billiounen, pardon, „Billiounen" ass warscheinlech déi richteg Iwwersetzung! Op jidde Fall, wat wichteg ass: dräimol méi, wéi d'Covidkris, inklusiv de Rettungsfong.

Also: Mir si wierklech mat Iech um falsche Wee! Wa mer wëllen d'Ëmwelt schützen - a mir wëllen dat ganz, ganz decidéiert -, dann ass dat do net dee richtege Wee! Mir musse fuerschen. Mir sinn nach net op deem Punkt, wou mer wierklech wëssen, wéi mer kënnen effikass dekarboniséieren. Mir wëllen dekarboniséieren, awer mir mussen och wëssen, datt mer et mussen an engem Rhythmus maachen, wou mer eis Konkurrenzfäegkeet géintiwwer anere wichtegen ekonomeschen Zenteren an der Welt net verléieren. Mir musse kucken, datt mer dat verantwortungsvoll maachen, datt mer et konsequent maachen, datt mer den Ëmweltschutz ni a Fro stellen, awer och iergendwéi de Sënn fir d'Realitéite behalen.

De Problem bei deene Gréngen ass: Si maache reng Ideologie! Eng verantwortungsvoll Partei, déi mécht Ëmweltschutz mat ekonomeschem Geescht an et ass dat, wat mer wëlle maachen.

Et ass ganz kloer, Här President, datt dee Budget, dee mer presentéiert kruten, fir eis net akzeptabel ass. En ass am Defizit! Mir wëlle keng Defiziter, mir wëlle keng Scholde maachen, mir wëlle Scholden zréckbezuelen! Mir wëlle verantwortungsvoll, nohalteg Politik fir déi nächst Generatioune maachen. Mir wëllen eng voluntaristesch Trajectoire gesinn, wéi mer kënne mëttelfristeg Finanzziler realiséieren, wéi mer kënnen aus der Scholdefal erauskommen. Mir wëllen d'Kontabiliséierungsreegelen änneren, och vu groussen Depensen, fir datt mer do eng aner Approche kréien, a mir wëllen déi richteg Prioritéite setzen, ouni Ideologie, och am Beräich vun der Ëmwelt!

Fir eis als ADR ass dofir d'Positioun kloer: Dëse Budget ass fir eis net akzeptabel. Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Très bien! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen ...

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, wannechgelift!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt freet awer nach den Här Gilles Baum d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President, dass ech däerf d'Wuert huelen.

Mir hunn elo eng rhetoresch staark Interventioun vum Här Kartheiser héieren. Iwwert de Fong, do däerf jiddweree sech seng Meenung maachen, dat steet jiddwerengem zou. Ech hunn de Moien a menger Interventioun gesot, dass mer am Ufank vun der Kris, wéi mer an d'Kris eragaange sinn, d'Staatsfinanzen op stabille Féiss haten. Den Här Kartheiser huet e puermol hei de Wuesstum … D'Fransouse géife soe „fustiger", ech fannen elo dat Lëtzebuergescht Wuert net. Et ass am Fong dat, ...

Une voix.- Gäisselen!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... wat den Här Gibéryen fréier ëmmer gesot huet: dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum, dee stramme Wuesstum! Ech wollt am Fong der ADR just ganz kuerz d'Fro stellen, wéi si sech géif virstellen, duerch dës Kris ze goen, an där mer elo sinn, wa mer an all deene leschte Jore kee Wuesstum gehat hätten.

M. Gusty Graas *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, fir d'Wuert, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gilles Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fernand Kartheiser.

(Interruptions)

Här President, ech si ganz frou iwwert déi Fro, well et erlaabt mer, nach eng Kéier ...

(Brouhaha)

... kloerzemachen, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Hei, wannechgelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... fir e puer Punkte vu menger Interventioun nach eng Kéier opzegräifen an ze erklären.

Dat Éischt, wat mer gär hätten, ass, datt mer erëm kënnen d'Kontroll iwwer eise Wuesstum zréckkréien, datt mer net an engem Automatismus dra sinn, wou mer gezwonge sinn, op Däiwel komm raus 4 % bis 5 % Wuesstum pro Joer ze realiséieren, fir d'Pensioune kënnen ze finanzéieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dat ass dat, wat mir ënner qualitativem ...

(Interruptions)

Här Di Bartolomeo, wannechgelift! Ech kommen awer gär op Äre Rôle an där Saach zréck bei der leschter Pensiounsreform, wou d'LSAP d'Pensioune gekierzt huet. Dat wor d'LSAP, déi dat gemaach huet!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

A mir soen, mir hätte gär eng Pensiounsreform!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech äntwerten elo emol dem Här Baum, Här Di Bartolomeo! Ech hu grad eréischt ugefaangen, dem Här Baum ze äntwerten! Also ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! Merci, Här President! Well den Här Baum verdéngt eng Äntwert!

Also den éischten Deel vun der Fro ass ganz einfach. Wat mir gär hätten, ass : Mir komme gär aus deenen Automatismen eraus, déi eis zwéngen ze wuessen, well mer erëm gär eng Kontroll iwwer eis Politik hätten! Mir mussen einfach erëm eng Souveränitéit gewannen, fir eis Wuesstumspolitik selwer kënnen ze decidéieren, ouni Automatismen - éischte Punkt. Dat wär schonn e richteg grousse Progrès!

Den zweete Punkt hunn ech Iech opgezeechent. Selbstverständlech brauche mer ekonomesche Wuesstum a jiddereen heibannen huet och geschwat vum PIB du bien-être an hei an do. Et ass net de Wuesstum per se, dee mer a Fro stellen - mee wéi wëlle mer en erreechen? An do hunn ech Iech eng ganz Rei Saachen opgezeechent, wou mer gär hätten, datt Lëtzebuerg wierklech Frontrunner ass, datt mer gutt sinn: d'Investitiounen an d'Zukunftstechnologien, Reindustrialiséierung a Secteuren, déi an Europa feelen, d'Entwécklung vu Spëtzentechnologien, Medical Valley - all déi Optiounen hunn ech Iech dach genannt! An et ass net, datt mer Wuesstumsgéigner wären, mir si Géigner vun Automatismen a mir si Géigner dovunner, datt mer mussen a Secteuren investéieren, déi net zukunftsorientéiert sinn. A mir brauchen, fir dat ze maachen - a loosst mech dat och kloer soen -, mir brauche genuch Energie, fir dat ze maachen. Et kann ee keng Industrie, et kann ee keen Handel, et kann ee keng floréierend Ekonomie mat Aarbechtsplaze bedreiwen op Basis vu volatillen oder ongenügenden Energien, op Basis vun Energienetzer, déi zesummebriechen, well se wéinst onzouverlässegen Energiequellen net kënne geréiert ginn. Et muss een dat zesummen denken. Et muss ee wierklech de Courage hunn, dat unzegoen, Här Baum. An ech sinn iwwerzeegt, wann Dir Iech weider zu de Prinzippie vun Ärer Partei bekennt, da géife mer och do en Accord fannen.

Den Här Di Bartolomeo, mengen ech, Här President, hat och eng Fro. Nee, en hat keng!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, den Här Di Bartolomeo ... Dir iert Iech, Här Kartheiser! Den Här Di Bartolomeo ass schéi brav!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass ganz gutt!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mee ech ginn awer nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Entschëllegt, Här President, wann ech nach eng Kéier nohaken. Den Här Kartheiser huet a senger Interventioun gesot, e géif eis soen, wou d'ADR géif spueren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- An do huet en och eng Mesure genannt an dunn ass en iwwergesprongen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... zu de Mesuren - ech huele just d'Elteregeld - an duerno, Här Kartheiser, sidd Der awer net méi op déi Punkten agaangen, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- ... wou d'ADR an dëser Situatioun géif spueren. An ech mengen, dat géif mech, a vläicht aner Kolleegen heibannen, awer wierklech interesséieren, wou d'ADR zu dësem Moment, an där finanzieller Situatioun, wou mer sinn, géif ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma ganz gär, Här Baum! Ech hunn elo leider …, meng Notten hat ech schonn op mengem Dësch, mee ech ginn Iech trotzdeem spontan gär e puer Äntwerten dorobber.

Fir eis gëtt et e puer Grondprinzippien. Ech hunn Iech gesot, mir hätte gär de Budget am Gläichgewiicht, a mir hunn iwwert d'Jore schonn ëmmer erëm verschidden Optiounen an eisen Interventiounen opgezeechent. Ech ginn Iech der hei e puer.

Am Beräich vun der Entwécklungshëllef hu mer gesot: Éischtens gëtt alles kontabiliséiert, wat mer no den OECD-Reegele vum DAC kënne kontabiliséieren, a mir beschränken eis op déi 0,7 % vum Bruttonationalakommes, fir déi mer eis 1992 zu Rio de Janeiro engagéiert hunn.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Mir maachen … jo!

Här Graas, wann Der wëllt eng Fro stellen, stinn ech gär zur Verfügung!

Zweetens d'Bäiträg bei internationalen Organisatiounen: Dat ass eng Saach, wou mer onheemlech vill ausginn, an zwar disproportionéiert par rapport zu eiser Gréisst, par rapport zu anere Länner an enger änlecher Gréisst - den Här Gramegna weess dat ganz gutt.

Mir ginn dacks Contributiounen an enger Gréisstenuerdnung, déi méi ass wéi déi vun Ungarn oder vill méi grousse Staaten. Mir soen als ADR: Eis Contributiounen an international Organisatioune solle proportional sinn zu där richteger Gréisst, zu deem, wat eist Land ekonomesch duerstellt - an de PIB ass do net ëmmer e gudde Gradmiesser, well och par rapport zum PIB bezuele mer a villen Organisatioune vill ze vill.

Bei der Europäescher Unioun, Här Gramegna, wäre mir net dermat d'accord gewiescht - an do, mengen ech, sinn et 70 oder 80 Millioune méi, déi mer dëst Joer bezuelen, vun den neie Ressources propres mol ofgesinn, well do kommen nach Iwwerraschungen -, datt mer einfach de Brexit kompenséieren doduerch, datt jidderee méi bezilt. Mir hätten do aner Positioune vertrueden. Eiser Meenung no muss d'Europäesch Unioun sech der Decken no strecken, wéi och e Staat. A mir hätten eis Contributiounen do elo net massiv erhéicht, mee mir hätte gekuckt, datt mer ongeféier op deem Niveau bleiwen, wéi d'Europäesch Unioun ouni United Kingdom géif do stoen, an dat hätt eis och hei ganz vill Suen am Budget gespuert.

Also: Entwécklungshëllef, Bäitrag bei internationalen Organisatiounen.

Drëtte Punkt: Mir hunn eng ganz Rei Politikberäicher hei am Land, déi reng ideologesch sinn a wou mer net d'accord sinn. Mir hu bei de Sozialisten, ech hu mer wéi gesot eng Rei Saachen opgeschriwwen, déi ech probéieren awer elo, dat kloer ze soen ... Mir investéiere ganz vill a Campagnen, zum Beispill vum Egalitéitsministère, wou mer Problemer hunn.

(Interruptions)

Well mer mengen, datt de Staat, ...

(Interruptions)

Ech weess, datt Dir ideologesch, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... op där Linn sidd, ...

(Interruption)

... Dir gitt jo d'Suen dovunner aus. Ech ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Et gëtt och do einfach verschidde Weeër, fir dorunner erunzegoen. Mir hunn aner Prioritéite wéi Dir. A mir géifen also bei deene Saachen, ...

(Interruption)

... déi Dir do bedreift, aner politesch Usätz huelen.

Den Ausbau vum Staat: Mir si fir e staarke Staat, dee sech op seng Käraufgabe konzentréiert. E staarke Staat ass net e plethoresche Staat. Mir hätte gär, datt e Staat zum Beispill am Sécherheetsberäich genuch Leit huet, datt en do genuch Leit an deenen Administratiounen huet, déi zu den Haaptkompetenze vum Staat gehéieren: Steieren, Justiz, Sécherheet, Diplomatie, dat sinn d'Kärkompetenze vum Staat, d'Educatioun, d'Gesondheet zu engem gudden Deel. Wat doriwwer erausgeet, dat muss einfach de private Secteur leeschten. An et ass einfach, ech hat gesot, mir mussen d'Staatsquot am A behalen a mir musse garantéieren, datt och de private Secteur ka genuch Leit rekrutéieren. Dat heescht, dee permanenten Ausbau vum Staat, dat ass eppes, wat mir net matdroen. Mir géifen zum Beispill kucken: Wéi eng Administratioune si wierklech néideg? Wéi eng hunn eng Plus-value? An ech wëll just drun erënneren: Mir haten ëmmer erëm de Waasserkapp an der Éducation nationale kritiséiert. Mir haten zum Beispill kritiséiert, wéi deen Observatoire de la qualité scolaire agefouert ginn ass, vun deem een ni eppes héiert. Mir hunn dergéint gestëmmt, well mer gesot hunn: Wat soll dat bréngen? Jiddereen huet dach eng Meenung iwwert d'Qualité scolaire a mir brauchen nëmme mat concernéierte Leit ze schwätzen oder ze kucken, wat bei Pisa erauskënnt oder bei anere Resultater, da wësse mer dat. Firwat brauche mer eng extra Administratioun?

Mir haten eng Question parlementaire gestallt, ech mengen, ech weess elo net, wéi gesot, ech hu meng Notten elo dohanne leien, mee ech mengen, an deene leschte Jore sinn zwanzeg oder drësseg nei Administratioune gegrënnt ginn. Ass et dann illegitimm fir ze kucken, wat dovunner wierklech néideg ass oder ob een net ka Saachen zesummeleeën a kucken, wéi ee ka Saache besser maachen, mat anere Mëttelen, mat anere Prioritéiten? Mir wéilte keen entloossen, mir wéilten awer Leit vläicht reaffektéieren a beim Rekrutement lues maachen, fir datt mer och kënnen d'Ausgabe vum Staat am Grëff halen. An et gëtt där Beispiller nach.

A wa mer higinn ... an ech wär frou, wa mer kéinten eng Debatt eng Kéier heiriwwer féieren, wéi mer kënne spueren! Well mir als ADR, mir si bereet. Dat freet ebe politesche Courage! An Dir hutt jo och un de Reaktioune vun der LSAP gesinn, datt et heiansdo wichteg ass, och mat Courage zu Decisiounen ze stoen an net einfach aus Bequeemlechkeetsgrënn bei deem „weider so wie bisher" ze bleiwen, well mir kënnen eis dat net méi leeschten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, den Här André Bauler wëllt Iech och nach eng Fro stellen.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President, ech wollt den Här Kartheiser just froen: Dir hutt gesot, déi Schéier tëschent Produit intérieur brut a Revenu national brut, déi geet ëmmer méi auserneen. An Dir fannt dat net gutt? Hunn ech dat richteg gehéiert, wéi ech Iech nogelauschtert hunn, well ech hu versicht, Iech attentivement nozelauschteren?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här Bauler, Dir hutt dat richteg héieren.

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt Iech just soen, a menger Bescheidenheet als Ekonomist: Et sinn zwee verschidde Konzepter. De Produit intérieur brut ass d'Zomm vun alle Méiwäerter, déi geschaf ginn. Dat ass eng Approche produit. De Revenu national, dat ass dat nationaalt Akommes ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Akommes.

M. André Bauler *(DP).*- ... u sech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- De Produit intérieur consideréiert all déi Produktiounen, déi um nationalen Territoire geleescht ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- De Revenu national: „national" steet do fir d'Akommes vun de Residenten, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- ... déi also hei um Lëtzebuerger Territoire wunnen. Et sinn zwee verschidde Konzepter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. André Bauler *(DP).*- Intérieur kënnt nach derbäi, national ..., dat heescht déi Schéier, déi sech bilt, ass näischt aneschters ...

(Brouhaha)

... wéi en Hiweis op d'Internationalisatioun ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. André Bauler *(DP)*.- ... vun eiser Ekonomie. Reng ekonomesch gesinn huet et kee Wäert, do méi ze sichen. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, datt, wann de Produit intérieur brut net géif klammen, da wier warscheinlech de Revenu national brut och net geklommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat ass et. Dat wollt ech Iech just soen, fir dat kloerzestellen.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, Här Bauler, ...

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Ech verstinn elo, firwat den Här Kartheiser net méi an der DP ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... et géif mer net afalen, Här Bauler, Är Kompetenzen iwwerhaapt a Fro ze stellen - a scho guer net an der Ekonomie! An ech respektéiere selbstverständlech déi Erklärung, déi ech och fir richteg fannen, déi Dir eis ginn hutt.

Ech wëll Iech just opmierksam maachen op dat, wat d'Zentralbank gesot huet, wéi se eis dat do erkläert huet, an d'Zentralbank huet et och a mengen Ae richteg resuméiert, dat ass, datt en ëmmer méi grousse Deel vun eisem Akommes hei am Land an d'Ausland fléisst. An eise Problem domadder ass, datt mer mussen, well dat ass jo och eng Belaaschtung op d'Zahlungsbilanz, Transferten an esou weider, dat wësst Dir, a mir mussen einfach kucken ..., well et ass eng laangfristeg Gefor och fir d'Gläichgewiichter hei am Land, d'ekonomesch Gläichgewiichter.

An dee Räsonement, dee mer féieren, ass, fir dat do ze erkennen, wéi Dir et och elo beschriwwen hutt, fir ze kucken: Musse mer et redresséieren? Wéi kënne mer et redresséieren? A fir eis ass et kloer, datt do eng Gefor läit. An dat ass eebe gutt, datt mer et esou thematiséieren. A mir wäre frou, wann aner Parteie sech och géifen där Analys uschléissen a soen: „Mir mussen doriwwer diskutéieren!" Well et kann net gutt si fir eng Ekonomie, datt eeben ëmmer méi e groussen Deel vun deem, wat hei erwirtschaft gëtt am Land, einfach an d'Ausland fléisst a Form vun Transfertleeschtungen, wou mer dacks kee Retour hunn. An et ass eeben dee Problem, dee mer wollten uschwätzen. Ech soen Iech Merci fir Är zousätzlech Erklärungen. Si wore richteg, si woren eclairéiert, mee wat mir soen, ass: Mir mussen dervunner ausgoen an da kucken, datt mer Léisunge fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech mengen, et wier elo d'Zäit, fir d'Wuert weiderzeginn ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Un den Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... un den Här David Wagner.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass esou schéin nozelauschteren, wann zwou wirtschaftsliberal Parteie matenee streiden. Dat war eng richteg Scène de ménage.

(Hilarité)

Une voix.- Hutt Der eppes bäigeléiert?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- A Scène-de-ménagen net.

(Hilarité)

Une voix.- Dat kenne mer alleguer.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, jo.

(Brouhaha)

Merci, Här President. Déi heite Regierung, Här President, ass derfir bekannt, fir hir Politik op Sloganen ze baséieren. Ech wäert Iech all déi aner Slogane vun däser Regierung erspueren, fir op dee leschte Slogan vum Här Gramegna anzegoen, deen dëse Budget betrëfft: „En ausseruerdentleche Budget fir eng ausseruerdentlech Zäit". Et freet ee sech allerdéngs, wat un däsem Budget esou ausseruerdentlech soll sinn. Dat eenzegt, wat un däser Regierung ausseruerdentlech ass, dat ass hir Onfäegkeet, mam Eescht vun däser Zäit ëmzegoen. Maacht d'Geschichtsbicher op a kuckt, wat an aneren Zäite fir aussergewéinlech Mesurë getraff goufen, wann et eescht gouf. Denkt un de Roosevelt, denkt un de Front populaire!

D'Pandemie vum Covid huet eng weltwäit ekonomesch Kris lassgetréppelt, déi souwisou fréier oder spéider agetraff wier. Ech hu gesot „lassgetréppelt", well et wier falsch ze mengen, datt mer ouni Covid keng Kris gehat hätten.

Virum Covid ware vill Ekonomiste sech eens, datt eng nächst Finanzkris op eis géif duerkommen. Déi Kris war och en Zeugnis, datt déi westlech Welt, virop d'EU an d'USA, bei Wäitem keng Modellfunktioun hunn an hir Schwächten duergeluecht goufen. An do konnt ee feststellen, wéi schwaach de Spidolssecteur a ville Länner an Europa ass, Lëtzebuerg mat abegraff. Do konnt ee gesinn, wéi schwéier sech d'Regierungen an der EU gedoen hunn, fir deenen Äermsten ënnert d'Äerm ze gräifen. An den USA, déi jo fir e puer Europäer, komescherweis, och nach e Virbild sinn, huet ee gesinn, wéi schwaach se infrastrukturell sinn.

Här President, de Rapporteur huet gëschter, zu Recht, gesot, datt dës Pandemie net vum Himmel gefall ass, mee ganz kloer d'Resultat ass vun enger Zoonos, also enger Infektioun, déi vum Déier op de Mënsch iwwerspréngt, well d'natierlech Distanz tëscht den zwou Spezies net agehale gouf. An déi ofhuelend Distanz, d'Rodung vun den natierleche Bestänn stinn enk a Verbindung mam kapitalistesche Produktivismus a mam ongehemmte Wuerenechange. Doraus hunn allerdéngs déi allermannst geléiert, wann ee gesäit, wéi déi weltwäit fräi Wuerenzirkulatioun weider gedoppt gëtt, ënner anerem duerch toxesch Handelsaccorde wéi de CETA.

De Covid huet also gewisen, datt den aktuell herrschende politesche Modell ausgelaf ass. Et ass also un der Mënschheet, en neien ze entwéckelen, awer ouni - a warscheinlech och géint - déi, déi bis elo d'Soen an d'Verantwortung droe fir dee ganze Misär. Mee zurzäit si mer nach am ale Modell gefaangen.

Här President, am Kontext vum Budget a vu villen anere Budgete gëtt vill vum Triple-A geschwat. Et ass haut nach net vill dovunner geschwat gi vu ville Virriedner, mee ech wollt e bëssen drop agoen, well ech mengen, et wier och net schlecht, och e bëssen ze erklären, wat et do mat deem Triple-A op sech huet, dee sech zu enger reegelrechter neier Aart vu Gottheet entwéckelt huet.

Den Triple-A, Här President, ass eng Nott, wéi an der Schoul: dräimol A+ fir déi Bescht, dräimol C- fir déi Schlechtst. Vu datt d'Nationalstaate keen eegent Geld méi schafe kënnen a vu datt d'EZB op jidde Fall net direkt engem Nationalmember Geld léine kann, mussen d'Länner sech op den internationale Finanzmäert Geld léine goen. Et ass eng vu ville Méiglechkeeten, fir u Geld ze kommen.

Déi gutt oder schlecht Notten, déi d'Staate verdeelt kréien, komme vu sougenannte Ratingsagenturen, déi unhand vun enger ganzer Rëtsch vu Krittäre gutt oder schlecht Notte verdeelen. Jee besser d'Nott, ëmsou méi déif wäert den Zënstaux ausfalen an ëmsou méi einfach wäert e Land Accès fir international Finanzementer op de Mäert kréien.

E Land wéi Lëtzebuerg gehéiert zu deem klenge Club vu Länner, déi eng ganz gutt Nott hunn, esou gutt souguer, datt eisen Zënstaux negativ ausgefall ass, soudatt mer souguer bezuelt ginn, fir eis ze verscholden. Dat kléngt alles wonnerschéin. An dat kléngt och alles esou wëssenschaftlech, esou objektiv, esou neutral. Mee Ekonomie ass ëmmer politesch a Politik ass net neutral. Et entspréngt engem politesche Choix. An et ass ganz kloer, datt déi verschidden Agencë politesch Choixe maachen. Déi Agencen hunn all Nimm: Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings etc. Et gëtt der och, déi e bësse manner bekannt sinn, wéi déi däitsch EuroRating Services oder déi chineesesch Dagong.

A si verfuere plus ou moins no deene selwechte Krittären an déi sinn en plus net ganz transparent, well jidderee kacht seng kleng Zëppchen. Ganz oft favoriséiere se hiert eegent Land, wat schonn en Zeechen ass, datt se net ganz objektiv sinn, mee ganz oft favoriséiere se déi Länner, déi ëischter eng rigouréis budgetär Politik féieren, fir net ze soen, eng richteg klassesch liberal Politik féieren, an dat ganz onofhängeg, ob d'Land gutt oder schlecht funktionéiert, ob d'Land vill oder wéineg Aarmut huet.

Zum Beispill: Déi zwou amerikanesch Agencë Moody's a Fitch ginn den amerikanesche Staatsobligatioune weiderhin en Triple-A, obwuel d'USA total verschëlt sinn. Wa Moody's a Fitch den amerikaneschen Obligatiounen de selwechten Traitement wéi den italieeneschen oder spueneschen Obligatioune géife ginn, da misste se déi staark degradéieren oder d'selwecht ëmgoe mat staark verschëlte Staate wéi dem Vereenegte Kinnekräich oder Australien.

Witzegerweis huet déi chineesesch Agence Dagong, déi manner bekannt ass, déi amerikanesch Obligatioun degradéiert. Also dorunner gesäit een: Den Triple-A seet strictement näischt iwwert d'Gesondheet vun enger nationaler Wirtschaft aus, au contraire, well de Combel vum Zynismus vun deenen Agencen, dee gouf jo no der Kris vun de Subprimes erreecht, well déi Agencen hunn zum Beispill de Risiko vun de Subprimes permanent ënnerevaluéiert. Par contre déi Länner, déi staark Kollateralschied vun däser Kris hu missen droen, wéi Griichenland ënner anerem, déi sinn nach méi staark ënnert de Contrôle vun deenen Agencë gefall.

Mir hei zu Lëtzebuerg, mir argumentéiere gären, datt mer den Taux vun 30 % vu Verscholdung net wëllen depasséieren, well deen eis erlabe géif, den Triple-A ze behalen. An Europa gëtt et u sech nëmme sechs Länner, déi en Triple-A hunn - vun eis ofgesinn -, dat sinn eeben Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden an Dänemark a vun deene sechs (veuillez lire: Norwegen, Däitschland, Holland, Schweden, Dänemark an d'Schwäiz, a vun deene siwen) huet just Lëtzebuerg eng Verscholdung vu manner wéi 30 %. Elo wäerte mer e bëssen driwwer leien, dat gëtt jo och toleréiert.

Wat ech domadder wëll soen, dat ass, datt déi Notte vun de Ratingsagenture strikt politesch sinn an d'Länner an hiren demokratesche Rechter, fir souverän ekonomesch Choixen ze maachen, aschränken a souguer bestrofen. Keen huet se gewielt, fir dat ze maachen.

An da gëtt et ganz konkreet, da soe se: „Dir kritt nëmmen Accès op Liquiditéiten, wann Dir Är Investissementer op Spuerflam haalt." Massiv Investissementer brauche mer awer, mat oder ouni Covid. An dës massiv Investissementer bräichte mer schonn nëmmen, fir eng ganz Rei vu Servicer auszebauen, zum Beispill, wat d'Kannerbetreiung ugeet, déi zurzäit nach zum groussen Deel privat iwwerholl gëtt, awer mat Steiergelder beschenkt gëtt, mee massiv Investissementer bräicht een och, fir den ökologeschen Ëmbau vum Land ze sécheren amplaz, wéi d'Regierung et mécht, op privat Initiativ a Steiererliichterungen ze setzen, wéi wa mer an der Lag wieren, Steiererliichterungen ze verkraaften.

Mir sinn also an enger Zwéckmillchen gefaangen, wou engersäits déi sënnlos Krittäre vum EU-Stabilitéitspak - déi esou sënnlos sinn, datt se bei all zweeter Kris opgelackert musse ginn - engem de Rimm zoumaachen, wou Ratingsagencen, jee nach neoliberalem Gutdünken, mat der Peitsch kommen an d'Nott degradéieren, wa mer emol net géifen déi 60 % Verscholdung, mee déi 30 % net géife respektéieren, a wou mer, wa mer méi mussen ausginn, wéi elo mat der Covidkris ..., da si mer genau op déi selwecht Agenturen ugewisen.

Här President, den Enkpass an der Santé hu mer jo gesinn. D'Kris vum Covid ass den Ausdrock vun engem Gesondheetssystem, dee scho virdrun op Limitte geschafft huet. Vu Kris ze schwätzen am Kader vu Covid ass d'ailleurs u sech net méi esou richteg, well d'Kris hate mer ganz am Ufank, Mäerz, Abrëll, wou mer vun der Pandemie iwwerrumpelt goufen. Elo hu mer erlieft, wou d'Schwächte vun eisem Spidolssecteur sinn. An och wa mer net alles innerhalb vun e puer Méint aus dem Buedem gestampft kréien, musse mer esou séier wéi méiglech déi néideg Investissementer plangen a virhuelen. Mir brauchen Infrastrukturen. Mir brauche Personal. Do soll een net spueren, andeems een zum Beispill d'Infirmieren deet, aner Tâchen ze iwwerhuelen, déi net zu hirer Aarbecht gehéieren! Dat gëtt et bal néierens! A wa mer ambulatoire ginn, dann, wannechgelift, och an engem ëffentleche Kader.

A Better: Bon, do gëtt et eng Poleemik. Den Här Engelen seet: „Et gëtt net genuch Better!". A virdrun ass den Här Spautz och dorobber agaangen. D'Koalitioun seet: „Ma dach! Et gëtt genuch Better!" Ech weess, datt et an deem Beräich net nëmmen ëm Better geet, mee ëmmerhin, ech hunn et nogezielt, ech si kee Mann vum Fach a wann ee kee Mann vum Fach ass, da geet een emol kucken, wat d'Leit vum Fach soen, an do gesäit een - an do hëlt een zum Beispill bei dem Budget den Avis vun der Chambre des Salariés, wou jo Vertrieder vum Gesondheetssecteur sëtzen - bon, déi beruffe sech op d'Carte sanitaire vun 2017 an déi seet, datt mer 2.183 Better hunn, Lits aigus, obwuel d'Programmatioun vun der Carte sanitaire vum Joer 2015 der 2.317 virgesinn hat, an dat, ouni déi galoppant demografesch Entwécklung vum Land matanzeberechnen. Do stellt ee sech d'Fro: Wou si mer dann elo drun?

Et ass also evident, datt eise Plan hospitalier d'urgence muss revidéiert ginn, an dat geet iwwert d'Zuel vun de Better eraus. Et sinn dann eeben Infrastrukturen, dat si massiv Investissementer.

Här President, zanter datt d'Koalitioun d'Regierung stellt, gëtt se net midd ze behaapten, si géif esou vill investéiere wéi nach ni. Abee, d'Zuele vum Eurostat zum Beispill, déi schwätzen net onbedéngt déi selwecht Sprooch. An déi kucken d'Zuelen e bëssen aneschters. Ënner anerem kucke si d'Zuele vum „investissement public net". Wat heescht dat, den Investissement public net? Dat ass deen Invest, dee geholl gëtt, wann een all Invester, déi ee souwisou muss virhuelen, fir déi existéierend Infrastrukturen um Liewen ze halen, ewechrechent, zum Beispill den Entretien vun den Zuchschinnen, déi scho bestinn. Den Investissement public net, dat ass d'Schafung vun neien néidegen Infrastrukturen. An do brauch d'Regierung sech wierklech guer net ze bretzen, well zënter 2013 leie mer an enger Forschett tëscht 1,5 % an 2 % vum PIB. Mir hate schonn aner Zäiten. Tëscht 2002 an 2006 louche mer op 3 %, souguer liicht driwwer. A virdru louche mer schonn oft bei 2 %. Also kann een net, wéi d'Regierung dat mécht, behaapten, mir géifen esou faméis nei Investitioune bedreiwen! Do gëtt et vill Mogelpackungen.

Et kéint een och doriwwer schwätzen, iwwert déi durabel Obligatiounen, déi och nach dat alles mataberechnen, wat an deenen dräi leschte Joren investéiert gouf, an der Educatioun, an der Santé an esou weider, an dat gëtt alles agepaakt an durabel Obligatiounen. Ëm Gottes Wëllen!

A wat elo d'Avoiren ugeet, déi iwwert d'Fonds-spéciale fueren, ma déi gi bis 2024, laut pluriannueller Aschätzung, erof, vu ronn 2 Milliarden op 1,1 Milliard. Natierlech gouf dat alles à la baisse revidéiert wéinst der ekonomescher Kris, déi sech ubaant. A kommt, mir nennen d'Kand mam Numm: Et ass eng Rezessioun, déi sech réellement ubaant!

Heescht dat, datt mer elo mussen ophale mat investéieren? A wann, wou hale mer op mat investéieren? A kënne mer eis iwwerhaapt erlaben, opzehale mat investéieren? Mir mengen net - am Géigendeel souguer! Wéi maache mer et dann? Gi mer erëm eng Kéier bei d'Finanzmäert schellen an der Hoffnung, datt eis Bonne Note eis nach Kredittwierdegkeet verschenkt? Ass dat eng gutt Politik? Ass dat eng durabel Politik? Mir mengen net.

Et gëtt awer en anere Wee, fir Geld ze fannen. D'ADR huet virdru gesot: „Et gëtt nëmmen zwee Weeër: manner Depensen oder sech verschëlden". Nee, et gëtt nach aner Weeër. Et gëtt zum Beispill de Wee, fir och do Sue sichen ze goen, wou se massiv sinn. Geld gëtt et op däser Welt en masse. An och hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, hei am Plenum gëtt et der wéineg, déi dovunner wëlle schwätzen. Mir wëllen dovunner schwätzen. D'LSAP huet och ugefaangen, dovunner ze schwätzen.

De President vun der CSV schwätzt och dervunner, d'Gewerkschafte schwätzen dervunner a souguer 70 % vun der Bevëlkerung laut engem rezente Sondage: Räichtum muss besteiert ginn! Et kann net sinn, Här President, datt grad déi, déi am meeschte Räichtum hunn - niewebäi gesot: Et sinn och déi Räichst, déi déi gréisste Klimakiller sinn -, déi am meeschten hunn, déi sinn, déi bis elo am mannsten zu der Léisung vun der sozialer an der ekologescher Kris bäigedroen hunn. Si hu wuel zur Kris bäigedroen, awer net zu hirer Léisung. D'Leit, déi an de Geschäfter schaffen, déi hunn hire Soll geleescht. D'Leit, déi am Gesondheets- a Fleegesecteur schaffen, déi hunn hire Soll geleescht a schaffen elo nach un de Limitte vun hirer Gesondheet.

An déi Räich, wou waren déi Räich an däser Kris? Si hu vläicht aus der Fënster geklappt a sinn duerno erëm schnell op hirem Computer checke gaangen, ob hir Aktien eropgaange sinn, well dat war jo och de Fall. Déi Räichst hu sech wärend däser Kris beräichert. An déi Äermst, déi sinn nach méi arem ginn. Dat ass eng Realitéit, dat si keng karikatural Rumeuren. Wou war d'Solidaritéit vun deene Räichsten? À la limite ..., ech maachen hinne kee Virworf, si bezuelen eeben déi Steieren, déi se solle bezuelen. Oft och manner. Oft och manner.

An dann héiere mer vun der Regierung: „O, ëm Gottes Wëlle keng Steiererhéijunge fir déi Räich. Dat ass Gëft fir d'Ekonomie". Mee et sinn déi sozial Ënnerscheeder, déi Gëft fir d'Ekonomie sinn. Et sinn déi Ënnerscheeder tëscht Räich an Arem, déi hei am Land ëmmer méi grouss ginn, déi Gëft fir d'Ekonomie sinn. A wa mer scho bei de Steiererhéijunge sinn, well et gëtt ëmmer esou pauschal gesot: „keng Steiererhéijungen, keng Steiererhéijungen!" Allez kommt, jidderee weess, wourëms et geet!

Eis als Lénk op jidde Fall geet et net drëms, déi kleng oder mëttelkleng Revenuen nach méi ze besteieren. Déi ginn elo scho bal net méi eens. An eis geet et och net drëms, kleng Geschäfter a richteg onofhängeg Aarbechter weider an de Steieren ze erstécken, si sinn net d'Grousskapital. Dat wësse mir och. Dat wësse mir d'ailleurs scho ganz laang. Am Géigendeel, Här President: Amplaz weiderhin deene Räichsten hei am Land all Zort vu steierleche Séissegkeeten ze ginn, misst een och grad no deene Leit kucken, déi de Kuch baken. An déi, déi de Kuch baken, dat sinn nun eeben déi schaffend Leit hei am Land. D'Aarmut klëmmt hei am Land. Ech hu keng Zäit, fir elo grouss mat Zuelen ze kommen. Dat maache mer oft genuch op däser Tribün. An et ass x-mol dokumentéiert.

Dofir misst een awer eng ganz Rei Mesuren ergräifen. Eng dovunner wier d'Schafung vu gudden Aarbechtsplazen am ëffentleche Secteur. Do kann déi ëffentlech Hand am séiersten handelen. An et ass net esou, datt mer déi Servicer net bräichten. Dat heescht also och, datt mer massiv investéiere mussen. An dat sinn Investissementer, déi hei nach feelen. An dat betrëfft och apaart d'Jugend, déi am meeschte vun däser Kris betraff ass, an apaart vun däser Kris, déi elo ufänkt, et weess een net, bis wéini vill Jonker, déi elo an eng problematesch Situatioun kommen, wéi laang se nach an däser problematescher Situatioun wäerte bleiwen. Déi Jonk sinn nämlech déi, déi am mannste verdéngen hei am Land. Si sinn déi, déi déi onsécherst Plazen hunn. Si sinn och déi, déi déi Plazen hunn, wou den Teletravail am mannste méiglech ass, well een op der Plaz muss sinn, zum Beispill am Horeca-Beräich.

Mir brauchen e Plan d'urgence, fir géint d'Aarmut ze goen. Dat misst ee vun enger Regierung erwaarden a grad an esou enger exceptionneller Zäit.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee et ass richteg, datt mir der Meenung sinn, datt de Räichtum, dee sech zu Lëtzebuerg iwwerall verstoppt ..., a wat vun de schaffende Leit erwirtschaft gouf, dat gehéiert de Leit erëm zréck. Dat muss erëm zréck bei d'Leit goen.

Also dofir brauche mer och ganz kloer eng Räichesteier an eng weider Besteierung vum Kapital. Et geet awer och net duer, well mer och seriö mussen ufänken, all déi verschidde steierlech Schlupflächer zouzemaachen, déi eis Legislatioun ëmmer erëm nees schaaft - ouni et express ze maachen natierlech. Wéi vill Geld verléiert de Staat un Exoneratiounen, un Abattementen, un Deduktiounen? Alles Wierder, déi nëmmen deene Besserverdénger geleefeg sinn.

Mir kennen en plus all déi steierlech Verloschter net. Den ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, den Här Guy Heintz, huet an engem wierklech exzellenten Interview am „Lëtzebuerger Land" vu leschter Woch gesot, d'Steierverwaltung wier primär do u sech, just fir de Steiersaz festzeleeën, awer net, fir déi steierlech Verloschter ze berechnen. E bleift awer net do stoen, den Här Heintz, well e seet nämlech net, datt een näischt soll maachen. E mécht souguer e Virschlag: Et kéint een e Service schafen am Finanzministère, deen déi Statistiken an Evaluatioune géif maachen, an domadder kéint een och d'Regierung an d'Parlament besser beroden, fir eng besser Steierpolitik ze maachen.

An ech mengen, mir bräichten esou séier wéi méiglech esou e Service, fir déi nächst Steierreform duerchzeféieren, wa méiglech. Den Knowhow, deen hu mer och hei massiv zu Lëtzebuerg.

An an deem Sënn géif ech dann och eng Motioun, eng éischt Motioun emol deposéieren, fir esou e Service ze schafen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance primordiale de fonder le débat démocratique sur la fiscalité sur des données précises, détaillées et fiables ;

- considérant que les données fiscales généralement disponibles se limitent principalement aux recettes totales ventilées par année et par les différentes catégories de prélèvements obligatoires ;

- considérant qu'une ventilation plus précise des données à l'intérieur des différentes catégories de prélèvement obligatoires serait favorable à un débat démocratique éclairé sur la fiscalité ;

- considérant qu'une évaluation précise du déchet fiscal des différentes dispositions fiscales existantes ou en discussion fait généralement défaut ;

- considérant qu'en l'absence de données fiscales détaillées ou d'un service dédié à l'élaboration de ces données, l'évaluation quantitative des différentes options politiques en matière fiscale est très difficile, y compris en ce qui concerne les mesures proposées par le Gouvernement ;

- considérant que les administrations publiques chargées de la collecte des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires ne sont pas mandatées ni outillées pour mener un travail de compilation, de traitement et d'évaluation statistiques,

invite le Gouvernement

- à créer un service dans l'administration dédié à la saisie, la compilation, le traitement et la publication de données fiscales détaillées, ainsi qu'à l'évaluation quantitative des dispositions fiscales existantes ou en discussion, qui poursuit comme objectif principal d'éclairer le débat public en matière fiscale.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, no villem Drock vu verschiddene Parteien aus der Oppositioun - ech soe bewosst net „vun der Oppositioun" - sollen an dësem Budget zwou Steiernische reforméiert ginn.

Une voix.- Tipptopp.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Déi Éischt betrëfft déi sougenannte Stockoptions, déi duerch de System vun enger sougenannter Prime participative sollen ersat ginn. Ech ginn och dovunner aus, datt déi al Circulaire ofgeschaaft gëtt. Et kéint ee laang driwwer sënnéieren, ob déi Stockoptions tatsächlech do waren, fir sougenannten Talenter unzezéien. Wéi wa mer hei zu Lëtzebuerg keng jonk Talenter hätten! Ech hunn déi Diskussioun ëmmer e bësse frech fonnt, well et gëtt wierklech immens vill jonk Leit hei zu Lëtzebuerg, déi iwwerdiploméiert sinn, déi keng richteg Aarbecht fannen. An da maache mer esou komesch Tricker mat de Stockoptions, fir Talenter an d'Ausland sichen ze goen. Mir hu se hei! An déi Leit, déi sichen eng Aarbechtsplaz, eng fest Aarbechtsplaz! A si froen emol keng Stockoptions. Mee soit.

Ech kann elo net an d'Detailer goen, mee esou, wéi et ausgesäit, kann de Patron am Kader vun enger Ännerung vun de Plaffongen, déi steierentlaascht sinn, bis zu 5 % vu sengem Benefiss un déi Mataarbechter verdeelen, déi hien och wëllt. Mir mengen awer - och wa mer souwisou och géint de Prinzip vun der Prime participative sinn -, datt, wann déi Reform soll gestëmmt ginn, mat dësem Budget, mer esou séier wéi méiglech derfir suerge sollen, datt och Personalvertriedunge misste matagebonne ginn.

Déi zweet Reform, déi betrëfft déi bekannt FISen, also déi Fonds d'investissement spécialisés, déi, graff gesot, et erlaabt hunn, datt Immobilien-Avoire quasi net besteiert goufen. Datt déi ugekënnegt Reform elo schonn derzou féiert, datt gréisser Promoteuren hir FISen ofbauen, beweist jo, datt se un Attraktivitéit verluer hunn. Elo sollen d'Plus-valuen ëm 20 % besteiert ginn, also hallef esou vill, wéi se elo kéinte besteiert ginn, mee dat ass an eisen Aen nach ëmmer net befriddegend.

Et gëtt awer nach aner Nischen. Eng dovunner gouf erëm eng Kéier vum Här Guy Heintz an enger Carte Blanche op RTL (veuillez lire: an engem Lieserbréif op RTL) ugeschwat, an zwar déi, datt en Non-Résident via eng auslännesch Gesellschaft, deen awer hei zu Lëtzebuerg Immobilien huet, net op seng Plus-valuen oder Participatioune besteiert gëtt. Ech mengen, dat ass bestëmmt genau esou e feste Skandal wéi dee vun de FISen an erëm esou eng Nisch, déi derzou bäidréit, datt d'Wunnengspräisser esou an d'Luucht jauwen.

Mir mengen, datt een déi Nisch soll zoumaachen an datt Lëtzebuerg sech BEPS-konform eng legal Basis soll ginn, fir déi Plus-valuen a Participatiounen uerdentlech ze besteieren.

D'DP seet: „Spekulatioun ass net gutt, mee déi gëtt et an dogéint kann een näischt maachen". Mir soen: „Dach, et kann een eppes maachen. Wann ee Politik wëllt maachen, wann een d'Muecht huet, da soll een dat och ausnotzen."

Op jidde Fall deposéiere mer och dozou eng Motioun.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que les enceintes internationales et notamment l'OCDE accordent à un État le droit d'imposer les gains réalisés par une personne non résidente à travers l'aliénation d'actions ou d'autres droits ou participations dans une entité, lorsque cette entité tire une certaine partie de sa valeur de biens immobiliers situés dans cet État ;

- considérant que le Luxembourg n'exerce actuellement pas le droit d'imposition susmentionné et que cela peut mener à des situations de double non-imposition de ces gains ;

- considérant la situation budgétaire difficile dans laquelle se trouve le Luxembourg à cause de la crise sanitaire et considérant que toute recette supplémentaire peut aider à surmonter cette crise ;

- considérant que l'attractivité du secteur immobilier luxembourgeois pour des personnes physiques et morales non résidentes, résultant des possibles situations de double non-imposition susmentionnées, peut mener à une pression supplémentaire sur l'évolution des prix immobiliers au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à proposer dans les meilleurs délais une adaptation du cadre légal qui vise à imposer de manière systématique les gains en capital réalisés par des personnes non résidentes à travers l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités qui détiennent des biens immobiliers au Luxembourg.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, et kéint ee vill zum Logement soen. A mir soen oft vill zum Logement, mee vu datt d'Zäit e bësse méi begrenzt ass, wollt ech awer nach e puer Wierder zu deem Amortissement accéléré soen.

Ech mengen, ech sinn net deen eenzegen hei am Sall, deen déi weider Steierfaveur fir Multipropriétären deen Dag selwer entdeckt huet, wéi de Budget deposéiert gouf. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg ass et u sech relativ einfach erauszefannen, ob een zum „inner circle" vun de Privilegiéierte gehéiert, wann een all Mount an der Press - oder, ech weess net, sous enzwousch - vun enger neier Nisch héiert, vun där ee bis elo nach ni iergendeppes héieren hat. Et wier iwwerhaapt gutt, wa mer an der Chamber emol e Relevé géife kréie vun all deene verschiddene fiskalen Nischen. Mech géif et awer brennend interesséieren, well et ass schéin a gutt, ëmmer déi spezialiséiert Press ze liesen, mee et wier gutt, wa mer déi an engem Coup géife kréien.

D'ailleurs, ech hu virun engem Joer eng Motioun deposéiert, déi e bëssen an déi Richtung geet an déi nach iergendwou e bëssen an der Finanzkommissioun heiansdo vergiess gëtt. Mee doriwwer kënne mer nach eng aner Kéier diskutéieren, mee ech vergiessen dat net.

Bon, engersäits geet deen Amortissement accéléré vu 6 % op 5 % erof, voire 4 %. Dat ass éischter gutt. Mee mir mengen, datt dës Steiernisch misst ganz ofgeschaaft ginn, ganz dovunner ofgesinn, datt se net derzou bäigedroen huet, de Logement locatif méi bëlleg ze maache fir d'Locatairen, mee am Géigendeel zu enger weiderer Erhéijung vun de Logementspräisser bäigedroen huet. Wou also engersäits eng schlecht Iddi fir d'Locatairen ofgeschwächt gëtt, gëtt dës schlecht Iddi erëm eng Kéier duerch eng Hannerdier agefouert. An dës Kéier gëtt den Amortissement erëm agefouert, fir energeetesch Renovatioun.

Bon, dat freet déi gréng, déi an hirer Naivitéit mengen, do géif erëm eppes fir de Klima gemaach ginn.

Géifen déi gréng, fir déi mer jo vill Sympathie hunn, esou wéi fréier erëm e bësse méi politesch ginn a verstoen, wat Kapitalismus bedeit, da géifen se agesinn, datt et e falscht Instrument ass fir energeetesch Sanéierung, mee erëm e gutt Instrument ass fir d'Groussbesëtzer, vu datt dat Instrument en plus net fir d'Eegewunneng geduecht ass. Dat selwecht gëllt och fir d'Taxe d'abonnement, déi zu Lëtzebuerg scho phenomenal déif ass, ma si gëtt elo nach méi déif gesat fir sougenannt gréng Placementer. Eng Pseudoëmweltmesure, fir eng richteg weider Steiererliichterung. Besser wier et gewiescht an Zäiten, wou mer esou vill Recettë brauche wéi nach ni, d'Taxe d'abonnement allgemeng méi an d'Luucht ze setzen an déi ze bestrofen, déi klimafeindlech investéieren, andeems se se nach méi an d'Luucht gesat kréien, also genau de Géigendeel ze maachen vun deem, wat vun dëser Regierung gemaach gëtt!

Léif Gréng, et ass net esou an dëser Welt, datt, wann déi Räich an d'Proprietäre manner Steiere bezuelen, datt se herno méi sozial handelen oder méi ekologesch oder méi durabel ginn oder méi fein ginn oder méi léif ginn, well wann Der engem Haifësch e Stéck bluddegt Fleesch gitt, da frësst en dat. A wann Der him nach eent gitt, da frësst en dat och. A wann Der net oppasst, dann huet e seng Kolleege geruff an da gitt Der matgefriess. Wéi géife se soen an „The Lord of the Rings"? „One does not simply give tax cuts to the rich."

Här President, wärenddeems d'Regierung d'Klimakris als Virwand hëlt, fir weider Steierkaddoen un déi Räich an un d'Kapital ze maachen, duerch den Amortissement accéléré, duerch aner Steieravantage bei der energeetescher Sanéierung, duerch d'Taxe d'abonnement, ginn awer déi schaffend Leit bestrooft, wa se sech net klimakonform verhalen - Stéchwuert „CO_2-Steier". Et ass awer komesch, léif Regierung: Obwuel gewosst ass, datt et grad d'Kapital an déi héich Revenue sinn, déi déi gréisste Klimakiller sinn, kréie grad déi d'Muert, fir sech méi klimafrëndlech ze behuelen. Déi, déi am mannste Schold sinn un der Klimakris, déi schaffend Leit, déi kréien awer keng Muert, déi kréien de Knëppel. A wa se der bis mam Knëppel kritt hunn, da kënnt d'Regierung mat Plooschteren a Form vun der Allocation de vie chère oder mat engem Steierkreditt. A vill vun hinne riskéieren, trotz deene Plooschteren, weider Geld ze verléieren.

Här President, de Problem mat der CO_2-Steier ass, datt et déi falsch trëfft an och net zu enger wierklech konsequenter Senkung vun den CO_2-Emissioune wäert bäidroen. De Problem ass deen an dat berechent jo och d'Chambre des Salariés - iergendee muss dat jo maachen -, datt grad déi, déi am batterste vun der CO_2-Steier betraff sinn, och wa se vum Aarmebiro Sue kréie kënnen - dat ass d'Allocation de vie chère -, nach manner Chancë wäerte kréien, fir genügend Kapital ze hunn, fir aus knaschtegen Technologien erauszekommen. Just eng kleng Saach virewech: Ech fannen awer och, datt d'Regierung sech net soll ze vill domadder bretzen, datt d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport op hirer Mëscht gewuess wier an datt dat och nach eng grouss Iddi war, fir d'Klimaziler ze erreechen, well ech ka mech ganz gutt un zwee Ministeren erënneren, déi mer erkläert hunn, ech mengen et war 2017, wou mer eng Motioun deposéiert haten, fir de gratis ëffentlechen Transport anzeféieren, énger anerer och aus Klimaursaachen, do krute mer vun zwee Ministeren erkläert, dat wier alles Quatsch. Déi zwee Ministeren, et waren déi selwecht wéi elo, déi hu geheescht Pierre Gramegna a François Bausch - a François Bausch! Ech wëll just d'Leit drun erënneren: De gratis ëffentlechen Transport, deen ass géint de Wëlle vun deene Gréngen duerchgesat ginn - géint de Wëlle vun deene Gréngen duerchgesat ginn! An ech mengen, datt den Drock, dee mer ausgeüübt hunn, wierklech eppes domadder ze dinn hat.

Mee wärenddeems d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport an der Festleeung vum Index bäibehale gouf, ass awer anerersäits d'CO_2-Steier net mat dran aberechent. Mir als Lénk sinn awer der Meenung, datt déi Neutraliséierung vun der CO_2-Steier am Index eng staark antisozial Mesure ass an e Gefuddels mat der Präisdeierecht.

Dofir, Här President, wëll ech och hei nach eng Motioun deposéieren, an där mer fuerderen, datt d'CO_2-Steier och an den Index integréiert gëtt.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- vu l'introduction en 2021 d'une « taxe CO_2 » sur les produits énergétiques à hauteur de 20 € par tonne de CO_2 et dont le montant sera porté à 25 € en 2022 respectivement à 30 € en 2023 ;

- vu l'article 8 paragraphe (2) de la loi budgétaire qui dispose que la « taxe CO_2 » perçue sur les produits énergétiques vient en déduction des prix de ces biens relevés par le Statec pour rétablissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1er janvier 1948 ;

- considérant que cette déduction signifie la neutralisation, au niveau de l'échelle mobile des salaires, de l'impact de la hausse des accises sous forme de taxe CO_2 ;

- considérant que cette neutralisation augmentera l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé et fera reculer la prochaine tranche indiciaire de plusieurs mois ;

- considérant que les augmentations subséquentes du montant de la taxe CO_2 augmenteront l'écart entre l'indice des prix et l'indice neutralisé encore davantage ;

- considérant que l'échelle mobile des salaires est un instrument préservant le pouvoir d'achat des salarié(e)s et des retraité(e)s,

invite le Gouvernement

- à faire les modifications législatives nécessaires afin d'inclure la hausse des prix des produits énergétiques due à l'introduction de la taxe CO_2 dans le mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, sinn déi sozial Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, wierklech esou sozial? Déi 10 % Erhéijung vun der Allocation de vie chère ass a Wierklechkeet keng richteg, well zanter 2009 ass déi Allocation net vollstänneg un den Index adaptéiert ginn. Déi 10 % maachen d'Entkoppelung vum Index also knapps wett. D'Mindestlounerhéijung, dat ass déi, déi am Gesetz virgesinn ass, fir sech un déi generell Präisentwécklung ze adaptéieren. Et wier e Skandal gewiescht, déi net unzehuelen, mee et ass nach bei Wäitem keng richteg Mindestlounerhéijung, also et ass kee grousse Worf. Et ass just de Minimum syndical, dee gemaach ginn ass.

An eng aner Saach, wou d'Leit Geld verluer hunn a wou een och op d'Regierung waart: d'Familljenzoulagen, déi och vum Index ofgekoppelt ginn, obwuel d'Regierung de Gewerkschafte schonn am Joer 2014 versprach hat, déi Zoulagen erëm un den Index ze koppelen. Dat heescht, datt zënter 2014 d'Familljen ëm 7,7 % un Zoulage verluer hunn. Fir dat erëm gutt ze maachen, deposéieren ech dann och hei nach eng Motioun, déi d'Regierung oprifft, sech un dat ze halen, wat se versprach huet, an d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen ze kompenséiere mat enger direkter Erhéijung vu 7,7 %. Dat misst de Staat 74,5 Millioune kaschten, also e Véierel vun engem Militärsatellitt, fir a gréng ger Sprooch ze schwätzen.

An der Motioun fuerdere mer, dovunner ofgesinn, datt d'Zoulagen och ab elo weiderhin un den Index gebonne ginn.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant,

• que certaines mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de la Covid-19 ont des dégâts économiques et sociaux dont notamment le renforcement des inégalités touchant les ménages avec enfant(s) à charge ;

• que les réformes des prestations familiales engagées depuis 2006 ont eu pour conséquence une diminution du pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge bien avant l'émergence de la pandémie de la Covid-19 ;

• qu'une revalorisation des prestations familiales et leur adaptation automatique à l'index est un instrument important pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge et pour éviter des pertes de pouvoir d'achat à venir ;

• qu'en 2014, le gouvernement a promis dans un accord avec les syndicats la réintroduction d'un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'index ;

• que ce mécanisme fait toujours défaut ce qui a provoqué une cumulation de pertes de pouvoir d'achat des ménages avec enfant(s) à charge à travers les années,

- vu la proposition de loi du 28 octobre 2020 de la Chambre des Salariés concernant la revalorisation des prestations familiales,

invite le Gouvernement

- à appliquer une revalorisation minimale immédiate de 7,7 % de toutes les prestations familiales qui correspond à une prise en compte de l'évolution des prix depuis 2014 et faisant passer l'allocation familiale de 265 à 285 euros ;

- à réintroduire sans délai un mécanisme d'adaptation automatique des prestations familiales à l'évolution des prix.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, all déi Fuerderunge sinn, aneschters wéi d'Steiererliichterunge fir déi Räich, keng Kaddoen, mee just gerecht Mesuren, fir deene schaffende Leit de Minimum zréckzeginn, wat hinnen zegutt kënnt.

Am Kader justement vum Projet de loi vun der Erhéijung vum Mindestloun ass e puermol déi Expressioun gefall, et misst een de Mindestlounempfänger, déi manner schwaach sinn, ënnert d'Äerm gräifen, oder ech weess net méi ganz genau, wat fir en Term gebraucht gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mindestlounempfänger si keng schwaach Leit. D'Mindestlounempfänger si Leit, déi schaffen. D'Mindestloungempfänger gehéiere warscheinlech zu deene Leit hei am Land, déi am meeschte schaffen. D'Botzfraen - kann ee mir erklären hei am Sall, wéi ee ka justifizéieren, datt eng Botzfra, déi fierchterlech vill schafft, méi meeschtens wéi déi aacht Stonnen, déi vum Gesetz virgesi sinn, an de Rescht en plus net bezuelt kritt, datt déi mat engem onqualifizéierte Mindestloun muss auskommen? Stellt Iech emol vir, mir hätte keng Botzfraen. Mir géifen am Dreck liewen. Mir all. Si hunn eng immens Utilitéit. Eng Botzfra huet eng immens Utilitéit! An datt mer nach ëmmer hei toleréieren, datt esou Leit, déi wierklech richteg schaffen, mat engem Mindestloun ofgespeist ginn, dat ass irresponsabel! Dat ass net akzeptabel! An et ass kee Kaddo, wann een hinnen den Index gëtt, wann een de Mindestloun erhéicht. An ech menge souwisou, eng Botzfra verdéngt vill méi wéi de Mindestloun, vill méi.

An all déi Leit, déi um Bau schaffen, wat verdéngen déi? Wat géife mer maachen ouni déi? Déi sinn och no um Mindestloun. An déi ginn och drangsaléiert op der Aarbecht. An d'Aarbechtsrecht gëtt net kontrolléiert, dat wësse mer jo och all. Ma wat géife mer ouni déi Leit maachen? Wat géife mer bauen ouni all déi Leit? Ech mengen, et däerf een net vergiessen, datt et grad si sinn, déi de Kuch baken.

An, jo, virdrun hat den Här Engel gemengt, et wier e bësse schockant gewiescht, datt ech an engem Kloertext d'Finanzplaz mat engem Monster verglach hunn. Ech war net ganz inspiréiert, ech hätt och kënnen „e Béischt" soen, „e Werwollef", ech weess net. Mee bon, ech sinn net ëmmer topp. Jo, ech stinn derzou. Je persiste et je signe. An an deem Kontext: Ech hunn ëmmer den Androck, datt mir hei an dëser Chamber ëmmer missten der Finanzplaz Merci soen. Ech soen deene Leit Merci, deene klengen Hänn, ville jonke Leit, déi fir d'Finanzplaz schaffen, déi och meeschtens guer net vill verdéngen, also op jiddwer Fall net dat verdéngen, woufir se schaffen oder woufir anerer eppes domadder verdéngen.

Mee ech mengen, wann ee wierklech muss Merci soen, da muss een deene Leit Merci soen, déi wierklech do ware wärend dëser Kris, virun dëser Kris a mat deene mer aus dëser Kris wäerten erauskommen, an dat sinn eeben d'Leit aus dem Fleegesecteur, Gesondheetssecteur, dat sinn d'Leit vum Botzpersonal, dat sinn all déi Leit, déi derfir suergen, datt mer kënnen akafe goen, dat sinn all déi Leit, déi un de Limitte schaffen, an dat sinn all déi Leit, déi sech keng Wunneng méi kënne leeschten, wéinst der Spekulatioun, déi op der Finanzplaz fabrizéiert gëtt a wou net gehandelt gëtt vun dëser Regierung. Dat sinn all déi Leit, deene musse mer Merci soen! An ech soen Iech ganz éierlech: Der Finanzplaz soen ech net Merci. Dat iwwerloossen ech der Regierung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An Dir hutt verstanen, datt mer dëse Budget net matdroen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Brouhaha)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass am Moment schwéier, wann net souguer onméiglech, virauszesoen, wéi déi nächst Wochen a Méint ze maachen an ze packe sinn. Dëst si mer eis alleguerte bewosst a mir hunn dat och am Hannerkapp behalen, wéi mer dëse Budgetstext analyséiert hunn. Ech soen dofir hei dem Rapporter grad wéi dem Minister Merci fir hir ausféierlech Erklärungen zu engem Text, deen dach an der Incertitude entstanen ass.

Mee och wann et schwéier ass, musse mer eis Recettë fir dat kommend Joer andeelen an ofschätzen, wat mer u Sue brauchen, fir eist Land och nach duerch de Rescht vun dëser Pandemie ze bréngen. D'Politik muss och an dëse schwéieren Zäiten e Plang hunn. De Plang vun der Regierung läit elo vir. An och wa mer mat ville Mesuren averstane sinn, esou bleiwen awer Kriticken a Froen op, op déi ech dann hei wëll agoen.

Fir d'éischt wëll ech awer op déi verschidde wichteg a richteg Mesuren agoen, déi mir Piraten ënnerstëtzen.

Mir Piraten fannen et gutt, datt ab dem nächste Joer eng elektronesch Steierkaart soll agefouert ginn, déi den Aarbechter net méi muss all Joer un de Patron schécken. Et ass eng kleng Mesure, mee et spuert vill Pabeier, entlaascht d'Steierverwaltung a spuert soumat Suen op allen Niveauen.

Mir fannen et och gutt, datt de Plaffong fir d'Besteierung vum Revenu vu Fotovoltaikanlagen eropgesat gëtt, well mir Piraten si grondsätzlech derfir, datt op all Daach mat südlecher Ausriichtung soll eng Fotovoltaikanlag ubruecht ginn. Hei misst awer och de Staat bei sengen eegene Gebaier mam gudde Beispill virgoen.

Da begréisse mer et och, datt de Logementsbudget erhéicht an de Mobilitéitsbudget héichgehale gëtt.

Ganz positiv ass an dësem Budget och, datt de Justizministère e Budget krut, fir Experten ze bezuelen, déi hëllefe sollen, de Gesetzesprojet fir d'Jugendschutzgesetz ze iwwerschaffen, well mir wëssen et alleguerten: Den éischten Entworf war mat enger Rei Dispositiounen, déi offensichtlech géint d'Kannerrechter verstouss hunn, schliisslech alles anescht wéi zefriddestellend.

Datt de Bildungsminister an e Service spécial investéiere wëllt, fir et de Kanner aus dem Ausland méi einfach ze maachen, fir an eisem Schoulsystem Fouss ze faassen, kënne mer och grondsätzlech ënnerstëtzen. Mir wëllen awer umierken, datt et wichteg ass, datt dëse Service bei der Integratioun vun de Kanner hëllefe soll an net, esou wéi et zum Beispill bei verschiddene Centres de compétences de Fall ass, derzou féiert, datt dës Kanner duerno deelweis vum Rescht vun de Schüler getrennt ginn. Dat ass eng Entwécklung, déi eis Suerge mécht, an do sollte mer oppassen, datt mer ënnert dem Deckmantel vun neien a moderne Begréffer net e Réckschrëtt maachen, wat d'Inklusioun ugeet.

Leider ginn et awer nach vill méi Saachen, mat deene mer net d'accord kënne sinn. Fir d'alleréischt hätte mir Piraten eis gewënscht, datt dëse Budget op méi ofziilt wéi nëmmen de Status quo. No groussen Ukënnegungen um Niveau vum Klimaschutz a méi sozialer Gerechtegkeet fält de Bilan hei éischter erniichternd aus. De Finanzminister huet ganz richteg gesot, datt aussergewéinlech Zäiten och aussergewéinlech Mesuren erfuerderen. Vill Aussergewéinleches gesinn ech hei awer net.

Fänke mer mat der kontroverster Mesure un, der CO_2-Steier. Mir Piraten fuerdere méi aktiven Asaz vun der Regierung, wat de Klimaschutz ugeet. Dofir si mer am Prinzip och averstane mat enger Steier, déi op dem Ausstouss vun CO_2 baséiert. Allerdéngs hätt hei misse séchergestallt ginn, datt dës Mesure net déi Leit trëfft, déi um Enn vum Mount souwisou scho virbäi an hannewidder sinn. Jo, d'Regierung huet ugekënnegt, d'Allocation de vie chère ëm 10 % an de Crédit d'impôt ëm 96 Euro ze erhéijen. Dësen Ausgläich geet duer, fir mat engem Auto, deen am Schnëtt 6,5 Liter op 100 Kilometer géif verbrauchen, 27.000 Kilometer am Joer ze fueren. Een, deen also zu Wolz wunnt an an der Stad schafft, ass domadder net méi wäit gefuer wéi vun doheem op d'Schaff. Do derbäi kommen dann nach d'Trajeten an de Supermarché oder soss enzwousch an net ze vergiessen den Heizungsmazout.

Leit mat Sue kënne sech nei an effizient Autoe leeschten a mussen heefeg och nach manner Kilometere fueren, well se sech en Haus oder eng Wunneng méi no bei hirer Aarbecht leeschte kënnen. Wiem d'Sue feelen, dee muss dezentral wunnen, kann do oft net vun engem séieren an enk getakten ëffentlechen Transport profitéieren a muss sech mat sengem alen Auto zefridde ginn, well d'Suen einfach net duergi fir en neien. Dës Leit kënne sech och mat den aktuelle Primme keen Elektroauto kafen oder hiert Doheem méi energieeffizient maachen. Si wäerte weider mat hirem alen Auto bis op d'Aarbecht fueren an och weider mat Mazout hëtzen, well eng modern Pelletsheizung en onerreechbare Luxus ass.

Déi Leit, déi elo schonn net iwwert d'Ronne kommen, wäerten duerch déi nei CO_2-Steier nach méi an d'Struewele kommen. Den Ausgläich, deen d'Regierung proposéiert an als Sozialmesure verkafe wëllt, geet einfach net duer. Dat nennt een nämlech: mat där enger Hand huelen, wat ee mat där anerer gëtt. Ouni also en appropriéierten Ausgläich, deen net just duergeet, wann een en neien Hybrid fiert, mee och d'Méikäschte beim Heize matabezitt, kënne mer hei net vun enger sozialverträglecher Klimapolitik schwätzen.

Allgemeng huet d'Regierung Problemer, hir Mesurë sozialgerecht ze gestalten. Wat d'Primmen an d'Subsiden ugeet mengt d'Regierung et oft gutt, mee ënnerstëtzt am Endeffekt awer just déi Leit, déi souwisou scho genuch hunn. Dat geet vun der Primm fir d'Elektroautoen, déi mer schonn e puermol heibannen ugeschwat hunn, bis zum superreduzéierten TVA-Taux vun 3 %, wann ee säin Haus besser isoléiert. Dës Mesurë sinn am Fong gutt, mee si hëllefen deene Leit näischt, déi sech keen Eegenheem kënne leeschten an net all fënnef Joer en neien Auto kënne kafen. Ech soen et nach eemol: Mir Piraten stinn hannert dem Prinzip vum Pollueur-payeur a mir si fir eng CO_2-Steier. Mee dës Steier muss esou konzipéiert sinn, datt se net nach méi sozial Ongerechtegkeeten hei am Land schaaft! Mir wëssen alleguerten, datt mer hei scho genuch Problemer hunn, a kënnen d'Ongläichheeten dach elo net nach eegenhänneg onforcéiert verschäerfen. Dofir kënne mer dës Mesure, sou, wéi se hei presentéiert ass, net ënnerstëtzen.

Dat eenzegt, wat eis an dësem Kontext tréischt, ass de Fait, datt d'Präisser vum Mazout, Bensinn an Diesel am Moment duerch d'Coronakris extreem niddreg sinn, also och mat der neier Steier nach net un d'Präisser vu virun der Kris erukommen. Dat gëtt eis Zäit, fir an de kommende Méint hei nach déi dréngend néideg Upassungen ze maachen. A mir hoffen, datt d'Regierung sech hei wäert asiichteg weisen an Entlaaschtunge fir sozial schwaach Menagen nokommen.

Datt d'Bensinnspräisser aktuell esou niddreg sinn, wäert awer och en Afloss op d'Effektivitéit vun dëse Mesuren hunn. Eigentlech geet et jo dorëms, d'Präisser ze hiewen, fir en Ureiz ze schafen, fir d'Leit derzou ze beweegen, den ëffentlechen Transport ze huelen oder méi heefeg zu Fouss ze goen, mam Vëlo ze fueren, bref, anescht wéi mam motoriséierten Eenzelverkéier ënnerwee ze sinn, fir esou héich Präisser un der Zapsail ze vermeiden. Et ass dofir net unzehuelen, datt dës Mesuren am Joer 2021 schonn e signifikativen Afloss op de Konsum vun de Leit wäerten hunn. Dat bedeit leider awer och, datt den Impakt op d'Klima limitéiert wäert sinn. Mee ëmmerhi wäerten d'Suen aus där neier Steier fir eng effektiv Klimapolitik benotzt ginn, also dat hoffe mer elo emol, genee wësse mer dat nämlech net esou wierklech. Leider ass nämlech nach ëmmer net ganz kloer, wat mat deene Suen herno konkreet gemaach gëtt.

Och d'BCL seet an hirem Avis zum Budget, datt hir d'Detailer zu den Depensë vun der CO_2-Steier feelen an datt de Budget misst méi detailléiert iwwert déi verschidde Mesuren an hir Konsequenzen opklären. Dat ass näischt Neies, dat bedauere mer all Joer, mee leider probéiert d'Regierung alljoers, mat schéinen Zuelen ze beandrocken, ouni déi konkreet Informatiounen iwwert den Asaz vun de Gelder ze ginn.

Här President, d'CO_2-Steier ass leider net déi eenzeg Mesure aus dësem Budget, déi Deel vun enger ambitionéierter Klimapolitik soll sinn an am Endeffekt awer nëmmen e limitéierten Effekt op d'Ëmwelt, mee dofir awer e groussen Impakt op d'sozial Ongerechtegkeet wäert hunn. Do ass jo nach déi nei Tax d'abonnement fir gréng Fongen.

Mir haten am Oktober déi grouss Diskussioun iwwer méi Steiergerechtegkeet hei am Land. Dee Moment sot ech, datt et net ze erklären ass, datt ee bei Fongen nëmme muss een Honnertstel Prozent Steiere bezuelen. Elo huet d'Regierung nogebessert an ab nächstem Joer muss ee vun all Fong dann elo sage und schreibe 0,05 % Steiere bezuelen.

Mee datt elo nëmme keen op der Finanzplaz a Panik verfält, datt et vläicht ze vill Steiere géife ginn: Et gëtt am Budget jo elo déi nei Dispositioun, fir Fongen, déi zu 50 % aus gréngе Produite bestinn, dann awer nëmme mat ganz, ganz sozialen 0,01 % ze besteieren. Esou sollen dann d'Finanzinstituter motivéiert ginn, fir mat méi nohaltegen Aktien an Obligatiounen ze handelen. Privatleit a Betriber hei am Land musse ronn 3.000-mol méi héich Steiere bezuelen op hir Salairen an hire Gewënn. Esou gesäit sozial Gerechtegkeet net aus!

An dann ass jo och nach d'Gefor vum Greenwashing, och wann eis de Finanzminister do net zoustëmmt - a sengen Aen ass et jo Green Promotion -, well wat ass dann iwwerhaapt e gréngе Finanzprodukt? Ass dat zum Beispill e Produit, deen de Climate Finance Label LuxFLAG kritt huet? Vläicht.

Sechs Produite kruten dee Label, wann ech d'Lëscht vum September vun dësem Joer kucken. Dat kléngt op den éischte Bléck net schlecht. De Problem ass awer, datt dës Produite ënner anerem vun Investmentfirme wéi BlackRock gemanaged ginn. BlackRock ass weltwäit fir hir mënschen- a ëmweltfeindlech Geschäftspolitik bekannt. Si investéiere méi wéi 6 % vun hire Suen an ExxonMobil. Dank dësem Gesetz wäerte BlackRock a Co 50 % vun engem Fong a Pëtrolsfirmen, Kuelekraaftwierker a Waffe stieche kënnen an trotzdeem nach vun dëser Steiererliichterung profitéieren, soulaang déi aner 50 % ëmweltfrëndlech ugeluecht sinn. Sécher, 50 % Pëtrol si besser wéi 100 %. Mee ass e Fong, mat deem zur Hallschent a klimaschiedegend Firmen investéiert gëtt, wierklech gréng? Fir mech ganz kloer: nee!

Wat mer hei hunn, ass alt nees net méi wéi e Steierschlupflach fir déi Räich, eng Méiglechkeet, fir weider vun engem extreem niddrege Steiersaz ze profitéiere fir déi, déi sou vill Suen hunn, datt se sech et leeschte kënnen, einfach emol en Deel dovunner net ze benotzen an a Fongen ze investéieren. All deenen anere gëtt gesot, datt elo net de Moment ass fir eng Steierreform. D'Wittfraen a -männer, déi, nodeems se hire Partner verluer hunn, méi héich besteiert gi wéi virdrun, musse waarden.

D'Piraten fuerdere säit Joren eng Steierklass fir jiddereen a freeë sech, datt de Budgetsrapporter do där selwechter Meenung ass. D'Steierreform ass dëst Joer net komm. An deemno wéi laang eis de Covid och d'nächst Joer nach wäert an Otem halen, wäert se dann och nach e puer weider Joren op sech waarde loossen. Mee déi Räich kënnen hir Suen a vermeintlech gréng Fonge parken a vun engem weidere Steierschlupflach profitéieren, e Schlupflach, dat duerch e gréngen Ustrach als Ëmweltmesure duerchgoe soll, mee virun allem eng Mesure fir eis Finanzplaz ass.

Wat allgemeng déi gréng Politik vun der Regierung ugeet, wëll ech hei just kuerz ervirhiewen, datt bis 2024 eng Erhéijung bis op 0,72 % vum PIB um Niveau vum Defensebudget geplangt ass. Jo, bref, d'Uniforme sinn zumindest gréng.

Här President, d'lescht Joer hat ech wärend menger Budgetsried schonn eemol drop higewisen, datt en héije Budgetsposten net onbedéngt zu enger Verbesserung um Terrain féiert. Deemools hat ech kritiséiert, datt de Klimafong zwar an de vergaangene Joren ëmmer e grousse Budget hat, mee mat engem groussen Deel vun de Suen näischt gemaach gouf.

An dësem Budget sinn elo 11 % méi fir de Logementsressort virgesinn. Dat ass e gudden Ufank, wann dann och wierklech eppes mat de Sue gemaach gëtt. Ob 11 % duerginn, fir den aktuellen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, ass eng aner Fro. Warscheinlech net, mee mir loossen eis gäre vum Géigendeel iwwerzeegen. Mee d'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch.

Fir de Fong fir Konstruktioune sinn 2021 insgesamt 150 Millionen Euro virgesinn. Zum Verglach: Rezent, de Moien, huet een op enger grousser Internetplattform en eelef Ar Bauterrain zu Ueweraanwe fonnt, dee ronn 2 Millioune kascht. De Staat kéint also higoen an dëst Joer aacht an ee Véierels Hektar Terrain zu deem Präis kafen, awer näischt méi drop bauen, well d'Sue wiere fort. Soe mer, e géif d'Hallschent dovunner kafen, dann hätt en nach e puer Suen.

Mee an deene meeschte PAGen hu mer dann Densitéitsbeschränkungen. Wa mer net grad um Kierchbierg bauen, si mer da limitéiert op iergendeppes zwëschent 20 a 25 Unitéiten den Hektar. Dat heescht, wa mer och nach déi aacht Hektar hätten a mir géifen all d'Suen investéieren, fir dorop ze bauen, kéinte mer maximal 200 Unitéiten do dropsetzen. Ech loossen déi Zuele emol am Raum stoen, fir einfach de Kontext ze ginn, datt 150 Milliounen zwar gutt kléngt, 11 % besser kléngt, mee et am Endeffekt eng Drëps op e gliddege Steen ass.

Dat wier, wéi gesot, en Ufank, awer och nëmmen, wann dës Projete séier géife realiséiert ginn, well, si mer éierlech: Wat d'Plangen an d'Baue vu grousse Bauprojeten ugeet, hu mer hei zu Lëtzebuerg net dee beschte Bilan virzeweisen. Et dauert einfach ëmmer alles ze laang a gëtt duerch Verzögerungen dann awer nach e bësse méi deier wéi geplangt.

Dofir hei nach eemol den Appell, net nëmme schéi Mesuren um Pabeier ze presentéieren, mee se herno an d'Wierklechkeet ëmzesetzen.

Dat zielt och an de Beräicher Mëttelstand an Tourismus, wou de Budget och d'nächst Joer soll héichgehale ginn a wou de Budget fir d'Entwécklung vum Tourismussecteur versiwefacht gëtt. Mir begréissen d'Ënnerstëtzung vun dëse Secteuren, déi schwéier getraff goufen, an hoffen, datt déi extra Ausgaben herno och wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn.

An dat zielt och am Beräich vun der Digitalisatioun, wou de Budget fir Seminairen a Journées d'études zéngmol méi héich ass wéi nach 2020. Bei esou héije Budgetsposte mussen dann herno och einfach Resultater ze gesi sinn.

Ech kéint elo nach weidermaachen, mee ech mengen, de Message ass kloer. An alle Beräicher mussen dës héich Ausgaben de Leit um Terrain hëllefen an et mussen herno och konkreet Resultater erauskommen.

Grad an der aktueller Situatioun seet d'Politik gären, datt se keen am Stach léisst, datt mer solidaresch duerch dës Kris ginn. Jo, et goufen eng ganz Rei Aidë fir déi verschidde Secteuren op d'Bee gestalt - mir wäerten déi nächst Deeg der nach e puer ze stëmmen hunn -, mee jidderee weess, datt Selbststänneger aus de Beräicher Kultur, Commerce oder Horeca och mat den aktuellen Aiden um Struewele sinn.

Grad, wat d'Kultur ugeet, ass et wichteg, jonke Kënschtler, Museker, Dänzer a Schrëftsteller wärend dëser Kris Perspektiven ze bidden, wa mer net wëllen, datt mer no der Kris eng ganz Generatioun u jonke Kulturschafende verluer hunn, well hir Existenzängschte wärend der Pandemie esou grouss waren, datt se decidéiert hunn, hirer Leidenschaft net méi nozegoen an en aneren, méi sécheren Job ze wielen. Eng Gesellschaft ouni Konscht, Musek a Literatur ass eng Maschinn. Si ka produzéieren, mee si reflektéiert net a si stellt sech net a Fro.

An esou enger Gesellschaft gëtt och de Mënsch zu enger Maschinn an esou wëlle mer net liewen. Dofir ass et wichteg, datt mer an d'Kultur investéieren, an dat besonnesch wärend der Kris, mee och doriwwer eraus. Mir begréissen dofir ausdrécklech all d'Ausgaben, déi a Covidhëllefe fléissen am Beräich vun der Kultur an och an allen anere Secteuren. Mir hunn an dësem Haus fir all dës Mesurë gestëmmt, déi de Betriber an de Privatleit duerch d'Coronazäit sollen hëllefen. A fir eis ass et dann och essenziell, datt net nëmmen de Chômage partiel, mee och aner Covidhëllefen iwwert den 31.12. eraus verlängert ginn.

Mir stéieren eis awer e bëssen un der Duerstellung, datt dës Covidaiden Investitioune wieren. Dës Hëllefe sinn awer keng Investitiounen, si erhale just de Status quo. Si suergen derfir, datt esou mann wéi méiglech Leit net méi vun hirer Aarbecht liewe kënnen a sou mann wéi méiglech Geschäfter musse Faillite umellen. Ënner enger Investitioun verstinn ech eng Ausgab, mat där een eppes Zousätzleches fir d'Zukunft erreeche wëll. Dat hei sinn Nouthëllefen. Domat probéiere mer, esou gutt et geet, de Status quo ze erhalen. Kommt, mir sinn do éierlech mat eis selwer! Doriwwer eraus brauche mer an Zukunft Mesuren, déi méi cibléiert sinn an nach méi spezifesch déi grouss Problemer hei am Land viséieren. D'Investitioune mussen héichgehale ginn a mussen héichgefuer ginn.

Mee nieft Investitioune geet et net duer, Geld auszeginn, et muss een och derfir suergen, datt d'Staatsfinanze gesond bleiwen. De Finanzminister huet gesot, datt keen déi aktuell Kris hätt kënne virausgesinn. A jo, Här Minister, Dir hutt absolutt Recht! Keen heibannen a warscheinlech och déi wéinegst Leit op der Welt hätte sech dës Pandemie virstelle kënnen. Mee mir wousste jo awer, datt d'Wirtschaft zyklesch ass, datt op gutt Phasen och emol schlechter géife kommen. Dofir hu mer an de vergaangene Joren ëmmer gesot, datt mer eis gewënscht hätten, datt d'Regierung Sue géif op d'Säit leeë fir méi schlecht Zäiten, amplaz mat der Strenz iwwert d'Land ze goen. Elo hätte mer dës Sue gutt gebrauche kënnen. Fir dëse Feeler keng weider Kéier ze maachen, musse mer, soubal et eis nees méiglech ass, ufänken, nees e bëssen eppes op d'Säit ze leeë bezéiungsweis eis Scholden ze reduzéieren. Well déi nächst Kris ass just eng Fro vun der Zäit!

A wéi d'Madamm Hansen och schonn erkläert huet, hu mer hei gesinn, wat mat eiser prozentualer Schold geschitt, wann eis de PIB an de Keller fält, a wéi séier ee kann eisen Triple-A a Gefor bréngen. Well just op de klammende PIB ze setzen an esou d'Scholden ze relativéieren, schéinzeschwätzen an -zerechnen, ass geféierlech an de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Vun der LSAP gouf heibannen de Jeff Bezos an Amazon ugeschwat. Datt de Georges Engel Amazon hei verurteelt, ass awer e bëssen Duebelmoral. Amazon krut 2003, wéi se hei op Lëtzebuerg komm sinn, en Extradeal, wat d'Steieren ugeet. D'EU-Kommissioun huet virun e puer Joer decidéiert, datt duerch deen Deal mat der Regierung mindestens 250 Milliounen u Steieren ze mann bezuelt gi sinn. Wann een also dem Bezos säi Räichtum kritiséiert, da muss een och erwänen, wiem de Chef vun Amazon op d'mannst zum Deel derfir ka Merci soen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Richteg!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'sozial Ongerechtegkeeten zu Lëtzebuerg klamme weider. Mir gesi momentan net nëmmen de Misär vun den Indépendanten, déi wäerten hire Buttek oder hir Restaurante mussen zoumaachen, mee och d'Ongerechtegkeet, wat d'Bezuelung vun den essenziell wichtege Beruffer an dësem Land ugeet.

Jo, am Verglach zum Ausland verdéngt eist Santéspersonal gutt, mee d'Käschten, fir zu Lëtzebuerg wunnen a liewen ze kënnen, sinn och extreem héich. Derbäi kommen haart Aarbechtskonditiounen an déi doru gebonne gesondheetlech Problemer, déi net ewechzeschwätze sinn. Dofir brauche mer sou séier wéi méiglech eng grouss ugeluechten Diskussioun iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Ausbildungsméiglechkeeten am Gesondheets- a Fleegesecteur. An dofir soen ech och de Kolleege vun der CSV Merci, datt se dëse Sujet op den Ordre du jour setze gelooss hunn. An ech hoffen, datt mer séier derzou kommen an net erëm duerch iergendwellech Urgencemesuren dru gehënnert ginn, fir driwwer ze schwätzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Budget hätt wéi all Joer kënne genotzt ginn, fir strukturell Verännerungen unzedreiwen, mee dës Chance gouf net genotzt. De Budget orientéiert sech nach ëmmer um PIB an un der Croissance vum Land, obwuel gewosst ass, datt dat, wat dës Zuelen aussoe kënnen, begrenzt ass. Ech kann hei nëmmen der Cour des comptes an hirem Avis zoustëmmen, datt sech d'Politik soll um Bien-être vun de Mënschen orientéieren an net nëmmen um wirtschaftleche PIB.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Just well de PIB an engem Land klëmmt, heescht dat schliisslech net, datt et der Bevëlkerung och besser geet. Dat hunn d'Kolleege vun déi gréng virun zwee Deeg op hire soziale Medien an enger Grafik scho ganz gutt erkläert. Ech kann hinnen do also just zoustëmmen, wa se soen, datt d'Erhéijung vum Bruttoinlandsprodukt net onbedéngt zu engem bessere Liewe fir d'Leit féiert. Si sinn ëmmer wëllkomm, sech der Oppositioun unzeschléissen, wa se wëlle méi gerecht Budgetsmesuren afuerderen.

Eis Budgetspolitik sollt dofir net prioritär zum Zil hunn, d'Héicht vum PIB ze erhalen an domadder eisen ongerechte System um Lafen ze halen, mee dëse Relanceplang sollt an éischter Linn de Leit dobaussen hëllefen a méi en nohaltegen an inklusive Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell virundreiwen.

Do wieren och scho kleng Mesuren duergaangen, fir dësem Zil méi no ze kommen. Eng ganz konkreet Hëllef fir vill Leit dobausse wier d'Méiglechkeet, e Steierabattement anzeféiere fir Leit mat geréngem bis mëttlerem Akommes, wa se wéinst der Pandemie am Homeoffice hu misse schaffen. Aktuell kënne Leit, déi doheem e Raum hunn, dee se aleng fir hir Aarbecht notzen, do also zum Beispill extra e Raum als Büro ageriicht hunn, vu Steiererliichterunge profitéieren. Leit, déi keng Plaz doheem hunn, fir e ganze Raum just fir ze schaffen ze notzen, kënnen dëst net. Dat ass an eisen Aen net gerecht! An an deem Kontext reechen ech dofir hei och eng Motioun an, déi fuerdert, datt och déi Leit, déi keen eegene Büro doheem hunn, vun enger Steiererliichterung kënne profitéieren, wa se vun doheem aus hu misse schaffen.

Motion 13

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalen ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile" abegraifen;

- dass am Arrêt vum Tribunal administratif 25655 Follgendes festgehalen ass: « l'utilisation du cabinet de travail déclaré par le demandeur [sert] exclusivement ou de manière prépondérante à acquérir, assurer et conserver des revenus au sens de l'article 105 LIR précité, et à défaut d'autres preuves fournies de manière à justifier que les frais dont il fait état sont exposés dans l'intérêt exclusif ou quasi exclusif de son activité professionnelle »;

- dass de Statec a sengem Pressecommuniqué n° 15 vum 19. Mee 2020 d'Resultater vun enger Etüd iwwert den Teletravail matgedeelt huet. Aus der Etüd geet erir, dass den Teletravail sech am Verglach zu 2019 verdräifacht huet;

- dass vill Leit opgrond vun der Covidkris gezwonge waren, méi vun doheem aus ze schaffen, do bäi Käschte kënnen ugefall si fir d'Heize vu Raim, déi soss den Dag iwwer eidel gewiescht wieren, a fir Bürosmiwwelen;

- dass laut Statec d'Locatairen am Joer 2011 an der Moyenne 83,1 m^2 Wunnraum zur Verfügung stoen haten an dat oft net duergeet, fir ee Raum eenzeg an eleng als Büro ze notzen, esou dass sech an de leschte Méint vill Leit en Aarbechtseck an engem Raum hu missen ariichten, deen och nach fir aner Aktivitéite genotzt gëtt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- eng Steiererliichterung am Sënn vum Artikel 105 vum LIR, fir d'Joren 2020 an 2021, och deene Menagen ze erméiglechen, déi keng Plaz fir een eenzele Bürosraum doheem hunn, andeems pro Dag, deen eng Persoun vun doheem geschafft huet, e gewësse Forfait fir den Homeoffice vun de Steieren ofgesat ka ginn.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wéi mer iwwert déi Homeoffice-Reegelung oder iwwert den Abattement fir de Bureau à domicile recherchéiert hunn, hu mer emol d'Base légale dovunner gesicht. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech fir een, dee relativ gutt mat Sichmaschinnen eens gëtt, dee sech am Internet erëmfënnt an deen eng Anung huet, wéi een Informatiounen, déi ëffentlech misste sinn, géif fannen. Et kéint ee jo souguer dervun ausgoen, datt alles, wat d'Steiere betrëfft, och um Site vun der Steierverwaltung ze fanne wier. Bref, de Bureau à domicile, deen een an de Frais d'obtention kann ofsetzen, baséiert op enger Circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung vun 1998.

Et ass d'Circulaire 105-2. An dës Circulaire steet net um Site vun der Steierverwaltung. Si steet och net op Legilux. Et fënnt ee se schlussendlech, wann ee ganz laang sicht, als Upload vun engem privaten Notzer op enger amerikanescher Plattform, fir PDFen ze hosten. Dat musst Der lech virstellen, wien also wëllt wëssen, wat d'Konditioune sinn, fir säi Bureau à domicile ofzesetzen, muss als Éischt emol wëssen, datt et déi Méiglechkeet gëtt. Da muss e wëssen, mat wéi engen Termen e sicht. An da muss en enger amerikanescher Plattform trauen, datt dat tatsächlech déi richteg Circulaire ass. De User huet och nach derbäigeschriwwen: « Veuillez vérifier si toujours en vigueur. »

Bon bref, mir hunn ugeruff op der Steierverwaltung.

(Hilarité)

De Mann um Telefon huet eis gesot, jo, dat wier eng gutt Fro, e géif eis zréckruffen. Et huet zwou an eng hallef Stonn gedauert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis d'Steierverwaltung eis zréckgeruff huet an eis zu eiser Freed konnt soen: „Jo, déi Circulaire gëllt nach." Glécklecherweis hate mer schonn eng Kopie online fonnt, well soss wier et net méi duergaangen, fir d'Motioun matzäiten ze schreiwen.

Här President, aus deem Grond reechen ech eng weider Motioun an, déi de Minister géif opfuerderen, d'Steierverwaltung ze instruéieren, all aktuell nach gëlteg Circulairen och op hirem Site ze publizéieren.

Motion 14

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet: « Dans le but de débureaucratiser et de rendre plus efficaces les processus administratifs, les efforts entrepris jusqu'à présent en matière de numérisation de toutes les étapes de travail des administrations publiques seront poursuivis et intensifiés, aussi bien en interne qu'en contact avec les citoyens et les entreprises »;

- dass am Circulaire LIR 105/2 vum 16.03.1998 festgehalen ass, dass d'Frais d'obtention och „dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile" abegraifen;

- dass de Circulaire LIR 105/2 net um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze fannen ass.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- all d'Circulairen, déi nach a Vigueur sinn, um Site vun der Steierverwaltung am Recueil de circulaires ze publizéieren, och déi, déi virum Joer 2000 publizéiert goufen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Am virleschte Punkt wëll ech dann awer weider beim Theema Transparenz bleiwen.

Wéi scho gesot feelen eis nach ëmmer Informatiounen zur CO_2-Steier, mee awer och zu den Depensë vun de Fonds spéciaux. Hei huet d'Cour des comptes wéi all Joer - et ass e bëssen eng Kassett, déi hänke bliwwen ass -, gesot, datt se méi Informatioune bräicht, fir d'Situatioun kënnen anzeschätzen. De Premier sot, et misst een, Zitat: „d'Luucht dohinner bréngen, wou et däischter ass". Ma ech wier frou, wann dann an Zukunft d'Luucht géif op dës onduerchsiichteg Fonge geriicht ginn, fir datt d'Cour des comptes an Zukunft hirer Aufgab als Contrôleur och ka seriö nokommen.

Fir selwer haut schonn eppes ganz Konkreetes zum Theema Transparenz bäizedroen, hunn ech awer nach eng weider Motioun an déi betrëfft och e bëssen indirekt d'Chamber. D'Chamber - an da si mer erëm bei den Internetsitten - huet en Internetsite, deen nei gemaach gëtt. A wien d'Avisen zum Budget sicht, dee muss eng Zäitche sichen. An een, deen am Internet géif nom Budget sichen, lant héchstwarscheinlech, éier en um Chamberssite beim Dossier lant vum Budget, um Site vum Finanzministère, dem budget.public.lu. Dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi géif de Finanzministère invitéieren, fir voll Transparenz ze schafen an de Biergerinnen a Bierger, déi sech och fir d'Avise vun der Zivillgesellschaft interesséieren, dës net nëmmen op Chamberssite ze veröffentlechen, mee se och um budget.public.lu zur Verfügung ze stellen.

Motion 15

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Regierung an hirem Koalitiounsaccord festgehalen huet, dass: « De plus, le contenu des sites officiels des administrations publiques sera rendu accessible à tous les citoyens, en le présentant notamment en plusieurs langues, ainsi qu'en langage facile. Les services en ligne des différentes administrations seront conçus de manière à être compréhensibles et faciles à utiliser pour tous les citoyens », an an dësem Sënn och de Site budget.public.lu opgestallt huet;

- dass d'Organes consultatifs des pouvoirs publics zu all Budget een Avis ofginn an dësen ënner anerem un d'Chambre des Députés schécken;

- dass och aner Organer an Organisatiounen ewéi zum Beispill d'lëtzebuergesch Zentralbank een Avis zum Budget kënnen ofginn;

- dass dës Avisen ee wichtegt Instrument sinn, fir d'Deputéiert esou gutt ewéi méiglech iwwer all d'Aspekter vum Budget ze informéieren;

- dass dës Avisen och kënnen den intresséierte Bierger, deen de Budget op verständlech Aart a Weis op budget.public.lu presentéiert kritt, iwwer all dës Aspekter informéieren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. d'Avise vun de verschidden Organer, déi um Site vun der Chambre des Députés publizéiert ginn, och um Site budget.public.lu vum Finanzministère ze veröffentlechen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Eis Bierger sinn vill méi interesséiert un der Politik, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt. Sécherlech ass déi faméis Politikverdrossenheet e Problem, mee dat heescht awer net, datt mer de Leit keng anstänneg an einfach zougänglech Informatioune sollen zur Verfügung stellen, well mer mengen, et géif ee se jo souwisou net kucke goen, oder wann, da wier een Expert genuch, fir se do ze fannen, wou se ze fanne sinn.

Vill Leit sinn interesséiert a géife sech gären abréngen, mee hinne feelt leider oft d'Zäit, fir dat ze maachen. An dofir sollte mir als Chamber, sollte mir als Politiker iwwert d'Chamber eraus et de Leit esou einfach maache wéi méiglech, fir sech ze informéieren, fir sech ze dokumentéieren.

Ech sinn och doriwwer ganz houfreg a ganz frou, datt de Budgetsrapporter a senger Ried an a sengem Rapport eis Propos vun engem Biergerrot, dee mer jo och als Proposition de loi deposéiert hunn, opgegraff huet an als eng vu sengen Aktioune proposéiert huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et géife nach eng ganz Rei weider Punkte ginn, zu deenen een eppes soe kéint an zu deenen ech och eppes soe wéilt, mee d'Riedezäit vun enger Partei mat zwee Memberen an der Chamber ass begrenzt an de Budget esou déck, soudatt een einfach net op all Punkt agoe kann. An dofir kommen ech dann zum Schluss.

Mir wëssen alleguerten, datt dëst e ganz besonnesche Budget ass an datt 2021 e schwéiert Joer fir Lëtzebuerg an d'ganz Welt wäert ginn. Och wann e Vaccin geschwë prett sollt sinn, esou weess dach awer keen, wéi genau et wäert virugoen. Mir hätten eis virun deem Hannergrond e Budget gewënscht, dee méi ambitiounéiert géint d'sozial Ongerechtegkeete virgaange wier an och e méi staarke Fokus op ökologesch Aspekter geluecht hätt. Dëse Budget huet zwar e gréngen Ustrach, mee wann een ënnert dës Couche Faarf kuckt, gesäit een, datt do net vill ass, wat zur Erreechung vun eise Klimaziler bäidréit. Wat een do gesäit, ass méi, wéi de Superräiche geholl gëtt, fir sech mat falsche grénge Verspriechen de Steieren ze entzéien. Mir kënnen eng Rei positiv Usätz an dësem Budget erkennen, mee déi gi bei Wäitem net duer, fir déi offensichtlech Ongerechtegkeeten auszegläichen, déi mat dësem Budget toleréiert, zementéiert an zum Deel souguer nei geschaf ginn. Dowéinst wäerten d'Piraten dëse Budget net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken an dem Budgetsrapporter vun dësem Joer, dem François Benoy, en ausdréckleche Merci soen. Dir hutt e ganz gudde Budgetsrapport gemaach, well Dir hutt eigentlech déi grouss Erausfuerderungen, deenen eist Land sech ze stellen huet, och genannt, nämlech d'Investissementer; Dir hutt genannt eng nohalteg Ekonomie, Dir hutt genannt d'Erausfuerderungen op sozialem Plang an Dir hutt och zum Schluss erausgehuewen stabill Staatsfinanzen, fir eeben déi Relance no dëser Kris kënnen ze maachen. Felicitatioun!

A wat ech extreem appreciéiert hunn: Dir hutt Iech och d'Méi gemaach, fir zousätzlech zu Ärer gudder Analys eng ganz Rei vu Recommandatiounen ze maachen, konkreeter Natur. Domat exposéiert ee sech ëmmer, mee et huet een awer de Meritt, dass een, egal wou ee sëtzt - op dëser Säit oder op där anerer Säit vun dëser Chamber -, e Bäitrag geleescht huet am Iddiewettbewerb. An dat ass net nëmmen een, dee sech op dës Deeg fokusséiert, mee dee geet och iwwert déi nächst Méint an iwwert déi nächst Jore weider.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och de Chambre-professionellen, de Beruffskummeren, Merci soen, well déi extreem fundéiert a gutt Analyse gemaach hu vun der aktueller Situatioun vun onse Staatsfinanzen, grad ewéi eng Lëtzebuerger Zentralbank, eng Cour des comptes an och en nei geschafene Conseil national des finances publiques. Dat si ganz gutt an déifgräifend Analyse vun dem Staatsbudget a virun allem och vun der Situatioun vun onse Staatsfinanzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen awer gradesou däitlech, wann ech d'Rieden souwuel vun dem Staatsminister virun zwee Méint héieren hunn grad ewéi déi vun dem Finanzminister vu Mëtt Oktober vun der Presentatioun vun dësem Budget, dass ech dann net onbedéngt d'Impressioun hunn, dass een den Eescht vun der Situatioun mat klorem Bléck viru sech huet.

Dat, wat mer héieren hunn, souwuel vun dem Staatsminister wéi och vun dem Finanzminister, dat war fir mech éischter eng Show, eng Show nom Motto - an de Moien ass et eigentlech nach eng Kéier bekräftegt ginn -: „Kuckt emol, mir sinn déi grouss Maacher! Juncker a Frieden, déi hunn d'Land widdert d'Mauer gekéiert, an et trëppelt een nach eng Kéier richteg no. Mir hunn eng kopernikanesch Finanzrevolutioun vollbruecht!"

An et kënnt een dann, wéi een dat och schrëftlech am Oktober festgehalen huet: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaangen", dixit Pierre Gramegna. De Staatsminister Bettel: „Et bleift bei engem historeschen Defizit" - 4,4 Milliarden -, „dee sech eenzeg an eleng", ech zitéieren de Staatsminister, „duerch d'Kris erklärt." Den Här Gramegna, fir nach just ee Saz ze zitéieren, dee fiert virun: „De Gesamtvolume vum Stabiliséierungspak ass op 11,2 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen"!

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech ganz kloer: Dës Aussoe si faktuell falsch! Ech wäert dat och an deenen nächste Minutte faktebaséiert - well et ass jo dat, wat ëmmer gefrot gëtt -, beleeën.

A wann ech dat soen, dann ass dat keng Schwaarzmolerei vun enger CSV. Et ass och keng Austeritéitsapproche vun enger CSV, wéi eis dat oft vu munchem Majoritéitspolitiker ënnerstallt gëtt. D'Regierung beschreift an eisen Aen eng Duerstellung vun der Situatioun vun eise Staatsfinanzen, wat éischter, opgrond vum Eescht vun der Lag, eng Verschéinerungspolitik ass.

Et ass eigentlech wéi bei engem Auto, wou d'Karosserie mëttlerweil kräfteg rascht, jo, schonns zum Deel futti ass an nach versicht gëtt, dat mat engem oppoléierte Lack ze vertuschen. An déi kopernikanesch Finanzrevolutioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi riskéiert tôt ou tard, sech zu engem richtege „Rohrkrepierer" ze entwéckelen.

Dat, wat mech bekräftegt huet, fir et de Moien nach eng Kéier ze soen, dat war ganz einfach déi Interventioun vun dem Fraktiounspresident vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, dem Här Georges Engel. Den Här Engel huet hei eng Ried gehalen, wéi wann d'Sozialisten ni an enger Regierung gewiescht wieren, wéi wann d'Sozialisten ni mat enger CSV regéiert hätten!

Den Här Engel huet dunn herno gesot: „Jo, gesitt Der emol", an ech hunn et nach eng Kéier verifiéiert mam Marc Spautz, „mat der CSV, do war d'Resultat minus 500. Mat Gambia ass d'Resultat plus 500." An da seet en herno: „Cherchez l'erreur!"

Also, Här Engel, mat allem Respekt, mir gesinn eis als CSV net als en Iertum, als eng Erreur vun der Neizäit an der Lëtzebuerger Politik. Ech soen Iech dat ganz kloer! Dat ass keng Verbattertheet, mee mir stinn ...

(Interruption)

... zu de gudden an och zu de manner gudde Resultater vun enger CSV/LSAP-Regierung, enger Regierung Juncker/Asselborn 1 an enger Regierung Juncker/Asselborn 2.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Ech soen Iech ganz riicht eraus, Här Engel: Ech mengen, dass munchereen - an ech denken do zum Beispill un den Här Asselborn an ech denken un d'Mady Delvaux a vläicht un anerer, déi heibanne sëtzen -, wéi Der dat gesot hutt, vläicht beschämend an de Buedem gekuckt hätt.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- A wann Der an Ärer Erhabenheet, Här Engel, gären hätt ..., also am Numm vun der CSV-Fraktioun entschëllegen ech mech dann och fir all dat, wat d'Häre Juncker, Frieden, Biltgen an anerer, déi heibanne sëtzen, dann alles fir d'Lëtzebuerger Land falsch gemaach hunn. Ech soen Iech dat riicht eraus. Mee si stinn zu deene Leeschtungen, déi se gemaach hunn. An ech mengen, dass och munchereen am Land dat haut och nach appreciéiert.

Op jidde Fall: Déi, déi esou denke wéi Dir, déi zum Beispill e Militärsatellitt awer richteg an de Sand gesat hunn - 140 Millioune Euro futsch! -, déi zum Beispill sech mat dem Moundstëbs ameséiert hunn - Sue futti! -, déi zum Beispill net opgehalen hunn, fir ze mengen, den CSV-Mief, dee misst eraus, déi, wat hunn déi gemaach? Ma déi hu sech scho längst aus dem Stëbs gemaach!

(Hilarité)

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Déi stinn net méi hei op dem Stëbs! Déi stinn och net méi hei op dem Terrain! An déi stinn och net méi zu Ärer Regierung!

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech déi Äusserunge vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei haut de Moien héieren hunn, dann ... Ech sinn nach net esou laang an der nationaler Politik, mee laang genuch, fir mech kënnen un de Schwanegesang vu Juncker/Asselborn 2 ze erënneren. Do war et och esou!

Wësst Der, wéi et méi enk ginn ass, no engem Mutferter Kongress - deemools war et och eng Kris -, wësst Der wéi et do war? Du waren d'Sozialiste fir all Guddes an der Regierung responsabel, a fir all Schlechtes war et d'CSV. An ech fäerten, fir dem Här Finanzminister an dem Staatsminister hir Partei, d'DP, dass et hinne vläicht eventuell änlech wäert ergoen.

Well um Enn, wann d'Konte gemaach ginn, da wäerten d'Sozialiste d'Land, d'Welt an d'Leit gerett hunn an der Covidkris, obschonn d'Statistiken en eenzege Chaos beleeën. An d'Zuele ginn ëmmer méi schlëmm, souwuel, wat de Stierftaux ubelaangt, wéi och, wat d'Zuel vun den Infektiounen ubelaangt am Verglach zu deenen anere Länner. An Dir, Här Gramegna, ech mengen, Dir wäert herno do stoen, deen eenzeg an eleng fir eidel Keese responsabel ass an deen déi meeschte Schold an der Nokrichszäit am Lëtzebuerger Land en chiffres absolus wäert gemaach hunn. An, ech mengen, duerfir steet dat Wuert „Rohrkrepierer" haut méi wéi richteg an dëser Ried.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nun zu de budgetäre Fakten.

„En historeschen Defizit, dee sech eenzeg an eleng duerch d'Kris erklärt", gëtt gesot. De Gesamtvolume vum dem Stabilitéitspakt: 11,2 Milliarden, ass och op dëser Chamberstribün de 15. Oktober (veuillez lire: de 14. Oktober) behaapt ginn, 3,3 Milliarden Euro eleng un Hëllefe fir Betriber a soss Leit, déi vun der Kris geplot ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo gesot, ech misst faktebaséiert schwätzen, dat maachen ech och. An ech zitéieren, fir dat ze widderleeën, en Avis, Säit 35 - et kann och jiddwereen dat dann noliesen -, vun dem Conseil national des finances publiques, dee vun deenen 989 Millioune Euro, déi eleng sollten an de Chômage partiel gefloss sinn, dann nach zréckkënnt a seet: „Mee déi droen net de Remboursementer vun den Entreprisë Rechnung."

An déi Remboursementer, Dir Dammen an Dir Hären, wësst Der, op wivill dass déi sech belaf hunn? Op 445 Millioune Euro! Dat heescht, an där Zuel vun 989 Millioune Euro, déi ... An ech maachen net d'Injure, fir d'Revue-de-pressë vun all där Zäit ze zitéieren, déi och bei der grousser Opinion publique esou eriwwerkomm sinn, dass bal 1 Milliard eleng an de Chômage partiel gefloss wier. Dat ass an der Realitéit eng hallef Milliard - richteg! - manner, eng hallef Milliard, well d'Entreprisen dat schonns bis dato zréckbezuelt hunn.

Da soen ech Iech och, dass et net richteg ass, fir ze behaapten, et wiere 4,59 Milliarden Euro u Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale gefloss. Och dat ass net richteg! De Finanzminister beleet et d'ailleurs selwer an Dokumenter, déi en dann, gewollt oder ongewollt, der Finanzkommissioun iwwermëttelt huet, nämlech Enn November.

Wësst Der, wat do vu Reporte geschitt sinn? 605 Millioune Euro. Also, d'Differenz, ganz kloer: 4,59 Milliarde sinn ugi ginn a 605 Millioune Euro gouf et Reporte vu Steieren an d'Sécurité sociale.

Dir Dammen an Dir Hären, e Report vu Steiere vun enger TVA - wann de Staat déi méi séier zréckbezilt, dann ass dat fir mech net e Report. Well esou, wéi den Enregistrement d'TVA, déi geschëlt ass, muss andreiwen, esou huet e gradesou gutt d'Responsabilitéit, fir d'TVA, déi net geschëlt ass, déi also ze vill ofgefouert ass, zréckzebezuelen, well de Staat huet jo kee Recht drop.

Dir Dammen an Dir Hären, Steieren, Direktsteieren oder Sécurité sociale, och do gëtt gesot: „Mir gi gnädeg mat de Leit ëm." Mir kréien aus dem Secteur iwwert déi lescht Woche ganz aner Réckmeldungen. Mir goufe vun de Big Four ugeschwat, dass sech do richteg Dramen ofspillen. Den Här Mosar huet net fir näischt Iech, Här Finanzminister ... An ech appreciéieren, dass Der mat enger Mënschlechkeet mat Ärer Äntwert un déi Fro vum Här Mosar erugaange sidd.

Wat ass de Problem? Et gëtt effektiv Entreprisen, déi iwwert déi Fréijoers-, iwwert déi Summerméint, well se keng Suen haten, déi Avancen, déi geschëlt sinn, opgestockt hunn, mee am Hierscht an am spéiden Hierscht goufen déi awer gradesou mat enger Drasteschkeet agefuerdert. Dat waren net nëmme Suen, déi opstounge vun den Entreprisen, mee wat ass een higaangen, wat sécherlech engem Receveur rechtlech zeguttkënnt? Mee et mécht een eppes, wat d'Leit net dobausse wëssen, a vill Betribsleiter och net, nämlech, dass an der Steiergesetzgeebung e sougenannten Appel en garantie, en Haftungsbescheed, kann ausgestallt ginn.

Wat heescht dat? Mee, dass een, dee Gerant vun enger Entreprise ass, am Zweifelsfall och muss, obschonn et zwou verschidde Personnalité-juridiqueë sinn, fir geschëlte Steiere selwer opkommen. A mir krute Saache rapportéiert, a mir hu kee Grond, drun ze zweifelen, wou Leit gesot hunn: „Da sprangen ech!" Wou Leit gesot hunn - Bierger hei am Land! -: „Da sprangen ech!", well se keen Auswee méi wëssen!

Wësst Der, wann een näischt huet, well ee säi Betrib net konnt féieren, well de Staat engem e vläicht zougemaach huet, well elo net déi Opträg kommen, déi ee sech erwaart ... Jo, wann een näischt huet, da kann een näischt ginn!

An ech géif Iech nach eng Kéier drëm bieden, Här Finanzminister, nach eng Kéier mat där Mënschlechkeet ëmzegoen, grad eng Woch viru Chrëschtdag. Wa Kris ass, dann ass et Kris fir jiddwereen. Dann ass et och Kris fir d'Leit an da muss een d'Leit och liewe loossen. Et ass liewen a liewe loossen. Well, wat hu mer dervun, wa Leit net méi do sinn? Mir hu Leed an de Familljen a mir hu Betriber, déi souwisou dann och faillite sinn.

An dee leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dee vun de sougenannte Garantië vu Prêten. 3,39 Milliarden sinn do uginn am Stabiliséierungspakt. Wat ass bezuelt ginn? Ganzer 260 Millioune Euro! Den Här Benoy hat a sengem mëndleche Rapport gëschter souguer vun enger Zuel geschwat, déi nach ënnert deenen 260 Millioune Euro läit.

Wouhier kënnt déi Differenz? An ech ka mech nach gutt erënneren: Déi éischt Diskussioun, déi mer haten am Stabiliséierungspakt, dat war net hei am Gebai, mee et war doiwwer op dem Krautmaart, wou mer nach a verschidde Säll repartéiert waren, dunn huet den Här Laurent Mosar zu deem Projet de loi geschwat an en huet gesot: „Här Finanzminister" - ech hunn et nach esou am Kapp -, „ech kann Iech garantéieren, dass déi Garantien do net vill ofgefrot ginn, well de Präis, dee muss bezuelt gi fir déi Staatsgarantien, dee bei enger Bank dann zousätzlech gefrot gëtt, deen ass ze héich, soudass déi Garantien do absolutt net attraktiv sinn." An ech mengen, bis elo ass genau dat agetrueden.

Dat, wat ech do mat deenen dräi Beispiller wëll soen: Wann een, wéi zu Ufank vun dëser Kris de Staatsminister, grouss dekläréiert: „Mir hätte gären eng Unité nationale", „Et kascht, wat et kascht", „Hei musse Majoritéit an Oppositioun zesummeschaffen", ma Dir Dammen an Dir Hären, dann ass déi elementaarste Saach, wann een eng Blockbildung huet, déi ee selwer och nach wëllt, vun 31 géint 29 - 31 géint 29, wann een ëmfält, ass et fäerdeg, dann ass et fäerdeg! -, dass een op d'Oppositioun zougeet.

A wann een op d'Oppositioun zougeet, sief dat beim Covid, sief dat beim Budget, dann ass eng elementar Obligatioun, dass ee mat oppene Kaarte spillt, dass ee seet: „Voilà, hei sinn déi Chifferen, déi mer bis elo mat guddem Gewëssen hunn. Mir deelen déi mat Iech." Jiddweree ka sech an engem Chiffer ieren. Dat ass absolutt normal. Dir schafft méi wéi zwielef Stonnen den Dag, aner Regierungskolleegen och, d'Beamte schaffen, mee ech mengen, de Wëllen, dat soen ech Iech riicht eraus, Här Gramegna, deen ass emol net do, fir dat do ze maachen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, en zweet Zitat: „Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaang." Fakt ass: D'Staatsschold ass net, wéi vu mir eng Kéier iertemlecherweis an enger grousser Dageszeitung gesot ginn ass, vun 18 op 28 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen. Dat sollt e Verweis op d'Steigerung vum PIB sinn, mee déi ass noweislech - hei ass et, ...

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

... Säit 48 vun dem Rapport vun der Cour des comptes - awer vun 12,5 Milliarden Euro am Joer 2018 op ronn 19 Milliarden Euro - schätzungsweis, et kann nach driwwerleien - zum Enn vum Joer 2021 an d'Luucht gaangen.

Dat, wat dobäi stëmmt, dat ass emol net den absolutte Chiffer, mee dat, wat weesentlech ass, an dat ass vu munch engem Orateur hei, ech mengen, vun der ganzer Oppositioun, ugefouert ginn, souwuel vun de Kolleege vun déi Lénk bis zur ADR, nämlech dass déi Steigerungsrat vu 50 % ... An dräi Joer geet eis Staatsschold ëm 50 %, relativ gesinn, an d'Luucht - 50 %! Dat musst Der Iech emol virstellen! Ech mengen, dat ass den Eescht vun der Lag, dee mer musse gesinn.

Da wëll ech Iech och soen: Déi Erreuren, déi sinn net elo geschitt, mee déi sinn an deene Jore virun der Kris geschitt. Do kann een also net argumentéieren, dass elo den Defizit sech eenzeg an eleng duerch d'Covidkris erkläert.

Ech ginn Iech och do e konkreet Beispill.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Dat sinn d'Statistike vun Eurostat.

Dat sinn d'Statistike vum Eurostat. Déi ka jiddwereen um Internetsite nokucken. Wat seet den Eurostat? Majo, an deene fette Joren 2017, 2018, 2019, wou et iwwerall an Europa gutt gaangen ass, dat war de Post-crise vun 2008/2009, do ass bis 2013 bezuelt ginn an ab 2014, 2015, 2016 ass et Gott sei Dank a sämtlechen europäesche Memberstaate besser gaangen. Wat seet dës Grafik? Dës Grafik seet: Vun 2018 bis 2019 ass an dräi europäesche Memberstaaten d'Staatsschold an d'Luucht gaangen, an dat am Verglach zu dem PIB. Wou ass dat? Mee dat ass zu Lëtzebuerg, niewent Litauen a Rumänien. A sämtlechen aneren europäesche Memberstaaten ass d'Staatsschold ofgebaut ginn an deenen Zäiten. An duerfir ass dat virdru gesot ginn, ech mengen, den Här Kartheiser hat et gesot: „Ma mir hätten d'Sue geholl a mir hätte Staatsschold ofgebaut an deene fette Joren." Dat ass dat, wat antizyklesch Politik ubelaangt.

Souguer Portugal a Griicheland - Portugal a Griicheland, déi extreem touchéiert waren an der Kris vun 2008 -, stinn hei ënnert deene Memberstaaten, deenen hire PIB an der Relatioun erofgaangen ass.

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- Gitt emol dohinner d'Infrastrukture kucken, well dat do ass awer ...

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Also, Här Baum, ...

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- Wat ass da mat de Suen gemaach ginn?

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- ... ech hunn Iech net ënnerbrach, ech wëll Iech just soen, dass, wann Der an de Raum ronderëm Lissabon fuert, bis uewen op Porto, ech mengen, do ass den Zoustand vun den Autobunne weesentlech besser wéi deen op verschiddene Plaze bei eis am Lëtzebuerger Land.

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- Da fuert emol zu Lissabon zéng Kilometer eraus oder zu Porto, da kuckt Der emol, ob et ...

(Brouhaha)

■ **Mme Simone Beissel** *(DP)*.- Mir hunn eng vun deene gréissten ...

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- ... do ass wéi zu ...

(Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

... Här President, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt jo invoquéiert ...

Ech hunn Iech schwätze gelooss, Dir hutt nach genuch Riedezäit, da kënnt Dir oder en anere Kolleeg vun der DP roueg hei optrieden.

„Eis Schold ass manner héich wéi an anere Länner", gëtt gesot. Mee, Dir Dammen an Dir Hären, Fakt ass, dass mer eng oppen Ekonomie sinn. Mir sinn e Land vu 625.000 oder 650.000 Awunner. A mir kënnen net eng antizyklesch Politik maachen, wou mer d'Wirtschaft no Keynes'scher Aart ustimuléieren. Wann an Däitschland, bei Mercedes, bei Audi, bei BMW, wou allkéiers iwwer 100.000 Leit schaffen, wann déi e Konjunkturprogramm lancéieren, dann zielt dat net nëmme fir déi Betriber do, mee fir déi ganz Sparten, déi Zouliwwerer dervu sinn, inklusiv d'ailleurs fir eenzel Lëtzebuerger Betriber.

Dat hu mer awer net zu Lëtzebuerg, well mer net esou grouss sinn. Da kënne mir also net einfach vun eis eleng decidéieren, dass elo d'Wirtschaft erëm mat engem Konjunkturprogramm soll grossaarteg ugefacht ginn. An aus deem Grond warnt eigentlech jiddwereen, dass mer net kënnen einfach soen: „Mir vergläichen eis mat deenen aneren europäesche Memberstaaten a mir leien nach largement ënnert de Maastricht-Krittären!" Well déi Länner, wou op eemol d'Schold ëm 50 % an deene

leschten dräi Joer an d'Luucht goung, déi sinn op enger Hand opzezielen. An et ass d'ailleurs dat, wann Der sot, dat hei wier eng politesch Bewäertung. Déi kann et och sinn! Ech wëll Iech just soen ...

(Brouhaha)

Dir sot mat Recht: „Dat ass Äert gutt Recht." Ech wëll Iech just soen, zu där änlecher Konklusioun kënnt awer eng staatlech Institutioun.

(M. Gilles Roth montre un document.)

Nämlech op der Säit 49, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, vun dem Avis vun der Cour des comptes, déi eigentlech, fir et op Lëtzebuergesch ze soen - ech maachen net d'Injure, fir dat ze paraphraséieren -, ganz kloer seet, et misst opgepasst ginn op d'Explosioun vun der Schold. A si seet ganz kloer, dass een net kann higoen, wat zu Lëtzebuerg éischtmoleg de Fall ass, dass d'Schold nämlech net méi gemaach gëtt, fir Investissementer ze bezuelen, mee dass d'Schold gemaach gëtt, fir d'Depense-couranteë vun dem Staat ze bezuelen. An dass Der dat ganz subtill gemaach hutt, wat kengem opgefall ass, wat awer am Gesetz, deem éischte Covidgesetz, drasteet: Et huet een nämlech eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999 ausgeklamert, fir dass dat iwwerhaapt rechtlech géif goen. Do ass ausgeklamert ginn, dass Scholden, Emprunten däerfen ausschliisslech gemaach ginn, fir Investissementer ze finanzéieren.

Zu enger selwechter Konklusioun kënnt eigentlech och de Conseil d'État, deen nach eng Kéier dee Seuil vun der 30-%-PIB-Schallmauer beliicht, an e seet ganz kloer, et misst een no der Kris direkt déi Moossname fannen, fir déi Schold erëm erofzedreiwen. An dann och nach eng Kéier, fir faktebaséiert ze schwätzen, Säit 17 aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

(M. Gilles Roth montre un document.)

Dat ass jo awer erstaunlech. Wat schreiwen déi? Déi schwätze vun enger „explosion", enger „explosion de la dette publique"!

(Interruption)

Si schwätze vun enger „dette perpétuelle". An dat ass jo awer net onbedéngt den Usus vun der Staatsbeamtegewerkschaft an hirer Beruffskummer. Mee firwat maache se dat? Jo, déi wësse firwat! Déi wësse firwat. 80-80-90, deen Accord ass ewechgeholl gi bei deem viregten Accord salarial. An ech ka mech awer ganz gutt erënneren, dass gesot gouf vun deene representative Gewerkschaften, an däsem Fall der CGFP: „D'leschte Kéier war et fir déi Staatsbeamten, déi an de Beruff agestiege sinn, an déi nächste Kéier fléisst et an eng Gehaltsopbesserung." Ma déi wësse ganz genau, dass, wann eng Schold explodéiert, dass dann net vill ze huelen ass, da gëtt et wéineg Augmentatioun vun de Léin, well déi finanzéiert ee jo dann op Puff. An et gëtt och ganz wéineg aner Anneemlechkeeten an engem nächste Gehälteraccord.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Konklusioun ass duerfir als CSV: Mir sinn net mat gesonde Staatsfinanzen an dës Kris eragaangen! An dat si keng Fakenews vun der CSV, et si keng Fakenews vun deenen aneren Oppositiounsparteien, déi dat, vun déi Lénk iwwert d'Piraten bis zu der ADR, alleguerten an hire Rieden haut festgestallt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn Iech och ganz kloer d'Explikatioun, wat de Feeler ass. Kuckt emol, an deene fette Joren 2018, 2019, wat ass geschitt? D'Steier, d'Lounsteier, déi ass ëm duerchschnëttlech 10 % an d'Luucht gaangen. Dat hat näischt mat der Augmentatioun an deem Sënn vun der Lounmass ze dinn, mee dat hat ganz einfach eppes dermat ze dinn, dass d'Lounmass méi séier an d'Luucht gaangen ass an dass de Steiertariff net deementspriechend adaptéiert ginn ass. Dat heescht, d'Leit hunn zwar méi verdéngt, mee si hu praktesch d'Hallschent dem Staat derbäi ofginn.

Et gëtt nach méi kokass bei der Betribssteier. 2013 bis 2016 hate mer duerchschnëttlech ëmmer esou 1,65 Milliarden Euro Recetté pro Joer um Niveau vun der Betribssteier, 2017 op eemol 400 Millioune Euro weider, an engem Joer. 2018 kënnt et nach besser: 800 Millioune Euro. 2019: iwwer 1 Milliard Euro méi wéi véier oder fënnef Joer virdrun, am Duerchschnëtt. Ma déi Suen, déi sinn net einfach esou eragereent. Mee et wousst een awer, wat d'Ursaach dervu war, et ass iwwregens och hei gesot ginn: Dat ass d'elektronesch Erfaassung vun de Benefisser vun de Betriber, déi och dee Moment elektronesch besteiert goufen.

Wat ass geschitt? Mee et huet ee ganz einfach Récksstänn aus deene Jore virdrun op eemol matteneen, zesummen, akasséiert. Jo, an do ass et verpasst ginn, an ech huelen et nach eng Kéier, den Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, well et wousst een, dass déi Recetten do vun de Steieren - iwwregens hunn d'Plan-pluriannuellen dat och ausgewisen - net rekurrent géife weider an d'Luucht goen. An amplaz den Apel fir den Duuscht ze huelen, amplaz en Deel op d'Säit ze setzen, fir a méi schlechten Zäite Scholden eventuell ofzedecken, wat ass geschitt? Et ass eng Halligalli-Politik gemaach ginn, gratis hei a gratis do! Jo, den Tun krut eppes, de Pier krut eppes an de Misch huet och eppes missen an der Dräierkoalitioun kréien.

Et ass souguer esou wäit gaangen, Dir Dammen an Dir Hären, mam gratis ëffentleche Bustransport: De gréngе Minister François Bausch, ech ka mech nach erënneren, 2018, et muss esou am September, Oktober gewiescht sinn, huet hie gesot, hie wier net derfir, dass den ëffentlechen Transport géif gratis ginn, als fréieren Eisebunner kann ech dat verstoen. Wat näischt kascht, ass näischt! Wat ass geschitt? Hie selwer huet, ënnert dem Drock vum dem Regierungsprogramm, missen de gratis ëffentlechen Transport aféieren. Ech weess net, ech soen dat och haut riichteraus, ob dat onbedéngt déi beschte Léisung war. Ob een elo zwee oder dräi Euro bezilt fir e Busticket oder net, mee dann huet een zumindest de Respekt, dass och dat eppes kascht an dass déi Leit, déi mat engem fueren, och eng Aarbecht leeschten.

(Brouhaha)

An dat ass mat Recht gesot ginn, well e Bus, e Gelenkbus ze féieren, dat ass eppes, wat net onbedéngt einfach ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wat de Problem domadder ass: Jo, mir kréie keng Steiererliichterungen, well ech weess net, wéi mer déi finanzéieren, et sief héchstens op Puff. A weider Sozialleeschtungen, ech hunn dat jo schonn haut héieren, do kommt Der elo domadder, mat wat solle mer dat bezuelen, et sief op Puff? Mëttelfristeg kënnt Schold derbäi. Well ech gesinn net, wann een defizitär ass ëm 2,5 Milliarden Euro an et lafen nach 3,7 Milliarden Euro Prêten aus, wat geschitt? Majo et finanzéiert een erëm Prête mat Prêten. Elo kënnt Dir natierlech hanner virgehalener Hand soen: „D'Leit, deenen ass d'Schold vun enger Gemeng, deenen ass d'Schold vun engem Staat quiitschegal." Mee wann d'Leit bis spatzkréien, dass et näischt méi an der Lountut, an der Paitut bäigëtt, wann d'Leit bis spatzkréien, dass se keng Steiererliichterunge kréien, wann d'Leit bis spatzkréien, dass et op de soziale Leeschtungen „nada" ass, dann hu se séier dat Spill do duerchkuckt.

An ech mengen, gradesou frou, wéi se sinn, dass se soen: „Dat betrëfft mech jo net, déi Schold", gradesou rose gi se, wa se déi Leeschtungen, déi se sech all an engem Rhythmus vun dräi bis véier Joren erwaarden, wa se déi net méi kréien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, déi grouss Perdanten - an et ass dat, wat jo net richteg ass, dass grad dann déi al, almoudesch, wéi mer ëmmer dohigestallt ginn, CSV Iech dat muss soen -, déi grouss Perdante vun där Scholdespiral, an där mer elo sinn, dat ass net déi nächst Generatioun, mee dat sinn déi Jonk vun haut, well déi kënne sech keen Haus leeschten. Déi kënne sech normalerweis emol keen Appartement, kee Logement leeschten! An dat sinn déi, déi dës Scholden hei ënner Steieren oder ënner Netreduktioune vu Steiere mussen zréckbezuelen.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, et ajoutéiere sech zu all deem nach eng ganz Rei vun Ongerechtegkeeten. An erlaabt mer, och zu enger bësse fortgeschrattener Stonn op eng Rei vun dësen Ongerechtegkeeten awer anzegoen.

D'Manipulatioun vum Index: Also, wann ech elo de Sozialistekongress vu Mutfert nach am Kapp hunn, do war ech just an der Chamber, wou eng Rei Deputéierten, kann ech Iech soen, Dir kennt se, ech kenne se och ganz gutt, do ze ziddere souzen, ob déi Koalitioun CSV/LSAP nach géif weidergoen oder net ... Hautdesdaags jäizen d'Sozialisten zwar: „Fangeren ewech vum Index!", mee si akzeptéieren hei stillschweigend, warscheinlech an der Blockbildung 31 géint 29 - wat akzeptéiere se? -, dass, wann de gratis Bustransport kënnt, wat natierlech fir de Staat oder d'Staatsfinanze favorabel ass, dass dann den Index net belaascht gëtt.

Am Kloertext ass direkt - wat ass et, dräi oder véier Méint? - den Index scho laang no hanne verréckelt ginn, well déi Leeschtung natierlech gratis ass. Et ass awer net jiddwereen, deen an deem selwechte Mooss wéi hei an der Stad oder an dem Speckgürtel vun der Stad vun dem gratis ëffentlechen Transport profitéiert.

(Brouhaha)

A wann et dann awer ëm d'CO_2-Steier geet, wat jo eng Steier ass, wat maachen d'Sozialiste mat - Artikel 8, mengen ech, vun der Loi budgétaire -: Déi ass indexneutraliséiert. Dat heescht, do, wou d'Leit eigentlech missten, wat jo den Objet vum dem Index ass, d'Kafkraaft kompenséiert kréien, do sinn d'Sozialiste mat d'accord a soen: „Majo, dat ass kee Problem!" A wann ech de Moien de Finanzminister jo héieren, da seet deen: „Majo, soss géifen déi Räich ëmmer méi kréien."

Okay, okay. Ech erënnere mech nach un al Diskussiounen, wou mir eis emol an der CSV net eens waren: Dat war déi vun der Deckelung vum Index! Mee ech weess awer, wéi radikal - an ech gesinn den Här Wolter do sengerzäit als Parteipresident vun der CSV - do d'Positioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei war.

An d'Chambre des Salariés, ech muss jo faktebaséiert schwätzen, ...

(Interruption)

... jo, jo, ...

Une voix.- A jo!

M. Gilles Roth *(CSV)*.-... d'Chambre des Salariés, déi kënnt op der Säit 82 (veuillez lire: Säit 79) vun hirem Avis, deen iwwregens exzellent ass, ech muss dat éierlech soen, liest deen Avis vun der Chambre des Salariés, et ass en exzellenten Avis, mat, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dann hu se eppes Guddes gemaach an der Chambre des Salariés.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo. Et ass en exzellenten ...

(Interruption)

Bréngt mech elo net aus dem Konzept, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Ech muss jo laachen, sot Der, da wier ech méi sympathesch.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Also, d'Chambre des Salariés, déi kënnt zur Konklusioun, Dir hutt dat jo dann och gelies: « Contre toute attente et sans concertation » - „sans concertation", dat heescht, si sinn emol net gefrot ginn, « la taxe carbone sera intégralement neutralisée dans l'échelle mobile des salaires ». Bon, dont acte.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zu dem Aarmutsrisiko an ech si frou, dass de François Benoy gëschter och a senger Interventioun den Aarmutsrisiko erwäänt huet.

2008, mat Konstellatioun „déi béis CSV", Aarmutsrisiko: 72.000 Leit ënnert der Aarmutsgrenz. 2019, d'CSV längst an der Oppositioun: 122.000 Leit. 122.000 Leit liewen hei am Land ënnert der Aarmutsgrenz. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass bal ee vu fënnef, deen ënnert der Aarmutsgrenz lieft. D'Bevëlkerungszuel vun 2008 bis 2019 ass ëm 24 % an d'Luucht gaangen. D'Aarmutsgrenz, Dir Dammen an Dir Hären, ass vun 2008 bis 2019 ëm sage und schreibe 69 % an d'Luucht gaangen - 69 %!

Wat d'Nopeschlänner fäerdegbruecht hunn, mir kucke jo ëmmer sou hochnäseg op déi erof - dat sinn d'Belsch; d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch -, déi hunn et fäerdegbruecht, hir Aarmutsgrenz erofzesetze respektiv zumindest stabill ze halen. Zu Lëtzebuerg ass se carrement explodéiert. Och do recommandéieren ech d'Säite 54 bis 64 vun dem Avis vun der Chambre des Salariés: « Les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale au Luxembourg », fir faktebaséiert ze schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, faktebaséiert wollt ech awer och eppes erwänen, wat mech de leschte Mëttwoch hei an dëser Chamber op dëser Plaz extreem schockéiert huet, an ech hunn et opgeschriwwen, gëschter Owend, als Beleeg, d'Chambersitzung vum 9. Dezember 2020: „Dës Prime unique war fir d'DP d'Konditioun, fir der Erhéijung vum Mindestloun hei zouzestëmmen", ass hei vun der Spriecherin vun der DP op dëser Plaz gesot ginn. Dir Dammen an Dir Hären, wat hu mer gestëmmt? Mir hunn de leschte Mëttwoch, also haut virun aacht Deeg, d'Augmentatioun vun dem Mindestloun ëm 2,8 % decidéiert. Wat richteg ass: Et ass keng Obligatioun vun der Chamber, fir deem nozekommen, wann déi normal Lounentwécklung déi Jore virdrun deem entsprach huet. Et ass awer, hunn ech mer soe gelooss, déi lescht 45 Joer, mengen ech, bal ëmmer à l'unanimité esou decidéiert ginn. Wann ech dann awer dat do héieren, dass eng DP, als Regierungspartei vun dem Premierminister, dee jo do ass, fir d'Leit zesummenzehalen, wann ech do aus dem Mond vun der DP-Spriecherin héieren, dass d'DP nëmme wëllt enger Mindestlounerhéijung zoustëmmen, wann d'Patrone 500 Euro Prime unique kréie fir Leit, déi ëm de Mindestloun schaffen, a wa se duerch d'Covidkris en Deel vun hirem Benefiss beanträchtegt hunn, da muss ech ganz éierlech soen, da schockéiert dat mech. Dat schockéiert mech!

An et gëtt ëmmer vun de Leit dobausse behaapt: „Jo, déi Parteien, et ass souwisou alles Speck a Schwéngefleesch, an déi Politiker ..." Nujee, ech erspueren Iech alleguerten d'Kommentarer, déi sou op der Place publique iwwer eis oder anerer, ...

Une voix.- Mir héiere se jo och!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... Dir héiert se och, gemaach ginn. Da muss ech Iech ganz éierlech soen: Da gëtt et awer nach vläicht e subtillen, mee en däitlechen Ënnerscheed zwëschent enger Chrëschtlecher Sozialer Vollekspartei an enger liberaler DP!

Une voix.- Gott sei Dank.

Une autre voix.- An nach méi wéi een.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo.

Här Graas, de Jean Spautz, 90 Joer, ...

Une voix.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... ganz kloer am Kapp, héich respektéiert, seet nach haut: „Bei eis an der Partei, do huet den Aarbechter seng Plaz, grad wéi den Dokter, den Affekot an de Geschäftsmann seng Plaz huet."

(Interruption)

A bei eis, do kënnt keng esou eng Ausso zustanen. Do ass et net esou, dass dem Aarbechter seng Meritter sollen honoréiert gi sous condition, dass de Patron och nach Benefisser huet. Well den Aarbechter, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet net déi Lobby, deen huet net déi Lobby, weeder hei nach op anere Plazen, fir seng Fuerderungen an dat, wat hie sech erwaart, kënnen duerchzesetzen.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- A mir diskutéieren hei, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... mir diskutéieren hei, ...

(Brouhaha)

... Dir kënnt Iech herno aschreiwen, Här Baum, mir diskutéieren hei ëm wat? Ëm 60 Euro de Mount - brutto! Well wann d'Leit d'Sécurité sociale bezuelen, se ginn och nach drop besteiert, kréie se nach 44 Euro. Déi 60 Euro brutto de Mount, Dir Dammen an Dir Hären, brutto de Mount an der Lountut, an dësen Zäiten - gitt emol eng Kéier kucken, wat zu Lëtzebuerg alles kascht. Et kann dach net sinn, dass mer eng Konditionalitéit maachen, fir dass deen ee 60 Euro a senger Lountut bäikritt viru Chrëschtdag, an deen aneren, an dat ass net nëmmen een, drénkt Wäiner, déi dee selwechte Präis hunn, iwwert déi Feierdeeg. Dat kann net sinn! Well den Aarbechter, deen hätt jo da vläicht och emol d'Recht fir ze froen, ob munchereen, wann en dat drëtt oder dat véiert Appartement zu Knokke huet oder e Chalet an der Schwäiz oder Yachten, ...

(Brouhaha)

... Yachten op der Côte d'Azur, ob déi alleguerte bis op de leschten ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dibbelchen no der Lëtzebuerger Steierreegelung besteiert wieren.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Op jidde Fall, dat maache mir net mat!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- De Wirtschaftsminister hat jo emol eng Yacht!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Sidd Der fir geséchert Aarbechtsplazen? Jo oder neen? Sot dat emol fir d'éischt, ier Der esou Aussoe wéi déi dote maacht.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir schéngt nach op Ärer Positioun ze beharren!

(Brouhaha)

Da komme mer zu den Alengerzéier. Alengerzéier, Dir Dammen an Dir Hären. O Mamm, wat héieren ech do? „Déi réckstänneg CSV! Mir maachen elo alles aneschters. Mir maachen d'Fënstere grouss op. De Mief vun der CSV, dee muss eraus, well dat ass bei den Damme souwisou nëmme KKK." Wéi ass et? Kanner, Kierch a Kichen?

(Interruption)

A Kichen, jo, ...

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Kanner, Kichen, Kierch.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo. Dir sot et richteg, Madamm Beissel.

(Brouhaha)

Mee lauschtert emol: Mir sinn net esou réckstänneg! Mir sinn net esou réckstänneg, mir hu just gären de Choix. Mir hu gären de Choix! Mir hätte gären, dass Männer wéi Fraen en héijen Taux d'employabilité zu Lëtzebuerg hunn, Männer wéi Fraen!

Ech wëll awer just an deem Kontext erënneren, dass grouss Errungenschaften, fir dass d'Familljeliewe sech mat der Aarbecht kann zesumme kombinéieren, geschitt sinn ënner CSV-Fiederféierung.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wien huet dann d'Éducation précoce hei am Land agefouert?

War dat mat enger CSV-Regierungsbedeelegung? Jo, dat war eise Ressort.

Wien huet dann d'Maison-relaisen agefouert hei am Land? War dat ënner CSV-Regierungsbedeelegung? Jo! Wien huet de Partenariat, de sougenannte „Pacs", dann agefouert? Dat war ënner enger CSV-Regierungsbedeelegung.

(Brouhaha)

Dat war net den Här Biltgen, dat war dee villgeschmäten Här Luc Frieden. 2004 ass de Gesetzesprojet gestëmmt ginn.

(Brouhaha)

Jo, jo, dat ass esou.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, de Mariage pour tous hei am Land, ënner wat fir enger Fiederféierung ass dee gebuer? Ënnert dem François Biltgen, deemools Justizminister, ...

(Brouhaha)

... an dem Paul-Henri Meyers.

(Coups de cloche de la présidence)

De Paul-Henri Meyers huet dee Projet begleet. A wann 2013 déi Saach net an d'Bréch gaange wier, da wier deen Text och nach gestëmmt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruption)

... Dir kënnt Iech elo och, Här Graas, Dir kënnt Iech elo evertuéieren, mee ech erënneren Iech da ganz einfach un eent vun Ären Haaptwalverspriechen, dat Der och an de Koalitiounsaccord geschriwwen hutt, nämlech dat, ech weess et ech mëttlerweil auswenneg: „Ob Der bestuet sidd, ob Der gepacst sidd, ob Der gescheet sidd, ob Der getrennt sidd, ob Der alengerzéiend sidd, ob Der Wittfra sidd oder Wittmann sidd" - elo hunn ech se bal alleguer derbäi - „de Jonggesell, jiddweree soll an där selwechter Steierklass besteiert ginn a kee soll dobäi verléieren!"

Maja. Dat heescht jo ganz einfach, nach Adam Riese: Jiddweree muss an der Steierklass 2 besteiert ginn! An duerfir ass meng konkreet Fro un de Finanzminister, am Kontext vun der Individualiséierung vun de Steierrechter, ...

(Brouhaha)

... wat mer och guer keng onsympathesch Iddi fannen: Mee sot eis an Ärer Interventioun, déi Der muer oder, jo, muer maacht, wat dat kascht. Well Dir hutt dat jo elo de Leit siwe Jore versprach. Wat kascht dat? A wéi wëllt Der dat konkreet bewierkstellegen? An a wat fir enger Zäitrumm? Dat sinn déi dräi Froen, do hätte mer just gär vun Iech muer eng ganz kloer Äntwert, vu dass et ee vun deene wichtegste Projete vun dëser Legislaturperiod ass, mee da musst Der och op deem Projet kloer Faarf kënne bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer bei Ongerechtegkeete sinn, da wëll ech och ee vun de Point-pharë vun dësem Gesetzesprojet, dem Budget, uschneiden, dat ass dee vun der CO_2-Steier. Ech wëll et virop soen: Viru 14 Deeg hu mer op dëser Plaz dat neit Klimagesetz matgestëmmt als CSV, well mer der Meenung sinn, dass fir all Partei - dat ass op jidde Fall eis Meenung als Vollekspartei - d'Klimapolitik Partie intégrante muss vun all Politikgestaltung sinn, an do zielen absënns d'Volleksparteien derzou! Dass mer verschidden aner Meenungen hunn, ech mengen, dat muss méiglech sinn. Mir sinn och prinzipiell, ech soen dat nach eng Kéier hei, net géint eng CO_2-Steier als Prinzip. Mir sinn awer der Meenung, dass déi CO_2-Steier zu dësem Zäitpunkt falsch ass, wou se agefouert gëtt. Mir hätte léiwer gesinn, dass déi an där globaler Steierreform agefouert gi wier.

An den drëtte Punkt ass deen, dass mer der Meenung sinn, dass déi CO_2-Steier, wéi se elo virgeluecht ginn ass, op ettleche Punkte sozial wierklech ongerecht ass, an ech wëll Iech dat och kloer ënnermaueren.

Mir hunn, oder Dir hutt, d'lescht Joer mat dem Budget hei zwee Cent Akzisenerhéijung gestëmmt. Schonn 2020 ..., ech mengen, et war virun der Covidkris, oder am Mäerz, wéi déi agefouert ginn ass. Et huet eigentlech d'Leit net vill dobausse beréiert, well se vill méi mam Covid beschäftegt ware wéi mam Rescht. Mat dëser CO_2-Steier, do kommen op de Bensinn an op den Diesel nach eng Kéier 5 Cent derbäi, 5 Cent Akzisen. Elo sot Der: „O, wat si 5 Cent? Fir d'Leit ass dat eng Tut am Cactus!" Pardon, an engem grousse Supermarché sinn et 5 Cent. Déi kommen op all Liter bäi. 2022 geet et nach eng Kéier an d'Luucht an 2023 geet et nach eng Kéier an d'Luucht.

Dat, wat fir eis awer vill méi grav ass - an ech weess net, ob jiddweree sech däers bewosst ass, well et gëtt ëmmer gesot: „Dat geet op de Sprit!" -: Mee wësst Der, an ech zitéieren hei der Chambre des Salariés hiren Avis, dass den Heizungsmazout 16 % ab dem 1. Januar vum nächste Joer méi deier gëtt? 16 %! An et ass virdru schonn ugeklongen: Am ländleche Raum, do kann net jiddwereen, virun allem net eeler Leit, sech erlaben, säin Haus, wat da vläicht 40, 50 oder méi Joren huet, vu Grond op Buedem energeetesch ze sanéieren. Déi hunn déi Suen net. Se kënne sech emol kee Brûleur leeschten, dee kascht zwëschent 10.000 an 12.000 Euro! Wat hunn déi Leit? Ma déi hu keen anere Choix, well de Gas emol vläicht op eenzelne verluerene Plazen net läit, déi mussen um Mazout 16 % méi bezuelen. Dat heescht, deenen hir Mazoutsrechnung, déi gëtt 16 % méi deier. Wann d'Haus schlecht isoléiert ass, da si se séier op 2.000 bis 3.000 Euro Mazout pro Joer. Ma rechent 16 % derbäi, dat si 540 Euro, 540 Euro fir d'Leit, ob se aleng dostinn oder net. Elo kënnt Der soen: „Mee se kënne sech jo op de Gas riichten!" De Gros vun d'Leit geet op de Gas, wat jo och eng Absurditéit ass. Fréier hu mer d'Leit op de Gas gedréckt, elo musse se op eemol erëm elektresch hëtzen. Virun 30 Joer, wéi se elektresch gehëtzt hunn, du krute se gesot: „Majo, Dir sidd jo verréckt, fir op Elektresch ze goen, d'Cegedel huet emol iwwerhaapt net déi Capacitéiten, fir esou vill elektresche Stroum dohinner ze bréngen."

D'Gasrechnung: 10 % méi deier! Ech hu mer awer soe gelooss, dass eng ganz Partie Handwierker, an absënns d'Bäckeren, net mat Elektresch kachen oder d'Bréidercher baken. Déi maachen dat mat Gas. Also, dat kascht net nëmmen den Handwierker eng Hellewull, mee dat gëtt jo iergendwéi repercutéiert op déi Präisser.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Den Diesel geet 11 % an d'Luucht, de Bensinn geet 10 % an d'Luucht. Also Dir hutt eng extreem gutt orchestréiert Kommunikatiounspolitik gemaach, well d'Leit hu just am Kapp: „O, dat sinn déi puer Cent an d'CSV, déi reegt sech just doriwwer op!" Mee hei geet et ëm de Mazout mat derbäi plus den Diesel. An da si mer séier op 800 bis 1.000 Euro pro Joer.

An dann muss ech soen, déi 96 Euro, do gëtt jo gesot: „Beim Steierkreditt setze mer déi bäi." Mee dat ass de Steierkreditt pro Joer. Dat sinn 8 oder - wat gëtt et? - 8,5 Euro de Mount, déi decke largement net déi Méifraisen, déi een huet. A virun allem: E Steierkreditt, ab 40.000 Euro versteierbaart Joresakommes hëlt dee jo of a bei 80.0000 leeft deen op 0. Dat heescht, alleguerten déi Leit, déi keng sozial Moossnamen hunn, déi net verbëllegt kënne wunne goen, mee déi Loyer bezuelen, ëm 2.000 Euro ronderëm d'Stad als Alengerzéier, déi kréien dat nach zousätzlech opgebrummt. A mir hu jo scho 50 % vun deene Leit, déi an der Aarmut sinn!

An aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, pläidéiert d'CSV och elo mat Nodrock nach eng Kéier derfir, wéi eng ganz Rei vun anere politesche Parteien hei, a mir wäerten déi Motioun vun der ADR och mat ënnerstëtzen, dass och d'sozial Prestatiounen, ob dat Kannergeld oder aner Leeschtunge sinn, grad a Krisenzäite sollen no uewen ugepasst ginn. Fir eis ass dat en Deel vum Investissement. An dat ass en Deel vun Investissementer an eng Cohésion sociale. Well wat hu mer dervun, wann d'Leit keng Sue méi hunn a si ginn herno alleguerten op d'Strooss stoen? Dann hu mer och näischt geschafft.

An de Clou, ...

(Brouhaha)

... Dir Dammen an Dir Hären, dat ass jo deen, dass d'Zentralbank gerechent huet, dass de Staat nach Sue verléiert, mat där CO_2-Steier, wéi se elo ausgeriicht ass. D'Zentralbank kënnt, fir et kuerz ze maachen, op e Verloscht vu ganzer 178 Milliounen Euro, dee sech nämlech doraus ergëtt, dass d'Leit natierlech manner tanke ginn an dass doduerch manner Akzisen erakommen an dass zousätzlech manner muss dee Steierkreditt vu 50 Milliounen, nämlech fir déi 96 Euro ze finanzéieren, bezuelt ginn.

Mir fannen dat foncièrement ongerecht, well net all Mënsch sech en Eko-Ëmbau ka leeschten. Net all Mënsch huet dee selwechten Accès zum gratis ëffentlechen Transport, virun allem am ländleche Raum, virun allem am Norden! A wann d'Leit vum Norde bis an d'Stad schaffe kommen oder se schaffen op Schichten, da kënne se nuets net zu Fouss op den Zuch lafen an dräi Stonne waarden, bis dass deen nächsten Zuch oder den nächsten ëffentlechen Transport kënnt.

An de Clou bei där ganzer Saach, dat ass jo deen: Déi eng, déi kënne bezuelen, vun dem Geréngverdénger bis zu dem Spëtzeverdénger, mee de Spëtzeverdénger, deen huet zumindest eppes dervun: Dee kann, wann en dat da wëllt, sech zum Beispill elo e flotten Elektroschlitt op dem Festival kafen, 175.000 Euro, do gëtt et Nobelmarken, déi och nach gutt fueren. Dee freet dann e Subsid vun 8.000 Euro un an dee kritt deen. De Geréngverdénger, dee ka sech kee Subsid erfroen, well e keng Suen huet, fir den Elektroauto ze kafen.

Da wëll ech Iech just eng Kéier soen, wivill dass dat ausmécht. A wa mer scho bei der Individualiséierung vun de Steiere sinn: Et gëtt jo nach Leit, déi Sue verdéngen zu Lëtzebuerg. Dat kënnt der norechnen, op dem Calcul-Barème vun der Lëtzebuerger Steierverwaltung. Eng Koppel, ob déi bestuet ass an der Steierklass 2, respektiv wa se getrennt ass an de Steierklass 1 an 1A, wësst Der, wat d'Differenz ass zwëschent der Steierklass 2 an de Steierklassen 1 an 1A? 16.000 Euro! Wat sinn déi 16.000 Euro? Dat sinn zweemol 8.000 Euro! Dat heescht, wann déi, ouni dass se op dem Här Gramegna seng Individualiséierung waarden, sech de Januar op dem Autosfestival zwee Elektroautoe kafen, dann hu se déi Differenz zwëschent 2 an 1 an 1A zréck. Fannt Der dat gerecht? Ech muss Iech soen: Ech fannen dat net gerecht! An déi Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi dréit eng CSV net mat.

Iwwert d'Pression fiscale diskutéiere mer eng aner Kéier. Déi ass op jidde Fall iwwert déi lescht véier Joer, noweisbar vun der OCDE, an d'Luucht gaangen. Mir si mëttlerweil an der Pression fiscale vun den eenzelne Bierger zu Lëtzebuerg iwwer 40 %.

Stockoptions: e kuerzt Wuert derzou. Mir begréissen et, dass dee Stockoptions-Regimm endlech Schluss huet.

Ech muss Iech ganz éierlech soen, Här Gramegna: Ech sinn awer erstaunt, am Kontext vun der Blockbildung, wéi d'CSV eng Motioun agereecht hat 14 Deeg virun der Presentatioun vum dem Budget, wou Der dann d'Ofschafe vun dem Stockoptions-Regimm proposéiert hutt, dass do d'Blockbildung 31, dat heescht, d'Gambiaparteien, géint déi Motioun vun der CSV gestëmmt hunn. Déi hunn dergéint gestëmmt! Dat heescht, u sech waren déi 31 Deputéierte vu Blo-Rout-Gréng eigentlech derfir, dass de Stockoptions-Regimm net géif ofgeschaaft ginn, mee dass dee géif verlängert ginn, well aneschters kann ech dee Vott net deiten.

Da wëll ech Iech soen: An do sinn ech awer hellhéiereg ginn! Zum Beispill den Avis vun der Chambre de Commerce, Ärem fréieren Employeur, wou Der Direkter dervu waart, wann Der dee liest - Dir hutt en de Moien och zitéiert, mee Dir hutt en net ganz zitéiert -, stellt d'Chambre de Commerce sech nämlech follgend Froen: Si seet, et wier en Effet d'annonce gewiescht vun dem Finanzminister, fir déi Stockoptions ofzeschafen. An da seet se, fir dat richteg ze maachen, misst een e Gesetz huelen, fir dass een och déi néideg Rechtssécherheet géif ginn, wat, mengen ech, rechtlech falsch ass. An et sinn eng Rei vu Juristen heibannen, déi wëssen, dass ee mat engem Gesetz keng Circulaire ofschaaft, well de Staatsrot do direkt géif eng Opposition formelle maachen.

(Interruption)

Jo. Mee dat, wat d'Chambre de Commerce seet a freet, dat ass: Ass déi Stockoptions-Circulaire, wéi se elo besteet, schonn ofgeschaaft? Gëtt et eng Circulaire vun der Direktesch vun der Steierverwaltung, déi déi Circulaire, déi d'Stockoptions agefouert huet respektiv amendéiert huet, ofschaaft? Ech weess dat net. Sot mir dat! Mir hätten op jidde Fall gär vun Iech eng kloer Äntwert. A mir wäerten net akzeptéieren, dass elo, eng 15 Deeg virum Oflaf vun dësem Joer, déi Circulaire net ofgeschaaft gëtt, well mir wëllen net an déi Situatioun kommen, dat soen ech Iech ganz riicht eraus, wéi d'Chambre de Commerce da seet zum Schluss: « [...] donne à considérer qu'il faudrait alors régler le sort des contrats warrants en cours, notamment pour les bonus » - et misst een eigentlech soe „pour les bonis" - « 2020 payés en 2021, en octroyant une clause dite de "grand père" ».

Also, wann dat do d'Résultats des courses waren, da soen ech Iech riicht eraus: Dat war net esou, wéi mir dat verstanen hunn! Mir hätte gären, dass d'Stockoptions ee fir alle Mol op den 31. Dezember dëst Joer ophalen. A mir hätten och gären, dass de Finanzminister kloer hei Positioun bezitt an dass en eis confirméiert, dass vun der Steierdirektesch déi Circulaire, déi fréier bestanen huet, ofgeschaaft gouf.

D'Prime participative, ech komme geschwënn zum Schluss, d'Prime participative, jo, do huet de Staatsrot näischt gesot. Mir fannen et awer e bësse kokass, dass, wann Der an engem Betrib zwee Leit hutt, loosse mer soen e moderat oder e mëttelt Akommes, e Revenu vun 100.000 Euro, an deen een, dee kritt déi 100.000 Euro sous forme vu Salaire bezuelt, an deen aneren, dee ka bis zu 25.000 Euro als Boni bezuelt kréien. Wësst Der, wat d'Differenz herno am Netto ass? Deen, dee vun dem Patron gesot kritt: „Du kriss 25.000 Euro vun deenen 100.000 Euro als Boni bezuelt", deen huet herno um Enn vum Joer 5.000 Euro netto méi a senger Lountut wéi deen, deen net vun deem Regimm ka profitéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir fannen dat doutéis, well hei eigentlech de Patron selwer decidéiert iwwer e Steierbevirdeelegungsregimm.

Zum Amortissement bei de Mietwunnengen: Do soen ech Iech riichteraus, do hate mer ënnerschiddlech Diskussioune bei eis an der Partei! Ech wëll awer Iech an de Leit dobaussen och emol eng Kéier kloer soen, wat dat heescht, dee Régime d'amortissement accéléré bei de Mietwunnengen. Also, wann Der en Appartement da kaaft - an elo sot Der: „Wouvu schwätzt deen?", mee kuckt emol eng Kéier d'„Lëtzebuerger Wort" an aner Zeitungen, wat d'Appartementer mëttlerweil dorëmmer am Land kaschten -, huele mer en Appartement, fir et einfach ze maachen, vun 1 Millioun Euro, wat d'Konstruktioun kascht, well den Terrain gëtt net aberechent: Deen, deen e puer Su op der Säit huet, wat mécht deen? Dee setzt da seng Scholdzënsen, loosse mer soen 2 %, fir et ronn ze maachen, 20.000 Euro d'Joer, vun de Loyeren of. Loosse mer och nach soen, e kritt 3,5 % Loyer, 5 %, dat ass largement iwwerdriwwen, dat kréien d'Leit net méi, e kritt 35.000 Euro Loyer. Vun deene 35.000 Euro setzt en emol 20.000 Euro als Scholdzënsen of. An dann ass et awer net gedoen. Dann huet e bis elo, niewent deenen 20.000 Euro Scholdzënsen, och nach eng Kéier 60.000 Euro pro Joer Amortissement ofgesat, dat heescht, en hat u sech en negative Revenu. An e kënnt deen op aneren Akommesaarten, zum Beispill enger Pensioun, engem Revenu de profession libérale, also vun engem Fräiberuffler, engem Bauer oder engem Salaire ofsetzen.

Elo sot Der mat Recht: „Wien huet dat dann agefouert"? Jo, dat ass 2002 ënner enger schwaarzbloer Koalitioun agefouert ginn. Mee et ass mat Recht de Moien drop higewise ginn, dass natierlech déi Plus-valuen 2002 net an deem Mooss um Marché immobilier waren, wéi dat haut ass. An duerfir, dat soen ech Iech riichteraus, Här Finanzminister, begréisse mer, dass Der dëse Regimm do ofstuuft, dat heescht, vu 6 % op 4 % Amortissement erofgitt. Wat mer eis awer gewënscht hunn, an ech ginn Iech do de Feedback e bësse vun engem erweiderte Krees, och vu Memberen, déi soen: „Wa mer dat do gewosst hätten!": Et hätt een dat do och kënnen éischter annoncéieren, loosse mer soen, zum Ufank vun dem Joer, well d'Leit awer elo e bëssen domat iwwerrascht ginn. Dat betrëfft natierlech net deen, deen eng Rei vun Appartementer huet, mee loosse mer soen, dee Mann oder déi Fra oder déi Famill, déi sech en Appartement ugeschaaft hunn iwwert dee Wee, fir zum Beispill hir Pensioun opzebesseren, dat fanne mer bei Geschäftsleit, dat fanne mer bei Privatleit, Fräiberuffler, déi si vläicht do e bëssen iwwerrascht. Nichtsdestotrotz mengen ech, dass am Sënn vun der Gerechtegkeet, vun der Steiergerechtegkeet, déi Moossnam total an der Rei ass.

An ech ginn och op deem Punkt nach kuerz dann op de Logement an. Mir verlaangen, dass d'Inneministesch, déi elo haut dankbarerweis hei ass, dass déi bis zu dem 15. Oktober 2021, dat heescht, viru Beginn oder zu Beginn vun dem nächste Legislaturjoer, e Projet de loi deposéiert iwwert d'Reform vun der Grondsteier. Dat gëtt jo och annoncéiert als ee vun de Projet-pharë vun dëser Koalitioun. Abee dann: Weisen zielt!

A mir kënnen net méi akzeptéieren, ech soen Iech dat riichteraus, Madamm Minister, dass Dir ëmmer kommt: „Mir schaffen drun!" Mee wann een esou eppes an e Walprogramm schreift, an et ass jo net esou, dass Dir den Inneministère eréischt zënter zwee Joer hutt, neen, den Inneministère ass am Besëtz oder ass gefouert vun der LSAP zënter 2013, mee da musst Der jo kloer Iddien hunn. A mir hätte gären, dass Der dat op den Dësch leet.

An dréckt och elo net d'Responsabilitéit op d'Gemengen a sot: „Mir musse waarden, bis dass déi lescht Gemeng hire PAG huet." Well ech soen Iech: Bis 2023 huet net déi lescht Gemeng hire PAG! Well wa se een huet an e gëtt herno beim Verwaltungsgeriicht annuléiert, da sot Der erëm: „Jo, si hunn nach net hiren definitive PAG." Dir kënnt och abstrakt e Projet de loi deposéieren, onofhängeg dervun, ob déi lescht Gemeng hire PAG ajustéiert huet oder net. An an deem Sënn, Här President, iwwerreechen ech Iech och eng Motioun, wou mer d'Ministesch dozou opfuerderen.

Motion 16

La Chambre des Députés,

- rappelant

• que durant la dernière législature, le Gouvernement avait pris l'engagement de réformer l'impôt foncier dans le cadre d'une réforme globale des finances communales ;

• que cette réforme était censée assurer aux collectivités locales un revenu stable contribuant au financement des infrastructures locales ;

• qu'un des objectifs avérés de ladite réforme consisterait également à établir une équité certaine entre les contribuables et permettre une affectation plus économe des ressources foncières,

- relu dans ce contexte les termes de l'accord de coalition 2018-2023 : « La réforme de l'impôt foncier, qui devra contrecarrer la spéculation foncière, sera reliée à la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) "nouvelle génération". Une tranche exonérée sur l'impôt foncier qui grève les biens immobiliers habités par leurs propriétaires sera introduite. La réforme de l'impôt foncier donnera l'occasion de remplacer et de simplifier le système de la taxe communale spécifique d'inoccupation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles. »

- rappelant qu'en décembre 2019, Madame le Ministre de l'Intérieur ajoutait que cette réforme ferait partie du paquet de réforme fiscale annoncé pour 2020 ;

- déplorant que cette réforme fiscale a été reportée sine die par les responsables gouvernementaux, ce alors même que selon les mêmes personnes, les travaux y relatifs se trouvaient déjà au printemps à un stade avancé ;

- notant toutefois que, d'après les informations à notre disposition, la réforme de l'impôt foncier serait finalisée avant la fin de la présente législature ;

- rappelant que la détermination de l'impôt foncier se fait toujours à partir de la « valeur unitaire » à déterminer par l'Administration des contributions directes ;

- rappelant également que la base de calcul de la valeur unitaire n'a pas été revue depuis 1941 ;

- notant dans ce contexte

• que dans un arrêt d'avril 2018, la Cour constitutionnelle allemande a invalidé le mode de calcul de la taxe foncière en relevant que les valeurs de référence sont restées inchangées depuis plus d'un demi-siècle et entraînant ainsi une rupture du principe d'égalité entre les contribuables ;

• que cet arrêt est transposable au Luxembourg, alors que notre régime date de l'époque de l'occupation nazie du Luxembourg,

- relu les recommandations du rapporteur budgétaire en matière de réforme de l'impôt foncier,

invite le Gouvernement

- à déposer d'ici la fin de la présente session parlementaire, soit avant le 15 octobre 2021, un projet de loi portant réforme de l'impôt foncier.

(s.) Gilles Roth, Martine Hansen, Marc Lies, Laurent Mosar, Marc Spautz.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, an dat ass de Schluss vu menger Ried, elo kënnt jo d'Fro: „Majo, wat hätt Dir da gemaach?", da ginn ech Iech fënnef, sechs konkreet Pisten, déi besonnesch de Logement betreffen. De Marc Lies huet der schonns eng Rei ugeféiert gehat. Ben, mir hätten eigentlech erwaart, duerfir hu mer och eng Motioun gemaach gehat, dass den Zukunftsfong, deen do dran ass, och Suen investéiert hätt an den Akaf vun Terrainen. Dat ass eng konkreet Fuerderung. Dat hätte mir gemaach. Mir hätten déi 140 Milliounen Euro, wou de Satellitt an de Sand gesat ginn ass, och an den Ukaf vun Terraine gestach.

Da ginn ech Iech och eng konkreet Propositioun vun der CSV, wat d'Spekulatioun ubelaangt. Et gëtt jo vill vu Spekulatioun geschwat. Mir héieren: „Mir mussen hei a mir mussen do", mee ech hunn awer keng konkreet Iddien héieren. Abee, am Iddiewettbewerb, wéi de François Benoy dat och gemaach huet, do kënnt Der dermat d'accord sinn oder net, Dir kënnt et och kritiséieren, mee zumindest hu mer eng konkreet Propositioun op deem Punkt gemaach. Wann een en Appartement keeft a wann een dat zwee Joer hält, dee Meerwäert, deen ee bei deem Appartement huet, an dat kann an déi honnert Dausenden Euro goen au vu vun der Evolutioun vun den Immobiliepräisser, dann kritt een no méi wéi zwee Joer do e reduzéierte Steiersaz, deen ass net méi 40 %, mee 20 %. Mir sinn als CSV der Meenung, dass een, fir dass een an de Genoss vun deem reduzéierte Steiersaz vun 20 % kënnt, déi Immobilie net nëmmen zwee, mee fënnef Joer muss halen. A wann ee se viru fënnef Jore verkeeft, dass een da mat dem normale Steiersaz besteiert gëtt. Dat ass eng konkreet Propos, déi mer als CSV wëlle maachen, och am Sënn, fir géint d'Spekulatioun virzegoen.

Eng weider konkreet Propositioun - Dir hätt jo gäre konkreet Propositiounen: Eppes, wat et de Moment an der Stad Lëtzebuerg gëtt, kee weess et, oder déi mannst wëssen et, et gëtt et awer do, an et huet jo keen, souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Oppositioun, sech vun där Dispositioun getrennt, soudass ech dervun ausginn, dass se parteiiwwergräifend akzeptéiert ass: D'Stad Lëtzebuerg huet eng Surtaxe communale. Wat heescht Surtaxe communale? Wann Der an der Stad Lëtzebuerg en Immeuble de rapport oder e Local de commerce kaaft, da bezuelt Der do 6 % Enregistrement, mee Dir bezuelt der Stad Lëtzebuerg nach eng Kéier - d'Madamm Beissel néckt - 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement. An da steet awer an deem selwechte Reglement eng Dispositioun, déi seet nämlech, wann Der e Bauterrain kaaft, e Bauterrain, dee fäerdeg do läit, wou Der kënnt muer drop bauen, wann Der dee kaaft an Dir deklaréiert net bei dem Akt, dass Der op deem Bauterrain bannent fënnef Jore baut, dass Der dann och musst déi 3 % zousätzlech Droit d'enregistrement bezuelen.

Déi kritt Der allerdéngs erëm, och wann Der et net bei dem Acte notarié deklaréiert hutt, wann Der bannent fënnef Jore kënnt noweisen, dass Der drop gebaut hutt. Ech fannen, oder mir fannen, dat eng fair Propos.

Ech ginn Iech e konkreet Beispill: Wann Der e Bauterrain hutt, dee fäerdeg ass, loosse mer soen, dee géif 400.000 Euro kaschten - dann ass et nach e klengen! -, da bezuelt Der eng zousätzlech Tax vun 3 % vu 400.000, dat sinn 12.000 Euro, wann Der sot: „Ech bauen net an deenen nächste fënnef Joren drop". Dat ass eng eemoleg Tax. Wann Der no véier Joer baut, kritt Der d'Suen erëm. Wann Der den Terrain méi laang haalt, jo, da sinn déi 12.000 Euro fort.

Elo muss ech Iech ganz éierlech soen: Mat der Wäertsteigerung vun den Terrainen an engem, dee sech kann erlaben, en Terrain vu 400.000-500.000 Euro - haut sinn alt Terraine vun enger Millioun ugeféiert ginn -, fir deen esou laang kënnen ze halen, bon, da kritt e jo Plus-value drop an dann ass e jo net an der Nout vu Geld an och net an der Nout vun enger Wunneng, si mir als CSV, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, der Meenung, dass een dat och kéint bezuelen - eng weider konkreet Propositioun zu enger Spekulatioun!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Bei der Grondsteier hu mer kee Problem, dass déi berechent gëtt no der Bebaubarkeet vun engem Terrain. Ech explizéiere mech: Et heescht jo „Grondsteier", et heescht net „Bausteier" - „Grondsteier"! Mee wann ee sech et kann erlaben, op engem Terrain vun 8 Ar e Bungalow vun 120 Meterkaree ze bauen, e kéint awer eng Maison bifamiliale oder eng Maison trifamiliale bauen, an d'Luucht do bauen, wou e weesentlech méi Wunnraum géif schafen, jo, da leescht dee sech jo gären dee Confort. Mee si mer der Meenung, dass deejéinegen, ob deen e Bungalow drop baut oder ob en eng Maison trifamiliale mat Logement drop baut, dass en do déi selwecht Grondsteier soll bezuelen?

Eng weider konkreet Moossnam ass déi: Mir sinn a Krisenzäiten, mir hätte jo gären, dass manner spekuléiert gëtt mat den Immeubles. Mir sinn der Meenung, dass eng ganz Rei vun Entreprisë schlecht dru sinn, richteg schlecht dru sinn! Déi brauche Friemkapital an da kréie se net alles vun de Banke geléint. Mir sinn zum Beispill der Meenung, dass een do, änlech no dem System vun dem Capitalrisque, Zertifikater kéint kréien, wann een a Startuppen, a PMEen investéiert, déi mengetweegen och nach nohalteg schaffen, nohalteg Gebailechkeete maachen, dass een da Certificats de capital-risque kritt vum Staat, wou een eng Steierbonifikatioun dofir kritt.

Ech hu schonns gesot: Bei den Investitioune si mir der Meenung, dass och d'sozial Kohäsioun eng Investitioun ass. A mir hätte kee Problem, wann och do, et ass de Moien e Chiffer genannt ginn, oder virdrun, e Chiffer vun an déi 40 Milliounen, wann dat och e bësse méi héich wier, dass d'Sozialleeschtungen, sief dat d'Kannergeld oder aner Sozialleeschtungen, dass déi géifen no uewe geféiert ginn.

Wat d'Tariffgestaltung op de Steieren ubelaangt, do reservéiere mer eis eis Positioun. Mir sinn der Meenung, dass een och muss an Zukunft drun denken, dass d'Kafkraaft vun de Leit net duerch eng iwwerméisseg Steierbelaaschtung geschmälert gëtt. An duerfir soe mir, dass mer eis Positioun op den Dësch leeën, wann déi Etüd, déi den Här Bauler an der Finanzkommissioun zesumme mat dem Finanzminister proposéiert huet, op dem Dësch läit.

Zur Konklusioun: De Budget, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet eng Presentatioun kritt, déi eigentlech der finanzieller Situatioun vun dësem Land zu dësem Zäitpunkt net an d'Ae kuckt. Et ass, fir eis, e Budget vun de verpasste Chancen an der Vergaangenheet. Et ass e vergiess ginn, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. Amplaz Scholden ofzebaue gouf Halligalli gemaach. Jiddwereen krut dat, wat e gäre gehat hätt, a virun allem, fir den Dräierblock zesummenzehalen.

Et ass e Budget, dee keng kloer Visioun huet fir d'Zukunft, mat engem zäitlech strukturéierte Plan de relance. An et ass e Budget social, deen net ausgewogen ass an deen zu enger breeder Belaaschtung vu besonnesch der Mëttelschicht wäert bäidroen. An et sinn e puer Happy Few, déi profitéiere vu Steierbonien an Ökoprimmen. An dat fanne mir sozial net gerecht. An esou e Budget kënne mir als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei net matdroen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Roth. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech meng Ried ufänken, wollt ech fir d'éischt dem Budgetsrapporter François Benoy Merci soe fir seng Fläissaarbecht, déi en als Budgetsrapporter geleescht huet, souwéi och de Kolleegen a Kolleeginnen aus der Finanz- a Budgetskommissioun fir déi konstruktiv kritesch Zesummenaarbecht. Och merci dem Här Finanzminister fir seng Erklärungen an och all deenen Institutiounen, déi mer begéint hunn, mat deene mer konnten e ganz opschlossräichen Austausch féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en aalt Spréchwuert seet: „Wann de weise Mann mam Fanger op de Mound weist, da kuckt dee manner weisen op de Fanger." Dës Riedensaart erënnert eis drun, datt mer eigentlech gutt oppasse sollen, datt mer waakreg solle bleiwen, fir alles genee ze analyséieren, an dat Weesentlecht, d'Zesummenhäng net aus den Ae solle verléieren.

Sou ass et och mat de statistesche Schätzungen, déi mer dëser Deeg héieren a liesen. Net, datt mer alles a Fro solle stellen, wat mer déi lescht Wochen an der Finanz- a Budgetskommissioun gezielt kruten, mee datt mer vill méi de Kapp aus dem Gestrëpp vun den Zuelen an den Estimatioune strecken, fir nëmmen net de Bléck fir dat Ganzt ze verléieren a fir gewëss ze sinn an ze bleiwen, datt näischt méi sécher ass wéi dat Onséchert. Well kee vun eis weess, wat an dëser Kris nach alles op eis duerkomme wäert.

Schliisslech geet et mat dësem Budget drëm, fir Land a Leit op d'Zukunft virzebereeden. Vill méi geet et awer och drëm, fir am Joer 2021 sou vill wirtschaftlech a berufflech Existenze wéi méiglech ze retten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een et net dacks genuch soen: De Budget 2021 schreift sech an een aussergewéinlechen, jo, historesche Kontext an. Net nëmmen ass de wirtschaftlechen a soziale Kontext extraordinär, mee dëse Budget ass et och!

Wann ee kuckt, wéi déi makroekonomesch Previsiounen an de leschte Méint gewiesselt hunn, versteet een, datt mer a relativ ongewëssen Zäite liewen an Hypotheesen ëmmer nees mussen iwwerschafft ginn. Héchstwarscheinlech och an de kommende Méint, wann een drun denkt, datt an Däitschland en totale Lockdown gemaach ginn ass, a sécherlech wäert dat och nach eis Statistiken, wat de Wuesstum ugeet, beaflossen.

Och wann déi lescht Schätzunge vum Statec manner dramatesch kléngen, wéi dat nach virun e puer Méint de Fall war, ass a bleift d'Situatioun eescht an d'Joer 2021 wäert nach ganz vill Onsécherheeten a vläicht och Iwwerraschunge mat sech bréngen.

E progressive Retour zur Normalitéit an eisem Liewen ass sécher net garantéiert. Näischt wäert méi si wéi virum Mäerz 2020, virun allem, wat eis Wirtschaft betrëfft. Mir mussen eis däers elo scho bewosst sinn - mir sinn dat och - an däerfen d'Aen effektiv net virun de Realitéiten zoumaachen.

Mir kënnen dowéinst frou sinn, datt mer an deene leschte Joren eng zukunftsorientéiert Finanzpolitik an dësem Land gemaach hunn, déi eis, contrairement zu deene meeschten anere Länner an der EU, d'Méiglechkeet ginn huet, fir mat engem gewësse Sputt an dës dach awer séier schwéier Kris eranzegoen, e Sputt, deen eis dëst Joer erméiglecht huet, fir e Stabiliséierungs- a Relanceplang opzestellen, wéi et der eigentlech nëmme wéineg an der Europäescher Unioun gouf, e Sputt, deen et méiglech gemaach huet, datt mir séier Moossnamen op d'Bee stelle konnten, fir dës Kris ze meeschteren, mee awer och fir eis längerfristeg Ziler net komplett aus den Aen ze verléieren. Dee Sputt war do, well mer 2018 an 2019 nees zanter Laangem budgetär Iwwerschëss verzeechne konnten. Dat niéiert jo och keen. An et wier sécher nach méi Spillraum do gewiescht, wann d'Regierung zum Beispill manner investéiert hätt. Ma dat war awer net hire Choix, well se eebe wollt, datt mer Akzenter setzen, fir an Zäite vun engem rasante Wandel op méi Pläng d'Land op d'Zukunft virzebereeden, e Land, dat mer zum Beispill a Saache Mobilitéit nei opstelle wëllen oder deem seng ëffentlech Infrastrukturen et den Ufuerderunge vun der Zäit unzepasse gëllt.

Och wann an de leschte Méint verschidden Erausfuerderungen, wéi zum Beispill déi dach spierbar klimatesch Verännerungen, net méi sou am Fokus stoungen, heescht et, oder heescht et net, fir et emol esou ze formuléieren, datt déi eigentlech net méi existéiere géifen! Ganz am Géigendeel!

Mir als demokratesch Fraktioun, d'DP-Fraktioun wuel gemierkt, freeën eis driwwer, datt d'Regierung sech weiderhin am Sënn vun enger qualitativ orientéierter Entwécklung, konsequenten Investissementer a puncto Solidaritéit, spréch sozialer Sécherheet, Logement, Nohaltegkeet an infrastruktureller Attraktivitéit, engagéiert. Ganzer 2,8 Milliarden Euro - dat entsprécht 4,3 % vum PIB - si fir d'nächst Joer budgetiséiert. Dat entsprécht engem nach méi héije Montant wéi déi ordinär Investissementer fir d'Joer 2019.

Datt d'Investissementer weider héichgehale ginn, ass déi richteg Entscheedung. Et wier ouni Zweifel de falsche Moment gewiescht, fir grad elo, matzen an enger vun deene schlëmmste Krisen, déi d'Welt zanter de Pëtrolskrise vun 1973/1974, 1979/1980, Dir erënnert Iech, erlieft huet, déi staatlech Depensen erofzeschrauwen. Et wier falsch gewiescht, fir eise Betriber an hire Leit, déi sech eeschthaft Suergen ëm hir Zukunft maachen, manner Opträg ze ginn, just fir no der schwaarzer Null ze kucken oder den Defizit a Grenzen ze halen. Wier de Staat do massiv op d'Brems getrueden, hätt dat bedeit, datt Aarmut an Aarbechtslosegkeet séier geklomme wieren.

An Däitschland si se an deene leschte Joren op déi schwaarz Null zougefuer. Si hu se och erreecht. Et ass just driwwer gestridde ginn, ob et eng schwaarz oder eng rout Null wier. Mee gitt awer net an Däitschland kucken, wéi gewëssen Infrastrukturen, Bräcken, Stroossen, Schoulen, Spideeler, Maisonrelaisen do ausgesinn - an deen enormen Nohuelbedarf, deen Däitschland um Niveau vun der Digitaliséierung ze verzeechnen huet! An dat mierkt ee grad elo an der Kris, souwuel um Niveau vum Teletravail wéi och vun de Schoulen.

D'Investissementer vum nächste Joer wäerten eisem Land hëllefen, fir duerch dës Kris ze kommen an d'Relance anzeleeden, jo, se ze beschleunegen. Doriwwer eraus wäerten eis dës Investissementer et erméiglechen, fir eis Wirtschaft méi widderstandsfäeg ze maachen.

Et ass ëmmer gefrot ginn an de leschte Wochen a Méint: „Wou huelt Der déi Suen hier?" Ma hätte mer dëst Joer keng Coronakris gehat, wier eis Staatsschold op manner wéi 20 % am Verglach zum PIB zréckgaangen. 20 % Verschëldung par rapport zu eisem Räichtum konnten zanter 2011 net méi erreecht ginn, an dat trotz Rekordinvestissementer iwwer all déi Joren. Et kann, jo, et wëllt een och ëmmer nees un déi Iwwerschëss am Zentralstaat erënneren. 2018 an 2019 - ech hunn et gesot - gouf et hei Excedente beim Zentralstaat. Och dat war zanter der Bankekris/Finanzkris, zanter 2008, net méi de Fall.

Ech dréien eng Kéier d'Zäit kuerz zréck an den Ufank vum Joer 2013. An deem Joer ware mer an engem relativ favorabelen Ëmfeld, wann een dat mat haut vergläicht. Mir haten 3,7 % Wirtschaftswuesstem. An deem Joer ass de Staat awer dräimol Sue léine gaangen: eemol am Mäerz 2013 fir 750 Millioune Euro, eemol am Juli fir 2.000 Milliounen, also 2 Milliarden Euro, an dann nach eemol am August 2013 fir 300 Millioune Euro - also ronn 3.000 Millioune Euro Scholden an deem memorabele Joer 2013.

Mir hunn et hei, wéi ech scho gesot hunn, mat enger vun deenen heftegste Krisen aus eiser Geschicht ze dinn, wann net souguer där heftegster. Eng Kris, wärend där de Staat fir de Chômage partiel vu bal 400.000 Salariéen opkomm ass an opkomme wäert, Betriber an Independante massiv ënnert d'Äerm gegraff huet a weider gräift, fir se virum Schlëmmsten, dem sozialen Ofstig, ze schützen.

Jo, dës Regierung huet misse Sue léine goen. A mir kënne frou sinn, datt si et net gescheit huet, fir sech d'Mëttelen ze ginn, fir ze verhënneren, datt d'Leit ouni Aarbecht dostinn an eisen Tissu économique a Stécker gerass gi wier, amplaz datt se nogekuckt hätt, wéi eng dach gréisstendeels gesond Ekonomie, wann een emol vu gewëssene strukturelle Verännerungen a bestëmmte Branchen ofgesäit, denke mer zum Beispill un d'Medienindustrie, datt also eng duerch d'Bank dach awer gréisstendeels gesond Wirtschaft eng krank Wirtschaft gi wier, well et un Ofsaz gefeelt hätt. Quasi all europäesch Staaten a Regierungen, egal, wat fir eng Faarf se hunn an haten, wat fir eng politesch Konstellatioun, hunn dat och net anescht gemaach.

Jo, mir hunn an dësem Joer en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro am Kader vun der Covidkris mussen ophuelen. Jo, mir hunn en nohaltegen Emprunt vun 1,5 Milliarden an dësem Joer opgeholl. Mir hunn awer am Mee misse fréier Laaschten aus dem Joer 2010 an Héicht vun 2 Milliarde refinanzéieren.

Et gouf och behaapt, datt eis Scholden an dësem Joer esou schnell wéi a kengem aneren EU-Land an d'Luucht gaange wieren. Dat léisst sech à la lumière des faits awer guer net bestätegen. Ganz am Géigendeel: Mir gehéiere bei der Progressioun souwéi och beim Niveau vun der Staatsschold zu de beschte Schüler, europäesch Statistiken an Zuelen à l'appui. Den Här Finanzminister huet eis dat jo och de Moien unhand vun europäeschen Date gewisen. Hien huet dat fir d'Joren 2019 par rapport zu 2021 gekuckt.

Kommt, mir maachen eng kleng Rees! Kommt, mir maachen e virtuellen Tour duerch Europa, fir ze kucken, wat do lass ass, wat d'Progressioun vun der Staatsschold an dësem Joer betrëfft! Wann ech 2020 mat 2019 vergläichen, sou läit dës bei eis hei zu Lëtzebuerg bei ongeféier 5,4 Prozentpunkten, an Däitschland bei 11 Prozentpunkten, an der Belsch bei 18 Prozentpunkten, a Frankräich bei bal 20 an an Italie bei quasi 27 Prozentpunkten. Anescht ausgedréckt wäert sech d'Staatsschold an Däitschland zweemol méi, a Frankräich dräimol méi an an Italie fënnefmol méi erhéije wéi hei zu Lëtzebuerg.

An opgepasst: Och a Prozenter ass eis Progressioun eng vun deenen niddregsten an der Euro-

päescher Unioun. Wat den Niveau vun der Verschëldung ubelaangt, steiere mer op eng Verschëldung par rapport zu eisem PIB, eng Verschëldung vum Zentralstaat vu 27,4 % am Joer 2020 op 29,4 % d'nächst Joer zou. Dat mécht kee frou. Dat ass awer nach ëmmer ënnert dem Maastricht-Krittär vu 60 %. Als klenge Verglach: Par rapport zu der Wirtschaftsleeschtung wäert d'Verschëldung an Däitschland méi wéi zweemol méi, an der Belsch 3,5-mol méi, a Frankräich bal véiermol méi an an Italie méi wéi fënnefmol méi si wéi bei eis.

Jo, och d'nächst Joer wäert kee Rekordjoer fir d'Staatsfinanze sinn, mee den Draft Budgetary Plans no, déi jo bei der Kommissioun vun de Memberstaaten hannerluecht goufen, wäert Lëtzebuerg den niddregsten Defizit an der EU hunn. Och wann eis Finanzsituatioun am Verglach mat de Länner ronderëm spierbar besser ass, ass elo sécherlech net de Moment fir Steiererliichterungen. An et ass awer och scho guer net de Moment, fir spierbar Steiererhéijungen, déi eendeiteg Gëft fir eis Ekonomie an hir Relance wieren, déi also all Politik vun Opschwong géifen am Keim erstécken.

Jidderee versteet och, datt grad elo matzen an der Kris net de Moment ass, fir iwwer eng generell Steierreform ze schwätzen. Mir freeën eis doweinst ëmsou méi, datt de Finanzminister beim Depot vun dësem Budgetsprojet eng Rëtsch qualitativ Mesuren ugekënnegt hat. Dëse Budget setzt an dëse schwieregen Zäiten op Moossnamen, déi sozial méi gerecht, transparent an durabel an dofir grad elo sënnvoll sinn.

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier drun ze erënneren, datt mir mat dësem Gesetzesprojet der Ongerechtegkeet bei der Besteierung vu Lëtzebuerger Immobilien an de FISen en Enn setzen. Et ass och virdru gesot ginn an och begréisst ginn, esou, wéi och de Koalitiounsaccord et virgesinn huet. Och wäert den aktuelle System vun de Warranten, wéi mir hei zu Lëtzebuerg soen, méi bekannt ënnert dem Regimm vun de Stockoptions, ofgeschaaft an duerch méi fair Systemer ersat ginn.

Bei deenen neien Instrumenter vun der Prime participative an der Prime d'impatriation kënne mer engersäits séchergoen, datt et zu kengem Mëssbrauch méi kënnt an datt mer nach ëmmer e kompetitiven Hiewel hunn, fir héich spezialiséiert Aarbechtskräften aus dem wäiten Ausland, déi mer heiheem ëmmer brauchen, also déi mer och heiheem net hunn, op Lëtzebuerg ugezunn ze kréien, fir datt si d'Méiglechkeet kréien, hei ze innovéieren, an derzou bäidroen, datt de Standuert weider diversifizéiert gëtt. Anerersäits schafe mer mat der Prime participative e gerechten an transparente System, fir de Lounempfänger d'Méiglechkeet ze ginn, um Benefiss vun hirem Betrib, an deem se schaffen, bedeelegt ze ginn.

Här President, als DP-Fraktioun begréisse mer et och ausdrécklech, datt de Finanzminister an dëse strapazéierten a schwieregen Zäiten all Mount d'Chamber iwwert d'Entwécklung vun der budgetärer Situatioun informéiere kënnt. Dëse Monitoring ass néideg. Säi Virgänger, de Luc Frieden, huet dat deemools och am Kontext vun der Banken- a Finanzkris gemaach. Esou, wéi scho gesot: Och wann de Statec eis viru Kuerzem manner pessimistesch Zuele fir dëst Joer virgestallt huet, mir sinn nach net iwwert de Bierg an d'nächst Joer wäert, wéi ech éinescht gesot hunn, nach eng Rei Risike mat sech bréngen.

Wa mer Scholde maachen, musse mer och soen, datt de Finanzminister net einfach esou Scholde mécht, well e moies opsteet an op eemol beim Kaffi an engem gudde Croissant mat Gebeess aus dem Naturpark Our ...

(Hilarité)

... et eng gutt Iddi géif fannen, fir d'Verschëldung an d'Luucht ze dreiwen, nëmme well d'Zënsen de Moment negativ sinn.

D'Finanzpolitik a Scholde maachen, dat ass kee Selbstzweck, a scho guer net an dësen Zäiten. Et geet ëm d'Rettung vun Aarbechtsplazen, jo, et geet ëm Mënschen an et geet ëm hir Familljen. Et geet dréms, datt d'Leit och an Zukunft hir Aarbechtsplaze behalen. Si gëllt et ze schützen! Et geet dréms, derfir ze suergen, datt Existenzen, kreativ Initiativen a Liewenswierker net zerstéiert ginn. Et geet dréms, fir d'Humankapital, also déi mënschlech Kompetenz, d'mënschlech Fertegkeeten, d'mënschlech Intelligenz, eis wichtegst Ressource hei zu Lëtzebuerg, a Brout an Aarbecht ze halen. Et geet dréms, fir eise Standuert weider attraktiv ze halen. Well ouni déi mënschlech Imaginatioun, ouni Talenter vun no a wäit, ouni Aarbechter an Handwierker, déi all Dag schwéier op engem Chantier oder an engem Atelier schaffen an d'Äerm allmoies mussen eropstréppen, fir datt et eis all heibanne gutt geet, ouni all dës Leit kéinte mer de Standuert Lëtzebuerg vergiessen an et kéint een de Schlëssel ënnert den Teppech leeën.

Mir sollen dofir als Chamber zesumme mat der Regierung derfir suergen, datt mer déi Mënschen, déi an eisem Land wierken a sech Dag fir Dag ploen, ob Salarié, Selbstännegen oder Patron vun engem Betrib, datt mer si all net am Stach loossen an hinnen d'Zouversiicht ginn, datt mer un en neien Opschwong mat enger neier durabeler, dauerhafter Dynamik gleewen. Dat ass de Wëlle vun der Regierung an all deenen, déi se doranner bestäerken a begleede wëllen.

Ech wéilt zum Schluss nach eemol op d'Spréchwuert zréckkommen, dat ech am Ufank vu menger Ried zitéiert hat: „Wann de weise Mann mam Zeigefanger op de Mound weist, da kuckt dee manner weisen op de Fanger."

Ech denken, datt mir all heibannen zu deene gehéiere wëllen, déi net esou enk geréppt sinn an op den Zeigefanger kucken. Wa mir méi wäit kucke wéi den Zeigefanger, wa mer de Bléck fir dat Ganzt, fir d'Zukunft vun eis all behalen, wa mer wëssen, datt d'Schold, déi huet misse gemaach ginn, kee Selbstzweck ass, kee Selbstzweck däerf sinn, mee derfir do ass, fir Existenzen an eng virun der Kris gréisstendeels gesond Ekonomie ze retten, wa mer wëssen, datt en Austeritéitsprogramm déi falsch Entscheedung an der Kris gewiescht wier, well se an Zukunft weesentlech méi Scholde mat sech zéie géif, wéi déi, déi mer elo 2021 musse maachen, fir esou vill Aktivitéite wéi méiglech ze stäipen an ze retten, wa mer also all dat genee betruechten, dann hu mer verantwortungsvoll gehandelt, verantwortungsvoll a wäitsiichteg fir eis selwer a fir déi, déi no eis kommen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och dem Här Bauler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Frënd, de Gilles Roth, deem ech ausdrécklech fir eng exzellent fundéiert Ried hei wëll felicitéieren, virun e puer Minutten op d'Geschicht agaangen ass an op dat, wat en nennt ..., déi Geschichten, déi de Finanzminister a puncto Finanzcapacitéit, Endettement, Reserven an deene leschten Deeg, Wochen, Méint a Joren zum Beschte ginn huet, sinn ech un d'Vergaangenheet erënnert ginn, well ech war derbäi 2008.

Ech weess net, ob der nach vill derbäi sinn heibannen, déi 2008 derbäi waren a vir un der Positioun hei an der Chamber, wéi d'Kris ausgebrach ass. An et gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz grouss Differenzen tëscht der Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, d'Kris 2008/2009 bis 2012 ze geréieren, an der Aart a Weis, wéi d'Kris haut geréiert gëtt.

Well 2008 sinn et Reserve ginn. 2008 hat déi deemoleg Regierung, déi sech d'ailleurs doranner a kenger Sekonn ënnerscheet huet vun där vu virdrun, nämlech CSV/DP, duerno CSV/LSAP, nom Crash vun 2001, der Internetbulle an esou weider, derfir gesuergt, dass fir zwee Budgetsexercicer, nämlech fir d'Budgetsexercicer 2008 an 2009, Reserven - Reserven! - zur Verfügung stoungen, fir kënnen antizyklesch Politik ze maachen, net Scholden, op déi ech nei Scholde leeën, mee Reserven, déi ech wärend zwee Joer gebrauche konnt, ier ech mech hu misse verschëlden, fir géint d'Kris virzegoen - déi éischt grouss Differenz!

Déi zweet grouss Differenz, Här President, dat ass, dass mer 2009 eng grouss Debatt an der Chamber haten iwwert d'Zukunft vun eisem Land a wéi mer mat där Kris géifen ëmgoen an dass am Virfeld vun där Debatt mat allen Oppositiounsparteien Diskussioune geféiert gi sinn, fir ze kucken, wéi mer dat gemeinsam géife steieren. Et ass also net an engem Dräierclub decidéiert ginn, wéi d'Zukunft vum Land géif ausgesinn 2008/2009!

An dat hat zur Konsequenz, dass d'DP - ech mengen, ech kéint mech nach erënneren, dass den Här Meisch deemools d'Ried gehalen huet an der Chamber - sech ëffentlech d'accord erklärt huet mat den Optiounen, déi geholl gi sinn deemools a wou mer gesot hunn - ech wëll de Keynes elo net zitéieren, deen d'ailleurs ni méi wéi drái, véier Joer an der Realitéit seng Berechtegung aushält -: „Elo huele mer fir d'éischt d'Reserven, da verschëlde mer eis a mer ginn eis d'Wuert, dass mer fir 2012 déi antizyklesch Politik ophéieren an nees kucken, an déi aner Richtung ze kommen."

Den drëtte groussen Ënnerscheed: 2012 hate mer nach eng Majoritéit an der Chamber, déi hir Responsabilitéit geholl huet, contrairement zu deem, wat mer haut hei gesinn, hir Responsabilitéit dahingehend, dass, wéi d'Regierung dat, wat se 2009 versprach huet, net agehalen huet, déi zwou Majoritéitsfraktiounen an der Chamber d'Regierung quasi derzou forcéiert hunn, hire Budget ze readaptéieren, fir en an d'Lot ze bréngen, dass also d'Chamber hiren Deel derzou bäigedroen huet, fir ze verhënneren, dass mer an eng Scholdespiral géife kommen, déi eist Land net packt.

An ech ka généralement all europäesche Verglach quelconque iwwer Scholdepolitik aushalen, mee mir als Land net, well mir als Land, wa mer iwwer e gewësse Prozentsaz vu Verschëldung erausginn, net méi wäerten à même sinn no engem gewësse Moment, fir an engem räsonabelen Delai an ënnert deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, nees dohinner zréckzekommen, wou mer virdru waren. An dofir ass et fir mech eigentlech „erste Bürgerpflicht", fir sécherzestellen, dass mer net an déi Verschëldung - an ech mengen och, net op déi Moossen -, däerfe kommen, an deene mer elo scho sinn.

Dass mer elo um Enn vum nächste Joer bei quasi 30 % ukommen, ass awer d'Konsequenz vum véierte Punkt. Dat ass, dass an deene gudde Joren, déi no 2013 komm sinn, soi-disant de Punkt null, wou et jo esou schrecklech war ... - ech hu virdrun erklärt, firwat dass et schrecklech war, wéi den Här Gramegna Finanzminister ginn ass: Well mer et an de Joren 2016, 2017, 2018 an 2019 verpasst hunn, déi Reserven nees opzestocken, déi mer elo kéinte gebrauchen, fir zumindest emol d'Joer 2020 ze packen, ...

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- ... an dass mer dat Joer 2020 elo net packen ouni grouss Verschëldung, well mer eebe keng Reserve geschaf hunn. Mir haten d'Moyenen, fir eis Reserven ze schafen an deene gudde Joren, mir hunn et net gemaach! Dat ass erstmaleg an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land no den 90er-Joren, no deem, wat 2001 war, an no deem, wat 2013 war, dass net dervu profitéiert ginn ass an deene gudde Joren - an et ass schonn an der Bibel vun deene siwe fette a vun deene siwe more Jore rieds gaangen -, fir eis déi Reserven ze schafen, déi eis et elo erlaabt hätten, Här Finanzminister, op déi Reserven zréckzegräifen an dann - wat ech nämlech fäerten, ass, dass d'Kris eis nach laang wäert begleeden, nach déi nächst zwee oder dräi Joer - d'nächst Joer an eng Situatioun ze komme fir ze soen: „Elo huele mer déi Verschëldung op, déi noutwendeg ass, a mir ginn eis d'Wuert, soubal déi Kris eriwwer ass, fir nees dohinner ze kommen, wou mer virdru waren!"

Et war guer net Deel vu menger Ried, dat, wat ech elo gesot hunn, mee ech muss ganz éierlech soen, déi Aart a Weis, fir déi Zäit 2008-2012 esou duerzestellen, wéi Dir, Här Gramegna, dat an deene leschte Jore systematesch maacht, entsprécht a kengster Weis enger historescher Wourecht. Dir hutt 2013 eng Situatioun an de Staatsfinanze virfonnt, net, well d'CSV schlecht gewirtschaft hätt, mee well dës Chamber 2009 mat de Stëmme vun alle Parteien decidéiert huet, dass mer wärend véier Joer géifen antizyklesch Politik maachen an da kucken, dass mer nees géifen dohinner kommen, wouhier mer géife kommen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Ech kommen dann zu deem, wat ech eigentlech preparéiert hunn: d'Gemengefinanzen, déi a mengen Aen en Deel sinn, e wichtegen Deel vun engem Budget. An ech wëll der Madamm Minister ausdrécklech Merci soen, dass se sech Zäit geholl huet, si huet elo e ganzen Nomëtten hei misse verbréngen. Nee, ech wende mech net u si eleng, ech wende mech och u si, mee ech wende mech och un de Finanzminister an ech wende mech eigentlech un déi ganz Regierung an ech wende mech eigentlech och un d'Majoritéit insgesamt, déi 31, vun deenen ech ganz genau weess, dass de Gros, well se Gemengepolitiker sinn, genau wëssen, wat d'Situatioun ass, nämlech, dass mer amgaange sinn, eis Gemengen an eng Situatioun ze entloossen, an där d'Gemengen dee groussen, wann net souguer dee gréissten, Verléierer vun dëser Kris wäerte sinn, wann net géigegesteiert gëtt, wann de Gemengen net déi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, déi noutwendeg sinn, fir dat kënnen ze maachen.

Firwat soen ech dat? Well d'Gemengen deen zweete Pilier am Staat sinn. D'Gemengen hunn zum Deel eenzel Kompetenzen, Eegekompetenzen, si hunn zum Deel partageiert Kompetenze mam Staat a si féieren zum Deel Missioune vum Staat aus, mee de Staat als Zentralstaat an d'Gemengen eigentlech als zwou Saachen ze consideréieren, déi näischt mateneen ze dinn hätten, ass falsch. An d'Gemengen elo an där Situatioun ze loossen, an déi se amgaange sinn ze kommen, net all, awer ganz vill, ass a mengen Ae falsch.

Iterativ ass probéiert ginn an deene leschte Wochen a Méint a Kommissiounssitzungen, och vum Syvicol aus, d'Inneministesch derfir ze sensibiliséieren. Déi Persoun, Dir Dammen an Dir Hären, déi a mengen Aen d'Gemengen an der Regierung ze vertrieden huet an och hir Interêten ze vertrieden huet, huet dat net gemaach. Dofir wenden ech mech elo och un den Här Finanzminister. Ech wëll lech derfir sensibiliséieren, lech an Är Kolleegen an der Regierung, dass Der amgaange siddm 420 Milliounen Euro aus dem Circuit erauszehuelen. 420 Millioune ass de Chiffer, dee mer gesot kritt hunn. Ech kann lech haut net soen, wou e wäert landen. E ka bei 380 landen, e ka bei 360 landen, e kann awer och bei 500 landen. Dat hänkt dervun of, wéi sech en fin de compte déi Situatioun, déi wirtschaftlech Situatioun, déi finanziell Situatioun, déi steierlech Situatioun, an deenen nächste Wochen a Méint wäert entwéckelen. Mee 420 Millioune aus dem Circuit erauszehuelen, ouni Kompensatioun, an engem Moment, wou d'Budgete vun de Gemengen am Dezember vum leschte Joer gestëmmt waren an d'Investitiounsprogrammer fir d'Joer 2020 an déi Joren drop gestëmmt gi sinn, féiert zu dramatesche Konsequenzen!

Wat ass d'Realitéit um Terrain? D'Realitéit um Terrain ass, dass mer e puer Gemengen hunn, ech soen elo emol, ech soen et ganz fein, deenen et ganz gutt geet - ganz gutt geet! -, déi massiivst Reserve geschafen hunn an deene leschte Joren. Da gëtt et eng Rei vu Gemengen, ech schätze se op ongeféier 20 bis 25, déi sech en Apel fir den Duuscht, déi sech emol méi konsequent, emol manner konsequent Reserve geschaf hunn an déi elo eigentlech dat maachen, wat d'Regierung hätt misse maachen, nämlech, sech vun deene Suen, déi se kruten, en Deel op d'Säit ze leeën, fir se ze gebrauchen an deenen Zäiten, wou et net esou gutt ass. An dann hutt Der e gudden Deel vun de Gemengen, an ech schätzen déi op 50 bis 70, an dat sinn haaptsächlech déi kleng Gemengen, déi keen Apel fir den Duuscht hunn, historesch, déi vun der Hand an de Mond liewen, deenen hir Budgeten eigentlech nom Rhythmus vun den Dotations étatiques dotéiert ginn, déi Projete maachen en fonction vun de Suen, déi de Staat hinnen zur Verfügung stellt, déi keng eege Mëttelen hunn an och net d'Méiglechkeet hunn, sech eege Mëttelen ze schafen. Bei deene gi relativ séier - menge Rechnungen no - d'Luuchten do aus, well kleng Gemenge si vill méi exposéiert ewéi grousser a bei der leschter Finanzreform, mir hunn et deemools scho gesot, sinn déi kleng Gemenge weesentlech méi schlecht ewechkomm wéi verschidde grouss Gemengen, wann ech et an der Relatioun kucken.

Ech hu mer erlaabt, an deene leschten Deeg einfach aus der Zeitung eraus ze huelen, an ech soen, et war d'„Lëtzebuerger Wort", well déi hunn esou e Questionnaire gemaach bei all Gemeng, an deem se d'Gemenge gefrot hunn: „Wat sinn da bei lech déi wichtegst Elementer?" Ech hu probéiert, emol erauszefannen, wat dann nach den Excedent am Ordinär ass, woubäi ech wëll soen, dass en Excedent am Ordinär, also d'Recetten am Ordinär an d'Recetten am Ordinär och nach net ëmmer dat selwecht sinn, well et si Gemengen, déi kënnen elo, fir den Ordinär dohinzestellen, op Reserven zréckgräifen, et si Gemengen, déi kënnen dat net, an et si Gemengen, déi mussen elo schonn an d'Verschëldung goen. An et sinn der vill méi, wéi een eigentlech mengt.

Dat heescht, ech huelen de Bruttochiffer, mee ech kann net novollzéien, zum Beispill bei der Gemeng Eschduerf 13 Millioune Recetten am Ordinär, wivill dovun eventuell aus enger Reserv komm sinn a wivill ...

■ **Une voix**.- Esch/Sauer.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- ... Esch/Sauer, pardon, jo, Esch/Sauer, wivill dovun aus enger Reserv komm sinn oder net, wa se eng haten. Mee ech stellen awer fest - mat all deene Kolleegen, mat deenen ech geschwat hunn -, dass sech an der Reegel d'Capacité d'investissement vun de Gemenge vun engem Joer zum aneren ëm d'Hallschent reduzéiert huet. A wann Der d'Gemengerotssitzunge vun deene leschte Wochen intensiivst nokuckt, noliest, da stellt Der fest, dass duerch d'Bank an alle Gemengen de Fall ass, an all eenzelne Buergermeeschter oder Schäffen oder Conseiller, deen hei sëtzt, ka sech jo rememoréieren, wat an deene leschten zwou Woche war.

Wann ech den Excedent kucken, deen nach do ass, ech hunn elo hei 15, mengen ech, eng 15 Gemengen opgeschriwwen aus deene leschte véier Deeg, da geet den Excedent am Ordinär - deen ass nach an enger Bandbreet vu 5 %, 5 % am Ordinär, dat musst Der lech virstellen! - erop. Mat déi héchst, déi ech matkritt hunn, dat war d'Gemeng Betzder: 19,6 %.

5 % Excedent am Ordinär huet eng Gemeng, déi hei duerch zwee Membere vertrueden ass, dat ass eng Nopeschgemeng vu mir, 86,8 Millioune Recetten a 84,2 Milliounen Depensen. Dat mécht fir eng Gemeng A bei 17.000, 18.000 Leit am Ordinär nach en Excedent vu 4,4 Millioune aus. A virun allem, wéi d'Buergermeeschtesch gesot huet, ass den Iwwerschoss vun engem Joer zum anere bei där Gemeng ëm 72,5 % erofgaangen. Wann ech also den Excedent vun där Gemeng huelen an ech huelen den Excedent, dee se d'lescht Joer nach fir se investéieren hat, ass en ëm 72,5 % erofgaangen.

D'Gemeng Diddeleng, och hei vertrueden, Excedent am Ordinär: 7,1 %, dat entsprécht 7,3 Milliounen. Déi Gemeng hält elo schonn, fir de Budget kënnen ze equilibréieren, hunn ech gelies, en Emprunt vun 20 Milliounen op. Dëst Joer hält se e schonn op. Et sinn eng Rei Gemengen, déi huelen dëst Joer scho

Kreditter op, fir hir Programmer ze maachen. Et sinn eng Rei Gemengen, déi wäerten dat d'nächst Joer musse maachen.

Ech kann Iech d'Beispill vun enger Gemeng, déi ech relativ gutt kennen, erklären. Mir haten d'lescht Joer an där Gemeng, wou ech Buergermeeschter sinn, am Ordinär en Excedent vu 12 Milliounen. Mir hunn dëst Joer am Ordinär nach en Excedent vu 6 Milliounen. Mir verléieren, viraussiichtlech, wann déi 420 Milliounen an d'Circulaire vun der Ministesch sech esou bewahrheeten, 6 Milliounen Euro. Wat si 6 Milliounen Euro fir eng Gemeng, déi e Budget vun 43 Milliounen huet? Dat si 50 % vun hirer Finanzcapacitéit! 50 % vun hirer Investitiounscapacitéit si vun engem Joer zum aneren an där Gemeng, där ech virstinn, ewechgebrach, ouni dass dës Majoritéit, ouni dass dës Regierung, déi quasi all Mënsch ënnert d'Äerm gräift, deen hei zu Lëtzebuerg op iergendeng Aart a Weis Business mécht - a mir maache jo och Business, Business fir eis Bierger -, sech eng Sekonn op de Gedanke versteift huet fir ze soen: „Ma mir mussen déi Gemenge finanziell ënnerstëtzen!"

Et geet jo net duer fir ze soen: „Et ass dëst Joer, wou mer verléieren". D'Prognose sinn: d'nächst Joer 6 % derbäi, iwwernächst Joer 6 %. Da steet am „Lëtzebuerger Wort", jo, de Buergermeeschter hätt gesot, et géif dann d'nächst Joer ëm 0,4 Milliounen an d'Luucht goen. Dat ass eng falsch Duerstellung. Dat ass eng falsch Duerstellung an deem Sënn, dass déi sechs Milliounen, déi fort sinn, net erëmkommen. Déi kommen net erëm! Déi verléieren ech d'nächste Kéier nach eng Kéier a souguer bei 6 % verléieren ech déi nach eng Kéier! Dat Joer drop verléieren ech se nach eng Kéier. An ech si sécher, dass ech se dräimol wäert verléieren. An ech si sécher, dass déi meescht Gemenge se dräimol wäerte verléieren!

Dat heescht, de Manque à gagner par rapport zum Budget, deen ech d'lescht Joer zum Schluss vum Joer gestëmmt hunn, dee wäert sech an der Prognos haut, nämlech plus 6 % pro Joer iwwert déi nächst zwee Joer, op 20 Millioune belafen. A wa sech déi Prognos net erfëllt, wa mer nëmmen e Wuesstum vu 5 % oder 4 % oder vun 3 % oder vun 2 % hunn, da geet dat bis op 25 Milliounen Euro. Dat ass d'Hallschent vun de Suen, Dir Dammen an Dir Hären, déi déi Gemeng à même ass ze investéieren. Dat sinn awer och Suen, vun deene mer ausgaange sinn, alleguer, fälschlecherweis vläicht, ausgaange sinn, dass duerch eng Kontinuitéit vun der Politik, dass ... - do maachen ech wierklech der Regierung kee Virworf, dofir ka se net, si ka just derfir, wa se de Phenomeen net erkennt an de Gemengen net hëlleft, dofir ka se! -, an dofir wäerte mer eisen Investitiounsprogramm net kënne maachen. Oder mir musse léine goen. Or, déi meescht Gemenge wäerte léine goen. Si wäerte léine musse goen, well mer an der Hallschent vun der Period sinn a jiddwereе weess jo, dass 2023 eng Decheance ass. A jiddweree weess jo, dass mer alleguerten als Buergermeeschtere gären hätten, dass mer fir 2023 déi grouss Saachen do stoen hunn, déi mer am Interêt vun eise Bierger wëlle maachen.

Ech ginn Iech nees d'Beispill vun där Gemeng, déi ech d'Éier hunn ze presidéieren: 21 Millioune fir eng Schoul, also mat Maison relais, 10 Millioune fir e Festsall, dee mer scho säit Jore geplangt hunn an enger vun eisen Uertschaften, an 10 Millioune fir eng Strooss, déi zwee Kilometer mécht, déi erop duerch d'hallef Gemeng geet, wou d'Ponts et chaussées eis elo gesot hunn, dass se domadder géifen ufänken. Dat sinn 42 Milliounen Euro op dräi Projeten. Déi sinn alleguerten entweder un, do leeft de Bagger, oder et geet am Mäerz un. An Dir gesitt jo kee Buergermeeschter elo zu Ponts et chaussées soen: „Elo maacht Der eis Strooss, nodeem Der eis se schonn zéng Joer versprach hutt? Elo si mer net méi mat!" Mir hunn also de Choix an et sinn och e puer Gemengen, déi dat gemaach hunn. D'Gemeng Keel, ass mer opgefall, déi hunn en Extraordinär vun 13 Milliounen nëmme gestëmmt. Do huet de Buergermeeschter a senger Presentatioun gesot: „Alles, wat net iergendwéi elo ugefaangen huet, dat leeë mer elo emol ee Joer oder zwee zréck". Ech wëll awer soen, dass de Gros vun de Leit dat net ka maachen. An och hie mécht seng Projeten, déi u sinn, mee de Gros vun eis ass a risegen Investitiounsprogrammer dran, déi mer net kënnen zréckleeën.

An och do gëtt et jo en Effet multiplicateur: Wann ech soe sechs Millioune plus sechs Millioune plus sechs Milliounen, da muss ech dervun ausgoen: 420 Millioune plus 420 Millioune plus 420 Milliounen, ech landen also plus/minus iergendwou an enger Forschett tëschent enger Milliard an 1,4 Milliarden, jee nodeem, wéi d'Finanzsituatioun ass op d'Joren 2020, 2021, 2022, déi aus dem Gemengesecteur erausgeholl ginn. An da sinn ech nees bei mengem éischte Saz: „D'Gemenge sinn awer Deel vum Staat." D'Gemenge maachen en Deel vun deenen Aarbechten, déi de Staat gären hätt. Mir hunn eege Kompetenzen! Oui! Mee mir hunn awer ganz vill gedeelte Kompetenzen! A mir executéieren eng ganz Rei Saache pour compte de l'État!

Gitt Der dann dervun aus, dass mer keng Schoule méi solle bauen, wa mer keng Suen zur Verfügung hunn? An ech schwätzen net fir meng Gemeng. Ech schwätzen eigentlech fir déi 102 Gemengen, déi betraff sinn. Mir mussen dach à même gesat gi vum Staat, deen eng ganz aner Finanzcapacitéit huet, deen och eng ganz aner Capacitéit huet, fir mat deenen internationale Marchéen ze verhandelen, ëm déi et geet, fir gutt Empronten ze kréien. De Staat muss dach de Gemengen ënnert d'Äerm gräifen! Ansonste wäerte mer soss näischt kréien, wéi dass déi Schold, déi de Staat elo net mécht iwwert de Budget an déi e senge Gemengen zur Verfügung stellt, dass d'Gemengen déi wäerte maachen a sech domadder hiren Ordinär ruinéieren, an zwar ganz zolidd ruinéieren! Well Dir musst wëssen, dass, wann Der 20 Millioune léint op 20 Joer - an dat ass net ze vill, bei deem, wat ech esou gelies hunn an deenen eenzelne Gemengen -, dass dat eng Milliounen am Ordinär d'Joer Retour d'investissement ass. An enger Situatioun, wou mer keng Zënse musse bezuelen, belaascht et den Ordinär, wéi ech Iech gesot hunn: Esch/Sauer: 2,3 Milliounen am Ordinär, Leideleng: 1,3 Milliounen am Ordinär Excedent, Housen: 3,1 Milliounen, Betzder: 3,3 Milliounen, Steesel: 3,1 Milliounen, Kielen: 3,5 Milliounen, Nidderaanwen - räich Gemeng -: 4,7 Milliounen Iwwerschoss am Ordinär.

Ma kënnt Der dann dervun ausgoen, dass mer eng Milliou, zwou Milliounen am Ordinär weider musse verkraaften, well mer Emprunte musse maachen an engem Moment, wou Der eis, an enger ganzer Rei vun Domänen, nei Chargë gitt, nei Responsabilitéite gitt, wann ech kucken, wat am Schoulwiese geschitt, wann ech kucken, wat bei de Maisons relais geschitt, wou mer eigentlech vum Staat als Gemengen - a mir maachen dat jo gär, mir maachen dat jo gär, well mer et solle maachen -, permanent méi Chargen operluecht kréien, ouni dass mer déi Chargen de Gemenge remboursséieren?

Ech kommen nach op e puer aner Domäner, Här Finanzminister. Well Dir sidd mat responsabel ...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ëmmer!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ... fir dat, wat geschitt. Nee, Dir hutt den Daum drop, Dir hutt den Daum op de Suen! D'Madamm Inneminister kéint Iech dat soen, wat ech Iech elo gesot hunn, mee Dir sidd deen, deen decidéiert. Et ass de Conseil de Gouvernement, deen decidéiert, sur proposition vum Finanzminister.

D'Kläranlagen, d'Kläranlagen, geet keng Späicherliicht op? Kläranlagen! Meng Gemeng an deenen nächsten dräi Joer: 10 Milliounen Euro - just d'Kläranlagen! Drëtt Stuf, véiert Stuf, Ausbau, etc.; 30 % ginn an der Reegel zurzäit d'Soumissioune bei de Kläranlagen an d'Luucht, 30 %, par rapport zu deem, wat an den Devise steet.

De Subsid ass awer vun 90 % op 50 % erofgesat ginn. D'Fro ass also, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem, wat elo amgaangen ass ze geschéien, bei de Schoulen, déi mer musse bauen, bei de Stroossen, déi mer musse bauen, bei all deene Saachen, déi mer musse bauen: Kënne mer dat dote schëlleren? D'autant plus dass déi 50 % jo scho laang keng 50 % méi sinn, well jo alles gekappt gëtt - et gëtt alles gekappt! En fin de compte, wann Dir haut an eng Kläranlag investéiert - mir sinn zu Péiteng do an engem Verband mat véier Gemengen dran -, da leie mer, entre-temps, ënner 40 % Subsid, wann et fäerdeg ass. D'Madamm Beissel, si ass och responsabel fir eng Kläranlag a gëtt mer ausnamsweis emol eng Kéier Recht. Mee dat ass e reelle Problem, well do schwätze mer vun Honnerte vu Milliounen Euro, déi de Gemengesecteur muss opbréngen, an de Staat, deen emol an der Zäit 90 % dovunner bezuelt huet, wat ech als richteg empfonnt hunn, entzitt sech eigentlech senger Responsabilitéit a wälzt Aufgaben op d'Gemengebudgeten of, mat deenen d'Gemengen en fin de compte net eens ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- D'Schoulen, genau dee selwechte Phenomeen: ganz wéineg Subsiden. Dach, d'Ministesch huet elo gesot, déi eenzeg Konzessioun, déi mer kruten, de Subsid fir ëffentlech Gebaier, dee geet elo vu 35 % op 40 % an d'Luucht. Ech hunn dat emol bei mir ausgerechent: 21 Millioune fir eng Schoul mat Maison relais, déi ech muss bauen, well de Staat gären hätt, dass ech se bauen, dat ass eng Millioun. Elo sinn ech dankbar fir all Millioun, déi ech kréien. Ech si wierklech dankbar, fir all Millioun, déi ech kréien! Mee wann ech der 25 verléieren an ech kréie vum Staat eng kompenséiert vun deene 25, dann hunn ech der nach ëmmer 24, déi ech net méi hunn. Also geet déi Millioun, déi jo als déi grouss Geschicht do erkläert gëtt, wou gesot gëtt: „Ma de Staat ënnerstëtzt d'Gemengen awer fantastesch", dat ass net emol eppes ..., dat ass net emol eng Dréps op de waarme Steen, iwwert déi mer do diskutéieren.

D'Musiksschoulen, wou déi Gemengen, déi eng Musiksschoul hunn, wëssen, dass mer de loin net méi bei deem sinn, wat de Staat versprach huet als Participatioun bei de Musiksschoulen - maachen d'Gemengen dann d'Musiksschoulen, d'Conservatoirë fir sech? Si maache se dach, well en Optrag vum Staat do ass, well de Staat dat gären hätt. A si maachen dat natierlech och fir hir Bierger. Mee bei der Lounentwécklung, déi mer hunn, bei den Entwécklunge vun de Käschten, déi sech an deem ganze Beräich do entwéckelen, geet den Delta, de Gap tëschent deem, wat erakënnt, an deem, wat s de aus dengem eegene Budget muss bezuelen, dee geet därmoossen an d'Luucht, dass et ëmmer méi komplizéiert wäert ginn, fir dat ze maachen.

D'Maisons relais: 75 % an der Theorie kréien d'Gemengen erëmbezuelt fir d'Fonctionnementskäschten. Et ka roueg een de Fanger an d'Luucht strecken, dee 75 % kritt. Mir si meilewäit vu 75 % ewech, well och do gëtt alles gekappt. Do gëtt dat gekuckt an dann, wann s de dech hei net schécks a wann s de net genuch Kanner ..., wann d'Kanner net kommen, da gëss de jo och nach penaliséiert vun deem Ganzen. Mir si meilewäit vu 75 % Ënnerstëtzung. Also eng weider Charge, eng weider Charge, déi an deene leschte Joren op d'Gemengen ofgedréckt ginn ass a mat där d'Gemengen net eens ginn!

Leschte Punkt: d'Pompjeeswiesen. Hutt Der gekuckt, wat fir eng Progressioun d'Pompjeeswiesen an deenen eenzelne Budgeten dëst Joer huet? A mir sinn nach laang net do ewech. Et ass iwwer fifty-fifty geschwat ginn. De fifty-fifty, dee gëtt et guer net, well mir sinn als Gemenge wärend dräi Joer a Virleeschtung gaangen, ier iwwerhaapt de fifty-fifty - wann et dann e fifty-fifty war - eriwwerkomm ass. D'ganz Protection civile gëtt haut iwwert deen dote Wee bezuelt. D'Gemengen hunn ni missen en Euro un der Protection civile bezuelen. Haut bezuele mer eigentlech 50 % vun der Protection civile. Still und heimlich ass et geschitt. Still und heimlich gëtt de Budget vun de Gemengen eropgesat!

Ech sinn der Meenung, an dat ass meng Fuerderung, dass mer eng Mise à plat totale misste maachen, eng Mise à plat totale vum Fonctionnement vum Gemengesystem mat allen Ënnerstëtzungen, well ech nennen dat eng Ënnerstëtzung, déi de Staat de Gemengen zur Verfügung stellt, wa se sech investitiounsméisseg - a si musse jo duerno och nach d'Follgekäschte droen - am Interêt vum Land bedeelegen. Mir missten eng Analys maache fir ze kucken, ob déi Subsiden, déi ausbezuelt ginn, tant soit peu, nach an der Richtung leien, vun deem, wat eigentlech de Gesetzgeeber gär gehat hätt, wéi en déi Tauxe festgeluecht huet. A wa mer feststellen, dass mer net méi bei deenen Tauxe sinn, mee da mengen ech, da mussen déi noutwendeg Readaptatioune gemaach ginn, fir dass d'Gemengebudgeten net méi mat 5 % am Ordinär oder 12 % am Ordinär erauskommen, wat bei enger Gemeng, déi 30 Millioune Budget huet, nach eng Capacitéit vun dräi oder véier Milliounen ausmécht.

An dofir fuerdere mir och, dass d'Regierung, dass de Staat, dass de Staatsbudget d'Gemenge kompenséiert, net fir alles, mee fir en Deel vun deem Ausfall, deen dëst Joer war. Ech gesinn d'Madamm Hartmann, ech hunn dat haut gesinn an der Zeitung, Dir hutt nach eng Millioun, eng Millioun am Ordinär. Déi Gemeng, wou si dran ass - eng grouss Gemeng -, déi huet am Ordinär nach eng Millioun Excedent. Wësst Der, wat Der mat enger Millioun maacht am Excedent? Domat maacht Der net emol eng Strooss. Wann Der eng Strooss wëllt maachen, da gitt Der Sue léinen an nächster Zäit. An ech fannen, dass de Staat déi besser Plaz wär, fir pour compte vun de Gemenge léinen ze goen an de Gemengen da Suen zur Verfügung ze stellen a se an de Benefiss dovunner kommen ze loossen. An ech sinn der Meenung, dass de Staat och ouni Retour eigentlech de Gemenge misst en Deel zréckbezuelen.

An ech hunn nach eng Fro, ech hunn déi an der Kommissioun gestallt, ech hu keng Äntwert kritt vun der Ministesch, dofir stellen ech Iech se, Här Gramegna: Wär et net eng Iddi - dat wär nämlech eng zousätzlech Méiglechkeet, fir de Gemengen ënnert d'Äerm ze gräifen -, dass een, änlech wéi Dir dat maacht, en Aussetze vum Remboursement vum Emprunt, deen elo geholl gëtt, opgrond vun der Krisesituatioun, dass een dat wärend zwee oder dräi oder véier Joer kéint maachen, dass mer also net bei deenen 20 Milliounen, déi mer musse léine goen, eisen Ordinär zousätzlech nach eng Kéier ëm eng Millioun belaaschten, mee dass mer eigentlech e Moratoire géife kréien, dat muss natierlech mat de Banke verhandelt ginn, vun deem Moment un, wou mer eigentlech eréischt de Remboursement vun der Dette géifen ufänken, dat als Krisenhëllef, net als eppes, wat éiweg soll goen, mee wat eis awer géif ganz vill hëllefen?

Ech géif ofschléisse mat zwee anere Sujeten. Niewent de Kläranlagen, de Schoulen, der Maison relais, dem Pompjeeswiesen, dem Fait, dass net kompenséiert gëtt, dem Fait, dass ..., an dat géif ech nawell ganz gären och hunn, wann déi 102 Gemengen elo era sinn ..., dat musse mer an der Finanzkommissioun eng Kéier kucken, wéi sech de Bilan vun de Gemenge verschlechtert huet tëschent 2020 an 2021 an allen Hisiichten.

Zweetleschte Sujet: Grondsteieren. De Gilles Roth huet de Gros derzou gesot, de Gros. Et ass dach awer ganz interessant, d'Nuancen an dëser Majoritéit ze gesinn, Nuancen an dëser Majoritéit, wou eng Inneministesch an enger Kommissioun seet: „O, dat mat där Grondsteier, dat ass alles schéin a gutt, mee et ass awer d'Responsabilitéit vum Här Gramegna. Also wat mer kënne maachen als Intérieur, mir kënnen Hëllefstellung ginn. Mee ier mer awer Hëllefstellung ginn, waarde mer emol, bis dass dee leschte PAG vun dëser Generatioun do ass". Dee leschte PAG vun dëser Generatioun, dat heescht op Escher, dass bis 2023 näischt geschitt, awer guer näischt geschitt! Da ginn ech dervun aus - well et ass jo esou, wéi dat da fonctionéiert -, dass zwee Méint virun de Wale mat groussem Trara eppes an de Circuit geet an da gëtt gesot: „Jo, et ass awer elo ze spéit, fir nach eppes ze maachen." Dofir ënnerstëtzen ech de Gilles Roth, wann e seet: „Mir hätte gären e Projet de loi virum Oktober 2021".

An elo kënnt, Här Cruchten, meng zweet Fuerderung, mir haten och mam Här Gramegna doriwwer geschwat, nämlech an der Finanzkommissioun. An heiansdo ass et jo gutt, wa se zu zwee hei sinn, an heiansdo ass et jo gutt, wann s de mat deenen zwee separat schwätz, well den Här Gramegna, deen huet eis gesot: „Bopp, bopp, bopp, ech hunn iwwerhaapt näischt domadder ze dinn, dat ass den Interieur. Et ass um Interieur, fir dee Projet de loi ze maachen", dat huet den Här Gramegna gesot. Dat ass awer de Contraire vun deem, wat d'Madamm Bofferding zielt: „Ech leeën eng Hand mat un, mee d'Responsabilitéit vun deem Dossier, déi läit beim Interieur." Esou ass et, deen ee wëllt et net maachen, deen anere wëllt et net maachen! Et steet am Koalitiounsaccord. Bréngt et, wannechgelift, dass mer eng Diskussioun kënnen doriwwer féieren.

An en allerleschten Dossier, fir mengem Frënd, dem Laurent Mosar, awer och Recht, also Genüge, ze doen: dat Trauerspill mam Droit de préemption. Dat huet elo iwwerhaapt näischt mam Budget ze dinn, mee et ass einfach, fir d'Saach ofzeschléissen, dat Trauerspill mam Droit de préemption, wéi den Interieur amgaangen ass, an engem wichtegen Dossier déi falsch Decisiounen ze huelen, de Gemengen et in fine onméiglech mécht, eppes, wat mer gären hätten, kënnen ze exercéieren, dat ass a mengen Aen och net akzeptabel.

A wann Der e puer Ursaache gäre gehat hätt, firwat dass mer dëse Projet net stëmmen, an den Här Roth huet eng ganz Rei Propositioune gemaach - ech hunn net vill Propositiounen héieren -, déi sech areien a ganz vill Propositiounen, déi mer an deene leschte Wochen a Méint iwwert de Covid an d'Bekämpfung vum Covid gemaach hunn, wéi een an deenen eenzelne Secteure soll virgoen, wann ech alles dat beienee kucken an ech kucken, dass Der engem weesentlechen Acteur, sans discussion - sans discussion! -, wann net dem zweetwichtegsten Acteur an dësem Land, wann et drëm geet politesch, wirtschaftlech Investitiounsstabilitéit ze behalen, de Gemengen, net ënnert d'Äerm gräift, an dëser Kris, dann hutt Der net verstanen, dass et ëm d'Zukunft vun eisem Land geet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt zum Schluss nach kuerz op zwee Sujeten ze schwätze kommen, déi aus der Siicht vun der DP awer eng gewësse Wichtegkeet hunn an déi och am Budgetsrapport mat verschafft goufen: éischtens d'Fonction publique, domat verbonnen natierlech d'Fro zu engem effikasse Staat, an dann zweetens awer och d'Landwirtschaft.

Wat d'Fonction publique ubelaangt, do muss ee wëssen, datt op de leschten Dezember 29.320 Leit beim Staat geschafft hunn an dovunner ware 40,8 % (veuillez lire: 47,4 %) Männer, 52,6 % Fraen, 18.500 Leit haten de Statut vum Fonctionnaire, 8.000 vum Employé public an 3.200 (veuillez lire: 2.465) vum Salarié. Am Enseignement hu mer 14.400 Leit a bei der Police 2.200. D'Masse salariale läit bei plus ou moins 2,9 Milliarden Euro. An ech mengen, eleng déi Chiffere weise jo awer schonn, wat fir eng Importanz de Staat awer huet, net nëmmen am Fonctionement, mee och bei sengem Impakt op de Budget.

Dann ass jo virgesi fir d'nächst Joer, dat ass jo am Budget esou zréckbehalen, datt iwwert den Numerus clausus nach sollen 1.026 Posten derbäikommen, ënner anerem 280 fir d'Police, 122 Giischtercher a 45 Leit fir d'Arméi. Natierlech, wa mer de Budget vun der Fonction publique e bësse méi genee analyséieren oder insgesamt d'Administration centrale, dat mécht engem natierlech Suergen. Ech mengen, de Finanzminister weess dat vill besser. Mir hunn am Joer 2020 en Defizit vu iwwer 5 Milliarden. D'Joer 2021 wäert plus ou moins mat engem Defizit vun der Administration centrale wéi

gesot vun 2,7 Milliarden ofschléissen, dat si 4,2 % vun dem PIB. Dat ass natierlech d'Resultat vum Covid, dat wësse mer alleguerten, datt dat doduerch bedéngt ass. Ech mengen, de Budget stoung leider, muss ee jo soen, ënnert dem schlechten Zeeche vun deene vergaangene Méint an et schéngt esou, wéi wa mer eis och nach déi nächst Wochen a Méint misste mat där Pandemie hei ronderëmploen.

Et ass awer trotzdeem da grad an esou Momenter wichteg, datt een op en effikasse Staat kann zréckgräifen. Et däerf een net vergiessen, datt de Staat u sech jo och ganz vill Déngschtleeschtunge fir de Bierger erleedegt, mee op där anerer Säit awer och derzou bäidréit, datt d'Ekonomie ka virun allem dréien, wat natierlech och ganz gäre vergiess gëtt.

Duerfir muss och permanent un engem effikasse Staat geschafft ginn. Ech denken hei natierlech och un éischter Linn emol un d'Formatioun an do sinn awer an dësem Budget eng ganz Rei Saache virgesinn. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt 950.000 Euro fir eng Rei vun Etüden- an Expertefraisen dran ageschriwwe sinn, wou et haaptsächlech och ëm d'Kommunikatiounsstrategie geet an awer och, fir dem INAP eng nei pedagogesch Ausriichtung ze ginn.

Ech wollt dann awer och ..., well och - e war elo just heibannen, elo de Moment net - de Police-Minister hei ass, wat awer och ganz wichteg ass fir eis, ech mengen de Volet Sécherheet, op deen ech elo net méi hei am Fong aginn, mee et ass awer och kee Geheimnis, datt dat fir d'Demokratesch Partei natierlech e besonneschen Aspekt ass, op dee mer ëmmer ganz genee kucken, datt och do d'Formatioun eng ganz wichteg Roll spillt. An ech hunn och do mat Satisfaktioun festgestallt, wéi gesot, datt 900.000 Euro virgesi sinn. Mir hunn natierlech de Problem, datt mer d'Formatioun vun eise Policeagenten hei zu Lëtzebuerg vläicht nëmme begrenzt kënne maachen a fir méi spezifesch Formatioune mussen an d'Ausland goen, wat awer och ganz kloer ass an och ze verstoen ass.

Zu engem gudde Fonctionnement vun engem Staat dréit natierlech och d'Digitaliséierung bäi an och do ginn immens Efforten an deene leschte Jore gemaach. Ech mengen, grad elo hu mer an deene leschte Wochen a Méint gemierkt: Wa mer d'Digitalisatioun net gehat hätten, dann hätte mer déi Kris, an där mer eis elo momentan beweegen, mat Sécherheet net kënnen esou effikass geréieren. An dowéinst ass et eemol méi bewisen, datt mer mussen an déi Richtung investéieren. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, zum Beispill de myguichet.lu, wat fir eng séier Déngschtleeschtung e ka maachen, oder zum Beispill déi Rendez-vousen, déi een elo muss huelen, fir an déi eenzel Centren ze goen, fir sech testen ze loossen, datt een dat alles kann online maachen. An dat klappt jo gréisstendeels exzellent, soudatt een awer ëmmer déi Verbesserungen hei soll ënnersträichen.

Si hunn awer och gewisen, déi lescht Wochen a Méint, wéi wichteg datt den Teletravail ass, dat ass haut schonn an e puer Aussoen hei matgedeelt ginn. Ech mengen, och beim Staat sinn do Efforte gemaach ginn. Ech wëll drop hiweisen, datt den Artikel 19bis vum Statut vun de Beamten et och erlaabt, datt en Deel vun der Aarbecht kann doheem gemaach ginn. Et ass natierlech ëmmer eng Decisioun vum Chef vun der Verwaltung, deen déi muss huelen. Mee awer, mir mussen och verstäerkt an Zukunft nach op d'Informatiounstechnologie insgesamt setzen.

Natierlech wësse mer och, datt den Teletravail op géigesäitegem - muss ee scho soen - Vertraue berout. Et däerf een och elo net ze vill nëmmen euphoresch dem Teletravail an d'Ae kucken. Mir wëssen, datt dat och ka mat enger Rei vun negative Konsequenze behaft sinn. Ech denken zum Beispill un eng sozial Isolatioun, déi net auszeschléissen ass an déi sech awer do kéint bemierkbar maachen. Mee insgesamt ass et awer ouni Zweifel e Virdeel. Et sinn eng ganz Rei positiv Saachen, déi sech aus dem Teletravail erginn an dowéinst si mer och ganz kloer derfir, datt dat nach soll ausgebaut ginn.

Ech erënneren hei och un eng Circulaire vum 2. Juli 2020, wou u sech och de Marc Hansen, zoustännege Minister, d'Beamten encouragéiert huet, fir op den Teletravail zréckzegräifen. Dat kënne maximal dräi Deeg d'Woch sinn, dat kann da stonneweis geschéien oder och ganz Deeg.

Den 19. Oktober war och eng Kommunikatioun iwwer den interne Reseau, déi 900 Destinatairen erreecht huet. Dat waren natierlech un éischter Linn d'Verwaltungscheffen. Et muss een awer nach ëmmer hei feststellen, datt et och eng Rei Beamte beim Staat gëtt, déi nach net hir perséinlech E-Mail hunn.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt de CGPO, also de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, elo en Zäitmanagementsystem entwéckelt huet, deen och géif erlaben, wann e bis en place ass, fir méi genee Statistiken iwwert den Teletravail ze kréien, well, loosse mer eis kengen Illusiounen higinn, och wann déi Pandemie - an déi wäert jo och eng Kéier zu engem Enn kommen - eriwwer ass, da wäerte mer awer mat Sécherheet nach ëmmer iwwert den Teletravail schwätzen.

Ech wëll och drop hiweisen, à propos Digitaliséierung, datt mer do international emol guer net esou schlecht dostinn. Bon, am Digital Economy and Society Index, dem DESI, vun der EU-Kommissioun si mer zwar elo op der zéngter Plaz, et ass also nach e gewëssene Sputt no uewen. Mee ech wëll awer och drop hiweisen, datt et och nach eng aner wichteg Statistik gëtt, déi ass vum World Economic Forum, a wat déi rechtlech Ramebedéngungen ugeet, do si mer op der zweeter Plaz hannert den USA a viru Singapur.

Déi Fro, déi sech natierlech muss an där ganzer Diskussioun hei ëmmer gestallt ginn, a si ass jo och vum Budgetsrapporter a sengem Rapport ugeschnidde ginn, dat ass: Wivill Staat brauche mer? A wéi ee Staat brauche mer? An haut si jo eng Rei Kolleegen hei defiléiert an déi hunn och net zu Onrecht gesot: „Mir brauchen e staarke Staat!" Jo, mir sinn och der Meenung, mir brauchen e staarke Staat, besonnesch an dësen Zäiten.

Mee et muss een awer nach eppes hannendrun hänken: Et geet net nëmmen duer, datt een e staarke Staat huet, mee et muss een och e flexibele Staat hunn. An ech mengen, dat differenzéiert eis vläicht heiansdo vun aneren, déi sech méi einfach nëmmen op dat Wuert „staark" konzentréieren. Majo, e staarke Staat kann nëmme staark sinn, wann en och flexibel ass, an dat hu mer an deene leschte Wochen a Méint zur Genüge bewisen. An dowéinst ass et och gutt, datt mer eng Rei Gesetzgeebungen hei geholl hunn. Ech erënneren zum Beispill un eng, déi mer um Niveau vun der Fonction publique geholl hunn de leschten 29. Mee, wou et ëm d'Schafe vun der Réserve de crise gaangen ass. Mee et ass awer wichteg, datt mer e gudden Equiliber fannen zwëschent engem Staat, deen sech natierlech ëmmer muss op seng Käraufgaben konzentréieren, deen awer a gewëssenen Zäiten doriwwer eraus ka goen, op där anerer Säit awer och engem Staat, dee sech net ze vill an den Oflaf vun normale Weeër améscht. Ech denken hei virun allem natierlech och un d'Ekonomie. Et muss awer ëmmer nach e gewësse Fräiraum bestoen. Et ass also och wichteg, datt mer eng Ekonomie hunn, déi esou mann wéi méiglech Contrainten ënnerläit, an do ass eeben den Equiliber, deen een ëmmer erëm muss fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer kuerz och nach op d'Landwirtschaft ze schwätze kommen, e Sujet, deen elo hei net weider traitéiert ginn ass. Dat ass keng Kritik. Mee de Budgetsrapporter ass awer do am Detail drop agaangen, wat jo och net ganz iwwerraschend ass. Ech mengen, et ass jo kloer, datt seng Partei, dat ass awer elo guer net pejorativ gemengt, sech jo och mat der Landwirtschaft méi am Fong auserneesetzt, zwar heiansdo dat e bëssen duerch en anere Bréll gesäit, mee dat ass natierlech och hiert gutt Recht. Ech wëll just hei ënnersträichen, datt natierlech fir eis als Demokratesch Partei d'Landwirtschaft traditionell ëmmer eng wichteg Plaz anhëlt an eiser Warneemung vun der Politik dobaussen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen: D'Landwirtschaft steet viru ganz groussen Defien. Déi lescht Méint hunn och ganz kloer gewisen, wéi wichteg et ass, datt een eng relativ autonom Landwirtschaft huet, an datt mer frou waren, datt mer eng Landwirtschaft hunn, déi eis Produkter a gewëssen Zäite geliwwert huet.

Et sinn och ganz vill Leit, déi elo mengen, mir missten d'Chance notzen, fir d'Landwirtschaft ëmzeorientéieren. Dat ass net ganz falsch, mee et soll een net ëmmer nëmme mam Fanger op d'Acteuren an der Landwirtschaft weisen a si am Fong geholl opfuerderen, sech ze änneren. Natierlech, et soll een net alles ze vill schéiriеden, natierlech sinn do eng Rei Saachen, déi en anere Wee musse kréien, en Dréi kréien, mee et muss een awer och ëmmer dorun erënneren, datt déi zwee Acteuren Hand an Hand ginn: De Konsument huet och seng Verantwortung. An de Konsument muss bereet sinn, vläicht an Zukunft och emol aner Produkter ze konsuméieren, déi eebe méi e regionalen oder en nationale Charakter hunn. Also d'Offer muss scho stëmmen, mee d'Nofro natierlech och.

An dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt jo awer d'Offer sech och um Niveau vun haaptsächlech enger Rei vu Point-de-venten an deene leschte Jore verbessert huet, an dat ass och ganz gutt an dat soll och an Zukunft nach méi ënnerstëtzt ginn.

Et ass e bësse schued, an och de Rapporteur huet dat a sengem Bericht ënnerstrach, datt am Fong geholl net all d'Potenzial vun der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg genotzt gëtt, an ech zitéieren do ganz gär, wat e geschriwwen huet: « Surtout au niveau de la production de légumes et de fruits, nous sommes fort dépendants d'importations. Selon le Ministère d'Agriculture, nous ne produisons que 5 % des légumes et seulement 1 % des fruits consommés au Luxembourg. » Dat gëllt och nach fir aner Beräicher vun der Landwirtschaft. Mee Dir hutt awer ganz Recht an ech mengen, et ass och e bëssen ze bedaueren! Do läit also nach vill Potenzial! An d'Fro ass ëmmer erëm ze stellen: Firwat bréngen mer et net fäerdeg, déi Tauxen am Fong geholl an d'Luucht ze setzen an u sech och nach méi Eegeproduktioun dann hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

Ech begréissen awer och, datt elo entre-temps och e sougenannten Ernärungsrot jo agesat ginn ass. Dee soll och eng besser Koordinatioun tëschent den Acteuren aus der Landwirtschaft, awer och der Liewensmëttelbranche hierstellen, well haut däerf een d'Landwirtschaft natierlech net méi esou eleng isoléiert gesinn. D'Landwirtschaft ass e weesentlechen Acteur ginn an eisem dagdeeglече Liewen, well mer eeben och vill méi den Aspekt vun an och vill méi eis Konzentratioun op Qualitéitswuer leeën, wat och richteg ass.

Ech mengen, do sinn nach an deene leschte Joren awer och eng Rei vun Efforte gemaach ginn, fir méi Nohaltegkeet an d'Landwirtschaft eranzebréngen. An engem Mount wäerte mer en adaptéiert Agrargesetz och hei stëmmen an do si jo awer eng Rei wierklech wichteg Moossname virgesinn, interessant Aiden. Ech wëll nëmmen op eng hiweisen, zum Beispill, datt an Zukunft fir d'Moderniséierung vun engem Stall net méi d'Produktioun eleng am Vierdergrond steet, mee och d'Wuel vun den Déieren. Och dat ass e Qualitéitssprong an och dat soll een dann hei ënnersträichen.

Dann däerf ee jo net vergiessen, an dat steet jo och an der Regierungserklärung, datt mer eis bis 2025 dat héicht Zil, muss ee scho soen, gesat hunn, datt 20 % -mindestens 20 % - vun der Agrarfläch solle biologesch kultivéiert ginn. An der Rifkin-Etüd ass geschwat ginn, datt deen Taux bis 2050 bis op 100 % soll eropgoen. Ech soe ganz éierlech: Quitte datt een da leider net méi hei steet, mee et muss een awer schonn en extreem groussen Optimist sinn, fir datt mer dat Zil erreechen, wat awer net soll verhënneren, datt ee soll natierlech dohinner schaffen.

An dann däerf een och net vergiessen, datt dëst Joer de PAN-Bio 2025, also de Plan national vum Bio (ndlr: Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique), och elo emol op d'Schinn gesat ginn ass an datt och en éischte Kreditt an dem Budget virgesinn ass, an dee beleeft sech op 525.000 Euro an en ass och non limitatif.

D'Propositioun da vum Rapporter, fir an den ëffentleche Kantinne nach méi Bioprodukter ze benotzen, déi kann een nëmmen honnertprozenteg ënnerstëtzen. Et ass och e bëssen ze bedaueren, ech soen dat ganz éierlech, datt mer et awer nach net fäerdegbréngen, fir op allen Niveauen, wou de Staat, wou d'Gemenge responsabel sinn, do nach méi regional Produkter, lokal Produkter a virun allem biologesch Produkter unzebidden. De Moment läit d'Relatioun bei zwee Fënneftel fir Bio, dräi Fënneftel fir sougenannt konventionell Landwirtschaft. Do ass also och nach e gewëssene Sputt no uewen.

Ech wëll dann awer och hei un de Paquet de relance fir d'Landwirtschaft erënneren, dee sech op 5 Milliounen Euro beleeft, an do geet et jo virun allem och ëm d'Promotioun vun de Bioprodukter. Natierlech kann ee sech d'Fro stellen: „Gi 5 Milliounen duer?" Et wäert kaum ee soen: „Et geet duer !" Déi meescht wäerte soen: „Et kéint een nach méi maachen." Jo, richteg! Et kéint een nach méi maachen!

Et sinn eng 933 Betriber, déi do och eligibel sinn, an déi kënnen dann Ënnerstëtzung kréie vun 1.000 bis 5.000 Euro. Ech denke virun allem awer och un, loosse mer emol soen, paralandwirtschaftlech Acteuren, déi awer eng wichteg Roll spillen, u Wäistuffen, u Reitställ, u Léierbaueren, Häff, déi natierlech besonnesch elo och vun der Pandemie immens betraff sinn, an datt si eng Ënnerstëtzung zegutt hunn, ass jiddefalls net méi wéi normal.

D'Diskussiounen, wat d'PAC ubelaangt, also déi gemeinsam Agrarpolitik, déi wäerten natierlech d'Landwirtschaft och hei zu Lëtzebuerg ganz staark beaflossen. Do ware jo déi lescht Wochen a Méint ganz haart Diskussiounen. An et muss ee virun allem hei och dem Europaparlament eng bonne Note ausspriechen, datt si et fäerdegbruecht hunn, awer och do nach eng Rei Besserungen no uewen, haaptsächlech wat d'Biolandwirtschaft ubelaangt, ze erreechen.

Ech wëll dann nach kuerz och nach op de Klimaschutz agoen, well wa mer vu Klimaschutz schwätzen, denke mer natierlech och ganz séier un d'Landwirtschaft. Ech mengen, och dat ass e weesentlechen Aspekt am Rapport gewiescht. Et däerf een och net vergiessen, datt ronn 10 % vun den Dreifhausgasen eebe grad aus der Landwirtschaft kommen. An hei zu Lëtzebuerg gëtt geschat, datt ronn 700.000 Tonnen d'Joer un deene Gasen awer emettéiert gi bedéngt duerch d'Landwirtschaft.

Mir wëssen och do, ouni de grousse Spezialist ze sinn: Wa mer manner Ammoniak hätten, hätte mer do och schonn de Problem deelweis geléist. Dat géif natierlech och heeschen, datt mer d'Rannerzuucht missten erofsetzen. Déi ass ongeféier fir 46 % vun den Emissioune responsabel. An deem Kontext muss een natierlech och iwwert d'Ausbrénge vun der Gülle diskutéieren, datt do och besser Techniken agesat misste ginn.

Da gëtt ganz vill iwwert de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat geschwat. Och do misst d'Landwirtschaft verstäerkt mat integréiert ginn. D'Zil ass jo eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregase bis 2030 par rapport zu 2005.

Ech kommen awer do net derlaanscht, e Wuert iwwert d'Biogasanlagen ze verléieren, grad d'Biogasanlagen, déi vill Potenzial hu fir d'Zukunft. An do huet een awer e bësse mat Bedauere musse feststellen, datt do e gewësse Konflikt zwëschent der Biogasvereenegung an dem Energieminister elo entstanen ass. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Ech hoffe just, ... 2017 hate mer 29 där Anlagen, elo hu mer der awer nëmmen nach 16. Ech mengen awer, dat dierft net d'Entwécklung sinn! Dat misst just ëmgedréit sinn! Do wier ech allerdéngs frou, wann den zoustännege Minister awer vläicht sech där Problematik nach méi am Kär elo géif unhuelen a kucken, wéi een déi Situatioun do awer ka verbesseren.

Wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, si mer ganz séier natierlech och beim Gaspillage alimentaire. Et gëtt geschat, datt an der Europäescher Unioun ronn 88 Milliounen - Milliounen! - Tonne Liewensmëttel einfach esou ewechgehäit ginn. Dat ass einfach inakzeptabel! Wa mer dat an de Kontext setze vum ganze Planéit, wivill Leit do emol net 100 Gramm hunn, fir sech ze ernären, dann däerf ee sech net weider do mat deem Problem ophalen. Mee bon, ech mengen, mir sinn do alleguer och mat en Deel vun deem Problem.

Et ass awer dann och virgesinn, wéi gesot, am Budget, fir déi nohalteg Landwirtschaft nach méi ze promouvéieren. Et sinn eng Rei Kreditter, op déi ech elo net wëll am Detail weider agoen.

Ofschléissend awer mäi Merci dann awer un de Rapporter, de François Benoy. Ech hat d'Chance, och eng Kéier Budgetsrapporter ze sinn. Dat sinn zwar elo 20 Joren hier. Et mengt een, et wier gëschter gewiescht. Esou gesäit een, wéi d'Zäit vergeet. Ech weess, wat dat bedeit! An ech weess, datt dat eng Fläissaarbecht ass! An ech weess, datt dat ganz vill Engagement ass! Et ass nach deen een oder deen anere Kolleeg heibannen, deen eng Kéier Budgetsrapporter war. Duerfir e ganz grousse Merci!

Ech hunn dee Rapport net Wuert fir Wuert gelies, awer zimmlech am Detail. Ech fannen et och gutt, datt Der eng Rei eege Propositioune maacht. Dat soll och engem Budgetsrapporter zoustoen. Bon, mat Sécherheet ass ee mat där enger oder anerer net esou ganz d'accord, méi um steierlechen Niveau, mee déi Diskussioun wäert ech elo net hei féieren. Awer trotzdeem, mäi Respekt fir Är Aarbecht! Et ass e ganz gudde Rapport gewiescht, deen ee mat Sécherheet net muer einfach esou am Schaf wäert verléieren. Ech hunn och ganz gutt fonnt, datt vill Informatiounen dra waren a vill Grafiken do. Dat ass, wéi gesot, och fir ee vu baussen, dee sech wëllt mat der Politik méi auserneesetzen, awer hëllefräich.

An an deem Sënn, ech mengen, de Fraktiounschef Gilles Baum huet de Moie schonn den Accord ginn, net nëmmen zum Budgetsrapport, mee insgesamt zum Budget, an an deem Sënn soen ech lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Finanzminister Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert siwe Punkten uschneiden a versichen, zu enger Rëtsch Froen oder Kommentare Stellung ze huelen an awer och e bëssen de Fazit vun der Diskussioun ze zéien.

Zum Éischten, mengen ech, kann ee feststellen, dass mer op eng ganz Rëtsch Sujete vill Konsens hunn. Do, wou, mengen ech, en absolutte Konsens besteet, dat ass bei den Investissementer, déi héichgehale gi sinn. Ech mengen, dat huet all Mënsch begréisst. An all Mënsch gesäit, wéi wichteg dass dat ass.

En zweete Punkt, wou och vill Konsens ass, dat ass, dass een natierlech begréisst, dass déi Mesure vum Chômage partiel, déi jo och déi deierst Mesure ass vun dem Offiedere vun der Kris, och ënnerstëtzt gëtt.

Ech wëll derbäi awer ënnersträichen, dass mer an deem Mechanismus am Ufank vun der Kris eppes ganz Spezielles gemaach hunn. Dat war eng Iddi, déi mer an der Regierung diskutéiert haten, fir de Chômage partiel par anticipation auszebezuelen, fir den Entreprisen entgéintzekommen. Dat war fir de Mäerz, den Abréll an de Mee. A firwat hu mer dat

gemaach? Jo, well ganz vill Entreprisen eis gesot hunn, dass se Schwieregkeeten hätte mat dem Zoumaachen, mat de Liquiditéiten. A wat ass do geschitt? Majo, d'Entreprisen hu preventiv Demandë gemaach a si hu missen aschätzen, wéi vill Leit dann an de Chômage partiel géife falen. An dann ass vum Summer u kontrolléiert ginn, wéi vill Leit da wierklech am Chômage partiel waren, an do hunn natierlech misse Remboursementer gemaach ginn.

A vu dass hei en Deputéierten dat esou an e Liicht gestallt huet, wéi wa mer hei mat den Zifferen net géife riicht spillen … Ech mengen, dans un premier temps, hu mer all déi Depensen, déi am Chômage partiel getätegt gi sinn, opgefouert, an à partir du moment, wou mer festgestallt hunn, wou den zoustännege Ministère festgestallt huet, dass ze vill ausbezuelt ginn ass, ass natierlech gefrot ginn, dass d'Entreprisen dat Geld sollen zréckbezuelen. Ech mengen, wann ee wëllt intellektuell korrekt sinn, da muss een dat awer och soen! Et ass awer elo esou presentéiert ginn, wéi wa mer géifen d'Zuelen artificiel an d'Luucht schrauwen. Mir hunn iwwerhaapt keen Interêt, d'Zuelen artificiel an d'Luucht ze schrauwen, an dat ass ganz einfach, wat do geschitt ass!

Elo si mer an der zweeter Phas vun der Pandemie. Ech hunn lech de Moien och d'Zuele ginn, wéi vill Entreprisen - 4.200, wann ech mech elo richteg erënneren, op jidde Fall iwwer 4.000 Entreprisen - elo erëm Chômage partiel froen, an da wäert déi Zuel elo méi héich sinn, wéi mer vläicht anticipéiert haten.

Well ech esou transparent sinn - well d'Chamber mech dat richtegerweis freet, an d'Regierung freet mech dat och -, ginn ech all d'Zuelen, déi ech zu engem Moment x hunn. A wann ee mer awer da wëllt et Stréck draus maachen, dass ee mer dann ee Mount duerno seet: „Elo ass Är Zuel méi kleng oder méi grouss wéi dat, wat Der gesot hat" - jo, wat soll ech dann do maachen? Dann hätt ech vläicht Interêt, ech géif lech soen: „A sechs Méint ginn ech elo mol eng Zuel, wann alles ofgerechent ass", ma da kréien ech gesot: „Dir sidd net transparent!" Also egal, wéi een et mécht, schéngt et, mécht een et falsch!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*.- Zu de Subventioune fir d'Entreprisen: och eng grouss Zoustëmmung. Dat ass nämlech gutt fir d'Entreprisen, et ass och gutt fir d'Salariéen. Och do gëtt an d'Vitrinn gestallt, dass déi Zuelen, déi genannt gi sinn, vläicht iwwerméisseg héich wären.

Do muss ech zwou Saachen derzou soen: Déi Zuel, déi mer uginn hunn, déi ass abstrakt ausgerechent. Wa mer soen, d'Entreprisë kënnen Hëllefe kréien, da seet ee sech: „Majа, wann déi Entreprisen, déi eventuell dovunner kéinte beneficiéieren, all eng Demande géife maachen, da géif et 100 kaschten. Wann awer nëmmen 1/3 vun den Entreprisen déi Hëllef ufreet, jo, da kascht et nëmmen 1/3." A fir dann ze soen: „Dir hutt 100 affichéiert an et ass nëmmen 1/3 ausbezuelt ginn" - jo … Op jidde Fall hoffen ech, dass dat net als Kritik gemengt ass! Ech soe just: Dat ass eng Tatsaach! Et ass nëmmen 1/3, deen dat da gefrot huet, an dann ass et eeben 33 amplaz 100. Ech gesinn och do net, wou de Problem ass! Mir mellen déi Saachen och op Bréissel, der Europäescher Kommissioun, no engem Standard vu Rapporten, wéi all Länner et maachen.

Bei de Garantien ass et och esou. Mir hunn d'Garantië fir 2,5 Milliarden an d'Gesetz vun Abrëll geschriwwen. Elo kréien ech, … elo gëtt gesot: „Et ass awer nëmmen zu 260 Millionen ausgenotzt ginn!" Mee tant mieux! Léiwer esou, wéi wa mer nëmmen 260 Millionen an d'Staatsgarantie geschriwwen hätten an et wären 2,5 Milliarden héich Problemer gewiescht!

Wat heescht dat, „et sinn nëmmen 260 Millionen"? Dat sinn der 260 ze vill, ech hätt léiwer, et wär null! Wann da vun 260 Millionen vun där Staatsgarantie beneficiéiert gëtt - an dat si jo Entreprisen, déi Schwieregkeeten haten -, firwat ass déi Zuel relativ kleng? An ech muss lech soen, am Ausland ass se vill méi héich, zum engen, well mer mat de Banken en Accord ausgehandelt hunn, fir dass se - am Kader vun der Staatsgarantie - sou kulant wéi méiglech solle sinn, fir Moratoirë fir sechs Méint ze ginn. A mat engem Taux vu bal 95 % - op d'mannst 90 % - hunn d'Banken den Entreprisë Moratoirë ginn. Majo, wann eng Entreprise kann e Moratoire vun der Bank kréien, jo, da freet se net d'Staatsgarantie! Dat heescht, mir hunn hei op d'Existenz vun engem staarke Bankesecteur opgebaut, fir justement iwwert dee Wee schonn en Deel ofzefiederen. Voilà, dat zu de Subventioune fir d'Entreprisen.

Zweete Punkt: d'Fiskalitéit: Do wär ganz, ganz vill ze soen, mee ech stellen awer fest, dass eng Rëtsch Mesurë plutôt breet gedroe sinn iwwert d'Regierungsparteien ewech. De Fonds d'investissement spécialisé, Stockoptions, dat, mengen ech, gëtt vun all Mënsch begréisst. Dozou och eng Informatioun: De 14. Dezember, dat heescht elo dëse Méindeg, ass déi Circulaire vun der Steierverwaltung fir d'Zukunft annuléiert ginn, ouni Période de transition oder Mesure de transition.

Wat den Taux d'amortissement accéléré ubelaangt: och relativ grousse Konsens, wat mech en fait wierklech freet, well et war e bëssen eppes wéi eng helleg Kou, wou een net hätt sollen, net hätt kënnen, net hätt missen drugoen. Ech si frou, dass jiddereen agesäit, dass dat eng gutt Saach ass.

D'TVA-Mesurë sinn och gréisstendeels, mengen ech, parteiiwwergräifend begréisst ginn. Si si ganz wäertvoll, souwuel déi vun de 6 % fir Energie- oder Environnementsinvestissementer wéi - an en fait ass déi Mesure iwwerhaapt vu kengem kommentéiert ginn, mee dat ass déi, déi am deierste ass, an déi, déi am meeschten Effet wäert hunn - dass een elo no zéng Joer de super Taux réduit vun 3 % op der TVA ka kréien, soss waren et 20 Joer. Dat ass och eng Mesure, déi relativ „deier" wäert kaschten, mee op där anerer Säit d'Proprietären awer och wäert incitéieren, dat ze utiliséieren.

Zu der Taxe d'abonnement mengen ech och, dass dat jo gréisstendeels ënnerstëtzt ginn ass. Ech wëll derzou e puer Saache soen. Wéi funktionéiert dat? Et ass esou: Fir deen Taux réduit kënnen ze kréien, muss de Fong beweisen, wouran en investéiert, a wat fir eng Avoiren, déi no de Krittäre vun der Europäescher Kommissioun soutenabel sinn. Dat Wuert, dat an der Kommissioun gebraucht gëtt, ass „Taxonomie". Et muss also taxonomiegerecht sinn. An de Fong muss dat alljoers verfollegen an dokumentéieren. Et geet also net duer, dass en, wann en ufänkt, seet: „Ech hunn elo 30 % soutenabel Investissementer gemaach", a wann en dat da fënnef oder zéng Joer hält, dass dat dann an der Rei wär. Nee, e muss dat alljoers dokumentéieren. An dofir fannen ech, dass et wierklech eng Mesure ass, déi plutôt an d'Richtung geet, fir soutenabel Investissementer ze férderen, well dat da vum Fong selwer muss dokumentéiert ginn. Fir de Staat ass also keng Bürokratie dermat verbonnen, de Staat huet keng Aarbecht dermat. De Staat kritt déi Dokumentatioun, déi déi Fonge souwisou musse maachen, fir och de Label kënnen ze kréien.

An dann: Et ass een Deputéierten, dee fonnt huet, dass dat immens ongerecht wär, dass een da mat deem Taux géif erofgoen - an et muss ee wëssen, dass mir dat eenzegt Land sinn, warscheinlech op der Welt, op d'mannst an Europa, dat esou eng Taxe d'abonnement huet. An ech kann lech soen, d'Fongenindustrie ass net ëmmer begeeschtert, dass se dat muss bezuelen, a si soen eis heiansdo: „Wann et esou weidergeet, jo, da ginn déi Fongen anzwousch anescht hin, wou et iwwerhaapt keng Taxe d'abonnement gëtt!"

Also déi Taxe d'abonnement kann een och wierklech, wierklech net vergläiche mat deem, wat e Salarié op sengem Salaire bezillt oder e Proprietär op sengem Loyer. Do vergläicht een zwou komplett verschidde Saachen.

An da kommen ech zu enger Fro, déi oft erëmkënnt, wat de Chiffrage vu verschiddene Steiermesuren ubelaangt, ob dat Steiermesurë sinn, déi solle Recetten abréngen, oder ob dat Mesurë sinn, déi Erliichterunge bréngen. Jo, dat ass net ëmmer einfach, well, loosse mer emol räsonéieren: Op der CO_2-Steier, … ech weess net, wéi vill Pëtrol d'nächst Joer verkaaft gëtt. Ech weess och net, wat den Effet vun der Erhéijung ass. Ech weess net, wat d'Nopeschlänner maachen. Ech kann nëmmen eng Schätzung maachen, soen ech, dat heescht de Statec oder d'Steierverwaltung oder de Finanzministère.

Ech kéint mer d'Liewen och einfach maachen an lech soen: „Dëst Joer hu mer 300, 400 Millioune Liter Bensinn an Diesel manner verkaf." Da géif ech soen, ech huelen einfach d'Zuel vun dësem Joer an ech soen: „D'nächst Joer ass dat selwecht", an da multiplizéieren ech dat mat 5 Centimes: Loosse mer soen, ronn 20 Millioune mol 5 Centimes gëtt 100 Millionen Euro Recetten (veuillez lire: gëtt 1 Millioun Euro Recetten). Da schreiwen ech dat dran an da kréien ech déi ëmgekéiert Debatt an da kréien ech virgeworf - oder d'Regierung kritt virgeworf -: „Dat ass eng arbiträr Zuel!" „Wie garantéiert lech, dass Der d'nächst Joer esou vill Liter verkaaft?" „Et ass iwweroptimistesch" oder „iwwerprudent".

Da fannen ech et méi éierlech ze soen: „Et ass schwéier ze chiffréieren." Ech ginn dat och gären zou. An et si jo zwou Institutiounen, op jidde Fall d'Zentralbank an, ech mengen, och eng aner Institutioun, déi dat ausgerechent hunn, a si kommen zur Konklusioun - déi mech net wonnert, mee fir déi ech awer och net géif meng Hand an d'Feier leeën -, dass mer 2022 mat dëser Mesure warscheinlech keng nei Recetten erakréien.

Ech wëll hei wierklech nach eng Kéier drop hiweisen an ech hunn et och a menger Ried de Moie gesot: Et geet hei wierklech net ëm nei Recetten! Et geet hei ëm de Klima! An ech sinn, enfin, déi dräi Parteie si sech honnertprozenteg eens, an ech mengen, si hunn och net laang gebraucht, fir sech doriwwer eens ze ginn, dass mer dat heiten net wéilte retardéieren, well de Klimaschutz, deen ass urgent an d'Covidkris huet jo gewisen, dass d'Activité humaine jo esou wichteg ass, a si huet esou vill contribuéiert, dofir hu mer dat gemaach.

An da wollt ech awer och op d'sozial Kompensatioun insistéieren, wat d'CO_2-Steier ubelaangt. Ech muss soen, dass ech erstaunt sinn - wierklech erstaunt sinn! -, dass de Crédit d'impôt, dee mer hei maachen, esou vill vun der Oppositioun kritiséiert ginn ass. Dat ass wierklech eng vun deene gerechtste Methoden, mat deenen een deenen hëllefe kann, déi méi schwaach Revenuen hunn.

Ech war virun e puer Méint op der OCDE, ech hat en Echange mat der OCDE an do hu mer iwwert deen do Sujet geschwat. Do huet d'OCDE mech gefrot, wéi mer dat da wéilte sozial offiederen. An dunn hunn ech hinnen erkläert, mir géifen dat iwwert de Crédit d'Impôt maachen. An dunn hu se mech gefrot, wéi dat da fonctionéiert. An dunn hu se mer gesot, an déi sinn net bezuelt, fir mer dat ze soen: „Ma wat hutt Dir Chance, dass Dir esou en Instrument hutt, well dat huet bal keen!" A mir hunn dat Instrument och nach net laang, mir hunn et jo eréischt 2016 hei an der Chamber gestëmmt - Dir hutt et gestëmmt - an et ass 2017 agefouert ginn.

Et ass sozial gerecht - Dir wësst jo, wéi et fonctionéiert - an ech kann einfach déijéineg net novollzéien, déi onbedéngt gären hätten, dass et soll an den Index kommen, beim beschte Wëllen net, well do verfeele mer zwee Ziler: Zum Éischte verfeele mer d'Zil, dass mer do eng sozial Gerechtegkeet mat abréngen, well da beneficiéiert jo jiddereen. Also Verschiddener, déi dat soen, reegen sech op, dass d'Leit ganz vill Geld verdéngen - majo, wann eng Indextranche kënnt an een huet 100.000 Euro Pai, dee kritt e Mindestloun bäi! Also kann ech net novollzéien, dass ee léiwer d'Augmentatioun duerch déi CO_2-Steier, … kann ech net novollzéien, dass een dat wëllt an den Index loossen an dann och nach de Crédit d'Impôt parallell kritiséieren! Beim beschte Wëllen, dat kënnt bei mir net an de Kapp! Et ass vläicht ze spéit den Owend.

(Hilarité)

Dat Zweet, wat ech och wëll derzou soen, ass: Kommt, mir sinn eis dach och am Kloren: Wa mer et an den Index géife setzen, da géif et jo komplett ofgefiedert ginn an da wär et jo net dissuasiv! Da bréngt et just, dass mer d'Inflatioun ukuerbelen, an d'Leit, majo, si kréien dat iwwert den Index erëm. Ma neen, mir hätte jo gär, dass d'Leit manner fueren! Dat heescht, déi Mesuren, déi mer mat der rietser Hand maachen, maache mer mat der lénker Hand erëm nichteg - dat mécht absolutt kee Sënn!

(Brouhaha)

Drëtte Punkt - den Defizit -: Also als Finanzminister sinn ech wierklech net begeeschtert, en Defizit vun 2,7 Milliarden ze hunn, wierklech net! Ech muss lech soen, bis d'lescht Joer konnt ech ëmmer mat gudden Noriichte kommen - dat huet déi eng gefreet, déi aner genervt.

(Brouhaha)

An elo kommen ech mat enger schlechter Noriicht, wou iwwerhaapt kee Mënsch dermat zefridden ass - dat ass jo och ganz normal. Mee am internationale Verglach schloe mer eis awer nach ëmmer gutt. Mir hunn och mat 2,7 Milliarden, de Rapporteur hat dat och selwer ënnerstrach, en Defizit vun 3 % par rapport zum PIB, wat souguer de Reegele vun Europa géif entspriechen, wa se an dëser Period nach géife gëllen - eng vun de Reegelen! Mir halen déi vum Objectif à moyen terme net an, wéi och richteg ënnerstrach ginn ass. Mee et gëtt engem awer e bëssen en Ordre de grandeur: Trotz där schlechter Situatioun si mer bei 3 % vum PIB! Do si ganz vill Länner, déi géifen dreemen, ...

(Brouhaha)

... an esou enger Situatioun nëmmen 3 % Defizit ze hunn! A wéi gesot, dat mécht mech net zefridden, mee et muss een dat awer e bësse relativiséieren.

Zum Defizit wollt ech och soen, wéi gesot, dass den Objectif à moyen terme vum Moment iwwerhaapt net a Kraaft ass an dass déi Clause échappatoire, „escape clause" op Englesch, effektiv fir d'Joren 2020 an 2021 zielt.

Da kommen ech elo zu deem Sujet, deen d'Gemidder, mengen ech, am meeschten opgehëtzt huet, dat ass dee vun der Dette. An ech muss lech soen, ech hat mer virgeholl, … mir hu schonn de Moie vill driwwer geschwat, ech hat geduecht: „Jiddereen huet sech e bëssen doriwwer ausgelooss, elo wäert ech net laang drop insistéieren, jiddereen huet säi Message gemaach." Mee mat deem, wat elo nach zum Schluss gesot ginn ass, muss ech verschidde Saachen awer an de Kontext setzen.

Ech erënnere mech och ganz gutt un d'Kris vun 2008 an et gëtt jo oft hei widderholl, wou ech dee Moment war, mee dat war eng Plaz, wou ee sech och vill mam Staatsbudget ofginn huet. An ech weess, dass d'Chambre-professionnellen alleguerten 2008 an 2009 d'Regierung an hiren Avisen ënnerstëtzt hu fir ze soen: „Dat hei ass esou eng speziell Situatioun, mir verstinn, dass ee sech elo muss verschëlden." Mee vun 2010 un hunn déi Chambre-professionnellen all gesot: „Mee elo muss awer eppes gemaach ginn!", wat awer dunn net geschitt ass! Soit, mee dat ass jo elo net dat Wichtegst.

Den Här Wolter war och ganz aktiv déizäit an hien huet elo just hei op dëser Tribün gesot, dass d'Regierung deemools Reserven hat. Mir war dat deemools net opgefall! Dofir hunn ech mer elo geduecht: „Däi Gediechtnes trüübt dech e bëssen oder et ware Reservë wéi an der gudder aler Zäit: Déi stoungen op engem Kont an et wousst keen et." Mee dat war net méi …, dat war an den 80er-Joren an an de 70er-Joren, du war dat nach méiglech. An ech hunn dann elo ganz séier nogekuckt, wat de Rapport vum Finanzministère 2008 seet: Majo, 2008 huet de Lëtzebuerger Staat 2,7 Milliarde geléint - 2,7 Milliarden! Dat ass awer elo en grande contradiction mat deem, wat hei behaapt ginn ass!

(Brouhaha)

2010 sinn 2 Milliarde geléint ginn an 2012 1 Milliard. Dat mécht also, dass zwëschent 2008 an 2013, dat si fënnef Joer, 5,9 Milliarde (veuillez lire: 5,7 Milliarde) geléint gi sinn, fir hei elo mat den absolutten Zifferen ze hantéieren, wat ech, en fait, net déi bescht Method fannen, mee vu dass déi jo déi ganzen Zäit vun der Oppositioun gebraucht gëtt, huelen ech se och emol eng Kéier. 5,9 (veuillez lire: 5,7 Milliarde) derbäi, par rapport zu de ronn 5, déi do waren, mécht 2013 11 Milliarden. Eh bien, vu 5 Milliarden op 11 Milliarden a fënnef Joer, dat ass eng Progressioun vun 80 % (veuillez lire: eng Progressioun vun 120 %)!

Zwëschent 2014 an 2020, dat si sechs Joer, an do huelen ech och nach d'Joer 2020 - dat heiten! - mat derbäi -, ass d'Schold vun 11,3 op 16,2 eropgaangen, also mat deem heite Joer derbäi! Dat ass eng Augmentatioun vu 5 Milliarden an dat si 44 %, bal d'Hallschent, wann ee wëllt mat absolutten Zuele spillen.

(Brouhaha)

Mee ...

■ **Une voix**.- Très bien!

... ech wëll ...

(Brouhaha)

■ **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*.- ... hei insistéieren, an ech bleiwen derbäi: Et ass vill méi wichteg, iwwert d'Dette par rapport zum PIB ze schwätzen! All international Organisatioun mécht dat! An et ass och esou, wéi mer gemooss ginn. An ech hunn dat elo just, … well esou vill Attacke komm sinn, déi ech net gerecht fannen, och wat de Passé ubelaangt, hunn ech dat Spillchen dann och elo eng Kéier gemaach, mee et ass net korrekt. An ech bleiwen derbäi! Wéi gesot, ech hat net wëlles, immens drop ze insistéieren. Ech hu mech deemools, wéi ech dee Stull do krut, misse mat der Finanzlag beschäftegen. An et huet mech, … et amuséiert mech net, ze soen, dass dat deemools net agreabel war, dass d'Situatioun net gutt war. Dat muss een akzeptéieren. Mee ech wëll mer awer och elo net soe loossen, fënnef oder sechs Joer duerno, dass d'Situatioun deemools gutt war! Dat kann een einfach net hinhuelen, einfach net!

A fir dann elo ze insistéieren, mir hätte schlecht gewirtschaft bis 2019 - majo, d'Zuele soe jo genau de Contraire: 2018 528 Millionen Excedent an 2019 60 Millionen! Voilà, zwee Exercicer hannerenee positiv - virun der Kris. Dat seet jo alles aus! Oder?

An ech soen nach just zum Stéchwuert „TVA électronique", wou jo näischt gemaach gi wär, fir dat ze anticipéieren, obwuel den Datum gewosst war …

An dann, muss ech soen, dann ass een e bëssen traureg gestëmmt, wann d'Diskussioun esou verdréit gëtt, well dat ass jo net dat, wat mer hei brauchen! Mir mussen hei virukommen an dëser Kris, alleguerten zesummen!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*.- Ech bedaueren, zum Deel - ech sinn och, mengen ech, net vill derfir responsabel -, wann d'Oppositioun am Ganze fënnt, dass net genuch mat hir dialogéiert gi wär. Dat soll een dann zur Kenntnis huelen. Dat soll een zur Kenntnis huelen an esou enger Phas! An esou enger Phas muss ee kucken, zesummenzehalen. Dat kann ech ganz gutt novollzéien. Mee dofir awer net alles verdréien!

Jo, ech hu mat menger Ekipp am Finanzministère a mat der ganzer Regierung 2014 eppes gemaach mat 258 Mesuren, wat „Zukunftspak" geheescht huet. Ech si mer herno eréischt, 2016, 2017, wéi e schonn zum Deel executéiert gi war, bewosst ginn, wéi kéng ech war, an d'Regierung war, fir dat ze maachen. Mir sinn och immens kritiséiert ginn, dass mer dat géife maachen. 258 Mesuren! Mir hunn tëschent 800 an 900 Millionen Euro Depensen a Recetten zesumme gemaach, dat huet deemools 1,3 % vum PIB korrespondéiert, 1,3 %!

Zur selwechter Zäit hat Frankräich Problemer, fir déi 3 % anzehalen - a wat weess ech nach alles, wou se net an der Rei waren. Do ass mäi Kolleeg

vun deemools, de Michel Sapin, all sechs Méint an den Eurogroup komm an huet gesot: „A, elo hu mer erëm Mesurë geholl!“ An am Ufank hunn ech emol guer net dru geduecht, dat an de Kontext ze setzen. Mee ech soen Iech, déi Mesuren, déi d'Fransouse geholl hunn, eh bien, déi waren déi dräi Joer hannereneen manner par rapport zum PIB wéi dat, wat Lëtzebuerg gemaach huet - a Lëtzebuerg huet den Triple-A an huet alles agehalen!

An do ass et mer bewosst ginn, dass mir zu Lëtzebuerg kapabel sinn - an dat hu mer och an der Vergaangenheet mat anere Finanzministere gemaach -, wann et enk gëtt, zesummenzehalen a Mesuren ze huelen - op der Säit vun den Depensen an op der Säit vun de Recetten.

An ech soen Iech, dee Moment kënnt nach eng Kéier, wou mer eis mussen zesummesetzen, well mat deenen Defiziter, déi mer hunn, do kommen Decisiounen op eis duer, déi net agreabel sinn. Et ass elo net de Moment, fir vu Steiererhéijungen ze schwätzen, et ass och net de Moment, fir vun Depensëkierzungen ze schwätzen, mee et ass kloer, mat engem Defizit vun 2,7 Milliarden, deen déi nächst Jore lues erofgeet, dass mer dat musse seriö huelen. Ech hunn dat och, … et war och dee leschte Saz vu menger Ried haut.

Ech mengen, ech loossen et elo bal derbäi stoen, mee dat kléngt vläicht e bëssen ze vill pessimistesch, well ech hunn awer eng Hoffnung an déi Hoffnung ass follgend: Et ass en Deputéierten, dee gesot huet - ech mengen, et war den Här Kartheiser -: „Fir dat doten an de Gréff ze kréien, gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten: entweeder d'Depensen erofzesetzen oder d'Recetten eropzesetzen“. Eh bien, ech gleewen drun, dass et eng drëtt gëtt - natierlech sinn dat zwou Methoden, déi och ginn -, mee déi drëtt Method ass déi, déi d'Regierung gewielt huet, an dat ass déi, d'Investissementer héichzehalen, well wann een d'Investissementer héichhält, da gëtt d'Ekonomie méi produktiv, da verdénge d'Entreprisen erëm méi Suen, da gi méi Emploie geschaaft an da gëtt et méi Recetten. Dat ass dat, op wat mir tabléieren.

Ech mengen och, dass et eng Probabilitéit gëtt, dass dat antrëfft, speziell, well déi heite Kris eng extern Kris ass, anescht wéi d'Finanzkris vun 2008, déi en fait dräi, véier Joer gedauert huet, sinn ech mer ganz bewosst, an ech hunn Hoffnung - méi wéi Hoffnung! Et gëtt Daten, Donnéeën, déi eis weisen, dass, wann de Virus bis net méi present ass oder bal net méi present ass, dank dem Impfstoff, dass da vläicht oder ganz warscheinlech d'Ekonomie erëm normal fonctionéiert. An da geet dat vill méi séier wéi no enger Finanzkris, wou d'Banke schwaach waren an d'Entreprisë jorelaang gelidden hunn.

Dofir, mir sinn elo nach an enger Phase d'incertitude, mir tabléieren op héich Investissementer, op eng Remontée vun eiser Wirtschaftskraaft, op eng besser Produktivitéit vun eisen Entreprisen, déi erëm Benefisse generéiert, Aarbechtsplaze schaaft, an doduerch aus dëser schwéierer Situatioun erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Da géif fir d'Regierung d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding de Relais iwwerhuelen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- Gutt, Kolleeginnen, Kolleegen, gläich hutt Der et gepackt, mee ech géif awer gären op e puer Punkte reagéieren, déi ech net esou ka stoe loossen. An et goufe jo e puer Froe gestallt, op déi ech awer wëll reagéieren.

Ech fänken u mam Deel vun de Gemengefinanzen, notamment mam Deel, dee mech als Inneministesch betrëfft: d'Dotatioun. Virewech wëll ech soen, Här Wolter: Dir hutt d'Ausso gemaach, dass d'Gemengen zu deene gréisste Verléierer vun dëser Kris wäerten zielen. Ech muss soen, dass ech déi Aschätzung absolutt net deelen.

Ech mengen, wou mer eis alleguerten eens sinn, ass, dass dës Pandemie sécherlech en Impakt op d'Finanze vun de Gemengen huet. Mir hunn en Abroch vun de Steierrecetten, d'TVA, an natierlech huet dat en Impakt! Et ass awer esou, dass d'Gemenge weiderhin handlungsfäeg bleiwen. Si wäerten a kënnen och net faillite goen. Ech mengen, dat ass awer e ganz weesentleche Punkt, deen een net däerf vergiessen!

Dat soen ech haut ...

(Interruption)

O, Dir kënnt laachen, ech fannen dat awer ganz gutt, well am Géigesaz zum Ausland kënne Gemenge faillite goen (veuillez lire: well am Géigesaz zum Ausland kënnen hei d'Gemengen net faillite goen), Madamm Hansen!

(Interruption)

An ech si frou, dass mer esou e System hunn, wou dat eigentlech net méiglech ass, an deen hale mer héich.

(Interruptions)

Mir hunn am Interieur eng Aart Monitoring agefouert, wou mer ganz genau eeben déi finanziell Situatioun vun de Gemengen iwwer esou eng Aart Dashboard-Ampelsystem kucken a kucken, wéi d'Situatioun vun de Gemengen ass, notamment d'Verscholdung, ob se do an engem gréngen, orangen oder roude Beräich sinn. An do ass haut keng Gemeng am roude Beräich! Dat wëll ech awer emol eng Kéier ganz éierlech soen!

Virdrun ass dat Wuert „faktebaséiert“ éfters gefall, dat gefält mer ganz gutt. Mee da kommt, mir sinn emol faktebaséiert! D'Situatioun vun de Gemengen ass net esou katastrophal, wéi se ëmmer duergestallt gëtt. Mir geet et bestëmmt net dorëms, fir elo hei eppes schéinzerieden. Mir geet et awer dorëms, wa mer eis doriwwer ënnerhalen an déi Diskussioun gäre wëlle féieren, dass mer awer wierklech kucken, wéi dann d'Situatioun an de Gemengen ass. An dat ass net esou katastrophal, wéi dat emol vun deem engen oder aneren duergestallt gëtt, esou, wéi wann d'Gemengen déi zwee Enner net méi géife beieneekréien an eeben net méi hir Rechnunge kéinte bezuelen. D'Previsioune sinn net optimal, dat ass richteg, mee se sinn nach laang net esou katastrophal!

Här Wolter, Dir hutt virdrun eng Rëtsch vu Punkten opgezielt, déi d'Gemengefinanze betreffen. Ee ganz weesentleche Punkt hutt Der awer vergiess, dat ass d'Gemengefinanzreform, d'Gemengefinanzreform, déi awer alljoers praktesch plus/minus 90 Millioune méi an de Secteur pompelt! Dat ass awer och e ganz weesentleche Punkt, well d'Gemengen haten eng gutt Ausgangsbasis! Praktesch alleguerten d'Gemengen hunn dovunner kënne profitéieren, hu kënne gewannen an dat huet ee jo och an de Budgete gesinn. Ech mengen, dass mer dat net dierfe vergiessen!

An da kucke mer eis och nach déi dräi lescht Joren, oder op d'mannst déi zwee leschtBudgetsjoren, vun de Gemengen un: 2018 hunn d'Gemengen 209 Millioune méi kritt, wéi hinnen am Ufank ënner Budgetscirculaire matgedeelt ginn ass. 2019, an dat war jo e Rekordjoer, och an den absolutten Zuelen, hunn d'Gemengen 208 Millioune méi kritt. Dat ass och normal, dass d'Gemenge méi kréien. Dat ass esou mam System, eebe mat der Reform vun de Gemengefinanzen, agefouert ginn, well et eeben e konjunkturlastege System ass, dat heescht, wann d'Konjunktur dréit, wann et dem Land gutt geet, da komme méi Recetten eran an dovunner kënnen och d'Gemenge profitéieren. Ergo, wann natierlech manner Recetten erakommen, da fält dee Moment och manner fir d'Gemengen eraus. Dat berout, wéi gesot, op deem politesche Choix, deen 2016, 2017 eebe mat der Reform vum Gemengegesetz geholl ginn ass.

Ech hu vun Ufank un d'Gemengen iwwert d'Situatioun informéiert, fir dass se, insofern een an dësen Zäiten eng Planungssécherheet kann hunn … Ech hunn ëmmer op Transparenz gespillt, well et eebe wichteg war, an et ass jo och normal, wann ee gréisser Projete wëll plangen, dass een ongeféier weess, wou d'Rees higeet. An ech hunn och vun Ufank u gesot, dass d'Regierung Gemeng wäert am Ree stoe loossen.

Dofir hu mir am Interieur, besser gesot, d'Direktioun vun de Gemengefinanzen huet sech aneschters opgestallt: Déi hunn elo esou eng Aart Finanzberodung etabléiert, waren och schonn op enger ganzer Rëtsch Gemengen - och Gemengen, wou d'Vertrieder heibanne sinn - a maachen dat och weider. An dat ass wierklech eng ganz gutt Saach, well et eeben hëlleft, engersäits bei eis am Interieur nach méi en Abléck an d'Gemengen ze kréien, a well si sech och ganz genau mat de Gemengenautoritéiten dohinnersetzen a kucken: Wat sinn dann déi verschidden Optiounen? Selbstverständlech hëlt d'Direktioun keng politesch Choixen, dat steet nach ëmmer de Gemengen zou, mee et gëtt eebe gekuckt: Wat sinn dann déi Optiounen, déi eng Gemeng kann huelen, fir eeben de Budget herno nach an den Equiliber ze brengen, sief dat, ob se wëllt op Reserven zréckgräifen, ob et Sënn mécht, do en Emprunt ze huelen, d'Ligne de préfinancement, d'Ligne de trésorerie eropzesetzen, well et gëtt och Optiounen, déi si vläicht net ëmmer ganz populär, dat mag sinn, mee et sinn awer déi klassesch Instrumenter, op déi een eebe bei enger Kris kann zréckgräifen.

An, dat wëll ech awer och nach eng Kéier erwänen, d'Direktioun vun de Gemengefinanzen huet och déi 102 Gemenge kontaktéiert, huet proaktiv Kontakt mat de Gemengen opgeholl, fir ze froen, ob se eeben esou eng Finanzberodung brauchen an ob mer hinne soss kënnen hëllefen. Genau sou verstinn ech och de Rôle vum Interieur, eeben un der Säit vun de Gemengen, fir hinnen ze hëllefen, do, wou et néideg ass. An ech kann Iech och hei nach eng Kéier garantéieren, dass keng Gemeng do d'Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen huet a gesot huet: „Mir wëssen net, wou mer hei erauskommen, d'Situatioun ass katastrophal!“

Dann hu mer nach Subside fir d'Gemengen ugepasst, notamment wat den Équipement collectif betrëfft. Et ass net nëmme bei de Schoulen, wou de Subsid eropgaangen ass - an och do ass en net nëmme vu 35 % op 40 % eropgaangen -, och d'Plaffongen hu mer adaptéiert. Mir hunn de Subsid nach méi generéis ausgeriicht an och beim Équipement collectif sinn alleguerten d'Subsiden ëm 5 % eropgaangen. Nei Projeten hu mer och mat erageholl, wéi zum Beispill d'Shared Spaces - grousst Theema an de Gemengen -, d'Stadentwécklung, och esou Projete wäerten an Zukunft vum Interieur mat subventionéiert ginn.

Ee Wuert nach zu de Reserven, well virdrun och esou ugedeit ginn ass, wéi wann d'Gemenge keng Reserven hätten oder sech do eeben deemools no der Kris keng Reserven ugeluecht hätten. Bon, mir gesinn awer, dass d'Gemenge Reserven hunn! A si hu mëttlerweil dräimol méi Reserven, wéi dat nach 2008 bei der Kris war. An ech menge grad, dass d'Gemengen do aus där Kris geléiert hunn, wéi wichteg et eeben ass, herno op Reserven zréckgräifen ze kënnen, a si hunn dat eeben och gemaach.

Emprunt: Do hunn ech heiansdo d'Gefill, wann ech deem engen oder deem aneren nolauschteren, dat wär esou en „Teufelswerk“, wann ee Sue léine geet. Ben, och viru Covidzäite hu Gemengen Emprunte gemaach fir gréisser Projeten an ech mengen, och dat huet de Gemengen ëmmer gehollef. Do muss ee kucken, ob et an deem Kontext sënnvoll ass, fir eeben esou gréisser Projete kënnen ze finanzéieren. Mee och d'Gesamtverscholdung am Gemengesecteur ass elo net iwwerdriwwen héich. Au contraire, déi ass nach iwwerschaubar. An duerfir kucke mer jo och weider, fir d'Gemengen iwwert d'Finanzberodung ze ënnerstëtzen, fir dass dat och esou bleift.

De Verglach, dass elo ganz vill Leit ënnert d'Äerm gegraff kritt hätten ausser d'Gemengen, respektiv dee Verglach, deen ech och éfters héieren: „Firwat kréien d'Betriber, firwat kréien net d'Gemengen?“, ben, ech mengen dass een dee Verglach guer net esou ka maachen. De Staat huet hei en Emprunt geholl, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren, fir eeben ze kucken, dass d'Betriber nach genuch Liquiditéit hunn an dass se, sou wäit et méiglech ass, net an d'Faillite kommen. An och hei nach eng Kéier: D'Gemenge sinn net an där selwechter Situatioun! Ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass elo eng Gemeng kee private Betrib ass!

Da war d'Fro gestallt ginn zum Remboursement respektiv fir d'Annuitéite vun den Empruten auszesetzen. Effektiv war deemools déi Fro an der Kommissioun opkomm an ech hunn dat nogekuckt, dofir kann ech Iech haut och, Här Wolter, eng Äntwert ginn.

Et ass elo esou, dass ech als Inneministesch net d'Recht hunn, d'Annuitéiten auszesetzen. Wat ech awer ka maachen, ass, wann elo eng Gemeng an eng Bank de Kontrakt erëm nei verhandelten, da kann ech deen autoriséieren - oder eventuell och net. Do kann een iwwerleeën, ob dat effektiv kéint eng Pist sinn. Den Avantage ass sécherlech, dass d'Gemenge kuerzfristeg dovunner kënne profitéieren, well se dann eeben Zäit gewannen, bis d'Situatioun sech erëm verbessert huet. Den Nodeel kann natierlech sinn, dass d'Schold sech doduerch eventuell vergréissert, respektiv, dass een d'Schold op déi nächst Generatiounen ofdréckt.

Hei ass ze iwwerleeën, amplaz, dass een dat aussetze geet, ob een net soll kucken, dass een den Delai vun den Annuitéite vläicht dee Moment ka strecken, fir dass déi da manner héich ausfalen. Dat kéint eventuell eng Pist sinn an dat wëll ech elo nach weider kucken, fir dat da vläicht herno de Gemengen proposéieren ze kënnen.

Grondsteier: Fir d'Grondsteier brauche mer dräi Saachen. Dat eent ass en neie Berechnungsmodus an do sinn ech frou, vum Spriecher vun der CSV ze héieren, dass Dir och der Meenung sidd, dass ee fir d'Bewäertung vun engem Terrain d'Baupotenzial soll kucken, also dat, wat mam Terrain méiglech ass. Dofir brauche mer d'PAGen, well déi nun emol ausweisen, wat mat engem Terrain ka geschéien respektiv net ka geschéien.

An hei wëll ech och nach eng Kéier drop hiweisen, dass ech den Delai vun der Refonte vun de PAGen no 16 Joer eeben net verlängert hunn, grad och an där Optik, well mer déi nei PAGe sou dréngend brauchen, zemools an digitaler Form, an duerfir war dat fir mech och e Grond, fir den Delai vun der Refonte, fir do eeben net nach eng Kéier drunzegoen.

An dann den drëtte Punkt ass: Mir brauchen natierlech eng gesetzlech Basis, mir mussen d'Gesetz och nach schreiwen, dat mer dann zesummen an der Regierung maachen.

De Reproche, Här Roth, dass Der elo net vu mir wëllt héieren, dass ech einfach soen: „Mir schaffen drun“ - ben, dach, mir schaffen drun!

Mir mussen dru schaffen, well soss komme mer jo net virun! A virun allem, wou mer am Moment domadder beschäftegt sinn, dat ass, déi informatesch Toolen auszeschaffen, well dat hu mer haut net. Et geet jo dréms, fir d'PAGen an d'Kadasteren openeenzeleeën, an dofir brauche mer déi informatesch Programmer.

Do si schonn Ausschreiwungen; mir sinn do scho relativ wäit, fir eeben ze kucken, dass mer dat opgebaut kréien. An da musse mer kucken, ob déi Berechnungsformel, wéi mer eis se virstellen, ob dat och herno esou d'Strooss hält. Dofir musse mer alleguerten déi Simulatiounen do maachen. Wéi gesot, mir schaffen do intensiv un deenen technesche Léisungen, fir dat kënne virunzedreiwen.

Mir maachen nämlech net gären einfach eng Reform vun der Grondsteier - wa schonn, da schonn -, mir wëllen och e ganz neie System opsetzen, och fir d'Gemengen, wëllen dat digitaliséieren, fir dass dat automatesch all Joer d'Donnéeë fir d'Gemengen erausspäizt, fir dass een net herno erëm x Leit muss beschäftegen, fir dat do eenzel auszerechnen. Mir wëllen einfach de System vereinfachen an ech mengen, dat ass jo och sécherlech am Interessi vun de Gemengen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- D'Entwécklung huet elo ugefaangen, dat brauch Zäit - ech hunn net op alles Afloss, dat muss ee sech dann och heiansdo als Ministesch agestoen. Trotzdeem, eise Plang zielt nach ëmmer. Mir schaffen dorunner an et dauert eeben déi Zäit, déi et dauert.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Et huet elo 80 Joer gedauert, fir dass mer elo emol sou wäit sinn. An deenen zwee Joer, mengen ech, hunn ech awer scho méi ëmgesat wéi munchereen an enger ganzer Legislaturperiod. Wichteg ass, dass mer eis hei eens ginn.

(Interruptions)

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- Dir kënnt laachen! Dir kënnt laachen, Madamm Hetto, ...

(Interruption)

... ech wëll Iech just soen, dass de Programm amgaangen ass, geschriwwen ze ginn. Sou wäit ware mer nach ni!

(Interruptions diverses)

Also, Dir musst Iech awer eens ginn! Dir reprochéiert mer, ech géif näischt maachen, an da maachen ech, dann ass et och net gutt!

(Hilarité)

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)*.- Nee, nee, nee! Nee, Madamm Minister, nee, Dir hutt gesot, Dir hätt an zwee Joer méi gemaach wéi déi aner Legislaturperioden zesummen, dat hunn ech awer elo e bësse vill fonnt!

■ **M. Gusty Graas** *(DP)*.- ... den Här Halsdorf.

■ **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, ech muss soen, ech hu kee Plang am Tirang fonnt, ech hu vergeebens gesicht! Et wär jo flott gewiescht, wann ee vu menge Vir-Vir-Vir-Virgänger eppes gemaach hätt, ...

(Interruptions)

... mee do war näischt ...

■ **M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Hat den Här Kersch Iech näischt leie gelooss?

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- D'Madamm Inneministesch huet d'Wuert!

(Interruptions diverses)

■ **M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Den Här Kersch hat näischt leie gelooss. Aha!

■ **Une voix**.- ... den Här Kersch.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Wannechgelift!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Wannechgelift, e bësse méi Serenitéit fir d'Debaten!

■ **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- En anert Liblingstheema vun der CSV, d'Virkafsrecht, do wëll ech just nach eng Kéier soen: Och wann Der dat honnertmol widderhuelt, d'Virkafsrecht ass am Moment net esou problematesch duerch eng Decisioun vu mir. Ech hunn iwwer Circulaire d'Gemengen iwwert dat Urteel informéiert, well wann ech dat net gemaach hätt, da wäert Der och rose mat mer gewiescht. Et geet jo dorëms, dass d'Gemengen hei déi juristesch Sécherheet hunn, an ech hunn hei responsabel gehandelt. A fir mer ëmmer erëm do wëllen ze ënnerstellen, dass ech elo de Gemenge géif d'Virkafsrecht ewechhuelen, fannen ech awer wierklech bëlleg!

(Exclamations)

Wann ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass eng bëlleg Attack, jo!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert a soss keen!

(Brouhaha)

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt!

(Brouhaha)

D'Stad Lëtzebuerg ass an deem Aarbechtsgrupp vertrueden an ech kucken dohannen de Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg, da weess en och, dass muer souguer nach eng Kéier deen Aarbechtsgrupp zesummekënnt, an da weess en och, dass déi elo ganz gutt Sitzungen haten, dass nach e puer Knackpunkten ze kläre sinn, notamment d'Kompetenz Schäfferot/Gemengerot, grousst Theema. Do si mer amgaangen, also respektiv solle si am Grupp elo nach weiderschaffen.

An da kucken ech déi aner Säit mäi Kolleeg, de Logementsminister, a wann de Grupp esou weiderschafft, da wäerte si kënnen hir Konklusiounen zéien an da kënne mer hoffentlech och Ufank d'nächst Joer zesummekommen, fir déi Reflexiounen opzehuelen, an dann hoffen ech, dass mer déi Reform vum Virkafsrecht kréien. Well do si mer eis alleguerten eens! Mee mir ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt elo d'Virkafsrecht schwiereg gemaach, wéi gesot, do ginn ech Iech net Recht!

Dann, nach e leschte Punkt hat ech opgeschriwwen - ech kréie meng Schrëft net gelies ...: CGDIS! Yes, CGDIS, dat ass richteg! De System berout op 50/50-Opdeelung Staat/Gemengen. An et ass och richteg, dass et d'Gemenge méi kascht wéi an der Vergaangenheet - verschidde Gemengen och méi, well hei de Solidaritéitsprinzip zielt, dat ass deemools och esou festgehale ginn, wéi de CGDIS geschaf gouf, fir dass déi méi breet Schëlleren eeben och méi musse bezuelen.

Dass elo muss méi bezuelt ginn, läit jo awer och dorunner, dass mer eeben de CGDIS kreéiert hunn. Mer hunn awer elo d'Rettungswiesen esou vill ausgebaut, et ass esou performant an d'Gemenge kréie jo och e Service derfir, musse sech ëm Verschiddenes net méi esou këmmeren, well et eeben zentraliséiert ass. An ech mengen, mir sinn eis jo awer alleguerten eens, dass eebe grad d'Schafe vun engem nationale Gremium vum CGDIS als Établissement public wichteg war, fir eeben esou kënnen d'Rettungswiesen ze garantéieren respektiv de Leit, déi an Nout sinn, kënnen ze hëllefen.

Voilà, dat zu menge Punkten, déi ech nach eng Kéier wollt opzielen. Ech wäert sécherlech elo nach - elo kommen ech zréck op den éischte Punkt - d'Gemengefinanze weiderhin am A behalen. D'Budgete komme sou lues a lues eran an och déi éischt Tendenze gesi mer, dass se duerchaus net esou katastrophal sinn. Och ech hunn déi Zeitungsartikele mat ganz vill Interessi gelies, awer net nëmmen ënnen den Deel vun de Chifferen, mee ech hunn och e bëssen d'Debatte verfollegt. Wéi gesot, ech mengen, mir musse vigilant bleiwen, mir sollen awer net den Däiwel un d'Mauer molen, dat bréngt der Debatt näischt a virun allem gëtt dat der Situatioun vun de Gemengen net gerecht.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hu Parole après ministre gefrot fir d'éischt, fir mech awer nach e bësse mam Här Gramegna ze ënnerhalen. Den Här Gramegna seet an engem éischte Saz: „Et ware keng Reserven do 2008", am zweete Saz: „Dir hutt geléint." Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn, wann een an enger Kris ass! A wann ee Suen huet, da kann een déi ausginn, a fir de Complement geet ee léinen.

Dir hutt gesot, 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) wären deemools geléint ginn, an dat, wat Der net gesot hutt, Här Gramegna, dat ass: Wou sinn déi Suen higaangen? An dat misst Dir eigentlech wëssen, well vum 13. Mee 2009 u waart Dir Member am Conseil d'administration vun der Banque Générale. An ech soen Iech elo, wou déi Suen higaange sinn, well Dir hat vergiess, dat elo virdrun hei op der Tribün ze soen: Déi sinn net an de Konsum gaangen, déi sinn net iergendwou verschleidert ginn! 3 Milliarden Euro si vum Lëtzebuerger Staat, mam Accord vun der ganzer Chamber, an d'Dexia BIL an an d'Fortis gaangen, jo, als Invest, als Invest, fir déi Banken ze retten, déi, wa se déi Suen net kritt hätten, plus déi 4,5 Milliarden, ...

(Brouhaha)

... déi de Lëtzebuerger Staat nach als Garantie hannerlooss huet - och hei vun der Chamber ofgeseent! -, … Wann de Lëtzebuerger Staat also net gewëllt gewiescht wär, bis zu 7,5 Milliarden Euro op den Dësch ze leeën, fir d'Banken ze retten, da wäre se 2008, 2009 futtigaangen!

(Brouhaha)

An dat ass awer eng komplett aner Geschicht - pardon, fir Iech et ze soen -, wéi wann Der heihinner kommt an da sot Der, Dir hätt 5,9 Milliarde Scholde gemaach, an Dir sot a kenger Sekonn, wat mat deene Sue geschitt ass!

(Brouhaha)

Ech hunn net gesot, dass Dir se zur Fënster erausgeheit!

Den Här Gramegna huet ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... e Verglach gemaach tëschent enger Verscholdung, déi eng Verscholdung war, déi e Retour krut an e Verkafspräis, deen Dag, wou verkaf gëtt, wou een also, à la fin du jour, muss kucken, wéi vill Suen deemools geléint gi sinn, an iwwer 10, 11, 12, 15 Joer, jee nodeem, wéini d'Parte verkaf ginn, de Retour ass. Et ass en Invest gewiescht an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land, deen deemools net nëmme gemaach ginn ass, mee zur Hallschent vum Montant, ëm deen et gaangen ass. An ech hätt mer erwaart, ...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ... dass e Mann, deen derbäi war, wann e seet, e wär derbäi gewiescht, dass en dat och a senger Stellungnam hei gesot hätt.

An da kommen ech zur Madamm Bofferding, well genau dat passéiert ass, wat ech gemengt hunn, wat géif passéieren: D'Madamm Bofferding ass fundamental dervun iwwerzeegt, dass d'Gemengen net zu de Verléierer an dëser Kris gehéieren. A si huet et, nodeem se et elo e puermol an der Kommissioun gesot huet, dankenswäerterweis och elo hei um Pult vun der Chamber gesot, fir dass mer se an dräi Méint, sechs Méint, an engem Joer domadder konfrontéieren, wat hir Meenung war am Hierscht vum Joer 2020, wéi et drëm gaangen ass, fir unzefänken, de Gemengen ze hëllefen.

Ech hu jo a kengem Moment gesot, dass d'Gemenge géife faillite goen! Ech hu gesot, d'Gemenge kréichen ëmmer méi Schwieregkeeten, fir hir Programmer duerchzezéien, a se hunn zwee Choixen: Entweeder se ginn an d'Verschëldung oder se halen op ze investéieren. D'Regierung hätt gären, dass mer investéieren, also musse mer an d'Verschëldung goen.

An ech huelen zur Kenntnis, Madamm Bofferding, dass nodeem, wat Dir hei gesot hutt, mir géife jo handlungsfäeg bleiwen als Gemengesecteur a mir kéinten net faillite goen, wat ech d'ailleurs net gesot hunn, dass d'Gemenge kéinte faillite goen, ech hu just gesot: Wann d'Gemeng Iechternach am Ordinär nach 1 Millioun Euro Excedent huet a se muss 20 Millioune léine goen, fir d'Projeten ze realiséieren, dann huet se 1 Millioun am Ordinär manner dat nächst Joer, well dann ass de Remboursement vun der Schold an dann huet se keen Excedent méi, dann huet se keen Excedent a wa se keen Excedent méi huet, hält se op ze investéieren, dann ass dat de Schluss, deen nach investéiert gëtt, ... Et ass dat, wat ech wëll soen! A kengem Moment hunn ech gesot, d'Gemenge géife faillite goen!

Mee ech soen Iech, an dat seet d'Gesetz: D'Gesetz huet eng Rei vu Limitten, wéi s de dech kanns verschëlden a wat eng aner Limitt ass, wat de Remboursement ass am Ordinär vun den Zënsen respektiv de Remboursement vum Kapital, deen s de muss maachen. Mee wa keen Excedent méi do ass - an ech géif Iech awer wierklech bieden, d'Situatioun eng Kéier seriö ze analyséieren! -, wa keen Excedent méi do ass, wann d'Gemeng Suessem nach 4,4 Milliounen Excedent huet - ech weess net, wat d'Gemeng Suessem d'Joer investéiert, 25, 30 Millioune wäerte se investéieren, dat ass eng grouss Gemeng -, ma da kënnt Der dach net dovun ausgoen, dass ee mat 4,4 Milliounen Excedent am Ordinär an deenen nächsten dräi, véier Joer seng Politik nach gescheit … - ausser, ausser, Madamm Minister, et verschëlt ee sech op eng Aart a Weis, dass een duerno keen Excedent méi am Ordinär huet, also keen Investissement méi ka maachen! Dorobber wëll ech Iech, wollt ech Iech eigentlech opmierksam maachen!

An ech gesinn, dass Der dat einfach net … Dir wëllt dat net … Also entweeder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen! Ech hunn d'Impressioun, dass Der et wierklech net verstitt, nodeem mer elo véieroder fënnefmol driwwer diskutéiert hunn, dass Der fundamental net verstitt, ëm wat et eigentlech geet a wat d'Situatioun ass!

An ech soen Iech, dass, wann d'Situatioun nach dräi Joer esou weidergeet, … et ass jo dorëms, wou et mer geet! Et geet mer dach nullement ëm d'Budgete vun 2021! D'Gemengen empruntéieren, anerer setzen hir Reserven zréck, brauche se op. Et geet mer ëm d'Budgeten 2022, 2023, et geet mer ëm d'Exekutioun vu Programmer, déi mer amgaange sinn ze maachen, déi op dräi, véier Joer musse finanzéiert ginn!

Wann ech mat 21 Milliounen eng Schoul bauen, Madamm, da sinn dat fir déi nächst véier Joer jeeweils 5 Milliounen a mengem Budget. Wann ech a mengem Budget awer nëmmen nach 6 Milliounen Excedent hunn an ech muss all Joer 5 Milliounen fir eng Schoul op den Dësch leeën, wärend véier Joer, dann hunn ech kee Su méi, fir iergend eppes aneschters ze maachen. Dir hätt awer nach gär, dass ech soss Saache maachen als Gemeng, Dir hätt gären, dass ech Maisons-relaise bauen, Dir hätt gären, dass ech Musekschoule bauen, Dir hätt gären, dass mer all méiglech aner Saache maachen! An ech soen Iech: Stellt eis d'Suen zur Verfügung à terme!

An ech si gäre bereet, an enger Opération Open Book doriwwer ze diskutéieren - Open Book! Mee ech hunn d'Impressioun, dass dat mat Iech net geet! Da musse mer kucken, dass mer een aneren derbäikréien, fir doriwwer ze diskutéieren. An ech soen Iech, dass wann näischt geschitt … - an Dir sidd fundamental der Meenung, dass näischt soll geschéien! Dir huelt 420 Milliounen aus engem Secteur eraus an Dir gitt quasi keng Kompensatioun, well Är 5 %, déi Der do fièrement ëmmer mat eropbréngt vun Augmentatioun vun den Investissements publics, dat ass net emol eng Dréps op de waarme Steen, ëm deen et geet.

An ech muss Iech ganz éierlech soen - a sidd mer net béis -: Ech brauch keng Finanzberodung aus dem Interieur! Ech weess, wéi et a mengem Budget ass! Ech ka selwer e Pluriannuell opsetzen! An et si ganz vill Gemengen, déi dat kënnen. Et si ganz vill Buergermeeschteren, ganz vill Schäffen, déi à même sinn ze wëssen, wéi d'Situatioun vun hirer Gemeng ass. An ech si frou, dass Dir dat ubitt. Mee et ass net dat, wat ech brauch! Dat, wat de Gemengesecteur brauch, dat ass eng aktiv Ënnerstëtzung vun dëser Regierung, fir duerch eng Kris ze kommen!

(Interruption)

Ass dat da sou schwéier ze kap..., ze verstoen?

(Interruption par M. Guy Arendt)

Soss komme mer op d'nächst Joer! Jo, entschëllegt, mee ech muss awer ganz éierlech soen, Guy, ...

(Interruption par M. Guy Arendt)

... wann ech esou Äntwerten, wann een esou Äntwerte kritt op e seriöe Sujet, eng Verneinung eigentlech, en fin de compte, vum Problem: „D'Gemenge sinn net d'Verléierer!", „D'Gemenge bleiwen handlungsfäeg!" … Ech soen Iech: Wann d'Kris esou weidergeet, sinn d'Gemengen an zwee, dräi Joer net méi handlungsfäeg, mee och nach déif verschëlt! An ech fuerderen Iech nach eng Kéier op, wierklech nach eng Kéier op: Iwwerleet Iech gutt, wat Der mat dem zweeten Deel vum Lëtzebuerger Staat maacht!

Dir sidd elo rose mat mir? Ech plädéieren eigentlech fir Iech, well et gëtt nämlech net déi rout, déi blo, déi schwaarz, déi gréng Gemeng, et gëtt just déi Gemengen, déi an den nächste Jore ganz schwéier mussen investéieren. Kuckt Iech d'Investitiounsprogrammer vun de Gemengen un, Madamm! Kuckt Iech un, wat an deenen nächste Jore muss investéiert ginn! An dat musse mer stemmen! A mat 4 Milliounen Euro Excedent - mat 6 Milliounen Euro, a mengem Fall, deen dann op 5 oder 4 erofgeet ... Wat ass zu Diddeleng nach Rescht? Zu Diddeleng si 7,3 Milliounen am Excedent am Ordinär Rescht. Domat méchs de dach keng Politik!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, et ass absolutt net meng Gewunnecht, hei zréckzekommen, mee also hei erliewe mer awer Saachen, déi sinn net novollzéibar!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hunn hei den Här Wolter zitéiert, deen hei op dëser Tribün zwou Saache gesot huet: „2008 hate mer Reserven" - en huet elo net méi driwwer geschwat -, ...

(Interruption)

... „mir hate Reserven a mir hunn näischt geléint", dat huet e gesot! A wat hunn ech gesot? „Ech froe mech, wou déi Reserve waren, …

(Interruption)

… an Dir hutt missen 2,7 Milliarde léine goen." An da kënnt den Här Wolter hei soen, ech hätt eppes ganz Schlëmmes gemaach an eppes ganz Schlëmmes gesot! Ech hunn d'Wourecht gesot, sou wéi se ass! A fir dat dann ze verdréien, ech hätt soi-disant eppes verdréit … Ech hu guer näischt verdréit!

Dir hutt eppes gesot, wat faktuell falsch ass! An da muss een dat riichtbéien! Da muss een dat akzeptéieren! Mee dann ass et net, fir dann op mech ze weisen, wéi wann ech do hätt missen dreemen, wat mat deene Sue gemaach ginn ass!

(Brouhaha)

An, also, …

(Brouhaha)

... ech insistéieren drop, dass verifiéiert gëtt, wat den Här Wolter gesot huet! An ech hätt gär, dass hei kloer gesot gëtt, dass festgehale gëtt, dass dat, wat den Här Wolter déi éischt Kéier gesot huet, net richteg ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Gramegna. Da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, den Här Gramegna reegt sech hei op, well en d'Wourecht eigentlech net wëllt héieren, an dat ass déi, ...

Une voix.- O!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... dass an enger Bank, wou hie selwer Administrateur war, ...

(Brouhaha)

... iwwer e Weekend ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass net op dëser Säit, Här President!

(Brouhaha)

Ech hat eigentlech elo net méi wëllen intervenéieren, ech wëll Iech just soen, dass den Här Wolter net Onrecht huet. Jo! Soll ech Iech soen, firwat? Well 2007 deen Exercice war, wou de Lëtzebuerger Staat dee gréissten Iwwerschoss am Zentralstaat hat! Also ware wierklech Reserven do! An déi Kolleegen, déi mat an der Regierung waren - do sëtzt een dervun, et sëtzen der eng Rei dervun do -, déi kënnen Iech dat bestätegen.

An Dir als Finanzminister, Här Gramegna, Dir misst dat da jo och wëssen! An da fannen ech et awer e bëssen onverfrueren, dass, wann Der wësst, dass hei Emprunte gemaach gi si mat deem speziellen Objet - iwwregens mat dem ganze Konsens vun der Chamber deemools -, well iwwer engem Weekend huet missen e grousse Kraaftakt gemaach ginn, dass de Jean-Claude Juncker an de Luc Frieden, dass déi gehandelt hunn, fir dass, ier d'Boursse méindes erëm géifen opgoen, eng Stabiliséierung fir déi ehemoleg Fortis … - dofir! Well soss wier d'Fortis hei zu Lëtzebuerg mat der Banque Générale ratsch d'Baach erofgaangen! An Dir wësst ganz genee, wann dat geschitt wier, da wieren Honnerten, Honnerte vun Handwierksbetriber, déi hir Prêten do haten, ...

(Brouhaha)

... Dausende vu Leit, déi do geschafft hunn, dann hätten déi den Dag drop keng Aarbecht méi gehat! An ech mengen, déi DP-Vertrieder vun deemools - sief dat den Här Goerens, sief dat den Här Grethen -, déi hate vill méi Responsabilitéitsgefill, well ouni dat wier déi Bank do faillite gaangen! Dat ass d'Geschicht, déi ee muss soen!

(Brouhaha)

A wann Der hei soe kommt, ...

(Interruption par M. Max Hahn)

Ma dat huet domadder ze dinn, Här Hahn, ...

(Brouhaha)

Här Hahn, dat huet domadder ze dinn, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... dass keng Prêten gemaach goufen, ...

M. Max Hahn *(DP).*- Haut ginn d'Sue gebraucht, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- ... fir de Betriber ze hëllefen, an deemools, fir de Banken ze hëllefen! Wou ass do den ...?

(Brouhaha général)

Et huet jo keen dat doten a Fro gestallt!

(Brouhaha)

Et huet guer keen dat a Fro gestallt!

(Coups de cloche de la présidence)

Et ass just a Fro gestallt ginn: ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo huet den Här Roth d'Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- ... Ass en Emprunt gemaach ginn oder net? An et ass ee gemaach ginn! Et huet keen a Fro gestallt, datt ee gemaach ginn ass, Här Roth.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Hahn, et ass awer e sensibelen Ënnerscheed. Wann ech en Emprunt maachen an ech kréien domadder Parten an enger Gesellschaft - a wann ech mech gutt erënneren, huet Lëtzebuerg nach ëmmer déi Parten - ...

Une voix.- Richteg!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Genau!

(Brouhaha)

Also ass eng Contrevaleur do!

M. Max Hahn *(DP).*- Ass dann hei keng Contrevaleur do, wa mer eise Betriber hëllefen, fir datt se net faillite ginn?

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Majo, dat ass en Invest! Verstitt Der dat dann net?! Dir hutt ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Jo, bon, Dir kënnt ...

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här Bauler, kënnt Der Äre Leit erklären, wéi dat fonctionéiert, wannechgelift?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

(Hilarité)

Da stellen ech Iech, Här Hahn, d'Fro: Stëmmt et, dass en Emprunt obligataire gemaach gouf, fir eng Participatioun an der deemoleger Fortis ze huelen? Firwat ass déi gemaach ginn: Fir där Fortis déi Finanzstabilitéit ze ginn, dass déi och duerno nach kéint fonctionéieren an dass se, zesumme mat dem belsche Staat a mat dem hollännesche Staat, déi och Participatioun haten, eng kontrolléiert Ofwécklung konnt hunn. Dat ass dat, wat geschitt ass. Dat heescht, am Kloertext huet den ...

Dir kënnt elo de Kapp rëselen!

M. Max Hahn *(DP).*- Nee, nee.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Am Kloertext huet de Staat - iwwregens am Konsens, ech mengen, et war eng unanime Decisioun an der Chamber - ...

M. Max Hahn *(DP).*- Dat stellt jo guer keen a Fro! Dat huet dach kee Mënsch, heibannen a Fro gestallt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mee et war eng Contrevaleur do!

M. Max Hahn *(DP).*- Kee Mënsch!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Lauschtert emol! Et war eng Contrevaleur do. An ech hunn a menger Ried virdru schonns gesot, dass Der eppes gemaach hutt - a wann Der dat contestéiert, dann hätt ech gären, dass Der opstitt an dass Der et sot -, dass nämlech am Covidgesetz am Abrëll eng Dispositioun aus dem Kontabilitéitsgesetz erausgeholl gouf, nämlech fir déi ze maachen, dass kéint Schold opgeholl ginn, ouni dass mussen an der Konterpartie Investissementer sinn. Stëmmt dat? Jo oder neen?

M. Max Hahn *(DP).*- Dat stëmmt!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Genau. Da sidd Der frou, dass dat deen ... Stëmmt dat, dass d'Cour des comptes an hirem schrëftleche wéi och an hirem mëndlechen Avis, dee se an der Finanzkommissioun ginn huet, kloer ënnerstrach huet, dass fir d'éischt zënter 2000 Scholde gemaach ginn, fir net Investissementer ze finanzéieren, mee Scholden, fir d'Depense-couranteë vun dem Staat.

Här Hahn, Dir wësst dat jo, ass dat „jo" oder „neen"?

M. André Bauler *(DP).*- Dat ass eng ganz aner Vue!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Nee, dat ass eppes ganz aneschters! Wann Der Scholde maacht - Dir sidd jo Ekonomiesproff -, fir Är Depense-couranteën als Stot ze finanzéieren oder fir d'Depense-couranteë vun engem Betrib ze finanzéieren, wësst Der, wat dann ass? Dann hutt Der keng Sue méi an dann hutt Der en Ébranlement de crédit. An da sidd Der fäerdeg an da sidd Der faillite.

M. André Bauler *(DP).*- Här Roth, ech hu vum Scénario de crise geschwat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

M. Max Hahn *(DP).*- Dat ass jo ganz anescht.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert geet zréck un den Här Finanzminister.

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll just signaléieren, dass am Joer 2008 den 8. Februar de Staat en Emprunt vun 200 Millioune gemaach huet, den 2. Oktober en anere vun 200 Milliounen an en anere vun 300 Milliounen. Dat sinn emol 700 Milliounen, déi geléint gi sinn. An dann um Schluss vum Joer sinn 2 Milliarden Emprunt obligataire gemaach ginn. Dat ass dat, wat 2008 geschitt ass. Méi hunn ech zum Sujet net ze soen.

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP).*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A vu dass den Här Wolter sech vläicht ongléckIech ausgedréckt huet ..., mee hien huet gesot: „2008 hate mir Reserven." Mee si hunn awer misse schonn am Februar 200 Millioune léine goen. Firwat, weess ech net. Ech wëll dat just riichtstellen. Dat schéngt net ganz richteg gewiescht ze sinn, wat en eis gesot huet. Do sinn 200 Milliounen Emprunt gemaach ginn, dunn nach eng Kéier 200 an nach eng Kéier 300 an um Schluss vum Joer 2 Milliarden. Also, dat war faktuell anescht wéi dat, wat den Här Wolter gesot huet.

Une voix.- Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Finanzminister. Ech mengen, domadder si mer zum Schluss vun der Diskussioun komm.

Plusieurs voix.- Nee!

M. Fernand Etgen, *Président.*- O, nach Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar. Entschëllegt, well deen hat scho virdru gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här President, ech hat elo laang Gedold.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass richteg, Här Mosar. Pardon!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et muss ee vill Gedold hunn. Ech wollt eigentlech och haut guer net méi intervenéieren, mee ech sinn awer elo e bëssen interpelléiert ginn duerch d'Madamm Inneministesch. Ech hunn nämlech fonnt, datt mer eigentlech haut eng gutt Diskussioun haten, eng roueg Diskussioun, wou op eng korrekt Aart a Weis mateneen diskutéiert ginn ass. Wat ech awer allerdéngs net kann akzeptéieren, dat ass déi Aart a Weis, wéi d'Madamm Inneministesch hei op d'Froen, berechtegt Froen, vun de Kolleegen an och vu mir geäntwert huet. An erlaabt mer do awer e puer Remarken ze maachen, Madamm Inneministesch.

Ech wëll ufänken, andeem ech nach eng Kéier soen: Ee vun den Haaptdiskussiounspunkten ass an deene ganze Budgetsdebatten de Logement. Do si mer eis alleguerten eens! Wann ech elo kucken, wéi wichteg datt d'Roll vun de Gemengen ass am Logement, da muss ech awer och e bësse kucken: Wat sinn d'Instrumenter, déi eng Gemeng zur Verfügung huet, fir um Immobiliemaart iwwerhaapt ze intervenéieren? An dat sinn der dräi, Madamm Inneministesch.

Dat éischt, dat ass d'Spekulatiounssteier, iwwert déi hei vu ganz ville Leit geschwat ginn ass. Wat awer net gesot ginn ass, dat ass, datt mer e Gesetz hu vun 2008, an deem eng Base légale dran ass, déi net duergeet, fir datt d'Gemenge kënnen eng Spekulatiounssteier afeéieren. An duerfir, mengen ech, ass den Här Kox jo och amgaangen, déi ze reforméieren. Dat ass awer eng Feststellung, déi een awer eng Kéier emol misst klipp a kloer soen! Säit 2008 an och säit dëser Regierung, déi 2013 ugetrueden ass, ass näischt geschitt, fir eng anstänneg Base légale hei ze kréien, déi de Gemengen et géif erlaben, eng Spekulatiounssteier anzeféieren!

(Interruption)

Deen zweete Punkt: d'Grondsteier. Ech hu ganz vill héieren, Madamm Inneministesch, mee dat doten ass eigentlech e Konsens scho säit Joren, datt soll déi Grondsteier reforméiert ginn. Schonn Äre Virgänger, den Här Kersch, war domadder amgaangen. Dir hat elo siwe Joer Zäit - siwe Joer Zäit! -, ...

(Interruptions diverses)

... Dir Hären, fir ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Den Här Mosar huet d'Wuert. Jidderee kann duerno nach d'Wuert froen, mee de Moment huet den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President.

Do si vun Iech elo dräi Konditiounen hei opgeziel ginn: De Berechnungsmodus. Den Här Roth huet dat wonnerbar beschriwwen. Mir si mat Iech d'accord. Et ass net komplizéiert, fir dat an e Projet de loi eranzesetzen.

Dat Zweet: informatesch Programmer. Mat allem Respekt: Dat kann awer keng Joren daueren, bis mir informatesch Programmer hunn. An Dir kënnt scho roueg e Projet de loi op den Instanzewee setzen, ier mir déi informatesch Programmer derfir hunn.

Well - kommt, mir maachen eis näischt vir! -, dee Projet wäert jo net innerhalb vun dräi Méint ausdiskutéiert ginn. Dat gëtt jo e Projet, wou warscheinlech ganz laang Consultatioune kommen, wou ganz vill Avise kommen. Duerfir fannen ech, mir kënnen direkt domadder ufänken.

An dat Argument vun de PAGe loossen ech net gëllen! Dir kënnt ouni Problem dee Projet de loi op den Instanzewee setzen. An ech muss Iech soen: Ech héieren elo säit Joren, och vun de Kolleegen am Stater Gemengerot, déi Ärer Partei ugehéieren, déi eis permanent en décke Kapp maache vu Grondsteier. Mir kënnen awer am Moment näischt maachen, Dir hutt selwer erkläert, well mer eng Valeur unitaire hunn, déi net méi aktuell ass. Mir kënnen also näischt maachen.

Mir kënnen och keng Spekulatiounssteier am Moment aféieren, well mer net déi gesetzlech Basis hunn! Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier en ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir kënnt awer d'Augmentatioun vum B6 maachen.

Une voix.- Dat maacht Der net.

(Interruptions par M. Claude Haagen)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Majo ech hunn ... Ma ech erklären Iech dat. Ma Här Haagen, ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ja?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... am Géigesaz zu Iech, ... Ech mengen, bei Iech ass et ëm siwen Terrainen oder siwe Proprietäre gaangen. An der Stad Lëtzebuerg geet et ëm 230 Terrainen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

A contrairement zu deem, wat Dir mengt, sinn dat e lauter kleng Proprietären. Wa mir dat do gemaach hätten, wat Dir proposéiert oder wat Dir zu Dikrech gemaach hutt, dann hätte mir verschiddene Leit hir Grondsteier op 30.000, 35.000 Euro d'Joer gehuewe fir e klengen Terrain, deen d'Leit hanner hirem Haus hunn! Wien hätte mer do getraff? Déi kleng Leit, déi just en Terrain hunn! Net déi grouss Spekulanten! Duerfir huet d'Stad Lëtzebuerg déi Decisioun och net geholl.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir maacht dat zu Dikrech. Mir maachen dat an der Stad net, ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... well mir net wëllen en total ongerechte System aféieren!

Drëttens, Här Engel ...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wou mengt Der dann, datt Der d'Spekulatiounssteier aféiert? Bei deene klenge Leit?!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Haagen, wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Hie soll Saache soen, déi stëmmen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech weess net, firwat datt déi Nervositéit besonnesch bei der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei ass. Ech mengen, hei ass ëmmer: Déi, déi jäizen, dat sinn déi, déi sech warscheinlech getraff fillen.

(Exclamations)

(Hilarité)

Une voix.- Dofir jäizt Dir ëmmer a ganz laang a ganz oft!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Elo has de den Här Roth awer schéi getraff!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Roth huet dat extreem gutt hei ... Et wär heiansdo besser, Här Engel, ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Engel, et wär heiansdo besser, Dir géift dem Här Roth emol nolauschteren. Dir kéint nawell ganz vill beim Här Roth léieren.

Ech kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer bei d'Virkafsrecht, well do kommen ech awer elo net aus dem Staunen eraus. Also, Madamm Inneministesch, et ass net mäi Liblingstheema. Ech ka mer vill méi passionant Sujete virstelle wéi d'Virkafsrecht.

Ech stelle just eppes fest, an do gëllt dat selwecht wéi dat, wat mäi ganz gudde Kolleeg Michel Wolter gesot huet: Ech hunn d'Impressioun, wat dat Virkafsrecht ubelaangt: Entweeder Dir verstitt et net oder Dir wëllt et net verstoen!

(Interruptions)

Loosst mech dat elo nach eng Kéier erklären! An ech hoffen, datt Der et da verstitt.

Et geet hei a sech ëm zwee Urteeler. An Dir schwätzt ëmmer nëmme vun engem Urteel! Et geet ëm een Urteel, dat an enger Affär prononcéiert ginn ass den 21. Januar vun dësem Joer, an enger Affär géint de Fonds du logement. An deem Urteel geet et haaptsächlech drëm, wien d'Decisioun hëlt, fir en Droit de préemption ze exercéieren. Ass dat de Schäfferot? Ass dat de Gemengerot? Do ass am Moment e Groupe de travail amgaangen ze schaffen, déi gutt virukommen an déi mer och solle schaffe loossen.

> ## Le saviez-vous ?
>
> **HUIS CLOS**
>
> Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

Et ass awer an der Tëschenzäit, Madamm Minister, vun deem schwätzt Der net, en zweet Urteel komm an enger Affär, déi d'Gemeng Suessem ..., an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vun der aktueller Buergermeeschtesch a vum fréiere Buergermeeschter. Géint déi Affär, Madamm Inneministesch, ass Appell gemaach ginn.

Une voix.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Elo weess all Jurist aus dem éischte Joer, datt eréischt eng Jurisprudenz entsteet, wann et en definitiivt rechtskräftegt Urteel gëtt. En Urteel aus éischter Instanz, wou Appell gemaach ginn ass, ass kee rechtskräftegt Urteel! Erlaabt mer, Iech dat nach eng Kéier ze soen.

Dir hutt awer Är Circulaire dorobber baséiert, fir elo ze froen, datt d'Gemenge net méi, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war, just hu misse soen, datt se géifen en Terrain kafen, fir entweeder soziale Wunnengsbau ze maachen oder fir ëffentlech Gebaier drop opzeriichten, mee Dir fuerdert an Ärer Circulaire, datt d'Gemengen e Projet détaillé verséieren.

Mir hunn Iech elo Dossieren eraginn als Stad Lëtzebuerg, wou Der eis dat dote gefrot hutt. Bis elo hu mer nach keng Äntwert vun Iech! Ech soen Iech just dat heiten: Dir hätt sollen ofwaarden, bis an der Affär vun de Kolleege vun der Gemeng Suessem en definitiven Arrêt komm wier! A wann an deem Arrêt dat steet, wat Dir mengt, wat vläicht drasteet, hätt Der mat Recht kënnen esou eng Circulaire erausginn. Do si mer awer net!

Wat hutt Dir elo fäerdegbruecht? Dir hutt fäerdegbruecht, datt d'Gemengen - entre autres och déi Gemeng, wou ech am Schäfferot sinn - am Moment iwwerhaapt kee Virkafsrecht quasiment kënnen ausüben. An do, wou mer et gemaach hunn, si mer blockéiert. Dat ass net nëmmen e risege Schued fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Gemengen, mee et ass och e risege Schued fir déi Leit, déi zum Beispill an der Affär, vun där ech geschwat hunn, am Moment net virukommen, well den Dossier bei Iech am Interieur blockéiert ass.

Duerfir nach eng Kéier, Madamm Minister: Iwwerleet Iech wierklech, ob dat do am Sënn ass, datt Dir Iech op eng éischt Instanz baséiert fir eng Circulaire ministérielle, well wann Der dat maacht, ginn Honnerte vun Urteeler, déi all Joers kommen, zum Beispill en matière d'aménagement oder en matière d'autorisation de construire, ... Gitt Iech dach net op eng eenzeg baséieren, fir doraus eng Prinzippiendecisioun ze huelen! Dat geet net! An dofir géif ech Iech wierklech hei nach eng Kéier soen: Wannechgelift ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt beim Parole après ministre den Temps de parole op fënnef Minutte limitéiert ass.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech wëll der Madamm Minister, well dat jo anscheinend net esou einfach ass ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt Iech dat schéin a fein an Erënnerung ruffen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... ze verstoen, dat elo nach eng Kéier am Detail erklären.

Ech géif just erwaarden, Madamm Inneministesch, an dat gëllt souwuel fir dat, wat den Här Wolter, fir dat, wat den Här Roth, wéi fir dat, wat ech gesot hunn: Ech hunn och schonn a menger politescher Karriär vill Inneministeren erlieft, vu verschiddene Parteien, an ech muss soen, en Inneminister, deen ass fir mech do, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen.

(Interruptions)

Fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen! Deen ass net do, fir de Gemengen och nach Steng an de Wee ze leeën, mee fir d'Steng aus dem Wee erauszehuelen.

An ech géif mer wierklech wënschen, datt Dir, Madamm Inneministesch, an déi Regierung och erëm géift op déi dote Praxis zréckkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An da freet den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt just eng perséinlech Erfarung a Saache Grondsteier hei mat de Kolleegen deelen.

Tëschent 1999 an 2004 war ech e klengen Duerfbuergermeeschter an do souz ech zesumme mat engem Inneminister, deen d'Grondsteier wierklech wollt reforméieren a sech immens Méi ginn huet, fir déi Grondsteier ze reforméieren. Duerno war dee Minister net méi an der Regierung. Dat war säi Choix an ech wëll ëm och do kee Reproche maachen.

Duerno souz ech zéng Joer an enger Regierung mat engem aneren Inneminister. Deen Inneminister wollt och eng Reform vun der Grondsteier maachen. An ech wëll ëm och net ënnerstellen, dass e sech net Méi ginn huet, fir déi Grondsteier ze reforméieren.

Elo hu mer eng relativ nei Inneministesch an ech wollt lech just drëm bieden, där neier Inneministesch déi selwecht Chance ze ginn, fir déi Reform vun der Grondsteier an enger participativer Approche ze maachen, déi mer zesummen alleguer wëlles haten an déi mer bis elo net fäerdegbruecht hunn.

Also, wannechgelift, kommt, mer pake mat un a mer huele jiddwereе seng Part vu Responsabilitéit an deem schwéieren Dossier, deen een net einfach esou kann erofzauberen!

Merci villmools.

Une voix.- Gutt. Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. Ordre du jour

Ech géif d'Chamber froen, ob mer mar de Moie kënnen um 8.30 Auer ufänken. Ech wëll dat fir d'éischt soen, well ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, wéinst menger och um 8.45 Auer.

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... verschidde Leit verschidde Schwieregkeeten hunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Kënne mer nach e bëssen handelen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, kënne mer nach e bëssen handelen?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Baum freet nach d'Wuert.

4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Nee, entschëllegt, ech maachen et ganz kuerz, Här President. Dir hat mech virdrun, mengen ech, iwwersinn. Ech verzeien lech dat.

De ganzen Dag hu mer, wéi den Här Mosar richtegerweis gesot huet, e gudden Debat gefouert, dee vläicht elo zum Schluss e bëssen derapéiert ass.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- A nee! Nee, nee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Nee, nee, nee, net zum Schluss derapéiert ass!

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

Ech wëll fir meng Partei eppes awer ganz kloer soen un d'Adress vun de Kolleege vun der CSV. 2009, wéi déi Banken hu misse gerett ginn, dunn huet d'ganzt Parlament dat matgestëmmt, och d'Demokratesch Partei. An dozou sti mer och haut nach. A wann déi 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) geléint gi sinn, dann hu mer jo déi 5,9 Millioune (veuillez lire: 5,9 Milliarde) gebraucht, esou wéi den Här Wolter eis et gesot huet, fir déi Banken ze retten a fir déi Betriber ze retten. Hunn ech dat richteg verstanen, Här Wolter?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Oder nee, et war den Här Roth.

Sou! Wat maache mer haut? Mir sinn haut an enger ganz anerer Kris. Mir sinn an enger sanitärer Kris, wou Leit krank ginn, wou Leit stierwen a wou mer am Fréijoer an engem Lockdown waren, wou d'Betriber net konnte schaffen, wou d'Leit hu missen doheem bleiwen.

An déi Suen, déi mer agesat hunn, an déi Suen, déi mer elo nach asetzen, an déi Suen, déi mer vläicht och nach d'nächst Joer brauchen, woufir ginn déi gebraucht? Ma déi gi ganz genau fir dat gebraucht, wat d'Fraktiounscheffin vun der CSV de Moie gesot huet: fir d'Investissementer héichzehalen! Firwat? Wa mer eng Austeritéitspolitik maachen, d'Investissementer eroffueren, dann hu mer vläicht de Budget am Equiliber, mee eis Betriber hu keng Aarbecht, d'Leit hu keng Aarbecht, mir falen an de Chômage a mir kréie keng Recetten am Staat.

D'Madamm Hansen huet ganz richteg gesot, mir missten d'Kafkraaft héichhalen - 100 % richteg! -, mir missten d'Leit stäerken an d'Betriber stäerken. An dat ass dat, wat mir maachen hei!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A wa mer d'nächst Joer musse Sue léine goen, da gi mer Sue léinen! Wësst Der, zu wivill dass mer léinen? Zu negativen Zënsen hu mer geléint! Mir hunn annerhallef Milliarde geléint a mir kréien 22 Millioune geschenkt. Also, wannechgelift, ...

(Interruptions)

... et ass keen heibannen, ...

Une voix.- Dat ass en Invest!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech mengen, et ass keen heibannen, deen ni a sengem Liewe Sue geléint huet. Kommt, mir halen op ze maachen, wéi wann dat - et huet ee gesot - en Däiwelswierk wär! Mir hu Sue geléint fir d'Leit hei am Land, fir d'Betriber hei am Land, fir d'Ekonomie hei am Land, fir d'Kafkraaft. A wa mer nach eng Kéier Sue musse léine goen, da maache mer dat!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat ass op alle Fall déi Politik, déi mir wëlle weiderféieren. A wann ech héieren, wat Der de Moie gesot hutt als CSV, ma da maacht Der jo gäre genau dat selwecht mat eis!

(Brouhaha)

A kommt, mir bleiwe wéinstens op enger Linn!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, d'Diskussioune si fir haut domadder ofgeschloss.

Wéi gesot komme mer da mar de Moien um 8.30 Auer zesummen an da fänke mer u mam Projet de loi iwwert de Kont vum Joer 2019. Duerno wäerte mer iwwert de Budget ofstëmmen an duerno wäerte mer dann iwwert d'Motiounen diskutéieren an iwwert déi ofstëmmen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.51 heures.)

SÉANCE 24

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Jeudi 17 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019**
   - Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 1)
   - Discussion générale : M. André Bauler - Mme Cécile Hemmen - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :**
   1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
   2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
   4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
   5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
   6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
   7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
   11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
   12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
   13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
   14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
   16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
   17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
   18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
   21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;
   22° la loi modifiée du 23 décembre 2016
   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
   23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;
   25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat
   et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique
   7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7666 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7667 et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel - Mme Martine Hansen
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner - M. Sven Clement (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
   - Motion 4 : M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
   - Motion 5 : Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 5 (rejetée)
   - Motion 6 : M. Marc Lies - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum)
   - Vote sur la motion 6 (rejetée)
   - Motion 7 : M. Marc Spautz - M. Fernand Kartheiser - M. Max Hahn
   - Vote sur la motion 7 (rejetée)
   - Motion 8 : M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - M. Michel Wolter
   - Vote sur la motion 8 (rejetée)
   - Motion 9 : M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Gilles Roth - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 9 (rejetée)
   - Motion 10 : M. Laurent Mosar - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 10 (rejetée)
   - Motion 11 : M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Marc Baum (intervention de M. David Wagner)
   - Vote sur la motion 11 (rejetée)
   - Motion 12 : M. Marc Spautz (intervention de M. Max Hahn) - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 12 (rejetée)
   - Motion 13 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Sven Clement
   - Vote sur le renvoi de la motion 13 en commission (adopté)
   - Motion 14 : M. Gilles Baum - M. Gilles Roth
   - Vote sur la motion 14 (adoptée)
   - Motion 15 : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur la motion 15 (adoptée)
   - Motion 16 : M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel) - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Georges Engel - M. Laurent Mosar - M. Michel Wolter (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gusty Graas) - Mme Lydie Polfer - M. Gilles Baum (interventions de M. Michel Wolter, Mme Martine Hansen, Mme Lydie Polfer et M. David Wagner) - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 16 (rejetée)
4. **7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. **7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019**
   - Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)
   - Discussion générale : M. Carlo Back - M. Fernand Kartheiser - M. Guy Arendt - Mme Lydia Mutsch - M. Sven Clement
   - Vote sur la résolution (adoptée)
6. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)
7. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)
8. **Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement**
   - Dépôt et exposé : Mme Octavie Modert (dépôt de la résolution)
   - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

2. 7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ier mer zum Vott vum Staatsbudget 2021 an iwwert d'Programmatioun financière pluriannuelle kommen, musse mer nach fir d'éischt iwwert de Projet de loi 7676 iwwert de Compte général vum Exercice 2019 diskutéieren an ofstëmmen. Mir kommen da fir d'éischt zum Projet de loi 7676 iwwert de Compte général vum Exercice 2019. An ech gëif der Rapportrice, der Madamm Octavie Modert, d'Wuert ginn. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Octavie Modert *(CSV), en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moie gläich a frësch a monter wéi mer déi ganzen Zäit sinn, musse mer nach iwwert d'Staatskonte berichten an ofstëmmen. An ech hunn d'Éier, Iech de Rapport vun der honorabeler Deputéierten Diane Adehm ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... iwwert d'Staatskonte vun 2019 virzestellen, e Rapport, deen d'Budgetskontrollkommissioun dës Woch de 14. Dezember gestëmmt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsjoer 2019 ass ugaange mat der budgetstechnescher Particularitéit vu véier Méint Douzièmes provisoires, eppes, wat mer jo och elo fir d'zweet erlieft hunn, wat awer keen Afloss huet op d'Exekutioun vum 2019er Budget respektiv d'2019er Staatskonten. Déi hunn ofgeschloss mat engem Iwwerschoss vun 1,27 Milliarden, wougéint am gestëmmte Budget en Defizit vu ronn enger Milliard ageschriwwe war. Dat ass eng Verbesserung vum Resultat vun 2,33 Milliarden Euro am Kont géintiwwer dem gestëmmte Budget aus dem Abrëll 2019.

Wouhier kënnt dës Verbesserung? Den Ënnerscheed erkläert sech éischtens duerch Méieinnahme vu 4,87 %, wärend zweetens gläichzäiteg d'Ausgabe kaum ofgewach si vum Budget voté, just 0,99 % méi, a se kënnt drëttens haaptsächlech duerch en Emprunt obligataire vun 1,7 Milliarden Euro, deen d'Regierung am November 2019 mat Negativzënsen opgeholl huet.

Dës 1,7 Milliarde sinn an der Recette en capital verbucht ginn an d'Dokumenter vum Finanzministère, vun der Cour des comptes a vum Staatsrot hiewen ervir, datt ouni dësen Emprunt d'Konten 2019 mat 128 Millionen Euro Defizit ofgeschloss hätten. Am Budget voté waren dogéint 815 Millionen Euro Defizit virgesinn. Dësen Ënnerscheed vu 686 Millionen Euro kommen duerch Méieinnamen am lafende Budget; wéi gesot, et ass méi Lounsteier an IRC (ndlr: Impôt sur le revenu des collectivités) erakomm an d'Masse salariale ass an d'Luucht gaangen.

De PIB ass 2019 ëm 2,3 % gewuess; bei der Opstellung vum Budget war vun 3 % ausgaange ginn. D'Inflatioun louch 2019 bei 1,7 % an d'Aarbechtslosegkeet bei 5,6 %.

Déi reell Gesamtausgaben am Joer 2019 louche just, wéi gesot, 0,99 % iwwert dem gestëmmte Budget. Eng vun den déckste Ausgaben, déi méi héich war, wéi am Budget virgesinn, war déi vun den Achats de terrains et bâtiments dans le pays fir 185 Millionen Euro, méi, wéi virgesinn. Ausserdeem ass de Sukuk vun 2014 vun 200 Millionen Euro zréckbezuelt ginn an et sinn zum Beispill och 65 Millionen Euro méi Transferten un d'Sécurité sociale gaangen.

Här President, de Gesetzesprojet betreffend d'Staatskonte vun 2019 ass den 29. September 2020 an der Chamber hannerluecht gi mat der Annex iwwert d'Entwécklung vun den Einnamen an den Ausgabe vun de Spezialfongen, genau esou wéi d'Situation financière vun de Services de l'État à gestion séparée. Dem Rechnungshaff säi Rapport hu mir den 30. November kritt an dem Staatsrot säin Avis ass vum 27. Oktober 2020.

De Rechnungshaff huet en extrat Kapitel iwwert déi aktuell sanitär Kris an hir budgetär Konsequenzen opgestallt opgrond vun zwou Feststellungen: Éischtens, datt d'Regierung grouss Zommen ausgëtt fir de Gesondheetssecteur a fir d'Ekonomie an d'schaffend an d'schafend Mënsche vum Land an dëser extremer Zäit ze ënnerstëtze mat successiven Hëllefspäck a Moossnamen, wou mer jo och herno nach drop zréckkommen.

Zweetens stellt de Rechnungshaff anerersäits fest, datt duerch déi hei bedeitend Zommen d'Staatsschold héich uklëmmt an hieft ervir, datt den Defizit vun der Zentralverwaltung héich bleift an datt déi vun der Administration publique 2022 iwwert d'Grenz vun 30 % vum PIB klëmmt, awer natierlech ënnert de 60 % vun de Maastricht-Krittäre bleift.

Déi Situatioun mécht der Cour des comptes Suerge wéinst dem grousse Volume vun den Hëllefspäck, duerfir freet se mat der Comexbu e « suivi rigoureux de l'exécution de ces paquets de soutien et de relance pour être au fait des montants effectivement déboursés et pour vérifier si les différentes mesures ont atteint les objectifs escomptés. Ce suivi pourrait notamment se réaliser dans le cadre des projets de loi successifs portant règlement du compte général de l'État. »

An an deem Sënn, Här President, deposéieren ech eng Motioun vun alle Fraktiounen a Gruppen aus der Budgetskontrollkommissioun. Wannechgelift.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu les plans et programmes de soutien financier mis en place durant la crise sanitaire actuelle ;

- considérant les projets de loi actuellement pendants et prochainement mis au vote à la Chambre des Députés ;

- vu le volume des enveloppes financières mobilisées dans ce contexte ;

- vu qu'il importe de réaliser le suivi de l'exécution de ces paquets de soutien et de relance,

invite le Gouvernement

- à réaliser ce suivi et à en informer, à des intervalles réguliers, la Chambre des Députés ;

- à faire rapport de ces informations dans les projets de loi successifs portant règlement du compte général de l'État.

(s.) Octavie Modert, André Bauler, Djuna Bernard, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo, Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV), en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.*- D'Comexbu begréisst des Weideren, datt d'Regierung methodologesch Rapprochementer gemaach huet zwëschent der europäescher SEC-2010-Norm an dem 1999er Kontabilitéitsgesetz an domadder enger laangjäreger Fuerderung vun der Kommissioun nokomm ass. Si encourageéiert d'Regierung och, weider Ustrengungen ze maachen, fir den Desequiliber am Budget pour ordre ze reduzéieren.

D'Kommissioun begréisst och der Regierung hir Ustrengungen, fir aktualiséiert Ziffere beim Budgetsdepot virzeleeën iwwert d'Entwécklung vun den autoriséierten Emprunten. Dat ass wichteg a soll gemaach ginn, well nëmmen esou kann de Legislatif, also d'Chamber hei, och den Emprunten, déi geneemegt gi sinn, hir Entwécklung aschätzen a kontrolléieren.

D'Comexbu ass och der Meenung, datt et ee fir alle Mol soll gekläert ginn, ob, fir en Emprunt opzehuelen, e Spezialgesetz néideg ass an de Konditioune vum Artikel 99 vun der Verfassung.

Ech gräifen nach eng lescht rekurrent Recommandatioun vun der Comexbu eraus, an zwar fir d'Presentéierung vun den Ausgabe vun de Spezialfongen ze verbesseren: Si géif begréissen, wann d'Einnamen an d'Ausgabe vu verschiddene Fongen, net méi vun en all, well se huet sech op ville Plaze verbessert, mee vun eenzelne Fongen nach méi detailléiert opgeschlësselt géife ginn, fir alles richteg aschätzen ze kënnen.

Här President, fir weider Detailer iwwert de Gesetzesprojet vun de Staatskonten 2019 verweisen ech op de schrëftleche Rapport vun der Madamm Diane Adehm. D'Recommandatioune stinn och all an deem Rapport an erlaabt mir dozou nach eng lescht Bemierkung: Mir stëmmen als Chamber iwwert d'Gesetz selwer vum Compte général of, also iwwert d'Zuelen, d'Zifferen an d'Tableauen, déi den Text vum Gesetz ausmaachen. Am Rapport vun der Kommissioun awer sinn nach eng Rei Recommandatioune fir d'Ausféierung vum Budget dran, déi natierlech net am Gesetzestext selwer stinn. Ech denken, datt een am Zukunft déi Recommandatiounen och sollt a Form vun enger Motioun am Plenum abréngen an déi gläichzäiteg mam Gesetz iwwert déi jeeweileg Staatskonten unhuelen. Dat wär logesch.

Dat gesot, wëll ech Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend Merci soe fir d'Nolauschteren, a bréngen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Octavie Modert, villmools Merci a ginn direkt d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Aus Sécherheetsgrënn kommen ech erop, da kann ech wéinstens d'Mask ausdoen. Merci villmools der Madamm Modert fir hiren detailléierten, hiren ausféierleche Rapport. Merci och der Madamm Adehm an der Kommissioun fir hir Aarbecht a vun hei aus eng gutt Besserung gewënscht!

Da wollt ech just soen, datt mer frou sinn, datt d'Joer 2019 mat engem Iwwerschoss konnt ofgeschloss ginn, grad ewéi d'Joer 2018 och.

Doriwwer eraus sinn ech frou, datt den Här Finanzminister eis géintiwwer ëmmer ganz transparent ass an der Evolutioun vun der Dette publique, d'autant plus, wou een, Transparenz oblige, d'Donnéeën och mëttlerweil an aller Kloerheet um Internetsite vum Finanzministère fënnt.

Dat gesot, géif ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn an Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. E grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Adehm, iwwer si natierlech awer och der Madamm Modert fir d'Presentatioun. Selbstverständlech ginn ech och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord. Et ass e gudde Rapport gewiescht an e refletéiert och dat, wat mer an der Kommissioun geschwat hunn.

Um Niveau vun den Investissementer am Zentralstaat goufen effektiv 93 % vun der Enveloppe deboursséiert, wat virgesi war, an dat ass jo effektiv och net schlecht. Dat begréisse mer. An dofir, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och vu menger Säit e grousse Merci un d'Rapportrice Diane Adehm, mee awer och e grousse Merci un d'Madamm Modert. Mir si ganz averstane mat der virleiender Propos a mir ginn heimadder den Accord vun der gréngen Fraktioun. Mir wëllen och nach eng Kéier ënnerstraichen, dass déi Motioun, déi mer zesummen ofginn hunn, an eisem Sënn ass an dass et wichteg ass, an deem Sënn e rigouréise Suivi ze maachen. A mir begréissen, dass mer an déi dote Richtung ginn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt mech och de Mercien un d'Madamm Adehm an un d'Madamm Modert uschléissen. Selbstverständlech si mir och mat dësem Projet d'accord.

Ech wéilt just soen, et gëtt an deene Recommandatiounen e puer Aspekter, déi mer eis awer reservéiere kënnen, fir am Laf vum Joer drop zréckzekommen, notamment all déi Aspekter, déi mat de Scholden zesummenhänken. Mir diskutéieren dat haut relativ iwwerflächlech, mir kommen awer drop zréck, well de Problem vun der Staatsverschëldung ee vun deene fundamentalen ass, mat deene mer konfrontéiert sinn.

Mee fir haut den Accord vun der ADR mat engem grousse Merci un d'Madamm Modert an un d'Madamm Adehm. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Wéi meng Virriedner ginn ech den Accord vun eiser Sensibilitéit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Och vu mir als Éischt e Merci, net nëmmen un déi schrëftlech Rapportrice, mee och un d'mëndlech Rapportrice, déi hei en excellente Rapport gemaach hunn. Ech mengen, datt een zu de Konten net vill méi ka soen, wéi datt d'Depensë sech am Kader gehalen hu vun deem, wat gestëmmt gouf. All Stot wär frou, wann e bei engem Joresbudget bei tout juste minus 1 % géif erauskommen. Dat also hei eng Kéier och ervirgestrach, et muss een net ëmmer kritiséieren als Oppositioun, dat kann een och ganz kloer emol eng Kéier soen: 1 % méi Depensen, dat ass ganz akzeptabel.

Wat eis e bësse méi wéi deet a wou ech awer och am Laf vum Joer nach eng Kéier wäert drop zréckkommen, dat ass, dat eis Pro-Kapp-Verschëldung sech zënter 2008 (veuillez lire: zënter 2007) vervéierfacht huet a sech an deenen nächste Joren net onbedéngt wäert erhuelen. Dat ass eppes, do musse mer en A drop halen. Mir sollten net nëmmen op eng relativ Verschëldung am PIB kucken, mir sollten och déi Pro-Kapp-Verschëldung am A behalen, well dat ass dat, wat de Stot dobaussen och versteet, dat ass dat, wat mer an Zukunft u Capacité de remboursement mussen opbréngen, wa mer déi Scholden iergendwann eng Kéier wëllen zréckbezuelen.

Dat gesot, d'Cour des comptes huet eng ganz Rëtsch Recommandatioune gemaach - do wäre mer frou, wann déi no an no dann och endlech géifen opgeschafft ginn, genau esou wéi déi vun der Comexbu.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierter, ech si frou, dass mer hei dee Konsens hunn, dee mer jo praktesch all Joer hunn, mir huelen dat fir eng Selbstverständlechkeet.

Ech fannen dat en fait wierklech eng gutt Noriicht, dass mir esou zu Lëtzebuerg kënne schaffen, dass d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire dat ganz akribesch kuckt, an ech hu mech drugінn an all deene Joren, fir esou transparent wéi méiglech ze sinn - an ech mengen, dat bezweifelt och keen -, a mir ginn, ech ka soen, den allergréissten Demandë vun der Comexbu no, liwweren all d'Informatiounen, déi mer hunn. Heiansdo hu mer se net, da schaffe mer se aus, an da ginn déi kommunikéiert. An ech fannen dat ass och esou, wéi et soll sinn.

Ech wëll e puer Saachen ënnerstraichen: Effektiv war 2019 nach e Joer mat véier Méint Douzièmes provisoires, duerno hu mer dann den definitive Budget gestëmmt. Ech soen och Merci fir d'Verständnis, dass mer an der Covidkris de Compte général konnte méi spéit presentéieren, dat huet eis wierklech gehollef.

Wa mer elo quant au fond d'Resultat kucken, et war virausgesinn, dass mer 2019 vläicht en Defizit vun iwwer 800 Millioune géifen hunn, an en fait kënnt hannen eraus en Defizit vun nëmmen 129 Millionen. Mir hu gëschter vill geschwat vum Fait, dass mer 2018 an 2019 en Excedent haten. Ech mengen, dat huet elo keen ënnerstrach, ech wëll dat awer hei soen: Den Excedent fir 2019 ass 60 Millionen am Système européen de comptabilité.

Do gesäit een eeben d'Ënnerscheeder tëscht där enger Manéier an där anerer. Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi europäesch Aart a Weis vum SEC 2010, Système européen de comptabilité, vill

méi komplett ass a vill méi Institutioune mat eranhëlt wéi d'Établissements publics oder d'SEGSen (ndlr: Services de l'État à gestion séparée). Mee en fait si mer och an der Lëtzebuerger Kontabilitéit ganz no beim Equiliber.

Richtegerweis ass vum Här Clement ënnerstrach ginn - an ech si frou, dass en dat gemaach huet -, dass mer bei den Depensë ganz no derbäi ware bei deem, wat virgesi war. An, wéi d'Madamm Hemmen och richteg gesot huet, mir hunn dat erreecht, andeem mer nach ëmmer ganz vill investéiert hunn. Well déi Aart a Weis, fir séier ze spueren, déi vu ville Länner gebraucht gëtt, wann d'Staatsfinanzen net gutt sinn oder de Budget net gutt ausgesäit, ass, einfach op den Investissementer ze spueren. An et ass net dat, wat mer hei gemaach hunn. Mir hunn hei e bessert Resultat, net, well mer d'Investissementer niddreg gehalen hunn oder artificiell niddreg gehalen hunn, mee - an dat ass jo eng gutt Noriicht -, well d'Recettë bal 5 % méi héich ware wéi dat, wat am Budget virgesi war - wat och en Temoignage ass, dass et der Wirtschaft dee Moment relativ gutt gaangen ass.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer eng Innovatioun virun zwee Joer, mengen ech, agefouert hunn, déi dëst Joer ganz gutt zum Virschäin kënnt, dat ass, dass mer elo e Compte des opérations financières presentéieren. Dat ass et virdrun net ginn, an dat huet e bësse fir Duerjernee gesuergt, wann een dat net gemaach huet.

D'Madamm Modert, där ech Merci soe fir hire mëndleche Rapport, an och der Madamm Adehm fir dee schrëftlechen, huet dat richtegerweis ënnerstrach, dass, wann een de Compte des opérations financières net separat géif maachen, da géif elo do stoen, dass mer en Excedent vun 1,3 Milliarden hätten, well mer en Emprunt gemaach hunn. Also ech mengen, dass mer mat där Mesure immens Transparenz agefouert hunn, doduerch dass mer dee Compte des opérations financières maachen.

Wat ass dann och geschitt am Compte des opérations financières? Eh bien, mir hunn 2019 de Sukuk rembourséiert, dat ass en Emprunt gewiescht, deen éischten an Euro, dee jee esou gemaach ginn ass, deen no de Krittäre vum islamesche Recht fonctionéiert. Dat war eng Innovatioun fir eis Place financière a mir hunn déi 200 Millounen am Laf vum Joer 2019 rembourséiert, an domat och op där Foto vun deem Dag d'Schold ëm 200 Millioune reduzéiert.

Mir hunn dunn den Emprunt vun 1,7 Milliarde gemaach, sechs oder siwe Méint virun deem Moment, wou deen Emprunt à échéance komm wär. Normalerweis hätt en am Mee oder am Juni missen à échéance kommen; mir hunn dat méi fréi gemaach, well d'Zënsen esou gënschteg waren. A mir hunn och net 2 Milliarde geléint, fir deen zréckzebezuelen, mee nëmmen 1,7 Milliarden. A firwat? Majo, well mer och Liquiditéiten haten. Dat heescht, wann ech elo déi Operatioun Sukuk kucken an déi 1,7 Milliarden amplaz 2 Milliarden, hate mer do e gewëssene Sputt, fir 500 Millioune Scholdreduktioun ze maachen.

A wann 2020 natierlech elo en normaalt Joer gewiescht wär, hätt een dat alles kënne gesinn, mee et ass jo alles anescht gaangen a mir wëssen, dass dat natierlech wéinst der Pandemie ass a wéinst de Konsequenzen, déi dat fir eis Wirtschaft hat an och fir eise Staatsbudget a fir eis Schold.

Fir all déi, déi och elo nach eng Remark iwwert d'Schold gemaach hunn: Ech si voll bei Iech - voll bei Iech! -, dass dat e ganz seriöe Sujet ass! Ech huelen dat absolutt net op déi liicht Schëller. Ech si mer ganz bewosst, dass mer dat musse ganz, ganz genee suivéieren. Ech signaléieren och, dass ech immens transparent nach ëmmer war an och an der Zukunft wäert sinn, wou mer dru si mat dem Remboursement vun den Emprunten. Dat gëtt alljoers publizéiert, mir hunn e Site, wou dat och drop ass, a mir schwätzen dat jo reegelméisseg un an der Commission des finances oder an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. A mir wäerten dat warscheinlech nach vill méi an den nächste Méint maachen.

Ech fannen et och ganz normal, dass déi Motioun do kënnt, fir dass mer déi riseg Zommen, déi mer do investéieren an eis Wirtschaft an an d'Sauvegarde vun Aarbechtsplazen, dass dat soll ganz genau nogekuckt ginn. Dat si jo riseg Zommen an do muss een och herno kënnen zréckkucken, wéi vill dat da wierklech kascht huet. Dat ass och ganz normal.

Mir hunn och e groussen Effort gemaach, dat ass och ervirgestrach ginn an ech sinn och frou doriwwer, dass mer e grousse Rapprochement fäerdegbruecht hunn zwëschent der Lëtzebuerger Kontabilitéit 1999 an der europäescher. Den Ecart zwëschent deenen zwee gëtt ëmmer méi kleng. Vill konnte mer léisen. Et ass ëmmer déi lescht Meil oder de leschte Kilometer vum Marathon, deen dee schwéiersten ass. Mir wäerten och dorobber nach weider mat Iech schaffen am Esprit, fir déi zwou Aart a Weisen esou no beieneen ze bréngen.

An ofschléissend vläicht, wat d'Problematik ubelaangt vun den Emprunten, annuels, loi spéciale an esou, hat ech Iech virun engem Joer eng detailléiert Nott driwwer gemaach - ech hu se nach eng Kéier gescheckt -, wou ech d'ganz Problematik nach eng Kéier erklären. Ech sinn natierlech an den Hänn vun der Kommissioun, fir dat eng Kéier méi in extenso ze diskutéieren.

An domadder kann ech dann dës kuerz Presentatioun ofschléissen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7676. Den Text steet am Document parlementaire 7676[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7676 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7676 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur la motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi deposéiert ass ginn. Kënne mer déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun och eestëmmeg ugeholl.

3. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2021, de Projet de loi 7666. Den Text steet am Document parlementaire 7666[13].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7666 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Budget mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Programmation financière pluriannuelle, de Projet de loi 7667. Den Text steet am Document parlementaire 7667[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7667 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7667 mat 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zu de Motiounen, déi beim Budget deposéiert gi sinn.

Motions

Do fuere mer schéin der Rei no. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Martine Hansen am Numm vun der CSV-Fraktioun ofgi ginn ass.

Motion 1

(Motion déposée en séance publique n° 22 du 16 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 09/2020-2021 en page 288)

Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci an och e grousse Merci un d'Madamm Hansen an och un d'Kolleege vun der CSV fir déi Motioun. Mir hätten e Préjugé favorable, fir dat heite matzestëmmen, wa mer kéinten eng

kleng Textännerung accordéiert kréie vun der Madamm Hansen: Amplaz am zweeten Tiret ze soen « souscrivant aux objectifs définis par la Communauté internationale », wa mer do kéinte soen « notant les objectifs définis par la Communauté internationale ».

Ech hu gëschter erklärt, firwat mir Zweifel hunn, datt dat dee richtege Wee ass. Mir wären awer och absolutt enthusiastesch, fir eise klengen a mëttleren Entreprisen ze hëllefen. Also mat där klenger Textännerung géif d'ADR et matstëmmen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Merci och der CSV fir déi Motioun.

Esou, wéi ech dat och mat der Fraktiounspresidentin vun der CSV an och mat eise Leit ofgemaach hunn, och mam President vun der Kommissioun vun der Ekonomie, géife mer proposéieren, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, da kéint se do diskutéiert ginn. Da bräicht och elo keng Textännerung gemaach ze ginn, wéi den Här Kartheiser dat elo proposéiert huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Vläicht huele se d'Propos un an der Kommissioun, fir eeben den „notant" drënnerzeschreiwen, déi Textännerung. Ech hätt awer dann natierlech gären, datt se zäitno an d'Kommissioun kënnt, an da kënne mer se jo nach ëmmer duerno erëm eng Kéier an d'Chamber bréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Motion 2

(Motion déposée en séance publique n° 22 du 16 décembre 2020 - à consulter au compte rendu n° 09/2020-2021 en pages 288-289)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Ass nach een, deen zu där Motioun d'Wuert wéilt ergräifen?

Et ass alles gesot. Da kënne mer zum Vott komme vun där Motioun. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 3

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 297 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass u sech déi, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wéilt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mäi Mikro geet och net méi.

(Problème de sonorisation)

M. Georges Engel *(LSAP).*- En ass ganz haart!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mee e geet net!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da schwätzt ganz haart!

(M. Laurent Mosar se déplace vers le pupitre.)

A maja, merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech mengen, se hunn eisen ofgestallt, Här President!

(Hilarité)

Also, Här President, ganz kuerz. Ech wollt hei nach eng Kéier d'Positioun vu menger Fraktioun zu der Finanztransaktiounssteier ganz kloer soen. Mir sinn am Prinzip fir d'Aféiere vun esou enger Finanztransaktiounssteier, mengen awer, datt dat nëmme kéint Sënn maachen, wa se um ganzen Niveau vun der OECD agefouert gëtt wéinst dem ominéise Level-Playingfield, deen och dem Finanzminister an der Regierung jo um Häerz läit. Duerfir wäerte mir a sech dës Motioun stëmmen, well dat och ganz kloer dorauser ervirgeet. Ech muss allerdéngs soen, ech weess net, ob ech gëschter net ganz nogelauschtert hunn, mee ech hunn net richteg héieren, datt de Finanzminister och Positioun par rapport zu däser Motioun geholl hätt.

Well ech ka mer jo eigentlech nëmme virstellen, datt d'Regierung déi heite Motioun och matstëmmt, well et ass u sech d'Regierungspositioun.

An ech wëll vläicht awer hei ..., well ech, wéi gesot, e bëssen de Verdacht hunn, wéi wann hei d'Majoritéit déi dote Motioun net géif wëlle stëmmen. An ech wëll hei awer emol eng Kéier ganz kloer soen: Dat hei si Motiounen, déi gi ganz genau suivéiert am ganze Secteur.

An ech mengen, et wier kee gutt Zeechen, wann déi dote Motioun géif vun enger Majoritéit ofgeleent ginn. Duerfir géif ech wierklech elo nach eng Kéier en Appell maachen un d'Regierung, datt mer déi dote sollte stëmmen am Interêt och vun der Finanzplaz.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, mir wäerten natierlech géint dës Motioun vun der ADR stëmmen. Mir huelen als Lénk eis Uerderen och net vun der Finanzplaz. Mir mengen, datt esou eng Finanztransaktiounssteier, déi u sech relativ kleng ass a reng ass a just zu engem Brochdeel eng e bëssen méi Gerechtegkeet géif bréngen, datt dat en plus kengem géif wéidoen an et géif och gewëssen Interessegruppen emol net wéidinn.

Ech mengen, et soll ee sech vun deem Chantage net impressionéiere loossen, dee Vertrieder vun der Finanzplaz hei vum Stapel loossen. An dofir soll een dergéint stëmmen an et soll een ophale mat där Logik vum Level-Playingfield. Eng Kéier ass et d'EU, duerno ass et d'OCDE, duerno ass et d'UNO, duerno ass et de Solarsystem, a fir net ze soen d'ganz Mëllechstrooss. Dat ass just en Argument, fir et einfach net wëllen anzeféieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Mir si prinzipiell och fir eng Finanztransaktiounssteier. Mir géifen et och ganz gäre gesinn, wa se a méi Länner wéi nëmmen engem gläichzäiteg géif kommen. Mir fannen awer déi heite Motioun ze restriktiv, well se sech direkt scho festleet op weltwäit respektiv zumindest d'OECD. D'OECD ass grouss an awer relativ heterogeen. Deementspriechend gesi mer dat als e bëssen ze restriktiv. An duerfir wäerte mir déi Motioun hei och net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat ass dann d'Positioun vun der Regierung?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Pierre Gramegna freet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Här President, all déi, déi déi Sujete suivéieren, wëssen, dass ech dat mat ganz vill Opmierksamkeet suivéieren an alleguerten d'Changement-législatiffen an den Domäne vun de Steieren international ganz, ganz no betreuechen.

Ech fannen, dass d'Positioun, déi mer heiranner geholl hunn, ganz kloer ass. An d'Positioun vun der Regierung ass, an déi ass bekannt, dass mir keng Finanztransaktiounssteier wëllen, wa se net am ganz breede Krees appliquéiert gëtt. Dat steet och am Regierungsprogramm. An dofir mengen ech, brauche mir net esou eng Motioun.

(Brouhaha)

Déi ass superfetatoire. An dofir fannen ech, dass mer dat net solle maachen. Ech géif dat recommandéieren. Well wann ech misst eppes iwwert d'Finanztransaktiounssteier schreiwen, da géif ech dat net an dräi Sätz oder an engem Saz maachen. Och dofir géif ech net recommandéieren, dës Motioun unzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech mengen, dat heiten ass e Sujet, dee mer an där Form mussen awer seriö diskutéieren. Mir hu gëschter gesinn, datt den Här Bettel vum Conseil européen am Juli kënnt an en huet do prinzipiell enger Finanztransaktiounssteier op europäeschem Niveau zougestëmmt, net um Niveau vun der OECD.

Den Här Finanzminister seet haut „am ganz breede Krees", ouni ze preziséieren, wat dee breede Krees ass. Hei geet et ëm en essenziellen Interessi vun der Lëtzebuerger Ekonomie a vun der Lëtzebuerger Finanzplaz.

Datt d'Regierung probéiert, sech ze dedouanéieren a ganz vag formuléierten ..., an engem Phrasage, emol net Sätz, mee einfach an enger vager Ëmschreiwung, fir deem Problem hei aus dem Wee ze goen, ass fir eis net akzeptabel! Dat doten ass wierklech eng Kapitulatioun vum Finanzminister entweeder virun engem Feeler vum Premierminister oder awer viru Koalitiounspartner, déi eng ganz aner Positioun vertrieden.

Mee fir eng Demokratesch Partei a fir e Finanzminister ass dat do eng Positioun, déi mat enttäuschend nach vill ze gentil beschriwwe wär.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do.

(Interruption)

Den Här Mosar nach eng Kéier.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- (...)

(Problème de sonorisation)

(...) dréit awer och e bësselchen zu mengem Erstaune bäi. Wann ech elo den Här Finanzminister richteg verstanen hunn, si mer eis jo eigentlech eens mat der Regierung an dësem Punkt. Den Här Finanzminister huet dat jo nach eng Kéier kloer gesot.

(Problème de sonorisation)

(...) OECD agebonnen. D'Regierung proposéiert dann elo, d'Motioun ofzeleenen. An ech fannen, dat ass awer e bëssen eng (...). Also ech fannen, dat do ass wierklech net am Interêt vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht, wann een einfach Motiounen ofleent, well se vun enger Oppositiounspartei kommen.

Mir sinn och op ganz ville Punkten net d'accord mat der ADR, wéi mer och net ëmmer d'accord si mat deene Lénken oder mat de Piraten. Mee wann hei eng Partei, eng Fraktioun eng Motioun proposéiert, mat där mir um Fong d'accord sinn, da stëmme mir déi. An ech fannen, et géif der Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wann dann, wann dat do jo de Wee vun der Majoritéit ass, wa mer déi géifen à l'unanimité stëmmen, och fir no baussen e staarkt Zeechen ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott komme vun der Motioun.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 24 Jo-Stëmme géint 36 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 35 voix contre et 25 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 298 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Dat ass déi vun der ADR iwwert de Rentendësch. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten déi heite Motioun vun der ADR net matvotéieren, well schonn am éischte „Considérant" eng falsch Behaaptung gemaach gëtt. Do steet nämlech, datt de Lëtzebuerger Rentesystem op engem System berout, deen ëmmer méi Salariéen néideg mécht, fir de pensionéierte Leit hir Renten ze finanzéieren.

Eise Rentesystem ass d'Ëmlageverfaren. Dee System bedeit net, datt ëmmer méi Salariéë gebraucht ginn, fir d'Renten ze garantéieren, mee dee System bedeit näischt anescht wéi Rentegerechtegkeet. An dat ass e Generatiounevertrag.

Wann et mëttelfristeg Finanzéierungsproblemer ginn - well wann et se ginn, dann ass dat eréischt mëttelfristeg -, da muss ee kucken, fir d'Recetten a fir d'Schrauwen un deem System ze dréien. Et muss een en net a Fro stellen. An dat ass dat, wat d'Motioun vun der ADR hei probéiert ze maachen. Mir sinn do dergéint.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Martine Hansen kritt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun, well mer et einfach wichteg fannen, datt de Rentendësch géif aberuff ginn. Ech hu gëschter a menger Ried gesot, wann d'Depensë vill méi staark steige wéi d'Recetten, da geet et iergendwann eng Kéier schif an da musse mer driwwer schwätzen. An duerfir ënnerstëtze mir dat heiten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Wéi mer alleguer wëssen, gëtt reegelméisseg eng Étude actuarielle iwwert de Gesondheetszoustand vun eisem Pensiounswiese gemaach. Mir hu bei der Pensiounsreform déi Étude actuarielle vun zéng op fënnef Joer no vir gezunn an et ass och eng Bereetschaft do, fir déi Étude actuarielle nach méi fréi ze maachen, soudass op Expertenniveau mer déi Donnéeën hunn, déi mer brauchen, a mer am Moment dee Rentendësch sécher net brauchen, well mer déi noutwendeg Donnéeën hunn, fir politesch Decisiounen ze huelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Den Här Fernand Kartheiser als Auteur vun där Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mir bleiwe bei där Meenung, Här President - villmools merci, datt Der mer d'Wuert ginn hutt -, datt mer onbedéngt mussen dëse Sujet uschwätzen. Mir hunn eigentlech mat grousser Bestierzung als ADR gesinn, datt beim leschte Koalitiounsprogramm e Refus war, fir iwwerhaapt dee Sujet ze diskutéieren.

Et ka jo net sinn, datt sech hei hanner enger Expertemeenung verstoppt gëtt, wa mer alleguer wëssen, datt dat do laangfristeg eng vun deene gréisste Geforen ass, déi op d'Sozialversécherungssystemer hei am Land duerkënnt an domadder och d'Zukunft vun den nächste Generatiounen..., déi finanziell Zukunft vun den nächste Generatiounen a Fro stellt. Et ass eng Fro vu politescher Verantwortung, fir dësen Dossier esou séier wéi méiglech unzepaken.

An ech wëll menge Kolleege vun deene Lénken och versécheren, datt mir als sozialorientéiert Partei

dat an engem Geescht maachen, fir datt mer eebe méi gravéierend Aschnëtter zu engem spéideren Zäitpunkt kënne prevenéieren, datt mer dat net musse maachen. Well jee éischter een déi néideg Reformen upéckt, desto méi sozialverträglech kann een dat gestalten. Et ass also eng Fro vu sozialer Verantwortung, eng Fro vun Nohaltegkeet géintiwwer den nächste Generatiounen.

Ech soen der CSV jiddefalls Merci, datt si dat hei och esou gesäit, an ech fannen d'Attitüd vun der Regierung wierklech net op der Héicht vun der politescher Verantwortung, déi se dréit.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An ech huelen déi Saach zur Kenntnis, dass ee vu fënnef Sechstel fir jiddwereen zu manner fir jiddwereen iwwergeschwappt ass.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Di Bartolomeo, déi lescht Pensiounsreform, déi hutt Dir gemaach. An Dir hutt derfir gesuergt als LSAP, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi Pensiounsreform huet kengem eppes ewechgeholl.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... datt d'Leit manner kréien an datt se, wa se méi spéit an d'Pensioun ginn, dat selwecht kréien, wat se virdru kritt hunn. Dat waren d'Sozialisten, déi dat gemaach hunn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Déi Pensiounsreform huet kengem eppes ewechgeholl. A wann Der dat nach e puermol widderhuelt, da gëtt et nach net méi richteg, Här Kartheiser.

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et huet keen d'Wuert. An duerfir kënne mer zum Vott komme vun dëser Motioun.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 4

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen an 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 4 est rejetée par 33 voix contre et 27 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 298 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi, déi vun der ADR deposéiert ginn ass iwwert de Budget vum Zentralstaat. D'Madamm Martine Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Also si ass eis och ganz sympathesch, mee mir mengen net, datt et méiglech ass, datt mer am Budgetsjoer 2021 scho kënne Scholden zréckbezuelen, well trotzdeem d'Situatioun extreem ongewëss ass. An duerfir wäerte mer eis bei dëser Motioun enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ass keng Wuertmeldung méi do? Da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 5 ..., do huet ee sech geiert, bei 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Enthalungen ofgeleent.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen net. 21 Enthalungen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- 21 Enthalungen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 6

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 298-299 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 6, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wie wëll nach zu där Motioun eppes soen? Den Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och dës Motioun vun der ADR ass der CSV ganz sympathesch, vu datt et ëm ee vun den Haaptsujeten hei aus dem Land geet, wat de Wunnengsbau ass. Et ass awer esou, datt schonn Enn vum leschte Joer d'CSV eng ganz Partie och vun dëse Propositiounen hei iwwer Motiounen ofstëmme gelooss huet. 2019 war en anert Joer wéi Enn 2020 (veuillez lire: Enn 2019 war eng aner Situatioun wéi Enn 2020). Dat, wat eis hei e bësse feelt bei där Panoplie u Moossnamen, déi ergraff gi sinn, ass natierlech eng Fiche financière, déi een awer och misst hunn, fir ze gesinn, wat dat vun Impakt huet.

Duerfir betounen ech: Enn 2019 huet d'CSV eng ganz Partie Propositioune gemaach, déi och an déi dote Richtung ginn. Enn 2020 ass awer eng aner Situatioun. Och wann dës Proposen eis extreem sympathesch sinn, géife mer eis bei dëser Motioun awer enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer interessant ze gesinn, wann d'ADR versicht, emol Logementspolitik ze maachen. D'ADR kënnt jo permanent domadder, datt si mengen, datt de Problem vum Logement engersäits dorobber berout, datt an der Logementspolitik net genuch Fräiheet vum Maart erlaabt wier. Do freet ee sech, a wat fir engem Universum d'ADR lieft. Well dat ass genau d'Ursaach, et ginn net genuch Reegelen, a grosso modo kënne Multiproprietären, mir sinn eis do souguer all eens, ech menge souguer bis an d'Reie vun der DP eran, plus ou moins maachen, wat se wëllen. An dat ass jo eng Ursaach vun de Problemer vum Logement.

Bon, duerno an enger zweeter Phas seet d'ADR: Et ass wéinst dem Wuesstum. Dorënner musst Der verstoen d'Frontalieren, dorënner musst Der verstoen d'Netlëtzebuerger, de Sündenbock, wéi ëmmer, fir dann awer Multiproprietären ze protegéieren. Ech weess net, wat fir eng Interêten d'ADR do wëll protegéieren, dat ass hire Béier. Mee op jidde Fall mierken ech, datt se an dëser Motioun op eemol erëm Sozialismus fir d'Proprietäre fuerderen, well dat ass jo erëm eng Kéier ... D'ADR wëll keng Steieren, d'ADR wëll e superschlanke Staat, souguer d'Kolleege vun der DP gi rout, wa se esou eppes héieren. D'ADR wëll u sech all Privileegie fir de Kapital bäibehalen, mee op eemol bei der Proprietéit - bumm! - da muss de Staat bezuelen an nach eng déck Mouk dropleeën. Dofir wäerte mer dergéint stëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här David Wagner. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. D'Iddien hannert der Motioun si mer zu engem groussen Deel sympathesch, mee ech hu ganz éierlech keng Anung, wat dat dote fir en Impakt op de Staatsbudget hätt. Ech hunn och net direkt eng Anung, wat datt all eenzel Mesure fir sech geholl fir en Impakt op de Wunnengsmaart hätt. An ech denken, datt dat dote méi breet muss diskutéiert ginn, wéi just op engem Blat Pabeier hei als Motioun séier ofgestëmmt ginn.

Wann et an d'Kommissioun geet, kéint ech mech deem uschléissen. Wann net, enthale mir eis, well et awer ze onkloer ass fir eis, wat dat do beträfft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, wann de Wonsch wär, fir et an d'Kommissioun ze huelen, wäre mir natierlech d'accord.

Ech wollt just eng aner Bemierkung maachen: D'Akustik heibannen ass leider esou schlecht, datt ech dem Här Wagner seng Ausféierungen net héieren hunn.

An ech muss lech soen, als Historiker wär ech awer frou, wann ech heiansdo déi ekonomesch Theorien aus dem 19. Joerhonnert och nach kéint héieren, déi den Här Wagner hei verbreet. Dat hätt fir mech wierklech e ganz onheemlechen Effekt, fir et emol esou ze soen, fir nach esou eng Stëmm aus der Vergaangenheet vun Theorien ze héieren, déi scho laang vun der Realitéit dementéiert goufen.

Also ech géif wierklech vläicht en Appell un lech maachen, Här President, fir vun der Vakanz ze profitéiere fir ze kucken, datt mer d'Akustik hei am Sall wéinstens esou kéinten opstellen, datt mer vläicht e puer grouss Mikroen am Sall dohistellen, wou ee kéint higoen, datt een awer wéinstens héiert, wat d'Kolleege soen, fir datt ee kann drop reagéieren.

Et deet mer leed, Här Wagner, ech muss mech bei lech entschëllegen, ech géif lech gär äntweren, mee ech hu leider net héieren, wat Der gesot hutt. Mee et war bestëmmt gutt fir d'ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Mir sinn éischter frou, datt mer net alles aus dem rietsen Eck verstinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng ganz generell Bemierkung. Dat Bescht, wat ee fir d'Akustik ka maachen, dat ass, wann déi kleng bilateral Gespréicher géifen ënnerbleiwen.

Ech gesinn, datt mer kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 6 kommen.

Vote sur la motion 6

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 7

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 299 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7 iwwert d'Kannergeld, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu där Motioun eppes soen? Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Also dat ass eng Motioun, déi eis ganz gutt gefält, well net méi spéit wéi virun engem Joer hu mer eng Proposition de loi gemaach an déi Richtung, déi awer bis elo nach net d'Geleeënheet hat, an der Familljekommissioun vun der Chamber diskutéiert ze ginn, obwuel den Avis vum Staatsrot virläit. Mee ech hoffen, dass dat awer nëmmen nach ka Joren daueren, bis mer dann och an der Familljekommissioun Zäit hunn, doriwwer ze schwätzen.

D'Kannergeld direkt upassen an indexéieren, ënnerstëtzt d'CSV 100%eg. Mir hunn awer e klenge Problem mat deem Saz „Wäertverloscht säit 2006". Eis lénk Kolleegen hunn drun erënnert, dass et 7,7 % si säit 2014. Mee 2006, dat misst een dann emol fir d'éischt alles am Detail diskutéieren, negociéieren. Dofir, den éischte Saz ënnerstëtze mer zu 100 %. Bei deem zweete Saz hu mer eis Bedenken. A wann deen zweete Saz stoebleift, musse mer eis enthalen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Et ass weider keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Ofstëmme vun där Motioun kommen. Fir d'éischt de Vote électronique fir ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser, freet nach eemol d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt awer op dat zréckkommen, wat den Här Spautz gesot huet, net fir elo eng Textännerung ze maachen, well dat féiert eis elo ze wäit, mee fir méi op dee Problem ze kommen, datt déi Propositiounen, déi d'Oppositioun mécht, sief dat d'ADR, sief dat d'CSV oder och aner Kolleege vun anere Parteien, dacks net op den Ordre du jour vun deene verschiddene Kommissioune kommen.

Ech géif et op jidde Fall ënnerstëtzen an ech wär frou, wann de President oder d'Presidentin an der Familljekommissioun ... Wien ass dat am Abléck? Ech weess et elo leider net.

Une voix.- Den Här Hahn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Hahn. Wann den Här Hahn eis awer kéint wéinstens den Engagement ginn am Kader vun dëser Diskussioun, datt d'Proposition de loi, déi vun de Kolleege vun der CSV gemaach ginn ass an déi schonn aviséiert ass vum Conseil d'État, datt en awer wéinstens dat op den Ordre du jour elo géif huele vun der Familljekommissioun. Mir géifen dat op jidde Fall als ADR ënnerstëtzen, well mer jo gesinn, datt mer mat der CSV do awer wéinstens zu engem Deel oder zu engem groussen Deel souguer där selwechter Meenung sinn an datt mer dat dann elo kéinten esou séier wéi méiglech an der Familljekommissioun diskutéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Den Här Max Hahn freet d'Wuert. Den Här Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Well den Här Kartheiser mech direkt ugeschwat huet, kann ech ëm dann esou kuerz virun de Feierdeeg och eng besënnlech Äntwert ginn. Et ass virgesinn, fir dat uganks d'nächst Joer ze behandelen, an dat ass och schonn annoncéiert ginn an där leschter respektiv souguer an där virleschter Kommissioun, dass dat géif op den Ordre du jour kommen.

Et ass och esou, dass do net nëmmen eng Proposition de loi ënnerwee ass, mee et sinn der méi. An den Här Spautz krut och matgedeelt vun der Familljeministesch, dass déi fënnef Proposition-de-loien net ëmmer nëmmen ënnert d'Kompetenz fale vun der Familljekommissioun, mee dass do eng ganz Partie Commission-jointë wäerten organiséiert ginn, wou Dir jo dann och mat an der Kommissioun wäert dobäi sinn an och do kënnt d'Diskussioune mat suivéieren.

Ech hoffen, ech konnt lech Satisfaktioun ginn, Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn, fir déi Prezisiounen.

Vote sur la motion 7

De Vott war schonn amgaangen. Ech mengen, da kënne mer mam Vott iwwert déi Motioun awer elo virufueren.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 6 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 8

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 299 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 8, déi vun der ADR-Fraktioun deposéiert ginn ass. Den Här Gilles Roth freet d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Här President, ech komme nerop, well se mer effektiv dobannen an der Regie gesot hunn, dass vu verschidde Mikroe vun de Plaze keng Iwwerdroung ka gemaach ginn. Dofir ass dat, wat den Här Kartheiser an den Här Wagner gesot hunn, duerchaus zoutreffend.

Hei geet et ëm déi kal Progressioun. Dat ass e wichtege Projet. Wat heescht dat? Dat heescht, dass u sech, wann d'Inflatioun an d'Luucht geet, dann d'ADR seet: „Mee da muss een deem och um Niveau vun der Steierlaascht Rechnung droen." Dee Prinzip, mengen ech, kënne mir als CSV ënnersträichen.

Just d'Ëmsetzung vun deem Prinzip huet een Hoken. Mir hu virun zéng Joer aus der Steiergesetzgebung eng Dispositioun erausgeholl. An zwar huet déi gesot, dass, wann d'Inflatioun géif ëm méi wéi 5 % an d'Luucht goen, d'Regierung dann eigentlech obligéiert wier, fir e Projet de loi ze deposéieren, fir d'Steiertabell deementspriechend unzepassen. Dat ass awer an der Reegel net ëmmer gemaach ginn. Et ass awer trotzdeem reegelméisseg dem Verloscht vun der Kafkraaft Rechnung gedroe ginn, andeem een d'Steieren, ech soen, an enger Periodicitéit vun zwee, dräi oder véier Joer no ënnen ugepasst huet, well soss géifen d'Leit zwar méi verdéngen, mee d'Steiere géifen dat, wat se méi verdéngen, ewechhuelen.

An aus deem Grond ass d'CSV selbstverständlech d'accord, fir dass d'Steierlaascht, déi deen eenzelne Bierger ze droen huet, reegelméisseg un déi kal Progressioun ugepasst gëtt. Mee sollt dat heeschen, dass et en Automatismus ass vun der Steiertabell un déi kal Progressioun, da si mir net dermat d'accord. An aus deem Grond wäerte mer eis, well mer de Prinzip droen, mee de Mechanismus net, bei där Motioun hei enthalen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech verstinn, wat den Här Roth gemengt huet, an ech hu mech och säit gëschter - mir haten d'Motioun jo elo schonn e bësse virleien - nach eng Kéier e bësse méi intensiv mat deem Dossier beschäftegt, well et eppes ass, wat mer awer um Häerz läit. Et sinn nämlech grad déi Leit mat deem niddregsten Akommes, déi jo vum Steierfräibetrag am meeschte profitéieren. Wat ee méi verdéngt, wat ee méi Steiere bezilt. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee mer héichhale sollten. Dat sinn eeben déi breet Schëlleren, vun deene mer gäre schwätzen, déi e bësse méi droen.

De Problem ass, datt duerch d'Upassunge vum Mindestloun ... Eleng duerch d'Upassung vum Mindestloun - dee geet dann elo an d'Luucht, mir hunn dat hei alleguer gestëmmt - verdéngen déi Leit méi, mee de Steierfräibetrag geet net an d'Luucht.

Dat bedeit, datt déi Suen, déi se elo méi kréien, déi d'Chamber hinne méi gestëmmt huet, déi en Droit acquis sinn a wou keen heibanne kontestéiert huet, datt déi Erhéijung soll kommen, déi féieren dozou, datt ee gudden Deel dovunner schonn nees a Steiere ginn. Dat fannen ech iergendwou awer, wann et net esou traureg wär, fir ze laachen.

Mir ginn erëm mat enger Hand a mir huelen direkt mat där anerer erëm e bëssen ewech. An da schwätze mer och iwwert den Index. Mir hunn en Indexsystem, fir eng Progressioun vun de Salairen ze hunn. Mir hunn en Index, fir en Ausgläich vun der Inflatioun ze hunn. Dat ass eng gutt Saach. Dat huet eis soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg garantéiert an deene leschte Joerzéngten.

Mee allkéiers wann den Index kënnt, kréien d'Leit zwar méi brutto, mee den Netto wiisst net mat deem nämmlechten Taux wéi hire Brutto. Dat fannen ech net eng equitabel Reegelung. An deementspriechend wäerte mir och dës Motioun hei ënnerstëtzen, well anescht wéi den Här Roth et gelies huet, mengen ech, steet hei och net dran, datt et eng Obligatioun gëtt, datt et en Automatismus gëtt, mee et ass e Soll, an datt d'Regierung do muss aktiv ginn, fir dat ze maachen. An deementspriechend mengen ech och net, datt hei en Automatismus explizitt gefuerdert ass.

Ech gesinn et esou, datt d'Regierung hei d'Méiglechkeet kritt, fir eeben a reegelméissegen Ofstänn all zwee Joer e Rapport ze maachen an dann déi kal Progressioun och ze kompenséieren. Dat ass zumindest meng Lektür. Mee ech mengen, datt den Auteur vun der Motioun eis do méi opkläre kann, wéi et gemengt ass, wéi ech. Mir wäerten op alle Fall déi Motioun hei matdroen, well et kann net sinn, datt mer mat där enger Hand ginn a mat där anerer direkt erëm e Batz dovunner ewechhuelen.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

(Interruption)

Den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, freet nach d'Wuert.

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Här President, just fir ze completéieren. D'kal Progressioun ass e schéine Sujet, mat deem ee sech kéint elo laang auserneesetzen. Dat kann ee ganz bestëmmt net an enger Motioun, déi een den Dag virdru kritt, dann hei an déi eng oder aner Richtung drécken.

Ech wëll just ënnersträichen, dass de gréisste Beneficiaire oder déi gréisste Beneficiairë vun enger automatescher Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun déi grouss Gehälter sinn! Dat sinn déi, déi am meeschten dovunner beneficiéieren! Do kann een dat gutt fannen, mee wann een dat awer wëllt elo presentéieren, wéi wann dat grad fir déi kleng am schlëmmste wär, dat ass net richteg. Déi leiden natierlech drënner, mee de Steiersaz, deen den Empfänger vum Mindestloun bezilt, deen ass elo ganz, ganz kleng ginn. Mat der Steierreform vun 2017 bezilt e Beneficiaire vum Mindestloun ganz wéineg Steieren, ganz no bei null. Mee déi, déi vill verdéngen, déi iwwer 39 % a 40 % musse bezuelen, dat sinn déi, déi natierlech, wa mer dat heite géife maachen, dovunner profitéieren. An dofir hu mir justement och, wéi mer d'Steierreform 2017 gemaach hunn, eng ganz aner Approche gewielt vum Crédit d'impôt.

Et gefält net jidderengem. Mee dat ass eng geziilt Aart a Weis, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen. A mir hu justement de Crédit d'impôt bei der CO_2-Steier och erëm eng Kéier ugewannt. An och do war de Räsonement vu Verschiddenen, fir ze soen, mir hätten dat missen am Index loossen. Voilà, dat ass déi selwecht Iwwerleeung, dass dat da muss generell ofgefiedert ginn, an da beneficiéiert jiddereen dovunner.

Ech mengen, mir sollen - enfin, et ass op jidde Fall d'Positioun vun dëser Koalitioun -, dass mer solle vill méi geziilt virgoen, wa mer esou Saache wëlle maachen. An dofir wollt ech intervenéieren, fir dat an dee Kontext ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Finanzminister. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci. Jo, Här President, ech hunn d'Wuert gefrot, well et ass déi zweete Kéier dës Woch, wou ech den Här Finanzminister héieren, eng komesch Ausso maachen, wat mech awer e bëssen inquietéiert a wou ech awer eng Klarifikatioun ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Wagner, et wier awer vläicht am beschten, Dir kéimt bis bei de Mikro heihinner.

(Brouhaha)

(M. David Wagner se déplace vers le pupitre.)

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci. Jo, et ass méi einfach. Mee wierklech, wannechgelift ...

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Voilà! A wann elo den Här Roth an den Här Clement mat hirer Bilaterall géifen ophalen!

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, et ass wouer, et soll een net ze vill Bilateralle maachen. Mee och ouni Bilateralle versteet ee sech net. Mir héieren d'Kolleege vun do net, si héieren eis net. An enger Chamber muss jidderee sech kënnen héieren. Et ass net déi éischte Kéier, wou mer dat soen. Vläicht kann een näischt maachen.

■ **Une voix**.- Dann och an de Mikro vläicht schwätzen.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Mee vläicht kann een och eppes maachen. Et wier wierklech gutt, datt mer ab nächstem Joer eng richteg gutt Akustik kréien, well soss ass et net seriö, soss hu mer wierklech Schwieregkeeten, fir normal hei ze schaffen. Bon!

Ech wollt intervenéieren, elo. Ech wollt am Ufank net intervenéieren, mee et ass déi zweete Kéier, elo gëschter an haut, wou ech den Här Finanzminister héieren, eng komesch Ausso maachen, déi mech awer staark inquietéiert, wat den Index ugeet. An ech mengen, do bräicht een eng Klarifikatioun, well ech ginn emol dovunner aus, datt d'Regierung voll hannert dem Index steet.

Well déi Argumentatioun, fir ze soen: „Passt op, den Index, déi gréisste Profiteure vum Index, dat sinn déi héich Revenuen!" - natierlech, wann een dat esou kuckt, proportionell gesinn, geet dat erop -, dat war ëmmer eng Argumentatioun, déi benotzt ginn ass vun de Géigner vum Index, fir u sech den Index ze delegitiméieren. An et ass u sech ëmmer déi éischt Dier, déi een opmécht, fir herno den Index vollkommen ofzeschafen, fir ze soen: „Et sinn u sech a Wierklechkeet déi Räichst, déi dovunner profitéieren."

Ech fannen dat och e bësse komesch, datt et grad aus dem Mond kënnt vun engem Member vun enger Partei, déi am Prinzip jo awer elo net grad ..., also éischter d'Interesse vun de Leit, déi 100.000 Euro d'Joer verdéngen, verteidegt.

(Brouhaha général)

A dach! Ben jo! Dat ass alles aktéiert an de Projet-de-loien, déi Der och schreift a matvotéiert.

Dofir wollt ech awer wëssen, ob dat eng nei Linn ass vun dëser Regierung. An et däerf een net vergiessen, datt den Index jo net just eppes ass, wat een dohinnerleet, eppes, wat ee bäileet, mee dat ass einfach eng Upassung un d'Inflatioun! Et ass u sech eppes Normales! An datt d'Leit, déi méi verdéngen, eng proportional Upassung kréien, domadder huet keen e Problem. Domadder huet och en normale Salarié kee Problem, well dat ass gutt fir d'Wirtschaft an dat kënnt jiddderengem zegutt.

Dofir, ech wollt dat awer nach eng Kéier soen. Mir wäerten déi Motioun natierlech matdroen. Mee ech war e bësse beonrouegt, a mäi Kolleeg, de Marc Baum, och e bësse gëschter, wéi mer den Här Finanzminister héieren hunn, déi Argumentatiounsschinn fueren.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wagner. Da kritt den Auteur vun der Motioun d'Wuert, den Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Jo, villmools merci, Här President. An och merci all deene Kolleegen, déi intervenéiert sinn. Ech mengen, mir sollten, wa mer iwwer Steieren oder iwwer aner Finanzsujete schwätzen, d'Saache kloer auserneenhalen.

Mir hunn eng Indexdiskussioun, mir hunn eng Crédit-d'impôt-Diskussioun. Den Index huet säi Wäert - ech ginn dem Här Wagner a senger Analys Recht. Mir hunn de Crédit d'impôt. Mir hunn eis als ADR ëmmer fir de Crédit d'impôt ausgeschwat. Dat ass eng gutt Saach, dat ass eng gutt Approche. A mir hunn de Problem vun der kaler Progressioun, wat u sech eng verstoppte Steiererhéijung ass. Mee et kann een net einfach elo probéieren, dat eent mat deem aneren an de Kontext ze setzen, fir dat eent ze justifiéiere mat eppes, wat u sech an engem anere Kontext steet.

Hei hu mer et mat enger verstoppter Steiererhéijung ze dinn, wann d'Steiertabell net ugepasst gëtt. An dofir menge mir, muss dat en Automatismus sinn. Oder de Staat soll higoen an de Leit soen: „Mir erhéije gär d'Steieren." Dat ass wéinstens transparent, dat ass éierlech!

Dofir hunn ech och e klenge Problem mat der Argumentatioun vu mengem estiméierte Kolleeg Gilles Roth. Well wann e mam Prinzip d'accord ass, firwat dann net mat de Mesuren? Well da seet e jo u sech: „Mir sinn och der Meenung u sech, datt dat do net richteg ass, fir eng kal Progressioun ze hunn, mee et soll awer keen Automatismus sinn. Dat heescht, mir halen eis dat Recht vir, fir awer verstoppte Steiererhéijungen ze maachen!" Dat kann et jo net sinn!

Also mir brauchen als Staat eng kloer Transparenz. Mir solle kucken, datt mer keng verstoppte Steiererhéijunge maachen, datt mer oppe mat de Leit sinn. Mir wëllen och Crédit d'impôt, mir wëllen den Indexsystem behalen. Awer dat hei ass eng aner Diskussioun, déi huet hir eege Meritten, hir eegen Erausfuerderungen.

A fir eis als ADR ass op jidde Fall kloer: Wann de Staat wëllt Steieren erhéijen, muss dat iwwert de Wee vum Gesetz goen an aller Transparenz, an net iwwer verstoppte Methode wéi déi kal Progressioun.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Da kënne mer elo zum Vott komme vun där Motioun.

Fir d'éischt de Vote électronique ...

Den Här Michel Wolter kritt nach d'Wuert.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Här President, ech huelen an dësem Moment d'Wuert, fir op eng a mengen Ae weider Derive vun der parlamentarescher Aarbecht anzegoen, nämlech déi, dass ech säit enger Rei vu Wochen hei mierken, dass d'Majoritéit systematesch op d'Motioune vun der Oppositioun net méi äntwert, dass mer an enger Situatioun sinn, wou mer de Moien hei eng Diskussioun hunn tëschent den Oppositiounsparteien an der Regierung.

Ausser engem Tëscheruff vum Här Di Bartolomeo, deen d'ailleurs esou war, wéi e war, mee et war en Tëscheruff, ass bei kenger Motioun, quasi kenger Motioun iergendee Vertrieder vun de Majoritéitsparteien op d'Tribün komm, fir d'Positioun vu senger Partei ze explizéieren. An dat huet entre-temps Geschicht! Well ausser dem Här Baum, dee kuerz a knapp sech hanner säi Minister gestallt huet ..., souguer schonn an der Diskussioun iwwert déi lescht Covidgesetzer, kee Vertrieder vun der Majoritéit d'Positioun vu senger Partei zu de Motioune vun der CSV - véier zu deem dote Sujet - erkläert huet.

Ech muss Iech soen, dass ech dat extreemst bedaueren! Ech bedaueren extreemst, dass mer amgaange sinn, an e parlamentaresche System ze kommen, wou en fin de compte an der Diskussioun mer ufänken, just nach eng Diskussioun tëscht der Oppositioun an der Regierung ze hunn, an d'Majoritéit mat hiren 31 Leit just dosëtzt, fir am richtege Moment den Aarm ze hiewen, esou wéi d'Regierung hir et seet.

Ech bedaueren dat. A well et ufänkt, System ze hunn, wollt ech et de Moien eng Kéier gesot hunn.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wolter.

(Interruptions)

Vote sur la motion 8

Mir haten ugefaangen, iwwert déi heite Motioun ofzestëmmen. Do ware mer nach net fäerdeg. Den Här Gloden feelt nach ... Voilà!

Fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass d'Motioun 8 bei 8 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen ...

■ **Une voix**.- 31! 31!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- 31 Nee-Stëmmen, genau!

■ **Plusieurs voix**.- A!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme

Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Motion 9

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9. Dat ass u sech déi Motioun, déi vun der Sensibilitéit déi Lénk ofgi ginn ass a wou et drëm geet, fir fir e Service bei der Verwaltung fir d'Saisie, d'Kompilatioun, den Traitement a d'Publikatioun vun de fiskaleschen Donnéeën ze froen. Doréms geet et bei der Motioun Nummer 9.

Ass eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, mir verstinn d'Uleies vun deene Lénken. Ech wéilt just rappeléieren, datt mer géschter als ADR hei derfir plädéiert hunn, fir de Staat net permanent auszeweiten, well mer kee plethoresche Staat wëllen, e staarke Staat wuel, awer net permanent der Administratioun zu dësem Abléck, wou mer grouss budgetär Problemer hunn, nei Tâchë wëllen oplueden.

Dat heescht, mir si bereet, iwwert déi Iddi vun deene Lénken ze schwätzen, denken awer, datt den Abléck net richteg gewielt ass, well mer esou grouss budgetär Problemer hunn, soudatt mer net nach zousätzlech administrativ Tâchë wëllen derbäihuelen.

Villmools merci. Mir enthalen eis.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun hei matstëmmen. Mir fannen, dass dat wichteg Informatioune sinn, déi souwuel an der Verwaltung sollten do sinn, déi der Regierung sollten zur Verfügung stoen, awer virun allem och der Chamber.

Et ass wichteg, dass d'Chamber weess, wat fir e finanziellen Impakt déi eng oder déi aner Moossnam huet, dass d'Chamber och informéiert gëtt iwwer Berechnungen. An déi Berechnungen, déi kënne just innerhalb vun enger Verwaltung gemaach ginn. Firwat? Mee well jo och e Steiergeheimnis spillt.

A wann hei sollten zousätzlech Beamte musse rekrutéiert ginn, fir dat ze maachen, wiere mir och dermat d'accord, grad ewéi mer et och géife gutt fannen, dass ënner enger banaliséierter Form dann och déi Donnéeën zum Beispill der Zentralbank kéinten zur Verfügung gestallt ginn, fir dass een och vun hinnen déi Berechnunge kéint kréien, déi eng Chamber am Sënn vun hirem Kontrollmechanismus vun enger Regierung kéint maachen.

Dat ass eng Fuerderung, déi gëtt reegelméisseg vun der Presidence a vun der Direktioun vun onser Lëtzebuerger Zentralbank gestallt. Mir wieren och frou, wann een där Fuerderung kéint nokommen. Duerfir stëmme mer där heiter Motioun zou.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Ass nach eng weider Wuertmeldung? Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Héiert Der mech gutt?

Plusieurs voix.- Jo!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

(Hilarité)

Also éischtens, jo, merci de Kolleege vun der Oppositioun, déi hire Pefferkär zu dëser Motioun ginn hunn. Et sinn, mengen ech, déi Eenzeg, déi och eppes gesot hunn a sech mat der Motioun auseneegesat hu respektiv wéinstens eng Meenung hunn.

Den Här Kartheiser seet, et misst een oppassen. Bon, ech verstinn - dat ass d'Logik vun der ADR - fir ze soen: „Mir wëllen elo keng Suen ausginn." Mee, éierlech gesot, dat wier kee Service, deen elo eng 1.000 Beamte géif employéieren. Au contraire, wann een esou e Service hätt, da kéint ee gesinn, wou ee kéint weider Steierrecetten degagéieren. Dat heescht, et wier u sech eng Stäerkung vum Staat.

Den Här Roth huet eng Partie Propositioune gemaach, déi an déi richteg Richtung ginn. Ech menge schonn, datt mer eis et misste leeschten, eeben esou e Service ze schafen. E Service, dee selwer gefuerdert gëtt vum ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, dee seet: „Lëtzebuerg brauch e Service, wou ee ka kucken, wou ee Leit astellt, déi Knowhow hunn, déi gutt sinn." A mir hunn där en masse zu Lëtzebuerg, Jonker an esou weider, déi bereet wieren, dat ze maachen, fir Evaluatiounen ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng besser Steierpolitik ee kann zu Lëtzebuerg maachen, wou Sputt ass, wou een nach weider Recettë ka maachen. Déi brauche mer!

Wann een esou e Service hätt, deen och d'Regierung géif conseilléieren an och eis, d'Chamber, da kéint ee weidergoen.

Zum Ofschloss: Dat, wat den Här Wolter virdru gesot huet ... Ech mengen, et war nach géschter och wärend den Debatten. De Marc an ech hunn och e bëssen ... Et ass eis och opgefall, datt d'Majoritéit einfach net méi reagéiert. Wa se ugegraff gëtt, reagéiert se net. Heiansdo reagéiert se, se hätt vläicht besser gehat, näischt ze maachen.

Mee et weess een emol net méi, wat d'Majoritéit denkt! Et kann een egal wat soen, et ass einfach esou stoesch. Okay. An ech mengen, wann d'Majoritéit net reagéiert op eng Motioun vun der Oppositioun, da kann et nëmmen eng Saach soen: Si wëssen net, wat fir eng Argumentatioun se solle benotzen, fir dergéint ze sinn!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Et fält mer soss näischt an. A mir erliewen a leschter Zäit eng Degradatioun. Dofir kënnt Dir net, Här President. Dir kënnt keen zwéngen ze schwätzen, ech och net d'ailleurs.

(Hilarité)

Ech wier och net frou, wann ee mech géif zwéngen ze schwätzen, mee et muss een einfach eng allgemeng Degradatioun vun de parlamentareschen Debatte feststellen. An ech mengen, dat ass éischter du fait vun der Majoritéit.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert gefrot.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Zum Éischte wëll ech ënnersträichen, dass ech mech agesat hunn, fir dass d'Steierverwaltung soll vill méi Personal kréien - an dat hunn ech reegelméisseg gemaach, säitdeem ech Finanzminister sinn -, well do säit laanger Zäit net méi agestallt ginn ass. Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot.

Dofir sinn ech der Meenung, dass d'Steierverwaltung ka mat dem aktuelle Kader vu Leit, déi se hunn, hir Aarbecht maachen. A se maache se ganz gutt.

Hei gëtt an där Motioun en Amalgamm gemaach. An dofir kann ech net mat där Iddi liewen, dass mer mussen en extrae Service maachen indépendamment vum Coût. Nach ni huet d'Steierverwaltung esou vill Informatioune ginn, wéi se der haut gëtt! An deen Amalgamm, deen hei geschitt ass, dat ass ze soen: „Mir kréie keng Zuelen." Ech hunn dat scho géschter erkläert. Wéi soll ech dann Zuele kënne ginn, déi kredibel sinn, wann ech muss Hypotheese maachen, déi abstrakt sinn, déi net fundéiert sinn?

An dat ass dat, wat hei an der Resolutioun drasteet; mir géife keng Zuele ginn. Mir maache soss näischt, wéi Zuele ginn! Dir hutt de Budget gestëmmt. Dir hutt d'Zuelen allegueren! Wann Der Froen hutt zu deene verschiddene Saachen, da kritt Der Äntwerten, souwäit een Äntwerte ka ginn.

Ech hu géschter am Detail erkläert, firwat een net ka mat Sécherheet soen, wat den Effet vun der Augmentatioun vun der CO_2-Steier ass. Bon, d'Zentralbank huet sech druginn, fir eng Rechnung ze maachen. Anerer gi sech drun, fir Rechnungen ze maachen. Ech ka mech erënneren, dass bei der Aschätzung, wivill dass d'Steierreform géif kaschten, jiddereen et besser wousst wéi d'Steierverwaltung.

(Hilarité)

A wann een dann zréckgekuckt huet: Deen, deen am nooste bei der Wourecht war, war d'Steierverwaltung.

Dofir, mir brauchen net en extrae Service ze maachen. Déi Leit si kompetent.

Mir hunn och d'Initiativ geholl, ech hunn dat och an der Debatt iwwert d'Fiskalitéit gemellt, dass d'Regierung de Conseil économique et social gefrot huet, fir eng Etüd ze maachen, déi eng Aktualisatioun ass vun där vun 2015. Majo, dat ass eng Initiativ, fir méi Transparenz ze kréien! An do liwwert d'Steierverwaltung - natierlech anonymiséiert - alles, wat se huet!

An ech froe mech wierklech, wat een nach méi muss maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Minister Merci, dass en zu där Motioun vun de Kolleege vun déi Lénk Stellung geholl huet. Ech hu ganz genau nogelauschtert, wat e gesot huet.

Ech kann him bäiflichten, dass mer exzellent Steierverwaltungen hunn. Dat zielt net nëmme fir d'direkt Steierverwaltung, dat zielt och fir den Enregistrement a fir d'Douane. Ech hunn och ganz intensiv nogelauschtert, dass e gesot huet, d'Steierverwaltunge wieren eigentlech ëmmer am nooste bei deene Berechnunge gewiescht, wéi et sech herno och erausgestallt huet.

Da ginn ech also dervun aus, dass déi Berechnunge vun der Douanesverwaltung, wat d'Käschte vun der CO_2-Steier sinn, nämlech 178 Milliounen Euro Verloscht fir de Staat, sech dann och herno wäerten erausstellen.

Ech hunn awer nach eng aner Fro: Dir hutt gesot, Dir wiert transparent mat den Zuelen. Mir hunn och kee Grond, dann dorun ze zweifelen, mee Dir kënnt dat awer haut ënner Beweis stellen. Ech hat lech géschter eng Fro gestallt; nämlech ee vun de Projet-pharë vun dëser Regierungskoalitioun Bettel 2, dat war dee fir ze soen: „Ma, mir féieren d'Individualiséierung vun der Besteierung an. An ob ee gescheet, bestuet, gepacst, Jonggesell, Wittfra, Wittmann ass, jiddweree kënnt an déi selwecht Steierkategorie a kee wäert verléieren.

Dat heescht jo eigentlech a mengem klenge Verständnis an, ech mengen, och an anere Leit hirem, dass jiddwereen eigentlech an d'Steierklass 2 kënnt. An duerfir, Här Gramegna, Dir sidd zënter 2013, dat heescht geschloe siwe bis aacht Joer Finanzminister. Ech ginn dervun aus, wann Der esou eppes an e Walprogramm schreift, wann Der esou eppes an e Regierungsprogramm schreift, dass Der genau wësst, wat den Impakt vun där Moossnam ass.

Duerfir géif ech lech froen am Sënn vun dem Dialog a vun der Transparenz, déi jo Ärer Partei gutt zu Gesiicht steet: Wivill kascht dann d'Individualiséierung vun de Steierrechter, wa jiddwer eenzelne Steierzueler an der Klass 2 géif besteiert ginn? À vous la parole.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Den Här David Wagner huet d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Merci, Här Roth, well et ass e bëssen dat, wat ech och wollt soen. Ech mengen, den Här Gramegna huet vill Virdeeler an en huet e puer Nodeeler. Dat ass, datt en ni Minister war, pardon, dat ass, datt en ni Deputéierte war.

(Hilarité)

Dat war mäin Nodeel. Ech war ni Minister an et wäert warscheinlech dobäi bleiwen. Ha! Mee Dir waart ni Deputéierten.

An et fält engem oft op, datt Ministeren, déi ni an der Chamber souzen, heiansdo e bëssen eng Sensibilitéit fir d'parlamentaresch Aarbecht feelt. Si ginn dovunner aus, datt se all Informatioune relativ schnell kënne kréien, mee dat funktionéiert net esou.

Et ass och net wouer, zemools ass et net wouer, wann een net de ganzen Dag am Finanzministère sëtzt a Finanzpolitik mécht, wéi warscheinlech quasi all Deputéierten hei am Sall, deen och keen Expert ass an deen awer wëllt Politik maachen an deen net d'Zäit huet, vläicht och op verschidden Administratiounen unzeruffen, Mailen ze schreiwen an emol net ëmmer genau esou richteg weess, wou ee genau misst uruffen an e wëllt awer Politik maachen a e wëllt gewësse Mesurë virschloen, datt e wéinstens ka wëssen, wat Mesure A, Mesure B, Mesure C an esou weider géif kaschten, ob een dat kéint evaluéieren. An dat kann een evaluéieren!

Zurzäit kann een dat net maachen. Wat fir eng Steiere géif ee kréien, wann een déi Steier eropsetzt oder ofschaaft oder en Abattement mécht an esou weider? Et muss esou ee Service kënne bestoen, deen am Finanzministère ass an deen och eng gewëssen Autonomie huet par rapport zur Steierverwaltung. Dat ass, mengen ech, natierlech och wichteg.

Dat heescht, ech verstinn net ... Éierlech gesot, mat allem Respekt, Här Minister, Är Äntwert ass eng Äntwert vun engem Minister, dee genau weess, wou e wat ka kréien an dee vläicht heiansdo och net onbedéngt ëmmer weess, wivill eng Reform kascht, well et wier jo wierklech interessant ze wëssen, ob de Finanzministère op dem Här Roth seng Fro kéint direkt elo eng Äntwert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 9 kommen.

Vote sur la motion 9

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 9 est rejetée par 31 voix contre, 25 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 10

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10 vun deene Lénken. Ass nach een, deen zu där Motioun d'Wuert wëllt ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt d'Wuert froen, fir ze soen, datt mir dës Motioun net kënne stëmmen aus zwee ganz klore Grënn.

Éischtens mengen ech, datt dat, wat d'Kolleege vun déi Lénk froen, ganz einfach géint eist Duebelbesteierungsofkommes verstéisst, soudatt mer dat net kënne maachen.

An deen zweete Grond ass: Ech mengen och net, datt een am Kader vun Aktiegesellschafte kann en Ënnerscheed maachen tëschent Aktiegesellschaften, déi Immeublen detenéieren, an all deenen aneren.

Duerfir wäerte mir géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, déi heite Motioun, déi mer deposéiert hunn, wéi Der wësst, entspréngt erëm eng Kéier wéi déi viregt enger Iddi vum ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, dem Här Guy Heintz, dee jo op enger Carte blanche op RTL (veuillez lire: an engem Leserbréif op RTL) gesot huet - an dat ass tatsächlech warscheinlech och nach eppes, wat geschafe gouf, ech mengen, ouni datt mer et wierklech wollten oder ouni datt de Ministère dat deemools wollt -, datt mer u sech de Problem hunn, datt Netresident-Investisseure via auslännesch Firme kënnen hei zu Lëtzebuerg Immobilien hunn an datt d'Participatiounen net besteiert ginn an d'Plus-valuen net besteiert ginn.

Dat ass genausou e Problem wéi dee vun de FISen. Et ass e Problem vun Duebelnetbesteierung justement. Et ass net d'Gefor, datt mer eng Duebelbesteierung maachen, wéi den Här Mosar, mengen ech, gesot huet. Vläicht hunn ech mech geiert, mee mir héieren eis eeben net ganz richteg.

Mee de Problem läit jo justement bei der Duebelnetbesteierung. Dat sot den Här Heintz och an e mengt, datt mer do an deem Sënn misste legiferéieren, well dat och de BEPS-Recommandatioune géif entspriechen.

Bon, elo schwätzt erëm keen dozou, a selbstverständlech seet d'Majoritéit näischt. Et ass egal, et ass egal! Dir maacht, wat Der wëllt. Ça se voit, datt et net méi esou richteg funktionéiert an der Majoritéit. Mee bon, egal! Maacht, wat Der wëllt!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Maacht, wat Der wëllt!

Une voix.- Dir waart och scho besser!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, mee ... Jo, ech war warscheinlech scho besser. Mee besser wéi d'Majoritéit ze sinn, also éierlech gesot, do brauchs de emol näischt méi ze maachen.

(Hilarité)

Mir maachen hei Politik. Mir sinn hei an enger Chamber. D'Leit sollen awer e bësse Faarf bekennen. Ech weess och heiansdo net ... Ech kann och net zu all Punkt eppes soen, well heiansdo versteet

een emol net, wourëms et geet. Mir si jo keng Universalgenien.

Mee heiansdo geet et ëm politesch Froen. An et fält op, wann eng Majoritéit systematesch net méi Stellung hëlt zu Saachen, wou ee seet: „Hei, souguer den ehemolege Finanzdirekter vun der Steierverwaltung seet: ‚Mir hunn en décke Problem zu Lëtzebuerg.'" Mir schwätze vum Logement. Jiddereé wëllt dee léisen. Dir hutt hei Nonresidenten, déi iwwer auslännesch Firme fueren, déi hei Immobilien hunn, d'Plus-valuë ginn net besteiert, d'Participatioune ginn net besteiert an et ass lech schäissegal! Maacht wéi Der wëllt!

(Interruption)

Mee ech wéilt wéinstens vun der Majoritéit wëssen - vum Här Minister selbstverständlech, hien äntwert wéinstens ëmmer -, mee vun der Majoritéit wéilt ech och heiansdo gäre wëssen, wat se dovunner halen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, vläicht zwou Bemierkungen, wat de Fong ugeet. Wat de Fong ugeet, mengen ech, misste mer dat wierklech méi déif studéieren. Am Abléck géif ech mech awer dem Här Mosar senger Argumentatioun uschléissen. An ech mengen, mir stëmmen dat do, fir den Abléck wéinstens, net mat, quitte datt mer dat do kënne weider diskutéieren, well ech ginn dem Här Wagner scho Recht, datt et eng Fro ass, déi sollt weider gekuckt ginn.

Wat awer elo déi aner Diskussioun ugeet, mengen ech, déi mer de Moien och gefouert hunn, den Här Wolter huet se haut ugefaangen, och den Här Wagner huet gesot: Mat wéi enger Majoritéit hu mer et hei ze dinn? Den Här Wagner hat de Verdacht an de Raum gestallt, datt vläicht e Problem bei der Argumentatioun besteet, datt se keng Géigenargumenter hunn. Dat ka sinn.

Ech mengen, et ass nach eppes anescht. Mir hunn dat och gëschter gesinn an e puer Interventiounen. Ech mengen, datt déi dräi Parteien ënnereneen esou e grousst Mësstrauen hunn, datt kee wëllt ufänken, well se fäerten, ëffentlech Sträit ze kréien. Dat ass de Problem.

(Interruptions diverses)

Si sinn esou zerstridden ënnereneen, dës Koalitioun, datt se just d'Regierung schwätze loossen an dann am Kadavergehorsam kucken, iwwert d'Distanz ze kommen. Ech mengen, dat ass dat, wat mer hei hunn. Dee Silence, dee se eis do opposéieren, dat ass eng Schwächt! An et muss een dat emol kloer soen.

Ech si frou, datt wéinstens déi Oppositiounsparteien, déi véier, déi mer heibannen hunn, lieweg Politik maachen. An déi aner kucken, datt se iwwert d'Distanz komme bis d'nächst Walen. Mir waarden do op si.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer elo kënnen zum Vott vun der Motioun Nummer 10 kommen.

Vote sur la motion 10

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

(Concertation interne)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Nee-Stëmme bei 4 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 11

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 302 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 11 vun deene Lénken. Wie wëllt d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Et ass alles gesot? Nee, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, just fir deene Lénke Merci ze soe fir déi Motioun. Mir haten dat doten och gëschter an eiser Interventioun gefuerdert. Mir wëlle keng Desindexéierung vun der Kuelendioxidsteier. Fir eis ass dat eng Indexmanipulatioun. Mir si géint Indexmanipulatioun. Dofir wäerte mir déi Motioun vun deene lénke Kolleege matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also mir ënnerstëtzen dës Motioun och. Mir hate virdrun eng änlech gefrot, déi ass leider ofgeleent ginn. Mee mir sinn hei och géint d'Desindexéierung. Also, mir wäerten hei dës Motioun matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech maachen dann elo och mat an deem fir d'Parlament a fir d'parlamentaresch Demokratie onwierdege Spill, nämlech datt d'Oppositioun iwwert d'Politik diskutéiert an d'Majoritéit seet näischt méi.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat, wat de Finanzminister gëschter Owend an haut de Moien nach eng Kéier widderholl huet, ass näischt anescht wéi eng prinzipiell theoreetesch Afrostellung vum Index.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Kënnt Der lech drun erënneren: 2012?! Deemools war et d'CSV, déi d'Iddi hat, de gedeckelten Index anzeféieren. Ech ka mech drun erënneren, wat d'Géigenargumentatioun war géint de gedeckelten Index - datt dat just de Banken an den Assureuren an deene grousse Betriber géif zeguttkommen, déi dann net méi mussen hir Salariéen op deem Niveau bezuelen! Dat war d'Haaptargumentatioun deemools! Dir dréit genau déi doten Argumentatioun elo ëm!

Ech ka mech och drun erënneren, datt et eng Iddi vun der CSV war, fir d'Pëtrolsproduiten aus dem Index erauszehuelen. Et war en Opschrei - gläcklecherweis - duerch d'Lëtzebuerger Gesellschaft gaangen, datt ee genau dat net däerf maachen!

Och d'ailleurs aus dem Argument eraus: Wann een d'Pëtrolsproduiten aus dem Indexwuerekuerf erausbëlt, da verléiere mer een Element vun der Ofhängegkeet vun de Pëtrolsproduiten! Dat heescht, d'Transformatioun, déi mer esou dréngend brauche vun eiser Gesellschaft, ewech vu fossillen Energien, spigelt sech net méi erëm an deem Wuerekuerf! Dat ass deemools als Argument ugefouert ginn a gläcklecherweis ass déi Iddi verworf ginn.

An ech ka mech u legendär Kongresser vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei erënneren, wou gesot ginn ass: „Mir stinn hannert dem Index a mir ginn net un de Wuerekuerf fréckelen!" Haut maacht Der et!

(Interruptions diverses)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dofir soe se näischt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nee, d'LSAP ass k. o. Si soen näischt méi. Et ass och besser esou.

Vote sur la motion 11

M. Fernand Etgen, *Président.*- Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 12

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 302-303 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 12 vun der Sensibilitéit déi Lénk. Ass een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi ech scho bei der Motioun Nummer 7 vun der ADR gesot hunn, do war den Detail net esou grouss. Hei soen eis Kolleegen, fir déi 7,7 % nozehuelen an och alles, wat geschitt ass 2014. D'CSV géif déi Motioun vun deene Lénke matënnerstëtzen an hofft dann, dass et esou ass, wéi den Här Hahn gesot huet, dass mer dann an der nächster Familljekommissioun och op d'Proposition de loi vun eis zréckkommen.

Merci.

M. Max Hahn *(DP).*- Dir kënnt lech drop verloossen, Här Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech mengen, den Här Spautz huet sech scho richteg drun erënnert, datt mir och an déi Richtung denken. Selbstverständlech hätte mir gär, datt d'Kannergeld ugepasst gëtt. Mir soen deene lénke Kolleegen och Merci fir dës Initiativ. Mir sinn där Meenung wéi si, datt mer do mussen onbedéngt agéieren a mir stëmmen dat heite selbstverständlech mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et ass penibel, datt een … Bon, okay. Am Onwëssen dovunner, wéi d'Majoritéit wäert herno stëmmen, mee warscheinlech mat Neen, ouni ze soe firwat, wollt ech just dorobber … Also eng Saach: Ech war mer op jidde Fall net bewosst, datt d'CSV eng Proposition de loi an déi Richtung gemaach hat. Dat ass schonn emol interessant. Mee wann d'Oppositioun eng Proposition de loi deposéiert, dann huet se d'Tendenz ze verschwannen.

Duerno déi aner Saach - dat ass en anere Problem hei am Haus -, jo, voilà, déi Motioun entspréngt jo och der Propos vun der Chambre des Salariés. Well d'Chambre des Salariés huet viru Kuerzem och eng Proposition de loi net deposéiert, well se dat net kann, mee op jidde Fall virgeschloe fir ze soen, datt een erëm op jidde Fall et wettmécht zënter dem Joer och 2014, wou u sech d'Regierung en Accord fonnt hat, fir d'Indexéierung vun de Familljenzoulagen ze fannen. An d'Chambre des Salariés freet: Wou si mer elo drun?

Et ass eppes versprach ginn an et ass net weidergaangen, oder et ass net an déi Richtung gaangen, fir dat erëm ze indexéieren. Dofir wier et och schonn nëmmen aus Respekt virun der Chambre des Salariés, vläicht och virun all Salariéen a Famillen, eng Fro vu Respekt, wann ee vun der Majoritéit a vun der Regierung wéinstens wéisst, firwat mer nach net esou wäit sinn a firwat d'Regierung dann oder d'Majoritéit - dat ass jo dat selwecht - déi heite Motioun wäert jo héchstwarscheinlech net wëllen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass lamentabel, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- … vun där Motioun kommen.

Vote sur la motion 12

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 13

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 13 vun de Piraten, fir eng Steierdispositioun anzeféiere fir déi, déi den Homeoffice benotzen. Här Sven Clement wannechgelift als Auteur.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hei ass vläicht och net chiffréiert. An ech soen och direkt, ech hu keng konkreet Iddi, wat fir ee Montant een do misst usetzen, well eis als Chamber déi Zuelen einfach feelen. Ech stelle just fest, an dat ass e Constat, dee scho méi oft geschitt ass: Déi Méiglechkeet, an de Frais-d'obtentionen e Bureau à domicile ofzesetzen, ass eppes, wat just Leit kënne maachen, déi u sech bessergestallt sinn.

Éischtens emol muss ee Proprietär sinn, fir iwwerhaapt dovunner kënnen ze profitéieren. An da muss et laut där Circulaire 105/2 och nach e Raum sinn, deen dediéiert ass, dee principalement fir en Homeoffice benotzt gëtt. An et däerf och keen Durchgangsraum sinn. Dat heescht, wann een iergendwou nach e Schloff ënnert der Trap oder soss am Trapenhaus hätt, deen däerf een och net ofsetzen. Et muss also wierklech e Raum mat véier Maueren an enger Dier sinn. Ech weess net, ob dat nach esou zäitgeméiss ass, wéi déi Circulaire vun 1998 dat klénge léisst. Ech froe mech, ob se 1998 iwwerhaapt zäitgeméiss war.

Bref, et ass keng gesetzlech Basis. D'gesetzlech Basis ass den Artikel 105 L.I.R. Et ass eng Circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung. Et ass eppes, wat relativ einfach kéint geännert ginn. A mir hu gesinn, datt jiddwereé, dee konnt Homeoffice maachen, incitéiert gouf an den Homeoffice ze goen. An elo sollte mer déi Leit, déi dat dann och gemaach hunn, déi och deelweis an hirer Stuff, déi deelweis am Kannerzëmmer, déi am Trapenhaus souzen, fir hiren Teletravail ze maachen, datt déi awer déi Käschten, déi hinnen doduerch entstane sinn, och kënne steierlech geltend maachen.

Et ass vläicht eng Dréps op de waarme Steen. Et ass awer virun allem och d'Méiglechkeet, fir ze weisen, datt mer wierklech zum Teletravail incitéieren an net nëmme bei deene Leit incitéieren, déi e Raum à part hunn, deen se grad net brauchen, mee datt mer et wierklech incitéiere bei jiddwerengem an dann och steierlech géife begënschtegen.

Aner Länner hunn do Forfaiten, Pauschalbeträg festgesat. Dat kéint eng Pist sinn. Eng aner Pist kéint natierlech sinn, d'Realkäschte kënnen ofzesetzen. Dat wëll ech an där Motioun hei guer net fest formuléieren. Ech denken, datt et do u sech un der Regierung wär. D'Chamber géif heimadder d'Regierung invitéieren, eppes ze maachen an domadder dann deene Leit entgéintzekommen. Vu datt et eng Circulaire vun der Steierverwaltung ass, kann d'Steierverwaltung ganz eleng dat maachen. An duerfir brauche mer keng Gesetzesännerung an duerfir ass hei och de Wee vun der Motioun, mengen ech, dee richtegen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ech mengen, den Här Clement schwätzt e reelle

Problem un, dee mer all entdeckt hunn oder ganz vill Leit entdeckt hu wärend dem Confinement a bis elo nach, fir Teletravail mussen ze maachen. Also dovunner ofgesinn, mengen ech, hu vill Leit ganz am Ufank et spannend fonnt, mee an der Tëschenzäit, mengen ech, si vill Leit, déi wiere vläicht léiwer erëm op hirer Aarbechtsplaz, mee dat ass eng aner Saach. Bon!

An da muss ee sech organiséieren. Da muss een eebe vun doheem aus schaffen. An et kann net sinn, datt dat alles à charge ass vum Salarié. Dat kann et net sinn, selbstverständlech net! D'Fro ass dann elo, wat fir e Wee ee misst goen. D'Piraten schloe vir, datt een iwwer eng Steiererliichterung u sech, datt een iwwert dee Wee do kéint fueren.

Mir hätten éischter d'Tendenz ze soen, datt awer och de Patron misst seng Kontributioun ginn, datt mer éischter iwwert dee Wee do misste goen. D'ailleurs, pour la petite histoire: Mir sinn amgaangen, och an der Lénker doriwwer ze diskutéieren, well eise Staff jo och zum groussen Deel fir gewëssen Zäite vun doheem aus Teletravail gemaach huet an esou weider, a mir hunn eis iwwerluecht als Partei an als Fraktioun, fir eeben dat ënnert enger Form vu Primm, déi mer nach musse festleeën, mee dat eng Kéier ze kucken, fir eeben eis Salariéen domadder ze entlounen, well si hate jo och Fraisen. Si hu misse Stroum bezuele vun doheem an esou weider.

An dat kann net sinn, datt e Salarié muss derfir bezuelen, datt e schafft. Dofir, jo, d'Problematik vun de Piraten, déi se soulevéieren, ass interessant. Mir sinn net dovun iwwerzeegt, datt dat dee richtege Wee ass. Mir géifen et awer schued fannen, wann een net méi géif driwwer diskutéieren, well et muss een eppes maachen. Vläicht kéinte mer an der Kommissioun driwwer diskutéieren.

Wa mer dat virschloen als Lénk, datt eng Motioun an d'Kommissioun geet, dann ass et net, fir datt mer net méi driwwer diskutéieren, mee et ass wierklech, well mer mengen, datt een net d'Problematik ka rejetéieren, mee datt een iwwert d'Problematik muss serió diskutéieren, well se wichteg ass. Voilà, dat wier eise Virschlag. Soss géife mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass keng politesch Motioun, soudass ech mer eigentlech kéint virstellen, dass d'Kolleeginne vun der Majoritéit dann zu där Motioun wéinstens kéinte Stellung huelen.

Et ass awer eng Motioun, déi Zéngdausenden, fir net ze soen Honnertdausenden, Leit concernéiert, déi eng Äntwert brauch, besonnesch am Kontext, wéi dat elo ugeschwat gouf, vun dem Homeoffice.

Ech hu gëschter missen e bësse schmunzelen, wéi d'Piraten awer e Wee fonnt hunn, fir un déi Notioun vu „Cabinet de travail" ze kommen an déi Circulaire ausfindeg ze maachen. Ech mengen, si wieren éischter fündeg ginn, wa se gesot hätten, dat wier en „häusliches Arbeitszimmer". Dat ass nämlech, wéi een dat op Däitsch nennt. An do gëtt et onméiglech Jurisprudenzen, souguer, mengen ech, vum Lëtzebuerger Steiergeriicht op dem Kierchbierg, vum Verwaltungsgeriicht.

Ëm wat geet et? Ma dat ass, wann Der doheem lech e Büro ariicht an Dir braucht deen, fir Är Aarbecht ze maachen, da kënnt Der verschidde Saachen ofsetzen. Jo, déi et wëssen, déi profitéieren ënner engem gewësse Mooss dervun. Déi et net wëssen, déi hate Pech. Dat ass schonn emol en éischte Punkt, firwat et muss geklärt ginn, dass et och breet an der Ëffentlechkeet geklärt gëtt.

Well, wann Der doheem e Büro hutt, da kënnt Der deen undeelhaft par rapport zu der Fläch, déi Äert Haus huet, ofsetzen. Wat kënnt Der ofsetzen? Majo: déi voll Scholdzënsen au prorata. Dat heescht, wann Der 10 % vun Ärer Hausfläch notzt als Büro, da kënnt Der 10 % vun Äre Scholdzënsen um Haus ofsetzen. Dir kënnt souguer den Amortissement undeelhaft ofsetzen. Wann d'Haus nei ass, 6 %, bon, ab dem 1. Januar deelweis 4 %. Wann et méi al ass, 2 %, mee och déi 2 %, wësst Der, mat deene Präisser, déi d'Immobilien hunn, ass et jo net näischt - kënnt Der ofsetzen.

Dir kënnt en Deel vun den Ënnerhaltskäschten ofsetzen. Wat ass dat? Heizung, Gas, Botzen, dat heescht Botzkäschten, kënnt Der och undeelhaft ofsetzen. Dat ass jo also schonn net näischt. Dir kënnt och d'Miwwelen ofsetzen, déi Der dodrasetzt. Dat ass jo och net näischt. Dir kënnt den Amortissement vum Computer ofsetzen - ass jo och net näischt. An do reit sech eigentlech déi Bemierkung, déi den David Wagner gemaach huet, an: Ass et um Patron, fir zum Beispill e Pult, ass et um Patron, fir zum Beispill e Computer zur Verfügung ze stellen? Et sinn eng Rei vu Patronen, déi stellen e Computer zur Verfügung, sief et nëmmen aus Securitéitsgrënn, wa confidentiel Donnéeë musse manipuléiert ginn.

Et ass jo net hei ..., et war emol eng Kéier zu mir gesot ginn, wéi ech déi Fro opgeworf hunn am Summer: „Et ass eng Epiciersrechnung." Nee, dat ass keng Epiciersrechnung, et ass eng Fro vu Steiergerechtegkeet. Et gliddere sech awer nach eng Rei vun aner Problemer derbäi. Wann ee schwätzt vun Homeoffice, dann huet een, huelt dat awer elo net iwwel, de facto steierlech gesinn jo och en Deel manner Fraisen an da stellt sech zum Beispill d'Fro vun der Kilometerpauschal, déi zwar op d'Joer oder op de Mount berechent gëtt, mee déi och zum Beispill kéint op den Dag gerechent ginn.

An ech géif aus deene Grënn soen, dass mir als CSV, well et e wichtege Sujet ass, wou de Wording eis u sech manner interesséiert vun de Kolleege vun de Piraten ..., wëll ech absolutt net a Fro stellen, mee aus deem Prinzip, dass déi Saach absolutt muss geklärt ginn, stëmme mir fir déi Motioun, fir ze ënnersträichen, dass dat e Projet ass, wou d'Steierverwaltung schnell gefuerdert ass, eng ëmfänglech Circulaire, déi alle Facettë Rechnung dréit, wéi si dat gedenken, ze applizéieren. Aus deem Grond wëlle mir där Motioun zoustëmmen.

An et ass ..., Här Wagner, ech wëll lech do absolutt net ze no trieden. Sécherlech soll a kann d'Chamber iwwert alles diskutéieren, mee et sollt een dat an zwou Seancë maachen. Éischtens soll d'Steierverwaltung eng Circulaire schreiwen, déi ass unabdingbar, an dass an enger zweeter Phas d'Chamber vun där Circulaire informéiert gëtt an dass se déi eng Kéier ka matdiskutéieren. Nach ass et esou, dass d'Steierverwaltung als Administratioun natierlech eng Applikatioun vun der Steiergesetzgebung mécht.

Wann een net dermat d'accord ass, bon, da geet en op d'Verwaltungsgeriicht. Entweeder kritt e Recht oder net, mee d'Chamber sollt och wëssen, wat dat beinhalt. An ech mengen, duerfir wier dat eng konstruktiv Approche, a mir géifen de Finanzminister invitéieren, dass e Récksprooch mat de Servicer hält, fir dass dat ka gemaach ginn.

Op jidde Fall wäerte mir aus deene Grënn, déi ech elo gesot hunn, dëser Motioun zoustëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Fernand Kartheiser freet d'Wuert an duerno den Här Finanzminister. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, merci, Här President. No der Oppositioun an der „coalition silencieuse" wëll ech dann och d'Positioun vun der ADR nach eng Kéier betounen. Mir haten dat gëschter an der Ried gemaach an deem Sënn, datt mer gefrot haten, datt all steierlech Aspekter vun der Heemaarbecht eng Kéier sollte gekuckt ginn. Do kënnt jo ganz vill dran. Do kommen nach ganz aner Saachen dran wéi Kilometerpauschalen an all MéiglecheS, wou ee muss kucken, wéi dat dann elo steierlech soll gehandhaabt ginn, fir eng Gerechtegkeet an dee System eranzekréien.

Dat sollte mer a Rou maachen. Mir brauchen do och natierlech den Input vun der Steierverwaltung, mee elo, fir och déi heite Motioun dann ze wierdegen, well et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, wëlle mir als ADR déi och matdroen. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech ka mech elo ganz kuerz faassen, well ech hätt et net besser kënne resuméieren, wéi den Här Roth dat elo gemaach huet. An dat beweist, wat e gesot huet, dass mer wierklech dorobber solle hischaffen. Och erëm eng Kéier: Et ass e komplexe Sujet an d'Fro, ob een et iwwer Circulaire och weider an Zukunft mécht oder iwwer e Gesetz, muss een och stellen. Dofir mengen ech, dass et vläicht net ideal ass, einfach eng Motioun unzehuelen iwwer e Sujet, deen esou kompliziéiert ass. À vous de voir als Chamber an dann och d'Majoritéitsparteien, ob dat net vläicht eppes wär, wat ee kéint an der Kommissioun och zäitno diskutéieren, dass een all d'Argumenter hätt. Dat mengen ech, dat wär dat Räsonabelst bei engem Sujet, deen elo eng Wichtegkeet kritt huet, déi en nach virun engem Joer net hat.

Une voix.- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech kann eng Offer un d'Majoritéitsparteien ..., ech ka ganz gutt domadder liewen, wa mer et géifen an der Kommissioun behandelen. Ech verweisen awer op d'Deadline, fir d'Steiererklärung vun dësem Joer ze maachen, déi am Mäerz d'nächst Joer ass, soudatt et wierklech eng zäitno Kommissiounssëtzung muss sinn, wou mer doriwwer schwätzen, well soss riskéiere mer, datt mer déi éischt Steiererklärungen deposéiert hunn, éier mer doriwwer geschwat hunn, an dat wär definitiv net dat, wat d'Intentioun vun där Motioun hei ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi de la motion 13 en commission

Wien dann d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll dës Motioun zäitno an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion n° 13 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 14

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 14 vun de Piraten. Et ass am Fong geholl déi, déi freet, datt all d'Circulairë vun der Steierverwaltung, déi en vigueur sinn, solle publizéiert ginn, och déi, déi virum Joer 2000 publizéiert goufen. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir hu guer kee Problem mat där, weeder mat der Nummer 14 nach mat der Nummer 15.

(Exclamations)

Une voix.- Kënnt nach eppes?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech kann do kuerz sinn, Här President. Mir ënnerstëtzen dat do selbstverständlech! Ech géif et awer gutt fannen a mir géifen de Finanzminister invitéieren, dann dee Message och un d'Steierverwaltung ze ginn, dass d'Finanzkommissioun reegelméisseg iwwer nei Steiercirculairë géif informéiert ginn, besonnesch dann, wa se e politeschen Impakt hunn, ...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... zum Beispill déi Steiercirculairen iwwert de Régime des impatriés, deen nei gemaach gëtt, déi allkéiers ..., wann, loosse mer esou soen, de facto e gewësse Steierprivileeg accordéiert gëtt, well theoreetesch däerf eigentlech kee Steierprivileeg accordéiert ginn ouni Gesetz - dat seet eis Verfassung -, mee wann et Steiercirculairë sinn „à incidence", je dirais, „politique", dass dann d'Steierverwaltung e kuerze Rapport an der Finanzkommissioun maache kënnt. Op jidde Fall wäerte mir och an deem Geescht där Motioun vun de Piraten zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Vote sur la motion 14

Kënne mer dës Motioun Nummer 14 dann duerch Handhiewen approuvéieren?

(Assentiment)

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 14 ugeholl.

Motion 15

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en page 304 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 15, déi freet, datt déi verschidden Avise vun deene verschiddenen Organer, déi um Chamberssite publizéiert sinn, och sollen um Site vum Finanzministère, budget.public.lu, publizéiert ginn. Wie wëllt d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech fannen dat e gudde Virschlag an hunn och scho mat mengen Ekippe geschwat, dass mer dat wäerte maachen. Ech wëll just drop hiweisen, dass et natierlech dann op zwou Plazen ass. Dat ass e bësse méi Opwand, mee mir hu jo dee Site als Finanzministère op d'Bee gesat virun e puer Joer a mir sti fir Transparenz an Äre Virschlag geet an déi Richtung. Dofir kann ech dat nëmme recommandéieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Finanzminister.

Vote sur la motion 15

Wien dann d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 16

(Motion déposée en séance publique n° 23 du 16 décembre 2020 - à consulter en pages 307-308 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun Nummer 16, déi vum Här Roth deposéiert ginn ass iwwert d'Grondsteier, datt soll e Projet de réforme virum 15. Oktober deposéiert ginn. Den Här Laurent Mosar freet d'Wuert zu där Motioun.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net méi op dat agoen, wat de Kolleeg Gilles Roth scho gëschter laang exposéiert huet. Ech wollt just op d'Netäntwert och do op deem Sujet vun der Madamm Innenministesch agoen. Ech wéilt nach eng Kéier awer drun erënneren: Dat, wat mir hei froen an där Motioun, dat ass à la lettre dat, léif Kolleege vun der Majoritéit, wat an Ärem Koalitiounsprogramm steet.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Steet do fir de 15.?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, da loosst mech emol ausschwätzen. Här Engel, Dir gitt immens nervös, soubal et hei ëm d'Grondsteier geet.

(Interruption par M. Georges Engel)

Dat schéngt iergendwéi awer, et schéngt an der Lëtzebuerger Sozialistescher ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Aarbechterpartei e ganz sensibele Sujet ze sinn, soss …

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Also den Här Mosar huet elo d'Wuert!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass gutt, datt Der déi e bëssen opgereegte Kolleegen do berouegt, Här President!

Ech wollt nach eng Kéier och soen, datt et och en exzellente Rapport war - an ech hat nach net d'Geleeënheet, fir dat ëffentlech ze soen - vum Här Benoy. Den Här Benoy huet sech ganz intensiv mat där Thematik vun der Grondsteier beschäftegt an en huet quasiment en Appel gemaach, datt déi Reform esou schnell wéi méiglech soll ëmgesat ginn.

Et gëtt awer och nach en drëtte ganz gudde Grond an deen huet den Här Roth an der Motioun opgezielt, dat ass, Här Finanzminister: Et gëtt a sech eng Decisioun vum däitsche Verfassungsgeriicht a vu datt eis Besteierung ganz no läit beim däitsche System, muss een déi eescht huelen, wou justement d'Grondsteier an Däitschland annuléiert ginn ass, well de Gläichheetsprinzip net méi respektéiert ass, well et do riseg Ënnerscheeder ginn zwëschent den Immeublen an der Aart a Weis, wéi déi evaluéiert gi sinn.

Véiertens - an da kucken ech erëm den Här Engel: Ech liese quasiment all 14 Deeg en Artikel vun engem vun de „coming men" vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, den Här Leners, deen net midd gëtt, sech wond ze schreiwe mat Leserbréiwer, wou en allkéiers d'Regierung opfuerdert, dach endlech eppes ze maachen um Niveau vun der Grondsteier.

Ech hu gëschter d'Madamm Minister verstanen an deem Sënn, datt si mengt, si kéint näischt maachen, bis all d'PAGen an dësem Land adoptéiert wieren. Dat ass eppes, Här President, mat deem mir net kënne liewen! Mir hätte gär, datt dës Koalitioun op dësem Punkt hire Programm ëmsetzt, an duerfir hätte mir gär, datt géif e Projet de loi deposéiert ginn - „deposéiert" ginn, dat heescht jo net „gestëmmt" -, virum 15. Oktober vum nächste Joer.

Ech hunn et gëschter schonn eng Kéier betount, doropshi wäerte jo vill Diskussioune kommen, dat ass en net onwichtege Sujet. A wa mer et da fäerdegbréngen, vläicht ufangs 2022 oder och souguer am Laf vum Joer 2022 dee Projet ze stëmmen, mengen ech, hätte mer alleguerte gutt Aarbecht gemaach.

Wat mer awer net méi akzeptéieren, dat ass, datt elo erëm dee Projet „aux calendes grecques" renvoyéiert gëtt bis 2023 an nach dono! Duerfir hätte mir hei gär eng kloer Ausso vun der Regierung, wéini a bis wéini spéitstens datt dee Projet de loi deposéiert gëtt. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet d'Wuert gefrot den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, villmools merci, Här President. An där Motioun hei geet et ëm d'Grondsteierreform. An ech hunn, wéi den Här Mosar et gesot huet, jo och a mengem Rapport doriwwer geschwat. An ech wëll dofir och hei emol profitéieren, fir alleguerten de Kolleegen, déi bei den Debatte gëschter och op mäi Rapport an op Saachen, déi ech do thematiséiert hunn, agaange sinn, respektiv déi, déi e gelies hunn, villmools Merci derfir ze soen.

D'Grondsteierreform, wéi et och scho gesot ginn ass, steet am Koalitiounsaccord dran. An ech si wierklech ganz frou och, dass d'Innenministesch

am Numm vun der Regierung gëschter nach eng Kéier gesot huet a preziséiert huet an och däitlech gemaach huet, awéifern mat Héichdrock d'Regierung dodrunner schafft. An ech begréissen dat an ech wënschen der Innenministesch an der ganzer Regierung natierlech eng gutt Hand derbäi, dass se gutt op dësem ganz wichtegen Dossier virukommen. An d'Innenministesch grad ewéi déi ganz Regierung hunn natierlech mäi vollst Vertraue an ech mengen, se si sech och bewosst, dass dat e wichtegen Dossier ass, wou et séier muss virugoen, quitte dass se natierlech hei mussen och elo eng uerdentlech Aarbecht maachen - an déi brauch och hir Zäit. An ech mengen dofir, dass et och net sënnvoll ass, dass mer hir elo hei esou en Delai géife ginn, mee si soll dat natierlech séier maachen, mee si soll dat awer och uerdentlech preparéieren. An dofir ass et, mengen ech, net gutt, fir hir elo hei en Delai ze setzen. Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen, well mer aus enger Rei Grënn mengen, an ech hat dat jo gëschter kënne rappeléieren, ... d'ADR ass eng Partei, déi géint Steiererhéijungen ass. A mir fäerten, datt déi Grondsteierreform hei awer zu enger allgemenger Steiererhéijung féiert, och wann dat elo net gesot gëtt, mee warscheinlech och fir déi kleng Leit. An do hu mer Bedenken!

Mir hunn och Bedenken bei där Iddi, fir iwwert d'Grondsteier de Problem vun Appartementer unzepaken, déi net occupéiert sinn. Dat kann en Aspekt vun der Fro sinn. Mee et ass dacks méiglech, zum Beispill einfach duerch eng Ofschafung oder duerch eng Ëmännerung vun Dispositiounen am Mietgesetz oder an anere Gesetzer, deem Zoustand en Enn ze setzen. D'Grondsteier ass net onbedéngt déi richtege Wénkel, fir un déi Problemer erunzegoen.

Dat heescht, mir estiméieren, datt dat do d'Gefor vun enger Steiererhéijung mat sech bréngt. An dofir wäerte mir eis an dëser Fro enthalen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matstëmmen, well et net esou ass, wéi den Här Kartheiser seet. Am Koalitiounsaccord steet notamment, datt déi kleng Leit, datt déi, déi selwer Besëtzer vun hirer eegener Wunneng sinn, datt déi souguer sollen exoneréiert gi vum Impôt, also vun der Grondsteier.

Also verstinn ech net, firwat d'ADR, déi sech elo hei opspillt als Vertrieder vun de klenge Leit, déi se awer a Wierklechkeet guer net ass, well d'ADR stëmmt dat hei net mat, well se ass de Vertrieder vun deenen décke Portmonnien!

Mir fannen dat hei richteg, datt d'CSV freet, datt d'Regierung eigentlech hire Koalitiounsaccord anhält, well dat hei ass ee vun deene progressiven, fortschrëttlechen Deeler vum Koalitiounsaccord. An ech verstinn duerfir och net, firwat d'Majoritéit dat hei net matdréit. Et muss ee soen, mir sinn elo hei bei der Motioun Nummer 16 ukomm an effektiv huet elo deen éischte Majoritéitssprecher Stellung geholl zu enger Motioun vun der Oppositioun.

(Brouhaha)

Dat gereecht dem Här Benoy sécher zur Éier, datt en dat zumindest gemaach huet. Well ech hu mech bis elo gefrot, wat dat hei fir en Zenario ass.

Ass dat Boykott vun der Chamber? Ass dat e Streik, e politesche Streik vun der Majoritéit, fir net ze diskutéieren?

(Coups de cloche de la présidence)

Also ech muss lech éierlech soen, zumindest déi Zäit, wou ech dat hei suivéieren, hunn ech net matkritt, datt eng Majoritéit konsequent net Stellung hëlt. Den Här Benoy huet elo hei déi angeneem Ausnam gemaach. Ech si „bewildered" iwwert dat Virgoen hei.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).*- Jo, schwätzt nach een?

(Hilarité)

■ **Une voix.**- Hohoo!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).*- Ech ka verstoen, dass d'Oppositioun dat net gutt fënnt, dass d'Majoritéit hei sech eens ass an all deene Motiounen. Dat ass och hiert gutt Recht. Mir hunn hei eng Eenegung fonnt mat deene Motiounen, esou wéi mir se hei ofgestëmmt hunn. An ech mengen, dass dat och e kloert Zeechen ass, dass an där Majoritéit hei kee Sträit ass, esou wéi dat Verschiddener gären hei insinuéieren.

Zu der Motioun vun dem Här Roth vun dem Impôt foncier an zu deem, wat den Här Mosar gesot huet: Jo, et steet am Koalitiounsprogramm dran, dass mer eng Reform vum Impôt foncier gären hätten. Mee wat net drasteet, ass, Här Mosar, dass soll de 15. Oktober 2021 e Gesetzesprojet doleien. D'Inneministesch huet gëschter ganz kloer gesot, dass se dorunner schafft an dass se och e Gesetzesprojet wëllt op de Wee ginn. A mir hu vollst Vertrauen, dass se dat och wäert maachen. Duerfir wäerte mer dës Motioun hei net matstëmmen, well do en Datum drasteet, wëssend awer, dass eng Reform soll kommen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Dann huet den Här Mosar nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

■ **M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Nach eng Kéier, Här President: Dat do geet mir awer net duer! Ech si ganz frou iwwert dat, wat den Här Benoy gesot huet. Den Här Engel huet elo nach eng Kéier betount, déi Reform soll kommen. Ech hu gëschter kloer verstanen d'Madamm Inneministesch, si kéint net mat engem Projet de loi kommen, ier all d'PAGen an dësem Land approuvéiert wieren.

Mir wëssen, dat wäert fréiestens 2023 sinn! A mir hätten elo gär eng Äntwert vum Här Engel, vum Här Benoy, vum Här Finanzminister, bis wéini déi Reform soll kommen. Mir kënnen och nach domat liewen, Här Engel, datt se eventuell eréischt am Laf vum Joer 2022 kënnt. Mee mir hätte gär en Datum, well et ass net akzeptabel, datt se iwwer 2023 erausgeschiibt gëtt! Dat akzeptéiere mir net! An duerfir hätte mer elo gär eng ganz kloer Äntwert, wéini datt déi Reform soll kommen.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Dann huet den Här Michel Wolter nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Här President, ech hunn nach eng Kéier d'Wuert gefrot, well ech en dréngenden Appell wëll op dëser Plaz maachen un d'Deputéiert vun der Majoritéit.

Mir si menger Meenung no haut op engem Déifpunkt vum Lëtzebuerger Parlamentarismus ukomm.

(Protestations et brouhaha)

Dat ass et fréier net ginn!

■ **Plusieurs voix.**- Oo!

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Fréier ass et d'Guillotine ginn!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Gusty Graas** *(DP).*- Ech ka mech awer nach un aner Zäiten erënneren!

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Dat ass et fréier net ginn, och net zu Ärer Zäit, Här Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Dach, do ass et eng Guillotine ginn, Här Wolter. Ech weess net, ob Der lech kënnt doru erënneren ...

(Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- De Prinzip ass, dass eng Chamber lieft vun der Confrontation d'idées.

■ **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Jo.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- An eng Confrontation d'idées, déi kann nëmme stattfannen, wann déi eng an déi aner diskutéieren. De Prinzip vun de Motiounen, esou wéi ech e geléiert hunn an der Chamber, wéi ech 1984 komm sinn, ass deen, dass eng Motioun deposéiert gëtt vun enger Partei. Si gëtt vun deenen anere Parteie kommentéiert, ugeholl oder ofgeleent. Duerno, duerno schwätzt d'Regierung, an da komme mer zum Vott. Dat ass de Prinzip vum Werdegang vun enger Motioun.

Mir liewen ewell, an ech hunn et virdru gesot, scho säit enger Rei vu Wochen an engem Zenario, wou d'Oppositioun eng Motioun eragëtt, d'Regierung äntwert, an d'Majoritéit stëmmt. Et sinn eng Rei Argumenter, déi fréier schonn do waren, dat ass richteg. „Mir stëmmen dergéint, well et ass vun der Oppositioun." Ech erënneren un de bekannte kriepsesche Motiounsprinzip vum Här Krieps Emile, deen ech nach kannt hunn, deem seng iwwerzeegte Meenung dat d'ailleurs war, fir dergéint ze stëmmen, well et vun der Oppositioun géif kommen, mee après départ, nodeem awer wéinstens kloer duergeluecht ginn ass vun der DP deemools, well de Mann war an der DP, wat hir Meenung wier.

En Zenario, dee mer relativ oft hunn, dat ass deen, fir ze soen: „Mir maachen et souwisou, et steet an eisem Koalitiounsaccord, mir sinn eis eens, dofir ass et superfetatoire."

Mir kommen awer elo an eng nei Dimensioun. De Moien huet de Finanzminister am Kader vun enger Motioun iwwert d'Transaktiounssteier, déi hei abruecht ginn ass, gesot: „Mir sinn derfir an dofir proposéiere mer der Majoritéit, fir dergéint ze stëmmen. Oder mir gi keng Äntwert." Den Här Gramegna ass vum Här Roth iterativ op d'Fro vun der Individualiséierung vun der Besteierung ugeschwat ginn an äntwert net! Äntwert einfach net, weeder mat Jo nach mat Nee, Dir hutt Recht, Dir hutt net Recht, aus dësem Grond, aus deem Grond, et gëtt einfach net méi geäntwert.

A mir liewen elo säit e puer Wochen an enger Situatioun, wou d'Majoritéit ufänkt, d'Diskussioun mat der Oppositioun eigentlech net méi wëllen ze féieren. Ech hunn dat, an dat huet mech extreemst gestéiert, nach méi wéi haut - haut kann ee soen: Et ass Budget, et ass ... - am Covidgesetz gespuert.

Nodeem wochelaang, méintelaang gefrot ginn ass, dass d'CSV géif Alternativen op den Dësch leeën, hu mer Alternativen op den Dësch geluecht an der Ried an a véier Motiounen, déi mer deposéiert hunn. Mat Ausnam vum Här Baum, DP, zu där leschter, wou et ëm d'Aarbecht vum Här Schoulminister gaangen ass, huet net een eenzege Majoritéitsdeputéierten nach Stellung geholl zu deem, wat mir als gréissten Oppositiounspartei zu dach deem zentraalste Sujet, deen d'Lëtzebuerger Politik zurzäit beschäftegt, gesot hunn.

Ech hunn dat ganz schlëmm fonnt! Ech wollt dee Moment schonn eng Ried halen, ech hunn et elo gesinn. Ech hunn et si gelooss dee Moment, well et net de Moment war. Mee ech soen lech, léif Kolleegen: Esou kann een net weiderfueren! Mir kënnen net esou weiderfueren, an enger Chamber mateneen ze mengen, ze sëtzen, an där nëmmen nach een Deel vun der Chamber diskutéiert an deen aneren Deel just nach dat duerchwénkt, wat vun enger Regierung op den Ordre du jour gesat gëtt.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Dann huet d'Madamm Lydie Polfer d'Wuert gefrot.

■ **Mme Lydie Polfer** *(DP).*- Jo, Här President, merci villmools. Den Här Wolter huet elo just vun „Déifpunkt hei am Parlament" geschwat. Ech wollt iwwert den Déifpunkt vun der Temperatur just ee Wuert soen, well effektiv zënter enger gewëssener Zäit gesi mer, datt et immens kal ass, an et ass eppes ausgefall, well an der Heizungsanlag, do war gemellt ginn, et wier heibanne 35 Grad waarm, wat jo net de Fall ass. An dofir ass op eemol déi kal Loft automatesch eragepompelt ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Dat ass awer elo d'Firma, déi sech drëm këmmert.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Firma, déi sech drëm këmmert, ass ënnerwee. An ech hu gesot, se sollen emol alles ausschalten. Dofir, ech hu gemengt, ech wier lech awer déi Erklärung schëlleg, firwat et de Moment ëmmer méi kal heibanne gëtt, an et ass bal net méi auszehalen. Merci, Här President.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer, fir déi Prezisiounen. Ass nach ...? Den Här Gilles Baum freet d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn nach 30 Minutten, gesinn ech hei. Mir sinn a mengen Aen, entgéint deem, wat den Här Wolter gesot huet, net um Déifpunkt vum Parlamentarismus ukomm. Mir si vläicht op engem anere Punkt ukomm, op deem Punkt, wou e berüümten däitsche Politiker eng Kéier gesot huet - an dee kennt Der alleguer -: „Opposition ist Mist." An domat huet e Recht. Domat huet e Recht!

An der Oppositioun kanns de net gestalten. Fir Leit, déi do mat Häerzblutt derbäi sinn, ass dat net schéin. Ech hunn a menger Gemeng selwer zwielef Joer an der Oppositioun gehollef, matgestalt. Dat ass net einfach. Ech hunn awer och eppes geléiert an deenen zwielef Joer, an zwar dass d'Oppositioun et méi einfach huet, well se alles ka fuerderen an net onbedéngt muss derfir suergen, dass och herno geliwwert gëtt.

An ech ginn net op all déi Motiounen hei an, ech sträife se just, well mer gëschter laang beienee souzen. Mir haten, hunn ech fonnt, bis zum Schluss e ganz korrekten Debat, wou gesot ginn ass, dass mer missten oppassen, wou eis Finanzsituatioun géif higoen. Den Här Roth huet en neit Wuert gebraucht, fréier war et „Larifari", gëschter war et „Halligalli". Ech fannen dat souguer nach méi flott.

An der Oppositioun kanns de alles fuerderen an d'Majoritéit, déi wäert et musse bezuelen. Ech weisen lech de Moien, wat Dir alles gefuerdert hutt.

D'Motioun Nummer 2 vun der CSV: « des mesures compensatoires annoncées [...] supplémentaires pour [...] les ménages. » Ech schwätzen net iwwert de Fong vun de Leit am ländleche Raum.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, jo, ech soe just ...

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech wollt der Madamm Hansen soen, datt hei elo Fait personnel ass.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Nee, nee!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Wolter huet och net méi zur Motioun Nummer 16 geschwat, iwwert déi mer nach net ofgestëmmt hunn. Mee dann ass dat heiten elo Fait personnel op dat, wat den Här Wolter gesot huet. Nëmme well d'Madamm Hansen freet: „A wéi enger Prozedur si mer dran?"

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Nee, nee. Madamm Hansen, mir sinn an der Prozedur, wou d'DP nach 30 Minutte Sproochzäit huet am Kader vum Budget.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Här President?

(Interruptions diverses)

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Vun de Motiounen, déi schonn ofgestëmmt sinn?

■ **Une voix.**- Dann hu mir och eng Stonn.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Här President, entschëllegt.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Am Prinzip huet den Här Gilles Baum nach d'Wuert.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Här Baum, sidd Der d'accord ...?

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Här Wolter?

■ **Mme Lydie Polfer** *(DP).*- Loosst dach den Här Baum schwätzen!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Hei wannechgelift, den Här Wolter.

■ **Mme Lydie Polfer** *(DP).*- Ma da loosst dach den Här Baum schwätzen!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Just 30 Sekonnen, wann Der erlaabt. Wann Der net erlaabt, da setzen ech mech nees.

■ **Mme Lydie Polfer** *(DP).*- Mee et ass dach elo um Här Baum!

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Wann ech däerf soen, ech wëll soen, dass ech absolutt kee Problem hunn, dass den Här Baum déi Ried do hält, ...

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- ... mee ech hunn absolutt en enorme Problem domadder, datt Der sot, dass et e Fait personnel ass.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Mee wat fir ee Fait personnel?

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Den Här President huet gesot, et wär e Fait personnel. Ech wëll lech soen, Här President, dass ech a kengem Moment a menger Ried iergenden Deputéierten ...

■ **Une voix.**- Dach Dir hutt den Här Baum ernimmt.

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- ... a scho guer net den Här Baum attackéiert hunn. Fir e Fait personnel geet et net duer, dass een een ernimmt, well ech hunn en nämlech positiv ernimmt. Ech hu gesot: „Hien ass deen Eenzegen, deen an enger Debatt geäntwert huet."

E Fait personnel no eisem Reglement baséiert sech op eppes, wat een iwwer eng Persoun gesot huet. Also, ech hu kee Problem domat, dass den Här Baum déi Ried do hält, well ech fannen dat nämlech ganz interessant, wat en elo wäert soen. Mee ech wëll mech wiere géint d'Betitelung, dass dat geschitt am Kader vun engem Fait personnel.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Baum.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Ech fuere viru mat der Motioun Nummer 6, eng Ribambelle vu Mesuren, déi am Logement gefrot ginn, mat Sécherheet berechtegt, awer verständlecherweis ...

■ **M. Michel Wolter** *(CSV).*- Natierlech huet en nach 25 Minutten.

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- ... net chiffréiert, an ergo wäerten dat Sue sinn, déi herno dem Staat feelen. D'Indexéierung vum Kannergeld réckféierend op 2006, dat sinn och Suen, déi aus dem Staatssäckelchen erausginn.

D'Motioun Nummer 8, „kal Progressioun kompenséieren". Dat si Suen, déi aus dem Staatssäckelchen erausginn.

D'Kreatioun vun enger neier Administratioun, gefuerdert an der Nummer 9. Dat gëtt et net zum Nulltarif. D'selwecht d'Motioun Nummer 11 an d'Motioun Nummer 12, déi sech deckt mat där, wou Der jo och Erklärunge kritt hutt vum Här Hahn, wat d'Kannergeld ugeet.

An da kommen ech awer zréck, bei all deene Mesuren, déi gefrot gi sinn, déi bestëmmt - bestëmmt! - hir Berechtegung hunn, op dat, wat mer gëschter hei festgehalen hunn a wat d'Kolleege vun der Oppositioun eis mat op de Wee ginn hunn, nämlech net esou vill Suen auszeginn a keng Scholden ze maachen.

An da kommen ech op d'Motioun 5 hei, wou da steet, dass den Zentralstaat misst am Gläichgewiicht si bis d'Enn vun der Legislaturperiod.

Wéi gesot, an der Oppositioun kann ee vill fuerderen, awer d'Majoritéit muss et no hire finanzielle Moyene liwweren. A wa mer eis eens si mat deem, wat mer gëschter alleguer gesot hunn, dass mer musse kucken, d'Finanzsituatioun am Gréff ze halen an d'Scholden am Gréff ze halen, da muss ech lech soen, da verstitt Der vläicht, firwat dass déi hei Motioune vun eis net matgedroe gi sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- D'Majoritéit hätt heiansdo besser, näischt ze soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da freet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, ech mengen, dat, wat mer haut elo grad erliewen, ass eng Kris, déi méi grouss ass, wéi ech mer se nach virun enger Stonn virgestallt hunn.

Hei kënnt de Spriecher vun enger Majoritéitspartei dohinner, zielt verschidde Motioune vu véier verschiddene Parteien op, geheit se an een Däppen a seet dann där Oppositioun: „Dir frot dann, dass de Budget ausgeglach ass." Déi Lénk huet dat net gefrot. Dat ass net eise Propos, well mir eng aner Partei si wéi d'ADR! Mir sinn och eng aner Partei wéi d'CSV a mir sinn och eng aner Partei wéi d'Piraten.

Dat ass Demokratie! Dat ass de representative System vun eiser parlamentarescher Demokratie! A wat ech gär géif héieren, ass, wéi eng Argumenter d'Majoritéit, an déi dräi Parteien, déi d'Majoritéit konstituéieren, huet, fir entweeder fir oder géint déi Motioun vun der ADR oder déi Propos vun der CSV oder déi Propos vun de Piraten ze sinn. Dat ass d'Essenz vun der politescher Debatt an enger parlamentarescher Demokratie!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An net erëm dee Bipartismus, dat Blockdenken: „Mir Majoritéit - Dir Oppositioun 29." Dat geet net! Dat ass eiser parlamentarescher Demokratie net wierdeg. Dat ass et och an der Vergaangenheet net ginn, well jiddwereng vun deenen dräi Majoritéitsparteie war och schonn emol an der Oppositioun! Esou wéi d'CSV och elo an der Oppositioun ass, wou och jiddweree geduecht huet: „Déi wäert ëmmer an der Majoritéit bleiwen."

D'Zäiten ännere sech an eis representativ Demokratie baséiert genau dorobber! An esou wéi d'LSAP sech géif verbidde loossen an der Oppositioun, an een Däppe gehäit ze gi mat anere Parteien, esou verbidde mir eis dat! Haalt wannechgelift op domadder! Dat geet net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Et war wierklech ganz interessant, och elo déi Interventioun vum Här Baum ze héieren. En huet déi ugefaange mat engem Zitat. Gutt, dat ass eng perséinlech Erfarung mengetweege vun engem Politiker, wann e seet: „Opposition ist Mist." Dat ass vläicht deem säin Androck. Mee et ass eppes ganz anescht, wann d'Majoritéit d'Oppositioun hei esou behandelt. Et ass déi Arroganz och dohannert, déi mir contestéieren.

Wësst Der, Oppositioun, dat ass net „Mist". Dat ass eng extreem verantwortungsvoll Aufgab, déi mir hei, déi véier Parteien, déi an der Oppositioun sinn, huelen. Et ass eis Aufgab ze hannerfroen. Et ass eis Aufgab, Ureegungen an d'Diskussioun eranzebréngen, déi Dir net erabréngt.

Et ass einfach wierklech eng wichteg Aufgab. A wann een esou en Zitat ufänkt, fir eng Argumentatioun ze bréngen, da weist dat schonn, datt een d'Oppositioun net respektéiert an domadder de Parlamentarismus net respektéiert.

Mir hätte gär, an do si mer eis eens mat deenen aneren Oppositiounsparteien heibannen, eng aner Qualitéit am politeschen Debat. Et hänkt un Iech, fir déi ze bréngen, well mir hunn eis Aufgab hei als Oppositioun erfëllt. Dir hutt Är Aufgab net erfëllt! Dir hutt Äre Rôle an der parlamentarescher Demokratie net erfëllt! Dir verstoppt Iech hanner enger Majoritéit, menger Meenung no, well Der zerstridde sidd oder well Der keng Argumenter hutt. Mee Dir sidd net op der Héicht!

A wann Der wierklech probéiert, eng Kredibilitéit eriwwerzebréngen an Ärer Aarbecht, da musst Der Är Attitüd änneren. Mir hunn elo 14 Deeg Vakanz. Am Januar gesi mer eis erëm. Mee ech hoffen, datt mer eng Regierung erëmgesinn, an dräi Koalitiounsparteien, déi wierklech d'Zäit genotzt hunn, fir ze iwwerleeën, wéi se zu dësem Parlament stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

Vote sur la motion 16

Ech mengen, elo komme mer erëm zréck op d'Motioun Nummer 16, iwwert déi mer nach net ofgestëmmt hunn.

Dat heescht, de Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

4. 7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7395 iwwert d'restriktiv Moossnamen am Beräich vun de Finanzen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech géif dann d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7395 geet et dréms, fir d'Finanzsanktioune géintiwwer Länner, Persounen an Entreprisen um nationalen Niveau ze verstäerken.

Ech géif Iech wëllen direkt e puer konkreet Beispiller ginn.

Wien denkt net mat Schudderen un déi schrecklech Biller am Irak an a Syrien zréck, wou wärend Joren Terror an Zerstéierung op der Dagesuerdnung stinn. Erënnere mer eis och u Libyen, wou et ënnert dem Diktator Gaddafi a wärend dem Biergerkrich zu grausamern Attacke komm ass. Denke mer och un de Jemen, wou d'Zivillbevëlkerung duerch de Krich géint d'Huthi-Rebellen enger batterer Hongersnout ausgesat ass.

All dës schrecklech mënscheveruerchtend Dote sinn nëmme méiglech, soulaang dës Regimmer, Organisatiounen oder soss Gruppe vu Leit virun allem iwwert déi néideg finanziell Mëttel verfügen, fir mat Gewalt, also och duerch d'Verschafen an d'Notze vu Waffen, hir Ziler verfollegen.

Fir dëst ze ënnerbannen, sinn d'Finanzsanktiounen e wichtegt Instrument am internationale Kontext an der Lutte géint Terrorfinanzéierung, d'Bekämpfung vun der Finanzéierung vun der Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, de Schutz vum Weltfridden an der internationaler Sécherheet a schliisslech de Respekt vum Anhale vum Vëlkerrecht sécherzestellen.

Mat de Finanzsanktioune sollen déi verantwortlech Ënnerstëtzer vun Terror, Krich a Misär vun all Zort ganz geziilt - op gutt Lëtzebuergesch gesot - de Krunn zougedréit kréien, zum Beispill duerch d'Afréiere vu Bankkonnten, fir datt hir Aktivitéite gestéiert ginn oder souguer ophale mussen.

D'Zil vun de Finanzsanktiounen ass et, datt déi politesch Verantwortlech an déi viséiert Entreprisen aus de betraffene Länner net mat hiren dubiéisen, jo däischtere Geschäfter virufueren.

Wichteg ass, datt d'Mesurë prezis ugewannt ginn. An der Vergaangenheet hu Wirtschafts- a Finanzsanktiounen dacks méi der Zivillbevëlkerung geschuet, wéi datt sech eppes u sech geännert hätt. Dëse Gesetzesprojet soll dofir eng geziilt Approche verfollegen, mee besonnesch soll en d'Palett erweideren, déi virgesäit, a wéi enge Fäll Sanktiounen applizéiert ginn.

Bis ewell hu sech d'Finanzsanktioune gréisstendeels, fir net ze soen, exklusiv op de Kampf géint de Finanzement vum Terrorismus beschränkt. Dës Lutte bleift natierlech och an Zukunft e wichtegt Zil, gëtt awer och op aner Fäll erweidert. Dorënner fält zum Beispill d'Bekämpfung vun der Finanzéierung vun der Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, de Schutz vum Weltfridden an de Respekt vun der internationaler Sécherheet an och de Kampf géint d'Verletzung vum Vëlkerrecht.

Mat dësem Projet de loi ginn Entscheedunge vum UN-Sécherheetsrot a vun der Europäescher Unioun, déi an dësem Kontext gëllen an domat och zu Lëtzebuerg ziele mussen, an déi national Gesetzgeebung ëmgesat.

Den aktuelle legislativen Dispositif berout um Gesetz vum 27. Oktober 2010 iwwert d'Ëmsetzung vu Resolutiounen a vun Akte vum UN-Sécherheetsrot a vun der Europäescher Unioun. E begrenzt sech op de Finanzement vum Terrorismus.

Dëse Gesetzesprojet proposéiert en neit Gesetz, fir de genannten Ziler Rechnung ze droen. Gläichzäiteg ginn awer d'Prinzippien aus dem Gesetz vun 2010 bäibehalen. Konsequenterweis gëtt d'Gesetz vun 2010 abrogéiert, also ofgeschaaft.

Nieft dem Gesetz iwwert d'Finanzsanktioune vun 2010 gëtt et och e Pendant dozou, wat d'Wirtschaftssanktioune betrëfft, déi iwwer e Gesetz vun 2018 gereegelt sinn. Dëse Gesetzesprojet inspiréiert sech och u verschiddenen Dispositioune vun deem Gesetz.

Duerch d'Regierungsamendementer vum 14. Juli 2020 ass et zu 16 Ännerunge vum Text komm, déi fir eng Kohärenz, Homogenitéit - wéi a mengem schrëftleche Rapport steet - tëscht de verschiddene Gesetzgeebungen am Beräich vun der Finanzkriminalitéit suergen.

Dës Ännerunge betreffen engersäits d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation, déi méi Befugnisser kréie sollen, fir d'Wierksamkeet vun de Sanktiounsmechanismen ze stäerken. An anerersäits ass de Champ d'application méi däitlech formuléiert ginn. Doduerjer sinn och d'Succursalë vu Lëtzebuerger Betriber am Ausland an déi vun auslännesche Betriber zu Lëtzebuerg viséiert.

Als Basis fir déi Reegelunge gëllt d'Antiblanchimentsgesetz vun 2004. Domadder ass de Parallelismus hei geséchert.

Als Schlussfollgerung kann ee soen, datt mir heimat de gesetzleche Kader bei de Finanzsanktioune weider entwéckelen a verdéiwen. Et ass am Interessi vun eisem Land, datt mer eis an dësem Beräich déi wierklech strengste Reegele ginn, fir de gudde Ruff, déi gutt Reputatioun, déi Lëtzebuerg sech an deene leschte Joren opgebaut huet, oprechtzeerhalen. Dat ass och eng Viraussetzung, fir en durabele Wirtschaftswuesstum ze sécheren.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis gemengt, datt eng méi ausféierlech Definitioun vu verschiddenen Termë begréissenswäert gewiescht wier. Déi héich Kierperschaft freet och, datt déi verschidde Lëschte vun der UNO mat de viséierte Staaten, Persounen an Entitéiten am Journal officiel publizéiert ginn, well se soss keng Rechtskraaft zu Lëtzebuerg hätten.

Wéi virdru scho gesot, inspiréiere sech verschidden Dispositiounen vum Projet de loi um Gesetz iwwert d'Wirtschaftssanktioune vun 2018. De Staatsrot notéiert an dësem Zesummenhang, datt d'Formulatiounen am amendéierte Gesetzesprojet géint d'Verfassung verstoussen a freet doweinst, datt déi betraffen Dispositiffe mam geneeë Wording aus dem genannte Gesetz iwwerholl ginn. Ouni dës Ännerunge misst eng Opposition formelle gemaach ginn.

Zwou weider Oppositions formelles betreffen engersäits eng ze breet Formuléierung vun enger Ministerkompetenz, anerersäits datt e Reglement a Kraaft bleiwe soll, dat op Basis vum Gesetz vun 2010 geholl ginn ass. Vu awer, datt d'Gesetz vun 2010 mat dësem Projet de loi abrogéiert gëtt, kann d'Reglement net einfach esou bäibehale ginn. All dësen Observatiounen ass duerch d'Amendementer vum 27. November Rechnung gedroe ginn, soudatt de Staatsrot säi Feu vert gëtt.

D'Chambre de Commerce begréisst iwwerdeems d'Erweiderung vum Champ d'application op déi virdru genannt Moossnamen. Och wa se de Prinzip an d'Innovatioune vun dësem Gesetzesprojet guttheescht, hat sech d'Handelskummer e méi staarke Fokus op d'Preventioun gewënscht.

Doriwwer eraus ass d'Handelskummer der Meenung, datt et déi kleng a mëttelstänneg Betriber e groussen Effort kaschte wäert, fir sech mat dësem Gesetzesprojet en conformité ze setzen. Si hätt et doweinst begréisst, datt sougenannt „safe harbor rules", op gutt Lëtzebuergesch gesot, also liicht verständlech Gebrauchsanweisunge kommunizéiert gi wieren an datt de Gesetzesprojet eng Iwwergangszäit virgesinn hätt, fir datt d'Betriber sech kënnen op d'Gesetz virbereeden.

Eng lescht Propos betrëfft verschidden Definitiounen a Prozeduren, déi fir d'Handelskummer hätte kënne méi genee formuléiert ginn. Esou wier fir méi eng eenheetlech Applikatioun vum Gesetz duerch d'Autorités de contrôle an duerch d'Organismes d'autorégulation gesuergt ginn. D'Chambre de Commerce schléit dofir och d'Schafe vun engem Komitee vir, dee fir eng eenheetlech Applikatioun vum Gesetz suerge soll.

D'Salariatskummer hirersäits freet sech an hirem Avis, ob verschidden Dispositiounen net hätte sollen iwwer Gesetz amplaz iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. D'Chambre des Salariés hätt sech bei de Regierungsamendementer gewënscht, datt d'Iwwerwaachungsenquêten a Sanktiounspouvoiren exklusiv bei den ëffentleche Kontrollautoritéite bliwwe wieren, fir esou Interessenskonflikter ze verhënneren. Weider ass d'Salariatskummer iwwerrascht, datt d'Steierverwaltung, also d'Administration des contributions directes net op der Lëscht vun den Opsiichtsautoritéite steet.

Den IRE, dat ass jo den Autorégulateur vun de Réviseurs d'entreprises, Institut des réviseurs d'entreprises, stellt a sengem Avis fest, datt de Gesetzesprojet verschidden Dispositiounen aus dem Antiblanchimentsgesetz iwwerhëlt, ouni awer d'Prinzippie vun der risikobaséierter Approche an der Proportionalitéit aus dem Antiblanchimentsgesetz ze berücksichtegen.

Den Institut des réviseurs d'entreprises, den IRE, fënnt och, datt den ofgeännerte Projet de loi d'Prozedur an d'Manéier vun der Iwwerwaachung vum Respekt vun den Dispositiounen net prezis genuch festhält.

Den IRE notéiert doriwwer eraus, datt de Projet de loi d'Gesetz iwwert den Auditberuff net ofännert, wat a sengen Aen, a sengem Bléck eng juristesch Onsécherheet duerstellt, fir datt e sengem Rôle vun der Supervisioun nokomme kann.

An enger leschter Remark, Observatioun kritiséiert den Institut des réviseurs d'entreprises, datt verschidde Begréffer net definéiert gi sinn, notamment d'Bedeitung vum Suivi effectif.

Här President, ofschléissend wëll ech festhalen, datt dëse Gesetzesprojet eis Legislatioun am Beräich vun de Finanzsanktiounen erweidert a verstäerkt. Déi Verstäerkung ass wichteg, fir eise Ruff um internationale Plang weider ze fërderen. Eng gutt Reputatioun, also e gudden Numm, ass wichteg fir eist Land an eis Finanzplaz an ass domat am Interêt vun eis alleguer. Well Dir wësst jo, datt eisen Numm eis bal ëmmer virausgeet, also meeschtens op enger Plaz schonn ukomm ass oder ukënnt, ier mir selwer do a Fleesch a Schank ukomm sinn.

Dat gesot, bleift mer nach just, de Membere vun der Finanz- a Budgetskommissioun an Iech all heibanne Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och e grousse Merci un d'Madamm Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun fir hir Begleedung vun der parlamentarescher Aarbecht vun der Cofibu an dësem dach awer exzeptionelle Joer 2020, dat och fir d'Finanz- a Budgetskommissioun e séier gefëlltend, well ustrengend, Joer war.

E Merci och un den Arsène Jacoby aus dem Finanzministère an un de Loris Meyer fir d'Hëllef an d'Berodung bei dësem Gesetzesprojet.

Zum Schluss ginn ech natierlech den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen Iech natierlech wéi ëmmer Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech géif dem Här Rapporter André Bauler Merci soe fir säi Rapport a ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ufänke wëll ech mat dem traditionelle Merci un eise Président-rapporteur, deen eis erëm de Moien, wéi mer et vun him gewinnt sinn, op eng kompetent, detailléiert a flott Aart a Weis d'Wichtegkeet vun deem Projet beschriwwen huet.

Et geet hei ëm de Kampf géint den Terrorismus. Dat ass a muss weider eng absolutt Prioritéit bleiwen, souwuel um europäeschen Niveau, wéi och um Weltniveau, mee och bei eis heiheem.

Mir wäerten dëse Projet stëmmen, well et e wichtege Projet ass a well et och an déi richteg Richtung geet.

Ech wollt awer, Här President, kuerz op zwee Punkten agoen am Kontext och vun dësem Projet, déi mer awer e bësselchen Suerge maachen.

Beim éischte Punkt, an dat ass een, dee schonn e puermol diskutéiert ginn ass, do geet et ëm de Prinzip vun der sougenannter Extraterritorialitéit vun den Infraction-primairen. Ëm wat geet et hei? Ech mengen, et gëtt jo hei de Blanchiment poursuivéiert a sanktionéiert. Mee de Blanchiment ass normalerweis jo eng Infraction secondaire, a virun enger Infraction secondaire ass eng Infraction primaire.

Elo ass et awer esou, an dat sinn europäesch Direktiven, dat heescht, do hu mer net de Choix gehat, elo brauch net méi onbedéngt eng Infraction primaire am Ursprongsland poursuivéiert ze ginn, fir

datt et trotzdeem eng Infraction secondaire de blanchiment hei bei eis am Land gëtt. Wéi gesot, dat ass eng Tendenz, déi ech och als Jurist net onbedéngt ganz glécklech fannen, well se zu ganz villen Abusen och ka féieren.

Ech verstinn awer, datt mer hei kee Choix hunn an datt mer duerfir mussen déi Direktiv och esou ëmsetzen. Ech wier just frou, wann och de Finanzminister an deenen Diskussiounen, déi jo awer do wäerte geféiert ginn, deen dote Punkt weider géif thematiséieren, well et geet jo hei schlussendlech net nëmme méi ëm de Kampf géint den Terrorismus a géint ganz schwéier Verbriechen, mee déi Infraction secondaire de blanchiment geet wäit iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus eraus an déi ka wierklech zu Abuse féieren.

Ech wëll an deem Kontext op dee Projet de loi opmierksam maachen, dee mer um Niveau vun der Commission de la Justice diskutéieren, wou et justement ëm d'Proportionalitéit vun enger Rei vu Mesuren, och vu Professioune geet.

An ech froe mech, wann een hei wierklech déi Mesurë géif kucken um Niveau vun der Proportionalitéit, ob déi Konditioun ëmmer erfëllt wier. Dat gëtt d'ailleurs och vun der Chambre de Commerce an hirem Avis thematiséiert, soudatt ech wierklech frou wier, Här Finanzminister, wa mer awer wierklech hei oppassen, datt mer awer juristesch eng propper Situatioun behalen an datt einfach e Rechtsprinzip, dee fir mech awer nach ëmmer muss bestoe bleiwen - fir datt et eng Infraction de blanchiment gëtt, muss et iergendwéi virdrun eng aner Infractioun primaire ginn -, datt deen awer souwäit wéi méiglech bäibehale gëtt.

En zweete Punkt: Den André Bauler huet vun der ganz gudder Reputatioun vun der Finanzplaz geschwat. Dat ass richteg, datt mer onbedéngt mussen déi gutt Reputatioun behalen. An et ass do, wou ech dann awer e bësselche Problemer hunn. Mir - ech soe „mir", d'Regierung, awer och d'Chamber - maachen eigentlech eis Hausaufgab, wat d'Transpositioun vun all méiglechen Direktiven betrëfft. Ech géif souguer soen, mir sinn do beispillhaft. Heiansdo geet d'Regierung souguer iwwert d'Direktiven eraus.

Do, wou awer wierklech de Schong dréckt, Här Minister, dat ass um Niveau vun der Poursuite. Wann ech kucken, wat an de leschte Jore vun excellenter Aarbecht vun der CSSF gemaach ginn ass - Aarbecht, déi och derzou geféiert huet, datt géint eng Rei Banke ganz substanziell Amendë prononcéiert ginn -, an ech kucken dann op där anerer Säit, wat um Niveau vun eise Juridictioune geschitt, da klafft do en immens grousst Lach.

An ech soen lech ganz éierlech, an ech hunn et schonn e puermol och hei op der Tribün gesot: Mir gëtt et eigentlech Angscht um Niveau vum GAFI-Rapport (ndlr: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux). Net - an hei muss ee wierklech der Regierung soen, datt se hir Aarbecht gemaach huet - well d'Regierung net hir Aarbecht gemaach huet, mee wann een eng Kéier de GAFI kucke geet, wivill Condamnatiounen da prononcéiert gi si fir de Kampf géint den Terrorismus, fir Blanchiment, da fäerten ech, datt mir als Land eng déck Datz do wäerte kréien!

Duerfir wollt ech och nach eng Kéier hei den Appell maachen: Et wier vläicht gutt, Här Finanzminister, wann Der eng Kéier kéint, an Zesummenaarbecht och mat der Justizministesch, der Chamber an deenen zoustännege Kommissiounen emol eng Kéier eng Lëscht ginn, wat an deene leschten zwee, dräi Joer vu Condamnatiounen en matière vu Finanzkriminalitéit prononcéiert ginn ass.

Ech fäerten, datt mer do net ganz gutt do stinn. Et ass, wéi gesot, keng Responsabilitéit vun der Chamber, mee et dréit awer och zur gudder Reputatioun vun eisem Land bäi. Dat gesot, bréngen ech bien entendu den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Jorsée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Och mir schléissen eis de Wierder vum Dan Biancalana un an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President. Och vun eis aus just e Merci un den Här Bauler fir wierklech e ganz gudde Rapport, an awer och e Merci un den Här Mosar. Ech mengen, déi Ausféierungen, déi hie gemaach huet, verdéngen et wierklech och, verdéift ze ginn. An deem Sënn den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann ass et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. U sech ass et éischter eng positiv Initiativ, musse mer soen, mee si ass awer och net ouni Problemer. An ech mengen, de Rapporteur ass jo och a sengem gudde Bericht drop agaangen.

D'Chambre des Salariés stellt sech awer en effet eng Partie Froen. Ech mengen, et sinn zwou Froen, déi ee sech tatsächlech muss stellen, engersäits, datt privat Entreprisen, an deem Fall Expert-comptablen, kënnen u sech och déi Missioun kréien, fir de Contrôle ze maachen, fir d'Enquête ze maachen, fir Astreinten ze maachen, a wou ee sech da wierklech d'Fro muss stellen, ob do net e Conflit d'intérêts kéint bestoen, wa se esou eng Enquête maachen. D'autant plus bei gréissere Firmen, déi vläicht och nach aner Interesse kéinten hunn op anere Kontinenter, deemno wéi bei anere Boîtten.

Huele mer un, zum Beispill, an do komme mer dann och bei den anere Problem, dat ass deen zweeten, dee vun der Definitioun vum Terrorismus. An ech mengen, d'Chambre des Salariés stellt zu Recht d'Fro, ob och Gewerkschaftler kéinten dorënner falen.

Ech huelen e Beispill: A Brasilien zum Beispill hutt Der eng Gewerkschaft vu Baueren, „Movimento Sem Terra", MST, relativ bekannt, Mouvement des sans-terre, déi och heiansdo méi muskléiert - a mengen Ae legitimm - Aktiounen ënnerhuelen, fir Lännereien ze besetzen, well se jo och enteegent goufen. An Dir wësst jo, datt et do ganz brutal ka virgoen an datt d'Proprietären hir Milizen dohinner schécken an net zécken, Leit ëmzebréngen.

Ech schwätze vu Brasilien. Dat gëtt et leider a villen anere Länner a Latäinamerika. Net nëmmen, a Latäinamerika d'ailleurs och. Et ass, fir e Beispill ze ginn. A wann een och nach regéiert gëtt vun engem President, deen e Faschist ass, wéi dat de Fall ass a Brasilien, an deemno wéi dat dann och interpretéiert gëtt, kéinten déi Syndikaliste vläicht och a Laberente kommen.

Dat heescht, mir hunn do e Problem mat dësem Projet de loi, deen u sech éischter an déi gutt Richtung geet, dofir wäerte mer och net dergéint stëmmen, mee deen an eisen Aen net kloer genuch ass an deene Froen. Dofir kënne mer och net derfir stëmmen. Deementspriechend wäerte mer eis enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz vum Afréiere vu Konten am Kampf géint den Terror ass wichteg, well et an éischter Linn soll hëllefen, datt Lëtzebuerg méi séier op Terrorfinanzéierung ka reagéieren. Et geet hei drëm, fir méi séier kënnen ze handelen, wann op EU- oder UN-Niveau diskutéiert gëtt a just diskutéiert gëtt, fir dee Moment verschiddene Leit oder Organisatiounen hir Konten anzefréieren.

Lëtzebuerg dierf also virgräifen a scho Konten afréieren, ier en offizielle Go do ass. Allerdéngs mussen dës Diskussioune jo dann an der decisiver Phas sinn an et dierf net scho reagéiert ginn, soubal och just en Dossier opgemaach gëtt. Dëst ass en zweeschneidegt Schwäert. Op där enger Säit kann ee begréissen, datt Lëtzebuerg sech domadder oféchert.

Wann d'Decisioun vu Bréissel oder New York just nach eng Formsaach ass, riskéiert Lëtzebuerg net herno deene Falschen hir Konten agefruer ze hunn oder et eebe verpasst ze hunn. A spéider kënne mer dann och doduerjer net méi esou einfach fir eng Decisioun oder eng Netdecisioun ugesicht ginn.

Allerdéngs riskéiere mer esou, datt et awer Persounen oder Firmen d'Méiglechkeet gëtt, wärend der ganzer Prozedur hir Suen natierlech nach op d'Säit ze schafen, ier also deen offizielle Go do ass. Ech sot et: en zweeschneidegt Schwäert.

Lëtzebuerg riskéiert hei awer keng Alenggäng. An ech mengen, dat ass dat Wichtegst an dat begrenzt awer dann och erëm iergendwou d'Gesetz. Et ass alles en Ofweien. An ech mengen, datt hei eng Balance fonnt gouf, zwëschent aggressiv a séier virgoen, a gläichzäiteg awer och eng Balance ze schafen zwëschent der Méiglechkeet, datt mer net virun de Won sprangen.

En anere Punkt, dee mer begréissen, dat ass datt d'Nimm vun de Persounen oder Firme kënnen um Site vum Finanzministère publizéiert ginn. Mir géifen eis wënschen, datt et ëmmer geschitt, net nëmmen, well eng ganz Rëtsch Firmen an enger ganzer Rëtsch anerer Gesetzer Obligatiounen hunn, fir mat Firmen a Persounen, déi iergendwou op Sanktiounslëschte stinn, keng Geschäfter ze maachen.

Mir hu KYC-Reegelen (ndlr: Know Your Customer), mir hunn AML-Reegelen (ndlr: Anti-Money Laundering), déi allegueren dervun ausginn, datt mer déi Leit, déi op iergendenger Sanktiounslëscht stinn, bewäerten, hinnen e Risiko-Rating ginn an derfir suergen, datt mer mat riskante Clientë keng Geschäfter maachen. An ech mengen, een, dee riskéiert, seng Konten agefruer ze kréien, oder een, dee seng Konten agefruer krut, dee gehéiert zu deene méi riskante Clienten, fir et elo emol ganz duuss auszedrécken.

Do wär dann och eng Ureegung vu menger Säit: Haut ass et esou, datt et privat Firme gëtt, déi vill Geld domadder verdéngen, fir maschinneliesbar Lëschten ze maache vun all deenen eenzelnen nationalen Entscheedungen, wien dann elo op wéi enger Lëscht steet.

Vu datt mer eis hei en Outil ginn, fir Leit schonn op eng Lëscht ze setzen, déi vun nationaler Envergure ass, ier et forcément eng international Lëscht gëtt, gëtt et domadder ëmsou méi wichteg, datt mer déi Donnéeën a) zäitno publizéieren a b) och esou publizéieren, datt se an den automatiséierten Outile vun de Banken, Versécherungen, awer och vun all den aneren Entitéiten, déi hei op der Finanzplaz ënner KYC-Reegelen an AML-Reegele falen, kënne verschafft ginn.

Dofir, eng Ureegung vu mir wär, datt mer déi Donnéeën, déi Lëschten an engem maschinneliesbare Format géife publizéieren, fir et esou der Plaz ze erméiglechen, déi Saachen automatiséiert ze erfaassen, automatiséiert ze ingeréieren an dann och zur Verfügung ze stellen an domadder e permanente Screening vum Risiko vun hire Clienten ze maachen.

Ech mengen, dat géif ville Leit … Et kënnt net oft zu esou Decisiounen, meeschtens si se och gutt publizéiert. Et géif awer trotzdeem hëllefen, wa mer dat nach mat manner Friktioun kéinte maachen.

Här President, zur Terrorismusbekämpfung gehéiert ganz kloer de Schutz vun den Informanten. Dofir begréissen ech och, datt mer eis hei nach eng Kéier fir e méi staarke Whistleblowerschutz asetzen. Ech mengen, wa mer wëllen esou Saachen opdecken, da brauche mer Leit, déi de Courage hunn, déi sech trauen, fir Dysfonctionementer ze verëffentlechen.

An da musse mer derfir suergen, datt mir hei zu Lëtzebuerg net dem Beispill vun Däitschland noginn, wou op eemol eng Finanzopsiicht Leit, déi Dysfonctionementer bei enger vun deene gréisste Banken a FinTechen denoncéiert hunn, selwer usiche geet. Mir brauchen also hei e ganz kloere Schutz vu Whistleblower, fir esou sécherzestellen, datt d'Dysfonctionementer séier an transparent kënnen opgeschafft ginn, well, an dat kann een net oft genuch betounen: Déi Leit hu Courage! An dat musse mer net nëmme wierdegen, dee Courage musse mer och schützen!

Dat gesot, stëmme mir fir dëse Projet. Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert déi breet Ënnerstëtzung, déi mer op dësem Projet de loi hei hunn. Et ass e wichtegen. E kënnt och an engem Moment, wou Lëtzebuerg an der leschter Phas ass vun engem Exame vum GAFI, deen de Moment amgaangen ass an deen d'nächst Joer dann och mat enger Visite sur place wäert ofgeschloss ginn, oder enger virtueller Visite sur place. An dofir war et och wichteg, dass mer och nach virun Enn des Joers déi heiten Dispositioune konnten ëmsetzen.

Et geet ëm d'Recommandatioun 6 vum GAFI, fir d'Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus op där enger Säit an de Grëff ze kréien an zweetens och d'Finanzéierung vun der Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen.

Mir hunn eis och Méi ginn, fir d'Saach esou rationell ze maachen. Mir hunn eis och inspiréiert um Gesetz iwwer Exportkontrollen, wat mer eis 2018 ginn hunn.

De Gesetzesprojet preziséiert also de Champ de compétence, deen hei elo méi breet gëtt. Mir hunn hei och elo agefouert, dass alles ka méi séier en vigueur trieden, dass also vun deem Moment un, wou mir vun der UNO oder vun der Europäescher Unioun Informatioune kréien, dass déi esou schnell wéi méiglech, an dofir och hei elo automatesch, diffuséiert ginn an dann och d'Sanktioune musse ganz séier geholl ginn.

Ech géif gäre spezifesch dem Conseil d'État Merci soen, deen op dësem Projet ganz vill utile Virschléi gemaach huet, deen eis Propositioun vill méi kohärent gemaach huet. Seng Opposition-formellë konnte mer natierlech och behiewen, mee, ech mengen, et war e ganz konstruktiven Avis vum Conseil d'État.

Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Deputéierte Mosar gesot huet. Ech si mer där Problematik vun der Infraction primaire natierlech bewosst, déi haut net méi ëmmer ginn ass. Mee bon, den internationalen Droit evoluéiert an där Saach. Mir suivéieren dat awer vun no an och déi Froe vun der Proportionalitéit. Mee mir sinn hei natierlech an der Ëmsetzung vun existéierende Reegelen elo, wou mer en fait keng Bemollen an Dièsë kënne bäisetzen.

D'Reputatioun vu Lëtzebuerg ass eppes ganz Wichteges. Mir schaffen all Dag do drop. An déi Remark, déi Der gemaach hutt iwwert d'Effikassitéit vun der Poursuite vun den Infraktiounen oder Déliten oder de Crimmen, ass natierlech e wichtege Bestanddeel vun där ganzer Manéier, wéi mer eise Finanzzentrum an d'Attitüd vun eisem Land hei wëllen duerstellen an ëmsetzen.

Ech huelen och déi Iddi vum Här Clement gäre mat, wéi ee kann d'Automatisatioun vun dësen Donnéeë fir d'Finanzplaz méi einfach maachen. Ech fannen dat ass en interessante Virschlag, deem ech wäert nogoen, a kucken, wéi mer dat kënne maachen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7395. Den Text steet am Document parlementaire 7395[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7395 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2019 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Carlo Back, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. Den honorabelen Här Marc Lies als Rapporter presentéiert eis elo déi Konten. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi all Joer goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2019 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 174 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir - an ech zitéieren,

éischten Alinea -: « L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau. » Véierten Alinea: « La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée. »

Den Auditeur Baker Tilly, deen d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2019 kontrolléiert huet, koum den 22. Oktober an sengem Schreiwen zur follgender Konklusioun: « À notre avis, les états financiers de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables à la Chambre des Députés [...] définis par le Bureau et tels que détaillés en note 1 des états financiers. »

Den initiale Budget vun der Chamber fir d'Joer 2019 louch bei 44,3 Milliounen. De Sold tëscht dem Budget vu 44,3 Milliounen an der Dotatioun vum Staat vun 42,4 Milliounen (veuillez lire: 42,6 Milliounen) ass iwwert d'Reserven ausgeglach ginn.

Mat Zënsen an ausseruerdentleche Recettë louchen d'Revenue bei insgesamt 44,4 Milliounen. De Kont 2019 ass mat Depensë vu 40,2 Milliounen ofgeschloss ginn. Dëst entsprécht also engem Iwwerschoss vu 4.142.000 Milliounen Euro.

Hëlt een de Budget vu 44,3 Milliounen an déi effektiv Depensë vu 40,2 Milliounen, esou goufe 4,1 Millioune manner ausginn, wéi budgetiséiert.

Par rapport zum Buchungsjoer 2018 louchen d'Depensë 5,6 Millioune méi héich.

Zwee Poste sinn hei ervirzehiewen: eng Kéier d'Walcampagne mat 1,7 Milliounen an d'Organisatioun vu Konferenzen, déi 2019 mat ronn 1,4 Milliounen Euro zu Buch geschloen hunn. Och d'Compte-renduen an d'Frais de fonctionnement si par rapport zu 2018 an d'Luucht gaangen.

Déi finanziell Situatioun vun eiser Chamber ass gesond. D'Reservë vun der Chamber belafe sech op 10.750.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises Baker Tilly sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2019 guttzeheeschen.

Ech wëllt dem Bureau, besonnesch eisem neie Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, dem neie Mann an de Finanzen, dem Damian Rychlicki, der Madamm Barra, dem Här Reiter an all de Mataarbechter vun der Chamber, awer och gär e ganz grousse Merci soe fir hir exemplaresch Aarbecht, besonnesch an dësem dach ganz spezielle Coronajoer.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, dat selwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen dem Chamberspresident dës Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2019 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back agedroen.

Discussion générale

■ **M. Carlo Back** *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci un den Här Lies fir säi Rapport, ech mengen, deen d'Situatioun ganz gutt resuméiert huet. An dann och e Merci un den Här Laurent Scheeck, deen neie Generalsekretär vun der Chamber, an u seng ganz Ekipp, déi eng gutt Exekutioun vum Budget an och eng Gestioun vun eise Konte vun der Chamber gemaach hunn.

Gutt Nouvellen hu mer hei krut. Fir d'éischt de Respekt vum Budget. Et goufe souguer 4 Milliounen Euro manner ausginn, wéi der am Budget virgesi waren. 4 Milliounen Euro ginn an d'Reserven. Mir kruten och de Quitus vun de Réviseurs d'entreprises, déi d'Konte kontrolléiert hunn.

Den Här Laurent Scheeck huet eis dunn och informéiert, datt d'Administratioun och Efforte gemaach huet an och weider wëllt maachen, fir Synergië mat zum Beispill anere Staatsverwaltunge virzehuelen an och mat hinnen am Reseau ze schaffen. Dëst geschitt zum Beispill an der Informatik, an der Gestioun vun de Finanze vun der Chamber.

Mir begréissen dës Initiativ. Dëst ass net nëmmen eng gutt Manéier, fir d'Chamber ze geréieren, well d'Chamber vum Knowhow vun aneren Institutioune profitéiert duerch eeben dës Mutualisatioun. Dëst huet natierlech och Spuerpotenzial fir d'Zukunft an e positiven Afloss op d'Finanze vun der Chamber.

Dann an där selwechter Sëtzung - eng aner gutt Nouvelle - krute mir och do vum Här Scheeck gesot, och mam Ausbléck op 2021, dat ass fir d'nächst Joer: Den 9. Dezember dëst Joer ass eng Annonce publizéiert gi vun enger Offre d'emploi fir dräi Persoune fir d'Cellule scientifique et d'expertise vun der Chamber.

Firwat ginn dës dräi Persounen aus dem Beräich Sciences juridiques, Sciences économiques a Sciences naturelles gesicht? An ech zitéieren elo en Auszuch aus dem Accord de coalition: « Les partis de la coalition souhaitent que la Chambre des Députés s'attribue les moyens supplémentaires nécessaires afin de pouvoir procéder à une évaluation et à un suivi de l'exécution des lois. La Chambre des Députés a besoin d'expertise interne et externe en vue de préparer le travail en commissions. »

Wann ech elo op déi dräi Budgetsdebatten, déi ech bis elo als Deputéierten an der Chamber begleet hunn, kucken, sinn ech iwwerzeegt, datt mir genuch Material hunn, fir dësen Trio mat Missiounen ze chargéieren, fir d'Chamber an hirer Aufgab vun zum Beispill Evaluatioun ze begleeden. Ech denken un de Kolleeg André Bauler hei, deen eis virun zwee Joer iwwert d'Digitaliséierung geschwat huet, de Potenzial, d'Méiglechkeeten an eiser Gesellschaft, fir déi virunzebréngen, den Här Yves Cruchten iwwert de Bien-être, an elo de Kolleeg François Benoy, dee sech gläich zwee Sujeten op d'Long geholl huet: de Covid an d'Klimakris.

Déi gréng Fraktioun freet sech elo schonns, fir mat dëser Cellule scientifique zesummenzeschaffen am Sënn vun enger nach méi grousser Eegestännegkeet vun eiser Chamber.

Domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Carlo Back. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, Här President, och vun eiser Säit e puer Wierder. Fir d'éischt natierlech e grousse Merci un den Här Lies fir säi Rapport. Merci och un eisen neie Generalsekretär an déi ganz Ekipp fir hir wierklech virbildlech Aarbecht och an dësem Beräich.

Just vläicht zwou Bemierkungen.

Wa mer mat anere Staatsverwaltungen zesummeschaffen, ass dat e richtege Gest. Ech mengen, mir kënnen do a villerlee Hisiicht profitéieren. Mir musse just oppassen, datt mer natierlech net d'Onofhängegkeet vun der Chamber op déi Manéier iergendwéi beanträchtegen. Do musse mer och dee richtege Wee fannen, e Gläichgewiicht fannen tëschent de Virdeeler vun der Kooperatioun an der Noutwendegkeet vun der Onofhängegkeet vun eiser Institutioun.

Eng zweet Bemierkung betrëfft d'Evaluatioun, dat ass ganz sécher richteg, do hu mer en Defizit. A mir sinn och frou driwwer, datt mer dat kënnen e bëssen ophuelen, wat eis do bis elo gefeelt huet. Awer eng Cellule scientifique, déi muss och onofhängeg sinn, an zwar komplett onofhängeg! Ech wëllt doduerch e bësse relativéieren, wat den Här Back a sengem Exposé gesot huet. Dat ass déi Notioun vun Zesummenaarbecht mat der Cellule scientifique. Mir gesinn dat op jidde Fall als eng onofhängeg Instanz, déi mir kënne beoptrage mat enger Analys. Mee déi maachen dat ënner hirer eegener Verantwortung a si deelen eis alleguer da mat, wat dobäi erauskomm ass.

Dat sinn also net d'Fraktioun oder iergendeen, dee mat enger Cellule scientifique zesummeschafft, mee mir kënnen alleguer eng Cellule scientifique benotzen, hinnen en Optrag ginn. Si maachen an hirer eegener Verantwortung a voller Onofhängegkeet eng Appreciatioun a mir kréien alleguer d'Resultat. Et ass net de verlängerten Aarm vun enger Fraktioun oder vun der politescher Aarbecht vun iergendengem heibannen.

An deem Sënn gesi mer der Zukunft awer mat Freed a mat Optimismus entgéint, och déi Méiglechkeeten, déi sech bidden, fir mat enger méi staarker Chamber, enger méi onofhängeger Chamber eng nach besser Aarbecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Guy Arendt.

■ **M. Guy Arendt** *(DP).*- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Marco Lies, Marc Lies, pardon - ech hunn ëmmer d'Tendenz Marco ze soen -, dem Marc Lies e grousse Merci fir säi Rapport. Och merci de Mataarbechter vun der Chamber, déi wierklech e flotte Kont konnte presentéieren. Mir kënnen dat nëmme begréissen.

Ech géif och nach ervirhiewen: Niewent der Cellule scientifique, déi mer do wäerte schafen, ass awer och e gréissere Projet an der Digitalisatioun vun der Chamber. Dat heescht, dat erliichtert eis och nach d'Aarbecht, déi mer amgaange sinn ze maachen an déi mer wäerte maachen. Duerfir e ganz, ganz grousse Merci dofir an ech ginn och do den Accord vun der DP.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch.

■ **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus geet deen éischte Merci un de Rapporter a President vun der Spezialkommissioun fir säi gudden an detailléierte Rapport an och fir d'Aarbecht an der Kommissioun.

Eisen zweete Merci geet awer un d'Generalsekretariat an un de Service financier fir déi gewëssenhaft a responsabel Finanzgestioun, déi si fir eis Chamber maachen. Mir konnten eis an der Kommissioun duerch vill Froen, déi mer och gestallt hunn, dervun iwwerzeegen, dass d'Haaptbestriewen doranner besteet, fir eng performant Administratioun oprechtzeerhalen a weider auszebauen. Dat fanne mer ganz wichteg.

Och appreciéiere mer, dass kontinuéierlech derfir gesuergt gëtt, dass mir eis als Chamber kënne méi professionell opstellen, sief et duerch zousätzlech Expertis a Fachkompetenz oder och duerch geziilt Synergien. Déi vun eis, déi d'lescht Joer d'Chance haten, am Pairing Scheme vun der Chamber derbäi ze sinn, déi kennen eent vun deene Beispiller. Mir fannen et ganz wichteg, dass sech d'Chamber weider no baussen opmécht.

Och fanne mer et ganz gutt, an och dat spigelt sech erëm an de Konten, dass eng konsequent Notzung vun den aktuelle Kommunikatiouns- an Informatiounstechnologien derzou féiert, dass mir net nëmmen hei an der Chamber besser kënne schaffen, mee dass och eng besser Interaktivitéit mat eis, mat den Deputéierten, ka sinn. A vun all deene Saachen appreciéiere mir och, dass en agreabelen a wichtegen Nieweneffekt deen ass, dass mir d'Visibilitéit vun eiser Chamber hei am Land, awer och international weider festegen an ausbauen. Dat fanne mir ganz wichteg.

An Dir kënnt Iech virstellen, dass mir dowéinst ganz frou sinn, fir hei dierfen den Accord vun der LSAP fir d'Konten 2019 mat op de Wee ze ginn. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et gouf vill gesot iwwert d'Reserven an doriwwer, wéi verantwortlech a verantwortungsvoll d'Chamber mat hire Suen ëmgeet. Duerfir als Éischt e grousse Merci un de President vun eiser Commission des Comptes a Rapporter Marc Lies fir de Rapport.

Ech mengen, et war hei e méi einfache Rapport ze maache wéi beim Staatsbudget, well bei der Chamber net en décke Minus um Enn vum Joer do stoung, mee tatsächlech en décke Plus. Dat kann een eng Kéier esou soen. Dat weist och, datt an der Chamber keng Sue verschwent ginn, datt mer hei wierklech gutt op d'Suen oppassen a verantwortungsvoll domadder ëmginn. An dat verantwortungsvoll Ëmgoe mat Sue bedeit awer och, datt mer eis trotzdeem déi Moyene ginn, déi mer als Chamber brauchen.

Een Deel dovunner ass ugeschwat ginn, dat ass de Service scientifique. Dat ass déi Cellule, déi eis soll hëllefen, eis an deenen ëmmer méi komplexe Gesetzer besser ze informéieren, neutral ze informéieren a wat domadder eis eng Méiglechkeet gëtt als Deputéiert, fir evidenzbaséiert Politik ze maachen. Dat ass ganz wichteg, datt mer Politik net nëmmen aus dem Bauch eraus maachen, mee datt mer Politik maachen op Basis vu Fakten.

D'Oppositioun, ech mengen, all déi véier Parteien aus der Oppositioun froe reegelméisseg no Zuelen, no Donnéeën. Dat ass net, fir iergendee rosen ze maachen. Dat ass net, fir iergendee wëllen ze schikanéieren. Dat ass meeschtens aus dem éierleche Bedarf eraus, fir besser informéiert ze sinn, fir besser Entscheedunge kënnen ze huelen, besser kënnen anzeschätzen, wou d'Rees da soll higoen.

Duerfir fannen ech et ganz gutt, datt d'Chamber hei en éischte Schrëtt mécht an déi richteg Richtung, fir sech eeben eng Cellule ze ginn, déi esou Donnéeë ka bündelen, esou Donnéeë kann opbereeden an dann allen Deputéierten, ob Majoritéit oder Oppositioun, kann zur Verfügung stellen. Dat ass, mengen ech, immens wichteg.

Vläicht ee Punkt awer nach aus dem Rapport erausgeholl, dee weist, datt an der Chamber vill geschafft gëtt: D'Käschte vum Compte rendu goufe substanziell depasséiert. An dat louch net dorunner, datt net geschafft gouf, ganz am Contraire. Dat louch dorunner, datt ganz vill geschafft gouf, datt ganz vill Question-parlementairë gestallt goufen, datt ganz vill Motiounen deposéiert goufen, datt ganz vill Riede gehale goufen hei, datt et e liewegen Debat hei an der Chamber gouf. Dee liewegen Debat fënnt sech eeben an all eenzelner Zeil vum Compte rendu erëm an déi Zeile kaschten alt e bëssen eppes. Duerfir gouf dee Budgetsposten dann depasséiert.

Ech mengen awer, datt mer bei deem Resultat, wat mer gemaach hunn, ganz gutt domadder liewe kënnen. An duerfir ginn och d'Piraten den Accord fir d'Resolutioun herno.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, of.

Ass d'Chamber domat averstanen, datt mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2019. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un déi honorabel Madamm Octavie Modert ginn, déi och hei d'Madamm Diane Adehm ersetzt als Auteure-Rapportrice vun der Resolutioun. An ech géif si dann elo bieden, eis déi ze presentéieren.

Dépôt et exposé

■ **Mme Octavie Modert** *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo an der Budgetskontrollkommissioun hu mir d'Konten 2019 vum Lëtzebuerger Rechnungshaff mam Bilan a Compte des pertes et profits gekuckt, déi vum Reviseur kontrolléiert gi sinn. Mir hu keng Beanstandungen an hunn als Kommissioun eng Resolutioun virbereet, datt d'Chamber dës Konte vum Exercice 2019 guttheesche soll.

Ech iwwerreechen Iech déi, Här President, ...

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les états financiers [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des états financiers[1] » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes.

(s.) Octavie Modert.

[1] *Principes généraux : Les états financiers de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Les paiements des dépenses peuvent être réalisés jusqu'au 30 avril de l'exercice suivant.*

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci.

■ **Mme Octavie Modert** *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).*- ... a soen och am Numm vun der CSV-Fraktioun natierlech, datt mir domadder averstane sinn.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Modert.

Ass een, deen dozou e Wuert wëllt soen?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass och domat eestëmmeg ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Resolutioun iwwert d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2019. An nach eng Kéier presentéiert d'Madamm Octavie Modert eis de Rapport, deen d'Madamm Diane Adehm virbereet huet. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Dépôt et exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).-* Jo, merci, Här President. Mir hunn och d'Konte vun 2019 vum Mediateur gekuckt, déi en Tableau mat Einnamen an Ausgabe sinn a vum Reviseur kontrolléiert sinn. Well keng Beanstandungen do sinn, schloen ech der Chamber vir, d'Konte vum Mediateur fir d'Joer 2019 unzehuelen an hei hunn ech schonn dem President d'Resolutioun an deem Sënn iwwerreecht a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun gläichzäiteg mat.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « le tableau des recettes et des dépenses [...] a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-duché de Luxembourg » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur.

(s.) Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Octavie Modert. Esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domat averstanen, fir à main levée dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass och dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl. An och dës Resolutioun wäert un de Mediateur weidergereecht ginn.

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement fir d'Joer 2019. An ech géif nach eng Kéier der honorabeler Madamm Octavie Modert d'Wuert ginn.

Dépôt et exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), auteure en remplacement de Mme Diane Adehm (CSV).-* Jo, merci, Här President, fir d'lescht da fir de Moien bei dëse Saachen. Elo hu mer hei d'Konte vum Centre pour l'égalité de traitement vun 2019. Dat ass awer och elo eréischt déi zweete Kéier, datt mir als Chamber iwwert dës Konten befannen, an dat op Basis vum Artikel 167 vum Chambersreglement. Och hei gëtt et kee Bilan, mee en Tableau des recettes et des dépenses, deen de Reviseur kontrolléiert huet.

Mir hunn an der Kommissioun, an der Comexbu, näischt Negatives festgestallt an duerfir schloen ech lech vir, d'Konte vum Joer 2019 vum CET unzehuelen.

Ech wëll zum Schluss och nach deenen dräi Organismen, wou mer elo grad iwwert d'Konte geschwat hunn, Merci fir hir Aarbecht soen an iwwerreechen lech, Här President, hei d'Resolutioun an deem Sënn.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que :

« Nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre pour l'égalité de traitement (ci-après "le Centre") comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les comptes annuels ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2019, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 7 décembre 2020,

approuve

les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools der Madamm Octavie Modert. Esou wéi och hei d'Reglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer à main levée iwwert dës Resolutioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wann dat de Fall ass, bieden ech déi, déi mat dëser Resolutioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och dës Resolutioun ass eestëmmeg ugeholl ginn a wäert un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht ginn.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt haut de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.47 heures)

SÉANCE 25

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Jeudi 17 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005**
   - relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et
   - portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Viviane Reding - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Marc Hansen (parole pour fait personnel) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. **7629 - Projet de loi portant approbation**
   1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;
   2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. **7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017**
   - Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Mme Octavie Modert
5. **7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises**
   7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :
   1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7703 : M. Guy Arendt
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7704 : Mme Simone Beissel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 à 3) (interventions de M. le Ministre Lex Delles, M. André Bauler, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Baum et M. Gusty Graas) - Mme Tess Burton - Mme Stéphanie Empain (interventions de Mme Octavie Modert, M. Georges Engel et M. le Ministre Lex Delles) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Spautz) - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7703 et dispense du second vote constitutionnel
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7704 et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Marc Spautz) - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz
   - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
6. **7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19**
   - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. **7690 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;
   2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19
   - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
   - Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. Marc Hansen - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Michel Wolter (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. **7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7526 iwwert d'Geolokalisatioun vum Handy am Fall vun engem Noutfall. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Dezember, passend zu der bekannter Ruffnummer 112, war den internationalen Dag vum Noutruff. An iwwert dës Thematik handelt eeben och dëse Projet de loi. Dëse Projet de loi adaptéiert nämlech wéi gesot d'Legislatioun iwwert d'Notzung vu perséinlechen Donnéeën am Kontext vun Telefonater, déi an Urgencëfäll getätegt ginn.

De Projet gesäit vir, dass wann eng Persoun den 112 oder eng aner Telefonsnummer urifft, déi beim Lëtzebuerger Regulatiounsinstitut, dem IRL, als Noutruffnummer ugesi gëtt, d'Donnéeën a Bezuch op dëser Persoun hire Standuert, falls se disponibel sinn, un den nooste Centre de réception vun den Noutriff kënne weidergeleet ginn. Dëst gëllt fir d'Ligne fixe, mee et soll och fir Appeller mam Handy via den Datereseau applikabel sinn. Dëst soll ausserdeem och méiglech sinn, wann déi Persoun d'Lokalisatiounsfunktioun op hirem Apparat desaktivéiert huet. Des Weidere gesäit de Projet dann och vir, dass dës Donnéeë spéitstens no 24 Stonnen erëm solle geläscht ginn.

De Conseil de la concurrence, d'Chambre des Métiers an och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn dëse Projet an hiren Avise begréisst, well en d'Effizienz vun den zoustännegen Ekippen am Fall vun engem Noutfall steigert an esou Liewe kënne gerett ginn.

Ee Punkt, dee souwuel d'Chambre de Commerce, d'Dateschutzkommissioun an och de Staatsrot an hiren Avisen notéiert hunn, ass e kloert Festleeë vun där Entitéit, déi d'Daten an Informatiounen u beispillsweis Secouriste solle weiderreechen. Hei war d'Fro, ob dës Aufgab dem Fournisseur, dem Operateur oder engem anere Service géif zoukommen. Och wann dat am Projet de loi net explizitt ernimmt war, schreift déi europäesch Direktiv dës Obligatioun awer den Operateuren zou. An dëst gouf finalement och esou vun hinnen allen dräi verstanen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat dësem Text gräife mer der europäescher Direktiv 2018/1972 vum 11. Dezember 2018 vir, déi sech mat de Codë fir déi elektronesch Kommunikatioun an Europa befaasst an déi dëst Joer den 21. Dezember d'Direktiv iwwert de Service universel wäert abregéieren.

Am Artikel 109 vun der europäescher Direktiv steet da méi prezis, an ech zitéieren: « Les États membres veillent à ce que les informations relatives à la localisation de l'appelant soient mises à la disposition du » Centre de réception des appels d'urgence oder och - « PSAP le plus approprié sans tarder après l'établissement de la communication d'urgence. » Dës Informatioune géifen dann och de Standuert vun der Persoun, déi urifft, beinhalten.

D'Zil vun dësem Text ass et, d'Effikassitéit vun de Secoursservicer ze stäerken, fir Leit, déi an Noutlage sinn, nach méi schnell a besser kënnen ze hëllefen. Schnell, prezis a fiabel Informatioune kënnen derzou bäidroen, eng Persoun, déi den Noutruff urifft, méi schnell ze lokaliséieren an domat eventuell e Liewen ze retten.

D'Notzung vun de perséinlechen Donnéeë soll de Servicer vum Noutdéngscht hëllefen, hir Funktioun ze erfëllen an den Niveau vun der Protektioun vum Bierger domadder erhéijen. D'Noutruffzentrale kënnen elo schonn iwwert d'Gesetz vum 30. Mee 2005 perséinlech Donnéeë vun de Fournisseuren an de verschiddenen Operateure kréien, sief et op fixe Leitungen oder awer och an der Téléphonie mobile. Mat dësen Donnéeë kënne si eng Persoun, déi urifft, geografesch lokaliséieren.

Den Ënnerscheed bei enger Ligne fixe ass, dass d'Lokalisatioun hei méi prezis - no dësem Text - ka festgestallt ginn. Bei engem Appel d'urgence, dee vun engem Mobilltelefon gemaach gëtt, ass dës Lokalisatioun manner prezis. Dat heescht, am Moment ass se manner prezis. Den Ament ginn dës Telefonater iwwert d'Borne vun de verschiddenen Handysreseauen, dat nennt sech da „Cell ID", determinéiert.

Contrairement zu engem fixen Telefon ass de Radius bei dëse Bornen awer vill méi grouss, speziell an deene méi ländleche Gebidder. Deemno mussen d'Noutruffzentralen op Informatioune vun de Mobilltelefonen hiren Navigatiounssystemer oder och dem Wi-Fi zréckgräifen. Dës erlaben dann, en Noutruff méi prezis kënnen ze lokaliséieren. Dem technesche Rapport vum Europäeschen Institut fir Kommunikatiounsnormen no kéint eng Persoun, déi sech baussen ophält, esou op fënnef Meter lokaliséiert ginn, an op 25 Meter, wann d'Telefonat an engem Gebai gefouert gëtt.

Ee Wuert dann zu der mobiller Applikatioun „GouvAlert", déi och am Kader vun dësem Projet de loi ernimmt gouf: Bei dëser Applikatioun ginn en effet och scho perséinlech Donnéeë vun de Leit, déi se notzen, un d'Noutfalldéngschter viruginn. Contrairement zu enger automatescher SMS, déi un dës Servicer geschéckt gëtt, verlaangt dës Applikatioun allerdéngs eng Interventioun vun den Notzer, nämlech muss dës fir d'éischt um Handy installéiert an dann duerno och genotzt ginn.

Dëse Projet de loi notzt déi nei Systemer an de Mobilltelefonen, déi iwwer weltwäit Navigatiounssystemer connectéiert sinn. An dësem Fall geet et dann duer, dass eng Persoun eng Noutruffnummer urifft, an d'Informatiounen iwwer hire Standuert kënnen esou direkt via Message mat der Zentral gedeelt ginn a gegeebenefalls de Secouristen erlaben, méi schnell op der richteger Plaz ze si fir ze hëllefen.

Fir déi méi technesch Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Ech soe jiddwerengem Merci, deen hei geholl huet, un dësem Projet de loi matzeschaffen, sief et an der Fraktioun, sief et am Ministère, sief et och an eiser Kommissioun. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech ginn natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Här President, viru ville, ville Joren, ech war deemools Telekommskommissär, hunn ech duerch Gesetz déi europawäit Aféierung vun dem gemeinsamen Noutruff 112 an d'Weeër geleet. Deemools - dat war zur Zäit, wéi déi éischt Handye komm sinn, wéi dat nach net war wéi haut, wou jiddwereen esou en Instrument an der Täsch huet - deemools ass et drëm gaangen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren, wa se gereest sinn, wa se an en Nopeschland gaange sinn. An dofir huet missen eng eenheetlech europäesch Reegelung kommen.

De Renforcement vun dëser Decisioun steet an där neier Direktiv, wéi de Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, et ugekënnegt huet, ënnert der Direktiv, déi 2018 decidéiert gouf. 2018, dat ass e laangen Dag. An dat hätt scho längst kënnen e Gesetz ginn hei zu Lëtzebuerg. An zwar déi ganz Direktiv, mee si läit nach ëmmer do, obscho se misst obligatoresch säit dem 21. Dezember 2020 an d'Praxis ëmgesat sinn. Mir hunn et nees eng Kéier verpasst. An dofir, fir net komesch dozestoe bei deenen aneren Europäer mat deem gemeinsamen 112-Noutruff, ass elo d'Regierung higaangen a si huet e Stéckelchen aus där grousser Direktiv erausgeholl, an dat ass dat Stéckelchen, wouriwwer mer haut diskutéieren.

Also ech géif mengen, datt mer eis sollen am Allgemenge méi ëm déi europäesch Gesetzgeebung këmmeren an net Torschlusspanik kréien, wann et schonn nees eng Kéier ze spéit ass.

Et ass ganz kloer erkläert ginn, ëm wat et geet: den Noutruff um Handy haaptsächlech, datt se do, och wann een do dee klengen Trick gemaach huet aus Raisoune vum Privatliewen, datt een net kann noverfollegt ginn, awer da kënnen un d'112-Lokalisatioun kommen. Well et huet een dat jo och fräiwëlleg gemaach, et huet ee jo fräiwëlleg den 112 gedréckt, fir Hëllef ze kréien, dann ass et och normal, datt dann d'Lokalisatioun kann ageschalt ginn. A wéi de Rapporteur et richteg gesot huet: Déi Donnéeë kënnen awer net ëmmer an éiweg a fir aner Zwecker gebraucht ginn, déi Donnéeë sinn nëmme just do, fir där Persoun ze hëllefen.

D'Responsabilitéit, fir datt dee ganze System fonctionéiert an datt déi Entreprisen, déi do dran handhaben, och déi Lokalisatioun erméiglechen, läit beim Staat. An dann natierlech d'Fro un d'Regierung: Wéi ass et mat de Funklächer, déi mer ëmmer nach zu Lëtzebuerg hunn? Gëtt derfir gesuergt, datt déi ewechkommen? Well, stellt Iech emol vir, Dir sidd mat Ärem Handy an engem Funklach, dann hëlleft dat ganzt Déngen hei net vill.

Ech mengen, et wär och noutwendeg, datt mer hei géifen eng Informatiounscampagne maachen. Deemools, viru ville, ville Joren, do ass dat eng Kéier an d'Weeër geleet ginn, mee an Zwëschenzäit huet d'Technologie changéiert. An Zwëschenzäit hu mer och den eCall an den Autoen, wat en anere System ass. Ech mengen, souwuel fir den 112, fir d'Handhabung dovun, wéi och fir den eCall wär d'Regierung gutt beroden, wa se eng Info-Campagne géif zu Lëtzebuerg maachen, datt eis Lëtzebuerger wëssen, wéi se Hëllef kréien, wa se a Gefor sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Et huet mech schonn impressionéiert, Här President, wéi ech gelies hunn, dass genau 53.568-mol de CGDIS d'lescht Joer via den 112 geruff ginn ass. Dat fannen ech impressionnant. Entspriechend oft si se och an den Asaz gaangen: am Duerchschnëtt 157-mol pro Dag.

Wann een den 112 urifft, dann ass et an der Reegel jo, well et eppes Eeschtes ass oder well eppes geschitt ass. An a ganz ville Fäll, egal wat d'Ursaach vum Têschefall ass, geet et ëm Liewen an Doud. An an deene Fäll ass an dierf der medezinnescher Hëllef proprement dite ... a virun allem wann et dréngend ass, ass d'Zäit dee wichtegste Facteur. Oder, fir et aneschters auszedrécken: Medezinnesch Hëllef kann nëmme gutt sinn, wann een dohinner kënnt oder net ze spéit dohinner kënnt. Dat heescht, si muss dohinner kommen, wou se gebraucht gëtt a si muss schnell dohinner kommen, well soss ass déi Hëllef onnëtz.

A wann een dobäi nach déi onheemlech grouss Zuel vun den Asätz vum CGDIS kennt, da versteet een och, wéi wichteg et ass, den Asaz vum Mënsch an den Informatiounsfloss esou gutt wéi méiglech zesumme fonctionéieren ze doen an openeen ofzestëmmen. A genau dowéinst, fir dëst Zesummespill eeben esou gutt an effektiv wéi méiglech ze gestalten, wäerte mir haut dësem Projet de loi zoustëmmen.

Ech wëll net ofschléissen, ouni dem Rapporter e Merci ze soe fir säi ganz detailléierten, gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen eis d'Gewëssheet ginn huet, dass dëst Gesetz dofir do ass, fir Liewen ze retten. An dofir wäerte mir och eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dem Rapporter Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, wou en am Detail op de Projet de loi 7526 agaangen ass, dee jo eng Transpositioun directe vun enger Dispositioun aus der Direktiv 2018/1972 iwwert de Code des communications électroniques européens ass.

Mam Stëmme vun dësem Text wäert et méiglech sinn, Leit iwwert d'GPS-Donnéeën ze geolokaliséieren, déi den europäeschen Numéro d'urgence unique 112 an eventuell aner Numéros d'urgence, déi vum ILR kënnen definéiert ginn, wielen; dat heescht, op e puer Meter genau ze wëssen, wou se sech befannen.

Den 112 gëtt zu Lëtzebuerg vum CGDIS verwalt. Praktesch gesinn heescht dat, dass de CGDIS den Appel d'urgence unhëlt a parallell eng SMS mat de Koordinate vun der Persoun, déi den Appell mécht, zougeschéckt kritt. Dëst erlaabt dem CGDIS dann, am Fall wou et néideg ass, eng Ekipp mat enger preziser Lokalisatioun an den Asaz ze schécken.

De CGDIS däerf déi Donnéeën, déi hien am Kader vum Appel d'urgence kritt huet, 24 Stonne stockéieren. Wärend där Zäit muss en d'Sécherheet vun den Donnéeë garantéieren an duerno muss e se zerstéieren.

Wat een awer muss wëssen, ass, dass dëst eng automatiséiert Fonctioun um Handy ass, déi och iwwermëttelt gëtt, wann d'Geolokalisatioun, wéi et och scho gesot ginn ass, um Handy ausgeschalt ass. De Staatsrot huet d'Fro opgeworf, ob dëst GDPR-konform ass, well no deem muss den Utilisateur eigentlech de Choix hunn, dës Fonctioun op sengem Handy kënnen un- oder auszeschalten. An der Direktiv an och am Projet de loi gëtt awer eng Exceptioun zu dëser Reegel gemaach, well et ëm de Bien commun geet. Domat si mir Gréng prinzipiell averstanen, well et a Stresssituatiounen de Leit oft onméiglech ass, eng Fonctioun, déi se ausgeschalt hunn - ouni onbedéngt ze wëssen, dass se domadder och d'Situatioun vum Appel d'urgence mat ausgeschalt hunn -, erëm ze aktivéieren, well se déi Fonctioun net méi an hirem Handy erëmfannen.

Mir stellen eis awer d'Fro, ob et net och méiglech gewiescht wär, dass, wann een den 112 urifft, eng Fënster géif opgoen, wou ee gefrot gëtt, ob ee wëllt, dass seng Positioun iwwermëttelt gëtt oder net. D'Fro huet sech natierlech eventuell gestallt, ob d'Leit, déi dann ze vill am Stress sinn, dës Fonctioun hätte richteg kënnen utiliséieren.

Dëst ass och scho beim obligatoreschen eCall-System bei den neien Autoen, dem automateschen Appel d'urgence mat Geolokalisatioun bei engem Opprall, esou gehandhaabt ginn. Och dee kann net vum Bierger ausgeschalt ginn. Da stellt sech d'Fro, ob dës Donnéeë just am Kader vun enger Urgence genotzt ginn oder ob och d'Méiglechkeet besteet, se anescht ze notzen, oder ob eventuell e Mëssbrauch méiglech wär. Ech hunn och schonn op anere Plazen drop higewisen, dass, wann d'Méiglechkeet vu Mëssbrauch besteet, dës dann och oft genotzt gëtt. Et muss also wierklech garantéiert ginn, datt d'Donnéeë sécher stockéiert ginn, dass se no 24 Stonne geläscht ginn an och net méi kënnen zréckverfollegt ginn.

Här President, dëst ass e wichtege Projet, deen et dem CGDIS erlaabt, méi séier a méi effizient ze schaffen, am Sënn vum Bien commun. Och wa sech verschidde Froe stellen, begréissen déi gréng dëst. An ech ginn domadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Marc Hansen. An da wär et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus fir d'éischt e grousse Merci un den Här Arendt fir säi Rapport.

Et ass schonn esou, datt dat heiten eng Saach ass, wou mer mengen, obscho se och komplizéiert Froen opwerft, datt mer se solle maachen. Mee mir musse wëssen, datt et awer e bewosst Iwwergoen ass vun enger Decisioun, déi ee fräiwëlleg a bewosst geholl huet als Consommateur, nämlech d'Geolokalisatioun auszemaachen. An dat gëtt awer hei iwwergaangen.

An et ass och esou, datt mer hei am Abléck an enger Rei vu Situatioune sinn, wou kann e gewësse-

nen Drock ausgeüübt ginn op d'Leit pour le bien commun. Ech erënnere just un déi Diskussioune ronderëm eng Tracingapp. An et muss ee sech froen, ob dann net och iergendwa géif gesot ginn: „Abee, fir de Bien commun, fir iergendwéi ze detektéieren, wou en Infizéierte kéint sinn, musse mer dat och maachen". Et ass wéi bei ville vun deene Saachen u sech eng gutt Iddi. Mee wann een et an d'Perspektiv setzt an op d'Diskussioune kuckt, déi op anere Plaze sinn, da muss ee soen: „Oppassen, wat ee mécht!" Mee wéi gesot, mir sinn heimat d'accord.

Hei ass och gesot ginn, den Institut luxembourgeois de régulation kéint dann nach aner Nummere festleeën. Och hei hätte mer gär u sech eng Kontrollméiglechkeet als Parlament. Am Abléck schwätze mer vum 112. Wéi ass et mam 113? Wéi ass et mam Kanner-Jugendtelefon? Et gëtt där nach, wou ee kéint soen: „Majo, Leit, déi bei der Police uruffen oder op esou engem Berodungs- oder Hëllefsdéngscht fir Kanner oder Jugendlecher oder aner Persounen, déi si vläicht och an enger Noutsituatioun. Musse mer dann net och geolokaliséieren?" Och do ass eng Méiglechkeet, fir op e Wee ze goen, wou herno eng Méiglechkeet, déi eigentlech fir eng akut Noutsituatioun cibléiert sollt sinn, sech lues a lues kann ausweiten. Och dat ass eng Gefor, déi mer hei wëllen uschwätzen an am A behalen.

An déi drëtt Saach, déi mer wollten uschwätzen, ass deen Autossystem, den eCall. Och do musse mer reegelméisseg iwwerpréiwen, wéi d'Applikatioun ass an ob déi legal Basis nach adequat ass. Och do soll gëllen: An enger Noutsituatioun muss kënne séier an effikass gehollef ginn. Awer den Dateschutz, deen ass och wichteg. An et ass ëmmer, fir déi zwou Saachen am A ze behalen.

D'ADR, wéi gesot, ass mat dëser Moossnam d'accord. Mat enger Rei vu Froen, Reserven, wou mer eis als Legislateur an als Politiker sollen interpelléiert fillen, fir allkéiers ze kontrolléieren, ob wierklech den Dateschutz vun de Bierger, hir Privatsphär garantéiert bleift.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass selbstverständlech, an e puer Virriedner hunn dat och schonn ënnerstrach, datt ee bei esou Projeten trotzdeem natierlech ëmmer muss oppassen. Well hei geet et ëm Donnéeën a mir wëssen, wat fir eng technologesch Méiglechkeeten existéieren, fir eng Persoun ze geolokaliséieren. D'ailleurs, déi Positibilitéiten hunn elo och scho gréisser Privatentreprisen. An déi ginn eendeiteg manner kontrolléiert, wéi dat elo de Fall ass bei deem heite Projet de loi. Wou mer awer der Meenung sinn, dass et richteg ass: Et muss een ëmmer oppassen.

Och wann et ëm de Bien commun geet, muss een awer ëmmer kritesch bleiwen, skeptesch bleiwe par rapport zu der Geolokaliséierung, par rapport zu den Donnéeën, déi ee weidergëtt oder op déi anerer Zougrëff hunn. An deem heite Fall ass et de CGDIS. An deem Fall geet et drëms, méi schnell, méi rapid kënnen eng Persoun ze retten an deementspriechend vläicht nach bei anere Persounen ze interveneiéren.

Et schéngt jo och esou ze sinn - a mir ginn dovunner aus, datt dat jo och esou ass -, datt déi Donnéeë maximal 24 Stonne laang kënne gehale ginn. Ech mengen, trotz aller Skepsis kann een awer och par rapport zu eise Service-publicken e gewëssent Vertrauen hunn.

An deem Fall ass et natierlech wichteg, datt een oppasst, wat mat esou Saache geschitt. Mir mengen awer, datt an deem Fall deen heite Projet de loi kann eis Ënnerstëtzung kréien.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit ass kuerz fir e Projet, dee genausou kuerz ass. U sech sinn et jo just zwee Paragrafen, mee an deenen zwee Paragrafe stécht et wierklech dran.

Dëst Gesetz ass nämlech e gutt Beispill fir d'Opportunitéiten an d'Risiken, déi mat der Digitaliséierung anhierginn. Een Appell geet duer an deen, deen un der richteger Source sëtzt, wess direkt, wou am Land oder op der Welt een ass. Dat kann am Fall vun enger Urgence Liewe retten, mee dat kann, wann d'Informatiounen an déi falsch Hänn geroden, natierlech och zu engem gliesene Bierger féieren. Dofir ass et esou wichteg, datt mer mat perséinlechen Date verantwortungsbewosst ëmginn an hiren Traitement u ganz bestëmmt Konditioune knäppen an hir Archivéierung limitéieren.

Dat ass an dësem Gesetz de Fall. D'Date ginn no 24 Stonne geläscht a si ginn nëmmen erhuewen, wann en Appell beim 112 oder enger anerer Noutruffnummer ageet; Noutruffnummeren iwwregens, déi vum ILR gereegelt sinn. Dat heescht, et ass och net iergendeng Blackbox, déi Lëscht ass relativ einfach ze fannen. Et ass net de Kanner-Jugendtelefon. Et ass tatsächlech eng Noutruffnummer. Zu Lëtzebuerg wär dat nach den 113. Ënnert dëse Bedéngunge kann een deem Projet also zoustëmmen.

Ech wollt awer nach kuerz op zwou aner Saachen agoen an deem Projet. Dat eent ass dat mat „de Fënster opgoen", wat de Marc Hansen hei an d'Spill bruecht huet. Ech hu mech do gefrot, wéi dat da soll goen, well et ass net den Handy, deen d'Kommunikatioun vun den Donnéeën oder vun der Lokalisatioun mécht, mee et ass den Networkprovider. Et ass also de Reseau, deen dem Centre d'urgence seet, wou deen Handy ass. A firwat ass et de Reseau? Ma ganz einfach: Well dee souwisou stockéiert, wie wou ass, wann en urifft, well mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer, trotz enger grénger Justizministesch, d'Vorratsdatenspeicherung hunn.

An esou lues fänken ech u rosen ze ginn, wa Grénger sech hei an der Chamber opspillen, als wär et e Verstouss géint den Dateschutz, wa mer hei e Gesetz maachen, fir an Noutfallsituatioune kënnen eng Persoun, déi urifft, ze lokaliséieren, a gläichzäiteg domat averstane sinn, datt vu jiddwerengem vun eis heibannen, vun eis alle 60 stockéiert gëtt, mat wiem mer telefonéieren, wéini mer telefonéieren, wéi laang, wiem mer SMSe schécken, an am léifsten och nach, wéi eng Schmotzsäite mer am Internet kucken! Ganz éierlech: Entweeder mir schafen déi Vorratsdatenspeicherung of, da kënne mer alleguerten erëm plausibel a kredibel iwwer méi Dateschutz schwätzen. Mee soulaang mer heibanne stinn an eis bei esou engem Projet iwwer Dateschutz opreegen an awer anlasslos vun allen Handyen hei a Lëtzebuerg Donnéeë späicheren, déi wäit iwwert dat heiten erausginn ... Soyons sérieux! Dat geet awer e bësse wäit!

An da muss ech, mengen ech, weider näischt méi dozou soen. D'Vorratsdatenspeicherung gouf vum Europäesche Geriichtshaff elo e puermol gekippt. A wat ass hei zu Lëtzebuerg geschitt? Guer näischt! Dat Land, wou den Europäesche Geriichtshaff steet, dat ignoréiert einfach emol e puer Urteeler. Ëmmerhin, eng kleng Ouverture ass rezent komm vun der Justizministesch. Endlech huet se agesinn, datt eng europäesch Léisung awer vläicht nach e bësse géif op sech waarde loossen an dofir géife mer dann elo esou lues awer sécher emol iwwer eng lëtzebuergesch Léisung nodenken.

Ma et geet einfach duer mat deene Grondrechtsverstéiss! Kommt, mir schafen dat Gesetz of! Eis Stëmmen hutt Der derfir!

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Ganz gutt.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen als Vertrieder vum Premier-, Kommunikatiouns- a Medieminister Xavier Bettel. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Hansen freet nach fir d'éischt d'Wuert fir Fait personnel.

■ **M. Marc Hansen** *(déi gréng).*- Villmools merci. Ech wollt just kuerz Stellung dozou huelen. Ech mengen, den Här Clement huet d'Äntwert jo scho selwer a senger rhetorescher Fro ginn. Dat ass, dass d'Ministesch vun der Justiz justement an d'Spill bruecht huet, datt se am Kader vun der Vorratsdatenspeicherung elo géif drun denken, eppes ze maachen.

Da wëll ech just soen, dass et hei ëm en Outil geet, wou ech einfach déi technesch Fro gestallt hunn, ob et net méiglech gewiescht wär, eng Fënster opgoen ze loossen, wat menger Meenung no technesch méiglech ass. An dee Moment hätt d'Persoun de Choix gehat, fir Jo oder Nee ze soen. Dat ass dat eent.

An dat anert ass: Déi Donnéeën, déi bei den Operateure sinn, déi ginn net weidergeschéckt un aner Institutiounen. Also si mer hei, mengen ech, net grad an deem Cas de figure, deen den Här Clement genannt huet. Just dat zur Richtegstellung zu mengen Äusserungen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Hansen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Clement.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).*- Jo, merci. Dann nach eng Kéier: Technesch kann ech ganz einfach soen: Nee, dat geet net. Do hätt een déi Fro jo och kënnen an der Kommissioun stellen, da wär se och sécher scho vun den Experten do beäntwert ginn.

An dann, Här Hansen, ech hätt och gären eng Fënster, déi allkéiers opgeet, wann ech telefonéieren, déi mech drop hiweist, datt dës Regierung nach ëmmer dorop besteet, datt dës Kommunikatioun, déi ech grad wëll maachen, iergendwou stockéiert gëtt. Déi Fënster gëtt et och net. Firwat net? Ma well et technesch onméiglech ass. Esou einfach ass et.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Clement. An elo ginn ech d'Wuert un d'Regierung. Madamm Cahen, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci. Ech si ganz geéiert, hei kënnen anzesprange fir dee Projet hei. Ech géif gäre fir d'éischt dem Rapporter, dem Guy Arendt, villmools Merci soe fir dee ganz minutiéisen an detailléierte Rapport, dee ganz kloer d'Potenzial vun dësem Gesetz ervirhieft. Et geet jo hei drëms, Mënscheliewen ze retten, fir kënnen ze kucken, wann ee schwéier blesséiert ass, deen den 112 nach kann uruffen, awer vläicht net méi ka schwätzen, fir dee genau kënnen ze lokaliséieren, fir méi séier kënnen ze hëllefen, fir séier kënnen op der Plaz ze sinn a fir dann och dee Moment kënne Mënscheliewen ze retten.

Bis elo kënnen d'Noutdéngschter just graff Geolokalisatiounsdate vun Uruffer ofruffen, an zwar iwwert d'Zell vum Reseau, mee do ass de Radius vun dësen Zellen einfach immens grouss oder kann immens grouss sinn, soudass een net direkt ka kucken, wou dann deen, dee grad ugeruff huet, drun ass.

D'Geolokalisatiounsdaten op den Handyen - an ech mengen, bal jiddwereen haut huet en Handy -, déi si vill méi prezis wéi nëmmen eeben en Duerchmiesser vun den Antennenzellen a si kéinten eeben dann dee Moment de Rettungsdéngschter erlaben, eng Persoun, déi zum Beispill net méi schwätze kann, den 112 awer nach konnt wielen, méi séier ze fannen.

Den Dateschutz ass haut e puermol ugeschwat ginn. Natierlech, dat ass e Recht. Dat ass immens wichteg. An dofir hu mer mam RGPD e ganz schützende Kader dofir. Heiansdo ass et awer och wichteg, dëst Recht ënner restriktive Konditiounen ze limitéieren, notamment eeben, wann d'Protection physique vun enger Persoun um Spill steet, sou wéi dat hei de Fall ass.

Dëst ass also e Gesetz, een eenzegen Artikel, dee potentiellement Mënscheliewe rette kann. Et ass ganz flott, dass sech, mengen ech, wéi ech spieren, queesch duerch d'Parteien hei eng grouss Unanimitéit ofzeechent fir dëse Projet.

Vläicht awer nach eng Äntwert op eng Fro, déi gestallt ginn ass elo wärend dem Debat, wat d'Funklächer ugeet. D'Installatioun vun den Antennen hei zu Lëtzebuerg, déi gëtt vun den Operateure selwer gemaach. Mir hunn am Moment hei zu Lëtzebuerg 95 % vum Territoire, deen ofgedeckt ass. Mir sinn domadder weltwäit eent vun deenen am beschten ofgedeckte Länner, déi et eebe gëtt. 99,9 % vun der Populatioun, vun der erwuessener Populatioun op jidde Fall, hunn och en Handy. Mee natierlech, wa 95 % ofgedeckt sinn, da feelen nach 5 %. Dono muss sécherlech dann nach vun den Operateuren och gekuckt ginn. Mee ech sinn awer ganz frou kënnen ze soen, dass zum Beispill an den Tunnellen - wa mer scho vun Accidenter schwätzen, da schwätze mer och dacks vun Tunnellen -, do funktionéieren d'Handyen, do funktionéieren d'Reseauen. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass.

An ech géif Iech dann elo scho villmools Merci soe fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7526. Den Text steet am Document parlementaire 7526[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7526 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7629 iwwer audiovisuell Koproduktioune mat Kanada a China. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleeëcht. An de Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. An ech ginn dem Rapporter d'Wuert. Här Arendt, wannechgelift.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

■ **M. Guy Arendt** *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir musst mech véiermol dëse Mëtteg erdulden. Ech hoffen, et gëtt net ze vill schlëmm.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi approuvéiere mer eemol en Traité mat Kanada vum 19. Abrëll 2017 an och en Accord mat der Republik vu China vum 12. Juni 2017 iwwer Koproduktiounen am audiovisuellen a cinematografesche Beräich.

Dëse Beräich vum Audiovisuellen, egal ob videografesch oder och Filmproduktiounen, huet sech mat der Ënnerstëtzung vum Legislateur hei am Land, mee och am Ausland iwwert déi lescht Joren en Numm gemaach a sech en Image opgebaut. Allerdéngs ass et net méiglech, esou Projete just aus eegener Täsch oder och nach duerch d'Aidë vum Staat ze finanzéieren. Contrairement dozou ginn d'Käschte bei Koproduktioune gedeelt.

Mat dem Unhuele vun dem Traité mat Kanada an dem Erstelle vun engem Accord mat China soll kënnen op auslännesch Partner zréckgegraff ginn, fir der Lëtzebuerger Industrie domat ënnert d'Äerm ze gräifen. Den Traité mat Kanada, dee mer hei approuvéieren, ersetzt en Text, dee schonn 1996 tëschent deenen zwee Länner ënnerzeechent gouf. Hei geet et dorëm, Video-, Tëlee- an och Kinokoproduktioune weider ze ënnerstëtzen an d'Méiglechkeete vun der Zesummenaarbecht an dësem Feld weider auszebauen.

Den Accord mat China favoriséiert den Developpement an d'Promotioun vun Tëlee- a Kinoproduktiounen. D'Relatioune mat Kanada besti wéi gesot scho méi laang. Mam Accord mat China kënnen och dës Relatiounen opgebaut a weider ausgebaut ginn. Dës Koproduktiounen tëschent Lëtzebuerg an deene béide Länner wäerten dann och an Zukunft als lëtzebuergesch Koproduktioun, also mat der Lëtzebuerger Nationalitéit versi ginn. Dëst wäert dann och weiderhin erlaben, dass Lëtzebuerg als Koproduzent vu lokalen Octroie vu respektive Partnerlänner wäert kënne profitéieren.

Et bleift ze soen, dass mer zwee Avisen zu dësem Projet kritt hunn. Dëst war eemol vum Staatsrot, deen am Fong mat dësem Projet de loi averstane war. Eenzeg Remark hei war, dass déi Annex am Traité mat Kanada purement zu administrativen Zwecker déngt, deemno net als Deel vum Traité gëllt an och esou keng Approbatioun vum Legislateur brauch. D'Kommissioun war zwar enger anerer Meenung, well och scho fréier Traitéen an änlech Traitéen och mat der Annex duerch d'Chamber gaange sinn.

Am Géigesaz dozou huet de Staatsrot awer och drop higewisen, dass d'Modifikatiounen an den Artikelen 14.2 a 15.2 vum Accord mat China aus dem Joer 2017 awer, wéi am Artikel 37 vun eiser Verfassung virgesinn, d'Zoustëmmung vum Legislateur brauchen, dëst an de Konditioune vum Artikel 114 vun eiser Verfassung. Och do ass ze soen, dass vireg änlech Konventioune mat enger normaler Majoritéit hei an der Chamber ugeholl gi sinn.

En zweeten Avis war vun der Chambre de Commerce erakomm. Hei gouf nach eemol den Akzent op de finanziellen Deel vun de verschiddene Projeten geluecht. Och d'Chambre de Commerce huet

hirersäits drop higewisen, dass de Finanzement vu Produktiounen am cinematografesche Beräich fir ee Land eleng schwiereg ze assuréieren ass. An den Ae vun der Chambre de Commerce droen Traitéë wéi den Traité mat Kanada oder och den Accord mat China dozou bäi, éischtens, déi Lëtzebuerger Industrie allgemeng ze fërderen - ech schwätzen hei vun der Filmindustrie -, andeems op internationaI Zesummenaarbecht gebaut gëtt. Och géife mat esou Koproduktiounen Investisseuren ugezu ginn an d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg am Secteur verbessert ginn. D'Chambre de Commerce gesäit dëst dann och als Chance, fir Lëtzebuerger Knowhow ze stäerken, nei Talenter unzezéien an iwwerhaapt d'lëtzebuergesch Kultur ze promouvéieren an no baussen ze droen.

Fir déi ganz Texter a weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport, soe jiddwerengem Merci, deen hei matgeschafft huet, an lech hei fir d'Nolauschteren. An ech gi selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Den 12. Dezember, leschte Samschdeg, ass den Europäesche Filmpräis u „Collective" gaangen, eng Lëtzebuerger Koproduktioun, lëtzebuergesch-rumänesch Koproduktioun, fir dee beschten Dokumentarfilm 2020. Dat ass eng weider Bestätegung an e Beweis fir d'Kënnen an den Knowhow vum Secteur an awer och fir d'Wichtegkeet vun de Koproduktiounsaccorden.

Här President, mir hunn haut zwee Koproduktiounsaccorde fir den audiovisuelle Beräich hei leien. Deen een ass deen, op deen de Rapporter elo grad agaangen ass, mat Kanada a China. Duerno kënnt nach ee multilaterale mat dem Europarot, dem Conseil de l'Europe. An ech erlabe mer, hei gläich zu deenen zwee zesummen ze schwätzen an eisen Accord ze ginn, well mir wëssen, an dat hei ass jo dann erëm e Beweis dofir gewiescht, wéi wichteg Koproduktioune fir de Lëtzebuerger Film sinn, fir d'Filmindustrie aus engem klenge Land, déi net soss all Méiglechkeeten huet an dofir och drop ugewisen ass, se kënnen op anere Plazen ze kréien. An dat hei sinn extreem gutt Instrumenter do derfir. Si gi méi a si ginn nei Méiglechkeete fir d'Produktioun, fir d'Promotioun, eventuell fir d'Distributioun vu Filmer mat Lëtzebuerger Bedeelegung. An natierlech och a grad fir d'Finanzéierung, de part et d'autre, dovunner ofgesinn.

Vill esou Koproduktiounsaccorde si vum Virgänger vum aktuelle Minister - vum Staatsminister - ënnerschriwwe ginn. Den Här Biltgen huet der ganz vill ënnerschriwwen. Den Här Santer huet der virdru gemaach gehat. Dat ass eng Politik, déi och du wichteg fonnt ginn ass an ugefaange ginn ass. Vun hei aus iwwregens dem Staatsminister all Guddes gewënscht. Ech hoffen, datt näischt un e kënnt. Ech ginn dovun aus. Ech wousst net, datt e mam Här Macron zesumme gewiescht war. Mee mir hoffen, datt et him wäert gutt goen an näischt un e kënnt.

D'CSV fënnt et wichteg, datt den audiovisuelle Secteur hei am Land ënnerstëtzt gëtt, a fir en ze ënnerstëtzen, dat ass wichteg fir d'Kultur an eisem Land. Dat ass wichteg an eiser Ekonomie. Dofir hätt och elo d'Geleeënheet hei benotzt solle ginn, fir d'Geschicht vun de Koproduktiounsaccorden duerzestellen a fir eng Evalutioun dovunner ze maachen. Awer d'Texter vun deenen zwee Projet-de-loien, déi mer kritt hunn, waren eidel. Et stoung strikt näischt, awer näischt dran, ausser dem Saz vum Artikel selwer!

Dat ass eigentlech schlëmmer wéi Nonchalance a schlëmmer wéi Negligence. Esou eng Respektlosegkeet virum Legislateur ass eigentlech eppes, wat een net sollt maachen. An ech hoffen, datt et net System ass an der Verwaltung, wou dat do ausgeschafft ginn ass.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, datt eng Direktioun esou eppes kann duerchgoe loossen an esou eng Aarbecht net kontrolléiert an hirem Minister esou eppes an d'Ënnerschrëft leet. Dobäi wär u sech Zäit gewiescht, well si hunn dräi Joer gebraucht, fir d'Ratifikatiounstexter ze schreiwen a fir de Projet de loi ze deponéieren, dräi Joer no der Ënnerschrëft.

An dobäi wär grad elo a Coronazäiten och vill ze diskutéiere gewiescht iwwert den Impakt dovun op d'Filmbranche. Ech mengen, si ass eng vun deene ville Branchen, déi elo net esou gutt dru sinn - grad an der Kultur ass dat jo och fir de Moment leider extreem staark de Fall -, a si ass ee vun deene ville Beräicher, wou et esou ass, a grad do ass et nach e bësse méi staark. Dofir bedaueren ech dat an ech hoffen awer, datt mer an Zukunft besser Dokumenter an der Chamber deponéiert kréien, aus Respekt virum Legislateur, awer och hei aus Respekt virun de Filmschafenden, well mir als CSV wëllen, datt d'Filmbranche hei am Land ënnerstëtzt gëtt.

Dofir sinn déi bi- a multilateral Koproduktiounsofkommesse jo esou wichteg. Si sinn a bleiwe vital fir eise Filmsecteur. Dee brauch se! An dofir heescht d'CSV-Fraktioun dësen an och gläichzäiteg deen nächste Projet de loi gutt.

An ech wëll net verpassen, dem Rapporter Guy Arendt Merci ze soe fir säi mëndleche Rapport, besonnesch och fir seng zwee schrëftlech Rapporten. Et ass zwar Äre Mëtteg de Mëtteg, Dir hutt der méi wéi zwee, mat deenen Der heihinnerkommt. Mee Dir hutt an Äre Rapporten dat e bëssen opgeschafft, wat eis an den Documents parlementaires déposés gefeelt huet. Merci dofir, Här Rapporter!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Octavie Modert. An da wier et un der honorabeler Madamm Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus wäert d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi kommen.

Zënter den 90er-Joren hu successiv Regierungen derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg als Standuert vun der Filmindustrie sech konnt konsequent weiderentwéckelen. An et sinn hei schonn e puer Beispiller genannt gi vum Succès, dee mer an der Vergaangenheet an och ganz rezent domadder haten. Ech denken u „Mr Hublot", 2014 en Oscar, awer och vill aner Präisser an Nominatiounen, déi mir als Land scho kritt hunn, sief et op internationale Festivallen oder duerch international Auszeechnungen, déi mer konnte kréien. Ech denken och un déi Serie, déi dobäi war, „Bad Banks", wou mer eis och gefreet hunn, dass mer do als Lëtzebuerger vill Auszeechnungen dofir kritt hunn.

Bref, et ass e ganz wichtege Beräich vun der Lëtzebuerger Kultur ginn. E Beräich, deen entre-temps iwwer 1.200 Leit hei am Land beschäftegt, also e ganz wichtege Secteur. An dofir begréisse mir och als Partei all Efforten an all Gesetzer, déi déi Situatioun zu Lëtzebuerg weiderdreiwen a verbesseren.

Dass natierlech d'Geldquelle grad an deem Beräich net onendlech sinn a Finanzementer net ganz einfach ze fanne sinn, ass evident. An dofir ass och dëst Gesetz do, wou zwee Traitéë guttgeheescht ginn: ronderëm d'Koproduktioune mat Kanada engersäits a mat China op där anerer Säit. An dat gëtt schonn e Sprong, wat d'Effizienz ugeet, souwuel wat d'Promotioun, d'Diffusioun, d'Distributioun an och d'Formatioun ugeet, awer virun allem och, wat d'Käschtenopdeelung an deem Secteur ugeet.

An dofir wëll ech ofschléissend den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet mat op de Wee ginn, awer net ouni och bei dësem Gesetz dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci ze soe fir säi gudden, ausféierleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Mutsch villmools Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng)*.- Merci, Här President. D'Kultur erlaabt eis, de Multilateralismus op eng aner Aart a Weis, eng kulturell Aart a Weis ze erliewen an d'international Zesummenaarbecht auszebauen. D'Vunenee-Léieren, d'international Vernetzung, den Austausch vu Kompetenzen an d'Zuschauerschaft beräicheren de Filmsecteur. D'Lëtzebuerger Filmproduktioun profitéiert vum Knowhow an de Ressourcë vun hire Partnerlänner a gëtt hei beräichert duerch d'Zesummenaarbecht mat Kanada a China. An deem Sënn sinn dës béid Produktiounskooperatiounen absolutt am Sënn vun eiser Filmwelt an droen derzou bäi, dëse wichtege Secteur weltwäit méi auszebauen an eis Produktioune méi bekannt ze maachen.

Dat ënnerstëtze mir Gréng a ginn heimat ganz gären eisen Accord, wëllen awer virdrun nach dem Rapporter Guy Arendt, deen haut effektiv eng grouss Fläissaarbecht un den Dag leet, en häerzleche Merci soe fir säin exzellente Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, och vun eiser Säit aus dem Här Guy Arendt villmools Merci fir de Rapport, deen en eis gemaach huet.

Hei sinn e puer Saachen ze soen. De Filmsecteur ass natierlech e ganz wichtege Secteur. Mir sinn houfreg hei zu Lëtzebuerg, datt mer esou e gutt entwéckelte Filmsecteur hunn, deen et awer natierlech elo am Abléck an dëser Pandemie besonnesch schwéier huet.

Zwee Kommentaren, een zu deem Accord mat Kanada an een zu deem Accord mat China. Mat Kanada, do musse mir insistéieren als ADR op eng ...

(Brouhaha)

... Doktrinn, déi mer ëmmer erëm hei erkläert hunn: Dat ass, datt mer gär hätten, datt all internationalen Accord vun dëser Chamber ratifizéiert gëtt.

Mir haten de Moien hei e bëssen iwwert den Zoustand vun eiser parlamentarescher Kultur diskutéiert. Mir haten als ADR an der Vergaangenheet schonn drop opmierksam gemaach, datt mer och gär hätten, datt net laanscht d'Parlament regéiert gëtt. Well och dat ass eppes, wat mer bei dëser Regierung festgestallt hunn: datt eng ganz Rei Accorden net an d'Chamber kommen. A mir hate jo och widderhuelt drop opmierksam gemaach, datt mat Ausnam vu ganz klenge Secteuren an der Defense, wou einfach aus evidente Grënn vun der nationaler Sécherheet net soll hei ëffentlech iwwer Saachen diskutéiert ginn, mee an de Kommissiounen am Huis clos, de ganze Rescht vun internationalen Accorden dem Parlament presentéiert muss ginn. A mir halen un där Theorie fest!

Dat Zweet, wat ech wéilt soen, ass mat China. Mir freeën eis iwwer en Accord mat der Volleksrepublik China iwwer kulturell Zesummenaarbecht. Awer dat ass och net harmlos. China huet eng fantastesch Kultur, dat wësse mer alleguer, mee et ass och en totalitäre Staat. An eng Zesummenaarbecht an der Kultur mat esou engem Staat, déi huet besonnesch Defien: en Defi vu Propaganda, en Defi vun Zensur. A mir sollten oppassen, och a Kollaboratiounen, datt mer eis elo net zu Hëllefszaldote maache vun enger staatlecher Propaganda oder ëmgedréit zum Affer vun enger staatlecher Zensur. Also deen Accord, dee stellt aner Defien, wéi een, dee mer mat Kanada hunn. A mir sollten eis och däers bewosst sinn.

Dat gesot, gi mer och gär den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och d'Piraten wäerten haut - fir lech direkt d'Spannung ze huelen - hiren Accord zu dësem Projet ginn, fir d'Traitéen iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg a Kanada an och tëscht eisem Land a China am Beräich vun audiovisuelle Koproduktiounen unzehuelen.

Eise Filmsecteur huet d'Chance, vu villfältege finanziellen Ënnerstëtzunge profitéieren ze kënnen. Mee ouni international Zesummenaarbecht sinn eis Méiglechkeeten einfach, opgrond vun der Gréisst vun eisem Land, awer limitéiert, egal wéi vill mer an de jeeweilege Secteur investéieren. Lëtzebuerg ass awer en oppent Land, fir dat den internationalen Handel a grenziwwerschreidend Kooperatioun quasi zur DNA gehéieren. An dofir ass et fir eis selbstverständlech, och dës Accorde fir eng Zesummenaarbecht mat Kanada a China am audiovisuelle Beräich unzehuelen.

Mir wëllen awer och drun erënneren, wéi wichteg et ass, datt mer dem Filmsecteur net einfach nëmme gewësse Ressourcen zur Verfügung stellen, sief et duerch national Finanzementer oder iwwert de Wee vun internationale Koproduktiounen, mee datt mer och kontrolléieren, wat mat eisen Ënnerstëtzunge gemaach gëtt. De Skandal iwwert déi schlecht Gerance vum Filmfong an d'Verschwendung vun ëffentleche Gelder, déi domat verbonne war, huet gewisen, wat geschéie kann, wann d'Politik e Secteur kënschtlech opbléist, vill investéiert, mee e schlechte Suivi mécht. Esou eppes däerf sech net widderhuelen.

D'Politik ass et de Steierzueler hei am Land - an duerch Accorde wéi déi heiten u sech och den Awunner vun eise Partnerstaate - schëlleg ze iwwerpréiwen, wéi de Filmsecteur staatlech Gelder investéiert. An d'Politik ass et och all deene Kulturschafende schëlleg, déi net am Beräich vum Audiovisuellen aktiv sinn an dofir net vun deene grousszügegen Ënnerstëtzunge profitéieren, déi Lëtzebuerg aktuell fir de Filmsecteur virgesäit.

Mir freeën eis iwwer all Ausgab déi de Staat mécht, fir de Kultursecteur ze ënnerstëtzen, wëllen hei awer och d'Fro an de Raum stellen, ob et wierklech gerecht ass, de Beräich vum Audiovisuelle par rapport zu anere kulturelle Secteuren duerch deelweis ganz héich ëffentlech Ausgaben ze favoriséieren. Dat ass eng Fro, mat där mer eis, wann et ëm d'Lëtzebuerger Wirtschafts- a Kulturpolitik geet, allgemeng befaasse mussen an déi de Kader vun dëser Ried géif sprengen. Natierlech wär esou eng Auseranersetzung op där richteger Plaz awer néideg. An déi richteg Plaz si jo dann déi kommend Diskussioune iwwert de Kulturentwécklungsplang, wou mer dës Diskussiounen eng Kéier kënnen opgräifen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen als Vertrieder vum Premier-, Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*.- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt och e grousse Merci nees dem Guy Arendt fir säin ausféierleche Rapport an och deenen eenzelne Riedner fir hir Interventioun elo hei de Mëtten.

Déi zwee Accorden an uschléissend den Traité am Kader vum Conseil de l'Europe reie sech an d'Politik vun de successive Regierungen an, wéi mer dat de Mëtten och schonn héieren hunn, fir eeben de Lëtzebuerger audiovisuelle Secteur strateegesch ze entwéckelen, fir en ze fërderen a fir en ze promouvéieren. Eisen audiovisuelle Secteur krut an de leschte Joren heiheem an och international ganz grouss Unerkennung. E rezent Beispill ass déi majoritär Lëtzebuerger Koproduktioun „Collective" vu Samsa Film, déi net méi spéit wéi de leschte Weekend zu Berlin mam Europäesche Filmpräis fir de beschten Documentaire ausgezeechent gouf. Mir hunn dat de Mëtteg schonn héieren.

Dëse Secteur kann nëmmen existéieren, wa mer enk a konstant mam Ausland zesummeschaffen. Mat Ausnam vu Kuerzfilmer a vereenzelte klengen Documentairë ginn all eis Produktioune mat mindestens engem anere Land opgestallt, well een d'Suen, déi ee fir eng Produktioun eebe brauch, net all hei zu Lëtzebuerg fanne kann. An dat, well et eeben opgrond vun der Gréisst vum Land heiheem kee Marché gëtt an ee keng Finanzmëttel am Privatsecteur fanne kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Accords de coproduction déngen derzou, d'Zesummenaarbecht tëschent de bedeelegte Koproduktiounslänner méi einfach ze maachen, mee et ass och e fantastesche Moyen, fir d'Promotioun tëschent de respektive Secteuren ze strukturéieren a se zu enger grenziwwerschreidender Kollaboratioun unzereegen.

Lëtzebuerg ënnerhält zanter Joren eng Rei Accorde mat anere Länner am audiovisuelle Beräich, esou zum Beispill mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Schwäiz, mat Éistráich an Irland. An et stinn nach e puer weider Accorden an Aussiicht. Deemno huet de Senegal ugefrot, fir en Traité mat eis ze ënnerschreiwen, an effektiv sinn am Moment schonn zwee Filmprojeten tëschent eise béide Länner ënnerwee. Dëst ass eng konkreet Suite vun der Staatsvisitt zu Dakar d'lescht Joer.

Nodeems mer viru méi wéi 25 Joer reegelméisseg enk mat eise Kolleegen aus Portugal zesummegeschafft hunn, huet déi Kollaboratioun iwwert déi lescht Joren awer e bëssen ofgeholl. Well eis dës Kollaboratioun awer extreem wichteg an opportun schéngt, schafft de Lëtzebuerger Filmfong momentan mat senge portugiseschen Homologen en Accord interinstitutionnel aus. Dësen neie Kader ziilt drop of, dem Developpement vu Projeten tëschent Portugal a Lëtzebuerg en neien Ustouss ze ginn. Wann en internationalen Traité tëschent den zwee Länner eis gutt Relatiounen och am audiovisuelle Beräich weider kann intensivéieren, da wäerte mer sécherlech och dës Pist weider ausschaffen.

Den éischten Accord de coproduction, deen eist Land ënnerschriwwen huet, war 1996 mat Kanada. Zanterhier sinn eng Rei Koproduktiounen, notamment mam Quebec, natierlech wéinst der franséischer Sprooch, entstanen. Och dee leider vill ze fréi verstuerwene Lëtzebuerger Pol Cruchten huet säi leschte Long métrage zesumme mat Kanada realiséiert. Hien huet an deem Kader mat kanadeschen a Lëtzebuerger Acteure gedréit a krut och finanziell Ënnerstëtzung vum kanadesche Filmfong.

Déi meescht Koproduktioune mat Kanada awer sinn am Beräich vun der Animatioun entstanen, wat ee vun den Haaptpiliere vun eisem Secteur ass. Ech erënneren nëmmen un „The Breadwinner", eng Koproduktioun vu Melusine Productions zu Lëtzebuerg mat Kanada an Irland, déi virun dräi Joer fir d'Oscaren nominéiert war.

Rezent sinn eis kanadesch Partner op eis duerkomm, fir den Traité vun 1996 gemeinsam ze moderniséieren, ze vereinfachen an en un déi rezent technesch Evolutiounen an der Filmproduktioun ze adaptéieren. Esou gesäit den neien Traité zum Beispill vir, dass d'Mindestparticipatioun vun engem Partner net méi muss 20 %, mee just nach 15 % sinn. Dat mécht et deemno méi einfach zesummenzeschaffen. Déi eenzel Koproduktioune kréien natierlech déi duebel Nationalitéit an hunn dofir besser Méiglechkeeten, an de Kinoen an op der Tëlee och gesinn ze ginn, wat selbstverständlech fir déi majoritär Lëtzebuerger Projeten och e gewëssen Interêt huet.

Des Weidere gesäit den neien Text vir, dass och Projeten, déi sech den neiste Produktiounstechnike bedéngen, kënnen ënnert de Benefiss vun dësem Traité falen. Dat sinn zum Beispill Wierker an der Réalité virtuelle oder an der Réalité augmentée.

Dir wësst, dass Kanada an alle virop de Quebec international Virreider um Gebitt vun den neien

Technologien ass. An eis Produktiounsgesellschafte sinn och zanter e puer Joer ganz aktiv an dësem zukunftsträchtege Beräich. Esou schafft de Filmfong konkreet mam Centre Phi, enger Kulturinstanz zu Montreal zesummen, déi sech virun allem fir d'Promotioun vun immersive Wierker asetzt an déi och de Pavillon VR am Kader vum Lëtzebuerger Filmfestival zesumme mam Filmfong organiséiert.

Wéi gutt déi Zesummenaarbecht mat Kanada ass, beweist och de Fait, dass de Lëtzebuerger Filmfong virun dräi Joer en Accord mam Fonds des médias du Canada ënnerschriwwen huet, fir d'Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerger a kanadesche Fimschafende geziilt um Niveau vum Developpement ze férderen a fir Koproduktiounen am Beräich vun den neie Medien, den Transmedia an den neie Realitéiten ze ënnerstëtzen. Virun allem um Niveau vun der Francophonie ass de Filmfong bekanntlech ganz aktiv. En ënnerhält virop mam Quebec eebe privilegiéiert Relatiounen, an dat um Niveau vun der Formatioun a vun der Distributioun. Esou soll de Lëtzebuerger Kino dann och d'nächst Joer um Festival de films francophones zu Montreal à l'honneur sinn, ewéi dat zum Beispill och schonn d'lescht Joer um Festival zu Angoulême de Fall war.

Wat elo den Traité mat China ugeet, do ass ze soen, dass d'Relatiounen am audiovisuelle Beräich hei e bësse manner intensiv sinn. An de Joren 2013 bis 2017 hu mer zu Lëtzebuerg eng Rei Visitte vu chineesesche Produzente verzeechent, déi Kontakt mat eise Produzenten opgeholl haten a meeschtens d'Studioe vu Filmland zu Kiele besiche koumen.

Ganz séier gouf eis kloer, dass en Accord mat China kéint dozou bäidroen, fir och do e Gespréichspartner ze hunn, iwwert dee Kollaboratiounen entwéckelt kënne ginn, sief dat an der Koproduktioun oder beispillsweis och an der Distributioun vun eise Filmer via chineesesch VoD-Plattformen. Effektiv si Streamingplattformen, déi europäesch onofhängeg Koproduktiounen ubidden, zwar eng Nisch a China, mee laut den Aussoe vun eise chineesesche Gespréichspartner sinn et ëmmerhin eng 160 Millioune Chineesen, déi op deene Plattformen Demandeur sinn, fir eis europäesch Filmer ze kafen an dann deemno och ze kucken.

Am Laf vun de Jore goufen e puer offiziell Visitten a China gemaach, déi den Terrain fir eng méi enk Zesummenaarbecht am Beräich vun der audiovisueller Koproduktioun preparéiert hunn. 2016 gouf am Kader vum Festival vu Shanghai de Schengen Chinese Film Prize an d'Liewe geruff an eng ganz Rei Lëtzebuerger Filmer, wéi zum Beispill „The Road Uphill" vum Jean-Louis Schuller mam Andy a mam Fränk Schleck, sinn um Festival an enger spezieller Sektioun gelaf.

2017, am Kontext vum Lëtzebuerger Filmfestival, krute mer d'Visitt vun enger Delegatioun vu Shanghai an eng ASBL fir d'Zesummenaarbecht tëschent China a Lëtzebuerg ze promouvéiere gouf gegrënnt. Doropshin hunn déi chineesesch Autoritéiten eis kontaktéiert, fir en Accord de coproduction auszeschaffen, deen dunn och wärend dem Premier senger Visitt beim chineesesche Premier den 12. Juni 2017 am Kader vun der Mission politique et économique ënnerschriwwe gouf.

Och duerch dësen Accord wäerten d'Koproduktiounen tëschent eisen zwee Länner déi duebel Nationalitéit kréien. D'Mindestparticipatioun un enger Produktioun ass op 20 % fixéiert, mat ënner gewëssen Ëmstänn der Méiglechkeet, op 10 % erofzegoen.

D'Relatiounen tëschent China a Lëtzebuerg sinn natierlech am audiovisuelle Secteur net gradesou intensiv wéi an anere Beräicher. Mee trotzdeem gëtt et dank dësem Accord verschidden Initiativen, déi eise Filmschafenden zeguttkommen. Esou ass zum Beispill de Realisateur Antoine Prum amgaangen, e Filmprojet mat chineesesche Kënschtler iwwert déi nei Seidestrooss ze developpéieren, wou och déi multimodal Zuchstreck tëschent Beetebuerg a Chengdu eng Roll dra wäert spillen.

Des Weidere sief ervirgehuewen, dass de Lëtzebuerger Realisateur a Produzent Laurent Witz, dee bekanntlech fir „Mr Hublot" en Oscar gewonnen hat, seng nei Animatiounsserie „Le fond du bocal" zesumme mat der grousser chineesescher Mediegesellschaft Tencent produzéiert. D'Serie gëtt och vun hinnen international distribuéiert. Tencent finanzéiert iwwer 40 % vun dëser Lëtzebuerger Serie, déi vum Laurent Witz entwéckelt gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, dass dëse Koproduktiounsaccord vläicht keng esou reeg Aktivitéite wäert mat sech brénge wéi deen, dee mer mat Kanada ënnerschriwwen hunn. Mee trotzdeem ass e wichteg, fir eise Filmschafenden ze erlaben, mat aneren, vläicht méi onbekannten, awer dofir net manner interessanten Territoiren zesummenzeschaffen. Ech sinn iwwerzeegt, dass dës zwee Accorden eis nach vill Opportunitéiten a virun allem vill schéi cinematografesch Momenter wäerten offréieren.

Et gouf awer d'Remark gemaach, déi och an der Chamberskommissioun gemaach gi war, firwat dat elo esou laang gedauert hätt. Ech mengen, ech sinn lech do nach eng Äntwert drop schëlleg: Et wollt ee waarden, dass een déi zwee Accord-bilateralle kéint ënnerschreiwen a mam Conseil de l'Europe eeben. Et wollt ee waarden, dass dat alles zesumme kéint geschéien. Da wësst Der, dass en Audit gemaach ginn ass vum Filmfong. Dee wollt een och ofwaarden. An dann, bon, gouf et nach e puer Modifikatiounen en dernière minute. Ech mengen, an der Chamberskommissioun ass do en long et en large driwwer rieds gaangen.

Dofir, ech wollt awer d'Äntwert net schëlleg bleiwen. An ech sinn awer frou, dass dee Projet haut ka gestëmmt ginn.Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ministesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7629. Den Text steet am Document parlementaire 7629[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7629 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7630, d'Adoptioun vun der Konventioun vum Europarot iwwert d'Koproduktioune vu Filmer, eng Koproduktioun, vun där scho vill de Mëtte geschwat ginn ass. An ech géif dem Rapporter vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här Guy Arendt, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Eigentlech hätt ee kënnen de 7629 an de 7630 zesummenhuelen, dann hätt een nëmmen eng Kéier brauchen ze schwätzen. Mee bon, villes, wat effektiv virdru gesot ginn ass, kann een hei iwwerhuelen. An ech mengen, alles wat elo eis Kulturzeen, eis Präisser, déi mer ronderëm kritt hunn, eis Nominatiounen ugeet, dat ass natierlech och hei op dëse Projet ze iwwerdroen.

Mat dësem Projet approuvéiere mer wéi gesot d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Coproduction cinématographique, déi den 30. Januar 2017 zu Rotterdam ënnerschriwwe ginn ass.

E puer Wierder zum Projet a sengen Haaptpunkten, an där sinn et der eigentlech véier. Virop gëtt dësen Text de Länner eng legal a finanziell Basis, an dat och am Kader vun der haiteger Filmindustrie, déi sech säit der Ënnerzeechnung vun der Konventioun am Joer 2017 souwuel op techneschem, mee awer och op wirtschaftlechem a finanziellem Niveau weiderentwéckelt huet. Weiderhi gëtt dësen Text de Länner och méi Fräiheeten. D'Prozeduren, wéi beispillsweis d'Nationalitéit vun enger Produktioun definéiert gëtt, déi si geännert ginn. Et ginn och kloer Reegelunge gesat fir déi finanziell Participatioun vun deene verschiddene Länner bei gemeinschaftleche Produktiounen. Den Text ass och erweidert ginn, soudass och net europäesch Länner vun den Dispositioune kënne profitéieren, wat dann och gläichzäiteg d'Kooperatioun tëschent verschiddene Länner soll férderen.

Zum Schluss ass et och elo esou, dass den Direktiounskommitee vum europäesche Fonds de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles, ofgekierzt Eurimages, elo fir de Partage an och d'Surveillance vun deene korrekte Praktiken zoustänneg ass.

An hiren Avisen hu weeder d'Chambre de Commerce nach de Staatsrot Bedenken zu dësem Projet ausgesprach, ausser deem Punkt, dee mer och schonn an deem viregte Projet haten iwwert d'Adoptioun hei an der Chamber mat Majorité qualifiée oder Majorité simple. An hei hu mer och an der Kommissioun decidéiert, mir géifen iwwert de Wee vun der Majorité simple goen.

30 Länner hunn dës Konventioun bis elo ënnerschriwwen. 20 hu se bis ewell ratifizéiert an an 18 Länner ass den neien Text schonn applikabel. Eng Lëscht vun deene verschiddene Länner genee wéi all weider Detailer fannt Der wéi ëmmer am schrëftleche Rapport, op deen ech heimat géif verweisen.

Ech wéilt, ier ech Merci soen, och eisem Minister, eisem zoustännege Minister, souguer Ministeren, alles Guddes wënschen, dass se net gepaakt ginn an dass se geschwënn erëm ënner eis sinn. A fir de Rescht géif ech lech alleguerten ...

(Interruption)

Net ënnendrënner, nee, mee bei eis sinn. Jo.

(Brouhaha)

E klenge Lapsus, mee deen awer net freudien ass.

(Brouhaha)

Jo, mee du hues verschidde Leit, déi hunn en Esprit tordu ...

(Hilarité)

Mee wéi gesot, dofir géif ech op alle Fall all deenen, déi hei matgeschafft hunn, Merci soen, lech all och fir d'Nolauschteren, an den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. Déi meescht Riedner hate schonn déi zwee Projete matenee behandelt. Wie wëllt nach d'Wuert ergräifen zu dësem Projet de loi?

Den Här Sven Clement, wannechgelift.

Discussion générale

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat mech virdru bewosst op den éischte Projet beschränkt a sinn net nach op deen heiten agaangen, well et hei awer e puer Dispositiounen aus dem Artikel 5 gëtt, déi ech wollt separat uschwätzen. Am Artikel 5 heescht et nämlech, Zitat: « Les projets de caractère manifestement pornographique, ceux qui font l'apologie de la discrimination, de la haine ou de la violence ou ceux qui portent ouvertement atteinte à la dignité humaine ne peuvent être admis au régime de la coproduction. »

D'Pornografie gëtt hei gläichgestallt mat Strofdote wéi Diskriminéierung, Gewalt, Haass an Ugrëffer op d'Mënschewürd. Ass dat d'Aart a Weis, wéi Europa am 21. Joerhonnert d'Duerstellung vun der mënschlecher Sexualitéit nach ëmmer gesäit? Firwat däerf e pornografesche Film, deen déi wichteg Krittäre vun der Gewaltfräiheet respektéiert a weeder Haass nach Diskriminéierung oder iergendwellech aner Ugrëffer op d'Mënschewürd enthält, net vun de Virdeeler, déi mat dëser Konventioun geschafe ginn, profitéieren? Well en Haut weist? Fänke mer un, déi nämmlecht Standarden unzesetze wéi Facebook, wou een zenséiert gëtt oder ausgespaart gëtt, wann een en Nippel weist?

Grad wann een der Pornografie kritesch géintiwwersteet, well ee se mat schlechte Videoe verbënnt, an deenen diskriminéierend Stereotyppe bedéngt a leider och vill ze oft Gewaltzeene verharmloost ginn, wär et dach wichteg, Produktiounen, déi d'mënschlech Sexualitéit op eng aner Aart a Weis presentéieren, ze ënnerstëtzen. Amplaz d'Pornografie an der Filmbranche weiderhin ze tabuiséieren, sollt een an eisen Ae Produktiounen ënnerstëtzen, déi Sexualitéit fräi vu Gewalt an Diskriminéierung duerstellen. Dat wär wichteg, fir d'Feld net deenen ze iwwerloossen, deenen et just drëms geet, mat erniddregende Videoe Klicken am Internet ze generéieren, a fir endlech déi konservativ Iddi ze briechen, datt Sex eppes Schlechtes ass. D'Dier zou, d'Luucht aus a blouss net driwwer schwätzen. Dat ass net méi zäitgeméiss, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

(Brouhaha)

Wa mer dës Konventioun haut also unhuelen, da maache mer dat tatsächlech mat groussem Bedaueren iwwert de konservative Geescht, mat deem dës Konventioun geschriwwe gouf, an hoffen, datt sech hei an Zukunft eng méi oppe Weltsiicht duerchsetze wäert.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech mengen, den Här Arendt huet eis dat erëm eng Kéier ganz gutt presentéiert a mir fillen eis guer net belästegt, wéi hien am Ufank gefaart hat, datt hien hei dräi- oder véiermol haut optrëtt, am Géigendeel. Et ass ëmmer eng Freed, him nozelauschteren.

(Brouhaha)

De Punkt, dee mer hei wéilte maachen als ADR, ass, datt mer hei natierlech an engem Spannungsverhältnis sinn tëschent der Fräiheet vun der Kultur a politesch korrekte Krittären, wéi mer se haut an eiser Gesellschaft dacks kennen. Den Här Clement huet sech elo op een Aspekt do konzentréiert, deen a sengen Ae besonnesch wichteg ass, an en huet eng Analys iwwert d'Pornografie gemaach. Fir eis ass et awer wichteg, och op aner Krittären opmierksam ze maachen, wéi zum Beispill d'Debatten ëm d'Diskriminéierung, ëm Haass an esou weider an esou virun. A mir haten hei schonn als ADR e puermol déi Problematik ronderëm d'Meenungsfräiheet ugeschwat, a besonnesch an der Kultur ass déi ganz wichteg. Dofir sti mir deene Krittäre ganz kritesch géintiwwer.

(Brouhaha)

Wat ass Diskriminéierung? Wat ass dat? Wéini ka wie geltend maachen, diskriminéiert ze gi géintiwwer wéi enge Krittären? Et ass e ganz komplizéierte Beräich. Mir plädéiere fir d'Fräiheet vun der Kultur ganz allgemeng, fir e Minimum un Aschränkungen, wann iwwerhaapt, bei der Meenungsfräiheet. Natierlech, wou Opruff zu Gewalt ass, kann een dat net toleréieren. Awer mir si fir eng aktiv geliefte Fräiheet, déi och wierklech ka Kontroversen ausléisen, soss ass et keng. Fräiheet muss och kënne wéidoen. Fräiheet, déi een aneren net ka beleedegen, déi net ka wéidoen, ass eigentlech keng. Dat ass jo de Problem. Awer mir bekennen eis zur Meenungsfräiheet an zum politesch fräien Diskurs iwwer verschidden Usiichten, a besonnesch an der Kultur.

Mir wäerten eis also enthalen, och wa mer prinzipiell mat der Méiglechkeet d'accord sinn, déi dësen Accord eis bitt: méi international Zesummenaarbecht, méi finanziell Ënnerstëtzung - alles ganz gutt! Awer fir eis ass de Prinzip vun der Fräiheet, och vun der kontrovers geliefter Fräiheet an der Kultur esou wichteg, datt mer wëllen en Zeeche setzen. Mir enthalen eis also och bei dësem Projet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da kritt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner, virun allem dem Rapporter nees fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech schléisse mech natierlech och Äre Wënsch un, dass da geschwënn nees Ären zoustännege Minister hei ka sinn. An ech wäert déi Saachen, déi ech haut de Mëtten hei héieren, natierlech och gäre mathuelen an ausriichten. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7630. Den Text steet am Document parlementaire 7630[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7630 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Problème technique et concertation interne)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Enthalungen, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Martine Hansen), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, ech wollt der Madamm Minister Merci soe fir déi vill Prezisiounen, déi se eis ginn huet. Ech wéilt, mir hätten an der Chamberskommissioun vun den zoustännege Beamten och nach nëmmen een Zwanzegstel dovunner kritt gehat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools fir déi Bemierkung. Déi wäerte mer weiderginn.

5. 7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7703 an de Projet 7704 iwwert d'temporär Bäihëllefe fir d'Entreprisen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Déi zwee Projete wäerten zesummen diskutéiert ginn, mee d'Rapporte wäerten eenzel vun deenen zwee Rapporteure gemaach ginn. Duerfir huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi 7703, den honorabelen Här Guy Arendt, d'Wuert. An da kritt d'Rapportrice vum Projet de loi 7704, déi honorabel Madamm Simone Beissel, d'Wuert. An da gëtt d'Diskussioun zesumme gemaach an de Vott duerno eenzel separat.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7703

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech wiesselen elo emol de Minister. An ech géif Follgendes zu dem Projet 7703 soen: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kampf, a mir hunn et schonn x-mol déi lescht Deeg a Wochen héieren, de Kampf géint de Virus ass nach net gewonnen. Fir d'Verbreede vum Virus weider anzeschränken, goufen erëm Beschränkungen decidéiert. Dës hu leider och en Afloss op eis Betriber. Verschiddener fänken un, Schwieregkeeten ze kréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Et feelen hinne Liquiditéiten, fir déi lafend Käschte kënnen ze bezuelen. De Projet de loi, deen ech lech jo elo virstellen, soll hinnen hëllefen, dës kënnen ze decken. D'Betriber, déi schwéier vun der sanitärer Kris betraff sinn, wäerte vum Staat eng Direkthëllef kréien, fir de Gros vun hire lafende Käschten ze decken.

Ëm wat geet et eigentlech? Mat dësem Projet de loi féiere mer eng nei Aide an, déi de vulnerabele Secteuren hëllefe wäert, u Liquiditéiten ze kommen. Wat fir eng sinn dann elo schliisslech déi vulnerabel Secteuren? Dat sinn den Horeca-Secteur, den Tourismus, den Evenementiel an den Divertissement. D'Lëscht vun de concernéierte Beruffer respektiv Aktivitéite fënnt een an der Annex vum Gesetz vum Fonds de relance.

Well Dir dat bestëmmt grad net bei Hand hutt, soen ech lech nach eemol, wien eigentlech concernéiert ass. Et sinn dat: d'Hotellen, d'Campingen, d'Restauranten, d'Caféen, d'Depositären, d'Traiteuren, d'Reesbüroen, d'Taxien, d'Déierepensiounen, awer och alles, wat ëm den Evenementiel dréit, sief dat d'Konferenzsäll an d'Foireshale selwer an och all déi Firmen, déi Eventer organiséieren, Material zur Verfügung stellen an esou weider.

Am kulturelle Beräich wäerten all déi Entreprisen dovunner profitéieren, déi de loin ou de près eppes mat Film, Video, Toun, Luucht an esou weider ze dinn hunn, sief dat am Kader vu Concerten, Opféierungen, Kongresser oder aneren Eventer.

Wat d'Kultur betrëfft, wëll ech awer och nach soen, dass déi Independanten am kulturelle Secteur hei eegen Aiden hunn an net direkt heirënner falen. Hei geet et eigentlech just ëm Entreprisen.

Zum Schluss kann een och nach erwänen, dass d'Forainen, d'Danzschoulen, d'Fräizäitparken an och d'Indoorspillplaze vun dëser Hëllef wäerte profitéiere kënnen. An nei ass awer, dass och elo Organisatiounen, déi Formations continues professionnelles ubidden, vun dëser neier Hëllef kënne profitéieren.

Wichteg ze erwänen ass och, dass den temporären europäesche Kader, deen et Lëtzebuerg erlaabt, Hëllefen a Krisenzäiten u seng Entreprisen ze ginn, adaptéiert gouf. Dës Hëllef ënnerläit dem sougenannten Temporary Framework, dee Reegelen a Limitten definéiert, un déi sech d'Länner mussen halen.

Virun e puer Méint gouf och hei zu Lëtzebuerg gefuerdert, de Staat sollt d'Fixkäschte vun de Geschäfter a Restauranten iwwerhuelen, besonnesch fir déi, déi mussen zoumaachen. Ma genau dës Méiglechkeet gëtt eis elo den adaptéierten europäesche Kader a Lëtzebuerg wäert vun dëser Méiglechkeet och Gebrauch maachen. Dëst Gesetz wäert also eng nei Hëllef schafen, déi et de Betriber aus vulnerabele Secteure wäert erlaben, de gréissten Deel vun hire Fixkäschte kënnen ze decken.

Nei ass och, dass d'Entreprisen, déi a finanzielle Schwieregkeete sinn, net méi kategoresch ausgeschloss sinn. Och hei huet d'Europäesch Kommissioun eng Ouverture gemaach, déi et elo dëse Betriber erlaabt, ënner verschiddene Konditiounen och eng Hëllef unzefroen.

Parallell zu dësem Projet de loi wäerte mer och de Fonds de relance verlängeren, wou e Betrib schonn eng Hëllef kritt, wann en nëmme 25 % Abousse vu sengem Chiffre d'affaires huet. Méi dozou gläich vu menger Kolleegin, dem Simone Beissel.

Interessant ass och ze vermierken, dass e Betrib all Mount kann tëschent der Hëllef wiele vun dësem Text oder deem, deen d'Madamm Beissel elo gläich wäert virstellen. Allerdéngs sinn déi zwou Hëllefen net cumulabel.

Wéi gesäit dës Hëllef dann elo aus? D'Betriber kréie fir d'Méint November, Dezember, Januar, Februar a Mäerz eng Direkthëllef, déi net remboursabel a steierfräi ass. D'Hëllef muss fir all eenzelne Mount ugefrot ginn, fir deen d'Entreprise eligibel ass.

Nei ass, dass et just een eenzegen Delai gëtt, fir all dës Demanden eranzeginn. Dat ass spéitstens de 15. Mee 2021. Dat verhënnert awer net, dass d'Betriber all Mount hir Demande kënnen eraginn. D'Betriber kréien also hei méi Flexibilitéit, wat d'Areeche vun den Demanden ugeet. An de Minister huet eis an der Kommissioun och versprach, dass déi Demanden, déi erakommen, esou schnell wéi méiglech géife behandelt ginn an dass och d'Leit, d'Entreprisen hir Aidë esou schnell wéi méiglech ausbezuelt kréien.

Wéi ginn d'Käschte gerechent, déi eligibel sinn? Déi sougenannt „coûts non couverts", dat sinn d'Recetten, déi een huet, plus de Chômage partiel plus all déi aner staatlech Hëllefe plus d'Indemnitéite vun enger Assurance, déi ee kritt huet, an dovunner gi 75 % vun de Betribskäschten ofgezunn.

D'Betriber, déi hu mussen zoumaachen, wéi aktuell d'Restauranten, d'Caféen an d'Kinoen, déi kënnen 100 % vun hire Betribskäschte geltend maachen.

Wéi vill Prozent vun deene Käschten eligibel sinn, hänkt vun der Gréisst vun der Entreprise of. 90 % vun de Käschte sinn eligibel fir Mikro- a Klengentreprisen, déi sinn och am Gesetz definéiert. 70 % sinn eligibel fir Mëttel- a Groussentreprisen.

Et gëtt awer och e Plaffong, wéi vill Hëllef ee pro Mount maximal ka kréien. Fir Mikroentreprisë läit dee Plaffong bei 20.000 Euro de Mount. Fir Klengentreprisë sinn dat 100.000 Euro a fir Mëttel- oder Groussentreprisen ass d'Limitt 200.000 Euro.

Dat heescht, dass eng Mëttel- oder Groussentreprise mat déser neier Aide kann am Ganzen eng Millioun Euro fir déi fënnef Méint, fir déi d'Hëllef gëllt, kréien. Et gëtt gerechent, dass mat dëser Aide am Ganzen 120 Milliounen Euro un d'Entreprisë wäerten ausbezuelt ginn, fir hinnen ze hëllefen, hir Liquiditéitsproblemer ze léisen.

D'Konditiounen, fir kënnen dës Hëllef ze kréien: Fir dës Hëllef kënnen an Usproch ze huelen, muss d'Entreprise d'Konditiounen aus dem Artikel 4 vum Gesetz erfëllen. Dat heescht konkreet: Éischtens, et muss een eng Autorisation d'établissement hunn - eng Handelsermächtegung -, an zweetens, déi Aktivitéit, fir déi d'Entreprise d'Hëllef ufreet, huet musse virum 15. Mäerz 2020 scho bestoen, also 2020, dëst Joer, a si muss och aktiv si fir dee Mount, wou de Betrib d'Hëllef ufreet. Dëst gëllt natierlech net fir déi Aktivitéiten, déi hu mussen zoumaachen: d'Caféen an d'Restauranten.

Falls d'Entreprisë Leit ugestallt hunn, musse se beim Centre commun déi Leit affiliéiert hunn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 bei op d'mannst 15.000 Euro gewiescht sinn. Fir Betriber, déi ereischt 2019 oder 2020 opgemaach hunn, gëtt de Prorata vum Chiffre d'affaires gekuckt.

A sechst a lescht Konditioun: De Betrib huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 40 % gemaach. Do gëtt de concernéierte Mount 2020 mam Mount 2019 verglach. Falls de Betrib 2019 nach net aktiv war an deem Mount, fir deen en 2020 eng Hëllef ufreet, gëtt d'Moyenne vun 2020 par rapport zu der Moyenne vun 2019 gekuckt.

Wat muss een der Demande bäileeën? Dat ass och alles beschriwwen. Am Artikel 6 steet, wat een alles senger Demande muss bäileeën. Et handelt sech am Fong ëm Dokumenter, déi beweisen, datt déi Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, och erfëllt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech picken lech elo déi wichtegst Punkten aus den Avise vun der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés an dem Staatsrot eraus. A fir d'Detailer vun dësen Avise verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport souwéi op déi jeeweileg Avisen.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Si begréisst dës nei Hëllef, déi en Deel vun de lafende Betribskäschte vun den Entreprisen iwwerhëlt. Si hätt natierlech léiwer, datt all Betrib, deen ënnert den Auswierkunge vun der Covidkris leit, Usproch op dës nei Hëllef hätt. D'Chambre de Commerce hätt och léiwer en Taux vun 30 % Perte vum Chiffre d'affaires gesinn anstatt déi 40, déi virgesi sinn. A si fënnt, datt d'Plaffongen ze niddreg ugesat sinn. Da wéilt dës Kummer och, datt d'Hëllef bis Juni 2021 verlängert géif ginn. D'Chambre de Commerce bemängelt och, datt een net genuch op hir Recommandatiounen agaangen ass, wat d'Simplification administrative ugeet. A si wënscht sech och een eenzegen didaktesche Formulaire, deen et deenen Entreprisen, déi vun den zwou Hëllefe profitéiere kéinten, méi einfach géif maachen, e Choix ze treffen.

D'Chambre des Métiers begréisst och virop dës nei Hëllef. Och si wéilt, datt d'Hëllef fir all Betriber aus dem Artisanat, déi eng Perte vum Chiffre d'affaires vun 30 % ze verbuchen hunn, opgemaach géif ginn, awer op d'mannst fir d'Betriber aus dem Commerce de détail. Da plädéiert se nach derfir, fir de Cumul vun deenen zwou Hëllefen ze erméiglechen, fir déi Betriber, déi méi wéi 40 % Perte vum Chiffre d'affaires ze verbuchen hunn.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Demarche vum Staat, fir den Entreprisen ze hëllefen, fir u Liquiditéiten ze kommen. Et stéiert si awer, datt d'Betriber Staatshëllefe kréien, ouni Konditioune mussen ze erfëllen, wat d'Erhale vun den Aarbechtsplazen ugeet. Dofir fënnt si, datt déi Betriber, déi Leit entloosse mussen, am Fall, wou se erëm eng Kéier géife Leit astellen, prioritär déi Leit missten astellen, déi se virdrun entlooss hunn.

De Conseil d'État stellt a sengem Avis fir d'éischt emol fest, datt déi nei Hëllef all déi nei Reegelen a Limitte respektéiert, déi vu Bréissel definéiert goufen. De Staatsrot hat eng Opposition formelle am Kader vum Artikel 9 ausgesprach. Hien huet eng Proposition de texte fir dësen Artikel virgeschloen, deen d'Classe-moyennes-Kommissioun natierlech gären iwwerholl huet, fir d'Opposition formelle opzehiewen. Et huet sech heibäi ëm de Contrôle gehandelt, deen a posteriori gemaach gëtt fir ze kucken, ob d'Entreprise d'Konditioun erfëllt, fir d'Aide ze kréien. De Staatsrot stellt nämlech kloer, datt, wann een d'Konditioun net erfëllt, een d'Hëllef muss ganz zréckbezuelen an net just partiell. Hie seet ganz richteg, datt een entweeder kompatibel ass oder net. Partiell kompatibel, dat wär net méiglech.

Ech géif dofir Merci soe fir dat séiert Schaffe vun alle Concernéierten. Ech géif lech alleguerten och Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter Guy Arendt. An da wier et um Rapport zum Projet de loi 7704. Déi honorabel Madamm Simone Beissel, wannechgelift!

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme sur le projet de loi 7704

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu meng Interventioun elo nach gestrafft, fir lech just d'substantifique Moelle hei ze presentéieren, well et sinn effektiv ganz vill Similitudë mat dem Projet 7703.

Här President, mir wëssen alleguerten, an et ass elo säit Deeg hei ugeklongen, dass déi sanitär Kris ville vun eise Betriber hei zu Lëtzebuerg ganz vill Problemer bereet. An dofir ass et extreem wichteg, dass mer hinnen nei Hëllefen zur Verfügung stellen, fir hinnen eng Chance ze ginn, duerch dës ganz schwiereg Phas ze kommen.

Bei dësem Projet de loi geet et emol haaptsächlech drëm, fir den Delai vum Fonds de relance et de solidarité, dee mer am Gesetz vum 24. Juli dëst Joer scho gestëmmt hunn, ze verlängeren.

Wien ass concernéiert? Et sinn erëm eng Kéier déi Acteuren aus deene vulnerabele Secteuren, déi mer elo schonn hei héieren hunn, dat heescht: Horeca, Tourismus, Evenementiel an Divertissement. Ech ginn awer net méi op d'Detailer an, well de Guy Arendt esou gentil war, lech d'ganz Lëscht aus der Annex virzeliesen, fir lech nach méi genau d'Bild ze ginn, ëm wien et da geet.

Niewent dësen Aktivitéiten ass awer nei an dësem Text, an dat gëtt vun alle Säite begréisst, dass mer de Champ d'application erweidert hunn. Niewent deene genannte Secteure kënnt eebe just de Commerce de détail en magasin derbäi, also eis Geschäfter, an en plus d'Organisatiounen, déi Formations professionnelles continues ubidden. An dat ass och gutt esou, da kënne mer méi Acteuren domat hëllefen.

An dat heite Gesetz, dat gesäit net nëmmen déi nei Hëllefe vir, mee et huet och den Avantage, dass et d'Delaie vun dräi Gesetzer verlängert, fir dass dee Moment och méi Leit kënnen an de Genoss kommen. Dat Éischt ass den Delai vum éischte Fonds de relance, dat hunn ech lech scho gesot, an dann d'Gesetz iwwert d'Hëllef vum Commerce de détail en magasin. An dann dat Drëtt, an dat ass e bëssen eng Differenz mam 7703, dat ass d'Gesetz iwwert d'Covidhëllef fir d'Kulturzeen. Dat sinn also professionell Acteuren, d'Intermittents du spectacle an d'Création artistique.

Dat heescht: Zum Beispill, mat deenen Delaien, déi elo verlängert ginn, wann iergendeen, dat kënnt jo oft vir, aus iergendengem Grond, aus iergendenger Ursaach et verschweesst huet, fir matzäit seng Demande eranzeginn, fir vun deenen Hëllefen ze profitéieren, dann huet en elo eng zousätzlech Chance. Fir de Fonds de relance an d'Gesetz iwwert de Commerce de détail en magasin gëtt et verlängert bis de 15. Februar. A fir d'Gesetz, dat d'Kultur betrëfft, gëtt et souguer verlängert - an ech soen et nach eng Kéier, de Guy Arendt hat et schonn ënnerstrach - op den 1. Juni, fir dass och all Mënsch et héiert an dee Moment och nach dovu profitéiert.

Wéi gesäit déi Hëllef aus? Ganz wichteg: Et ass eng Direkthëllef, net remboursabel a steierfräi.

An dann ass et wéi bei deem Gesetz, wat mer schonn am Juli dëst Joer gestëmmt hunn, dass all Entreprise erëm eng Kéier de Choix huet: Loossen ech meng Leit schaffe kommen oder halen ech se am Chômage partiel? An d'Leeschtung, wann ee seng Leit schaffe komme léisst, gëtt mat méi enger héijer Hëllef belount, wéi wann ee se am Chômage partiel hält. Fir all Salarié, deen Temps plein schafft, kritt d'Entreprise 1.250 Euro a fir déi am Chômage partiel 250 Euro. Dora sinn natierlech och d'Independantë berücksichtegt.

Dann ass d'Hëllef fir véier Méint, liicht anescht wéi beim Projet virdrun, dat heescht Dezember, Januar, Februar a Mäerz, well bei deem virdrun, do geet et schonn am November un.

D'Formalitéiten: Et muss een natierlech erëm eng Kéier eng schrëftlech Demande eragi fir all Mount, fir deen een dann déi Hëllef ufreet. An do ass awer den Avantage, dass et een eenzegen Delai ass: de 15. Mee 2021. An dat, mengen ech, misst och hëllefen, fir dass dat dobausse méi einfach gëtt.

Dann ass, wéi och an dem Gesetz vum Juli, en duebele Plaffong virgesinn. Den éischte Plaffong ass: Et kann een net méi wéi 85 % vum Chiffre d'affaires kréien, deen ee verluer huet. An dann en zweete Plaffong: Dat sinn 100.000 Euro Maximum, déi eng Entreprise unique pro Mount ka kréien.

Déi nei Hëllefen, an dat ass d'selwecht wéi am Projet virdrun, aus dem Fonds de relance sinn net cumulabel mat deene vum 7703. Et ass „una via electa": entweeder dat eent oder dat anert.

Et ass awer esou, dass, wann eng Entreprise, an dat ass elo ganz interessant, d'Konditiounen erfëllt, fir sougutt vun där enger wéi vun där anerer Hëllef

kënnen ze profitéieren, dann huet d'Entreprise de Choix - an ech ginn dervun aus an ech vertrauen hinnen do -, dass se déi Hëllef hält, déi fir si am gënschtegsten ass. A wat ganz interessant ass: Vu Mount zu Mount kann d'Entreprise de Choix änneren, dat heescht, vun där enger Aide op déi aner eriwwerspréngen.

De Staat huet ausgerechent, dass de Coût vun dësen Hëllefen à peu près 60 Milliounen Euro ausmécht, déi dann un d'Entreprisen ausbezuelt ginn. A wéi mer alleguerte wëssen: Wat se haaptsächlech brauchen, si Liquiditéiten. An dofir ass dee Montant och berechtegt.

D'Konditiounen, fir dës Hëllef ze kréien, sinn am Artikel 5. Et sinn der am Ganze siwen:

- Et muss een, éischtens, eng Autorisation d'établissement hunn.

- D'Aktivitéit, fir déi d'Entreprise dee Mount Hëllef freet, muss u sech virum 15. Mäerz 2020 bestanen hunn.

- Dann drëtt Konditioun: D'Aktivitéit muss wärend deem Mount bestoen, fir deen d'Hëllef ugefrot ginn ass. An natierlech gëllt dat net fir déi Secteuren, déi de Mount zou sinn, dat heescht d'Restauranten, d'Caféen an esou weider.

-Véiert Konditioun: Wann d'Entreprise Leit ugestallt huet, dat ass jo eng generell Reegel, musse se am Centre commun de la sécurité sociale ugemellt sinn.

- Da muss de Chiffre d'affaires am Joer virdrun, dat heescht am Exercice 2019, op d'mannst 15.000 Euro bedroen hunn.

- D'Entreprise muss, fir de Mount, wou se d'Hëllef ufreet, manner oder däerf net méi wéi 25 % vun hirem Personal licenciéiert hunn, fir dass se kann an de Genoss vun där Aide do kommen.

- An dann, an dat ass d'selwecht wéi an dem Projet de loi vu virdrun: Si muss eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires hu vun op d'mannst 25 % par rapport zu hirem Chiffre d'affaires vum selwechte Mount vum Exercice 2019. Wa se am Joer 2019 zum korrespondéierende Mount nach keng Aktivitéiten hat, da gëtt d'Moyenne geholl vum Chiffre d'affaires vun 2019.

Ganz interessant ass awer, a mir haten och d'Diskussioun an der Classe-moyennes-Kommissioun, fir déi jonk Entreprisen, déi eréischt nom 20. Mäerz 2020 ugefaangen hunn ze schaffen, dass déi elo net duerch de Raster falen. Do ass et och elo méiglech, eng Aide ze kréien. Déi leeft awer ënner engem anere Regimm: Déi kréien no de Reegele vum Régime de minimis gehollef.

Wat muss een a puncto Konditioune bei d'Demande derbäileeën? Dat ass an dem Gesetz ëmmer dat selwecht wéi virdrun: Et muss ee beweise kënnen, dass een déi Konditiounen do erfëllt, an déi néideg Dokumenter eraginn.

Zu den Avisen. Mir kruten der eng Panoplie, och wéi virdrun: vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an dem Staatsrot. Déi si ganz fouilléiert. An ech soen de Beruffschamberen dofir scho Merci. Mee fir d'Detailer dovu verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport oder op d'Avise selwer vun de concernéierte Beruffskummeren.

D'Chambre de Commerce, wéi och beim Rapport virdrun, begréisst et, dass nei Liquiditéite kommen. Si hätt awer léiwer, et géif bis de Juni 2021 virugoen. Si hätt och léiwer, dass all Aiden, déi vu Bréissel autoriséiert wären, géifen ausgenotzt ginn. A si regrettéiert e bëssen, an dat ass hiert Leitmotiv, dat huet de Guy Arendt och scho gesot, si hätt nach ëmmer gär méi Simplification administrative, dass een eenzegen didaktesche Formulaire géif erausgoen, notamment wann een de Choix huet zwëschent deenen zwou Hëllefen, fir dass d'Entreprisë sech do relativ schnell kënnen erëmfannen, fir déi Aiden do unzefroen.

Da begréisst och d'Chambre des Métiers et, dass Liquiditéite kommen. Si begréisst et, dass de Champ d'activité ausgedeent gëtt. Si begréisst et och, dass d'Delaien ausgedeent ginn. Si hätt just gär, dass déi Aidë solle cumulabel ginn. An dat geet jo awer géint d'Philosophie vun deenen Texter.

D'Chambre des Salariés mécht och e bëssen eng Repetitioun vun hire Recommandatiounen an Doleancen, déi se schonn am Summer, am Juli eraginn huet. Si huet ëmmer Problemer mat deem Seuil, dass kënne 25 % vum Personal entlooss ginn an dass een dann nach eng Aide kritt. Domat ass se net d'accord. A si seet, an dat mécht och Sënn an ech hunn dat och scho bei menger leschter Interventioun hei gesot, dass déi Leit, déi duerch Covid entlooss gi sinn, prioritär erëm eng Kéier missten agestallt ginn. Ech mengen, domat huet kee Mënsch e Problem.

De Staatsrot begréisst fir d'éischt, dass all déi Hëllefe konform sinn zu den europäesche Reegelwierker. En huet awer dann zwou Opposition-formellë gemaach.

Déi éischt mat dem Artikel 5: Do ass et gaangen ëm de Mode de calcul vun de Pertë vum Chiffre d'affaires vun deene jonken Entreprisen, déi eréischt 2020 hir Aktivitéiten ugefaangen hunn. D'Classe-moyennes-Kommissioun huet der Formulatioun vum Staatsrot, deen esou gentil war, eis déi direkt ze liwweren, gefollegt an dunn ass déi Opposition formelle opgehuewe ginn.

Dat selwecht, dat ass mat där zweeter Opposition formelle. Dat ass déi selwecht, déi de Guy Arendt genannt huet. Dat ass déi Geschicht vun dem Remboursement, wou de Staatsrot seet: „Entweeder et rembourséiert een oder net, mee et kann een net eng Partie rembourséieren an déi aner Hallschent net."

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech komme schonn zum Schluss. An ier ech lech den Accord vun der DP ginn, wollt ech awer nach dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp en häerzleche Merci soen, souwéi de Beruffschamberen an dem Staatsrot, mee och all de Membere vun der Classe-moyennes-Kommissioun an den Hären Timon Oesch a Gigo Lamesch.

Mir hu schnell an akribesch genau geschafft, well mir wollte lisibel - well et sinn awer ganz technesch Projeten - an trotzdeem ganz performant Gesetzer hei maachen, sougutt fir de Projet 7703 wéi fir de 7704, an hannendru kënnt nach de 7718, fir dass déi Hëllefe sou schnell wéi méiglech kënnen un eis Entreprisen, déi wierklech e ganz staarke Besoin hunn, erausgoen. Dofir hoffen ech, dass mer dat heimat fäerdegbréngen. Ech bieden ëm Är Mathëllef an ech gi bien entendu mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Beissel. Als éischte Riedner fir déi gemeinsam Diskussioun ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt e grousse Merci un déi zwee Rapporteren, den Här Arendt an d'Madamm Beissel, fir déi Erklärungen, déi se ginn hunn, fir dee schrëftlechen an dee mëndleche Bericht, dee si hei virgedroen hunn, an och fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten.

Fir déi Leit, déi an der Kommissioun sinn, do ass et näischt Neies, wat ech elo hei zielen, well ech allkéiers op déi selwecht Punkte gedréckt hunn, och beim Här Minister. Dat Eenzegt, wat et elo emol Guddes mat sech bruecht huet, dat ass: Ech si bestëmmt nom Här Minister an deenen zwee Rapporteren elo deejéinegen, deen am meeschten d'Kommunikatiounen C(2020) 1863, C(2020) 2215 vum 3. Abrëll, C(2020) 3156 vum 8. Mee, C(2020) 4509 vum 29. Juni an C(2020) 7127 vum 13. Oktober intus huet, well dat alleguerten déi europäesch Kommunikatioune sinn, wou mer allkéiers, wa mer erëm Diskussiounen haten, erëm gesot kritt hunn: „Dat do ass europäesch net machbar", an da bass de erëm an eng vun deene Kommunikatioune vun der Europäescher Kommissioun kucke gaangen, fir dann ze soen: „Wéi ass dat da méiglech, well dat gëtt et awer an anere Länner?"

Do gëtt et jo och Méiglechkeeten an deene Kommunikatiounen, fir verschidden Optiounen ze huelen, wat ee ka gi vun Hëllefen oder net ka ginn, well et awer schwiereg verständlech war, wann Der héieren hutt, wéi et bei eiser Restauratioun geet, a wann Der wësst, wéi et an der Restauratioun geet an Nopeschlänner.

Déi eng, ob dat déi däitschsproocheg sinn oder éischter déi frankofon, do sinn et zwou verschidden Hëllefsmesuren, déi et gëtt. An an Däitschland gëtt et dann net nëmmen eng, mee do gëtt et der eng plus 16, well och all Bundesland selwer nach eng Kéier kann Hëllef dropleeën.

Wat awer do aneschters ass wéi bei eis, dat ass: Do ass et méiglech, laut deene verschiddene Bundesländer, dass Der kënnt op 100 % kommen. Do gëtt nämlech eng Kéier den Ëmsaz komplett geholl, wou Der eng Gesamtzomm kritt, an da kënnt Der nach bis 25 % iwwert den Takeaway bäikréien. Wann Der dann op iwwer 100 kommt, da musst Der natierlech zréckbezuelen, well et ass jo net 110. Obwuel, wann ech den Här Baum vu gëschter nach an Erënnerung hunn, wéi e gesot huet, et kéint ee jo Schold maachen a Schold maachen, mir kéinten de Leit och 110 % ginn - dat war eent vun Äre leschte Wierder gëschter Owend, Här Baum, wéi Der déi leschte Interventioun gemaach hutt -, dann hätt een dofir och kënnen 110 % ginn. Mee Spaass bei Säit!

Déi 110 % mussen et net sinn, mee mir si jo awer der Meenung: Et mussen 100 % sinn! Well déi Leit hu jo net fräiwëlleg decidéiert zouzemaachen. Déi hu jo net vu sech aus gesot: „Elo bleiwe mir emol doheem, mir maachen näischt." Respektiv, wat der jo ganz vill maachen, an Dir hutt alleguerte sougutt wéi ech an och anerer gesinn, doheem an der Boîte respektiv um Internet, wou se lech schreiwen, dass Dir awer kënnt de Menü fir Chrëschtdag, dee fir Neijoerschdag, dee fir Silvester, alles bei hinne bestellen, well si jo och en Ausfall hunn. Well et ass jo net, dass déi Leit net wëlle schaffen, mee déi Leit géife gär schaffen, mee si hunn d'Chance net derfir.

Dofir si mir och der Meenung ... An de leschte Freideg war och schonn en zesummegeschniddenen Text op RTL vun dem Här Minister, der Madamm Beissel a vu mir, wou ech och deemools scho gesot hunn: „Mir sinn der Meenung, dass déi Leit missten 100 % kréien, well si net selwer déi Decisioun geholl hunn zouzemaachen."

Et ass fir mech eppes aneschters, ob s du selwer eppes méchs oder ob s de vun uewen erof gesot kriss: „Du däerfs net méi schaffen!" Et ass déi selwecht Geschicht, ech maachen eng Klammer op, et huet guer näischt mat deem heite Gesetz ze dinn, mee et ass dee selwechte Prinzip, an dem Här Arendt versteet mech elo ganz gutt: Dat ass beim Wëldschued, wou ech och net verstinn, wann s de net däerfs op d'Juegd goen, dass et dann net deejéinegen ass, deen der d'Juegd verbitt, deen 100 % vum Wëldschued muss iwwerhuelen. Well och dat schéngt mer do logesch ze sinn: Wann s de eppes net däerfs maachen, da muss de et och zu 100 % kënne rembourséiert kréien. Klammer erëm zou.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et ass net den Här Delles an et ass och en anere Minister. Mee ech wëll dat awer och gesot hunn.

De leschte Méindeg hate mer nach eng Kéier eng Diskussioun, wou den Här Minister leider net konnt derbäi sinn. Mee ech weess awer zanter e Méindeg den Owend, wou e war, wéi en net bei eis an der Kommissioun war: E war mam Här Kersch, mam Här Gramegna a mam Romain Schneider zesumme mat de Vertrieder vun der Restauratioun. Wat jo dann och gutt war, dass se dee Moment zesumme waren. Mee dee Moment hate mir vläicht net all déi Informatiounen, well ech hat do nach eng Kéier verschidde Froen opgeworf, ënner anerem, dass d'Leit méi séier misste gehollef kréien, well d'Gesetz ... Et kann net sinn, dass eréischt am Januar ... - d'Madamm Beissel an och den Här Arendt hunn op d'Delaien higewisen -, dass d'Betriber noutfalls kënne musse méi laang op déi Sue waarden!

Déi Betriber hunn d'Liquiditéit net! Well déi haten dee ganze Summer net vill. Si hate keng Hochzäiten, si hate keng Kommuniounen, wat awer an der Restauratioun zum Ëmsaz bäidréit. Si haten am Summer weider keng Touristen, oder net vill. Dach, Lëtzebuerger, awer net esou vill wéi déi Jore virdrun. A si hunn och elo ëm näischt. Si hu keng Joresennfeieren, si hu keng Chrëschtfeieren, wat jo awer hei zu Lëtzebuerg eng net onwichteg Traditioun ass. Dat hëlleft deene Betriber, fir relativ vill Suen ze kréien. Wann Der mat hinne schwätzt iwwert de Chiffre d'affaires, dann mécht normalerweis d'Joresenn bis 20 %, 25% aus an de Bilane vun de Betriber.

A wann déi Sue feelen, déi huele se net méi eran! Et ass jo bei de Restauranten a bei de Coifferen esou - et ass ëmmer komesch, wann ech vun de Coiffere schwätzen, mee och ech muss goen -, ...

(Hilarité)

... do kënnt Der net nach eng Kéier weider goen. Dir kënnt eng weider Box kafen, Dir kënnt e weidert Hiem kafen, mee Dir kënnt awer net retroaktiv eemol weider bei de Coiffer goen an Dir kënnt net retroaktiv dräi-, véiermol iesse goen. Dat bréngt Der och net fäerdeg. Soudass déi déi Suen ni méi kënnen erakréien, déi se do verluer hunn. An dofir si mir eeben der Meenung gewiescht, dass een dat misst zu 100 % ersetzen.

Mir haten och mam Minister - dat war awer net de leschte Méindeg, mee dat war de leschten Dënschdeg an der Kommissioun - eng Diskussioun iwwert de Bong vun deene 50 Euro. A mir haten och scho méi laang eng Kéier eng Diskussioun mam Minister iwwert de Bong vun deene 50 Euro an dunn hat de Minister gesot: „Jo, mir wëllen déi 50 Euro net verlängeren, well soss ass d'Wantergeschäft oder d'Joresenngeschäft dann net méi méiglech." Mee dat soll bis den 31. Dezember lafen an da wier et eriwwer. Et war meng Kolleegin d'Françoise Hetto, wat dat e puermol bruecht huet. Mir sinn der Meenung, dass dee muss verlängert ginn!

Ech sinn och frou, Här Minister, dass ech an Ärem Communiqué gelies hunn, dass Der amgaange wiert, driwwer nozedenken.

(M. Marc Spautz montre un document.)

Mee mir ginn elo emol eng Motioun of als CSV, dass mir der Meenung sinn, dass dee Bong misst op den 31. Mee 2021 verlängert ginn. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le grand succès qu'ont connu les bons d'hébergement de 50 € ;

- considérant que les bons d'hébergement ne sont valables que jusqu'au 31 décembre 2020 et qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore été utilisés ;

- considérant que le secteur de l'hôtellerie est fortement touché par les nouvelles restrictions mises en place le 25 novembre 2020,

invite le Gouvernement

- à prolonger la validité des bons d'hébergement jusqu'au 31 mai 2021 inclus.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Spautz, erlaabt Der, datt den Här Minister Delles direkt kann eppes soen?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech erlaben en bal alles. Ech hu kee Problem.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här Spautz. Ech sinn och ganz frou, dass Der mer esou gutt nolauschtert, wann ech da Saache soen. Ech wëll just eng Prezisioun ginn. An zwar hunn ech net gesot, ech wier ënner kengen Ëmstänn averstanen, de Bong iwwert den 31. Dezember eraus ze verlängeren. Ech hu gesot, dass et am Moment net opportun wär, dat war déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. Et gouf eng Question parlementaire, op déi geäntwert ginn ass, wou gesot ginn ass, dass d'Iddi am Moment net do wär. Ech mengen, mir kommen awer duerno doudsécher nach eng Kéier bei der Motioun dorobber ze schwätzen.

Dann natierlech, Dir hutt gesot, ech hätt e Communiqué gemaach. Dir hutt e selwer gewisen. D'Entête ass vun der Horesca. Dat heescht, et ass natierlech e Communiqué vun der Horesca, deen an den Diskussioune war.

An, jo, ech hat de leschte Méindeg déi Reunioun, mat all deenen anere Ministeren, well ech mengen, dass et natierlech ganz wichteg ass, wann d'Kommunikatioun op allen Niveaue stëmmt.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, merci. Mee ech wollt awer soen, d'Madamm Hetto hat lech d'Fro gestallt. Do si mer eis awer eens. Dofir och déi Motioun, déi mer als CSV bruecht hunn.

Och do hate mer schonn d'lescht Woch gesot, dass d'Betriber misste gehollef kréien, fir déi Liquiditéiten ze iwwerbrécken, wa se déi Suen net hunn. Och do liesen ech elo hei aus dem Communiqué - dat ass dann net vun Ärer Säit, mee dat sinn Är Confrèren aus de Finanzen an aus der Sécurité sociale -, dass se dat dann och iwwert den 31. Dezember eraus méi soft gesinn, fir do kënnen ze bezuelen. Mee Dir wäert jo och herno sécherlech drop agoen, dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass d'Betriber net direkt den Hals zougedréit kréien, well soss wier d'Gefor ganz grouss, dass verschidde Betriber, trotz deenen Hëllefen, déi mer haut hei decidéieren, et net kënne packen an och domadder net kënnen iwwerliewen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass eis awer och opgefall, wann een déi Texter allegeurte liest, dass et och nach aner Rechemodeller géif ginn, fir déi Hëllefe kënne festzeleeën. Dofir si mir der Meenung, dass een hätt einfach kënnen de Chiffre d'affaires huelen als Globaalt a vun deem Punkt ausgoen, an net dat, wat den Här Arendt oder d'Madamm Beissel bruecht huet - do war ech net méi sécher, wien nach eng Kéier d'Beispill mam Geltendmaache bruecht huet -, mat deenen 100 %, wat ka geltend gemaach ginn, mee dass et hei wierklech och méiglech wier, op de gesamte Chiffre d'affaires ze kucken an dann ze soen: „Mir maachen eng Hëllef a mir bezuelen op dee Montant direkt zréck, ouni dat mat de Frais-directen ze kucken." Ënnert dem Total sinn et Ënnerscheeder - well mir hu selwer Rechebeispiller gemaach. Den Här Minister hat mer nach eent um Telefon als Rechebeispill ginn. Do kommen aner Saachen zustanen, wann Der iwwert d'Fraise schwätzt wéi wann et iwwert de gesamte Chiffre d'affaires geet.

An dofir géif ech och do eng Motioun an eisem Numm ofginn. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que des entreprises issues des secteurs Horeca, du tourisme, de l'événementiel, de la culture et du divertissement sont particulièrement impactées par les mesures prises en relation avec la pandémie du Covid-19 ;

- rappelant que le projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises contribuera, sous forme de subventions directes, à une partie des coûts non couverts des entreprises de certains secteurs ;

- notant que les coûts fixes diffèrent beaucoup entre les différentes entreprises, notamment entre locataires et propriétaires de bâtiments ;

- considérant que d'autres pays ont mis en place des aides tenant compte des baisses des chiffres d'affaires des entreprises,

invite le Gouvernement

- à octroyer, outre la contribution temporaire aux coûts non couverts, des aides aux entreprises susmentionnées en basant le mode de calcul de ces aides sur la baisse effective des chiffres d'affaires.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wa mer dann ... Also, wann ech jo elo wéisst, Dir géift déi do stëmmen, da bräicht ech elo net méi weiderzefueren. Mee well ech awer d'Gefill hunn, dass et 31:29 gëtt - ...

(Hilarité)

... ech hoffen, dass ech mech ieren, mee wie weess -, wollt ech awer dann nach eng aner Motioun presentéieren. An den Här Arendt an d'Madamm Beissel hunn dat och scho bruecht, dass an den Avise vun de Beruffschamberen nach eng Kéier d'Diskussioun geféiert gëtt, ob 40 % oder 30 %, wat jo méiglech ass laut der Direktiv.

Nee, mir brauchen déi heiten net ze stëmmen, well Dir stëmmt déi aner mat. Also, ech weess dat! Mee ech ginn déi heiten dann awer emol zur Sécherheet of beim Här President, an där mir der Meenung sinn, dass scho bei 30 % alles dat misst mat a Rechnung geholl ginn. Dofir, Här President, ass dat eng weider Motioun vun der CSV zu deem Theema.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement entend mettre en place de nouvelles aides sous forme de subventions directes afin de soutenir les secteurs fortement touchés par la crise tels que l'événementiel, le Horeca, le tourisme, la culture et le divertissement ;

- considérant que les nouvelles restrictions et surtout la fermeture d'autant d'entreprises engendreront de grandes pertes pour celles-ci ;

- considérant que les deux projets de lois soumis au vote de la Chambre des Députés ne prennent en compte que les entreprises ayant eu des pertes d'au moins 40 % par rapport au même mois de l'année précédente ;

- considérant que la Commission européenne autorise à mettre en place des aides pour les entreprises n'ayant connu qu'une perte de 30 % par rapport au même mois de l'année précédente,

invite le Gouvernement

- à instaurer un système d'aide pour les coûts non couverts et pour les aides de relance qui tienne compte de toutes les entreprises ayant connu une perte du chiffre d'affaires d'au moins 30 % par rapport au même mois de l'année précédente.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Virus huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn. En huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn als Mënschen. En huet eis gewisen, wou eis Grenze sinn als Consommateuren.

An aneschters wéi bei anere Problemer, déi dës Woch am Mëttelpunkt stoungen, ob mer do elo iwwert de Budget geschwat hunn oder, wat och aus dem Bericht vum Här Budgetsrapporter ervirgaangen ass, doriwwer, wat mer alles hu vu Problemer an der Natur, an der Ëmwelt, d'Äerderwäermung, wat Saache sinn, déi mer wëssen - déi si previsibel gewiescht! -, war dee Virus, deen hei komm ass, net previsibel.

Mir wëssen och hoergenau, dass virun allem och déi mënschlech an déi kierperlech Zouwendung deenen enge méi, deenen anere manner schonn e bësse feelt. Wann ee gewinnt ass, engem d'Hand ze drécken, wann ee gewinnt ass, een an den Aarm ze huelen, an op eemol geet dat net méi, dann ass dat eng Ëmstellung. An déi Ëmstellung gëtt ëmmer méi laang.

An net méi spéit wéi gëschter hate mer och nach eng Diskussioun mat der Madamm Familljeminister doriwwer, wann ee sech do net méi ka gesinn. Mir mussen och eppes ënnerhuelen, well mer hei zu Lëtzebuerg enorm Zuelen hu bei deenen Ugestachenen an och enorm Zuelen hu bei den Doudegen. An neierdéngs hu mer jo och d'Quarantän an der Schoul, wat am Ufank net de Fall war ... Ech hat scho wëlles, eng Schoul ze loune fir Chrëschtdag, well do kann ee sech net ustiechen! Mee dat huet sech jo elo geännert déi lescht Deeg.

(Brouhaha)

An dofir ass et och wichteg, dass een eppes ënnerhëlt.

Mee wat awer onverständlech ass: Wann ech bei de Coiffer ginn, muss ech zwee Meter wäit ewechbleiwen, ech muss eng Mask unhalen an hie muss och eng Mask undoen an e wäscht mech an en traitéiert mech, a wann ech duerno ginn, da muss alles desinfizéiert gi vu vir bis hannen, obwuel ech eng Mask unhat. Wann ech am ëffentlechen Transport sinn, dann doen ech och eng Mask un. Ech sëtzen och do, keng zwee Meter wäit ewech vun aneren, an do gëtt net desinfizéiert. An do ware Kolleegen, déi haten eng Motioun eraginn, dass iwwerall missten Desinfectanten hikommen. Do ass gesot ginn: „Mir brauchen dat net."

Dann ass et awer schwiereg, de Leit ze erklären, déi beim Coiffer sinn: Si mussen zwee Meter wäit vuneneen ewechbleiwen, si mussen eng Mask unhalen an deen, dee se traitéiert, muss och eng Mask unhunn. Am ëffentlechen Transport ass keng Gefor an hei ass eng.

An do, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat huet eppes ze di mat Logik a Verhältnisméissegkeet. Wa mer gären hätten, dass d'Leit dat akzeptéieren, wat mer alles soen, da muss och déi Verhältnisméissegkeet klappen! Déi ass do, fannen ech op alle Fall, net méi ginn.

Et sinn eenzel Branchen zougemaach ginn. Ech däerf mäi Bifdeck, meng Pizza oder mäin Tofu net méi am Restaurant iessen, obwuel d'Restauranten - an do wëll ech eng Lanz hei fir se briechen - terribel investéiert hunn op Hygiëneskonzepter, terribel Dëscher erausgeholl hunn, fir dass se dat kéinten erfëllen, wat mer als Konditioune gesat hunn, Schutzvirriichtunge geschafen hunn drop an derwidder. Mee och mat Abstand däerf ech do net méi iessen a mir däerfen och net méi zu véier dohinnergoen. Awer bis gëschter war et awer méiglech, Här Rapporter vun deem Gesetz, an der Galerie marchande säin Thüringer, seng Mettwurscht ouni Mask ze baffen an een deem anere seng Kierperflëssegkeete weiderzeginn.

(Hilarité et brouhaha)

An dat wëll ech awer soen ...

M. André Bauler *(DP).*- Et ka jiddwereen maachen, wéi e wëllt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Spruddelen, Här Graas, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Also, Här Spautz, dat do klëngt bal no Orgien.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... Spruddelen.

(Interruption)

Une voix.- Ech froe mech, wat den Här Spautz am Supermarché mécht.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A genausou ass dat dofir fir d'Leit onverständlech, firwat een däerf am Gedrängel vun enger Foussgängerzon sinn, a Butteker op engem Wulldësch aktiv sinn, mee et däerf een net méi an de Restaurant goen. Et ass eng Decisioun, déi d'Chamber geholl huet op Propositioun vun der Regierung, mee et ass awer schwéier novollzéibar. Dofir bleiwe mir derbäi, dass et 100 % musse sinn, fir deene Betriber ze ersetzen.

Här Vizepresident, do ass een, deen d'Hand an d'Luucht hält.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Nach eng Kéier.

(Hilarité)

Nach eng Kéier.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do wollt een eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Jo, Dir hat virdrun nach eppes gesot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Spruddelen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Dir sot: „Här Vizepresident".

(Exclamations)

M. Marc Spautz *(CSV).*- A, Här President, pardon!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci, merci!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Blâme! Lèse-majesté!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech freeë mech, Member vun enger Chamber ze sinn, wou de Protokoll nach esou héich geschat gëtt. Mee déi Fro ...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Kartheiser, maacht wannechgelift e bësse méi haart!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Dat kann ech.

(Hilarité)

Ech probéieren, méi haart ze schwätzen, Här Spautz, mee mir hunn e Problem mat der Akustik heibannen.

Déi Fro, déi ech Iech wollt stellen, Här Spautz, well ech hunn Iech nogelauschtert an Ärem ganz begeeschterten Exposé fir d'Restauranten an déi Sécherheetsmoossnamen, déi do geholl gi sinn, mee, wat ech dann net verstinn, an Dir hutt gesot, et war eng Decisioun vun der Chamber, mee: D'CSV huet dat dote gefuerdert. D'CSV huet souguer nach méi streng Moossname gefuerdert a wëllt souguer d'Geschäfter zoumaachen déi geschäftsoppe Sonndeger!

Et ass keng Partei heibannen, ausser ech géif mech ieren, déi méi streng Moossname fuerdert. Wéi ass dat da kompatibel mat Ärer Ried elo, wou Der esou eng Lanz briecht fir déi Geschäfter an Iech praktesch beklot, datt déi zougemaach gi sinn? Hëlleft mer, Är Positioun besser ze verstoen, wannechgelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, ganz gären, Här Kartheiser. A merci fir déi Fro. Ech hat et awer am Ufank gesot.

Mir sinn der Meenung, dass all Betrib, dee verflicht gëtt zouzemaachen, 100 % muss rembourséiert kréien an dass dat net op 90 % oder op 80 % däerf bleiwen! Well net de Betrib huet decidéiert zouzemaachen, mee et ass decidéiert gi vun der Regierung an duerno ofgeseent gi vum Parlament. Dofir ass et wichteg, dass dann déi Betriber, déi dat net selwer decidéiert hunn, och zu 100 % rembourséiert ginn! Dat ass d'Beispill, wat ech wollt ginn. Si hunn dat net selwer decidéiert, mee da solle se och zu 100 % rembourséiert ginn!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dir hutt net geäntwert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo dach, ech hu geäntwert, Här ... Hutt Der nach eng Fro, Här Baum? Da stellt se!

(Interruptions diverses)

Ma dach! En huet mech gefrot, firwat ech hei esou géif eng Lanz brieche fir d'Restauranten. Ma ech briechen hei esou eng Lanz fir d'Restauranten, dass se 100 % solle kréien, wann d'Regierung decidéiert, dass de Restaurant zou ass. Dofir solle se 100 % kréien. Keng 80 % a keng 90 %, mee 100 %!

(Interruption par M. Gusty Graas)

Majo, mee ech wollt Iech soen, Här Graas - dann hat Der net nogelauschtert -, Äre Fraktiounschef huet gëschter Owend gesot beim Budget, da géife mir Scholde maachen, an dat ass alles erlaabt. Dat kënnt Der nolauschteren, gëschter Owend. Et ware seng lescht Wierder a senger Ried. Dat war den Här Baum, deen dat gesot huet, net d'CSV! Ech wëll Iech dat just soen.

An et war den Här Bettel, dee viru sechs Méint heibanne gesot huet op dëser Tribün: „Et kascht dat, wat et kascht!" An dofir, wann een dat esou seet, da muss een dat och duerno an d'Tat ëmsetzen an dat och maachen. An dat gëtt hei net gemaach! Dofir, et geet net duer, dat ze soen an et duerno net ze maachen!

Mir als CSV wäerten déi Gesetzer, obwuel mer der Meenung sinn, et geet net wäit genuch, matdroen, well et ass nach ëmmer besser „e Spatz an der Hand wéi e Kueb um Daach", sou hat ech d'lescht Woch gesot an dunn hunn ech gesot kritt, et wär eng Dauf, ...

Une voix.- Eng Dauf!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ... ech misst dat rektifizéieren.

M. Gusty Graas *(DP).*- Et gëtt héich Zäit, datt Dir erëm an d'Regierung kommt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Kolleegen, wannechgelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, dat ass ... A, Här Graas, do ginn ech Iech Recht! Et gëtt héich Zäit, dass mir erëm an d'Regierung kommen! Do hutt Der Recht, Här Graas. Wonnerbar!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Kolleegen, wannechgelift e bësse méi lues, soss muss den Här Spautz ze haart schwätzen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech hat elo all déi Punkten nach eng Kéier bruecht, souwuel beim 7703 wéi beim 7704. Dat eent sinn déi 40 % an déi 30 %, ech soulevéieren et nach eng Kéier. Dat anert ass, dass mir der Meenung sinn, et misst méiglech sinn, déi 100 % kënnen erëmzeginn.

Mir sinn och der Meenung, de Plaffong, Här Minister, vun enger Millioun kéint op dräi Milliounen an d'Luucht goen. Och dat ass méiglech laut der Virstellung vun der Kommissioun. Och dat steet an der Dokumentatioun vun der Kommissioun.

An da bleift och nach ee Secteur, iwwert dee mer guer net geschwat hunn. Dat sinn d'Zouliwwerer vun de Restauranten. Do denken ech notamment un d'Gedrénksindustrie an un d'Liewensmëttelindustrie, well déi hunn och heirënner ze leiden. Do ass et och wichteg, dass déi Betriber net op der Streck bleiwen! D'Wënzer, d'Brauereien, déi manner verkafen doduerch, dass am Restaurant manner consomméiert gëtt respektiv guer net consomméiert gëtt, och déi Betriber - si sinn zwar net zougemaach ginn, mee si sinn awer indirekt ofhängeg vu Betriber, déi zougemaach gi sinn - mussen Hëllefe kréien. A getrei den Aussoe vum Premier: „Et kascht, wat et kascht", dierft et jo dann och kee Problem sinn, fir déi Hëllefen ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mer net mam Projet am Detail averstane sinn, well alles feelt, wat ech Iech gesot hunn, wäerte mer de Projet awer matstëmmen, well, wéi gesot, nach eng Kéier: „Besser de Spatz an der Hand wéi d'Dauf um Daach."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance.*- Merci dem Här Spautz. Déi nächst Riednerin ass d'Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Voilà. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Bleift doheem!" gëllt an dësen Deeg méi wéi jee. Eis Zuele sinn net op deem Niveau, op deem mer se gären hätten. Dës Ëmstänn hunn d'Regierung an eis an der Chamber Ufank der Woch derzou gefouert, Mesurë wéi d'Ausgangsspär, d'Besuchsbeschränkungen, awer virun allem d'Fermeture vum Horeca-Beräich an der Kultur bis de 15. Januar ze verlängeren.

Einfach ass dat mat Sécherheet fir keen. Mir sinn alleguer sozial Wiesen a géife gär eis Frënn a Famill erëmgesinn, se an den Aarm huelen, jo, och iwwert d'Feierdeeg mat hinnen zesumme feieren. Dass mir dat elo net kënne maachen, deet wéi, mee d'Hoffnung, dass et mam Impfstoff awer geschwë besser geet, besteet.

Net einfach, fir net ze soen extreem kritesch ass och d'Situatioun fir eis Wirtschaft, fir eis Betriber. Och si leiden ënnert de Restriktiounen, ganz besonnesch déi, déi komplett hu mussen zoumaachen: d'Restauranten, d'Caféen, d'Fitnessstudioen, d'Kinoen an d'Theateren, fir der nëmmen e puer ze nennen. Si hunn et am schwéiersten, well si keng Leit méi empfänke kënnen.

Mir ënnerstëtzen déi aktuell Restriktiounen, well et wichteg ass, eis Léifsten net ze verléieren, well mir net wëllen de Risk agoen, dass d'Zuel un Doudege weider an d'Luucht geet, a virun allem, well mer eis Leit an de Spideeler, d'Infirmieren, d'Dokteren an d'Fleegepersonal, déi physesch a psychesch un hir Limitte kommen, net wëlle komplett iwwerlaaschten. „Bleift doheem!", wa mir et net scho fir eis maachen, da fir si! Aus Respekt virun eise Matmënschen an deenen, déi un éischter Stell eis Gesellschaft momentan um Liewen halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt och nees eng Zäit nom Covid mat engem erëm méi liewege Liewen, wou mir eis nees all an de flotte Baren, op Theaterowender a Concerte kënnen erëmgesinn. Fir dass dat awer méiglech ass, mussen déi verschidden Acteuren an Institutiounen et duerch dës Kris packen.

Fir kee Betrib ass et am Moment einfach, iwwert d'Ronnen ze kommen. A fir déi, déi zouhunn, ass et bal eng Saach vun der Onméiglechkeet. Dofir ass elo méi wéi jee Solidaritéit gefrot. Kaaft lokal! Bestellt Äert Iesse weider bei Äre Liblingsrestauranten! Jo, jiddwereen kann en Deel derzou bäidroen, dass verschidde Betriber weider op d'mannst e klengt Akommes hunn. Dat aleng wäert awer wuel net duergoen an dofir ass et wichteg, dass mir haut dräi weider Hëllefe fir de Mëttelstand stëmmen.

Här President, déi am meeschte gefroten an erwaarten Hëllef ass wuel d'Contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts, de Projet de loi 7703. Ech si frou, dass d'Regierung op dëse Wee geet. Mëttel- a Groussentreprisen aus de Secteure vum Tourismus, dem Evenementiel, der Kultur, dem Divertissement an, ganz wichteg, och den Organismen aus der professioneller Ausbildung solle 70 % vun hiren net gedeckte Käschten zréckkréien. Bei de klengen a Mikroentreprisë sollen et 90 % sinn. Derbäi kënnt, an dat ass vläicht souguer dat Allerwichtegst, dass déi Acteuren, déi gezwonge sinn, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen hir Dieren zouspären, 100 % vun hiren net gedeckte Fixkäschte kënne rembourséiert kréien.

Dëse Projet bedeit e gewëssene Präis fir de Staat, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Präis ass et derwäert. Firwat?

Éischtens, well mer absolut wëllen, dass, och wann d'Zuelen erëm erofginn an de Covid iergendwa Vergaangenheet ass, nach eis Liblingsbutteker a -restauranten, awer och eis Kulturofferen do sinn. Et gëllt, d'Faillitte vun eise Betriber ze ëmgoen. Eidel Geschäftsplazen, eidel Stied an eidel Kulturinstitutioune sinn eeben elo néideg, fir dass se am Postcovid erëm voll zougänglech sinn. Fir dass se awer bis dohinner net verschwonne sinn, ass ënner anerem déi heiten Hëllef néideg.

Zweetens geet et net nëmmen ëm de Betrib, de Restaurant oder de Fitnessstudio u sech, et geet och ëm déi sëllechen Aarbechtsplazen, déi mat hinne verbonne sinn. Ee Buttek manner bedeit x Aarbechtsplaze manner. Oder e Restaurant, deen

d'Dieren huet mussen zouspären, bedeit x Chômeure méi.

Drëttens musse mer eis och bewosst sinn, dass niewent den Eenzelschicksaler vun de Salariéen och déi vum Patron, vun engem Independant oder engem selbststännege Kënschtler un esou Fermeturen hänken. E Lokal, wat si wärend Joren oder vläicht eréischt säit Kuerzem opgemaach hunn, mat vill Motivatioun a Begeeschterung féieren, gëtt elo duerch eng Kris, fir déi keen eppes kann, futtigemaach. Kleng Projete bis zu grousse Liewenswierker stinn also um Spill. Dofir ass et esou wichteg, dass de Staat seng Responsabilitéit iwwerhëlt an all deenen Acteuren ënnert d'Äerm gräift.

Här President, dës Hëllef kënnt och dem Horeca-Secteur zegutt, zu deem ech awer nach e Wuert wollt soen. Grad och well mir am Osten, vu wou ech jo kommen, am Mëllerdall, awer och laanscht d'Musel, vill flott a gutt Caféen, Restauranten, Hoteller a Wäistuffen hunn, ass et extreem bedauerlech, dass grad dëse Secteur, deen an normalen Zäiten esou wichteg fir eist soziaalt Liewen ass, elo esou leide muss, zemools well si vill Investitioune gemaach hunn, fir dass et bei hinnen esou sécher wéi méiglech ka sinn.

Dofir sinn et och weider keng grouss Infektiounsherden an deem Secteur ginn. Mee wou d'Decisioun, dëse Secteur zouzemaachen, awer richteg ass a verständlech muss eriwwerkommen, dat ass um Punkt vum Aschränke vun de soziale Kontakter. Ech mengen, jiddwereen heibannen, awer och dobaussen, ka jo ganz einfach norechnen, ëm wéi vill méi kleng de Krees vu Leit, déi een iwwer e längeren Zäitraum ouni Mask gesäit, mat der Fermeture vun de Restauranten a Caféë ginn ass. An der Mëttespaus gi mer dach gäre mat Kolleegen iessen, no der Aarbecht mat e puer Frënn op den Afterwork a sonndes da mat der Famill an de Restaurant. All dës Kontakter kënnen duerch déi heite Fermeturen evitéiert ginn. An do läit de Sënn vum Zoumaache vun deem Secteur dran.

Zesumme gëllt et elo, dës Zäit ze iwwerstoen. An ech freeë mech elo schonn, wann et dann endlech an zu Recht erëm heescht „Safe to Serve"!

Här President, mir hunn eng ganz chargéiert Woch. A grad dofir sinn ech frou, dass mir trotzdeem nach esou séier déi dräi Projeten an de Classes moyennes kënne stëmmen. Merci och hei un déi zwee Rapportere vun dëse Projete fir hir Rapporten. Déi betraffen Acteure brauchen nämlech esou séier wéi méiglech dës Ënnerstëtzung, fir net Liquiditéitsproblemer ze kréien. Dofir ware mer och esou frou ze héieren, dass de Minister prett ass, fir nach dëst Joer dës Aidë vum Projet de loi 7703 auszebezuelen.

Dat gëllt och fir deen zweete Projet, dee mer haut hei stëmmen, an zwar d'Weiderféiere vun der Aide de relance. Dëst ass eng Hëllef, déi eis als Sozialiste besonnesch um Häerz läit. Si bedeit a bewierkt nämlech, dass d'Entreprisen hir Mataarbechter och a méi schwéieren Zäiten net solle virun d'Dier setzen, mee am Betrib halen.

Dat ass an dësen Zäite mat Sécherheet net ëmmer einfach. A grad dofir ass et wichteg, dass de Staat seng Responsabilitéit iwwerhëlt an den Entreprisen un d'Säit sprëngt. Duerch déi heite Mesure, déi mer eebe schonn aus dem Relance- a Stabiliséierungsfong fir d'Méint Juni bis November kannt hunn, kënne Betriber aus de genannte Secteuren ënner anerem vun 250 Euro pro Salarié, deen am Chômage partiel ass, profitéieren. Dëst ass e ganz wichtegen Incentive, fir d'Leit am Betrib ze halen.

Dir Dammen an Dir Hären, sollt et iwwer eng gewëssen Zäit net méiglech sinn, d'Salariéen an der Aarbecht selwer ze halen, steet de Staat jo scho mat deem wuel wichtegste Krisenoutil, dem Chômage partiel, de Betriber zur Säit. Mat den 250 Euro encouragéiert e se doriwwer eraus weider, wa se op dee Wee vum Chômage partiel an net vum Chômage tout court ginn. Dat weist, wéi wichteg der Regierung all eenzel Aarbechtsplaz an d'Erhale vun dëse sinn. Léiwer elo iwwer e puer Méint e gréissere Coût an de Chômage partiel investéieren, wéi duerno iwwer Jore probéieren, de Chômage ze bekämpfen.

Här President, nieft de Secteuren, déi am schlëmmste vun dëser Kris betraff sinn, dat, well si och gezwonge sinn, hir Dieren zouzemaachen, ass et wichteg, dass déi heiten Aide och vum Commerce de détail kann ugefrot ginn. Grad déi kleng Betriber a Butteker leiden an dëser Kris, an dofir vläicht och nach eng Kéier den Appell un eis alleguer, dass mer solle lokal kafen an déi kleng Commercë vun niewendrun ënnerstëtzen. Et muss net alles op Amazon bestallt ginn! Profitéiert och vun der lëtzebuergescher Plattform „LetzShop", wou Dir direkt bei eise Commerçanten hei aus dem Land kënnt akafen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- An deem Kontext wollt ech och de Minister fir de Mëttelstand froen, ob virgesinn ass, dass de Betriber och 2021 den Accès zum „LetzShop" gratis gemaach gëtt, also dass se keng Cotisatioun musse bezuelen, wéi dat dëst Joer de Fall war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir zréck op de Projet de loi ze kommen, esou sinn dat Wichtegst awer déi 1.250 Euro, déi e Betrib pro Salarié kritt, deen aktiv an der Aarbecht selwer gehale gëtt. Pro Salarié, dee weiderschafft, also net am Chômage partiel ass, kritt de Betrib 1.250 Euro iwwer weider véier Méint.

Eng wichteg Hëllef fir d'Betriber, mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och fir d'Salariéë selwer, well jidderee wënscht sech mëttlerweil nees e gutt Stéck Normalitéit zréck. An zu där Normalitéit gehéiert et eeben, och erëm kënne regulär senger Aarbecht nozegoen. Dës Hëllef ass also wäit méi wéi just eng Finanzsprëtz. Et ass e Mëttel, fir Chômage ze verhënneren, fir d'Betriber ze stäerken an de Leit, de Salariéen, wéinstens en Deel Normalitéit an dëser schwéierer Zäit zréckzeginn.

De Projet de loi 7704 verlängert doriwwer eraus nach e puer Delaien, fir verschidden Hëllefen unzefroen, wat och e ganz wichtege Punkt ass. An dorop ass d'Rapportrice och am Detail agaangen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass keng einfach Zäit. A fir Verschiddener ass se nach méi schwéier wéi fir anerer. Loosst eis dofir zesumme solidaresch no vir kucken an hoffen, mat den Hëllefen, déi mir haut stëmmen, et ze packen als Gesellschaft, als Kultur, an als Mëttelstand dës Kris ze iwwerstoen!

Domat ginn ech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deenen zwee Projet-de-loien hei. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de la séance*.- Merci der Madamm Burton. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

… loosst mech fir d'alleréischt och e grousse Merci ausschwätzen un d'Rapportrice an un de Rapporter vun deenen zwee Gesetzestexter, déi wierklech e ganz, ganz komplette Rapport gemaach hunn, och fir ze erklären, wéi déi verschidde Modalitéiten, déi zouginnerweis och net esou evident sinn, fonctionéieren, an déi eeben och e gudden Iwwerbléck ginn hunn iwwert déi zwee Gesetzer, d'Mesuren, déi elo geholl gi sinn.

Et sinn zwee verschidde Projet-de-loien, déi sech awer vum Champ d'application hier zu engem gewëssenen Deel iwwerschneiden. An et ass awer wichteg, och ze soen, dass déi zwou Mesuren, déi Aiden net cumulabel sinn. E Betrib, deen eventuell kéint vu béide profitéieren, muss sech da fir déi eng oder déi aner entscheeden a kann eeben net vun deenen zwou Mesurë profitéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst, dass eis Betriber zu engem ganz, ganz groussen Deel ënnert dëser Situatioun immens leiden. D'Clientë bleiwen aus. A grad am Horeca- an am Tourismusberäich, mee eeben och an der Kultur an am Evenementiel kann de Moment net geschafft ginn. Dofir ass et wichteg, dass mer hinnen hei déi néideg Hëllefen och zoukomme loossen.

Et ass awer och wichteg ze soen, dass mer am Kader vun dësen zwee Projet-de-loien net just vu Solidaritéit schwätzen, mee carrement vun enger Iwwerliewenshëllef fir ganz Secteuren, déi awer och e ganz wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft duerstellen a fir vill Leit eng Aarbecht ubidden.

Éischt Indicateuren um Niveau vun der Unzuel vun de Faillitten am Verglach zum Virjoer weisen zwar nach keen enormen Ustig u Faillitten un, mee d'Zuele schéngen awer scho lues unzezéien, a mir wëssen alleguer, dass mat all Mount, dee vergeet, dee Risiko och ëmmer méi klëmmt.

Viséiert sinn am Projet de loi iwwert d'Coûts non couverts nieft dem Tourismus- an dem Horeca-Secteur och den Evenementiel, d'Kultur an d'Organismen, déi Formations professionnelles continues ubidden. Am Projet de loi iwwert d'Relance ass zousätzlech de Commerce de détail viséiert.

D'Viraussetzung ass, an dat ass eeben och e wichtege Punkt, dass déijéineg, déi eng Demande maachen, eng Autorisation de commerce musse hunn. Dat heescht och hei: Independanten ouni Autorisation de commerce si vun dësen zwee Projet-de-loien net viséiert.

Wat de Kulturberäich ubelaangt, sollt ech eventuell klarifiéieren - den Här Arendt hat et zwar schonn ugeschwat, mee fir mech war dat elo nach bis zum Schluss net esou ganz kloer, mee dat hu mer alles mëttlerweil entbrutzelt -, dass an dësem Projet de loi d'Intermittents de la culture an d'Artistes professionnels de la culture also net viséiert sinn.

Well effektiv ass et esou, dass d'Kultur sech ganz am Ufank, wéi mer d'Projet-de-loien an de Classes moyennes gestëmmt hunn - ech mengen, dat war am Mäerz -, effektiv och ugedockt hat un dee Projet de loi. Entre-temps huet se sech awer aus deem Kader erëm lassgekoppelt an d'Artisten an d'Intermittents kréien elo Aiden iwwer e Règlement grand-ducal assuréiert. Dat heescht, dëse Projet de loi, dee viséiert wuel de Secteur culturel, also Atelieren oder Studioen oder Änleches, awer eeben net d'Artiste selwer.

Wat den Hebergementssecteur ubelaangt, sou ass do de Besoin natierlech och ganz, ganz grouss. Obwuel et hei och Ënnerscheeder gëtt, dat muss een och soen. Wärend verschidde Betriber aus dem Hebergementssecteur nach vergläichsweis gutt duerch déi éischt Phas vun der Kris komm sinn, notamment och duerch déi 50-Euro-Bongen, konnten anerer dovunner nëmmen dreemen. An ech schwätzen hei ganz besonnesch och vun deene Betriber, Horeca-Betriber, déi zum Beispill am Geschäftstourismus aktiv sinn, vu dass dee ganz agebrach ass oder zu engem ganz groussen Deel agebrach ass an dës och klassescherweis vill manner vun deene 50-Euro-Bonge profitéiere kënnen.

Bon, dës Situatioun gouf natierlech elo mat den neie Mesuren, déi elo nach eng Kéier verlängert gi sinn, och nach eng Kéier méi schwiereg. An elo stoung och am Raum, dat war och an der Press ze liesen, dass déi Betriber, obwuel d'Keesen elo zënter e puer Wochen eidel bleiwen an et och nach bis Mëtt Januar wäerte bleiwen, eeben awer nach mussen hir Cotisatiounen un de Centre commun bezuelen an och den Avancen um Niveau vun der TVA mussen nokommen. Dëst ass jo och vum Generalsekretär vun der Horesca an engem rezenten Zeitungsartikel ugeschwat ginn.

Dofir sinn ech och ganz frou, an dat war och elo schonn hei ugeschwat ginn, dass déi Entrevue vu Representanten aus dem Horeca-Beräich mat der Regierung stattfonnt huet an dass do eeben och no praktikabele Léisunge gesicht ginn ass, soudass, laut den Informatiounen aus der Press, nieft de Mesuren, déi mer haut hei stëmme wäerten, nieft och dem Weiderféiere vum Chômage partiel, och Erliichterunge bei den Avancë vun der TVA komme wäerten, sou wéi och en Ophale vun de Sozialcotisatioune virgesinn ass.

Loosst mech vläicht just och nach e puer Wuert soen zur Tatsaach, dass elo och Aidë fir d'Formations professionnelles continues derbäi sinn! Dat fanne mir och ganz begréissenswäert, grad well mer wëssen, dass d'Coronakris aller Warscheinlechkeet no awer och e gewëssene wirtschaftleche Wandel wäert mat sech bréngen. An deemno ass et eeben och besonnesch wichteg, dass Kompetenzen ausgebaut ginn an do, wou et méiglech ass, och nei opgebaut ginn.

Ech wollt awer och nach e puer Wuert zum Timing soen, well dat jo och e puermol ugeschwat ginn ass. Et war gesot ginn, dass dës Aiden awer e bësse méi spéit ulafen oder de Gesetzesprojet méi spéit an d'Chamber kënnt, wéi eeben zougemaach ginn ass. Mee dës Aidë si jo awer retroaktiv! A souwisou kënne se jo eréischt de Mount drop ugefrot ginn. Dat heescht, ab muer, huelen ech un, ass de Formulaire online an da kënnen déi Demanden och dann direkt agereecht ginn. A wéi och elo schonn e puermol gesot ginn ass, huet de Minister Lex Delles eis och an der Kommissioun confirméiert, dass, sou wéi déi leschte Kéier och, d'Beamte prett sinn, fir dës Aiden esou schnell et geet auszebezuelen. Sous condition natierlech, dass eng komplett Demande agereecht ginn ass.

An et ass, wéi gesot, immens wichteg, dass et elo ka ganz schnell goen, well mir sinn nun emol an enger Situatioun, wou vill Betriber an enger akuter Liquiditéitskris sinn oder riskéieren ofzerutschen. Vill Betriber hunn déi éischt Kris nach sou just iwwerstanen, well se eventuell och vun hire Reserven ziere konnten, mee déi Reserven, déi sinn awer entre-temps alleguerten opgebraucht.

Dofir géif ech hei och d'Geleeënheet notzen, fir alleguerten deene Beamten, déi mat Sécherheet elo kee Congé hunn an déi elo prett sinn, fir wierklech Gas ze ginn, Merci ze soe fir hir Disponibilitéit an dass si sech der Drénglechkeet vun der Situatioun wierklech bewosst sinn.

Schlussendlech kann ech vläicht just nach e leschte Punkt festhalen. Dat ass, dass dëse Projet de loi eeben net nëmmen ofséchert, dass déi lescht Woche mat couvréiert sinn, mee dass en och virausschauend ass an elo eebe bis Mäerz 2021 ofdeckt, soudass déi zwee Projet-de-loie bis dohinner ginn. An ech mengen och, dass dat immens wichteg ass, dass mer de Betriber elo eng gewësse Previsibilitéit ginn, fir dass se plange kënnen a vläicht och einfach e bëssen Hoffnung schëpfen, well et ass dat, wat se elo, mengen ech, am meeschte brauchen, fir kënnen op där leschter Ligne droite nach duerchzehalen.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, d'Regierungsbänk ass net besat. Dat geet dach net!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Den Här Delles war déi ganzen Zäit hei. Et dierf een awer och vläicht eng Kéier bis aus goen!

Une voix.- Jo!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Jo, entschëllegt!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Ech mengen, den Här Delles ass ganz d'accord mat deem, wat ech gesot hunn.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wannechgelift!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Den Här Delles war sech kuerz d'Hänn wäschen, Här Kartheiser. Entschëllegt!

Plusieurs voix.- Et war d'Madamm Modert!

(Brouhaha)

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- A! Madamm Modert, ech si frou, dass Der Iech Suerge maacht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Also ech hunn ...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här Delles, Dir sollt mat propperen Zänn heihikommen, amplaz iwwerdeems d'Zänn ze wäschen. Dat ass dach e Witz, dat do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech ka bestätegen, den Här Kartheiser ass onschëlleg. An ech hat och Schwieregkeeten erauszefannen, wien eppes gesot hat. Mee Dir däerft dat awer roueg nach eng Kéier soen, wann den Här Minister heibannen ass.

(Brouhaha et interruptions diverses)

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Wat hat d'Madamm Modert da gesot?

Une voix.- Dir wiert net heibannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech fänken un, jo, effektiv ech hat näischt gesot! Ech si just frou, datt den Här Minister hei ass, selbstverständlech!

(Hilarité et interruptions)

Gutt!

(Interruption)

Jo!

Mir hunn haut zwee Virträg héiere vum Här Arendt a vun der Madamm Beissel iwwer ganz technesch Projeten. Ech soen hinnen häerzlech Merci. Ech maachen herno och e puer technesch Bemierkungen. Awer ech wéilt ufänke mat enger oder zwou politesche Considératiounen.

Wësst Der, mir hunn hei elo nogelauschtert, wéi och d'Regierungsparteien heihinnerkomm sinn an esou weider a sech felicitéieren iwwer all déi Hëllefen, sou als wär dat net anescht méiglech gewiescht.

Ech wëll hei betounen, datt mir als ADR eng aner Positioun vertrieden! Mir hätten d'Geschäfter, bon, d'Geschäfter, also d'Restauranten an esou weider, net zougemaach. Mir hunn hei och viru Kuerzem eng Motioun abruecht, datt mer wëllen, datt d'Geschäfter opbleiwen. Déi ass refuséiert ginn! Interessanterweis!

Ech wëll dat just soen, wann et eng Kéier zum Punkt kënnt, datt och d'Geschäfter missten zoumaachen, datt mir als ADR eng aner Positioun vertrieden. Mir vermëssen nach ëmmer déi wëssenschaftlech Basis, de Beweis, fir eeben zum Beispill den Horeca-Secteur zouzemaachen. Mir hu souguer vun der Regierung Deklaratiounen am anere Sënn héieren.

Dofir wëll ech domadder ufänken: Eiser Meenung no hätte mer déi Hëllefen haut iwwerhaapt net gebraucht, wa mer de Secteur net zougemaach hätten, oder manner Hëllefen. Op jidde Fall hätte mer en anere Wee gewielt.

Mir hunn hei, wéi gesot, eng Rei Motioune virbereet a mir hunn och d'Regierung interpelléiert. Mir hunn iwwer Question-parlementairen - an ech mengen lech, Här Minister! - gefrot, ob mer déi Bons d'hébergement net kéinte verlängeren. Dir hutt gesot: „Dat ass net méiglech." Mir hu gefrot, ob mer net Bons de consommation kéinten aféiere fir d'Geschäfter. Och dat wëllt d'Regierung net. Dat wor net eis Iddi. Mir sinn do op eppes agaangen, wat bei der Chambre des Salariés, bei de Gewerkschaften opkomm ass. Mir hunn dat eng gutt Iddi fonnt. Dofir hu mer dat virugedroen. D'Regierung wëllt dat net. Gutt, dat huele mer zur Kenntnis.

Mee meng gréissten Iwwerraschung haut, dat wor d'Positioun vun der CSV! Well den Här Spautz huet jo hei en Exposé gehalen, deen ech géif mat zwou Hänn ënnerschreiwen, wat d'Restauranten alles gemaach hunn, fir d'Sécherheet ze garantéieren. Ech hunn e gefrot: Majo, d'CSV ass jo déi, déi méi wéi all aner Partei heibanne plädéiert, fir alles zouzemaachen an och nach d'Leit ze trace mat elektronesche Mëttelen an hei an do, mat deenen Tracing-

appen. Si ass jo déi militantst, déi häertst Partei an där ganzer Diskussioun hei. An dann hält den Här Spautz eeben esou een Exposé. Ech froen en, ob dat dann net e bëssen eng Kontradiktioun ass. An hie seet: „Nee. Mir si jo derfir, datt dann d'Leit zu 100 % indemniséiert ginn." Dat respektéieren ech.

Mee ech stellen lech eng aner Fro, Här Spautz. Mir hunn hei de 25. November eng Motioun abruecht, fir de Chômage partiel - eng sozial Moossnam! - op 100 % ze erhéijen. An elo huelen ech Äre Räsonement, ech verstinn dat net richteg, Dir kënnt mer bestëmmt hëllefen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Bei de Betriber sot Der: „D'Betriber ginn zougemaach géint hire Wëllen, par le fait du prince. Also musse se zu 100 % indemniséiert ginn." Mir soen um soziale Secteur, fir déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, net duerch hir Schold, mee well hir Betriber zougemaach ginn, par le fait du prince, do hätte mer och gär, datt se zu 100 % indemniséiert ginn. An dat huet d'CSV net matgestëmmt. Dat verstinn ech net! Firwat maacht Der et fir d'Betriber an net fir déi Leit, déi do schaffen? Mir si mat deenen zwee d'accord. Wann Dir sot, mir sollen d'Betriber zu 100 % indemniséieren, bei eis kee Problem! Mee mir hätten et och gär fir d'Leit, déi betraff si vum Chômage partiel.

Wësst Der, ...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Kartheiser, Här Kartheiser, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, selbstverständlech, wann Dir wëllt äntwerten, Här Spautz, dat ass selbstverständlech, ...

(Interruption)

... wann den Här President wëllt, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo. Den Här Spautz wëllt lech eng Fro stellen an ech ginn dem Här Spautz och d'Wuert derfir.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Nee, den Här Kartheiser hat mir eng Fro gestallt. Ech wollt em am Fong drop äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Bei deene Leit vum Mindestloun, déi sozial Schwaachst hei am Land, ass et esou: Vun Ufank un hunn déi 100 % kritt, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ... wëll ech just soen a preziséieren. An dat ass och wichteg an dat ass och richteg esou.

An dat anert, Dir kënnt dat elo esou an d'Lächerlecht wëllen zéien, wéi Der dat amgaange sidd ze maachen, mee och beim Chômage partiel muss een eng Diskussioun féieren, wat nach alles vun Hëllefen dran ass. Well Dir hutt jo och elo matkritt, an dat war déi Diskussioun, wou elo e gréissere Betrib hei seet: „Elo kréien d'Leit keng Joresennprimm méi, well mer Chômage partiel haten." Och dat wäert nach eng Diskussioun sinn, déi mer heibanne musse féieren, awer dann net mam Här Delles, mee déi musse mer da mam Här Kersch féieren. Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo. Mee kuckt ... Also et ass och ganz gutt, datt déi Leit, déi de Mindestloun kréien, 100 % kréien. Mee mir hunn e Plaffong proposéiert, ech mengen, dat woren 250 % - den Här Engelen korrigéiert mech, wann ech do falschleien. An dat sinn och Leit, déi net vill kréien. An natierlech kann een net fir jiddwereen alles maachen, well et gëtt Leit, déi dat vläicht manner brauchen.

Awer mir hoffen, datt d'CSV, déi sech och ëmmer berifft op d'chrëschtlech Sozialléier an esou weider ... Dat hei ass en Testfall. A mir hoffen an Zukunft op d'Ënnerstëtzung vun der CSV, wa mer am soziale Beräich Moossname froen, datt wéinstens Dir als Oppositiounspartei, als chrëschtlech-sozial Oppositiounspartei, eis ënnerstëtzt, wa mer gär deene sozial Schwaachen hëllefen.

Wat déi zwee Projeten ugeet, déi mer haut hei hunn, do hu mer eng ganz Rei Explikatiounen héieren. Wéi gesot, mir stëmmen dat mat, selbstverständlech, well mer jo gär hätten, datt déi Betriber esou mann wéi méiglech ënnert dëser Kris musse leiden. Mee mir hunn awer eng Rei Froen.

Déi juristesch Basis, hu mer gesinn, dat ass eng Decisioun vun der Kommissioun. An do ass eis éischt Fro: Wéi huet Lëtzebuerg sech abruecht? Well ech mengen, dat ass e juristescht Element, wat e ganz schwaache Rang huet. An et wär awer interessant fir ze wëssen: Wéi huet d'Lëtzebuerger Regierung plädéiert bei der Kommissioun? Ass se interveneiert, fir d'Augmentatioun vun den Hëllefe kënnen duerchzesetzen? Dat ass schonn eng Aarbecht! D'Diplomatie besteet doranner, an och d'Aarbecht vun de Ministeren, fir bei der Kommissioun d'Lëtzebuerger Interessien an déi vun eiser Ekonomie esou gutt wéi méiglech dann ze vertrieden.

Mir hunn hei eng Rei Fuerderungen héieren. Ech mengen, déi sinn an den Exposéë vun deene verschiddenen Intervenanten ëmmer erëm widderholl ginn. Mir ënnerstëtzen dat alles. Wann de Seuil soll op 30 % erofgesat ginn, an dat ass jo och méiglech anscheinend an europäeschen Texter, firwat hu mir dann hei 40 %? Dat muss d'Regierung erklären. A wa mer et nach kéinten erofsetzen, Här Spautz, da wäre mer och d'accord, fir et mat erofzesetzen.

Mir wëllen, datt all Betrib ka profitéieren. Och do hu mer gesinn, datt d'Chambres professionnelles sech engagéiert hunn. An effektiv, firwat net all Activité artisanale? Firwat net all Commerce de détail? Huelt zum Beispill d'Coifferen an der Stad. Déi hu jo ënnert der Heemaarbecht, wa vill Leit doheembleiwe fir ze schaffen, schrecklech gelidden. Firwat sollen déi net och kënnen do indemniséiert ginn? Wéi ass et mat Leit, déi engem Secteur indirekt zouschaffen? Huelt zum Beispill am Evenementiel, do sinn natierlech Firmen, déi sech dorobber spezialiséiert hunn. Mee wat ass mat deene klengen Dréckereien zum Beispill, déi dann do fir déi Ziedele gedréckt hunn an esou weider? Sinn déi mat dran? Dat muss ee kucken! Déi Leit, déi zwar net mussen zoumaachen, déi awer indirekt ënnert de Konsequenze vun der Kris leiden, och dat musse mer kucken.

Firwat sinn déi Hëllefen net cumulabel? Dat ass an eisen Aen och net anzegesinn. Gutt, dat eent, dat ass e Bäitrag zu Onkäschten, dat anert ass eng Relance, et ass e bësse vun der Natur hier eng ënnerschiddlech Approche. Mee firwat net cumulabel? Dat liicht eis och net an.

Den Datum: Wéi ass et mat deene Betriber, déi virum 15. Mäerz net geschafft hunn? Och dat ass e Problem, en Datumsproblem, eng reng administrativ Geschicht. Do si Startups, Existenzgrënner, déi eventuell do drënnerfalen. Här Minister, ass et net méiglech, fir deen Datum flexibel ze gesinn? De Plaffong vun der Bäihëllef, deen hätt och kënne méi generéis sinn.

Mee kuckt emol d'TVA, d'TVA-Deklaratiounen. Do steet, mengen ech, am Text, sauf erreur de ma part, d'TVA-Deklaratiounen als Basis, datt missten déi mensuell oder trimestriell sinn. Mee et gëtt awer och Betriber, déi maachen eng järlech TVA-Deklaratioun. Falen déi och dodrënner? Oder hätt een am Sënn vun der Simplification administrative net kënnen op e Wee goen, datt d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA vläicht dem zoustännege Ministère kéint déi Donnéeën iwwermëttelen? Vläicht mam Accord vum Concernéierten, aus Dateschutzgrënn. Mee do däerf ee keng bürokratesch Hürde gesinn, wann et drëm geet, fir de Leit ze hëllefen.

Déi Contrainte, déi d'Chambre des Salariés ugeschwat huet fir d'Reembauche, gutt, dat ass an eisen Aen haaptsächlech eng moralesch Contrainte, well d'Betriber mussen awer kënne kucken, wat se kënne maachen a wat se net kënne maachen. Mee d'Richtung ass, mengen ech, richteg, datt do awer op jidde Fall emol eng moralesch Contrainte besteet, fir d'Leit séier erëm ze reembauchéieren. An datt op jidde Fall Kontrolle musse gemaach ginn, fir d'Schwaarzaarbecht an esou weider ze bekämpfen, ass an eisen Aen och eng kloer Evidenz.

Hëllef däerf net bürokratesch sinn. Hëllef muss séier geschéien. An do, Här Minister, hoffe mer op eng Interventioun vun Ärer Säit, datt dat och esou geschitt.

Wann de Staat Suen zréckfreet, an ech mengen, d'Madamm Beissel hat insistéiert oder den Här Arendt, ech weess et elo net méi, iwwert den Avis vum Staatsrot, datt, wann ee keng Hëllef zegutt huet, datt déi muss integral remboursséiert ginn - ech mengen, Dir waart et, Madamm Beissel, déi eis dat erkläert huet -, dat ass an der Rei.

Mee mir hunn hei och schonn e puermol gesot, datt do eng gewësse Kulanz néideg ass. Et si vill Administratioune vum Staat, déi heiansdo gläichzäiteg bei e Betrib kommen, fir Remboursementer ze kréien, Betriber, déi näischt verdéngen, déi no un der Faillite sinn. A mir maache wierklech bei all Minister, och bei lech, Här Minister, den Appell, datt déi Staatsadministratioune Kulanz weisen, net all matenee kommen, datt se kucken, fir déi Fuerderungen ze verdeelen iwwert d'Zäit, fir datt net de Staat och nach deen ass, deen d'Betriber an d'Faillite dreift.

A mir hu Geriichtsdokumenter gesinn, wou den Affekot vum Staat fuerdert, sous peine fir eng Entreprise an d'Faillite ze setzen, datt direkt muss remboursséiert ginn. Dat heescht, et ass d'Regierung, et ass de Staat, deen och nach déi Fuerderungen andreift. Dat däerf an eisen Aen elo net sinn. Natierlech mussen d'Gesetzer applizéiert ginn. A wa mer mussen do Amendementer oder Gesetzer maachen, ma da proposéiert eis déi! Sot eis, datt mer d'Delaie kënne verlängeren! Mir sinn déi Éischt, déi dat matstëmmen. Awer mir kënnen net elo higoen ouni Kulanz an esou enger Situatioun an nach eis Betriber a Gefor bréngen!

A mir wëllen hei och op en anere Secteur opmierksam maachen, deen ëmmer vergiess gëtt, dat ass dee vun de Maartleit, vun de Forainen. Wat hunn déi dach gelidden dëst Joer! Mir hate keng Fouer. Mir hunn elo kee Chrëschtmaart. Esou vill Kiermessen hate mer net. An dat ass awer e wichtegen Deel och vun eisem Brauchtum hei am Land a fir déi Leit hir Existenzgrondlag. Och déi, dat ass elo net dee gréisste Wirtschaftssecteur, mee och déi mussen iwwerliewen. A wa mer do eng Hëllef hätte fir d'Forainen, da muss dat och grousszügeg gemaach ginn.

An deem 7704, ech mengen, d'Rapporteuren hunn dat jo gesot, do si ganz vill Iwwerschneidungen. Mee op jidde Fall hätte mer och do gär eng méiglechst grousszügeg, onbürokratesch Interpretatioun, déi Méiglechkeeten ze cumuléieren, a wa méiglech nach e Gest, fir méi generéis kënnen ze hëllefen.

Mir si mat der CSV komplett d'accord, wa si hei a Motioune seet, datt mer sollte wa méiglech op 100 % goen. Un eis wäert et net leien. Mee wéi gesot, et geet net nëmmen ëm d'Hëllef fir d'Betriber. An eisen Ae geet et och ëmmer ëm d'Hëllef fir déi Leit, déi schaffen, déi am Chômage partiel sinn, déi wierklech hir Existenz spillen. Och déi Indépendants, déi jo bekanntlech, wéi den Här Kersch mengt, esou breet Schëlleren hunn, datt se keng Hëllef brauchen - mir denken dat net! Mir sinn der Meenung, datt jiddwereen, dee vun dëser Kris concernéiert ass an duerch de Staat un dem Exercice vu senger normaler berufflecher Aktivitéit gehënnert gëtt, e Recht huet op esou vill Ënnerstëtzung, wéi et nëmme geet.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

(Interruption par M. Marc Baum)

O, den Här Marc Baum nach!

Plusieurs voix.- O!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Selbstverständlech huet den Här Baum de Virtrëtt. Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, a merci och dem Här Clement, datt e mer dann d'Méiglechkeet gëtt, obwuel ech net ageschriwwe war, awer virun him ze schwätzen.

Här President, ech mengen, Enn Oktober, wéi mer eng éischte Kéier hei iwwer weider Covidmesurë geschwat hunn, war ech mat ee vun deenen Éischten, dee gesot huet, datt menger Meenung no den Horeca-Beräich misst zougemaach ginn. Ech war mer bewosst, wat dat fir déi Leit géif heeschen. An déi Leit, déi mech kennen, wëssen och, datt ech a ganz ville Beräicher e fin Connaisseur a Consommateur vun deem Horeca-Beräich sinn. Ech hunn dat gesot aus zwee Grënn:

Éischtens, aus engem sanitären. Well och wa mer net wëssenschaftlech Donnéeë genuch hunn, fir genau kënne Secteuren ze determinéieren, wësse mer awer, datt et dee Beräich ass, wou vill sozial Kontakter sinn, wou déi meescht potenziell Transmissioune sinn. Dat ass dat eent.

An dat anert, an dat huet fir mech awer eng ganz déif ökonomesch Bedeitung gehat: Ech sinn der Iwwerzeegung gewiescht, datt een de Leit net soe kann: „Bleift doheem!", a gläichzäiteg Secteuren, déi vum sozialen Zesummeliewe liewen, weider oploossen a quasi ausbludde loossen. An ech hu gesot: „Wann Der den Horeca zoumaacht, da brauchen déi Betriber wierklech Hëllefen, a si brauchen 100%eg Hëllefen."

Mëtt November huet dann d'Regierung déi Fermeture vum Horeca decidéiert an och gläichzäiteg dësen Hëllefsregimm deposéiert. An dee riicht sech net just un den Horeca-Secteur, mee un all d'Secteuren, déi als staark betraff gëllen, wa se, an dat ass eng Konditioun, eng Perte vum Chiffre d'affaires vu 40 % hunn. Nieft dem Horeca betrëfft dat och zum Beispill den Evenementiel, en Evenementiel, deen, mengen ech, ganz, ganz staark betraff dovunner ass a wou ech fäerten, datt et fir vill vun deenen Entreprisen elo scho fënnef no zwielef ass, an net fënnef virun zwielef. Den Tourismus an och d'Foraine sinn extreem staark dovunner betraff an och extreem staark innerhalb vun deem ganze Joer dovunner betraff gewiescht.

Deen heite Kader huet de Virdeel, datt e bei der Berechnung, déi tatsächlech Fixkäschte berücksichtegt an datt d'Hëllef dofir méi ciblé iert a méi un d'Realitéit ugepasst ass, wéi dat bei deenen anere Regimmer eventuell de Fall ass. Kleng Entreprisë kréien do ronn 90 % vun hiren Ausfäll remboursséiert.

Fir et kloer ze soen an och wann et fir eis keng Selbstverständlechkeet ass: Mir sinn d'accord mam Prinzip, datt de Staat muss deene private Betriber an der Pandemie ënnert d'Äerm gräifen, an dat, wéi an deem heite Fall, och mat net remboursabele Subventiounen. Et huet nämlech kee Mënsch hei am Land Interêt doruner, datt d'Betriber wéinst der sanitärer Kris reieweis an d'Faillite gedriwwe ginn an datt mer deen Dag, wou d'Situatioun sech erëm normaliséiert, mat enger komplett ruinéierter Wirtschaft a mat engem komplett ruinéierten Tissu économique konfrontéiert sinn.

Ganz allgemeng wier et, an dat muss een dann awer och soen, awer och schéin, wann de Privatsecteur sech dat och géif verhalen, an och gutt géif verhalen, well et kann nämlech sinn, datt an deene Méint duerno, wann d'Kris iwwerstanen ass, de Staat och op d'Solidaritéit do erëm ugewisen ass, wann et drëm geet, Budgeten ze equilibréieren a gläichzäiteg d'Fäegkeet ze hunn, héich Investissementer ze maachen.

Här President, dësen Hëllefsregimm huet also d'Zil, déi Betriber, déi direkt vun de Restriktioune betraff sinn, fir hir Verloschter ze kompenséieren. Mee ech mengen, datt en awer nach eng ganz aner, wichteg Funktioun huet, nämlech déi vum Maintien dans l'emploi.

An do, mengen ech, ënnerscheede mer eis awer als Lénk e bësse vun deene Riedner, déi virdru geschwat hunn. Well wann een d'Siichtweis vum Salarié anhëlt, dann huet dëse Gesetzesprojet, wéi och déi aner Mesuren vun dëser Regierung, dach awer e grousse Bemoll oder e batteren Nogeschmaach. Well deejéinege Salarié huet net immens vill dovunner, wa säi Betrib zwar mat Staatsgelder iwwer Waasser gehale gëtt, hie selwer awer aus ekonomesche Grënn, trotz deene Bäihëllefen, entlooss gëtt.

An dat ass net iergendeng hypotheetesch Méiglechkeet, mee eng ganz konkreet a revoltant Erfarung vu ville Leit, déi entre-temps am Chômage sinn, a leider och Leit, deenen hir Patrone staatlech Hëllefe kritt hunn, well, am Géigesaz zu anere Länner, Lëtzebuerg keng oder net genuch Garde-fouen agebaut huet, fir datt déi Equatioun kann opgoen. Nämlech: De Staat hëlleft an en hëlleft massiv, a gläichzäiteg gëtt et net wierklech d'Garantie, datt d'Leit och am Emploi bleiwen an datt d'Leit net entlooss ginn.

Zanter dem 18. Mäerz, dat huet den Aarbechtsminister Dan Kersch elo kierzlech op eng Question parlementaire vun eis geäntwert, huet d'ADEM 23.000 Dossieren opgemaach. Nëmmen ee ganz klengen Deel vun deene Leit, fir déi do en Dossier opgemaach ginn ass, hunn entre-temps erëm eng Aarbecht kritt.

A wann et schonn an normalen Zäiten e schwéiere Schlag ass, wann e Mënsch seng Aarbecht verléiert, esou gëtt et, mengen ech, an dësen Zäite vun der Pandemie, wou d'Moral vun de Leit ganz allgemeng schonn net déi bescht ass a wou d'Chancen um Aarbechtsmarché guer net gutt sinn, dann zu enger reegelrechter Tragedie, déi déi ganz Perspektivlosegkeet nach onendlech verstäerkt.

Ech widderhuelen duerfir déi an eisen Ae rhetoresch Fro, déi ech schonn eng Kéier gestallt hunn: Wär et da wierklech ze vill verlaangt gewiescht, datt d'Betriber sech dozou verflichten, wärend dar Period, wou se direkt Staatssubventiounen, déi net remboursabel sinn, an Usproch huelen, keng Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze entloossen? Eis Äntwert dorobber ass: Nee, dat wier net ze vill verlaangt gewiescht! Dat wier eng sënnvoll Mesure gewiescht, déi zum Zil de Maintien dans l'emploi gehat hätt.

Esou eng Konditioun ass an dësem Text net enthalen. Duerfir kënne mer e leider - ech soe „leider!" - och net matstëmmen. Datt hei d'Méiglechkeet besteet, staatlech Hëllefsprogrammer dozou ze notzen, fir sougenannt Ëmstrukturéierungen duerchzeféieren, déi jo meeschtens mat Licenciementer verbonne sinn, dat kënne mer als Lénk mam beschte Wëllen net akzeptéieren.

Jo, a souguer déi minimal Fuerderung vun der Salariatskummer, déi doranner bestanen huet fir ze soen: „Mee da missten d'Entreprisen, zumindest wa se aus konjunkturelle Grënn Leit mussen entloossen, awer eng Obligatioun hunn, déi selwecht Leit, soubal et erëm besser geet, erëm anzestellen", och déi Obligatioun ass net zréckbehale ginn, mee just ganz allgemeng, wéi den Här Kartheiser sot, dee sech jo an de Froe vun der Moral immens gutt auskennt, eng moralesch Obligatioun. Mir wëssen, wéi d'Kapital mat Moral a Moraliséierendem op Appeller ëmgeet. Dat hätt missen eng Obligatioun sinn. Ech fannen dat och dowéinst awer bedauerlech.

E leschte Punkt, oder nee, e virleschte Punkt, deen ech maache wëll, dat ass dee fir ze soen, datt en anert Element vum Revenu vu ville Leit, déi an deene klengen Entreprisë schaffen, a besonnesch och am Horeca-Beräich, a Restauranten, Caféen, d'Drénkgelder sinn. An déi Drénkgelder sinn natierlech duerch d'Fermeture och komplett verschwonnen. Am Horeca-Beräich ass dat méi, kann ee sech vläicht denken, wéi eeben e klenge Surplus, wou een dann owes nach kann e Patt huele goen. Mee bei ganz ville Salariéen ass dat e ganz wichtege Bonus, deen och an der Famill fest ageplangt ass, fir essenziell Ausgaben ze decken.

Well d'Caritas huet nämlech scho ganz fréi am Joer drop opmierksam gemaach, datt vill Leit justement aus deem Grond bei se kommen, well se genau dat doten Element vun hirem Revenu, nämlech d'Drénkgelder, net méi hunn an et duerfir, wou et bis elo just opgaangen ass, dann elo eeben och just net

méi opgeet. Ech mengen, datt mer eis alleguer musse Gedanke maachen, a virun allem och d'Regierung, wéi mer mat deenen dote ganz prekäre Situatiounen ëmginn.

Här President, elo awer dann de leschte Punkt: Dat ass d'Informatiounspolitik. Mir schwätze jo hei virun allem vun éischter méi klengen Entreprisen. Et muss ee soen: Entre-temps hunn all déi Hëllefsregimmer zënter dem Ufank vun der Kris, an déi awer an der Essenz ëmmer zum Zil haten, den Entreprisen zeguttzekommen, esou eng Envergure ugeholl, datt mer eis éierlech musse soen, datt, éischtens, d'Gesetzestexter just ganz schwéier lieserlech sinn, an datt een och ugefaangen huet, den Iwwerbléck ze verléieren iwwer all déi Méiglechkeeten.

A souguer wann et op guichet.lu entre-temps eng vereinfacht Form an eng vereinfacht Duerstellung vun där awer komplexer Matière gëtt, esou bleift awer, mengen ech, nach ganz vill Sputt do. Ech géif wierklech un d'Regierung appelléieren, no Méiglechkeeten ze kucken, fir déi Texter och proaktiv un déi Leit, un déi Entreprisen ze bréngen a se vläicht och nach eng Kéier direkt unzeschwätzen, fir se op déi Méiglechkeeten opmierksam ze maachen. Well méi grouss oder mëttelstännesch Entreprisen hu Human Resources, déi hunn eng Kontabilitéit, déi gi mat all deene Formulairen, mengen ech, ganz problemlos ëm. Mee hei hu mer et awer mat deelweis klenge Familljebetriber ze dinn, mat Duerfcaféen oder och mat klengen auslännesche Restauranten, wou dat net ëmmer esou sécher ass.

Dat heescht, ech appelléiere wierklech ganz staark hei un d'Regierung fir eng proaktiv Informatiounspolitik ze maachen, fir hei de Leit och net nëmmen d'Méiglechkeet an Aussiicht ze stellen, mee se vläicht wierklech e bësse bei der Hand ze huelen a mat hinnen dee Wee matzegoen.

Wéi gesot, Här President, mir sinn net am Prinzip géint dës Hëllefen, éischter am Contraire. Mir mengen, datt se richteg sinn. Mee well guer keng Konditiounen dra si par rapport zum Maintien dans l'emploi musse mer eis leider Gottes enthalen.

Merci.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An da wier et elo awer um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an de vergaangene Méint hei am héijen Haus ëmmer nees héieren, datt déi aktuell Zäiten net einfach sinn, datt mer all Solidaritéit weise mussen, datt een novollzéie kéint, wéi schwéier et fir d'Horeca, d'Kultur an den Evenementiel ass, an datt dofir gehollef géif ginn.

Dat ass ëmmer schéi gesot an et kléngt och flott no baussen, mee wat gëtt konkreet gemaach? D'Horeca kritt d'Aidë spéit! An dat hätt net missen esou kommen.

Ech hu virun engem Mount an der Plenière schonn eng Resolutioun agereecht, déi gefrot hat, datt genau dëse Gesetzesentwurf, iwwert dee mer haut ofstëmmen, dee selwechten Dag gestëmmt géif ginn, wéi mer och de Secteur géifen zoumaachen. Ech si mer bewosst, datt dat net einfach gewiescht wär. Ech si mer awer och bewosst, datt mer schlussendlech hei en Text stëmmen, dee mer och éischter hätte kënne stëmmen, éischter hätte misse stëmmen, an datt mer och éischter hätte missen d'Betriber informéieren, wat heimat nämlech erauskënnt.

Well et si vill Betriber dobaussen, an de Kolleeg Marc Baum huet et elo grad gesot, déi kleng sinn, deenen et schwéierfält, esou een Text ze liesen an dann och nach déi richteg Konklusiounen doraus ze zéien. Et war ëmsou méi schwéier fir verschidde Restaurateuren, déi sech den Text dann ugelies hunn. A mir hate selwer hei an der Chamber Diskussiounen doriwwer: Si hunn den Text gelies, nodeem se schonn zougemaach goufen, nodeem se wousste: „Mir maachen Takeaway, mir maache Livraisounen." An dunn hu se gelies: „Majo, wann ech zougemaach ginn, da kréien ech 100 %. A wann ech awer net zougemaach ginn, da kréien ech keng 100 %. Da kréien ech just 75 %."

Ech si lo frou, datt de Minister dat schonn an deene leschten Deeg konnt opklären an och gëschter nach eng Kéier confirméiert huet, datt et tatsächlech esou ass, datt all Restaurant ka vun deenen 100 % Eligibilitéit vu senge Pertë profitéieren. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass. Mee ech mengen, datt een hei en amont besser hätt kënne kommunizéieren, well grad déi kleng Betriber sech natierlech d'Fro gestallt hunn: „Hu mer dann net am November dee falsche Choix gemaach, fir opzemaachen, zouzemaachen, hallef op ze maachen?" Dat hätt alles fir vill manner stressvoll Nuechte kënne suergen, wa mer hei besser an en amont kommunizéiert hätten.

Dofir freeën ech mech natierlech, datt dëse Projet dann elo awer endlech op den Ordre du jour koum an datt mer keng weider Zäit domadder verléieren.

Här President, d'Horeca huet wéinst der sanitärer Kris hir Diere fir de Public zougemaach an däerf als Alternativ dee sougenannten Takeaway oder eng Liwwerung ubidden. Dat ass en déiwen Aschnëtt. Nëmmen 31 % vun de Biergerinnen a Bierger fannen, datt den Takeaway eng reell Alternativ zum Restaurant ass. Dat sinn iwwer zwee Drëttel, déi do net d'accord sinn. Dat bedeit forcement, datt d'Zuel vun de Clienten erofgeet.

Schonn éier d'Restauranten hu mussen zoumaachen, ass wéinst dem Couvre-feu um 11 Auer d'Zuel vu Clienten an der Horeca erofgaangen, well d'Leit owes net méi vill Loscht hunn, an de Restaurant ze goen, wa se sech wärend dem Iessen déi ganzen Zäit gehetzt, gestresst fillen. Dat huet vill Restauranten a Caféen och du scho Recettë kascht, an net eréischt dunn, wéi se zougemaach goufen.

Dat ass d'Resultat vun enger Decisioun vun der Regierung an net vun de Restaurante selwer. Dofir ass et och elo un der Regierung hei, fir en dréngend néidegen Ausgläich ze suergen, duerch nei Mesuren an duerch eng Verbesserung vun deenen existéierenden.

Wa mer dem Mëttelstand wierklech richteg hëllefe wëllen, dann ass een éischte wichtege Schrëtt, datt d'Dossiere vun de Leit séier traitéiert ginn. Dofir begréissen ech d'Aussoen an der Kommissioun, datt se prett sinn. D'Leit mussen nämlech hir Sue rechtzäiteg kréien, an net eréischt Méint nodeems se hir Demanden agereecht hunn. Rechnunge musse bezuelt ginn. Salairë musse bezuelt ginn. A soubal et um Enn vum Mount ass, bleiwen net nach zwee Méint Zäit, fir dës Obligatiounen ze erfëllen.

De Salaire direkt bezuelt ze kréien, dat ass e Recht vun all Salarié. An all Salarié sollt och weiderhi säi Salaire pünktlech kënne kréien. D'Fournisseuren, déi net bezuelt ginn, tendéieren dozou, iergendwann net méi ze liwwere respektiv selwer a Problemer ze kommen, well se hir eege Salairen net méi bezuele kënnen. Soudatt et zu engem Däiwelskrees kënnt. Mir mussen also hei derfir suergen, datt dat heite wierklech séier iwwert d'Bün geet.

Doriwwer eraus ass et och wichteg, datt d'Demarchen einfach sinn. Wann d'Leit nämlech net eens ginn, fir d'Formulairen auszefëllen oder net déi richteg Pièce derbäileeën, da verlängert och dat den Delai.

A jo, ech hunn e bëssen d'Gefill, datt deen heite Projet nieft Aidë fir Restauranten an aner Betriber virun allem eng Aide fir ee Secteur ass, deen heivunner dramatesch wäert profitéieren: Dat sinn d'Fiduciairen an d'Bureau-comptablen! Well, fir nämlech hir Perten ze rechnen an dat och nach monatlech ze maachen, wat vill Betriber an der Vergaangenheet guer net gemaach hunn, musse se elo duerch dëst Gesetz quasi eng Clôture mensuelle maachen anstatt eng Clôture annuelle vun hire Konten. Dat féiert bei de Fiduciairen, Bureau-comptablen zu engem Méiopwand, well grad d'Zilgrupp vun dësem Gesetz mécht normalerweis hir Kontabilitéit net selwer, mee huet déi zu engem groussen Deel externaliséiert. Soudatt mer, dat kann een u sech positiv kucken, mat dësem Projet hei direkt zwou Mécke mat enger Baatsch schloen: Mir hëllefen der Horeca an de klenge Betriber a mir hëllefen dem Secteur vun de Kontabelen a Fiduciairen.

Bref, ech kommen awer nach zréck op d'Aarbechtsplazen. Esou wéi d'Chambre des Salariés hunn och mir gemierkt, datt d'Konditioun, datt kee Personal däerf entlooss ginn, fir vun den Hëllefen ze profitéieren, net méi onbedéngt erfëllt muss ginn. Dës Dispositioun gouf einfach gestrach. Dat ass an eisen Aen e Feeler. Laangfristeg wäert et nämlech méi deier ginn, an dat huet d'Vertriederin vun der LSAP och virdrun hei gesot, eng héich Unzuel u Persounen am Chômage ze finanzéieren, wéi elo den Entreprisë mat appropriéierte Subsiden ze hëllefen, fir esou Aarbechtsplazen ze erhalen.

Mir hoffen also, datt sech d'Patronen, déi vun dësen Aidë profitéieren, och wa se legal net du gebonne sinn, awer zumindest eethesch a moralesch dru gebonne fillen, fir kee Salarié ze entloossen opgrond vu Schwieregkeeten, déi duerch dës Aidë combléiert ginn. Et ass nämlech wichteg, datt och do net herno e schreckleche Effekt um Aarbechtsmaart entsteet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddereen heibannen huet d'Chance, en Akommes ze hunn, wat vun der Pandemie net affektéiert ass, mee d'Entrepreneuren am Land mussen zum Deel mat groussen Differenze vun hirem Chiffre d'affaires auskommen, wärend d'Unzuel vun hiren Employéen an d'lafend Käschten awer d'nämmlecht bleiwen a souguer nach wäerte klammen. Mir hu jo schliisslech och decidéiert wärend der Pandemie, de Mindestloun eropzesetzen, an dat war och richteg a wichteg fir all déi Salariéen, déi vum Mindestloun musse liewen. Mee dat ass awer och eng weider grouss Erausfuerderung fir den Horeca-Secteur, e Secteur, deen eebe grad vill Employéen huet, déi um Mindestloun schaffen. Dofir musse mer elo deenen Entreprisen, déi opgrond vun de steigende Salairen zousätzlech belaascht sinn an dës Ausgaben eleng net stemme kënnen, duerch d'Kris hëllefen. An dat gëtt mam Projet 7718, dee mer haut jo och nach behandelen, gemaach.

Ech schléisse mech och nach den Aussoen an och der Motioun vun der CSV un, datt mer et géifen duerchaus begréissen, wann de Seuil vun der Differenz vu 40 % op 30 % erofgesat géif ginn. Mir wëllen awer dësem Projet hei net am Wee stoe just wéinst dem Seuil. Deementspriechend kann ech lech soen, datt mer eisen Accord zu dësem Projet ginn, net ouni awer drop hinzeweisen, datt et drëm geet, e propper a Musek ëmzesetzen, ouni onnéideg Problemer ze schafen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Och merci villmools all den Intervenantë vun de Mëtteg, an e besonnesche Merci der Madamm Rapportrice an dem Här Rapporteur fir hir formidabel Aarbecht. Ech wëll awer op däser Plaz och der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi séier Aarbecht, déi gemaach ginn ass, fir déi séier, awer trotzdeem ganz effikass Aarbecht, wou eng déif Analys vun engem awer ganz komplizéierten a komplexe Projet de loi gemaach ginn ass. Komplex, well - an ech mengen, et huet een et haut de Mëtten och héieren - et kann ee ganz oft dozou tendéieren, datt ee vläicht déi eng oder déi aner Saach matenee vermëscht.

Mir beweegen eis hei an engem ganz strengen europäesche Kader, dat ass richteg. An dem Här Kartheiser seng Fro war virdrun: Wéi huet Lëtzebuerg sech abruecht? Majo, et ass iwwert de Service d'aides, deen an dem Ministère de l'Économie ass, wou mir als Classes moyennes mat deem Service schwätzen, deen dann d'Diskussioune féiert op europäeschem Niveau.

An ech hunn et scho méi wéi eng Kéier op däser Plaz gesot: D'Positioun vu Lëtzebuerg war ganz staark, fir souwuel d'Aiden ze verlängeren. Wat heescht dat, d'Aidë verlängeren? Ech mengen, dass et do ganz kloer ass, dass mer am Fong verschidde Konkurrenzreegelen ausser Kraaft setzen. Et ass jo dat, wat am Avis drasteet, dass déi Reegelen ausser Kraaft gesat ginn, ënner Konditiounen.

An déi zweet Saach ass natierlech och, fir déi „Aide coûts" kënne méiglech ze maachen. Ech erënnere mech nach un d'Diskussiounen, déi am August/September gefouert gi sinn iwwert déi Aide, déi Éisträich dee Moment proposéiert hat, déi dunn awer net akzeptéiert ginn ass, wou dunn d'Diskussiounen op europäeschem Niveau weidergaange sinn. Dat war, ech verhalen den Datum ganz gutt, well et war den Dag vum État de la nation, wéi dunn den Accord vu Bréissel komm ass, fir kënnen Aide-coûten an och d'Verlängerung vun den Aiden ze maachen.

An der Kommissioun ass ganz vill iwwert den europäesche Kader geschwat ginn, an deem mer eis hei beweegen. Et ass op där enger Säit den European Framework, wou eng Ouverture gemaach ginn ass, fir 800.000 Euro kënnen un d'Entreprisen auszebezuelen, un Entreprise-uniquen. Dat ass am Fong dee Kader, an deem mer eis déi ganzen Zäit beweegt hu fir d'Avances remboursables, fir de Fonds de relance a fir eng Panoplie vun aneren Aiden. Dat heescht, an deem Kader ware mer déi ganzen Zäit, mat deenen 800.000 Euro. Ech wäert nach eng Kéier dorop zréckkommen, wann ech iwwert déi dätsch Aidë wéi Här Spautz schwätzen.

Et kënnt nach en zweete Kader. Dat ass de Projet de loi, wou d'Madamm Beissel Rapportrice, nee pardon, wou den Här Arendt Rapporter war: an zwar d'Aide coûts. Déi beweegt sech an engem anere Kapitel. Dat ass do, wou d'Europäesch Kommissioun d'Ouverture gemaach huet, wou mer kënne bis zu 3 Milliounen Euro un eng Entreprise unique ausbezuelen.

Op d'Avisen, déi komm sinn, wëll ech direkt elo schonn agoen. Do hunn d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce an hiren Avise geschriwwen: „Firwat net bis Juni? Ma d'Ouverture ass do, fir d'Aidë kënne bis Juni auszebezuelen", tout en sachant, dass mer alleguer net wëssen, ob et do nach eng Verlängerung ka ginn, well mer am Moment net kënne garantéieren, wéi dës Kris sech weider wäert developpéieren.

Ech wëll awer och elo scho soen, dass mer eis do als Classes moyennes wäerte staarkmaache fir eng Verlängerung, wa se néideg ass, och iwwert den Delai vum 31. Juni eraus. Et ass esou, dass mer zu Lëtzebuerg ëmmer erëm gesot hunn, dass mer Adaptatioune vun den Aidë maachen an en enke Suivi vun den Entreprisen an de verschiddenen Difficultéiten, déi d'Entreprisen hunn. Ech mengen, dat weist jo och ... An den Här Spautz hat ganz gutt - an ech wëll em och nach eng Kéier Merci soen - all eenzel Aide mat den Datumen opgeziilt. Do huet ee gesinn, dass ganz vill Saachen ausbezuelt gi sinn, dass ganz vill Aidë gemaach gi sinn, fir den Entreprisen ëmmer erëm au fur et à mesure kënnen Hëllefstellung ze ginn.

Mee ee ganz wichtege Punkt ass deen, dass d'Entreprisen op där enger Säit d'Hëllefe brauchen. Ech wëll och all den Orateure vun de Mëtte Merci soen, dass jiddwereen, parteiiwwergräifend, gesäit, dass Aidë musse gemaach ginn. D'Argumentatioun, firwat net gestëmmt gëtt oder sech enthale gëtt, dat ass natierlech eng Diskussioun, mee, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Entreprisen et ganz, ganz schwéier hunn.

Ech wëll awer just nach soen, dass et wichteg ass, dass d'Entreprisen eng Previsibilitéit hunn, dass d'Entreprisen also elo bis Mäerz wëssen, wat se als Aidë kënne kréien.

Op d'Fro hin, firwat mer net scho virdrun Informatiounscampagnë gemaach hunn - majo, ganz einfach: Mir kënne jo net Informatiounscampagnë maachen iwwer e Projet de loi, deen net gestëmmt ginn ass. Ech kann lech awer garantéieren, dass de Formulaire haut den Owend nach wäert online goe fir d'Aide coûts. Fir de Fonds de relance, do ginn ech lech beim Argumentaire net Recht, well fir de Mount Dezember kann een dee jo eréischt am Januar ufroen, soudass dat eng aner Diskussioun ass. Mir schwätzen also hei vun der Aide coûts. A wéi gesot, mir maache keng Informatiounsreuniounen, et ka jo nach ëmmer sinn, dass Changementer kommen.

An ech mengen, déi zwee Projeten hei hu gewisen, dass Opposition-formellen - zwou Stéck, déi och ganz gutt vun deenen zwee Rapporteren erkläert gi sinn - am Text vum Conseil d'État komm sinn, wou och do nach eng Kéier Adaptatioune gemaach gi sinn am Text.

Op där anerer Säit sinn ech awer och ganz frou, dass mer mam House of Entrepreneurship ganz enk zesummeschaffen, wou wäert all Dag e Video iwwert d'Promotioun kommen, all Dag e Video, e Webinar, wou erkläert gëtt, wat déi verschidde Saache sinn a wéi ee se kann ausfëllen.

A wou ech dem Här Clement an, ech mengen, och all de Virriedner Recht ginn, dat ass de Punkt: Mir schwätzen hei ganz vill vun Entreprisen, déi net e ganze Service hunn, fir kënne Formulairë fir Aiden auszefëllen, déi net e ganze Service hunn, fir sech ze informéieren an ze gesinn, wéi déi Aiden hei sinn. Dofir ass op där enger Säit d'Informatiounspolitik ganz wichteg an op där anerer Säit awer och, dass d'Formulairen esou einfach wéi méiglech kënne gehale ginn!

Ech weess nach: Am Juni hate mer déi nämmlecht Diskussiounen, wou gesot ginn ass: „Jo, wann de Formulaire kënnt, wéi gesäit en dann aus? Wéi ass et mat där enger Deklaratioun? Wéi ass et mat där anerer Deklaratioun?" Dat ass richteg. Et ass och wichteg, dass mer de Formulaire esou einfach wéi méiglech kënne gestalten, mee mir brauchen awer trotzdeem eng Rëtsch Donnéeën, fir och kënnen ze kontrolléieren, dass déi Donnéeën, déi mer kréien, richteg sinn! Dat heescht, do kucke mer ëmmer, et an der Wo ze halen: op där enger Säit déi richteg Donnéeën ze kréien an et op där anerer Säit awer natierlech och kënnen administrativ esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Am Oktober hat ech, mengen ech, op däser Plaz gesot, dass ech weess, dass, wa mer eng Aide coûts maachen, dës net méi wäert esou einfach si wéi eng Aide commerce zum Beispill, déi virdru war, well mer eng Panoplie vun Donnéeë wäerte brauchen. A contrairement ... De Mëtten ass ganz oft deen dätsche System geholl ginn, wou eenzel Elementer erausgepickt gi sinn - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, mee fir op dem Här Clement seng Interventioun ze reagéieren: An Dätschland ass et eng Obligatioun, seng Demande vun enger Fiduciaire maachen ze loossen. Dat hu mir hei net! Hei gi mer nach ëmmer d'Méiglechkeet natierlech, wann een et ka maachen, dës net iwwer eng Fiduciaire ze maachen. Mee an Dätschland ass et zum Beispill eng Obligatioun.

Ganz wichteg ass eeben och de Volet, iwwert dee mer de Mëtte geschwat hunn - ech mengen, d'Madamm Beissel hat et kuerz ugeschwat -: Dat ass d'Verlängerung vum Delai, fir seng Demande vum Fonds de relance vu Juni bis November bis de 15. Februar kënnen anzereechen. Dat heescht, wann een e Rendez-vous verpasst huet, fir seng Demande eranzegi vu Juni bis November, da kann een dat elo nach bis de 15. Februar maachen, soudass mer do dann och déi Méiglechkeet hunn.

Op där anerer Säit ass awer och den Delai, fir d'Demande vun der Avance remboursable ze maachen, verlängert ginn. Firwat bei der Avance remboursable, wat eng remboursabel Hëllef ass? Majo, well et am Fong e ganz wichtegt Instrument am Kader vun der Reprise ass: Wann eng Reprise kënnt, da kucken ech, eng Avance remboursable ze froen, dann huelen ech déi Mesure an da lancéieren ech mech op en Neits.

Wéi gesot, ech wëll op däser Plaz nach eng Kéier dem House of Entrepeneurship och Merci soe fir

déi ganz Promotioun, déi mer ronderëm déi verschidde Saache kënne maachen, well si eebe grad och do d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn; déi zwee Acteuren, déi am House of Entrepreneurship och regruppéiert sinn, fir alleguerten d'Entreprisë kënnen ze informéieren.

Da kommen ech zu deene verschiddene Froen.

D'Fro war opgeworf ginn: Firwat gëtt et zwee Formulairen an net ee Formulaire? Majo, ganz einfach: Et wär natierlech méi einfach, ee Formulaire ze maachen, mee fir déi eng Demande brauch ee manner Donnéeë wéi fir déi aner Demande. Dat heescht, wa mer dat do géife maachen, da géife mer jiddwereen obligéieren, och wann en net eligibel wier fir d'Aide-coûts, zum Beispill eng mensuell Perte rechnen ze loossen, och wann en et net brauch, well e souwisou net fir d'Aide-coûts eligibel ass. Dofir dat heiten.

Wat awer ganz wichteg ass: Et ass iwwert den Non cumul geschwat ginn. Firwat ass en Non cumul? Majo, ganz einfach: Éischtens, an der Aide coûts gëtt all aner Staatshëllef souwisou ofgerechent vun der Perte, déi ee kann hunn. Dat heescht, wann ech vum Fonds de relance Sue kréien als Entreprise, awer eligibel si fir d'Aide coûts, da ginn déi bei der Aide coûts souwisou erëm ofgezunn. Dat heescht, et huet kee Sënn, et do cumulabel ze maachen.

Dat Zweet, dat ass dee wichtege Volet, dee mer gemaach hunn: Et kann ee sech et eraussichen als Entreprise.

An ech kommen och elo direkt op d'Motioun, déi freet, vu 40 % op 30 % erofzegoen. Jo, den europäesche Kader gëtt eis dës Méiglechkeet, mee d'Aide coûts gräift eréischt richteg ab deem Moment, wou d'Pertë méi héich sinn. Et kann ee sech jo virstellen: Wat d'Perte méi héich ass, wat de Chiffre d'affaires also méi déif ass, wat also den Delta (veuillez lire: wat also den Delta méi grouss ass) tëschent deem, wat eng Entreprise als Coût-non-couverten huet, also als Käschten huet, minus - am Mode de calcul - d'Recetten, de Chiffre d'affaires vum Mount, dee se huet. Wat also de Chiffre d'affaires méi héich ass, wat den Delta méi kleng gëtt, wat een also manner an der Aide erauskritt.

Dofir si mir am Fong méi favorabel hei, wéi den europäesche Kader dat virgesäit. Well den europäesche Kader seet 30 % an de Fonds de relance ass ab 25 %. A grad dofir: Mir gräife bei 25 % fir manner Perten a mir ginn ab 40 % an d'Aide coûts; wou een nach de Choix huet, deemno wéi engem seng Käschtestruktur an der Entreprise ass.

D'Durée, fir d'Dossieren ze verschaffen, ass eng ganz wichteg Fro. An ech engagéiere mech och hei nach eng Kéier, déi Dossieren esou séier wéi méiglech ze verschaffen. Ech wëll och hei den Ekippen op de Classes moyennes, awer och am Tourismus Merci soen, well mer nämlech och Leit vum Tourismus an d'Classes moyennes huelen, fir d'Dossieren esou schnell wéi méiglech kënnen ze verschaffen. An hei och mäin Engagement: dass déi éischt Suen dëst Joer nach wäerte fléisse fir d'Aide coûts, dass déi Dossieren, déi éischt, déi erakommen, nach dëst Joer wäerten hir Suen iwwerwise kréien.

Da just ganz kuerz zu deem däitsche System, deen hei hochgepriese ginn ass, wat jo och flott ass. Dat Wichtegst ass awer bei all deene Saachen ... An do kënne mer iwwerallhi kucke goen, mir kënnen an d'Belsch, mir kënnen a Frankräich goen, et kann een iwwerall soen: „Hei, do ass vläicht eppes. An do ass vläicht eppes." Just, wat een net soll maachen, dat ass, dass een en eenzelt Element aus enger eenzelner Aide op engem Punkt eraushëlt an da seet: „Hei, dat doten ass awer dat, wat méi favorabel ass."

Well, wa mer just komplett sinn, esou wéi den Här Spautz virdrun deen däitsche System gesot huet, wou - jo, dat ass richteg - de Chiffre d'affaires vum Joer virdru geholl gëtt, wou eng Panoplie vu Saache just erausgerechent ginn - zum Beispill den Takeout gëtt do erausgerechent aus där Käschtenaide, zum Beispill d'Gedréinks gëtt partiellement erausgerechent -, do ass et awer esou, dass, éischtens emol, op den Dag eenzel gerechent gëtt. Dat heescht, do ass et vun Dag zu Dag, wann eng Fermeture ass: deen Dag - deen Dag - deen Dag.

Zweetens ass et esou: Wann een eng Perte huet vu 70 % vum Chiffre d'affaires, da kritt een 90 % remboursséiert. Wann een eng Perte huet vu 50 % vum Chiffre d'affaires, da kritt ee 70 % remboursséiert. A wann een eng Perte tëschent 30 % a 40 % huet, da kritt een och do nëmme 40 % remboursséiert. Dat heescht, just fir deen Detail erauszehuele bei der Soforthilfe, déi et do gëtt, bei der Käschtenaide, déi et an Däitschland gëtt fir d'Fixkäschten, do ass et esou, dass mir d'Fixkäschten an déi variabel Käschten hunn - eppes, wat méi wäit geet -, an dat anert ass eeben, dass mir 90 %, dat wat den europäesche Kader eis virgëtt, fir déi Mikro- a Klengentreprisen, a 70 % fir Mëttel- a Groussentreprisë ginn.

Dat heescht, do si mer am Cumul. A kommt, mir kucken dach all d'Aiden zesummen! Sief et de Fonds de relance, sief et d'Aide commerce, sief et déi aner Hëllefen, déi et gëtt. All zesummen. An da féiere mer doriwwer eng Diskussioun, wéi d'Aiden zu Lëtzebuerg en général sinn.

Zu de Froen, ob en Depositaire dran ass: Jo, en Depositaire ass dran. Zu de Froen, ob e Coiffer dran ass? De Coiffer ass Soins à la personne, deen ass am Fonds de relance dran. D'Dréckereien, d'Forainen, no deene war gefrot ginn. Ech mengen, déi si souguer eenzel dran, déi sinn och eligibel fir déi Aiden hei.

Dat heescht, mir hu mat all deene verschiddene Saachen am Fong dee Fonds de relance, wéi e virdru war, déi Secteure mat an d'Aide coûts geholl, well et déi am stäerkste Betraffe sinn. A mir hunn d'Aide de relance - de Fonds de relance vu virdrun, d'Aide de relance - opgemaach fir de Commerce en magasin. Also, et muss een oppassen: Et ass net de Commerce en général, et sinn de Commerce de détail en magasin - et ass och esou, wéi et am Text steet - an de Secteur assimilé, also d'Soins à la personne, déi eligibel si fir d'Aide de relance.

Firwat se net cumulabel ass, hunn ech gesot.

D'Fro war opkomm: Wéi ass et mat den Entreprisen, déi virum 15.03. engagéiert sinn, also déi sech nom 15.03. kreéiert hunn? Am Kader vum Fonds de relance ass dat. Majo, do ass et extra, well wann ech virdru vun den europäeschen Aidë geschwat hunn, dat sinn also déi nei Aiden, déi et gëtt. Do gëtt et awer al Saachen. Dat ass den De minimis, dee mer extra an de Fonds de relance materageholl hu fir déi Entreprisen, déi nei kreéiert sinn, dass mer déi net am normale Kader - well et do blockéiert ass, do kënne mer se net bezuelen -, mee hei also iwwert den De-minimis-Regimm huelen. Do ass e Maximum vun 200.000 Euro pro Societéit. Iwwert dee kënne se awer an der Aide de relance hir Sue kréien.

Ech mengen, dass ech op all d'Froe geäntwert hunn. Ech wëll der Kommissioun en tout cas nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi gutt a séier Aarbecht, an op där anerer Säit awer och all den Orateure vun de Mëtten.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Delles fir verschidde vun deenen Erklärungen. Ech hunn net gesot, datt jiddweree muss eng Fiduciaire hunn, fir déi Demande ze maachen. Dat ass vläicht falsch verstane ginn. Ech hu just gemengt, datt et en Heemount fir d'Fiduciairen a fir d'Bureau-comptabele gëtt, well awer eng ganz Rëtsch Betriber op déi Servicer zréckgräife mussen.

Dat Zweet ass: De Minister huet gesot, et wär nach net kommunizéiert ginn. An dat ass faktesch falsch. Et gouf eng Pressekonferenz vun der Regierung, wou déi Aiden hei virgestallt goufen. A bei däser Pressekonferenz gouf leider - an dat ass dat, mengen ech, wat ech wierklech bedaueren - d'100 %-Klausel fir Fermeturen net ernimmt. Et gouf och an hire Rechebeispiller, déi gewise goufen, net gewisen, wat dach awer fir e puer schloflos Nuechten am Secteur gesuergt huet, well jiddwereen natierlech fir sech gerechent huet.

Ech mengen, d'Beispill, dat gewise gouf, war dat schlechtméiglechst Beispill, dat ee konnt weisen. Et war nämlech fir eng „moyenne ou grande entreprise" mat nëmme 70 % eligibelen ..., also mat 75 % eligibel as éischt, an da 70 % dovunner, déi dann och remboursséiert ginn. Soudatt ganz vill Leit, déi net dovunner betraff waren, sech awer Suerge gemaach hunn.

An ech menge vläicht, wann ech dat ka matginn: Déi nächste Kéier, wann esou Aiden annoncéiert ginn, vläicht e bësse méi realitéitsno och deene Klengen, déi eeben net d'Gesetz liese ginn, kommunizéieren! Dat géif deenen hëllefen an, mengen ech, e puer gro Hoer erspueren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här Clement, fir déi Prezisiounen. Ech mengen, da kënnt Der der Regierung jo net virwerfen, dass se schéi Rechnunge gemaach hätt, fir dass et esou gutt dosteet, wéi et nëmme kéint sinn. Ech denken natierlech och an Zukunft nach un Är Wierder vun elo grad. Denkt och, wannechgelift, mat dru bei anere Berechnungen, déi gemaach gi sinn. Hei hu mer natierlech verschidde Beispiller gemaach.

Iwwert de Volet vun der Kommunikatioun, wouvun Der geschwat hutt: Ech hat et gesinn als eng proaktiv Kommunikatioun: „Wéi fëllen ech de Formulaire aus? Wat sinn déi eenzel Saachen?" A jo, et ass evident, wat Der sot. Mir hunn d'Annonce gemaach, mee, natierlech, déi cibléiert Campagnen an deene verschiddene Secteure wäerten elo eréischt gemaach ginn. Ech mengen, dann hu mer eis op deem Punkt falsch verstanen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 77...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Den Här Spautz freet nach d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt bei zwee Punkten nach eng Kéier beim Minister nohaken.

En huet näischt gesot, oder ech hunn et op alle Fall net verstanen, zu där Geschicht vun de Bongen, wou mer gesot hunn: „Mir hätte gär, dass d'Bonge solle verlängert ginn, aus den Hoteller, bis den 31. Mee." Dat ass deen ee Punkt.

An deen zweete Punkt ass: En huet zwar elo d'Beispiller ginn, wat ech aus Däitschland erausgeholl hat, dass dat ëmmer dovun ofhänkt, wat fir ee Rechebeispill een huet. Mee de Prinzip, firwat mir mam Coût fueren an net mam Chiffre d'affaires général: Do gëtt et jo iergendeng politesch Iwwerleeung, firwat d'Regierung eng Optioun geholl huet fir dee System. Well deen anere System, op alle Fall fir déi Fäll, déi net mat Fiduciairë schaffen, vill méi einfach ze handhaben ass. Mee Dir hutt bestëmmt iergendeng Ursaach, firwat Lëtzebuerg de politesche Choix geholl huet, op déi doten zréckzegräifen. Et géif eis awer interesséieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Jo, entschëllegt, ech hu geduecht, mir géifen duerno zu de Motioune schwätzen. Dofir hat ech just, mengen ech, déi 30 % a 40 % nach eng Kéier erklärt, well dat Bestanddeel vum Projet de loi ass.

Déi aner Saach, dat ass, fir nach eng Kéier op déi däitsch Hëllefen zréckzekommen, dass ech et wichteg fannen, dass mer laangfristeg kënnen, sou laang wéi mer elo emol gesinn, déi Hëllefe ginn. Just: Déi däitsch Hëllefen, déi sech op de Chiffre d'affaires baséieren, sinn Hëllefen, déi ënnert dem Framework - ënnert dem Kapitel - vun deenen 800.000 Euro lafen. Dat heescht, bei där Aide coût, déi mir hei hunn, do ass e ganz rigide System, fir déi Aidë kënnen ze maachen. Dat ass dat mat deenen 90 %, 70 %, wéi d'Klass 6 vun de Coûte vun der Entreprise gerechent gëtt.

Dat heescht, mir sinn am Fong an engem ganz anere Kapitel, dat extra virgesäit, fir esou Aidë kënnen en place ze setzen, an deem mir eis hei beweegen. Dofir d'Propositioun, fir dat esou ze maachen an net nach eng Aide punktuell op den Deckel vun deenen 800.000 hei ze grefféieren.

Mee ech muss dem Här Spautz awer Recht ginn: Et wär méiglech, iergendwellech Aiden op déi 800.000 nach drop ze grefféieren. Et ass och net gesot ... Mir wäerten an der Regierung an natierlech och an Diskussiounen ëmmer erëm mat der Chamber kucken, wou mer dru sinn a gegebenefalls upassen. Ech mengen, et ass och dat, wat mer gewisen hunn als Regierung iwwert déi lescht Méint, dass mer dat ëmmer erëm gemaach hunn. Mee hei si mer ganz kloer an engem spezifesche Kader vun den Texter, wou et bis zu 3 Milliounen, nëmme fir eng Aide coûts, méiglech ass, Aiden auszebezuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister, fir déi Prezisiounen. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7703. Den Text steet am Document parlementaire 7703[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7703 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7704. Den Text steet am Document parlementaire 7704[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7704 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An och dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zu deenen dräi Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm d'Verlängerung vun de Bons d'hébergement geet. Ass nach een, deen d'Wuert zu däser Motioun wëllt ergräifen?

Une voix.- Den Här Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn, ech mengen, wéi mir alleguer heibannen, frou, dass déi Initiativ e wierkleche Succès war, dass déi Iddi e Succès war. An ech mengen, et ass an der Kommunikatioun vum Här Minister virdrun erauskomm, dass effektiv soll gekuckt ginn, fir déi Mesure hei ze verlängeren.

Ech géif de Kolleege vun der CSV, déi déi Motioun hei deposéiert hunn, proposéieren, dass mer an hirem drëtte Considerant ... Et ass elo hei just d'Hôtellerie opgefouert. Ech géif proposéieren, dass mer sollen och d'Campingen, d'Gîten an d'Auberge-de-jeunessë materanhuelen an hiren Text, wann d'CSV - ech kucken den Här Spautz -, a wann den Här Spautz domat averstane wär.

Ech géif dann awer proposéieren, dass mer sollten den Datum, deen Dir proposéiert, erashuelen. Dat heescht, vum Prinzip hier wär mer dermat averstanen, fir et auszebauen - d'Hôtellerie, d'Campingen, d'Gîten an d'Auberge-de-jeunessen - an dann awer vläicht zu dësem Moment den Datum vum 31. Mee erauszehuelen. Wann d'CSV domadder averstane wär, da géif ech de Kolleege vu menger Fraktioun an och vun der LSAP an deene Grénge proposéieren, dës Motioun matzestëmmen.

Här Spautz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo.

M. Gilles Baum *(DP).*- Jo? Voilà!

An d'Motiounen 2 an 3, ech mengen, do huet den Här Minister a senger Interventioun d'Erklärunge ginn. Ech géif da proposéieren, awer d'Motiounen 2 an 3 net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Ech géif dann nach d'Wuert un den Här Minister ginn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools. Ech ka mech just de Propositioune vum Här Baum uschléissen. Et ass esou, an ech mengen, den Här Spautz hat, wéi en d'Motioune presentéiert huet, schonn de Communiqué vun der Horesca presentéiert, wou och schonn do an den Diskussioune gesot ginn ass, dass mer d'Faisabilitéit kucken.

Ech ginn dem Här Baum och vollkomme Recht bei senger Argumentatioun, fir den 31. Mee erauszehuelen, well et ass, mengen ech, e Méindeg; ech hunn et nogekuckt. Och do misst ee vläicht kucken, wéi d'Saisone sinn an esou weider, all déi Considératiounen, fir dat dann ze maachen. Mee prinzipiell ass et och do natierlech vun der Regierung esou, dass mer eis net opposéieren, fir eng Verlängerung ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci dem Här Baum an dem Här Minister fir déi Erklärungen. Dass dat bäigefüügt gëtt vun de Campingen, de Gîten, dat ass iwwerhaapt kee Problem, och dass mer den Datum vum 31. Mee erausuelen. Mee mir sinn eis jo awer eens, dass et awer nach soll am Joer 2021 de Fall sinn?! Well wann ee guer keen Datum dran huet - iwwerspëtzt formuléiert -, dann ass dat eng „coulée continue", fir et emol esou auszedrécken. Dat soll et jo net sinn, mee dass een awer och kloer, wann een dann deen Datum gekuckt huet, da seet: „Hei, bis deen an deen Dag ass et gülteg", an dass een och den Hiweis elo mécht, dass eng Verlängerung kënnt. Net dass elo verschidde Leit, wa se ufänken ze raumen ..., well do steet nach ëmmer den 31. Dezember drop. Da muss awer och dann d'Informatioun erausgoen, dass déi Méiglechkeet besteet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le grand succès qu'ont connu les bons d'hébergement de 50 € ;

- considérant que les bons d'hébergement ne sont valables que jusqu'au 31 décembre 2020 et qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore été utilisés ;

- considérant que le secteur de l'hôtellerie est fortement touché par les nouvelles restrictions mises en place le 25 novembre 2020,

invite le Gouvernement

- à prolonger la validité des bons d'hôtellerie, de campings, de gîtes et d'auberges de jeunesse jusqu'en 2021.

(s.) Marc Spautz, Nancy Arendt épouse Kemp, Emile Eicher, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth.

Kënne mer dann iwwert d'Motioun Nummer 1 à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass d'accord mat där Motioun mat deene proposéierte Modifikatiounen?

Wien ass dergéint?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2. Do ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Och hei ass de Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un.

An och hei maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An hei ass dës Motioun mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dem Projet de loi 7718 iwwer eng Kompensatiounshëllef am Kader vun der Covid-19-Pandemie. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn d'lescht Woch hei an der Chamber eng Erhéijung vun 2,8 % vum Mindestloun op den 1. Januar 2021 gestëmmt. De Gesetzesprojet 7718 ass eng Kompensatioun vun dëser Erhéijung, déi deenen Entreprisen zegutt kënnt, déi duerch d'Covidpandemie a finanziell Schwieregkeete gerode sinn.

Eng Mindestlounerhéijung ass ëmmer eng Belaaschtung fir d'Betriber. Elo, an enger Zäit, wou d'Ekonomie wéinst der weltwäiter Covidkris net méi ronndréit a souguer verschidde Secteuren zäitweis oder laang keng Aktivitéit hunn, trëfft se déi Betriber, déi d'Konsequenze vun dëser Kris am stäerkste spieren, ganz haart. Ech denken dobäi notamment un den Horeca-Secteur, un den Evenementiel, mee awer och un divers kleng Commercen.

Et besteet deemno de Risiko, dass verschidden Entreprisen dës Méibelaaschtung net stemme kënnen. D'Konsequenze si Liquiditéitsproblemer, eventuell Entloossungen oder Faillitten. Fir deem entgéintzewierken, huet d'Regierung beschloss, deene Betriber, déi duerch d'Kris a Schwieregkeete gerode sinn, dës Méibelaaschtung ze kompenséieren.

Wat ass elo genau virgesinn?

Entreprisen, déi et momentan duerch d'Pandemie finanziell schwéier hunn, kënnen tëschent Januar a Juni 2021 - an engem vun dëse Méint - eng Hëllef vu 500 Euro pro Salarié, deen de Ministestloun verdéngt, kréien.

Wéi eng Entreprisë sinn eligibel, fir dës finanziell Hëllef ze kréien?

Et sinn déi selwecht Secteuren, déi och vum Fonds-de-relance-Gesetz a vum Gesetz, dat dem Commerce de détail en magasin hëlleft, ogedeckt sinn. Meng Kolleegen, d'Simone Beissel an de Guy Arendt, sinn op déi eenzel Secteuren agaangen. Ech géif dofir renvoyéieren op dat, wat si scho gesot hunn. Et sinn am Ganze 45 Aktivitéiten, déi hei betraff sinn.

Wéi gëtt dës nei Hëllef méi genee berechent?

E Betrib kritt steierfräi 500 Euro pro Vollzäitsalarié, dee virum 31.12.2020 agestallt gouf an eng Remuneratioun huet, déi méi héich oder d'selwecht wéi de Mindestloun a méi kleng oder d'selwecht wéi de qualifizéierte Mindestloun ass. All Salarié, deen en activité ass, gëtt consideréiert. Dat schléisst net déi aus, déi an engem Krankeschäi sinn. Just déi Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, ginn net consideréiert. Falls e Salarié net Vollzäit schafft, gëtt d'Hëllef au prorata gerechent.

D'Hëllef ass insgesamt plafonéiert op 200.000 Euro pro Entreprise unique, wat de Plaffong ass vun den De-minimis-Aiden.

Wéi eng Konditioune mussen elo erfëllt sinn, fir vun dëser Hëllef kënnen ze profitéieren? Et sinn net ganz vill Konditiounen, déi hei virgesi sinn.

Éischtens muss d'Entreprise eng Autorisation d'établissement hunn, zweetens muss se beim Centre commun affiliéiert sinn, drëttens muss se hir Aktivitéit scho virum 31. Dezember 2020 ausgeüübt hunn. An déi véiert a wichtegst Konditioun ass déi, dass d'Entreprise och huet missen temporär finanziell Schwieregkeeten hunn, déi duerch déi aktuell Coronakris entstane sinn.

De Message heibäi ass kloer: Déi, déi duerch dës Kris, fir déi se jo am Fong och selwer näischt kënnen, finanziell Problemer kruten, kréien hei gehollef. Par contre gëtt et och Betriber, an dat war an der Kommissioun ugeschwat ginn, déi gutt duerch d'Kris komm sinn a wou déi aktuell Mesurë keen Afloss op hir Verkafszuelen haten oder dës souguer geklomme sinn. Dës sinn dowéinst vun dëser Hëllef ausgeschloss.

Wéi mécht een elo déi Demande a wat muss ee bei d'Demandë bäileeën?

D'Demande, fir vun der Aide kënnen ze profitéieren, kann een iwwer en einfache Formulaire maachen, dee vum Ministère preparéiert gëtt. Als Pièces brauch een engersäits d'Dokumenter, déi beweisen, dass déi Konditiounen, déi ech virdru genannt hunn, och erfëllt sinn, an anerersäits brauch de Ministère natierlech awer och eng Lëscht vun de Salariéen, déi eligibel sinn, fir dass d'Entreprise dës Hëllef kritt.

D'Demande, fir dës Hëllef ze kréien, muss bis spéitstens den 30. September 2021 eragereecht ginn, wat den Entreprisen dee Moment och e gewëssene Sputt gëtt, fir d'Demande och nach no dem 30. Juni, wat jo am Fong d'Deadline ass, anzereechen.

De Betrib ka selwer eraussichen, fir wat fir ee Mount, also tëschent Januar a Juni, hie seng Demande areecht. Wëllt hien elo séier un eng Hëllef kommen, well en zum Beispill Liquiditéite brauch, kann en direkt fir de Mount Januar d'Hëllef ufroen. Wann e Betrib awer éischter ofwaarde wëllt, fir ze kucken, wéi e Mount seng lafend Käschte méi héich sinn, kann en awer och ofwaarden an d'Aide eréischt méi spéit froen.

Dir gesitt, hei gëtt de Betriber eng gewësse Flexibilitéit gelooss an der Entscheedung, fir wat fir ee Mount si d'Hëllef ufroen.

Här President, ech resüméieren lech elo nach kuerz d'Avisen, déi erakomm sinn.

D'Chambre de Commerce, fir d'éischt, fënnt, dass d'Hëllef net héich genuch ass an net duer wäert goen, fir integral déi finanziell Méibelaaschtung vun der Mindestlounerhéijung kënnen ze kompenséieren. Dernieft fuerdert d'Chambre de Commerce och weider Hëllefe fir jonk Entreprisen an och fir d'Indépendanten.

D'Chambre des Métiers schwätzt hire Meritt fir all Aide aus, déi den Entreprisen duerch dës schwiereg Zäit hëlleft. Si fënnt och, wéi d'Chambre de Commerce, dass dës Hëllef net héich genuch ass an dass déi reell Méikäschte vun den Entreprisen net wäerte kompenséiert ginn. Si fuerdert souguer eng komplett Neutralisatioun vun der Mindestlounerhéijung iwwer e puer Joer, déi duerch en Amendement vum Budgetsgesetz sollt erreecht ginn.

D'Chambre des Salariés da par contre verlaangt an hirem Avis, dass dës Kompensatioun en eenzegaartegen Akt soll bleiwen, dass dës Kompensatioun onbedéngt soll limitéiert sinn op dës Krisenzäit.

De Staatsrot hat keng Opposition formelle ausgeschwat. Hien huet awer eng Rei Reformulatioune proposéiert, wouvun der och eng ganz Partie vun der Classe-moyennes-Kommissioun iwwerholl goufen.

Dëst gesot par rapport zu mengem mëndleche Rapport, géif ech fir de Rescht op de schrëftleche Rapport renvoyéieren. Ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren an och an engems den Accord vun der DP-Fraktioun direkt matginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice Carole Hartmann. An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci der Madamm Rapportrice fir d'Erklärungen zu dësem Projet.

Ech wëll virausschécken, et gëtt ee Punkt, deen den Här Baum an der Kommissioun ugestrach hat, deen och am Avis vum Conseil d'État ass. Ech hunn eng änlech Liesweis wéi hien, mee et ass net u mir, et ass den Här Baum, deen d'Fro opgeworf huet an der Kommissioun, an ech géif em och hei dee Punkt iwwerloossen, fir en hei am Plenum ze bréngen, well dat anert wier net grad propper. Hien huet sech déi Aarbecht gemaach gehat an da soll hien och herno de Meritt hunn, fir dorop hinzeweisen.

Well de Conseil d'État huet Froe gestallt an deem Rapport! Dat eent, do wäert den Här Baum drop agoen, dat anert ass d'Referenz vun de Salariéen: Wat ass mat Congé de maladie a mat Congé de maternité? D'Madamm Rapportrice huet elo grad gesot, dat ass kee Problem, déi gi matberücksichtegt, et sief dann, si wieren am Chômage partiel. Dann ass et nämlech eng aner Diskussioun, well si kënne jo net zweemol vun Hëllefe profitéieren.

Eis geet et drëm, dass mir verstinn, dass Betriber, déi a wirtschaftleche Schwieregkeete sinn, musse gehollef kréien. Mir hunn net virdrun Hëllefen decidéiert an da géife mer gläichzäiteg duerno soen: „Mir hunn näischt méi dermat ze dinn." An da komme mer mat där Mindestlounerhéijung.

Mir sinn awer do vill méi no bei der Chambre des Salariés. Déi Chambre des Salariés, déi seet Jo zu där Hëllef, déi eenzegaarteg soll sinn an op dës Kris bezunn ass, an dass dat net däerf en Automatissem ginn, dass, wann an Zukunft hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun an d'Luucht geet, dann d'Betriber eng extra Hëllef kréien.

Ech wëll awer soen, dass mer awer trotzdeem iwwerrascht waren iwwert déi Ausso, déi vun der liberaler Partei gemaach ginn ass bei der Ofstëmmung vum Mindestloun, eppes, wat Joerzéngten, 40 Joer hei zu Lëtzebuerg eng Traditioun hat, dass all zwee Joer d'Mindestlounupassung gemaach ginn ass. A mäi Kolleeg, den Aly Kaes, ass schonn eise mandatéierte Spriecher säit 2004 ëmmer erëm zu deem Projet. An do ware mer awer iwwerrascht iwwert déi Ausso vun der liberaler Partei, dass, wann dat Gesetz hei net komm wier, dann hätte si d'Mindestlounerhéijung net matgestëmmt. Ech muss soen, dat huet eis iwwerrascht. Mir hunn dat och net gutt fonnt. Mee do mécht jiddwereen domat, wat e wëllt.

Ech wëll awer soen, an deene Chifferen, déi elo ervirgaange si bei der Mindestlounerhéijung, hu mer geschwat vun 62.000 Leit, déi et ronn sinn, déi hei a Lëtzebuerg vum Mindestloun betraff wieren. An dësem Gesetz schwätze mer vu 40.000 Leit, déi kënnen theoreetesch a Fro kommen. Dat war och fir eis - an d'Madamm Rapportrice ass drop agaangen - ee vun de Haaptpunkten. Well hei sinn och Leit, mir hu virdru vun deene geschwat, deenen et schlecht gaangen ass an der Kris an déi et och nach wäerten déi nächst Méint net ganz einfach hunn. Mee et sinn der awer och, do leeft d'Buedbidde gläich iwwer mat deem Ëmsaz, deen déi maachen. Déi hu Chifferen, déi se nach net kannt hunn, well all déi Kéiere ware se nach ni dovu betraff, fir och eng Kéier musse méi lues ze maachen, mee de Konsumtempel huet fonctionéiert an ass gelaf.

A well ech aus mengem fréiere Liewen och d'Kollektivverträg an dem Commerce kennen, weess ech, dass do der och vill sinn, déi ganz no beim Mindestloun sinn. An dofir hätt ech et och komesch fonnt, wann déi Betriber, déi keng finanziell Schwieregkeeten hunn an déi wierklech an den Euroen elo wäerte schwammen an déi wäerte Rekordresultater maachen, wat d'Joer 2019 (veuillez lire: d'Joren 2019 an 2020) ubelaangt ..., dass et net ka sinn, dass déi och nach eng Kéier déi Aidë siche kommen. An ech weess net, ob et der herno 22.000 sinn, mee dat gi mer jo nach eng Kéier gewuer, wivill et der insgesamt sinn. Mee hei wiere jo da just zwee Drëttel vun de Mindestlounbezéier, déi heidrënner géife falen, déi Betriber, déi Mindestlounbezéier hunn.

Fir eis war et wichteg, dass de Mindestloun an d'Luucht gaangen ass. Fir eis ass et wichteg, dass d'Betriber, déi a wirtschaftleche Schwieregkeete sinn, och déi Hëllef kréien, mee dat muss op d'Covidsituatioun begrenzt ginn an dat kann och net duerno en Automatismus ginn.

Et ass och fir eis wichteg, well dat dréit jo och dozou bäi, dass déi Aarbechtsplazen erhale bleiwen an dass déi Leit d'Méiglechkeet hunn, och weiderhin do kënnen an deene Betriber ze schaffen an awer och e klengen Ausgläich kréien, obwuel mer alleguerte wëssen, wa mer schwätze vun 2,8 %, beim Mindestloun, ass 2,8 % net grad, fir domadder an d'Vakanz ze fueren! Et geet vläicht duer fir eng Pizza iessen ze goen, mee déi kann een net iesse goen, well de Restaurant ass zou. Mee méi grouss Spréng mécht een awer net dermat. An et war richteg, fir deene Leit och deen Ausgläich ze ginn. Dofir wäerte mer och als CSV de Projet matstëmmen.

Mee och mir betounen dat, wéi d'Chambre des Salariés, dass dat soll eng Ausnam bleiwen an dass et net ka sinn, dass Leit, deenen et hei an der Period net schlecht gaangen ass, wat d'Betriber ubelaangt, dass déi och elo nach hei géifen an d'Keess goen, fir do Hëllefen ze kréien.

An deen anere Punkt, deen ech nach hat, do wäert den Här Baum drop agoen, an da si mer och do gespaant op d'Äntwert vum Minister.

Dat gesot, villmools merci! A mir ginn d'Zoustëmmung zum Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hu mer hei an der Chamber e Projet de loi gestëmmt, duerch dee beim Joreswiessel de Mindestloun ëm 2,8 % an d'Luucht geet. Dëst entsprécht enger Erhéijung vun 59,94 Euro de Mount beim onqualifizéierte respektiv 71,93 Euro beim qualifizéierte Mindestloun.

Fir eis als Sozialiste war et evident, dass dëst, wéi et d'Reegel ass, sollt geschéien an dat grad a Krisenzäiten. Déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, hu grad elo dës Augmentatioun néideg. Dozou sti mir als LSAP ganz kloer. A fir eis war dat och net verhandelbar, well mat enger LSAP an der Regierung wäert net un deem Mechanismus vun der Mindestlounupassung gefréckelt ginn.

Här President, dës Augmentatioun wäerten eng ronn 60.000 Salariéen an Usproch kënnen huelen. An dat ass och gutt esou. Mir vermeiden domat, dass déi sozial Schéier nach weider auserneegeet, a mir stäerken domat weider déi sozial Kohäsioun an eisem Land an dat grad an dëse schwéieren Zäiten, déi mir de Moment zesummen erliewen.

Här President, well mer eis awer an enger Kris befannen, wéi et wuel nach keng gouf, eng sanitär, déi sech zu enger wirtschaftlecher Kris entwéckelt, si mer och der Meenung, de Betriber wéinst ennert d'Äerm mussen ze gräifen. Dat maache mer haut mat dräi Projeten. Zwee Stéck hu mer schonn elo grad gestëmmt. An hei ass elo eeben den drëtte Projet de loi fir haut, wou et ëm eng Kompensatioun vun der Erhéijung vum Mindestloun fir Betriber geet.

Esou wichteg et ass, dass mer dës Erhéijung vum Mindestloun op den 1. Januar 2021 wäerten hunn, esou ass et awer och wichteg, dass mer grad an dëser Zäit d'Betriber ënnerstëtzen, dass si dës Erhéijung ausbezuele kënnen. Eis Betriber hunn nämlech eng grouss Verantwortung géintiwwer hire Mataarbechter an hire Familljen. Duerfir begréisse mer dës Hëllef ausdrécklech, fir deene Betriber ze hëllefen, déi de Moment selwer Schwieregkeeten hunn.

Net all Betrib kënnt hei a Fro. Mee grad déi Secteuren, déi am meeschte vun där aktueller Kris betraff sinn - a se goufe scho vun der Rapportrice genannt -, sollen dës Hëllef kréien. Esou wäert dës Kompensatioun fir eng 40.000 Salariéë kënnen ugefrot ginn.

Här President, ech wëll awer hei och nach eng Kéier erwänen, wéi wichteg et ass, dass mir grad an dësen Zäiten d'Kafkraaft vun de Leit erhalen. An ech mengen hei d'Kafkraaft vun alle Leit! Et ass nämlech wichteg, dass d'Leit weider consomméieren an och lokal akafen, fir och esou eis Betriber ze ënnerstëtzen, dës Kris hei ze iwwerstoen.

Mir gesinn déi heiten Hëllef als eng zousätzlech Ënnerstëtzung, fir d'Salariéen an der Aarbecht ze halen an d'Betriber duerch dës schwéier Zäit ze begleeden. An duerfir ginn ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun. An ech wëll awer zum Schluss natierlech och nach der Rapportrice, dem Carole Hartmann, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, meng Virriedner hunn et schonns gesot: De Projet de loi 7718 vun haut ass de Pendant zum Projet de loi 7719, deen d'Chamber déi lescht Woch unanime gestëmmt huet. Dat war d'Erhéijung vum soziale Mindestloun.

Am Virfeld gouf et jo do eng gewësse Poleemik, ob dann elo de richtege Moment fir esou eng Erhéijung wier. D'Chamber huet, wéi gesot, d'lescht Woch en däitlechen an eestëmmege Jo dozou ginn, an dat aus zwee Grënn. Éischtens: Well et sozial gerecht ass, fir grad an der aktueller Kris deenen ze hëllefen, déi ënnen an der Akommesskala stinn. An zweetens, an dat bréngt mech zréck op de Projet vun haut: Well d'Regierung complementaire zur Erhéijung vum soziale Mindestloun eng temporär Offiederungsmesure fir Entreprisë virgesinn huet, deenen hir ugespaanten Tresorerie dann ab Januar 2021 zousätzlech belaascht wäert ginn.

Dës Kompensatioun ass, wéi vill aner Hëllefen an deene leschte Méint, besonnesch zougeschnidden op déi Secteuren, déi am schwéierste vun der Pandemie getraff sinn. Eppes däerf een nämlech net vergiessen, wann een iwwert den aktuelle Moment schwätzt: De Kontext vun haut, dat ass sécher d'Pandemie. Déi aktuell zweet oder drëtt Well, jee nodeem wéi een zielt, mee dat sinn och déi Milliounen Euro, déi eis Entreprisen an deene leschte Méint scho kruten, a wou mer haut och erëm en Deel derbäiginn. Och dës Sue waren a sinn Ausdrock vu Solidaritéit.

„Eng sozial gerecht Gesellschaft ass eng Gesellschaft, déi sech an éischter Linn ëm hir schwächste Membere këmmert", esou huet de Charles Margue d'lescht Woch hei den Accord vun der gréngen Fraktioun zur Erhéijung vum soziale Mindestloun ugefaang. Eis Fraktioun war derfir a si ass och fir déi Kompensatioun, déi mir haut viraussiichtlech stëmme wäerten.

Zesummen droen dës Mesuren eise politeschen Ziler Rechnung, nämlech der Solidaritéit an dem sozialen Zesummenhalt. Awer si droen och Rechnung dem schwieregе Moment, deen all d'Deeler vun eiser Gesellschaft am Moment erliewen.

A wéi d'lescht Woch och gesot gouf, wäert d'Erhéijung vum Mindestloun sech jo och an enger Stäerkung vun der Kafkraaft ausdrécken, déi hirersäits erëm de Betriber zeguttkënnt.

Här President, domat ginn ech den Accord vun der gréngen Fraktioun zu dësem Projet a soe selbstverständlech nach der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. An och e grousse Merci un d'Madamm Hartmann fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, mir hu bei dëser Diskussioun jo zwou Säiten: déi vun deene Leit, déi vun der Augmentatioun vum Mindestloun beneficiéieren. An hinne wëlle mir soen, datt mir eis ouni all Konditionalitéit natierlech dozou bekennen, datt de Mindestloun muss periodesch ugepasst ginn. Dat ass eng elementar sozial Verantwortung, en Zeeche vu Solidaritéit. An d'ADR bekennt sech dozou. Mir bedaueren, datt d'lescht Woch hei vun der Säit vun der DP do eng Konditionalitéit opgestallt ginn ass. Déi ass einfach net richteg.

Déi aner Säit ass déi vun de Betriber. Dozou zwou Bemierkungen. Ech hat et virdru rappeléiert: D'ADR ass der Meenung, datt mer kucke missten, fir esou vill wéi méiglech d'Betriber net zouzemaachen an ze kucken, datt se ënnert deene sanitäre Sécherheetsmoossname kënnen duerch d'Kris kommen. Da wär och dee sozialen an deen ekonomeschen Impakt méi niddreg wéi dat, wat mer elo hunn.

Dat anert ass, datt mer mussen d'Betriber ënnerstëtzen. Et ass net, fir hei vun engem Präzedenzfall ze schwätzen, well mir sinn an enger komplett aussergewéinlecher Situatioun! Mir bedaueren, datt déi Moossnamen net méi generéis sinn elo, well wéi gesot, de Staat gräift an dat ekonomescht Liewen zu engem ganz, ganz grousse Mooss an. An et wär fir eis selbstverständlech, datt wéinstens fir déi Dauer vun deene Moossnamen, déi op kierschtlech Manéier, op staatlech Veruerdnung hin dat normaalt Geschäftsliewe stéieren, datt fir déi Zäit eng Kompensatioun virgesi wär. Dat wär nëmmen normal.

Mir denken also, datt dëst Gesetz net generéis genuch ass. Trotzdeem stëmme mer et selbstverständlech mat, well all Moossnam, déi de Geschäfter kann an dëser Situatioun hëllefen, fir gutt duerch d'Kris ze kommen, fënnt eis Ënnerstëtzung.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An dës Kéier vergiessen ech den Här Marc Baum net. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President.

Hei hu mer se elo, d'Konditioun, déi d'DP gestallt huet, fir d'Mindestlounerhéijung, déi zënter Joerzéngten hei vun der Chamber votéiert gëtt, fir déi dës Kéier matzen an der Kris - an der Kris, an der sozialer Kris! - dann och matzevotéieren.

An och wann ee schonn aus reng philosophesche Grënn kéint Objektiounen hunn, datt elo de Staatsbudget derfir do ass, fir dem Patronat Suen ze ginn, fir d'Salairen ze bezuelen, wat schonn eppes ganz Zweifelhaftes ass, wou een dann awer nach kéint eventuell soen: „Mir sinn an esou enger extraordinärer Situatioun, mir ginn op deen dote Wee" - wou ech nach net weess, ob et dee richtege Wee wier, mengen ech, datt dat scho Grond genuch wier, datt een zumindest ferm Doutte kéint uweisen.

Wann ee sech dann awer elo d'Technizitéit vun deem Mechanismus hei ukuckt, da stelle sech awer ganz vill Froen!

Eis gëtt dat hei verkaaft als Kompensatioun fir d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 2,8 %. Eng temporär Kompensatioun iwwer sechs Méint. Ben, d'Salariatskummer huet ausgerechent ... Mee dat hei ass eng Surcompensation, well déi sechs Méint am Qualifié, also deen héchste Wäert, dee kann erreecht ginn, dat kascht de Patron 418 Euro. E kritt der awer hei 500. Also ass et schonn eng Surcompensation vun deem, wat effektiv déi Mindestlounerhéijung bedeit.

Wann een dann awer nach méi an den Detail geet, da stellt ee fest, datt et esou funktionéiert, datt ënnert deene sechs Méint - Januar bis Juni - ee Mount ass, wou d'Entreprise sech kann eraussichen, wou d'Entreprise fënnt, wa se selwer d'Rechemaschinn hëlt, deen am lukratiivsten ass, an dann d'Demande eragëtt op dee Mount. Elo ass et awer parfaitement méiglech, datt e Betrib am Januar 20 Leit huet, am Februar fënnef Leit vun deenen 20 entléisst an dann de Januar als Zuel déi 20 Salariéen ugëtt an da fir déi 20 Salariéen 20-mol 500 Euro kritt. Also, et ass méi wéi nëmmen eng Surcompensation, et ass eng Kompensatioun méiglech vu souguer fiktive Salairë vu Leit, déi schonn entlooss sinn! Dat ass de Mechanismus, deen hei benotzt gëtt, fir dat ze maachen. Dat ass ee Beispill.

En anert Beispill ass de Chômage partiel. Déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, sinn, zu Recht, net eligibel fir d'Entreprise, fir datt si déi ka geltend maachen. Wat ass da mat enger Entreprise, déi Januar, Februar, Mäerz, Abrëll, Mee 15 vun 20 Leit am Chômage partiel huet an ënnert dee Regimm fält an och ënnert de Régime d'aides vum Chômage partiel, an am Juni, well d'Situatioun sech komplett verännert huet, well erëm eventuell alles op ass an alles méiglech ass, sinn déi 20 Leit erëm an normale Regimm? Da kann déi Entreprise déi 15 Leit, déi fënnef vun deene sechs Méint an engem anere Regimm waren, och an dësem Regimm geltend maachen, fir déi 500 Euro Surplus ze kréien. Also, et kann een et jo gutt mengen, mee ech mengen, et kann een et awer och iwwerdreiwen.

A wann Der wëllt den Entreprisen hëllefen, da maacht dat cibléiert. Et sinn net de Mindestloun an d'Mindestlounerhéijung, déi de klenge Commercen den Hals briechen, et sinn d'Loyeren. Da géif ech gäre vun enger DP gesinn, datt se un e Bail commercial geet! Dat ass nämlech dat Instrument, dat am Moment de klengen Entreprisen den Hals brécht, an net eng kleng Mindestlounerhéijung!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, mir stëmmen dat hei net mat.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir freeën eis, datt decidéiert gouf, Aiden anzeféieren, fir den erhéichte Mindestloun am neie Joer auszegläichen. Jo, et ass en Acquis. A jo, et ass vläicht e Kouhandel, deen hei an der Majoritéit stattfonnt huet, fir datt déi Aidë kommen. Et ass mer u sech egal, well an dësem Fall hëlleft et klengen a mëttelstännesche Betriber direkt. A mir begréissen et och, datt d'administrativ Prozedur, fir dës Aiden unzefroen, vereinfacht ass, an hoffen, datt dat och bei deenen aneren Demanden, wéi zum Beispill där vum Chômage partiel oder de Coûts non couverts, wou mer jo schonn driwwer geschwat hunn, geschéie wäert.

Nichtsdestotrotz fanne mer, datt et net genuch ass, eng eemoleg Hëllef unzebidden an enger Situatioun, an där kee weess, wéi d'wirtschaftlech Lag sech an der unhalender Kris nach entwéckele wäert. Mir sinn der Meenung, datt mer eng Hëllef bräichten, déi esou laang ugebuede gëtt, wéi d'Entreprisen d'ekonomesch Konsequenze vum Covid nach ze spieren hunn, an déi reell Käschten deckt, déi duerch de Gesetzesprojet 7719 wärend der Kris entstinn.

„Solidaritéit" ass en Term, dee mer am Moment ganz heefeg héieren, mee bei esou Gesetzesprojete froe mer eis, ob dat net just en dekoratiivt Wuert ass. Sécher, all Euro ass wichteg an der aktueller Situatioun, an dofir wäerte mer dëse Projet haut och matstëmmen, mee eng eemoleg Hëllef gëtt enger unhalender Kris an eisen Aen net gerecht.

Ech wëll awer vläicht nach, wa mer iwwert deen heite Projet schwätzen, an ech hunn de Chômage partiel an d'Demandë fir de Chômage partiel ugeschwat, erëm eppes reiteréieren, wat ech schonn d'leschte Kéier ugeschwat hunn, wéi mer d'Covidgesetz gestëmmt hunn, a wat mech e bëssen erschreckt huet, an zwar, vläicht och do nach eng Kéier e bësse Largesse walten ze loosse fir den Horeca-Secteur. Ech hu mer ziele gelooss gëschter Owend aus dem Horeca-Secteur raus, datt d'Horesca eréischt gëschter Owend kommunizéiert hätt, wéi eng Aiden dann elo mat den neie Gesetzer haut a Kraaft trieden, an ënner anerem och nach eng Kéier op de Chômage partiel higewisen huet vum Covidgesetz, dat en Dënschdeg gestëmmt gouf an domadder och d'Fermeturë verlängert huet. An déi Leit, déi en Dënschdeg probéiert hunn, de Chômage partiel direkt unzefroe fir déi Aiden, déi krute gesot, et wär ab dem 12. Ech gesinn, den Aarbechtsminister reagéiert schonn drop. An ech mengen, datt dat zu eiser Satisfaktioun wäert sinn.

Dofir kann ech elo scho Merci soen. An ech kann lech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Une voix.- Ganz verstänneg!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An da géif ech dem Aarbechtsminister d'Wuert ginn, fir dorobber ze reagéieren.

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech gesinn den Här Clement, dee versteet mech, ouni dass ech e Wuert soen.

(Hilarité)

Et géif ee sech wënschen, dass dat nach méi oft de Fall wär.

(Hilarité)

Da kéinte mer eis hei villes erspueren.

Ech wëll just soen, dass de Moien e Comité de conjoncture zesummen war an dass de Comité de conjoncture eestëmmeg der Regierung proposéiert, dass den Delai, fir d'Demanden anzereeche fir de Chômage partiel, fir de Mount Januar vum 12. Dezember op den 30. Dezember verlängert gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da géif ech elo dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles d'Wuert ginn.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen an awer och mëndleche Rapport.

Jo, mir schwätzen hei vun enger Aide vu 500 Euro pro Salarié, deen an enger Entreprise schafft, deen an där Entreprise tëschent dem net qualifizéierten an dem qualifizéierte Mindestloun ass.

Et ass esou, dass et natierlech eng Panoplie gëtt, a mir hunn iwwer all dat haut de Mëtten hei geschwat - just virdrun hu mer iwwert d'Schwieregkeete geschwat, déi d'Entreprisen hunn, fir mat där Kris hei kënnen ëmzegoen, d'Schwieregkeeten, déi eng Panoplie vun Entreprisen hunn, well se op där enger Säit eng Fermeture haten dëst Joer, well et hinnen op där anerer Säit ganz schwiereg ass, hiert normaalt Fonctionnement esou kënne lafen ze loossen, oder eeben och, well dës Kris eng Panoplie vu Verännerunge souwuel am Verhale vun de Leit wéi awer och am Fonctionnement vun eiser Gesellschaft mat sech bruecht huet.

Dat heescht, wa mer soen, dass et eng Panoplie vu Societéite gëtt, vu Secteure gëtt, déi ganz schwéier betraff sinn, ma grad déi Secteuren, grad déi Entreprisen, déi an deene Secteure sinn, hunn dann och Schwieregkeeten, eng Hausse vum Mindestloun kënnen ze droen. A grad dofir ass et wichteg, dass mer déi Aide hei maachen, fir kënnen déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, dass se eebe grad net op de Wee ginn, fir Salariéen ze entloossen.

An dat hei ass en Text - an ech mengen, d'Madamm Burton hat och genausou gesot -, bei deem et drëm geet, Aarbechtsplazen ze retten. D'Madamm Gary hat et och gesot d'ailleurs. Et geet hei drëm, Aarbechtsplazen ze retten, andeem mer hei d'Entreprise stäerken an dat hei deelweis offiederen.

Jo, ech ginn lech Recht, et ass eng exceptionell Mesure. Et ass eng exceptionell Mesure an exceptionellen Zäiten. A grad do ass jo de Fil conducteur an der Iwwerleeung, wa mer soen, dass d'Entreprisen et schwéier hunn, dass et keen normaalt Fonctionnement gëtt, dass dann domadder och aner Hëllefe méiglech sinn, wou souguer d'Europäesch Kommissioun eng Panoplie vu Konkurrenzreegelen ausser Kraaft gesat huet, mer parallell awer soen, wat och richteg ass, dass hei net kënnen d'Mindestlounempfänger déi Éischt sinn, déi vun dëser Kris hei wäerten touchéiert sinn. Ma da musse mer d'Equivalenz sichen, da musse mer och versichen,

fir dass mer et maache kënnen, dass de Salarié och weiderhin nach ka säi Salaire kréien, dass d'Entreprise, déi scho Schwieregkeeten huet, och kann de Salarié weiderhi bezuelen.

Ech ginn awer och bei deenen Diskussiounen, a mir hate se och an der Kommissioun, Recht, dass déi Entreprisen, déi natierlech zu dëser Zäit net vun der Kris betraff waren, awer vläicht an esou ee Secteur falen, dës Aiden och net kënne kréien. Well wa mer dat géife maachen, dann hätte mer jo d'Zil komplett verpasst vun dëser Héllef, déi et hei gëtt.

Virdrun ass geschwat gi vu Konsumtempelen. Ech muss lech soen, an ech maache just eng Klammer op, Konsumtempelen, wann een et ëmmer héiert, mengen ech, geet vun Definitioun zu Definitioun ëmmer erëm anescht. Wann e Konsumtempel eng Grande surface sollt sinn, da sinn awer an deem Konsumtempel eng ganz Rëtsch vun anere klengen Tempelcher - et deet mer leed, ech kenne mech net esou aus an deene verschiddenen Deeler vun der Kierch. E Konsumtempel, esou wéi vläicht och elo grad gesot ginn ass, ass net de Liewensmëttelsupermarché, deen dran ass. De Konsumtempel ass eng Ureiung vu lauter ganz klenge Betriber. Wann ee vu Grande-surfacë schwätzt, da schwätze mer deelweis vu 60, 70, 80 Commercen, wou all eenzele Commerce en Independant huet, en Entrepreneur huet, an och do vläicht zwee, dräi, véier, fënnef, sechs Salariéen huet. Dat heescht, et soll een awer trotzdeem ëmmer erëm differenzéieren, wann ee vun deene Saachen do schwätzt. Et gëtt kleng Entitéiten an deene Saachen.

Flexibilitéit, e ganz wichtegt Wuert, a si musse cibléiert sinn. Cibléiert, mengen ech, ass et eebe grad, well mer jo soen: „Déi Secteuren, nëmmen déi Secteuren, déi Schwieregkeeten hunn" - déi wéi mer elo schonn als ganz Chamber awer à maintes reprises widderholl hunn, dass déi Secteure Schwieregkeeten hunn - „majo, och nëmmen déi kënne vun där Aide hei profitéieren." Dofir sinn et och, wéi de Montant genannt ginn ass, ronn 40.000 Salariéë fir d'Berechnung heivun. Firwat? Ech mengen, et ass ugeschwat ginn, ma verschidde Secteuren, déi och ganz vill Leit hunn, déi am Mindestlounsecteur agestallt sinn, sinn net eligibel fir déi Aide hei, well se eeben och net esou vun där Kris hei betraff sinn.

Dann zu där Diskussioun mat deenen eenzele Méint, wa mer soen: „Firwat kann eng Entreprise eraussichen, fir wéi ee Mount et ass?" Mee ech kann lech haut net garantéieren, dass verschidde Betriber wéi zum Beispill, kommt, mir huelen d'Beispill vum Horeca-Secteur ... Den Horeca-Secteur ass mat deem Gesetz, dat dës Woch an der Chamber gestëmmt ginn ass, nach bis de 15. Januar zou. Dat heescht, wa mer gesot hätten: „Ma déi Aide do kann d'Entreprise just fir de Mount Januar froen", jo, dann hätt dee ganze Secteur d'Aide net kënne kréien, well e vum Chômage partiel profitéiert.

An et ass och richteg ze ënnerstraichen, dass déi Salariéen, déi vum Chômage partiel profitéieren, net och nach kënnen an de Calcul mat erafalen, fir dann nach eng Kéier eng Aide ze kréien. Et ka jo net sinn, dass op där enger Säit iwwert de Fong de Chômage partiel bezuelt gëtt an awer op där anerer Säit nach eng Kéier d'Entreprise eng Aide kritt, fir eng Augmentatioun ze kompenséieren, déi d'Entreprise jo awer schlussendlech dann net hat, well fir dee Mount déi Persoun am Chômage partiel war.

Zu deem, wat den Här Baum ugeschwat huet: Et gëtt Iwwerleeungen, dass een zum Beispill fir deen ee Mount ka schaffen an awer de Mount duerno kann e Licenciement hunn. Do muss ech lech ganz éierlech soen: Jo, dat ass de Fall! Dat ass de Fall an et gouf Iwwerleeungen, fir déi Aide hei pro Salarié mensuell auszefëllen. An da kommen ech awer erëm op genau dat zréck, wat Der virdru gesot hutt vun der Simplification administrative. Mir géife soss hei eng Aide aféieren, déi pro Salarié 60 Euro oder 65 oder 67 Euro pro Salarié pro Mount géif mat sech bréngen. Ech mengen, do ka jiddwereе sech virstellen, dass dat en enorme Pabeierkrich gewiescht wier fir Aiden, deelweis, op där enger Säit, Pabeierkrich fir d'Entreprisen, fir se unzefroen, op där anerer Säit awer natierlech och fir de Ministère, fir déi Panoplie vun Aiden hei kënnen ze geréieren - dofir e Montant forfaitaire.

Et kann een driwwer diskutéieren. Dat do ass e Schwaachpunkt bei där Aide hei. Mee ech si mer sécher, dass, wann d'Zil vun där Aide hei eebe grad ass, d'Aarbechtsplazen ze schützen, wann d'Zil eebe grad dat ass, dass d'Entreprise kee soll entloossen, dee Fall do wa méiglech net sollt virkommen.

En tout cas ass dat meng Hoffnung, an ech mengen, do ass jiddwereen hei an der Chamber mat mer averstanen, dass alleguerten déi Aiden hei derzou féieren, dass keng Aarbechtsplaze verluer ginn, dass keng Entreprisë mussen hir Dieren zoumaachen. Dofir maache mer déi Aiden. Dofir sti mer mengen ech alleguerten, fir dass eebe grad déi Aiden hei kënne schnellstméiglech ausbezuelt ginn an och mat där Flexibilitéit, wéi ech gesot hunn, wou d'Entreprise sech kann eraussichen, wéi ee Mount se hëlt, dat nach een, zwee Méint bis nom Oflaf vum Mount Juni.

Ech soen en tout cas Merci villmools fir déi breet Zoustëmmung an awer och nach eng Kéier der Kommissioun, fir hir séier an effikass Aarbecht. Merci!

Une voix.- Ganz gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. An direkt Parole après ministre fir den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Här Delles fir déi verschidden Aussoen. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, wann ech hei schwätze vu Konsumtempelen, hunn ech genau dat gemengt, wat Dir elo grad hei gesot hutt, dat ass dee Supermarché, dee Liewensmëttelhandel, deen do bannendran ass, deen nach net matkritt huet, dass Kris ass. Ech hunn net geschwat vun deene Klenge ronderëm, well ech mer och net ka virstellen, dass déi Kleng ronderëm ..., et ass vläicht deen een oder deen aneren do, deen e Kollektivvertrag huet, mee all déi aner, an dat hat ech och a menger Remark preziséiert, hu kee Kollektivvertrag a wësse bis haut nach net, wéi de Kollektivvertrag an der Branche ass. Dass deene soll gehollef ginn, ass keng Diskussioun. Ech hu wuertwiertlech gemengt déi ganz Grouss, wéi Der et gesot hutt, d'Supermarchéen, déi do dra sinn. An do däerf ee se och net all an een Dëppe geheien, mee do sinn der awer derbäi, déi wäerten ..., do schwätze mer dann eng Kéier, wa se hire Bilan bekannt ginn, wat do alles erauskomm ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An dann och nach Parole après ministre fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech rechnen dem Här Delles ganz héich un, datt e selwer seet, datt dee Punkt, op deen ech higewisen hunn, eng Faiblesse duerstellt. Nawell mengen ech, datt déi Faiblesse awer esou grouss ass, datt een dann net méi soe kann, datt et drëm géif goen, Aarbechtsplazen ze retten, well an deem Beispill, dat ech genannt hunn, gëtt deen am meeschte belount, dee licenciéiert. Esou ass et an deem Modell, deen ech elo grad virgerechent hunn, deen ech och virdrun a menger Ried genannt hunn.

Ech mengen net, datt ee muss eng Proratiséierung maachen an d'Demande all Mount ëm - wat ass et dann? - 70 Euro frësch stellen, mee ech mengen zumindest, datt et e Contrôle ex post misst ginn, wou déi Montanten dann dû wieren, wann et zu deenen dote Phenomeener géif kommen, datt Leit, déi licenciéieren, dann awer nach de Surplus fir sech behalen. An dat wier e wichtege Garde-fou gewiescht, dee genau déi doten Zort vun Abusen hätt kënne verhënneren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An d'Wuert geet zréck un den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Ech ginn dem Här Baum ... An ech muss soen, ech respektéieren dem Här Baum seng Erklärungen, déi e sech gëtt, a seng Exkursen, déi e mécht, am Sënn, dass se ëmmer a senger Iwwerleeung - déi ech net ëmmer deelen - awer trotzdeem riicht sinn an trotzdeem an där Iwwerleeung, déi den Här Baum huet, och konsequent sinn. Hei ginn ech lech fundamental Onrecht ...

(Interruption)

... wann Der sot, dass déi Betriber, déi am meeschte profitéieren, déi sinn, déi am meeschten entloossen. Dat ass net richteg! Kee Betrib entléisst gären einfach esou a well en esou gutt fonctionéiert, dat gëtt et net! E Betrib, deen entléisst, ass e Betrib, deen an eng Schiflag vläicht komm ass a wou d'Aiden oder wou d'Fonctionnement, oder d'Reprise, an dësem Fall, net grouss genuch war. Dat heescht, vun der fundamentaler Iwwerleeung si mer do net där nämmlechter Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7718. Den Text steet am Document parlementaire 7718[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7718 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7690 iwwert d'Visiokonferenze vum Gemengerot. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen haut iwwert de Gesetzesprojet, deen zwee Haaptziler huet: Engersäits, an dat ass en neie Moment, féiert en d'Méiglechkeet an, bei de Séances à huis clos vum Gemengerot a bei de Sitzunge vum Schäfferot op d'Visiokonferenz zréckzegräifen. Anerersäits ginn eng Rëtsch aner Mesurë verlängert, nämlech de Kader, deen et de Gemengeconseilleren erlaabt, via Visiokonferenz un den ëffentleche Sitzunge vum Gemengerot deelzehuelen, mee och d'Méiglechkeet fir de Schäfferot, dass d'Informatiounsversammlunge mat de Bierger am Kader vun der Prozedur vun der Adoptioun vum PAG deels oder komplett iwwer Visiokonferenze kënnen organiséiert ginn.

Dës Mesuren hate mer jo schonn am September bis Enn des Joers verlängert. Elo wäerte se geschwë bis de 15. Juli gëllen. Dës Mesurë sinn exceptionell an an der Zäit limitéiert.

D'Diskussioune vun der Visiokonferenz fir d'Séances à huis clos an domadder och fir d'Schäfferéit, déi sinn net nei. Effektiv hate mer als Kommissioun am Juni schonn eng Kéier driwwer diskutéiert, wéi mer den Dispositif fir déi ëffentlech Sëtzungen am Gemengerot agefouert hunn. Deemools hu mer awer virun allem aus Suerg, fir d'Confidentialitéit ze assuréieren, als Kommissioun no enger Rei Diskussiounen, déi mer haten, dës Optioun net zréckbehalen. D'physesch Presenz ass deemno obligatoresch bliwwen.

Bon, mir sinn elo an enger anerer Situatioun. Mir hunn héich Fallzuelen. Mir sinn engem méi héije Risiko ausgeliwwert, well de Virus wäitleefeg zirkuléiert. Dës Situatioun huet och derzou gefouert, dass de Fonctionnement vun de Gemengenorganer, an domat d'Handlungsfäegkeet vun de Gemengen, net méi onbedéngt duerchgeeënd garantéiert ass. Et waren deemno och d'Schäfferéit an d'Gemenge selwer, déi no enger Léisung an dëser Problematik gefrot hunn. D'Demande aus dem Gemengesecteur war do an d'Inneministesch huet drop reagéiert.

Aus där Perspektiv eraus huet dunn d'Kommissioun et och opportun fonnt, fir d'Méiglechkeet, via Visiokonferenz un de Séances à huis clos vum Gemengerot an um Schäfferot deelzehuelen, temporär festzehalen, an dës Méiglechkeet, wéi gesot, sollt bis de 15. Juli d'nächst Joer gëllen.

Esou kënnen iwwert deen dote Wee och déi Memberen, déi a Quarantän sinn, am Isolement sinn, déi vulnerabel sinn, un dëse Sitzungen deelhuelen a si brauche sech net ze deplacéieren. An dat gëtt natierlech och méi Sécherheet.

An der Kommissioun hu mer de Projet de loi eng éischte Kéier de 26. November analyséiert an an där selwechter Reunioun hu mer och den Avis vum Staatsrot gekuckt, deen de 17. November publizéiert gouf.

D'Kommissioun huet eng Rëtsch Amendementer ugeholl, fir änner anerem den Oppositions formelles vum Staatsrot Rechnung ze droen. Am Artikel 2 gouf per Amendement nach eng Kéier kloergestallt, dass de Vote secret weeder iwwer Visiokonferenz nach iwwert d'Procuratioun méiglech ass.

De Staatsrot hat hei gefrot, d'Visiokonferenz op déi ëffentlech Sitzunge vum Gemengerot ze limitéieren, well et soss eng Inkohärenz géif ginn tëschent den Dispositiounen aus dem Gemengegesetz, déi virgesinn, dass bei de Gemengerotssitzungen am Huis clos an deene virgesinne Fäll iwwer Vote secret ofgestëmmt gëtt, an deene vum modifizéierte Gesetz vum 24. Juni 2020, déi justement de Vote secret iwwert d'Visiokonferenz am Gemengerot verbidden.

Als Kommissioun hate mer do eng aner Vue wéi de Staatsrot, well et duerchaus méiglech ass, dass de Gemengerot à huis clos zesummekënnt, ouni dass an deem Kader d'office e Vote secret stattfënnt. An dofir hale mer d'Participatioun via Visiokonferenz an deene Fäll dann och bäi. Mee mir stellen duerch den Amendement awer och nach eng Kéier kloer, dass de Vote secret per Visiokonferenz oder per Procuratioun net erlaabt ass fir Punkten, déi um Ordre du jour sinn an déi en lien si mam Artikel 32 vum Gemengegesetz.

Dann en zweete Volet war: Fir sécherzestellen, dass d'Confidentialitéit vun de Reuniounen esou gutt wéi méiglech assuréiert gëtt, gouf am Artikel 1 eng Dispositioun bäigesat, dass d'Membere vum Gemengerot oder Schäfferot hei déi néideg Precautiounen, déi néideg Virsiichtsmoossnamen huele mussen. Déi initial Formulatioun, déi mer haten, war laut dem Staatsrot ze vag, ze onkloer an huet zu enger juristescher Onsécherheet gefouert. An hei gouf mam Amendement, dat mer ugeholl hunn, preziséiert, dass de gewielte Gemengevertrieder sécherstelle muss, dass en déi Plaz, wou e sech befënnt, fir d'Dauer vun der Visiokonferenz exklusiv fir sech huet an och de Secret vun de Sitzungen am Huis clos garantéiert ass. An hei si mer och, mengen ech, der Meenung, dass eis Élus locaux dann och do hir Verantwortung wäerten huelen. An esou konnt och de Staatsrot seng Opposition-formellen effektiv ophiewen. A weider Detailer fannt Der nach am schrëftleche Rapport.

Den Avis vum Syvicol, deen ass och ukomm. Dat war den 9. November. An deen huet och a sengem Avis d'Mesurë begréisst, vu dass d'Gemenge jo och hei Demandeur waren, fir op déi Modalitéiten do kënnen zréckzegräifen.

Ech wëll awer och nach kuerz op eng Diskussioun agoen, déi mer an der Kommissioun haten. Et goung hei ëm d'Fro, ob d'Participatioun via Visiokonferenz u spezifesch Konditioune gebonne soll sinn. Esou gouf et d'Propositioun, fir e méi staarken, e méi bannende Lien mat der Covid-19-Pandemie ze etabléieren an d'Visiokonferenz just oder méi exklusiv fir déi Leit ze erlaben, déi am Isolement oder an der Quarantän, an der Autoquarantän sinn, oder respektiv nëmme fir vulnerabel Persounen. Fir de Schäfferot soll et ausserdeem just méiglech sinn, wann et ëm urgent Punkte geet, wat am aktuelle Kader, deen dës Méiglechkeet ouni Konditioune virgesäit, effektiv zu Abuse kéint féieren. De Prinzip vun der physescher Presenz géif deemno ënnergruewe ginn.

Op engem Punkt, dat muss een hei soen, ware mer eis an der Kommissioun alleguerten eens. Mir hu ganz kloer eng staark Preferenz fir déi physesch Reuniounen. Dat soll och d'Norm bleiwen. An dat stellt, mengen ech, absolutt guer keen a Fro. Mee mir sinn awer an enger Ausnamesituatioun an do brauch een alt verschidden exceptionell Mesuren. An och eng Rei Mesuren, déi mer hei huelen, behale jo och fakultative Charakter.

Et ass also no pragmatesche Léisunge gesicht ginn, déi exceptionell sinn an och zäitlech begrenzt sinn an awer der Demande um Terrain aus dem Gemengesecteur Rechnung droen. An no längerer Diskussioun hu mer majoritär decidéiert, fir d'Participatioun per Visiokonferenz net am Detail ze reglementéieren, mee méi an engem generelle Kader ze beloossen. An et wier natierlech och e groussen Opwand an et wier schwéier, déi verschidde Konditioune vun deene verschiddene Fäll ze kontrolléieren, well et awer eng zimmlech delikat Saach, wéi gesot, ass.

En Dënschdeg hate mer den Avis complémentaire vum 11. Dezember effektiv analyséiert vum Staats

rot a mir hunn och natierlech de Rapport den 11. Dezember ugeholl. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Biancalana fir e ganz faire Rapport felicitéieren a Merci soen, well en d'Gespréicher aus eiser Kommissioun effektiv esou erëmginn huet, hoergenau, wéi se gefouert gi sinn.

Seng Explikatiounen erklären lech dann och schonn, firwat dass mir de Projet de loi hei net wäerte matstëmmen, well mir sinn der Meenung, dass do, wou „Covid" dropsteet och Covid soll dra sinn. An dat differenzéiert eis vun der Majoritéit, déi der Meenung ass, dass wuel „Covid" dropsteet, mee dass net Covid nécessairement muss drastoen, fir an de Genoss vun deenen Ausnamen ze kommen, déi haut gestëmmt ginn.

Mir sinn als CSV d'accord, dass am Gemengerot, wann eng Persoun a Quarantän, an Isolatioun, an Autoisolatioun, wa se vulnerabel ass, dass se sech per Visiokonferenz um Gemengerot däerf bedeelegen. Mir sinn awer dergéint, dass Leit sech ouni Covidgrond einfach esou aschalte kënnen an domadder eigentlech d'Relatioun zum Covid aushiewelen.

Mir sinn dergéint, dass Leit doheem wärend dem Gemengerot kachen, wat scho geschitt ass, an an enger Gemeng un enger Gemengerotssitzung deelhuelen. Mir sinn dergéint, dass Leit net kommen, well se Aarbechter doheem hunn, an eigentlech, dass et se elo stéiert, an de Gemengerot ze goen, well se eppes ze maachen hunn, wat méi wichteg ass. Mir sinn och dergéint, dass Leit, well se de Mask net wëllen undoen, der Meenung sinn, dass si net brauchen un der Gemengerotssitzung deelzehuelen.

Jo, theoreetesch kéint souguer an Zukunft aus der Vakanz e Gemengerotsmember sech an deenen nächste Méint aschalten. Opgrond vun dësem Gesetz ass et méiglech. Déi éischt dräi Saache hu mer erlieft. Déi véiert Saach ass méiglech. Et ass net warscheinlech an deenen nächste Wochen, wann een esou den Zoustand an Europa kuckt, mee mir kënnen eis drun erënneren, dass an de Covidzäiten, vu dass dat jo eng Well ass, eng Dauerwell, mer jo och schonn Zäiten haten, wou et eis méi méiglech war, eis am Ausland ze beweegen, wat zurzäit jo net esou gutt méiglech ass, jee nodeem, wou ee wëllt higoen.

Mir sinn och d'accord, dass e Schäfferot, an net nëmmen d'accord, et ass eigentlech d'Grondviraussetzung vum Fonctionnement, dass e Schäfferot muss kënne fonctionéieren, och a Coronazäiten, dofir si mer och der Meenung, wann een oder méi Memberen am Schäfferot mam Corona, aus Corona ... - Autoisolatioun, Isolatioun, Quarantän, also dee ganze Programm dovunner eigentlech - net ka kommen, dass de Schäfferot iwwer Visiokonferenz soll kënne fonctionéieren. Mee och do si mer nees der Meenung, dass et sech op de Corona soll beschränken. A mir hunn och d'Meenung vum Staatsrot iwwerholl, dee gesot huet, dat sollt sech fir Punkten, déi an der Urgence ze maache sinn, organiséieren, well de Schäfferot a sengem normale Fonctionnement - a vill Leit si jo a Schäfferéit heibannen - ëmmer d'Méiglechkeet huet, och a Coronazäiten, kënnen ze fonctionéieren.

Och de Staatsrot huet déi Vue, déi mir ausgedréckt hunn, a sengem Avis, huet dat esou gesinn. Dofir hate mer och en Amendement abruecht, fir dat kloerzestellen. Et ass an der Kommissioun doriwwer diskutéiert ginn. Et ass probéiert ginn, eis Propositioun ze hannerfroen op Punkten, déi mer eigentlech net gefrot haten. Een dervun huet den Här Rapporteur och elo nach eng Kéier gesot, nämlech deen, dass mer elo gären hätten, dass een eng Excuse médicale - oder eppes Änleches, e Certificat - do misst presentéieren. Nee, mir waren der Meenung, dass et mat engem „self assessment" duergeet. Wann ee coronapositiv ass an et ass een an engem Gemengerot, da ginn ech emol dervun aus, dass een dat ka gleewen, wann een an der Autoisolatioun ass. Mee mir waren awer der Meenung, an dat differenzéiert eis vun der Majoritéit, dass et hei och drëm geet, eng moralesch Spär anzeféieren, fir Excèsen ze verhënneren, déi net nëmme wäerte kommen, mee déi schonn an der Vergaangenheet do waren.

Deen Amendement ass net ugeholl ginn, wat mer selbstverständlech bedaueren, soudass mer och an der logescher Konsequenz dervun eis Zoustëmmung fir dëse Gesetzesprojet net kënne ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Villmools merci, Här President. Als Alleréischt e ganz grousse Merci un de Rapporter Dan Biancalana, deen dat wonnerbar erkläert huet, an och fir déi Diskussiounen, déi an der Kommissioun waren, an den Här Wolter huet elo grad och nach eng Kéier e puer Punkten opgegraff.

Ech wëll dat just vläicht ergänzen, firwat mer derfir sinn. Ech mengen, eppes ass immens wichteg, an dat ass dat Wuert „Vertrauen". Et sëtzen an de Gemengen an de Schäfferéit Leit, déi gewielt sinn. Et sinn Eluen. Déi hunn eng gewëssen ..., en Optrag vum Vollek, fir fir hir Gemeng respektiv d'Allgemengheet ze schaffen. A mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass déi Leit domadder och vertrauensvoll ëmginn.

Et ass an der Diskussioun gewiescht an der Kommissioun, wéi dat och elo vum Här Wolter nach eng Kéier gesot ginn ass: „Misst een dat net e bësse méi streng maachen?" Ma, mir sinn éischter der Meenung, dass een de Leit do dat Vertraue ka schenken!

Et ass allgemeng an der Gesellschaft ëmmer e bëssen eng Fro: „Bis wéi wäit muss ee vläicht och bestrofen, kontrolléieren a wéi wäit kann ee vertrauen?" An hei si mer ganz kloer an enger Reegelung, an enger Ausnamereegelung, well mir sinn a Covidzäiten. Et kéim jo warscheinlech kee Mënsch op d'Iddi, wa mer net a Covidzäite wären, fir esou eppes ze diskutéieren, fir esou eppes ze maachen. Mee mir si ganz kloer der Meenung, dass d'Leit, d'Eluen um Terrain, dat Vertrauen, wat se kruten, och kënne richteg asetzen an dass se elo net ufänken, doheem, soen ech elo emol, ze kachen, wärenddeem de Gemengerot taagt.

Dat, wéi gesot, kann een hannerfroen, dat kann een och diskutéieren, mee mir sinn der fundamentaler Iwwerzeegung, dass dat hei eng pragmatesch Léisung ass. Se ass zäitlech begrenzt. An et ass fir eis eng gutt Léisung, fir kënnen de Gemengesecteur funktionéieren ze doen. An dofir wäert d'Demokratesch Partei dat hei och matstëmmen

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, de Covid perturbéiert net nëmmen de Fonctionnement vun der Regierung an der Chamber, mee e riskéiert, och de Fonctionnement vun de Schäfferéit a Gemengeréit ze perturbéieren, esou schreift et de Syvicol a sengem Avis zu dësem Projet de loi. Hie seet der Madamm Inneministesch och Merci fir hir schnell Reaktioun op déi reell Besoine vun de Gemengen.

Dëse Projet de loi reagéiert also op eng Demande vum Terrain a probéiert, eng pragmatesch Léisung ze fannen, fir datt d'Schäffen- a Gemengeréit weider kënne fonctionéieren, trotz der sanitärer Situatioun.

Ech wäert net op all Artikel vum Projet de loi agoen, well de Rapporter Dan Biancalana dat a sengem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport schonn am Detail gemaach huet.

Ech wéilt awer op d'Bedenke vun der CSV agoen an op deen domat verbonnenen Amendement, dee si proposéiert hunn. D'CSV proposéiert, datt am Gemengen- a Schäfferot d'Visiokonferenz nëmme méiglech soll sinn, wann eng Persoun confinéiert oder isoléiert ass. Fir de Schäfferot soll nach déi zousätzlech Konditioun gëllen, datt d'Punkten um Ordre du jour urgent musse sinn. De Staatsrot hat déi selwecht Bedenke fir de Schäfferot, hat dës awer net mat enger Oppositioun formelle beluecht. D'CSV fäert, datt eng méi large Gesetzgeebung dem Abus fräie Laf géif ginn. Si fäert, datt verschidde Mandatairen aus fadenscheinegen Ursaachen iwwer Video bäigeschalt wéilte ginn, well se zum Beispill keng Loscht hunn, e Mask unzedoen, oder well se an d'Vakanz wéilte fueren.

déi gréng hu bis elo kee Grond, fir dësem Mësstrauen zoustëmmen ze kënnen. Mir hu keng Informatiounen iwwer esou Abusen a vertrauen de Mandatairen, datt si hir Fonctioun mat deem néidege Seriö ausüben.

Da stellen déi gréng sech och Froe par rapport zu de Konditioune vum Isolement oder Confinement, fir d'Visiokonferenz unzefroen, wéi d'CSV se proposéiert. Wie soll wéi kontrolléieren, datt ee wéinst Coronagrënn net un enger Reunioun kann deelhuelen? Bei enger Isolatioun oder Quarantän kritt een e Certificat d'incapacité de travail, dee fir den Employeur gedeucht ass. Huet e Schäfferot d'Recht, deen als Beweis ze froen? Wéi ee Beweis kënnen d'Leit, déi an Autoquarantän oder Autoisolement sinn, virweisen? Vertraut een do op eemol deene Mandatairen, bei deene jo anscheinend de Risiko besteet, datt Abus bedriwwe gëtt? Wéi ass et mat de vulnerabele Leit? Mussen déi e Certificat de vulnérabilité ofginn? Dat ass problematesch, well da jo och jiddereen dobausse weess, datt dat vulnerabel Persoune sinn.

Iwwerhaapt stellt sech hei och d'Fro, ob de Schäfferot d'Recht huet, Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vu Leit ze fuerderen. Ech mengen net!

Wéi ass et och zum Beispill mat Monoparentallen, deenen hiert Kand a Quarantän ass? Ech kéint nach weider Beispiller fannen.

Duerfir schéngt mir d'Léisung, datt jidderee wärend dëser schwiereger Zäit eng Visiokonferenz kann ufuerderen, méi flexibel a besser adaptéiert ze sinn.

Schlussendlech besteet d'Angscht, datt dëse Projet de loi wäert genotzt ginn, fir spéider d'Méiglechkeet vun der Visiokonferenz ze perenniséieren. Mir deelen déi Angscht net. Et handelt sech jo kloer ëm en zäitlech begrenzten Dispositif. Wär dëst net esou, misst ee sech natierlech méi am Fong mat deenen ugeschwate Problemer an der Kommissioun befaassen.

Här President, et gi vill Saache verluer, wann ee sech net physesch gesäit. An der Chamber maache mer dës Erfarung och. Mee dëse Projet de loi ass eebe grad eng pragmatesch Léisung fir eng definéiert an exzeptionell Zäit, an dat op Demande vum Terrain hin.

Datt d'Gemengen- a Schäfferéit op Visiokonferenz kënnen zréckgräifen, erlaabt et de Gemengen, effizient weiderzeschaffen, trotz enger globaler Pandemie. déi gréng si mat dësem Projet de loi averstanen an ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, zu dësem Gesetzesprojet zwee Bedenken oder Reserven unzemellen, an et ass och duerfir, datt mir eis bei dësem Gesetz enthalen.

Mat der Saach vun der Visioiwwerdroung vun enger Gemengerotssitzung hu mer keng Problemer, mee wou déi Saachen ufänken, vertraulech ze ginn, am Gemengerot wéi och am Schäfferot, hu mer awer eis Bedenken, well et ka keen eis eng Garantie ginn, datt net awer op eemol Hacker oder falsch Leit sech do ageklickt hunn. An ech mengen, speziell an engem Schäfferot gi jo awer ganz vill Saache beschwat, déi am Fong geholl ënner Secret falen, sief et Sitzunge virbereeden, sief et personell Saachen an esou weider. An de Risiko ass ginn, datt do ee sech kann aschalten. Ech mengen, et war schonn op méi héije Plazen, wou där Hacker waren. Quitte do goung et och ëm eppes ganz aneres, mee an deem Sënn do.

An ech mengen, wat de Schäfferot ubelaangt, wann ee krank ass, do hu mer jo schonn de Moment eng Reegelung. Wann een am Schäfferot méi laang krank ass wéi ee Mount, da kann e jo vun engem aus dem Conseil ersat ginn, vun där selwechter Partei oder vun där selwechter Gruppéierung. An ech mengen, do hu mer jo schonn eng Reegelung do. Wann een am Schäfferot méi laang krank ass wéi ee Mount, kann en ersat ginn. An ech mengen, beim Corona, do ass et jo normalerweis aacht Deeg oder zéng Deeg, wann de Mann hoffentlech net ze vill krank ass, mee da wier et do awer méiglech, och op déi Reegelung zréckzegräifen. An aus deene Grënn enthale mir eis bei dësem Gesetz.

Ech wëll awer nach zum Schluss dem Här Dan Biancalana en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir enthalen eis. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech kann à la base dem Här Wolter seng Iwwerleeungen novollzéien, well ech selwer, déizäit wou ech nach am Gemengerot war, erlieft hunn, datt een da konnt nokucken, wéi Leit effektiv hir Zalote gewäsch hu wärend dem Gemengerot. An dat huet net zur Dignitéit vun deem Ganze bäigedroen. Fir et emol esou ze soen.

(Interruption)

Nawell mengen ech awer, datt et jo hei och ëm eppes aneres geet, well dat war elo, wann een dat esou soen däerf, ee schwaarzt Schof. Et waren awer eng ganz Rëtsch Leit, vun deenen ech weess, datt se vulnerabel waren, an déi vun doheem aus um Gemengerot participéiert hunn, well se vulnerabel waren, well se sech an anerer net wollten a Gefor setzen, an déi dat och mat där néideger Dignitéit an och mat deem néidegen Engagement do gemaach hunn.

Mech berouegt, datt dat heiten eng zäitlech begrenzte Mesure ass, déi versicht, pragmatesch mat deem Phenomeen ëmzegoen. Ech mengen, vläicht ass och eleng schonn d'Tatsaach, datt mer haut dat hei an der Chamber diskutéiert hunn, genuch, fir datt deen een oder anere Gemengerot iwwerleet, ob en dann deemnächst nach eng Kéier soll an der ëffentlecher Sëtzung seng Zalot wäschen, sech vläicht nach eng Kéier dat duerch Kapp goe léisst, respektiv datt d'Buergermeeschteren, déi jo d'Police vun der Seance hunn, dann och eventuell e Rappel à l'ordre maachen, fir datt esou Phenomeener sech net weider multiplizéieren.

Ech mengen, et ass eng pragmatesch Léisung, déi hei gesicht ginn ass, a mir stëmme se awer och mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

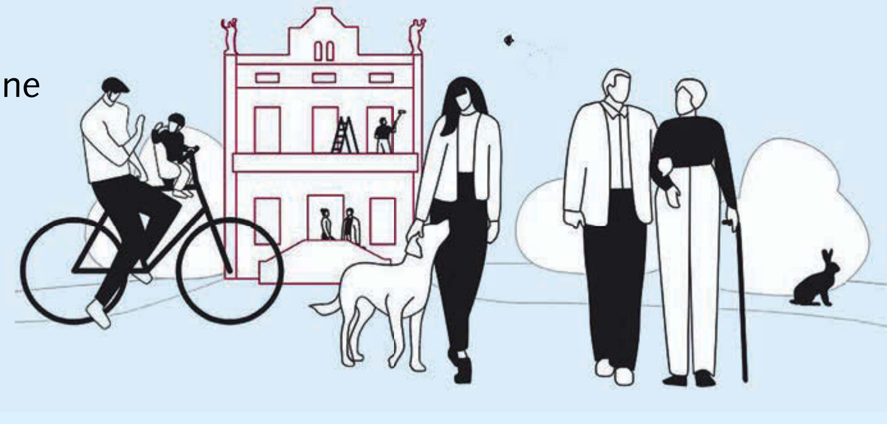
M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir dee gudde Rapport an och déi gutt Diskussiounen an der Kommissioun.

Als digital Partei wäerte mir och derfir sinn. Mee ech ginn elo op dräi eenzel Punkten nach eng Kéier an, déi eis awer wichteg sinn.

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

An dat Éischt, dat wär iwwert de Videostream. Wéi mer et och an der Kommissioun ugeschwat hunn, ass et esou, dass et och vulnerabel Leit dobausse gëtt, déi sech derfir interesséieren, wat am Gemengerot passéiert, awer zur aktueller Situatioun verständlecherweis net an de Gemengerot selwer kommen. Dofir, wéi an der Kommissioun ugeschwat, hätte mir eis gewënscht, dass zumindest déi grouss Gemengen e bësse méi ugeheizt ginn, dass déi Videostreamen op den eenzelne Portaler solle verfügbar sinn. Mir ass souguer eng Gemeng bekannt, déi zwar de Video an d'ganzt Material dostoen huet, fir der Press et an en anere Raum ze streamen, awer de Leit net no bausse streamt. Deementspriechend ass do nach Verbesserungspotenzial.

Den zweete Punkt ass den Aide-mémoire. Mir haten d'Madamm Ministesch dorobber opmierksam gemaach, dass déi Vulnerabel zwar kënne vun doheem aus um Gemengerot deelhuelen, mee wat ass mat den eenzelne Pabeieren, déi op der Gemeng leien? Déi vulnerabel Leit kënne sech jo dann dem Risiko net aussetzen an op d'Gemeng goen, fir dann do Dokumenter ze kucken. Do géife mer mat op de Wee ginn, dass ee vläicht nach eng Kéier d'Gemengen ureegt. Et gëtt jo verschiddener, déi se schonn digital verschéckken, wat mir wierklech begréissen. Dass dat awer och zäitno ass. Well mat e puer Gemengeconseilleren hunn ech geschwat, an et gëtt nämlech en Ënnerscheed tëschent deem, ab wéini dass ee kéint op d'Gemeng kucke goen, an ab wéini den Aide-mémoire digital verschéckt gëtt. Dass ee vläicht do mat de Gemengen nach eng Kéier schwätzt, fir dass virun allem och déi vulnerabel Leit déi komplett Dossiere kréien an awer och zäitno, wéi wann ee se géif kucke goen. Well soss brëngt et eis näischt, wa mer d'Leit mat enger Videokonferenz schützen, se awer net déi selwecht Informatiounen hu wéi déi, déi kënne kucke goen.

An dann den drëtte Punkt, dat ass e ganz wichtege fir eis. Et ass jo elo nach eng Kéier zu Recht erwäänt ginn, dass de Conseiller muss kucken, dass d'Vertraulechkeet gewäert ass, dass keen anere ka matlauschteren, keen anere ka matkucken. Do komme mer awer am Huis clos op deen technesche Punkt. Et ass jo awer esou, dass verschidde Systemer - an et ass de Gemenge fräigestallt, dat ass och gutt an der Autonomie communale, wéi ee System se benotzen -, verschiddener awer fir d'éischt emol op iergendee Server an enger Videokonferenz alleguerten déi Informatiounen, déi Diskussioune wäerte schécken. An déi Servere si jo net zwéngenderweis hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, déi Vertraulechkeet, technesch gesinn, gëtt emol fir d'éischt op engem anere Server gespäichert, ier et da weidergeet am Schäfferot.

Derbäi kënnt, et gëtt eng Verschlësselung, mee wie weess, wéi laang et déi Verschlësselung nach wäert ginn. Wann déi Verschlësselung wäert opgehuewe ginn an esou e Schlëssel, dee jo universell fir jiddwereen do ass, da stellt dat och a Fro, dass Schäfferéit, awer och herno e Parlament iwwerhaapt nach kënne vertraulech kommunizéieren, wann ee mat deem Schlëssel sech kéint an déi Leitung erawielen.

Derbäi kënnt jo nach, dass mer heiansdo schlecht Softwaren op den eenzelne Computere bezéiungsweis op allem, wat mer benotzen, hunn an deementspriechend déi net ganz „propper" sinn. Dat heescht, do kéint en Trojaner, e Virus oder soss eppes drop sinn. An do géife mer d'Ministesch froen, dass se einfach pour information de Gemenge vu mir aus eng Guideline oder bescht Praktike géif matginn, wéi eng Programmer dass een do kéint benotzen, fir dee Huis clos och ze garantéieren.

Well mir hunn et jo an der Kommissioun elo nach eng Kéier genau drageschriwwen, déi Vertraulechkeet. Dat heescht, mir vertrauen herno de Leit, dass déi d'Vertraulechkeet och anhalen, a mir Piraten soen: Jiddwereen, dee gewielt ass, huet eng gewësse Responsabilitéit. Mee mam beschte Gewësse kënnen déi herno am Schäfferot schaffen an trotzdeem kann awer duerch eng Technik nach een do dertëschent sinn an déi Saache matkréien. Dass ee vläicht einfach de Gemengen dat do matgëtt. Ech mengen, et ware jo och genuch Programmer an der Press a leschter Zäit, wou déi Vertraulechkeet net gewäert ass. Dass ee vläicht och de Gemenge matdeelt, dass een esou Programmer net soll benotzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, fir unzefänken e grousse Merci un de Rapporteur fir seng Ausféierungen. En huet dat schonn alles ganz gutt erkläert, an och eeben d'Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten.

Just fir nach eng Kéier ze preziséieren: D'Visiokonferenz ass en techneschten Hëllefsmëttel, fir eeben och esou kënnen déi lokal Demokratie a Covidzäite virufonctionéieren ze loossen.

Et ass eng Demande, an dat ass jo schonn e puermol gesot ginn, et ass eng konkreet Demande vum Terrain, souwuel vun de Gemengeréit, Schäfferéit an och vun de Syndikater; déi solle mer net vergiessen, déi falen och heidrënner, och déi wäerten dovunner kënne profitéieren. A wéi esou oft, wann de Syvicol eis am Interieur freet, fir eeben hei eng Ënnerstëtzung ze ginn, huet dat ganz séier gutt fonctionéiert, fir dass mer hei eebe konnten dee Projet de loi deposéieren, fir wéi gesot hei deenen Demandë kënne Rechnung ze droen.

Déi verschidde Bedenken, déi elo ugefouert gi sinn, déi kann ech novollzéien. Ech versti verschidden Aspekter, virun allem dass eeben dat Instrument elo net kuerzfristeg derfir soll genotzt ginn, wann elo ee keng Loscht huet, an de Conseil ze goen, dass e sech dann iwwert d'Visio eeben aschalt.

Ech deelen awer net déi Konklusiounen, déi mer an Endeffekt doraus sollen zéien. Ech gesinn dat schonn aneschters. Well och ausserhalb vun engem Covidkontext besteet ëmmer d'Méiglechkeet, oder besteet ëmmer de Risk, dass eng Persoun keng Loscht huet, an de Gemengerot ze goen, an dann hëlt se den Telefon an de Grapp oder se schéckt eng E-Mail a mellt sech of, well se eeben net wëllt dee Moment un der Sitzung deelhuelen.

Eng honnertprozenteg Garantie hu mer net! Ech mengen, dat musse mer eis och agestoen. Déi kréie mer och elo net hei iwwert d'Gesetz. Duerfir, fir op de Vertrieder vun der ADR ze reagéieren: Natierlech soll een oppassen, an dat hu mer jo och hei definéiert am Gesetz, déi Diskussiounen am Huis clos. Mee och virun der Pandemie an och soss, wann haut e Huis clos stattfënnt, hu mer net déi Garantie, dass net awer eng Persoun eng Kéier Diskussiounselementer, déi eeben do am Huis clos diskutéiert ginn, no bausse dréit. Soll net, mee och dat kann emol virkommen. Wéi gesot, déi Garantie hu mer net an deem Sënn.

Ech wëll awer nach drop hiweisen, dass d'Visio, déi mer jo elo hei eebe fir de Huis clos am Schäfferot, Gemengerot aféieren, dass dat och eng wichteg Mesure ass eeben am Kader vun der Bekämpfung vun der Pandemie. Mir sinn iwwerall amgaangen, do, wou et méiglech ass, Teletravail ze promouvéieren. An ech mengen, esou soll een dat heiten och an där selwechter Logik gesinn, dass et eeben och dréms geet, natierlech fir déi Vulnerabel ze schützen, déi Leit, déi an engem Isolement sinn, awer och fir ze kucken, dass Leit eebe sech net weider ustiechen. An där ganzer Optik net nëmmen d'Geste-barrièren anzehalen, mee eeben och déi sozial Kontakter, insofern et eebe méiglech ass, ze limitéieren.

Woufir ech manner Verständnis hunn, ass awer déi Mefiance, déi a verschiddenen Ausféierungen hei zum Ausdrock kënnt, déi Mefiance vis-à-vis vun den Eluen. Et gëtt esou argumentéiert, wéi wa mer hei an enger Aarbechtsrelatioun wären. Dat si mer awer net. Hei ass eng aner Situatioun. An ech mengen, et war deemools den Deputéierte vun de Piraten, deen dat an der Chamberskommissioun gesot huet. De Buergermeeschter, d'Buergermeeschtesch ass net Patron vun den Eluen! An ech mengen, dat ass awer déi grouss Differenz, déi mer hei musse consideréieren. D'Leit si vum Vollek gewielt. Si sinn assermentéiert a si sinn och gehalen, räsonabel ze handelen.

Ech mengen, si hunn awer och dat Vertraue verdéngt, well mir wëssen - an et sëtze jo och ganz vill lokal Politikerinnen a Politiker heibannen -, mir wëssen, dass ganz vill Fräizäit dropgeet fir e lokaalt Mandat, dass ee ganz vill investéiert. Ech mengen, dass dat deene Leit net gerecht gëtt, wa mer net dat Mindestvertrauen awer hei an eis Elue géife setzen.

Wa mer souguer géifen an d'Richtung goen an nach méi streng Krittären an d'Gesetz eebe fixéieren, besteet awer herno de Risk, dass mer déi Visioe méi staark géife limitéieren. An da war et den Deputéierten Hansen, dee schonn eng ganz Rëtsch Froen opgeworf huet, zu Recht, well et stellt sech eeben d'Fro hannendrun: Muss dann herno déi Persoun eng Preuve brénge fir d'Ursaach, firwat se net ka physesch um Gemengerot deelhuelen? Wat bedeit dat fir déi Leit, déi sech selwer a Quarantän setzen? Do hu mer jo och elo e ganz aktuellt Beispill hei am Land. Wéi ass dat, wann eeben d'Ordonnancen, déi vun der Direktioun vun der Santé ausgestallt ginn, wat ass, wann do e Retard ass, wann déi net matzäite kommen? Do sinn eng ganz Rëtsch Froen, déi sech hannendru stellen.

An duerfir mengen ech, wa mer géifen an déi Richtung goen, géife mer d'Saach nach méi kompliziéiert maachen. Mir dierfen net vergiessen, dat heiten ass en temporäert Gesetz. Ech mengen, wa mer elo géifen eppes Endgülteges dee Moment aféieren, da muss een natierlech alleguerten déi eenzel Dispositiounen duerchhuelen. Mee dat hei, wéi gesot, ass eng pragmatesch Léisung, dat ass virdru gesot ginn. Et ass genau dat. Et ass eng pragmatesch Léisung, fir séier kënnen ze reagéieren, fir dass eeben d'lokal Demokratie, wéi gesot, esou ka weider gestäerkt ginn.

Technesch Schwieregkeeten, dat war nach e Punkt, deen ugeschwat ginn ass. Jo, mee dat betrëfft jo net nëmmen de Gemengesecteur. Ech mengen, mir sinn iwwerall amgaangen, eis digital ëmzestellen. Ech mengen, do ass insgesamt déi Diskussioun: Wéi geet ee mat deene Risiken ëm? Wat sinn d'potenziell Risiken? Och d'Opklärung fir d'Leit, wéi een elo mat deenen neien Instrumenter eens gëtt, dat hänkt alles dodrun. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer och déi Diskussioun solle féieren, mee dat an engem globale Kontext.

Voilà. Dëst gesot, soen ech awer trotzdeem Merci fir déi Zoustëmmung, déi fir d'Gesetz kënnt. Wéi gesot, et ass e Besoin vum Terrain an et ass schued, dass mer elo hei keng Unanimitéit hunn. Mee ech mengen, déi am Gemengerot, déi si frou trotzdeem, wann dat haut gestëmmt gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Inneministesch. An da Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn d'Wuert nach eng Kéier gefrot, well ech mech muss entschëllegen. Ech hat effektiv gemengt, déi Madamm hätt gekacht. Si huet nëmmen Zalote gebotzt, wéi den Här Baum et elo gesot huet.

(Interruption)

Den Aarbechter doheem, d'Mask net wëllen undinn, alles Fäll, déi mer preuves à l'appui kënnen, wann et noutwendeg och wär, brénge. Wann also déi gréng soen, si hätte keng ..., nach ni eppes dovunner héieren, ech mengen, den Här Baum huet elo just de Contraire gesot vun iergendwelleche - wat ech nennen - ganz zolitten Abusen, déi bedriwwe gi sinn.

Zweetens fannen ech, dass et ëmmer ganz wichteg ass, dass een nolauschtert, wann ee schwätzt. Ech hunn a kengem Moment an der Kommissioun ... - dach, am Ufank ware mer nach e bësse méi streng, mir hunn awer eng Diskussioun gehat zum Schluss -, awer virun allem a kengem Moment hei gesot, dass een op iergendeng Aart a Weis misst e Certificat médical oder eppes bréngen! Ech hu souguer dat Wuert „self assessment" hei gebraucht a menger Ried. An awer behaapten d'Ministesch, esou wéi wann dat net gesot gi wär, an den Här Hansen, esou wéi wann dat net gesot gi wär, hei fräi a frank - si kënne jo dann de Procès-verbal noliesen -, de Vertrieder vun der CSV hätt gesot, do misst een en Zertifikat bréngen. Mir hunn dat net gefrot! Mir sinn der Meenung, dass ee Vertrauen an d'Leit soll hunn, an der Limitt vum Gesetz, dat mir eeben aneschters gesinn ewéi anerer. An ech sinn net schrecklech frou, wann een eppes seet, an dräi Minutten drop komme Leit a liesen dann eppes of, wat de Contraire ass vun deem, wat ee gesot huet.

A meng lescht Remark ass déi, dass och d'Duerstellung vum Avis vum Syvicol hei vun der Ministesch net richteg duergestallt ginn ass, well de Syvicol sech expressis verbis ...

Hei, et ass ëmmer, mir si jo bal an der Welt vum Weisen: Avis vum Syvicol!

(M. Michel Wolter montre l'avis du Syvicol à la Chambre des Députés.)

... sech expressis verbis just op de Fall vun der Pandemie an hir direkt Relatioun reduzéiert. Dat war d'Demande vum Syvicol. Dës Majoritéit huet doraus ser eppes aneschters gemaach. Dat ass hire Choix. Mee et kann een net soen - no deem, wat ech hei liesen; ech kéint lech dat elo virliesen, Dir kënnt dat selwer maachen -, no deem, wat de Syvicol hei gefrot huet, kann een net soen, dass de Syvicol dat gefrot hätt, wat elo am Gesetz steet, mee au contraire expressis verbis sech zweemol, am zweeten an am fënnefte Paragraf, op d'Pandemie an d'Leit, déi domadder eppes ze dinn hunn, reduzéiert.

Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wolter. Den Här Marc Hansen freet nach d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Ech wollt just eng Kéier kuerz dorobber reagéieren, well ech sinn drop agaangen op déi Diskussioun, déi effektiv an der Kommissioun stattfonnt huet. Do hu mer wuel iwwer Certificats de maladie länger diskutéiert, iwwert d'Form, wéi een déi Persounen da kéint excuséieren oder wéi se sech missten excuséieren. An ech wollt dat einfach nach eng Kéier och duerstelle mat e puer Beispiller, well dat d'Komplexitéit vun deem Ganzen extreem an d'Luucht setzt.

Mir ass et wuel bewosst, dass an der Diskussioun dat herno och ugedeit ginn ass, dass een e op en anere Wee kéint goen. Et ass awer, den Ausgang vun deem Ganzen ass eigentlech Vertrauen an de Mandataire ze hunn. An ech hunn a menger Ried och gesot: „... oder vertraue mer dee Moment de Mandatairen", dat heescht, wa se sech géifen äusseren, soen: „Voilà, ech sinn an der Autoisolatioun" oder „ech sinn an der Autoquarantän". Mee wa mer hinnen do vertrauen, dann, fannen ech, solle mer hinnen iwwerall vertrauen. An dee Moment mengen ech, dass mer déi dote Restriktiounen net an den Text brauchen dranzesetzen an dass mer den Text och esou hätte kënne stëmmen, ouni déi ganz Diskussioun ze féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Regierung, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech wollt just nach eng Kéier preziséieren, dass mer eis u sech ënnert dem Stréch eens sinn. Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass och den Titel vum Gesetz duerchaus Covid beinhalt, dat op Är Remark, dass eeben och soll Covid dra sinn.

An ech wëll och nach drop hiweisen, dass mer och am Exposé des motifs geschriwwen hunn, dass, wann eng Visio ugefrot gëtt, eeben och dee Moment dat soll am Procès-verbal niddergeschriwwe ginn, dass eeben och dat soll dee Moment, also d'Grënn, firwat et zur Visio kënnt, dass dat dodra soll festgehale ginn.

Wéi gesot, eng honnertprozenteg Garantie hu mer net. Mee am Endeffekt menge mer alleguerten dat selwecht. An duerfir nach eng Kéier ass et schued, dass Der net hei mat op dee Wee gitt.

A wat den Avis vum Syvicol betrëfft, fannen ech dat elo e bësse speziell, dass Der dat hei esou ufëiert, well Dir waart net an deene Reuniounen derbäi. Mir hunn dat diskutéiert. Mir waren eis doriwwer eens. Also fannen ech dat elo ganz komesch, dass Der dat do elo e bëssen esou ufëiert mat deem Net-wëllen-Nolauschteren, Net-wëlle-Liesen. Bon, dat kann ech lech zréckginn. Mee bon, dat ass jo Är nei Taktik.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass domat ... Nee, den Här Wolter freet nach eng Kéier Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just fir ze soen, dass ech d'Welt net verstinn.

(Brouhaha)

Nee, ech versti se wierklech net! Ech verstinn d'Welt net, dass d'Ministesch elo ufänkt, hei an d'Diskussioun eranzebréngen, dass ech net an der Reunioun derbäi gewiescht wär. Hunn ech an iergendenger Sekonn an deem, wat ech an där leschter hallwer Stonn gesot hunn, behaapt, ech wär an där Reunioun derbäi gewiescht?

Une voix.- A!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hunn, Madamm Minister, de schrëftlechen Avis vum Syvicol ...

(Interruption)

... zu dësem Projet de loi virgelies. De schrëftlechen Avis vum Syvicol! An ech hunn doraus gezunn, dass, contrairement zu deem, wat Dir gesot hutt, et keng Demande war vum Syvicol, fir d'Gesetz esou ze schreiwen, wéi et elo vun der Majoritéit akzeptéiert gëtt, mee dass de Syvicol sech a sengem schrëftlechen Avis expressis verbis limitéiert

huet op de Covid an déi Leit, déi domadder ze dinn hätten.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Wolter. Et ass keng Wuertmeldung méi do, soudatt d'Diskussioun elo ofgeschloss ass.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7690 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7690 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi mat 35 Jo-Stëmmen, bei 21 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7709, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter, den honorabelen Här Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

■ **M. Georges Engel** *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Richteg, wärend dem État de crise sinn eng Rei Derogatiounen zum Aarbechtsrecht geholl ginn. An déi sinn dunn an engem Gesetz den 20. Juni 2020 verlängert ginn. An Dir wësst alleguer, dass d'Pandemie nach net färdeg ass, an dofir musse mer déi Bestëmmungen hei nach eng Kéier verlängeren, fir dass et keen ekonomeschen a sozialen Abroch an dëser Kris gëtt, fir dass deen op alle Fall net méi schlëmm gëtt.

Dëse Gesetzesprojet mat der Nummer 7709, dee gesäit dann eng temporär Verlängerung vir vum Artikel 16 vum Gesetz vum 20. Juni, deen dann erëm eng Kéier de Code travail ofännert beim Artikel L. 585-6, fënnefte Punkt.

Am Kontext vun der Gesondheetskris verbonne mat der Covidpandemie hu verschidde Betriber hir fréier Mataarbechter, déi a fréizäiteger Pensioun waren, ugebueden, fir zréck schaffen ze kommen, fir wärend der Kris dann och auszehëllefen. Dofir war d'Zil vum Gesetz d'Suspensioun vun deem Artikel, deen ech virdru genannt hunn, fir dass déi Persounen och eng Remuneratioun konnte kréien, an dat ouni Verloscht vun hire Rechter op d'Fréipensiounsvirdeeler. An duerfir schwätze mer haut an dësem Parlament nach eng Kéier doriwwer, well mer den Artikel 16 musse verlängeren, an dat bis den 30. Juni 2021. Hei kënnt dann awer derbäi, dass dës Dispositioun just fir Salariéë gëllt, déi am Gesondheetssecteur a bei medezinneschen Analyselaboratoiren, am Hëlefs- an am Fleegesecteur schaffen, well dat sinn déi, déi am meeschte betraff sinn.

Dann ass et och esou, dass de Salarié net méi verflicht ass, bei säi fréiere Patron zréckzegoen. E ka bei en neien, bei en alen oder awer och bei säi fréiere Patron zréckgoen aus deene betraffene Secteuren. An de Patron, deen ass verantwortlech, eng Lëscht vun all deene Mataarbechter, déi an de Genoss vun där Suspensioun vum Artikel L. 585-6, Punkt 5 kommen, dem Aarbechtsminister matzedeelen.

D'Gesetz gouf den 18. November deposéiert. De Staatsrot huet e favorabelen Avis ginn, gradesou wéi d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Salariés, déi awer gesot huet, déi drun erënnert huet, dass se scho méi laang drop opmierksam mécht, dass et eng Penurie am medezinnesche Personal gëtt an dass een also do onbedéngt muss séier handelen.

De Rapport vun dësem Gesetz gouf unanime an der Aarbechtskommissioun den 10. Dezember ugeholl. Ech soe Merci dofir. Et ass e wichtege Projet an dëser schwéierer Zäit. An ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci dem Här Rapporter Georges Engel. An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz** *(CSV).*- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, deen alles am Detail gesot huet. Ech hoffe just, dass mer et färdegbréngen, dem Appell vun der Chambre des Salariés Rechnung ze droen. De President vun der Santéskommissioun huet dat jo an Aussiicht gestallt, da solle mer dat och maachen. Net, wa mer nach eng Kéier musse verlängeren, dass mer dann nach esou eng Remark an de Rapport geschriwwe kréien.

An domadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Pim Knaff.

■ **M. Pim Knaff** *(DP).*- Jo, merci, Här President. Ech wëll och gären hei am Numm vun der Demokratescher Partei dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An deem ass och näischt méi bäizefügen. A mir ginn dann och den Accord.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An da geet d'Wuert weider un den Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back** *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Ech soen och Merci un de Rapporter. A mir ginn och eisen Accord fir d'Verlängerung vun dësem Gesetz.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Back. An da geet d'Wuert un den Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen** *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wëllen dann och dem Här Georges Engel Merci soen. Ech mengen, et ass alles gesot. Et ass am Interesse vun der Bekämpfung vun der Pandemie, wou mer dat hei Gesetz maachen. An ech bréngen den Accord vun der ADR zu dëser „Gesetzesverlängerung", muss ee jo éierlecherweis soen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dësem Gesetz och zou, dat eng Verlängerung ass vun deem, wat mer scho kennen, a wat wichteg ass, ënner anerem, fir eise Gesondheetssystem oprechtzeerhalen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir de Rapport. Hoffe mer, datt mer dat heiten net nach eng Kéier verlängere mussen. An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Esou vill Merci! Ech géif mech deem wëllen uschléissen a Merci soen, och fir d'Unanimitéit hei an der Chamber. An ech mengen, dass ech am Numm vun eis alleguerten deene Leit ka Merci soen, déi am Gesondheetssecteur elo e ganz grousse Match maachen, fir dës Pandemie ze bekämpfen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7709. Den Text steet am Document parlementaire 7709[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7709 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

An domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Jeff Engelen) et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7726 iwwert de Schutz vun de Salariéë virun enger Entloossung. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Georges Engel. An Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

■ **M. Georges Engel** *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och dat hei ass e Gesetzesprojet, deen huet direkt mat der Coronakris ze dinn an dee féiert dann eng temporär Ännerung vum Aarbechtsrecht an, fir dass mer besser duerch dës Kris kënne kommen a verschidde Situatiounen och besser geréiert kréien. Dëse Gesetzesprojet, deen ännert temporär d'Dispositioun vum Artikel L. 121-6 Paragraf 2 an 3 vum Code du Travail of. Dat si Bestëmmungen, déi sech op de Schutz vum Salarié géint Entloossunge bezéien, also eppes ganz Wichteges. D'Aarbechtsrecht gesäit nämlech vir, dass, wann e Salarié krank ass oder wann en net kann op d'Aarbecht goen - heiansdo ass dat net dat selwecht -, dësen direkt den éischten Dag de Patron iwwer eng Absence muss informéieren, mee awer och dem Patron e Certificat vum Dokter, fir seng Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen, muss liwweren, an dat spéitstens um drëtten Dag vu senger Absence. Just esou ass hie géint eng Entloossung dann och geschützt.

Haut, am Kontext vun der Gesondheetskris, si vill Leit an enger Isolatioun oder an enger Quarantän vun esou enger Moossnam betraff an do sinn dann och verschidde Mesurë virgesinn. Ënner anerem kritt een do e Certificat d'incapacité de travail ausgestallt, wann een net senger berufflecher oder schoulescher Aktivitéit kann nogoen. Dat heescht konkreet, dass esou e Certificat dann och gëllt, fir d'Aarbechtsonfäegkeet ze bestätegen.

A mir befannen eis zënter e puer Wochen nees an enger Situatioun, wou d'Zuelen eis Suerge maachen. D'Zuele maachen der Ekipp vum Contacttracing et virun allem net einfach an esou sinn eng ganz Rei vu Retarden entstanen, och wann déi elo duerch den Tracing, dee verbessert gouf, erofgaange sinn. Leit, déi positiv getest goufen oder à risque sinn, well si an engem enke Kontakt mat enger positiv getester Persoun waren, déi kréien dësen Isolatiouns- oder Quarantänscertificat net esou séier ausgestallt, fir dass déi Dräi-Deeg-Reegel nach kann agehale ginn, an dann entsti Situatiounen, wou de Salarié dann net méi geschützt ass. An dat wëlle mer jo net, well mer Entloossunge jo wëlle vermeiden, fir eng Situatioun, wou de Salarié och net selwer Schold drun ass.

An duerfir maache mer mat dësem Gesetzesprojet déi Prozedur do e bëssen anescht. De Projet de loi gesäit nämlech vir, dass d'Period, fir de Certificat d'incapacité de travail anzereechen, vun dräi Deeg op aacht Deeg verlängert gëtt fir déi betraffe Persounen, déi vun esou enger nationaler Autoritéit matgedeelt kréien, dass se a Quarantän oder Isolatioun musse sinn - „national Autoritéit", well et net onbedéngt musse Leit aus Lëtzebuerg sinn, et kënnen och Leit aus engem anere Land sinn, déi dann hei mussen dee Certificat eraginn.

Et ass och esou, dass dëse Certificat fir Quarantän oder Isolatioun bis elo nach net spezifesch am Aarbechtsrecht verankert war. Dat ass dann heimadder, ... an dësem Gesetzesprojet géif dat dann och gemaach ginn. An de Salarié muss och säi Patron informéieren, wann hien a Quarantän oder Isolatioun da muss goen.

Wéi ass et zu dësem Projet komm? De 27. November ass en deposéiert ginn. De Staatsrot huet e favorabelen Avis ginn. Duerno sinn d'Aarbechten an der Aarbechtskommissioun ugaangen a mir hunn nach Amendementer gemaach. Déi goufen de 7. Dezember ugeholl. De Staatsrot huet déi och ugeholl. An et ass haaptsächlech drëms gaangen, ënnerschiddleche Remarken a Virschléi vun den Avise vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Salariés, Rechnung ze droen. D'Chambre de Commerce huet hiren Accord gi mat der Bemierkung, dass och d'Frontaliere missen do ofgedeckt ginn. An d'Chambre des Salariés hat och eng änlech Bemierkung.

De Rapport gouf à l'unanimité erëm eng Kéier den 10. Dezember an der Kommissioun vum Travail ugeholl.

Ech soen och dofir Merci. An ech ginn heimat dann och dann den Avis vun der LSAP fir dëse Projet de loi.

(Interruptions)

A, den Avis. Nee! Ech ginn e positiven Avis an ...

(Brouhaha)

... ech ginn och eisen Accord. Voilà!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- An ech soen dem Här Rapporter Georges Engel Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz** *(CSV).*- Merci, fir de schrëftleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um honorabelen Här Pim Knaff.

■ **M. Pim Knaff** *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci. Dee Projet de loi ass plein de bon sens a mir ginn och eisen Accord.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back** *(déi gréng).*- Jo, merci un de Rapporter. A mir ginn natierlech och eisen Accord fir dëse Projet de loi.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Carlo Back. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen** *(ADR).*- Merci, Här President. Mir wëllen dem Här Georges Engel fir hären häerzleche Merci soen. Et ass alles gesot, wat zu deem Gesetz hei ze soen ass.

Et geet am Fong geholl dorëm, eng Praxis, déi sech déi lescht Wochen agebiergert huet, fir déi a Gesetzesform ze schreiwen, soudatt d'Leit konform sinn zum Gesetz. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Jeff Engelen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kommen awer nach eng Kéier kuerz un d'Pult, well ech mengen, datt dee ganz gudden an néidege Projet, datt do awer och nach zwou, dräi Froen domadder verbonne sinn, déi eis och an Zukunft nach wäerte beschäftegen.

Bis elo war et esou, datt d'Verantwortung fir d'Anhale vun de sanitäre Reegelen op der Aarbechtsplaz a ronderëm d'Aarbechtsplaz an éischter Linn beim Salarié louch, an d'Salariatskummer huet duerfir schonn am Oktober, mengen ech, drop opmierksam gemaach a mir selwer hunn och dem Aarbechtsminister deen Dag, wou en effektiv dat heite Gesetz deposéiert huet, änlech Froe gestallt, wat déi Beräicher vun Obligatiounen tëschent Santé an Aarbecht ugeet, déi hätte kënnen deelweis widdersprëchlech sinn, well de Salarié kann deemno wéi an enger

Zwéckmillche stiechen. E muss als Privatpersoun Quarantänsreegelen anhalen, déi e potenziell awer kéinte seng Aarbechtsplaz kaschten. Mat dëser Upassung beim Delai, fir de Krankeschäi beim Employeur ofzeliwweren, gëtt de Problem also zugonschte vun de Salariéen entschäerft.

Zweetens - an dat ass awer méi rezent an dat ass eng Fro, déi eis nach wäert méi oft beschäftegen: déi rezent Etüd vum Luxembourg Institute of Health, déi seet, datt nieft dem familiäre Beräich d'Aarbechtsplaz als potenziell Ustiechungsquell ee vun den Haaptfacteuren zu Lëtzebuerg gewiescht wier an der Period Mäerz bis September. Ech mengen, datt mer dat seriö sollen huelen, datt mer dat och seriö solle kucken. An et weist op jidde Fall, datt de Facteur Aarbecht och e Risiko duerstellt a wou mer dann och mengen ech sollte Reflexioune féieren, wéi mer déi Precautiounsflichten a wéi mer déi Precautioun op der Aarbechtsplaz ausweiten a besser encadréiere kënnen. Ech mengen, datt mer och net derlaanscht kommen - mir hunn elo an deem neiste Covidgesetz e Protocole sanitaire obligatoresch agefouert fir d'Grande-surfacen. An ech mengen, datt déi Iddi vun engem Protocole sanitaire, an deem verschidde Kärelementer mussen drastoen, eppes ass, wou ee sech wierklech sollt iwwerleeën, ob een dat net nach misst ausweiten eventuell och nach op aner Beräicher.

An eng lescht Bemierkung: Dat hei ganz wichtegt a richtegt Gesetz, well eeben effektiv d'Tracingcapacitéiten net méi nokomm sinn, geet awer un enger Kategorie vu Leit erlaanscht, wou ech d'Gefill hunn, datt déi am Moment wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen, an dat sinn déi prekär Beschäftegt, déi net oder just un der Limitt vum klasseschen Aarbechtsrecht schaffen, nämlech d'Freelancer a Schäiselbststänneger - Stéchwuert „WeDely" -, déi een elo iwwerall gesäit. Ech war op hiren Internetsite kucken, also dat ass awer wierklech, mengen ech, e Beispill vu Plattformwirtschaft, dat mer ganz, ganz gutt am A solle behalen a wou ech och hoffen, datt den Aarbechtsminister dat mat genau där néideger Opmierksamkeet kuckt, well dat si genau déi Leit, well se Schäiselbststänneger sinn, awer a Wierklechkeet, an dat ass emol meng Behaaptung, awer an engem Ofhängegkeets-, direkten ökonomeschen Ofhängegkeetsverhältnis, sinn, dat sinn déi, fir déi déi heite Reegelen net gëllen. Wann déi a Selbstquarantän musse goen, dann hu se einfach guer näischt méi. A mir musse ganz gutt oppassen, well dës Pandemie an dës Kris, an där mer dra sinn, och do eist Aarbechtsrecht riskéiert auszehielegen, a mer musse matzäite géigesteieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et och net ze laang. Et geet mer awer ëm e weideren Aspekt, op deen ech wollt agoen, nodeem de Kolleeg Marc Baum hei schonn iwwert d'Schäiselbststänneger geschwat huet. An ech wollt awer op e Problem éischter beim Contacttracing agoen respektiv wou mer, mengen ech, net nëmmen hei mam Gesetz nobesseren, mee wou mer insgesamt eis missten eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net méi effikass kënne mat de Quarantänen an Isolementer ëmgoen - Dir kënnt Iech et denken, ech schwätze vun der Schoul.

Ech hunn an deene leschte Wochen e puer Question-parlementairen zu deem Theema gestallt. An d'Kolleegen, déi sech mam Theema beschäftegen, déi wëssen: D'Ekipp vum Contacttracing schafft esou gutt, wéi et nëmme geet. Si maachen hiert Mënscheméiglechst an et ass einfach verschidden Deeg net méiglech, jiddwereen dee Moment unzeruffen, wou e misst ugeruff ginn, an et kënnt einfach zu Situatiounen, wou Leit e bësse méi laang drop waarden, bis se dann hire Code hunn, mat deem se sech da kënne hir Ordonnance froen, soudatt et iwwerall am System zu Retarden, zu Couacke kënnt. An dofir ass dat Gesetz hei esou wichteg. Mee mir misste vläicht och eng Kéier méi fréi usetzen. Mir misste vläicht nieft deem heite Gesetz, dat éischter d'Plooschter op der Wonn ass, dat éischter d'Symptomer bekämpft, nämlech dat, wat hannen erauskënnt, misste mer vläicht och domadder ufänken, datt mer et vläicht och grad an de Schoule méi einfach maachen, d'Quarantänen an d'Isolementer auszeschwätzen, wa Kanner respektiv Enseignanten a Kontakt mat Positive waren, respektiv wa mer net méi am Zeenario 1 sinn, mee an déi Zeenarie ginn, wou wierklech d'Leit doheem bleiwen.

Dat géif nämlech engersäits d'Ekippe vum Contacttracing entlaaschten. Dat gëtt jo schonn zum Deel an der Schoul gemaach, mee fir d'Ordonnance ass dann herno awer d'Direction de la Santé zoustänneg, wat dann natierlech derzou féiert, datt dës Ekipp zousätzlech belaascht gëtt, wat natierlech erëm zu méi Retarde féiert, wat dat heite Gesetz erëm méi néideg mécht.

Dir gesitt, egal, wou mer dat heiten upaken, mir kommen ëmmer an en Däiwelskrees wou, wat méi Fäll betraff sinn - hoffe mer, datt dat an Zukunft erofgeet -, wat mer méi Retarde kënne kréien, wat méi derzou féiert, datt mer dat heite Gesetz brauchen.

Dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wäert verstoen, mir wäerten dat heite Gesetz matstëmmen aus puerer Iwwerzeegung, datt et wichteg ass, datt kee Salarié iergendwellech negativ Konsequenzen dervun huet, wann e sech aus Precautioun a Quarantän oder an Autoquarantän setzt en attendant, datt en dann eng Ordonnance vun der Santé kritt.

Dat Gesetz hei muss sinn, fir Aarbechter ze schützen.

Ech wëll dann awer, nodeem ech elo laang geschwat hunn doriwwer, datt se net nokomme beim Contacttracing, all deene Leit am Santésministère a virun allem de Leit am Contacttracing awer nach eng Kéier villmools Merci soen, well och si schaffe säit dem Ufank vun dëser Kris all Dag ouni Paus an hiren Asaz ass onbezuelbar. Wéi gesot, virun allem, wat d'Covidfäll an der Schoul ugeet, kéint een dat Ganzt menger Meenung no e bësse vereinfachen, si entlaaschten. An domadder och dat heite Gesetz fir eng Rëtsch Leit manner néideg maachen.

Dat gesot, gi mer den Accord vun de Piraten. Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, wann een de Riedner alleguerten nogelauschtert huet, da gesäit een, dass dat heiten en noutwendegt Gesetz ass, dat mer haut wäerte warscheinlech unanime stëmmen, esou, wéi ech dat elo matkritt hunn. Op där anerer Säit muss ee soen, dass de Grond, firwat dass mer dëse Gesetzesprojet iwwerhaapt op den Instanzewee ginn hunn, sech jo an der Tëschenzäit scho praktesch eriwwregt huet. An der Tëschenzäit ass an der Ekipp vum Contacttracing opgestockt ginn. Déi Retarden, déi engersäits eng Kéier opgetruede waren, sinn opgeschafft ginn. A mir kënnen alleguerten zesummen hoffen, dass mer ni méi wäerten an déi dote Situatioun erakommen.

Ech wéilt vläicht nach ee Wuert soen zu deem, wat den Här Baum gesot huet. Jo, et ass richteg: Selbstverständlech ass och d'Aarbechtsplaz eng vun deene Plazen, wou ee sech kann ustiechen. Par la force des choses kënnt et do zu soziale Kontakter. An do, wou sozial Kontakter sinn, ass eng Gefor fir sech unzestiechen. Et ass awer net esou, wéi wa mer keng Bestëmmungen hätten, wou d'Leit geschützt ginn. Mir hunn e Code du travail, wou ganz kloer eng Responsabilitéit drasteet, dass de Patron responsabel ass fir d'Securitéit an d'Santé vu senge Salariéen an dass en alles muss en œuvre setzen, fir seng Leit ze schützen.

An et ass och esou, dass ..., ech mengen do gëtt et jo eng Rei vu Jurisprudenzen. Selbstverständlech ass do keng Obligation de résultat, mee eng Obligation de moyens ass wuel do. A wann ee géif mierken, dass Leit sech hei géifen total foutéieren an hir Leit enger Gefor exposéieren, da mussen déi Leit natierlech och mat rechtleche Konsequenze rechnen. Ech wéilt dat einfach hei eng Kéier ganz kloer soen.

Zu deem Beispill vun de Plattformaarbechter - „WeDely" ass genannt ginn: Dir verstitt, dass ech mech hei an der Chamber derzou net kann äusseren, well dat en Dossier ass, dee scho längst beim Parquet läit. Ech wëll just ënnersträichen, dass d'ITM an deem doten Dossier konkreet hir Aarbecht gemaach huet an e säitelaangen Dossier un de Parquet ofginn huet, soudass ech also dervun ausginn, dass deen och wäert, esou wéi dat ëmmer de Fall ass, wann esou Dossiere kommen ..., de Parquet seng Aarbecht wäert maachen, dass dat och wäert Konsequenzen hunn.

Dat gesot, merci fir dat grousst Vertrauen a virun allem och e grousse Merci un de Staatsrot, deen a Rekordzäit éischtens säin Avis ginn hat an och säin Avis complémentaire ginn huet, fir dass mer dat heiten nach kënne virun de Chrëschtdeeg dann eebe stëmmen. An och mäi Merci un de Rapporteur, dee, mengen ech, dat Wichtegst an enger geraffter Form hei ganz gutt duergestallt huet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7726. Den Text steet am Document parlementaire 7726[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7726 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den nächste Samschdeg um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Sommaire des séances publiques nos 23, 24 et 25

23e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 296

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;

4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;

5° la loi modifiée du 1er février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;

6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;

7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;

12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Discussion générale (suite) .... p. 296-311

- Prises de position du Gouvernement .... p. 311-316

- Discussion générale (suite) .... p. 316

Ordre du jour .... p. 316

24e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 317

7676 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019 .... p. 317-318

7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 […]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel .... p. 318

- Motions .... p. 318-326

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière .... p. 326-327

7727 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2019 ... p. 327-328

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 de la Cour des comptes .... p. 328-329

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Médiateur .... p. 329

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2019 du Centre pour l'égalité de traitement .... p. 329

25e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 330

7526 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005

- relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle .... p. 330-331

7629 - Projet de loi portant approbation

1° du Traité de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Canada, fait à Ottawa, le 19 avril 2017 ;

2° du « Film co-production agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the People's Republic of China », fait à Beijing, le 12 juin 2017 .... p. 331-333

7630 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la coproduction cinématographique (révisée), ouverte à la signature, à Rotterdam, le 30 janvier 2017 .... p. 333-334

7703 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

et

7704 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises et modifiant :

1° la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2° la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ; 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

3° la loi du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin .... p. 334-341

7718 - Projet de loi relative à une aide de compensation de l'augmentation du salaire social minimum dans le contexte de la pandémie de Covid-19 .... p. 341-343

7690 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 .... p. 343-346

7709 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail .... p. 346

7726 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail .... p. 346-347

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3472	Sven Clement	Impact de la crise sanitaire sur le secteur Horeca
3496	Marc Goergen	Vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg
3506	Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf	Matériel de protection contre la Covid-19
3517	Yves Cruchten	Cours de natation organisés par les écoles
3528	André Bauler, Max Hahn	Espèces exotiques envahissantes
3530	Max Hahn	Stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R)
3534	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Registre des bénéficiaires effectifs
3535	Marc Goergen, Sven Clement	Organisation « Nues am Wand »
3537	Gusty Graas, André Bauler	Cochons génétiquement modifiés pour l'alimentation humaine et les usages médicaux
3540	Fred Keup	Accès aux manifestations culturelles
3541	Fernand Kartheiser	Test négatif obligatoire pour les vols de Luxair
3542	Fernand Kartheiser	Siège d'ArcelorMittal
3543	Marc Goergen	Nouvel immeuble pour le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et la Police grand-ducale d'Esch-sur-Alzette, Mondercange et Schifflange
3546	Fred Keup	Agréments des maisons de retraite et de soins
3548	Gusty Graas	Liberté de la presse au Burkina Faso
3549	Max Hahn	Système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes
3551	Max Hahn	Évolution du fret ferroviaire pendant la pandémie
3555	David Wagner	Adaptations du régime d'aides visant à promouvoir la durabilité dans le domaine du logement
3557	Fernand Kartheiser	Pluralisme des médias
3561	Gusty Graas	Haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre
3564	Françoise Hetto-Gaasch	Parking près de la cascade « Schéissendëmpel »
3565	Carlo Back, Semiray Ahmedova	Systèmes actuels d'autopartage
3567	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Mesures sanitaires pour les membres de l'UGDA
3568	Marc Spautz, Martine Hansen	Stratégie de vaccination dans les maisons de retraite et de soins

Question 3472 (18.01.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**impact de la crise sanitaire sur le secteur Horeca :**

An hirer Äntwert vum 19. Juni 2020 op eis parlamentaresch Fro Nr. 2259 soten d'Ministeren:

„Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net kloer soen."

En halleft Joer méi spéit si mir ëmmer nach net duerch dës Kris erduerch, mee éischt Konsequenze vun de Restriktiounen aus de vergaangene Méint fänken u sech ofzezeechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Zeechent sech den Impakt vun däser Kris op den Horeca-Secteur mëttlerweil méi däitlech of?

- Falls jo, kënnt dir eis matdeelen, wéi d'Regierung den Impakt op dëse Secteur aschätzt?

- Falls nee, wat sinn déi verschidde Krittären, déi benotzt ginn, fir d'Situatioun am Horeca-Secteur ze evaluéieren, a firwat ginn et aktuell nach keng Resultater?

2. Wéi vill Betriber aus dem Horeca-Secteur hu Chômage partiel fir de Mount Dezember ugefrot?

Wéi vill Faillitte sinn aus dësem Secteur am Dezember 2020 gemellt ginn?

3. Wéi vill Firmen hunn zënter dem August 2020 eng Faillite deklaréiert a bei wéi ville Firme gouf zënter dem Ufank vun der Pandemie eng Faillite vum zoustännege Geriicht ausgesprach?

Wéi hunn dës Zuele fir 2019 ausgesinn?

4. Wann een d'Zuele vun de gemellte Faillitten am Zäitraum vun August bis Dezember 2020 mat dem selwechten Zäitraum am Joer 2019 vergläicht, wéi eng Secteure waren am meeschte betraff?

5. Wéi vill nei Societéite goufe säit August 2020 gegrënnt? A wéi enge Secteure goufen dës Firme gegrënnt?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Statistiken aus dem Joer 2020 weisen, dass d'Zuele vun de Faillitten am Verglach mam Joer 2019 liicht réckgängeg sinn. Dëst ass mat Sécherheet ënnert anerem och dorop zréckzeféieren, dass de Lëtzebuerger Staat seng Hëllefe reegelméisseg un d'Entwécklung vun der Pandemie ugepasst huet.

D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet eng sëllegen Hëllefen ausgeschafft, wouvun ee groussen Deel ënnert anerem fir den Horeca-Secteur ausgeluecht waren. Besonnesch d'Aide coûts non couverts wäert et dem Horeca-Secteur erlaben, dës Kris ze iwwerstoen, well de Staat mat däser cibléierter Hëllef ee groussen Deel vun de Betribskäschten iwwerhëlt. Et sief och ze bemierken, dass mat der Ëmännerung vum Gesetz déi betraffe Betriber kënne bis zu 100 % vun hirem Verloscht kompenséiert kréien a souguer en Deel vun hire Recetten aus dem Takeout an dem Liwwerservice immuniséiert kréien.

ad 2. Fir de Mount Dezember 2020 sinn 2.507 eligibel Demandë fir Chômage partiel an der Kategorie „Horeca, événementiel, tourisme" erakomm.

Den „Dashboard Faillites" vum Statec op de 15. Februar 2021 zielt fir d'Joer 2020 86 Faillitten am Secteur „Hébergement et restauration". An dësem Dashboard, deen um Portail des statistiques vum Statec ënnert dem Link https://statistiques.public.lu/stat/ReportFolders/ReportFolder.aspx?IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835%2c13847 an der Kategorie vun de Statistiken zu de „Cessations d'entreprises" kann erofgeluede ginn, fënnt den honorabelen Deputéierte weider Informatiounen zu de Faillitten an de Joren 2020, 2019 an 2018.

ad 3. Tëschent August 2020 an Dezember 2020 hu 504 Firmen eng Faillite deklaréiert. Am selwechten Zäitraum waren et am Joer 2019 512 Entreprisen.

Zënter dem Ufank vun der Pandemie, also dem Mäerz 2020, goufe bis Enn Januar 2021 1.047 Faillitten ausgesprach. Am Zäitraum Mäerz 2019 bis Januar 2020 waren et 1.187 Faillitten.

ad 4. An absolutten Zuele waren d'Secteure „Sociétés holding et fonds de placements" (169 Faillitten am Zäitraum vun August bis Dezember 2020/134 Faillitten am selwechten Zäitraum 2019), „Commerce" (94 Faillitten/99 Faillitten), „Construction" (46 Faillitten/51 Faillitten) souwéi „Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (44 Faillitten/54 Faillitten) an der genannter Period am meeschte betraff.

Par rapport zu der Gesamtzuel vun aktive Betriber ware follgend Secteuren an der genannter Period (August bis Dezember) vum Joer 2020 am meeschte vu Faillitte getraff: Horeca (1,4 % am Joer 2019/2,2 % am Joer 2020), „Commerce" (1,3 %/1,3 %) „Construction" (1,1 %/1,3 %), an „Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises" (0,9 %/1,3 %).

ad 5. Säit August 2020 goufe 5.376 nei Societéite gegrënnt. An deene Fäll wou de Code NACE dem Registre de commerce et des sociétés matgedeelt ginn ass (Stand 31.01.2021), kann ee feststellen, dass d'Grënnungen sech op follgend Secteuren opdeelen: Horeca (23); Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (65); Agriculture, sylviculture et pêche (2); Arts, spectacle et des loisirs (5); Construction (65); Éducation (10); Électricité, gaz, vapeur et air conditionné (6); Activités financières et d'assurance (335); Santé humaine et action sociale (8); Information et communication (35); Industrie (9); Autres activités de service (31); Activités spécialisées, scientifiques et techniques (60); Activités immobilières (71); Transport et stockage (12); Distribution d'eau, d'assainissement, gestion des déchets et de pollution (2); Commerce de gros et de détail; Réparation d'automobiles et de motocycles (65).

Question 3496 (22.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vols à longue distance avec départ de l'Aéroport de Luxembourg :**

Op d'Äntwert op d'Fro Nr. 0596 vum 3. Abrëll 2019 hat d'Regierung erklärt, dass d'Qatar Airways deemools annoncéiert haten, eng Laangstreckeverbindung tëschent Doha an dem Findel am Passagéierfluchberäich wéilten opzebauen. Bis haut ass dës Annonce awer ni realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa, dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Besëtzt d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob zu Lëtzebuerg aktuell iergendwellech Laangstreckefluchverbindungen am Passagéierfluchberäich geplangt ginn? Falls jo, ëm wéi eng handelt et sech?

2. Goufen et an der Vergaangenheet oder ginn et aktuell oder an Zukunft, Gespréicher oder Verhandlungen tëschent dem Tourismusministère an Airlinen, fir Laangstreckendestinatiounen op Lëtzebuerg ze kréien?

3. Wéi gesäit et aus mat den Ukënnegunge vu Qatar Airways, fir d'Streck „Findel-Doha" ze fléien?

4. Am Hannergrond vum Klimawandel an den Emissioune vun der Fluchindustrie, sinn Direktverbindungen iwwer Laangstreckeflich besser ewéi déi Kuerzstreckeflich an Tëschestopp? Gesinn d'Ministeren den Trend am Ausland, dass no däser Pandemie méi Direktverbindunge wäerten organiséiert ginn, ouni mussen iwwer grouss Dréikräizer ze fléien?

5. Wëssend, datt d'Luxair grad Charterfligeren op Dubai ubitt, plangt eis national Airline och Direktflich op méi wäit geleeën Destinatiounen unzebidden? Falls jo, consideréiert de Verwaltungsrot vun der Luxair dofir och den Airbus A321LR ze bestellen, fir esou selwer kënne Laangstreckeflich vum Findel aus unzebidden?

6. Wär, am Kader vun der post-trumpscher Ära an engem Opliewe vun der lëtzebuergesch-amerikanescher Fréndschaft, eng Direktverbindung täscht Lëtzebuerg an enger Destinatioun an de Vereenegte Staaten ubruecht?

7. Wat ass dem Mobilitéitsminister seng Positioun zu Laangstreckeverbindungen? Ass de Minister fir een Ausbau vu Laangstrecken oder dogéint?

8. Wéi wichteg schätzt de Wirtschaftsminister Direktverbindunge mat méi wäit geleeënen Destinatiounen an a wat ass den Impakt vun dëse Verbindunge fir eis Ekonomie?

Réponse commune (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Eng direkt Verbindung ass ëmmer attraktiv, net nëmmen aus klimatechnesche Grënn, mee och well sou eng Verbindung vill Zäit spuert. De „Point-to-Point"-Trafick ass den Trafick, deen och am Ament nach am Beschte geet an do ass kloer e Potenzial dran.

D'Luxair ass ëmmer kommerziell am Iwwerleeën, wéi hir Flott am Beschte ka rentabiliséiert ginn. Wéi déi zukënfteg Flott wäert ausgesinn, kann een zu dësen Zäiten nach net soen. Do fléisse kommerziell, finanziell, ekologesch an operativ Considératioune mat dran an dat wäert am Detail analyséiert ginn.

D'Qualitéit vun der Loftverkéiersubannung beaflosst d'Attraktivitéit als Standuert fir den Haaptsëtz a generell fir Aktivitéite vu Betriber, déi op dem internationale Marché täteg sinn.

Eng reegelméisseg Ubannung zu den europäesche Metropolen an hire Flughäfen dréit zu der Attraktivitéit vum Business Hub Lëtzebuerg bäi a Stied, déi international eng gutt Loftverkéiersubannung hunn, sinn dacks och déi Stied a Géigenden, déi méi dynamesch sinn.

Question 3506 (26.01.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **matériel de protection contre la Covid-19 :**

Säit zéng Méint si mir elo scho vun der Covid-19-Pandemie betraff. Et gesäit momentan esou aus, wéi wa mir nach eng Zäit op sanitär Schutzmëttel missen zeréckgräifen. Op de sanitäre Schutzmëttel, notamment de Masken, läit d'TVA (nach ëmmer) bei 17 %. Den Här Finanzminister huet op d'parlamentaresch Fro Nr. 2118 betreffend enger potentieller Reduktioun vun der TVA op d'Maske geäntwert:

« l'application du taux super-réduit ne se traduit pas nécessairement par une baisse du prix du bien pour le consommateur final. En effet, il n'est pas exclu que ce dernier ne soit pas en mesure de bénéficier d'une baisse TVA, si une telle réduction va de pair avec une adaptation à la hausse de la marge bénéficiaire des entreprises qui fabriquent et/ou vendent les biens en question. »

Leschte Mëttwoch, den 20. Januar 2021, huet Éisträich decidéiert, d'FFP2-Maske vun all TVA ze befreien. D'EU-Kommissioun hätt Éisträich dës Steiersenkung geneemegt. De Präis vun den FFP2-Maske soll fixéiert ginn. Fir Leit mat klengen Akommes sollen d'Masken souguer gratis ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wat hält d'Regierung vun der éisträichescher Regierung hirer Entscheedung?

- Wëssend datt d'Maske mëttlerweil a ville Beräicher an ënnert verschiddene Konditiounen obligatoresch sinn, an d'Leit soumat „gezwonge" sinn, Masken ze kafen, fënnt d'Regierung net och, datt een de Leit do sollt entgéintkommen an den Taux superréduit vun 3 % sollt applizéieren, fir d'Leit an däser schwiereger Zäit finanziell ze entlaaschten?

- Kéint de Präis vun deene verschiddene sanitäre Masken net och fixéiert ginn, ewéi et an Éisträich de Fall ass, sou dass d'Leit vun der reduzéierter TVA sécher kënne profitéieren?

Réponse (04.03.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

An hirer parlamentarescher Fro verweisen déi honorabel Deputéierten op eng Decisioun vun Éistráich, d'FFP2-Maske vun all TVA ze befreien a froen, ob ee fir d'Masken hei zu Lëtzebuerg de superreduzéierten TVA-Taux vun 3 % sollt applizéieren.

Éistráich huet bewosst dofir optéiert, d'Masken net flächendeckend gratis zur Verfügung ze stellen, ewéi Lëtzebuerg dat zäitweis an der Vergaangenheet gemaach huet, besonnesch wéi eng Penurie vu Maske bestanen huet, mee huet een anere Wee ageschloen.

Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2118, op déi sech déi honorabel Deputéierten eebenfalls bezéien, erwäänt gëtt, erlaabt weeder déi europäesch nach déi national Gesetzgeebung vun der TVA (directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée a loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée) fir op Protektiounsmaterial géint Covid-19, ewéi zum Beispill Schutzmasken, de superreduzéierten TVA-Taux ze applizéieren.

Et sief dës Weideren drop higewisen, datt eng Reduktioun vun der TVA net gläichbedeitend mat enger Präisfixéierung ass. Eng Präisfixéierung wier ekonomesch nëmme gerechtfäerdegt, wann de Fonctionnement vum Maart kloer a beträchtlech gestéiert wier. Wann z. B. een ekonomesche Schock dozou féiert, dass d'Präisser staark klammen an net méi zu engem konkurrenziellen Niveau zeréckkommen.

A sengem Avis Nr. 2020-AV-02 vum 25. Juni 2020 huet de Conseil de la concurrence op Ufro vum Wirtschaftsministère hin eng Analys vum Maart fir Masken duerchgefouert. Opgrond vun där Analys huet sech aus der Siicht vum Conseil de la concurrence kee Bedarf fir eng Präisreguléierung erginn.

Als Konklusioun vun dëser Analys konnt vum Conseil de la concurrence festgehale ginn, dass dat ufänglecht Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande, ausgeléist duerch d'Covidkris, erëm zeréckgaangen ass. An engem Ofstand vun engem Mount goufen am Abrëll an am Mee 2020 d'Präisser fir déi verschidde Masken analyséiert. D'Resultat war eng Baisse am Präis fir bal all analyséiert Masken. Déi gesteigert weltwäit Produktioun vu Masken an d'Verdeele vu gratis Masken hunn ënnert anerem dozou bäigedroen, dass de Maart erëm séier zu enger konkurrenzieller Situatioun zeréckfonnt huet.

Aus dëse Grënn ass et net geplangt, fir den TVA-Taux vum normalen Taux vu 17 % op de superreduzéierten Taux vun 3 % erofzesetzen.

Question 3517 (27.01.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **cours de natation organisés par les écoles :**

Pour minimiser le risque de contagion au Covid-19, des règles spécifiques ont été introduites en ce qui concerne les cours de natation organisés par les écoles. Sur le site du Ministère de l'Éducation nationale, on peut lire que : « En raison des règles désormais applicables dans les piscines, certains cours de natation ne peuvent être organisés. Ils sont remplacés par des cours d'éducation physique ou des activités en plein air ».

Il me semble qu'au niveau de l'enseignement primaire, différentes pratiques existent dans les différents établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner un aperçu sur la situation actuelle en matière de cours de natation ? Quelles instructions le ministère a fait parvenir aux établissements scolaires respectivement aux communes ?

2) Combien de cours de natation, initialement prévus par les horaires scolaires, n'ont pas pu avoir lieu en 2020 ?

3) Existe-t-il une stratégie permettant, à court ou moyen terme, aux enfants qui n'ont pour l'instant pas la chance de pouvoir participer à des cours de natation organisés par les écoles, de pouvoir apprendre la natation ?

4) Fin décembre 2020, le président du SNE avait déclaré qu'il existe des problèmes majeurs autour de l'organisation des cours de natation. Selon lui, le respect des mesures sanitaires et des règles de distanciation (lors des voyages en bus pour arriver à la piscine ; dans les vestiaires ; etc.) ne serait pas toujours garanti. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces problèmes ont pu être résolus ?

5) Est-ce qu'il peut m'indiquer qui prend les décisions finales quant à la tenue des cours de natation ?

Réponse (05.03.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Depuis le début de l'année scolaire actuelle, les leçons d'éducation physique et de natation fonctionnent selon des règles sanitaires strictes dont voici un aperçu :

- Dans la mesure du possible, les auditoires réunissant des élèves issus de plusieurs classes différentes sont à éviter.

- Les élèves porteront un masque ou tout autre dispositif couvrant le nez et la bouche lorsqu'ils se rendront à la salle de sport ou à la piscine ainsi que dans les vestiaires, ce jusqu'au début des activités sportives. Le masque pourra être mis dans la serviette de bain de l'élève avant le début de l'activité physique ; l'élève y retrouvera son masque après l'activité. Le port du masque ne s'applique pas aux personnes faisant utilisation des douches.

- Le temps passé dans les vestiaires sera limité au strict minimum.

- Les élèves se laveront les mains avant le début et à la fin des cours.

- Pendant l'activité sportive, le port du masque n'est pas imposé.

- Une aération régulière (ventilation mécanique ou ouverture des fenêtres) ainsi qu'un nettoyage approprié des infrastructures sportives et des vestiaires devront être assurés.

Le 27 octobre 2020, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a en outre recommandé :

- d'une manière générale et pour autant que les conditions météorologiques le permettent, de privilégier les activités en plein air ;

- de favoriser les sports individuels ;

- de prévoir, pour les sports collectifs, des groupes comprenant un maximum de quatre élèves tout en évitant un mélange de ces groupes.

Le 4 janvier 2021, une modification est intervenue pour les cours de natation à la suite de l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales :

La pratique de la natation dans les piscines est uniquement possible dans des couloirs aménagés. En outre, un nombre maximum de six acteurs sportifs est autorisé par couloir de 50 mètres ; ce nombre est de trois acteurs sportifs par couloir de 25 mètres.

Le MENJE a apporté des précisions tant pour l'enseignement fondamental que pour l'enseignement secondaire. En raison des règles désormais applicables dans les piscines, et qui ne prévoient pas de dérogation pour l'enseignement, un certain nombre de leçons de natation risquent ne plus pouvoir être organisées. Des leçons d'éducation physique ou des activités physiques en plein air sont à prévoir dans ce cas.

ad 2) Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 et en raison des recommandations y afférentes, un certain nombre de leçons de natation ont dû être annulées depuis le début de l'année scolaire en cours.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Dès que la situation sanitaire le permettra, le nombre d'élèves profitant d'une leçon de natation dans le cadre scolaire sera de nouveau revu à la hausse. Dès reprise des cours de natation, l'enseignant en charge de l'organisation des leçons évaluera le développement des compétences des élèves et leur proposera des activités répondant au mieux aux besoins spécifiques des élèves de sa classe. Pour les élèves non nageurs, le titulaire de la leçon de natation pourra être assisté par un instructeur de natation supplémentaire, sur décision de la commune siège de la piscine, pour proposer des mesures de différenciation favorisant le respect du rythme d'apprentissage des élèves.

En complément aux ressources humaines actuellement à la disposition des écoles, mes services entreprennent tous les efforts nécessaires pour recruter des agents supplémentaires afin de soutenir les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre d'un dispositif de différenciation et de pallier d'éventuelles lacunes résultant des phases de suspension des leçons. En cas de besoin, ces agents pourront intervenir dans le cadre de la leçon de natation pour y contribuer à la prise en charge des élèves.

ad 4) Je n'ai pas connaissance des difficultés dont a fait état le président du SNE ; les règles s'appliquant dans les transports scolaires et dans les vestiaires étant suffisamment précises. Si toutefois l'honorable Député peut m'indiquer les communes ou les lycées où des problèmes se posent, je ne manquerai pas de charger mes services d'en faire le suivi.

ad 5) La tenue des cours de natation se fait selon les disponibilités des infrastructures ; la situation est d'autant plus compliquée que les infrastructures en question peuvent relever soit de l'État (structures nationales comme la Coque ou structures propres des lycées), soit des communes.

Pour l'enseignement secondaire, c'est au directeur - responsable de l'organisation scolaire - que revient la décision quant à la tenue des leçons de natation.

En ce qui concerne les écoles fondamentales, les infrastructures scolaires, y compris la piscine, sont soumises à la responsabilité des autorités communales. Il incombe donc à ces dernières d'analyser la situation et de décider si les leçons de natation peuvent avoir lieu dans le respect des mesures sanitaires en vigueur. Si les cours de natation ne peuvent pas avoir lieu ou ne peuvent avoir lieu tel que prévu par l'organisation scolaire, l'enseignant proposera des activités alternatives pour répondre au besoin et désir de mobilité des élèves.

www.chd.lu

Question 3528 (28.01.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

En raison de leur impact souvent néfaste sur la biodiversité et les écosystèmes locaux, il y a lieu de surveiller de près et, le cas échéant, de réguler, voire d'éradiquer, les populations des espèces exotiques envahissantes (EEE) sur un territoire donné, tel que prévu d'ailleurs par la législation européenne et nationale.

Récemment la presse a relayé une éventuelle présence d'un chacal doré sur le territoire luxembourgeois, alors que tel était déjà le cas aux Pays-Bas et en France depuis quelque temps. Dans le même article il est précisé que l'Administration de la nature et des forêts ne considérerait pas le chacal doré comme espèce exotique envahissante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Pour quelles raisons le chacal doré n'est-il pas considéré comme espèce exotique envahissante ?

- Quel sera l'impact de l'arrivée de ce prédateur sur les animaux de proie indigènes (oiseaux, mammifères, etc.) ?

- Les plans d'action concernant le raton laveur, le rat musqué, le ragondin et la tortue de Floride prévoyant la régulation des populations par le tir et/ou par le piégeage, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à l'évolution des populations de ces espèces durant les cinq dernières années ?

- Combien de spécimens de ces quatre espèces ont été respectivement tirés ou piégés annuellement pendant ces cinq dernières années ?

- Quelles autres espèces exotiques envahissantes se répandant actuellement en Europe sont observées par les services de Madame la Ministre ?

Parmi celles-ci, quelles sont les plus probables à arriver également au Luxembourg ? Est-il possible d'anticiper quel sera leur impact sur les écosystèmes locaux ?

- De nouveaux plans d'action EEE se trouvent-ils actuellement en élaboration ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Remarque préliminaire :

Une espèce exotique est une espèce dont l'aire de répartition a évolué à cause d'une intervention humaine (délibérée ou accidentelle).

Dans certains cas, des espèces exotiques peuvent devenir envahissantes et avoir de graves effets néfastes sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, ainsi que d'autres incidences sociales et économiques, qu'il y a lieu d'éviter. Quelque 12.000 espèces présentes dans l'environnement de l'Union et d'autres pays européens sont exotiques, et 10 % à 15 % d'entre elles environ sont considérées comme envahissantes. (Cf. Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes).

- Le chacal doré n'est pas à considérer en tant qu'espèce exotique envahissante car il ne remplit pas les conditions de la définition y relatives : l'aire de répartition du chacal doré évolue naturellement sans intervention humaine.

- Il faut à préciser qu'il n'y a pour le moment aucune confirmation de présence du chacal doré au Luxembourg, tel qu'il a déjà été mentionné dans l'article de presse précité.

L'arrivée du chacal doré est néanmoins possible à tout moment. Dans ce cas, elle se fera doucement, à l'instar du loup. Le chacal doré étant un omnivore opportuniste, un impact négatif sur la biodiversité semble peu probable. Il est fort probable qu'il jouera un rôle de concurrent au renard et au blaireau, deux autres omnivores opportunistes, ce qui pourrait engendrer une certaine adaptation vers le bas des populations de ces derniers dans l'hypothèse d'une colonisation du pays entier par le chacal doré.

- Il n'est pas possible d'avoir des indications précises concernant l'évolution de ces différentes espèces exotiques envahissantes, puisqu'aucune étude scientifique portant sur la dynamique des populations de ces espèces n'a été réalisée au Luxembourg.

Néanmoins, d'après les chiffres issus de la régulation de ces espèces, du nombre d'observations fortuites ou obtenues dans le cadre du système de surveillance des EEE et de l'avis d'experts, nous pouvons supposer que les populations du raton laveur et du ragondin sont en augmentation tandis que la population du rat musqué semble plutôt stable. Pour ce qui est de celle de la tortue de Floride, elle serait stable avec une tendance plutôt négative.

- Au cours de ces cinq dernières années, seuls la tortue de Floride (depuis 2019), le rat musqué et le ragondin ont fait l'objet de piégeages.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est des animaux tirés lors de la chasse, seuls le rat musqué et le raton laveur ont fait l'objet d'une telle régulation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Pendant l'année 2020, plusieurs espèces ont été détectées pour la première fois au Luxembourg, à savoir la crassule de Helms (Crassula helmsii), la méduse d'eau douce (Craspedacusta sowerbii) et le frelon asiatique à pattes jaunes (Vespa velutina nigrithorax). À ce stade, en tenant compte de leur répartition et des actions prévues, elles ne devraient pas causer des dommages importants sur nos écosystèmes.

En février 2021, l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a pour la première fois détecté la présence du chien viverrin (Nyctereutes procyonoides) au Luxembourg. Un monitoring est prévu pour déterminer s'il s'agissait d'un individu solitaire, ou si cette espèce est déjà établie. Même si le chien viverrin a été repris sur l'annexe du règlement européen précité, d'après la littérature scientifique, son impact est en général assez limité.

Pour les EEE supposées absentes du Luxembourg, mais à surveiller de près, nous pouvons citer par exemple l'hydrocotyle fausse renoncule (Hydrocotyle ranunculoides) ou l'ouaouaron (Lithobates catesbeianus), mais bien d'autres espèces exotiques envahissantes sont dans des régions proches du Grand-Duché.

Par ailleurs, certaines espèces comme le cerf Sika (Cervus nippon), le vison d'Amérique (Neovison vison) et le crabe Chinois (Eriocheir sinensis) ont déjà été observées ponctuellement au Luxembourg et il convient de surveiller leur évolution.

En général, l'impact d'une espèce exotique envahissante dépend de sa nature et de son abondance. Le plus souvent, les EEE supplantent les espèces indigènes qui leur sont proches, par un mécanisme de compétition. Des effets de cascade peuvent survenir et causer des dégâts à plusieurs autres espèces, ainsi qu'à l'écosystème dans son ensemble.

- Oui, actuellement un plan d'action pour le frelon asiatique à pattes jaunes est en cours de rédaction. À l'avenir, au fur et à mesure que de nouvelles EEE appartenant à la liste de l'Union européenne seront détectées au Luxembourg, d'autres plans d'actions seront élaborés.

Question 3530 (28.01.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R) :**

De Koalitiounsaccord gesäit d'Elaboratioun vun enger „stratégie nationale de stationnement et parking-relais (P&R)" vir.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi wäit ass d'Ausschaffe vun dëser Strategie?

- Wéini gëtt dës Strategie virgestallt?

- Kann den Här Minister scho Prezisiounen zu de Kärpunkte vun dëser Strategie ginn?

- Wat d'P&R betrëfft, wéi vill Projete sinn an de leschten zwee Joer ofgeschloss ginn? Wéi vill nei Parkplaze sinn tëscht 2018 an 2020 geschaaft ginn?

- Bei wéi ville Projete sinn d'Aarbechten aktuell amgaangen? Wat ass d'Unzuel vun de Parkplazen? Wäert den initialen Zäitplang fir d'Ofschléisse vun den Aarbechte kënnen agehale ginn oder kënnt et zu Verspéidunge wéinst der Pandemie?

- Wéi eng nei Projeten, mat wéi vill neie Parkplazen, si geplangt fir an den nächste Jore realiséiert ze ginn?

- Ass virgesinn, déi nei P&R sou ze konzipéieren, dass de Chauffeur iwwer eng App (z. B. d'Mobilitéits-App) ka gesinn, wéi vill Parkplazen nach fräi sinn?

Réponse (05.03.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- Momentan gëtt déi zweet Phas vun der nationaler Parkraumstrategie ausgeschafft. Nodeems 2019 an der éischter Phas identifizéiert gouf, wéi eng Donnéeë gebraucht ginn, gëtt an dëser zweeter

Phas den nationale Parkraum engersäits mat representative Stéchprouwen erhuewen, a ginn anerersäits unhand vun Interviewe mat enge 50 Acteuren, dorënner eng Rei Gemengen, konkreet Schwieregkeeten a Léisungsusätz identifizéiert. Zousätzlech ginn déi aktuell Parkraumreglementatiounen ënnert d'Lupp geholl. Déi drëtt a lescht Phas wäert schliisslech am Laf vun 2021 Recommandatiounen ausschaffen, wéi Parkraum méi effizient kéint genotzt ginn a wat ee scho bei der Planung zukünfteg besser kéint machen.

- Déi national Parkraumstrategie wäert an de Plan national de mobilité afléissen, an an deem Kontext Enn 2021 mat presentéiert ginn.

- Dës Kärpunkte gi réischt an der drëtter Phas identifizéiert. Zil ass et, de Parkraum als déi wäertvoll Ressource ze behandelen, déi den ëffentleche Raum effektiv duerstellt. Notamment solle konkreet Léisungsvirschléi gemaach ginn, fir Stellplazen esou ze geréieren, dass déi Zort Usager, fir déi se jeeweils virgesi sinn (Client vu lokalem Commerce, Usager vum ëffentlechen Transport, Livraisoun asw.), do och Plaz fënnt.

- 2018 goung d'Extensioun vum P&R vum Houwald mat 615 Stellplazen a Betrib. Op der Gare Péiteng konnt de P&R op 230 Plazen erhéicht ginn, dëst als Iwwergangsléisung, bis de P&R Rodange fäerdeg ass. Zousätzlech goungen de P&R beim Rond-point Lohr zu Miersch mat 84 an de P&R op der Gare Clierf mat 181 Parkplazen a Betrib. Op franséischer Säit ass am Dezember 2020 de P&R vu Roussy-le-Village mat 253 Plazen opgaangen, an am Februar 2021 de P&R Metzange (bei Thionville) mat 750 Plazen, deen zu 50 % vu Lëtzebuerg cofinanzéiert gouf. Dës P&R gi vum RGTR grenziwwerschreidend ugefuer.

- Aktuell si follgend P&R am Chantier:

P&R Schweebech (172 Parkplazen), Mise en service 2021

P&R Luxexpo (500) 2021

P&R Rodange (1.516) 2022

- Déi meescht Retarde konnten opgeholl ginn, just beim gréisste Projet, dem P&R Rodange, ass aktuell nach ee Verzuch vun ongeféier fënnef Méint.

- An der Exekutiounsplanung sinn:

P&R Walfer (70 zousätzlech Plazen), Mise en service 2021

P&R Méchela (42) 2021

P&R Keel (39) 2021

P&R Kautebaach (21) 2021

P&R Manternach (15) 2021

P&R Stengefort (92) 2022

P&R Miesenech Phas 1 (730) 2022

P&R Dippech-Reckeng op der Mess (99) 2022

P&R Wecker (130) 2022

P&R Colmer-Bierg (140-180) 2022

P&R Cloche d'or (2.500) 2023

P&R Ëlwen (400) 2023

P&R Nidderkäerjeng (354) 2026

P&R Héienhaff (2.500 + méiglech Vergréisserung)

P&R Miersch Gare (351) 2022

P&R Miersch-Impasse Kayser (140)

P&R Fréiseng Extension (500)

P&R Waasserbëlleg (283) 2023

P&R Ettelbréck Gare (313) 2026

P&R Mamer A6 (500)

P&R Katrewang (200)

P&R Miesenech Phas 2 (740)

Weider P&R sinn nach am Stadium vu konzeptueller Planung.

- Jo, et ass virgesinn, op sämtleche P&R vum Staat d'Beleeung en temps réel ze erhiewen an dës Donnée als „Open Data" zur Verfügung ze stellen. Esou kann all App dorop zeréckgräifen. Aktuell schafft notamment d'CFL un esou enger P&R Applikatioun. Éischt Tester am Parkhaus Belval-Université si fir Oktober/November 2021 geplangt, duerno ginn dann Tester op lafende Projete wéi dem P&R Rodange duerchgefouert.

Question 3534 (29.01.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **Registre des bénéficiaires effectifs :**

La loi du 13 janvier 2019 (ci-après « loi RBE »), dans un objectif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, a institué au Luxembourg le Registre des bénéficiaires effectifs (ci-après « RBE »). En vertu de cette loi, certaines entités immatriculées au Registre de commerce et des sociétés (ci-après « RCS »), comme les associations sans but lucratif (ASBL), doivent déclarer certaines informations sur leurs bénéficiaires effectifs au RBE. Les ASBL, basées sur le bénévolat et poursuivant un but désintéressé, ont sûrement besoin d'une sensibilisation renforcée afin de pouvoir remplir leurs obligations légales en matière de RBE.

Dans le contexte de sensibilisation, le RCS, désigné comme gestionnaire du RBE, a publié plusieurs circulaires sur son site officiel afin d'informer les ASBL sur plusieurs points, comme la détermination du bénéficiaire effectif ou les informations à communiquer lors de leur inscription au RBE.

Pourtant, compte tenu de nombreuses sommations envoyées récemment aux ASBL accusant un retard dans leurs déclarations, il faut remettre en question l'efficacité de cette sensibilisation et s'interroger sur des moyens alternatifs afin d'assurer un respect des obligations légales, sinon simplifier les dispositions à l'égard des ASBL.

Qui plus est, les sommations mentionnent les amendes pénales, en cas de non-respect des obligations, variant entre 1.250 euros à 1.250.000 euros, en vertu de l'article 20 (1) de la loi RBE.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et Madame la Ministre de la Justice :

- Le Gouvernement est-il d'avis que les ASBL sont suffisamment sensibilisées au moyen des circulaires publiées par le RCS pour être en bonne connaissance de cause ? À défaut, serait-il possible d'accroître la publicité générale du RBE et ainsi renforcer la sensibilisation des ASBL ?

- En outre, quel est l'avis du Gouvernement sur la fourchette d'amendes prévue à l'article 20 (1) de la loi RBE ? Sur base de quels critères objectifs ou de circonstances pertinentes le montant d'une telle amende pénale est-il déterminé ?

- En dernier lieu, combien d'ASBL sont effectivement inscrites au RBE et ont déclaré correctement leurs bénéficiaires effectifs afin de répondre à leurs obligations légales?

Réponse (08.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

- Des moyens considérables ont été mis en œuvre afin de toucher le plus largement possible les personnes soumises à la nouvelle législation du 13 janvier 2019, qui ne se sont pas seulement limités à l'émission de circulaires du Luxembourg Business Registers (LBR).

D'abord, plusieurs séances d'informations gratuites ont été proposées dans les locaux de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, en vue d'informer le public au sens large. Ces séances, dont la première a été tenue le 6 mars, ont toutes fait salle comble et ont permis de brasser plus de 1.500 personnes. Ensuite, une large campagne de sensibilisation a été lancée à partir du 21 juin 2019, afin qu'il y ait une réelle prise de conscience par les entités visées par la loi du 13 janvier 2019 de leurs nouvelles obligations, y compris parmi le public « non professionnel » ou « peu averti », qui n'aurait pas été touché ni par les messages de LBR, ni par celui relayé par les chambres professionnelles. Articles de presse (écrite, audio-visuelle et électronique), annonces publicitaires dans la presse écrite (Wort, Tageblatt, L'essentiel, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek, Revue, Télécran, D'Lëtzebuerger Land, le woxx, rtl.lu, Paperjam, Delano, Contacto), spot télévisé (RTL), spot radio (RTL Radio, Eldoradio, Radio Latina, L'essentiel, ARA City Radio) ont été autant de canaux utilisés pour avertir le plus massivement possible de l'obligation de déclarer au RBE. Il convient de noter par ailleurs, que les ASBL ont été le public cible du spot télé et radio, qui prenait l'exemple concret de membres d'une ASBL qui se devaient d'effectuer leur déclaration au RBE.

En parallèle et s'agissant plus précisément des ASBL, le portail du RBE offre une entrée « ASBL et fondation », où est listée la documentation utile à ces entités, en l'occurrence une foire aux questions, une brochure sur le formalisme de déclaration et les circulaires qui leur sont dédiées (circulaire 19/02 en ce qui concerne les ASBL). Cette entrée spécifique propose également un tutoriel sous forme de vidéo, afin d'accompagner les ASBL, pas à pas, dans la démarche à effectuer au RBE. Ce tutorial a été mis en place dès juin 2019, puis a été adapté récemment en février 2021.

Finalement, après cette large campagne publicitaire et à l'approche de l'arrivée du terme du délai d'inscription prescrit dans la loi du 13 janvier 2019, LBR a adressé les 12 et 13 août 2019, à chaque entité n'ayant pas encore effectué ses démarches au RBE, dont les ASBL, une lettre les invitant à faire rapidement le nécessaire pour se conformer à la loi. Un dernier rappel a été envoyé le 4 septembre 2019, avant que ne soit dénoncée au Parquet général, le 10 février 2020, la liste des entités immatriculées n'ayant pas respecté leur obligation de déclaration au RBE.

Indépendamment des efforts déployés par LBR, le Ministère de la Justice a sensibilisé les ASBL en adressant la documentation relative à l'obligation d'immatriculation au RBE par l'intermédiaire des différents ministères en relations avec des ASBL dans le cadre de leurs compétences respectives.

En conclusion, on peut dire que des efforts conséquents ont été déployés pour permettre aux différentes entités entrant dans le champ d'application de la loi du 13 janvier 2019 de prendre connaissance de leurs nouvelles obligations, notamment celles qui auraient pu ne pas avoir conscience que ces dispositions leur étaient applicables. Prétendre que la campagne de sensibilisation des ASBL se serait limitée aux circulaires de LBR serait dès lors bien éloigné de la réalité des faits.

- L'article 20 paragraphe 1er érige en infraction pénale le non-respect par une entité immatriculée de son obligation d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs.

Le paragraphe 2 incrimine le fait, pour une entité immatriculée, d'adresser sciemment une demande d'inscription audit Registre aux fins d'inscription d'informations requises qui seraient inexactes, incomplètes ou non actuelles.

Dans les deux cas, la sanction prévue est une amende pénale d'un minimum de 1.250 euros, mais qui peut aller jusqu'à 1.250.000 euros.

Ces dispositions pénales assortissent le non-respect des obligations prévues par le présent projet de loi des mêmes sanctions pénales que celles prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme en cas de méconnaissance des obligations professionnelles.

Cette approche s'inscrit dans les mécanismes mis en place par le présent projet de loi et qui visent à assurer la qualité de l'information sur le bénéficiaire effectif et le fonctionnement efficace des dispositions du présent projet de loi.

Cette approche assure également la prise en compte des exigences du GAFI dans la mesure où le paragraphe 18 de la note interprétative à la Recommandation 24 requiert qu'une responsabilité juridique et des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives devraient être prévues pour toute personne physique ou morale qui ne respecte pas les obligations de la note interprétative à la Recommandation 24.

Le montant effectif d'une amende prononcée est déterminé par le juge conformément aux mêmes principes généraux applicables pour la détermination de toute amende pénale.

- Au 31 décembre 2020, 5.744 ASBL, sur les 8.503 inscrites au Registre de commerce et des sociétés ont fait leur déclaration au RBE, soit 67,55 %. Notons qu'au 31 décembre 2019, le pourcentage de complétude du RBE les concernant n'était que de 44,22 %.

Question 3535 (29.01.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**organisation « Nues am Wand » :**

An engem RTL-Artikel vum 29. Januar 2021 maache Journalisten op eng Grupp vun Enseignanten an Sympathisanten opmierksam, déi sech ënnert der Form vun der Organisatioun „Nues am Wand" zesumme gedoen hunn, an déi maskefräi Klassesäll fuerderen.

Um Site vun der Organisatioun liest ee Saachen ewéi „Covid-19 féiert net zu enger Surmortalitéit" an dass Virussen am Allgemengen net gesondheetsschiedegend wieren: „Das Modell eines krank machenden Virus hat sich im Laufe der Medizingeschichte als nicht haltbar erwiesen."

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

- Déi éischt Beiträg um Blog vun der Organisatioun si vun Oktober 2019 (deemools nach iwwer aner Theemen ewéi Covid).

Hat de Ministère scho virum RTL-Artikel Kenntnis iwwert dës Organisatioun?

Huet de Ministère Kenntnis doriwwer, ob Enseignanten déi uewe genannten Theorien un d'Kanner weiderginn?

- Wat fir Konsequenzen zitt de Ministère aus dëser Organisatioun?

Hält de Minister dës fir eenzel Fäll oder fir eng eescht ze huelend Gruppéierung?

- Wéi kann de Minister den Eltere garantéieren, dass an de Schoulen a Lycéeë just Fakten iwwer Covid-19 un d'Schüler vermëttelt ginn?

Réponse (04.03.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend hat bis zur Veräffentlechung vum oppene Bréif a bis zur Diskussioun heiriwwer an de Medie keng Kenntnis vum Blog „Nues am Wand".

D'Positiounen, déi op där Plattform vertruede ginn, stellen déi wëssenschaftlech Fundéierung vun der Covidpolitik souwuel hei am Land wéi och am Ausland a Fro. Dobäi schwätzen d'Recommandatioune vu Wëssenschaftler, Experten a Medezinner ronderëm d'Welt eng eendeiteg Sprooch.

D'Maske sinn en essentiellen Deel vun eisem Dispositif sanitaire, souwuel fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen, wéi och als Méiglechkeet, de Fonctionnement vun de Schoulen och wärend der sanitärer Kris oprechtzeerhalen. Si droen domat en Deel dozou bäi, fir d'Bildungschancë vun de Jonken ze erhalen.

Am Allgemengen ass et esou, datt d'Maske bei den Enseignanten als Deel vum Alldag a vun de Gestebarrièren acceptéiert ginn. D'Enseignantë verloossen sech heibäi op d'Recommandatioune vun den Experten aus der Direktioun vun der Santé an si sinn sech hirer Virbildfunktioun vis-à-vis vun de Kanner bewosst. De Sënn vun de Mesurë gëtt deemno vun der grousser Majoritéit vun den Enseignanten net a Fro gestallt, an si setzen d'Mesurë mat Iwwerzeegung ëm, fir esou hire Bäitrag zum efficassen Ënnerbanne vun der Propagatioun vum Virus ze leeschten.

Déi vill Reaktioune vun Enseignanten an Educateuren, déi sech vun deenen Theorien distanzéiert hunn, weisen, datt dës Positiounen net representativ fir d'Educatioun zu Lëtzebuerg sinn. Selbstverständlech sinn d'Enseignantë gehalen, hir Schüler fachlech a sachlech mat Bezuch op pertinent Quelle korrekt ze informéieren. An dësem Kontext sollen si d'Schüler iwwert de Virus an déi néideg Geste-barrièren opklären an hinnen d'Risiken, déi vun der Propagatioun vum Virus ausginn, méi no bréngen, fir esou d'Wichtegkeet vum Anhale vun de Geste-barrièren ze ënnersträichen. Déi néideg Informatiounen an déi jeeweileg Quellen heizou stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a reegelméisseg aktualiséierter Versioun ënnert anerem fir d'Léierpersonal op sengem Internetsite zur Verfügung.

De Bréif gëtt vu mengem Ministère eescht geholl a mir gesinn eis an dësem Zesummenhang an der Obligatioun, fir d'Gespréich ze sichen an nach eng Kéier, an Zesummenaarbecht mat der Direktioun vun der Santé, d'Fakten duerzestellen an ze verschen ze erklären, firwat déi eenzel Mesurë wichteg sinn. Allerdéngs ass et opgrond vun der Anonymitéit vun de Signatairë vum Bréif leider am Ament nach komplizéiert, e konstruktiven Dialog mat de Concernéierten ze féieren.

Déi lescht Fro vun den honorabelen Deputéierte bezitt sech op de Contrôle vum bon fonctionnement vum Enseignement; dozou sief gesot, datt deen am Enseignement fondamental vun de Regionaldirekteren ausgeüübt gëtt, an am Enseignement secondaire vun de Lycéesdirekteren.

Question 3537 (29.01.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **cochons génétiquement modifiés pour l'alimentation humaine et les usages médicaux :**

La Food and Drug Administration (FDA), régulateur de santé américain, vient d'approuver le premier cochon génétiquement modifié pour l'alimentation humaine et les usages médicaux. Le cochon, nommé GalSafe, va pouvoir non seulement être consommé en tant que viande mais aussi être utilisé pour la production de produits pharmaceutiques ou pour la production « d'organes de remplacement ».

Même si le premier objectif est de développer des produits médicaux qui ne produiront pas d'allergies, une commercialisation de la viande de cochon GalSafe pourrait être envisagée prochainement. En tout cas, la FDA a d'ores et déjà certifié que cette viande est propre à la consommation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'avis de Madame la Ministre concernant l'utilisation de ces cochons à des fins de recherche et de production de médicaments ?

2) Est-ce que ces cochons peuvent être utilisés à des fins scientifiques en Europe ?

3) Est-ce que des médicaments créés sur base de ce cochon pourront être autorisés sur le marché européen ?

4) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre concernant l'utilisation de ces cochons au service de l'alimentation humaine ?

5) Sachant que l'Union européenne interdit l'élevage d'animaux transgéniques, des produits transformés à base de ces cochons pourraient-ils néanmoins être autorisés sur le marché européen ?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le cochon constitue le premier animal génétiquement modifié autorisé par la Federal Drug Agency à la fois à la consommation humaine et à la production de produits pharmaceutiques ou pour la production « d'organes de remplacement ».

Les porcs GalSafe peuvent potentiellement être utilisés pour produire des produits pharmaceutiques humains qui sont exempts de sucre alpha-gal détectable. Les personnes atteintes du syndrome Alpha-gal (AGS) peuvent avoir des réactions allergiques légères à sévères au sucre alpha-gal présent dans la viande tels le bœuf, le porc, l'agneau et le chevreuil.

L'AGS est inhabituelle, bien que de plus en plus fréquente chez les adultes et en particulier dans le sud-est des États-Unis. Elle se développe après qu'une morsure d'une tique déclenche le système immunitaire d'une personne pour commencer à produire des anticorps IgE contre l'alpha-gal. Alors que certains patients allergiques à l'alpha-gal présentent des symptômes légers, d'autres présentent des réactions anaphylactiques sévères, y compris parfois une perte de conscience.

Étant donné que de nombreux médicaments contiennent de la gélatine animale, pouvant avoir des conséquences dramatiques pour les personnes allergiques, les porcs GalSafe pourraient potentiellement être utilisés pour produire de l'héparine, un médicament anticoagulant, sans sucre alpha-gal détectable. Les tissus et organes de porcs GalSafe pourraient potentiellement aider à résoudre le problème du rejet immunitaire chez les patients recevant des xénotransplants, vu que le sucre alpha-gal serait une des causes de rejet chez les patients. Des agréments supplémentaires seront alors nécessaires pour ce type d'application.

ad 2) L'utilisation des cochons génétiquement modifiés à des fins scientifiques n'est pas interdite en Europe. Les règles fixées par la directive 2010/63/UE relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques doivent être respectées, notamment l'établissement-utilisateur doit disposer d'un agrément pour l'hébergement des cochons conformément aux exigences fixées par la directive précitée. Pour utiliser des cochons dans le cadre d'un projet de recherche, une autorisation de projet doit être accordée par l'autorité compétente (Ministère de l'Agriculture) sur avis du Ministère de la Santé en se basant sur l'évaluation. Cette évaluation de projet vérifie si le projet est justifié du point de vue scientifique, si les objectifs du projet justifient l'utilisation d'animaux et si le projet est conçu pour permettre le déroulement des procédures dans les conditions les plus respectueuses pour l'animal.

Au Luxembourg aucun cochon n'est utilisé à des fins scientifiques.

ad 3) En principe, ces médicaments pourront être autorisés sur le marché européen, à condition qu'ils disposent d'une autorisation de l'Agence européenne des médicaments. De nombreux médicaments autorisés en Europe proviennent d'organismes génétiquement modifiés. Ainsi, l'Agence européenne de médicaments a approuvé en 2015 une protéine exprimée et purifiée du blanc d'œuf de poules transgéniques.

ad 4) Même si le cochon Galsafe qui est un animal génétiquement modifié et qui peut être très utile aux usages médicaux au niveau de la production de produits pharmaceutiques ou d'organes de remplacement, le principe de précaution doit être pris en compte avant d'autoriser la viande de ces porcins pour l'alimentation humaine.

Non seulement cette viande doit respecter tous les critères concernant la sécurité alimentaire repris au niveau de la législation communautaire, mais il faudra aussi s'assurer que la production de cette viande présente un intérêt par rapport à la viande provenant d'animaux non transformés génétiquement.

ad 5) Avant d'être autorisés sur le marché européen, les produits issus d'animaux transgéniques doivent parcourir une procédure d'autorisation dont les détails de déroulement et les critères sont fixés par le règlement (CE) n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Question 3540 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accès aux manifestations culturelles :**

An engem Presseartikel vum 28. Januar kann ee liesen, datt d'Rockhal an Zukunft keng Persoune méi an eng Virstellung eraléisst, wann dës keen negative Covidtest kënne virweisen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Op wéi enger legaler Basis berout dës Decisioun? Gouf et an deem Kontext eng Ordonnance vun der Santé? Op wéi eng Manéier goufen déi respektiv Decisioune publizéiert?

2. Ass eng Verweigerung vum Antrëtt opgrond vun engem positive Covidtest eng Diskriminatioun vu Leit opgrond vu gesondheetleche Considératiounen?

3. Besteet de Risiko, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester verlaangt ginn, ier Mënschen däerfen un enger kultureller Veranstaltung deelhuelen, och z. B. Tester op aner viral Erkrankungen, ewéi z. B. Grippen?

4. Ass et e Verstouss géint de „secret médical", wa Leit dem Bedreiwer vun engem kulturellen Etablissement en negative medezinneschen Test musse beim Antrëtt virweisen?

5. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen un enger kultureller Veranstaltung deelzehuelen: Misst de Staat dann net och d'Käschte fir den Test iwwerhuelen?

6. Am Fall wou e private Promoteur Tickete fir eng kulturell Veranstaltung un e Client verkeeft an dëse positiv op de Covidvirus getest gouf: Wier iwwerhält an deem Ament d'Käschte vum Ticket, dee jo net méi ageléist ka ginn?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

D'Rockhal hat fir d'Period tëschent dem 10. an dem 14. Februar d'Concertsserie „Because Music Matters" organiséiert. Zousätzlech zu de sanitäre Mesurë fir ëffentlech Evenementer (maximal 100 Persounen, port du masque obligatoire, assignéiert Sëtzplazen an 2 Meter Tëschendistanz), déi am modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 verankert sinn, hat d'Rockhal, an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la santé an der Division de l'inspection sanitaire gratis Covid-19-Schnelltester fir d'Spectateure virum Concert agefouert, fir ze determinéiere wéi de Virus sech an engem Kader wou streng sanitär Mesurë gëlle verhält. Dozou krut all Spectateur eng Invitatioun fir sech nach eemol, siwen Deeg méi spéit, op de Covid-19 testen ze loossen.

D'Rockhal huet sech heibäi op d'Prinzippie vum Droit commun baséiert, déi dem Commerçant d'Fräiheet ginn, fir d'Konditiounen an deenen hie säi Produit oder Service ubitt selwer kënnen ze bestëmmen. D'Informatiounen zu de Modalitéite goufe via Pressecommuniqué an um Internetsite vun der Rockhal publizéiert, sou datt all Persoun, déi en Ticket kaf huet, doriwwer am Virfeld a Kenntnis gesat konnt ginn.

Insofern et sech bei dëser Concertsserie ëm en Testkonzept gehandelt huet, mat engem kloren an annoncéierte But, dem Schutz vun der Gesondheet vun all de Participanten, kann hei net vun enger Diskriminatioun géint Persounen, déi positiv op de Sars-CoV-2 getest goufen, rieds goen. Vu datt all Spectateur iwwert d'Konditioune vun dëse Concerten am Virfeld informéiert war, a mam Kaf vum Ticket dëse Konditiounen zougestëmmt huet, kann een hei och net vun engem Verstouss géint de Secret médical schwätzen.

Falls eng Persoun positiv op de Sars-CoV-2 getest gouf, krut dës Persoun d'Käschte vum Entréesbilljee vum Organisateur rembourséiert.

Et ass net virgesinn, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester solle verlaangt ginn, fir kënnen un enger kultureller Manifestatioun deelzehuelen.

Question 3541 (29.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **test négatif obligatoire pour les vols de Luxair :**

An engem Radio-Interview vum 26. Januar huet de Chef vun enger Lëtzebuerger Fluchgesellschaft matgedeelt, datt Persounen, déi an Zukunft nach wëlle fléien, en negativen Test op de Covidvirus brauchen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi enger legaler Basis berout dës Decisioun? Gouf et an deem Kontext eng Ordonnance vun der Santé? Op wéi eng Manéier goufen déi respektiv Decisioune publizéiert?

2. Ass et mat dem nationalen an europäesche kommerzielle Recht kompatibel, datt eng Transportdéngschtleeschtung un eng gesondheetlech Konditioun gekoppelt gëtt? Wa jo, wat ass déi legal Basis heifir?

3. Ass eng Verweigerung vum Transport opgrond vun engem positive PCR-Test eng Diskriminatioun vu Leit opgrond vu gesondheetleche Considératiounen?

4. Besteet de Risiko, datt an Zukunft nach aner medezinnesch Tester verlaangt ginn, ier e Mënsch däerf en ëffentlech Transportmëttel benotzen, och z. B. Tester op aner viral Erkrankungen, ewéi z. B. Grippen?

5. Ass et e Verstouss géint de Secret médical, wa Leit dem Flughafepersonal en negative medezinneschen Test musse beim Embarquement virweisen?

6. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen ze fléien: Misst de Staat dann net och d'Käschte fir den Test iwwerhuelen?

7. Am Fall wou de Staat esou obligatoresch Konditiounen aféiert, fir nach kënnen ze fléien: Misst de Staat net och d'Méiglechkeet zur Verfügung stellen, datt sech d'Passagéier op engem auslännesche Flughafen direkt beim Embarquement kënnen teste loossen?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes :*

Am Kader vun der Pandemie verlaangen déi meeschte Länner elo, dass eng Persoun, déi op hiren Territoire kënnt, een negative PCR- oder Antigeentest virweise kann. Lëtzebuerg verlaangt och een negative PCR-Test (virzeweise beim Boarding) fir jiddereen, dee via Flughafen an d'Land erakënnt, an zousätzlech bei der Arrivée och een negativen Antigeentest fir Leit, déi aus Drëttlänner an d'EU kommen.

Den Ensembel vun den Areesrestriktioune baséiert engersäits um „Règlement grand-ducal modifié du 20 juin 2020 relatif à la durée de l'interdiction et la portée des exceptions prévues par l'article 2 de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration"[1], an anerersäits op den Ordonnancë vum Direkter vun der Santé vum 28. Januar 2021[2], respektiv vum 28. Februar 2021. D'Wichtegkeet vun der Santé publique an d'Necessitéit vum Schutz vun de Leit géigeniwwer enger Krankheet, déi potenziell déidlech verlafe kann, ass hei kloer méi wichteg wéi d'Fro vun der eventueller Diskriminatioun fir déi Persounen, déi net fléien däerfen. Et ass och net virgesinn aner medezinnesch Tester ze verlaangen.

De medezinnesche Secret spillt hei net, well jo nëmmen negativ Resultater presentéiert ginn.

De Lëtzebuerger Staat kënnt de Reesende vill entgéint, andeem hie schonns de Leit, déi reesen an een obligatoreschen Test brauche fir an d'Ausland ze kommen, gratis Tester via de Large-Scale-Testing ubitt. De Staat iwwerhëlt och e groussen Deel vun de Käschten, déi ufale fir d'Antigeentester um Flughafen.

De Lëtzebuerger Staat huet keng Autoritéit um Territoire vun engem anere Staat a kann domat am Ausland op Flughäfe keng Prestatiounen ubidden.

Question 3542 (29.01.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **siège d'ArcelorMittal :**

Am „Paperjam" ass an engem Bericht iwwert d'Situatioun vun ArcelorMittal vum 28. Januar nieft ganz interessante Chifferen ze liesen, datt de Stolproduzent aktuell e Partner fir säi geplangte Siège um Kierchbierg sicht, an dëst esouwuel fir de Finanzement wéi fir d'Beleeung vum Gebai. « Nous sommes en train de chercher un partenaire qui aimerait se joindre à nous pour assurer à la fois l'occupation et le financement de ce bâtiment », gëtt hei den Head of country Luxembourg vun ArcelorMittal zitéiert. Dat Zitat ass intressant, well jo Arcelor seng Personalaspuerungen ënner anerem mat der Gréisst vum Siège argumentéiert huet, dee si elo och nach wëllt mat engem Mat-Investisseur deelen.

An deem Zesummenhank hätt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Ass no der Tripartite de Verbleif vum Haaptsëtz vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg assuréiert?

2. Ass de Verbleif vun de fënnef Produktiounssitte vun ArcelorMittal hei am Land laangfristeg garantéiert?

3. Duerch wat fir Verträg ass ArcelorMittal nach un de Standuert Lëtzebuerg gebonnen?

4. Wat fir Garantien an Zousoen, déi Mittal beim Kaf vun Arcelor der Lëtzebuerger Regierung ginn huet, wierken sech nach op déi aktuell Tripartite-Diskussiounen aus?

5. Wat fir Garantien an Zousoen aus dësem Vertrag oder dëse Verträg sinn zënter dem Kaf vun Arcelor an der Schafung vun ArcelorMittal net respektéiert ginn?

6. Wat fir Garantien an Zousoe ginn aus de bestoenden ëffentlechen an net ëffentleche Verträg ervir, déi de Fortbestand vun engem reell funktionéierenden Haaptsëtz als Haaptmotor vun der Firmepolitik festschreiwen, dee méi ass wéi just e symbolesche Geste oder e fiskale Choix?

Réponse (08.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Am Kader vun der Restrukturatioun bei ArcelorMittal haten d'Verhandlungen an der Stoltripartite engersäits als Zil, fir de sozialen Impakt fir dat betraffent Personal esou kleng wéi méiglech ze halen, a gläichzäiteg fir vum Stolproduzent en industrielle Plang mat konkreeten Investitioune fir déi verschidde Lëtzebuerger Wierker vum Grupp ze kréien.

E Sozialplang konnt deemno duerch dës Stoltripartite evitéiert ginn an déi betraffe Mataarbechter wäerte vun engem „Plan de maintien dans l'emploi" profitéieren. Dëse gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass Salariéen a verschiddenen Alterskategorië vun enger Preretraite-Ajustement kënne profitéieren.

Den Accord „LUX2025" tëschent der Regierung, de Sozialpartner an ArcelorMittal gesäit eng Enveloppe fir strateegesch Investitioune vum Betrib tëschent 165 an 202,5 Milliounen Euro vir. Iwwer déi nächst fënnef Joer gëtt esou an d'Moderniséierung an an d'Entwécklung vun de Sitte Belval, Déifferdeng, Rodange a Biissen investéiert. Um Site zu Dummeldeng bleiwen eng Rei Aktivitéiten am „Atelier mécanique" weiderhi bestoen.

De Grupp duerch strateegesch Investitioune stabiliséieren, mam Dialog tëscht de Sozialpartner den Impakt vun eventuelle Restrukturéierunge minimiséieren an de Siège vum Grupp laangfristeg zu Lëtzebuerg behalen, dat waren nach ëmmer wichteg Sujeten an der Organisatioun vun ArcelorMittal. Dat war schonn 2006 bei der Reprise vun Arcelor duerch de Grupp Mittal esou, an duerno an de verschiddenen Tripartitesaccorden.

Mam Accord „LUX2025" huet de Grupp ArcelorMittal op en Neits seng Absicht formaliséiert, fir den Haaptsiège vum Grupp zu Lëtzebuerg ze behalen. An dësem Accord ginn och d'Zerwisser an d'Funktioune vum Sëtz vum Grupp zousätzlech definéiert.

Question 3543 (29.01.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **nouvel immeuble pour le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et la Police grand-ducale d'Esch-sur-Alzette, Mondercange et Schifflange :**

2018 gouf festgehalen, dass um Parking Aloyse Meyer soll ee Gebai fir d'Police- a Rettungsdéngschter vun Esch, Schëffleng a Monnerech opgeriicht ginn. Dëst sollt 2023/2024 fäerdeggestallt ginn. Bis elo gouf awer net mat engem Bau ugefaangen.

Bei der Presentatioun vum neien Deel vun der Tramstreck vum Mobilitéitsminister gouf elo bekannt, dass dëse Parking am Kader vun den Aarbechten um Tram gebraucht gëtt. Laut engem Artikel am Wort vum 28. Januar 2021, deele Bâtiments publics mat:

„Auf diesem Gelände, über das in Zukunft auch die Trambahn fahren wird, sind die eventuellen Platzverhältnisse doch nicht optimal, sodass zusätzlich noch nach einem alternativen Standort gesucht wird für einen dieser Dienste."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat gouf d'Decisioun geholl, de Parking Aloyse Meyer fir d'Tramstreck ze notzen?

- War dës Decisioun mat de lokale Vertrieder an de Kommissariater vun Esch, Schëffleng a Monnerech ofgesprach? Goufen si consultéiert?

- Wéini gouf dës Decisioun getraff?

2. Wann d'Tramstreck elo, wéi vum Minister ugekënnegt, duerch de Parking Aloyse Meyer gebaut gëtt, wouhi gëtt dann dat geplangte Police- a Rettungsdéngschtgebai verluecht?

3. Wann een neie Standuert fir dëst Gebai muss gesicht ginn, schéngt den Zäitplang vun 2023/2024 net méi realistesch. D'Gebai war awer schonn 2018 als néideg ugesi ginn.

- Wou sollen déi betraffe Police- a Rettungseenheete bis zum Bau vun engem neie Gebai ënnerbruecht ginn?

- A wéi engem Zoustand befannen sech déi momentan genotzte Gebailechkeeten? Entspriechen se nach den haitegen Ufuerderungen?

- Kann de Minister garantéieren, dass d'Policebeamten an engem gudde Kader hir Aarbecht am aktuelle Kommissariat kënnen duerchféieren?

[1] http://legilux.public.1u/eli/etat/leg/rgd/2020/06/20/a537/consolide/20210208

[2] https://sante.public.luffr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/ordonnance-airtravel.pdf 137-00001.-20040525-FR

Réponse commune (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Déi zukünfteg Tramstreck leeft iwwer en Eck vum Terrain, op deem aktuell de Parking Aloyse Meyer ass, a fiert dobäi iwwer eng Haaptachs, déi am aktuelle Masterplang fir de Site Esch-Schëffleng dëse soll un de Quartier Lalleng ubannen. Vun de knapp zwee Hektar vum Parking sinn duerch dës Achs nëmmen 0,3 ha betraff, esou datt et ouni Problem méiglech bleift, den Terrain ze bebauen.

ad 2. Well sech op dem Site vum Parking Aloyse Meyer déi zwou Funktiounen net optimal ënnerbrénge loossen, zemol wann een eng gewësse Flexibilitéit fir d'Zukunft wëllt halen, gouf gekuckt, fir ee vun de Servicer op engem anere Site ënnerzebréngen. Esou ass et lo virgesinn, datt d'Policegebai soll op e Site beim Rond-point Raemerech kommen, deen duerch d'Ëmleede vun der Autobunn fräi gëtt.

ad 3. Den Zäitplang gëtt net negativ beaflosst. Well den Terrain, wou d'Policekasär elo zu Raemerech hikënnt, am PAG vun der Gemeng Esch richteg klasséiert ass, kann et souguer sinn, dass Zäit gewonne gëtt.

D'Etüden um Site beim Rond-point Raemerech fänken elo un, an d'Police- a Rettungseenheete bleiwen esou laang an hiren aktuelle Gebaier, bis déi jeeweileg nei Gebaier fäerdeg sinn.

Dat Escher Kommissariat um Boulevard J.F. Kennedy, dat och zukünfteg wäert bestoe bleiwen, gëtt momentan renovéiert, fir et der haiteger Aarbechtsweis vun der Police unzepassen. D'Kommissariater vu Monnerech a Schëffleng gehéieren net zum Projet fir en neit Policegebai zu Esch.

Question 3546 (29.01.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **agréments des maisons de retraite et de soins :**

Fir datt eng Struktur, ewéi en Alters- oder Fleegeheem oder och nach en Heem fir Leit mat Behënnerung ze fleegen an ze betreien, hir spezifesch Déngschtleeschtung kann ubidden, muss si fir d'éischt en Agrement beim zoustännege Ministère ufroen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Familljeminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat fir Krittäre mussen erfëllt ginn, fir datt esou eng Struktur en Agrement vum Ministère kritt?

2. Wéi vill verschidden Zorten Agrement gëtt et a wéi eng Instanze sinn dofir verantwortlech?

3. Wéi a vu wiem gëtt kontrolléiert, datt dës Krittären agehale ginn, a mat wat fir enger Reegelméissegkeet?

4. Wéi eng Konsequenze gi gezunn, wann Defizienzen an enger Struktur festgestallt ginn? Ginn et administrativ oder finanziell Sanktiounen?

5. A wéi engem Delai musse Strukturen sech un nei gesetzlech oder reglementaresch Oplagen a Reglementer halen?

Réponse (01.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 (loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) definéiert den allgemenge Kader vum Agrement a sengem Kapitel 1: « Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du ministre de la Famille, soit du ministre de la Promotion féminine, soit du ministre de la Jeunesse, soit du ministre de la Santé. [...] L'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public. [...] »

Et ginn dräi Zorte Krittären, deenen d'Servicer an d'Strukture mussen entsprieche fir en Agrement ze kréien.

Den éischte Krittär ass dee vun der Honorabilitéit. D'Membere vum Conseil d'administration vum Gestionnaire vun der Struktur, d'Direktiounsmemberen an d'Encadrementspersonal mussen den Honorabilitéitskrittären entspriechen.

Den zweete Krittär läit um Niveau vun der Zuel a vun der Qualifikatioun vum Personal an ass en fonction vun de Besoine vun der Population-cible festgeluecht ginn.

Den drëtte Krittär läit um Niveau vun den Infrastrukturen a Gebailechkeeten, an deenen de Service ugebuede gëtt.

Dës Krittäre sinn am Beräich vum Handicap duerch de Règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique festgeluecht ginn. Am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer sinn dës Krittären duerch de Règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées festgeluecht ginn.

ad 2. Am Beräich Handicap gëtt et sechs verschidden Aktivitéiten, déi kënnen agreéiert ginn:

- Service d'assistance à domicile
- Service d'hébergement
- Service de formation
- Service d'emploi ou atelier protégé
- Service d'activités de jour
- Service d'information, de consultation et de rencontre

Am Beräich vun den eelere Leit ginn et eelef verschidden Aktivitéiten, déi kënnen agreéiert ginn:

- Centre intégré pour personnes âgées
- Maison de soins
- Logement encadré pour personnes âgées
- Centre psycho-gériatrique
- Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées
- Aide à domicile
- Soins à domicile
- Repas sur roues
- Appel-assistance externe
- Activités senior
- Centre d'accueil pour personnes en fin de vie

Fir all dës Agrementen ass de Familljeministère zoustänneg.

ad 3. Dës Krittäre ginn op Basis vun engem administrativen Dossier unhand vun Checklëschte souwéi duerch Visitten op de jeeweilege Sitte vun Agente vum Familljeministère kontrolléiert. An der Reegel ginn d'Agrementen accordéiert fir eng onbegrenzt Dauer. Allerdéngs kann de Minister och decidéieren, en Agrement op limitéiert Zäit ze accordéieren, wann d'Krittären aktuell net all kënne vum Gestionnaire erfëllt ginn. Ab deem Moment, wou e Gestionnaire en Agrément illimité kritt huet, gëtt e reegelméisseg kontrolléiert.

ad 4. Wa festgestallt gëtt, dass d'Krittären net méi erfëllt sinn, muss de Gestionnaire sech an engem Delai tëschent aacht Deeg an engem Joer konforméieren a schlëmmstefalls kann en den Agrement ewechgeholl kréien.

Am Fall wou Infraktioune festgestallt ginn, geet den Dossier un de Parquet an et kënne Prisongsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer an/oder Geldstrofe gesprach ginn.

ad 5. Den Delai, fir sech un nei gesetzlech oder reglementaresch Oplagen a Reglementer ze halen, ass am Prinzip an all neiem Gesetz oder Reglement individuell virgesinn.

Question 3548 (01.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liberté de la presse au Burkina Faso :**

Avant sa décriminalisation en 2015, l'application de la loi sur la diffamation criminelle a opprimé largement la liberté d'expression au Burkina Faso. Depuis, et grâce à son paysage médiatique dynamique et diversifié, le Burkina Faso est considéré représenter une histoire de succès en matière de liberté de la presse selon l'ONG Reporters sans frontières (RSF).

Néanmoins, les journalistes et militants continuent de faire face à une pression accrue. En juin 2019, l'Assemblée nationale a voté une modification du Code pénal, destinée à lutter contre les publications qui pourraient « démoraliser ou saper l'efficacité » de l'armée. Le rapport critique ou objectif sur le combat de l'armée contre le terrorisme peut désormais mener à de graves sanctions. Cet amendement permet ainsi aux autorités d'exercer un contrôle sur les publications et impose de sérieuses restrictions à la liberté d'informer.

En 2020, six attaques ou intimidations contre des journalistes ont été constatées par l'Association des journalistes du Burkina (AJB). Au nord et à l'est du pays, des zones entièrement isolées et inaccessibles aux journalistes empêchent complètement le flux d'informations de sorte que plus aucune nouvelle ne puisse traverser à l'extérieur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de la situation des journalistes au Burkina Faso ?

- Est-ce que les conditions de travail des médias locaux ont un impact sur la politique de coopération du Luxembourg au Burkina Faso et dans d'autres pays où la presse rencontre des problèmes semblables ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences pour l'activité de coopération du Luxembourg dans ces pays ?

- Quels moyens le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire peut-il se donner pour lutter contre l'influence des autorités étrangères sur la couverture médiatique de leur pays et améliorer la situation des journalistes dans les régions « médiaphobes », sans pour autant impacter la population en besoin des aides apportées ?

Réponse (01.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Si les relations entre le Luxembourg et le Burkina Faso se sont d'abord construites autour de la coopération au développement, celles-ci ont su se diversifier au fil du temps. À cause de la détérioration sécuritaire à laquelle nous assistons ces dernières années au Burkina Faso, le Luxembourg a réaffirmé sa solidarité envers la population burkinabè, en particulier en faveur des plus démunis et en accord avec les principes retenus dans la Stratégie générale de coopération luxembourgeoise, parmi lesquels figurent le respect et la promotion des droits humains.

Dans ce contexte de partenariat, le Luxembourg observe aussi les évolutions politiques au Burkina Faso, comme la modification du Code pénal de juin 2019 auquel l'honorable Député fait référence. Ainsi, les sujets d'actualité politique, y inclus ceux en lien avec les obligations en matière de protection et promotion des droits humains et des libertés fondamentales, sont thématisés au plus haut niveau, en particulier lors des Commissions de partenariat annuelles, dont notamment celle que j'ai co-présidée le 20 juillet dernier. Ces discussions non seulement alimentent nos relations bilatérales de manière générale, mais repositionnent aussi, le cas échéant, les jalons de notre politique de coopération au Burkina Faso.

Par ailleurs, la coopération luxembourgeoise soutient les acteurs de la société civile au Burkina Faso par le biais d'appuis à 14 ONGD luxembourgeoises et leurs partenaires locaux dans la mise en œuvre de leurs projets.

L'évolution de la gouvernance d'une manière générale et le respect des droits humains et des libertés fondamentales au Burkina Faso en particulier font également l'objet d'un suivi au niveau européen où des démarches communes sont régulièrement entamées auprès des autorités du pays concerné.

Aussi, la coopération luxembourgeoise procède régulièrement à des évaluations externes des Programmes indicatifs de coopération (PIC) mis en œuvre dans ses pays partenaires. Les recommandations qui émanent de ces évaluations constituent une occasion de réaligner, le cas échéant, les objectifs des PICs selon le contexte et des considérations comme l'accomplissement des obligations en matière de respect des droits humains.

Enfin, le respect des droits humains fait partie des priorités transversales qui sont systématiquement pris en compte dans la mise en œuvre de la politique luxembourgeoise de la coopération au développement.

Question 3549 (01.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes :**

De Koalitiounsaccord gesäit vir, de „système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes (CITA)" op de Leescht ze huelen, fir en den technologeschen Entwécklungen unzepassen. Donieft soll och eng kohärent informatesch Strategie ausgeschafft an déi informatesch Architektur vun der Administration des ponts et chaussées ausgebaut ginn, fir d'Verkéiersfluxe besser ze geréieren an eng besser Informatioun zur Verfügung ze stellen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wéi wäit ass d'Evaluatioun vum CITA?

- Wat wieren eventuell éischt Konklusiounen? Ass virgesinn, de CITA auszebauen? Kann den Här Minister Prezisiounen heizou ginn?

- Wéi wäit ass d'Ausschaffe vun der genannter informatescher Strategie? Kann den Här Minister och heizou weider Informatioune ginn?

Réponse (08.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- De Volet „évaluation" ass mat der „Evolution study" am Summer 2020 ofgeschloss ginn an huet zu enger „CITA vision stratégique 2030" gefouert. Et goufen dobäi dräi Achse cibléiert:

1. Capitaliser: Et goufen iwwert d'Joren eng Rei vu Funktionalitéiten an Infrastrukturen opgebaut, déi e bleiwende Wäert hunn, an och an Zukunft wäerte fortbestoen.

2. Moderniser: Et muss op d'Obsolenz vu verschiddenen Ekipementer a Modülle reagéiert ginn, déi dem Stand vun der Technik mussen ugepasst ginn. Dorënner falen d'Ëmstellung op Glasfasertechnologie an der Dateniwwerdroung oder d'Neiprogrammatioun vun eenzelen informatesche Modüllen op Basis vun aktuelle Betribssystemer a Programméiersproochen.

3. Enrichir: Der Evolutioun vun den technesche Méiglechkeete Rechnung droen an den Demanden un e moderne System nokommen, fir de Benotzer méi performant Servicer ze offréieren, an och der Evolutioun vun der Demande an den europäeschen Direktive gerecht ze ginn. Heibäi wieren zum Beispill d'Bereetstellung vun dynamesche Verkéiersdonnéeën a Virfäll als Open Data oder och automatesch Systemer zur Vitessmodulatioun zur Ouverture vum Standsträifen (BAU) fir de Bus a Covoiturage.

- De CITA vun haut ass iwwer 20 Joer al a ka verschidden Aufgaben net erfëllen, wéi zum Beispill:

• dynamesch Vitessmodulatioun op den Autobunnen zu de Spëtzenzäite vum Verkéier;

• dynamesch Standsträifen op den Autobunnen, déi an de Spëtzestonne vum Trafick op- an zougemaach ginn, zum Beispill fir d'Busser;

• an de Spëtzestonne vum Trafick op den Autobunnen d'Spueren dynamesch fir Bussen oder de Covoiturage ze reservéieren.

Dofir mussen d'Infrastrukture vum CITA um Terrain an och d'Informatik, déi de CITA steiert, erneiert ginn.

De Génie civil ass plazeweis och unzepassen, fir den uewe genannten Aufgabe gerecht ze ginn.

- „CITA vision stratégique 2030" ass am Summer 2020 ofgeschloss ginn. Et bleift vill Aarbecht bis 2030 ze maachen. De Programm ass evolutiv a kann u spéider Besoinen ugepasst ginn. Konkreet gëtt den informatesche Kär vum CITA duerch de LTMS (Lëtzebuerger Traffic Management System) ersat, deen nieft enger permanenter Evolutioun, op dräi prioritären Horizonter erschafft soll ginn: Prioritéit 1: kuerzzäiteg (0-3 Joer), Prioritéit 2: (3-6 Joer), Prioritéit 3: (6-9 Joer).

An der éischter Prioritéit stinn d'Moderniséierung an d'Schafe vun de Viraussetzunge fir déi follgend Phasen un, aschléisslech der Viraussetzung vun enger Business Continuity, well de CITA als weesentlecht Element vun der Gestioun vun den Tunnellen net duerf ausfalen.

Parallell ginn déi gréisser aktuell Projete schonns an dëser Philosophie virbereet.

Duerno kann de Volet „Gestion dynamique du trafic" a méi automatiséierter Form ugaange ginn, an och d'Qualitéit vun den Donnéeë weesentlech verbessert ginn, fir schliisslech dorausser och eng verbessert Informatioun vun de Benotzer a Verbraucher ze bewierken, notamment wat d'Fiabilitéit ubelaangt. Parallell dozou wäert dann och den technologesche Fortschrëtt a Form vun enger kënschtlecher Intelligenz mat integréiert kënne ginn.

Dës Eckpunkte goufe schonns tëschent dem Ministère an der Stroossebauverwaltung zeréckbehalen, a mussen elo schrëttweis ëmgesat ginn.

Question 3551 (01.02.2021) **de M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**évolution du fret ferroviaire pendant la pandémie :**

Et ass mer zu Ouere komm, dass am Laf vun der Pandemie CFL cargo op d'mannst ee gréissere Client verluer hätt, dee säi Wuerentransport nees zeréck op d'Strooss verluecht hätt, well dëst méi käschtegënschteg wier, an dass dowéinst souguer Personal vun CFL cargo reaffektéiert hätt misse ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, kann den Här Minister Prezisiounen dozou ginn?

- Wéi vill Mataarbechter sinn innerhalb vum CFL-Grupp reaffektéiert ginn?

- Huet de Wuerentransport iwwert d'Schinn an der Pandemie un Attraktivitéit par rapport zum Camion verluer? Wat wieren d'Grënn dofir? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dësen Trend eventuell ze bremsen?

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wärend 2020, an direktem Zesummenhang mat der Covidkris, war d'Aktivitéit vun der lëtzebuergescher Eisebunnsgesellschaft CFL cargo SA haaptsächlech vun der konjunktureller Reduktioun vun den in-

termodalen Zuchfrequenzen ewéi och vum Réckgang vun der Aktivitéit an der lëtzebuergescher Industrie betrafft. Dëst ass am Aklang mat den nationale Statistiken, déi de Réckgang vun der nationaler industrieller Produktioun op ongeféier -11 % am Joer 2020 am Verglach mat 2019 bewäerten (Quell: Statec, Indice de l'activité industrielle, Édition du 28 janvier 2021 n° 11/2020). Abrëll a Mee 2020 waren déi schwächste Méint.

Als private Betrib (Actionnariat CFL maison mère an ArcelorMittal) huet d'CFL cargo SA am Fréijoer 2020 déi néideg Moossname getraff, fir hir operationell Organisatioun un de Réckgang vun der Nofro vun hire Clienten unzepassen. Ech kommentéieren net weider déi kommerziell Decisioune vun engem private Betrib, wou de Staat d'ailleurs nëmmen indirekt Actionnaire ass.

D'Verdeedege vun der Attraktivitéit vun der Schinn am Verglach zu der Strooss ass eng stänneg Erausfuerderung, an net nëmmen eng Konsequenz vun der Pandemie, och wann sech den Drock op den Transportpräis an dëser Zäit erhéicht huet. D'Zil, fir e faire System vu Konkurrenz zum europäeschen Transportmaart opzebauen („Level playing field“), ass en Objektiv, dat esouwuel vun der Europäescher Kommissioun ewéi och vun de Memberstaate verfollegt gëtt, an dat scho säit ville Joren. D'Entwécklung an d'Kontroll vun der Konformitéit mam Stroossentransportreglement, kombinéiert mat finanziellen Ënnerstëtzungsmoossnamen zugonschte vum Schinnentransport an Europa am Allgemengen, a besonnesch zu Lëtzebuerg (z. B. Gesetz iwwer d'Promotioun vum kombinéierten Transport zënter 2015, Integratioun vum Transportsecteur an den Energiezertifikatsmechanismus ab 2021), si weesentlech Elementer, fir dës Konditioune fir eng fair Konkurrenz ze erreechen.

Question 3555 (01.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **adaptations du régime d'aides visant à promouvoir la durabilité dans le domaine du logement :**

En date du 22 janvier 2021, le Conseil de Gouvernement a décidé la prolongation du régime d'aides financières PRIMe House jusqu'au 31 décembre 2021, sous les conditions et modalités en place depuis fin juin 2020.

Les majorations des subventions existantes et les aides supplémentaires décidées en 2020 et dont l'échéance était initialement fixée au 31 mars 2021 visaient à favoriser davantage les rénovations énergétiques, les remplacements de chaudières existantes alimentées en combustible fossile ainsi que le chauffage à l'énergie renouvelable.

Vu la prolongation du régime d'aides susmentionné je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Combien de demandes ont été introduites auprès de vos services pour les différentes subventions ayant connu une majoration ou un bonus supplémentaire depuis l'entrée en vigueur des adaptations en juin 2020 ? Combien de ménages ont introduit une ou plusieurs demandes ?

2) Combien de demandes d'aide ont été accordées depuis l'introduction du nouveau régime ? Combien de demandes ont été rejetées respectivement sont en cours de traitement ?

3) Le nombre de demandes a-t-il évolué suite aux adaptations des subventions par rapport aux années précédentes ? Madame la Ministre peut-elle me communiquer le total des demandes de subventions par année depuis leur introduction ?

4) Quel est le montant total d'aides accordées aux demandeurs depuis l'entrée en vigueur de l'adaptation du régime d'aides en juin 2020 ?

5) Quelle est la part des demandeurs ayant introduit une demande pour une rénovation énergétique qui ont également fait les démarches auprès de vos services pour obtenir un prêt climatique à taux zéro respectivement à taux réduit ?

6) Parmi ces demandes pour un prêt climatique, combien ont été accordées ou rejetées et combien sont en cours de traitement ?

7) Le nombre de demandes pour obtenir un prêt climatique à taux zéro respectivement à taux réduit a-t-il connu une évolution suite aux adaptations des subventions par rapport aux années précédentes ? Dans l'affirmative, laquelle ?

Réponse commune (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Sous le programme « Neistart Lëtzebuerg », instauré en juin 2020, les subventions pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment, la mise en place de la ventilation mécanique contrôlée ainsi que pour le conseil en énergie ont été majorées de 50 %. De même, une majoration de 25 % est appliquée aux subventions accordées pour la mise en place de systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables, à savoir les installations solaires thermiques, les pompes à chaleur, les chaudières à bois et les raccordements à un réseau de chaleur.

Compte tenu de la durée de la phase de planification d'un projet de rénovation énergétique ainsi que de la phase d'exécution des travaux, à laquelle s'ajoutent les délais liés à la facturation des travaux avant que le maître d'ouvrage ne puisse introduire sa demande d'aide financière, les premiers dossiers pouvant bénéficier du bonus « Neistart Lëtzebuerg » ont été introduits fin 2020 et sont actuellement en cours de traitement.

La très grande majorité des demandes de liquidation des aides introduites ces derniers mois concernent des dossiers initiés avant la mise en place du programme « Neistart Lëtzebuerg ».

Toutefois, pour les projets de rénovation énergétique, le requérant de l'aide est tenu de solliciter un « accord de principe » (sur base d'un conseil en énergie) au préalable de l'exécution des travaux. Le nombre de demandes d'accord de principe constitue ainsi un bon indicateur des activités en cours sur le terrain. Depuis le 1er juin 2020, environ 570 demandes d'accord de principe ont été introduites.

ad 2) Comme indiqué ci-dessus, les aides allouées depuis juin 2020 concernent avant tout des projets initiés avant la mise en place du programme « Neistart Lëtzebuerg ». Au cours des neuf derniers mois, 217 aides ont été allouées pour des projets de rénovation énergétique et 514 aides pour la mise en place de systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables. S'y ajoutent 266 subsides pour des installations photovoltaïques ainsi que près de 1.150 subsides pour des maisons ou appartements passifs.

Même si bon nombre de dossiers de demande sont incomplets au moment de leur soumission, ce qui allonge considérablement la durée de traitement car l'Administration de l'environnement est amenée à réclamer les pièces justificatives manquantes nécessaires en vue de l'attribution du subside, seuls environ 5 % des dossiers de demande doivent être définitivement rejetés en raison de leur non-conformité avec les exigences réglementaires du régime de subventions.

ad 3) Compte tenu des explications ci-dessus, le seul indicateur qui permet à ce jour d'évaluer le succès du programme « Neistart Lëtzebuerg » est l'évolution du nombre de demandes d'accord de principe introduites pour les projets de rénovation énergétique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Depuis le 1er juin 2020, plus de 10,7 millions d'euros de subsides ont été accordés, se répartissant comme suit : assainissement énergétique : 2,2 millions d'euros ; systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables : 1,9 million d'euros ; installations photovoltaïques : 1 million d'euros ; nouvelles constructions : 5,6 millions d'euros.

ad 5) Entre le 1er janvier 2017 et le 12 janvier 2021, 28 demandes pour un prêt climatique à taux zéro ont été introduites et 221 demandes pour un prêt climatique à taux réduit.

ad 6) Parmi les 28 demandes pour un prêt climatique à taux zéro, 3 ont été accordées, 12 ont été refusées et 13 sont en cours d'instruction.

Parmi les 221 demandes pour un prêt climatique à taux réduit, 98 ont été accordées, 13 ont été refusées, 101 sont en cours d'instruction et 9 ont été retirées.

ad 7) La loi du 23 décembre 2016 relative à un régime d'aides à des prêts climatiques et qui régit les conditions d'octroi des « prêts climatiques » n'a pas connu de modification depuis son entrée en vigueur. La question est par conséquent sans objet.

Question 3557 (01.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **pluralisme des médias :**

Um Site vum Radio 100,7 war den 31. Januar 2021 en Artikel ze liesen, dee fir eng „Ethik des Ignorierens“ antrëtt. Den Auteur ënnersträicht, datt mir an enger Welt liewen, wou ee permanent ugesprach gëtt, digital, verbal. De Mënsch gëtt doduerch an e permanenten Opmierksamkeetsmodus versat, deen op Dauer lästeg ka sinn. Am Ignoréiere gesäit de Verfaasser eng gréisser Autonomie wéi am Nolauschteren. Ënnermauert gëtt dëse Gedanke mat ville Beispiller aus dem Alldagsliewen. Messenger-Déngschter, sozial Netzwierker a sëllegen aner Kommunikatiounsmedie sinn net aus eisem Liewen ewechzedenken. Fir déi eng Leit wär dat e Fluch, fir déi aner e Seegen.

Iwwert dat privat Liewen eraus, deent den Auteur seng Gedanken iwwer d'Ethik och op déi medial Berichterstattung aus. Hie bezitt sech dobäi explizitt op rezent politesch Entwécklungen. Ech zitéieren: „Ist es beispielsweise gerechtfertigt, dass wir die geballte mediale Aufmerksamkeit einer Handvoll Rednecks schenken, die in das Kapitol eindringen? Oder den sogenannten Querdenkern, einem Phänomen, das trotz seiner realen Marginalität medial unverhältnismäßig aufgeblasen wird. Was wäre, wenn man rechte Populisten, selbsternannte Patrioten, arrogante Verschwörungstheoretiker oder dümmliche Machos einfach ignoriert, anstatt ihnen einen Platz in unserer Aufmerksamkeit einzuräumen?“

Den 100,7 ass deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Radiosender zu Lëtzebuerg (woubäi a sengem Verwaltungsrot notamment Vertrieder aus dem Kommunikatiouns-, Kultur- a Finanzministère sëtzen). Dowéinst ass et diskussiounswürdeg, wann am ëffentlech-rechtleche Raum Reportagë bruecht ginn, déi als en Opruff zur selektiver Berichterstattung oder zur Zensur kënne verstane ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Bekennt sech d'Regierung zu der Pluralitéit an de Medien an net nëmmen zu der Pluralitéit vun de Medien? Wëllt d'Regierung am Verwaltungsrot vum 100,7 dorop insistéieren, datt den 100,7 all Evenementer op eng neutral an objektiv Manéier duerstellt a keng gesellschaftlech oder politesch Gruppéierungen ignoréiert oder zenséiert?

2. Wéi stellt sech d'Regierung zu Phenomeener wéi enger „Cancel Culture“ oder enger „political correctness“, déi esou verstane ginn, datt verschidde Meenungen net méi solle publizéiert oder diskutéiert ginn?

Réponse (04.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

ad 1. De Radio 100,7 huet ënner anerem den Optrag, an editorialer Onofhängegkeet, de Pluralismus an der Presentatioun vun den Iddien a Standpunkten ze assuréieren. Wéinst dëser editorialer Onofhängegkeet intervenéiert d'Regierung weeder an der Programmatioun vum 100,7 nach kommentéiert se Inhalter vun der Programmatioun. De Verwaltungsrot statuéiert iwwert déi generell Orientatioun vun der Programmatioun an intervenéiert och net an der dagdeeglecher Programmatioun.

ad 2. D'Regierung ënnerstëtzt weiderhin d'Meenungsfräiheet an eng fräi a pluralistesch Medielandschaft zu Lëtzebuerg als fundamentale Pilier vun der Demokratie, sou wéi am Koalitiounsaccord festgehal.

Question 3561 (02.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre :**

Dans une interview parue en date du 1er février dans le quotidien Luxemburger Wort, le président de la Chambre d'Agriculture regrette qu'aucune suite n'ait été donnée à l'analyse d'un expert indépendant sur la haute concentration en phosphate dans l'eau du lac de barrage de la Haute-Sûre que la Chambre d'Agriculture avait soumise à Madame la Ministre.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

2) Est-ce que Madame la Ministre a fait vérifier l'analyse précitée ?

3) Dans l'affirmative, les résultats de l'analyse susmentionnée sont-ils confirmés par d'autres analyses, effectuées, le cas échéant, par les services de Madame la Ministre ?

4) Dans l'affirmative, quelles suites Madame la Ministre entend-elle donner à ces résultats ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir des explications supplémentaires concernant l'origine de la haute concentration en phosphate dans l'eau du barrage ?

Réponse (02.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les affirmations du président de la Chambre d'Agriculture ne peuvent pas être confirmées.

Le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre a été établi conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sur base d'un dossier de délimitation. Pour la réalisation de ce dossier le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) en tant qu'exploitant de la ressource d'eau potable du lac de la Haute-Sûre a mandaté un expert allemand reconnu (IWW Rheinisch-Westfälisches Institut für Wasser Beratungs- und Entwicklungsgesellschaft mbH). Ce dossier a été réalisé suivant les instructions de l'Administration de la gestion de l'eau. La délimitation des zones a été réalisée en se basant sur l'approche en vigueur en Allemagne pour la délimitation de zones de protection autour de captages d'eau de surface exploitées pour l'eau potable. Cette approche comprend une estimation qualitative des risques en vue d'identifier les origines possibles de contaminants, parmi lesquelles on retrouve notamment le phosphore. Parmi les origines possibles de la pollution en phosphore, le rejet d'eaux usées, mais également l'agriculture ont été identifiés.

Au cours de l'enquête publique conformément à la loi en question, le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection en question a été présenté et discuté bien au-delà des exigences légales lors d'un grand nombre de réunions (trois grandes réunions d'information publiques avec invitations « toutes-boîtes », des groupes de travail thématiques dont un portant spécifiquement sur l'agriculture, des réunions de consultation avec les communes concernées, une réunion avec la Chambre d'Agriculture, etc.). Suite aux observations reçues lors de l'enquête publique et suite à toutes ces réunions, de nombreuses modifications substantielles ont été effectuées au projet de règlement grand-ducal au terme de la consultation publique tout en maintenant un niveau élevé de protection de l'eau. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a également adapté le régime d'aides destinées aux exploitations agricoles situées en zones de protection. Malgré ces adaptations, la Chambre d'Agriculture a continué de contester les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et a mandaté un expert de l'institut KIT (Karlsruher Institut für Technologie) pour remettre en cause le bien-fondé scientifique de la délimitation des zones de protection sur lequel se base le projet de règlement en question. Un avis complémentaire de la Chambre d'Agriculture a été transmis au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 29 novembre 2019, soit un an après la finalisation de la procédure publique. À cet avis a été joint une analyse du Prof. Dr.-Ing. Erwin Zehe du KIT. L'Administration de la gestion de l'eau a procédé à une analyse détaillée des critiques formulées par la Chambre d'Agriculture ainsi que de l'analyse du Prof. Dr.-Ing. Erwin Zehe. Après avoir étudié l'analyse émise par l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture, il a été conclu que les incertitudes relevées ne mettent pas en question ni le bien-fondé des mesures formulées dans le projet de règlement grand-ducal, ni la délimitation des zones.

Au vu de ce qui précède, l'affirmation que le Gouvernement ait ignoré les prises de position de la Chambre d'Agriculture, et en particulier l'expertise mentionnée, doit être contredite.

L'affirmation du président de la Chambre d'Agriculture dans l'article en question du non-respect des normes de rejet des stations d'épuration est également incorrecte. Les détails de la situation réelle sont expliqués dans la réponse à la question 5.

ad 2) Comme évoqué dans la réponse à la question précédente, une vérification détaillée de l'analyse précitée a été réalisée. Cette vérification a été effectuée par les experts de l'Administration de la gestion de l'eau et de l'institut de recherche IWW. Elle a mis en évidence que le bien-fondé de la délimitation des zones et des mesures formulées dans le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection n'était pas mis en cause. En effet, la finalité du dossier de délimitation est d'identifier l'ensemble des risques susceptibles de mener à une dégradation de la qualité de l'eau. La délimitation des zones de protection et des mesures y afférentes se base également sur le principe de précaution. Bien que ce principe ne doive pas mener à la mise en place de mesures démesurées, la proportionnalité des mesures par rapport à l'importance des eaux du lac de la Haute-Sûre pour garantir la sécurité d'approvisionnement du pays en eau potable (50 % des ressources en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg proviennent du lac) est assurée. Les affirmations de l'expert se basent notamment sur des observations récoltées lors d'études dans d'autres bassins versants du Grand-Duché de Luxembourg. Il est difficile de transposer à un contexte donné les applications établies à l'intérieur d'un autre contexte, puisque les conditions d'applications, de même que les échelles spatiale et temporelle varient d'un bassin à l'autre.

Pour évaluer les flux de phosphore, il est indispensable de distinguer entre le « phosphore total » et l'« orthophosphate ». Le phosphore total mesuré dans l'eau est composé de phosphore sous forme particulaire et de phosphore sous forme dissoute. Dans le phosphore dissous, on trouve l'orthophosphate libre, qui est très soluble dans l'eau, et peut en effet être mesuré dans les eaux résiduaires urbaines, mais également dans des drains agricoles. Le « phosphore particulaire » est quant à lui présent dans les sédiments, qui peuvent atterrir dans l'eau à cause de l'érosion des sols, notamment au niveau de parcelles agricoles. Ainsi, un épandage non approprié et un labour des terres peuvent très bien mener à un apport de phosphore en prove-

nance de terres agricoles. Dans ce contexte l'analyse du dossier de délimitation de l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture n'est pas complète étant donné que sa prise de position se limite à l'orthophosphate. Ceci est d'autant plus surprenant, vu que l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture préconise également d'analyser les pratiques de fertilisation des prairies et de prévoir, si nécessaire, une extensification de ces pratiques dans des périmètres critiques.

Il convient également de rappeler que lors des dernières années l'excès de nutriments dans le lac et surtout dans les affluents du lac, en dehors des impacts très négatifs pour l'écosystème aquatique, est non seulement responsable de la détérioration de la qualité de l'eau brute devant être traitée par le SEBES, mais constitue également une des raisons pour les efflorescences de cyanobactéries portant ainsi un rude coup au développement du tourisme de cette région en période estivale.

Enfin, la Chambre d'Agriculture semble vouloir ignorer toutes les conclusions tirées d'études menées les dernières années, notamment celle du CEBEDEAU[3] et du Centre de ressources des technologies de l'environnement[4].

ad 3) + 4) Les expériences et résultats gagnés par différentes études auxquelles l'expert mandaté par la Chambre d'Agriculture a participé avaient déjà été pris en compte par l'Administration de la gestion de l'eau, et ceci bien avant que l'avis complémentaire n'atteigne le ministère, et le sont aussi pour des projets en cours ou le seront, si jugé opportun, dans le cadre de futurs projets, dont notamment le programme de mesure prévu à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 5) Comme évoqué à la deuxième question, il est indispensable de prendre en compte le taux de « phosphore total » dans les eaux du lac. Le phosphore total est composé de phosphore sous forme particulaire et de phosphore sous forme dissoute. Alors qu'il est plus facile de mesurer et d'identifier l'origine du phosphore dissous, il est plus complexe d'appréhender les origines du phosphore sous forme particulaire, notamment celui qui se retrouve dans les sédiments.

Sans pouvoir toujours déterminer avec exactitude l'origine du phosphore total, surtout pour tous les sous-bassins, plusieurs études effectuées par le passé dans le bassin versant du barrage d'Esch-sur-Sûre ont mis en évidence un apport d'origine agricole, et notamment à cause de l'impact du travail du sol et de l'érosion des sols. L'étude « Bilan nutritif » du LIST précise par exemple que : „Die Beziehungen zwischen Landnutzung und spezifischen Frachten für o-Phosphat sind weniger deutlich als für Nitrat. Dies liegt möglicherweise an der höheren Reaktivität des Phosphats" et conseille donc de surveiller la fertilisation des terres agricoles : „Die Düngung von Grünland sollte unter die Lupe genommen werden und in kritischen Bereichen extensiviert werden."

Contrairement à ce qui a été affirmé par la Chambre d'Agriculture, les normes de rejet des stations d'épuration en direction des eaux du lac sont respectées. L'assainissement des eaux usées autour du lac de la Haute-Sûre est assuré par le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (ndlr : Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du Nord) (SIDEN), dont les ouvrages respectent les conditions fixées par la directive européenne relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271/CEE). À cela s'ajoute d'une part que le SIDEN est en train de finaliser les travaux pour évacuer les eaux d'une grande partie des localités limitrophes du lac vers la station d'épuration du Heiderscheidergrund située en aval du barrage d'Esch-sur-Sûre. Ces travaux ont notamment fait l'objet d'une loi de financement autorisant l'État à participer financièrement aux coûts générés (loi du 12 août 2003 autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les localités regroupées autour du lac de la Haute-Sûre). D'autre part, les ouvrages maintenus à l'intérieur du bassin versant du lac de la Haute-Sûre ont des valeurs de rejets bien plus strictes que d'autres ouvrages similaires. Avec la mise en place des zones de protection autour du lac, les stations d'épuration situées à l'intérieur du bassin versant du lac devront notamment être équipées d'installations d'hygiénisation, les bassins et déversoirs d'orages seront équipés d'un ouvrage de filtration pour entre autres éliminer le phosphore, et le SIDEN aura l'obligation d'effectuer des contrôles d'étanchéité de son réseau tous les cinq ans.

Outre l'apport régulier de phosphore d'origine agricole et des eaux usées, il convient également de citer les quantités de sédiments déposées dans les pré-barrages Misère et Bavigne, qui sont également à l'origine des concentrations de phosphore dans les eaux du lac. Concernant ces sédiments, il y a lieu de mentionner qu'un projet, inscrit au programme gouvernemental, est actuellement à l'étude de la part de l'Administration des ponts et chaussées, afin de retirer les sédiments des pré-barrages.

La concentration de phosphore dans les eaux du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre a dès lors de multiples origines. Pour cette raison, il est important que chaque acteur concerné entreprenne des mesures pour contribuer à la réduction de l'apport de phosphore et ainsi à la baisse de la concentration dans les eaux du lac. C'est dans cette logique que le projet de règlement grand-ducal portant création des zones de protection autour du lac a été rédigé. En effet, le projet de règlement grand-ducal ne stigmatise pas un unique secteur désigné comme le seul responsable, mais prévoit des mesures dans différents domaines. L'annexe II du projet de règlement grand-ducal mentionné comprend ainsi un chapitre pour l'industrie et le commerce, pour la gestion des eaux résiduaires, pour le traitement de déchets et d'installations de biométhanisation, pour l'urbanisation et le trafic, pour les différentes interventions dans le sous-sol, pour le secteur agricole, pour le secteur sylvicole ainsi que pour les activités récréatives.

Question 3564 (02.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking près de la cascade « Schéissendëmpel » :**

Viele Besucher des Schiessentümpels im Müllerthal haben aktuell Schwierigkeiten einen Parkplatz zu finden: Der in der Nähe liegende Parkplatz wird nämlich als Abstellplatz für gefällte Bäume benutzt. Das hat zur Folge, dass die Besucher des Schiessentümpels entlang der Straße parken müssen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Tourismusminister stellen:

- Ist der Minister nicht der Meinung, dass der Parkplatz für die vielen Besucher frei bleiben sollte? Wo könnten die gefällten Bäume gelagert werden?

Réponse commune (04.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Die Stämme stammten aus einem Wald der Gemeinde Consdorf. Besitzer des Parkplatzes, wo sie kurzzeitig gelagert waren, ist ebenfalls die Gemeinde Consdorf, weswegen gerade dieser Platz dafür auserkoren worden war.

Die gefällten Bäume lagen vom 7. Januar bis zum 19. Februar an dem benannten Ort. Gerade wegen der vielen Besucher wurde die dortige Lagerung so kurzzeitig gehalten. Eine Lagerung entlang der Straße wäre aus Sicherheitsgründen unverantwortlich gewesen.

Question 3565 (02.02.2021) de **M. Carlo Back** et **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant les **systèmes actuels d'autopartage :**

Le concept de base de l'autopartage (carsharing en anglais) consiste à ne pas utiliser une voiture personnelle pour ses déplacements, mais à utiliser un véhicule mis à disposition par une société ou une personne privée contre une participation financière qui varie en général selon la durée d'utilisation et/ou le kilométrage. Il s'agit donc d'un véhicule qu'on peut utiliser sans en être le propriétaire et qu'on partage avec d'autres utilisateurs selon les besoins respectifs et la disponibilité du véhicule. Une offre d'autopartage adéquate - en combinaison avec un système de transport publique performant - permet à certains ménages soit de ne plus détenir de voiture personnelle, soit de ne pas nécessiter une seconde voiture, et d'économiser des frais relatifs à un emplacement de parking privé, à l'assurance, à l'entretien, au contrôle technique, etc.

Au Luxembourg, les deux systèmes majeurs offrant des services d'autopartage sont le service Flex des CFL avec 47 stations de véhicules à travers le pays et le service Carloh avec 17 stations sur le territoire de la ville de Luxembourg. Après inscription sur l'un des portails respectifs, l'utilisateur peut réserver le véhicule souhaité à la station souhaitée selon les disponibilités.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est le nombre de véhicules offerts en libre-service d'autopartage au Luxembourg ?

2) Quels types de voitures sont actuellement disponibles en autopartage au Luxembourg (types de véhicule et types de motorisation) ?

3) Quel est le bilan du système d'autopartage Flex ? Le système rencontre-t-il le résultat escompté ?

4) Est-ce que le Ministère possède des données sur l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les différentes offres d'autopartage au Luxembourg ?

5) Existe-t-il des synergies entre le système Carloh, qui fonctionne dans la capitale, et le système Flex des CFL, implanté à travers le pays ?

6) Est-ce qu'il y a déjà eu des discussions en vue d'explorer des possibilités de coopération entre les deux systèmes ?

7) La mobilité du futur sera multimodale et devra permettre de changer rapidement et confortablement entre les différents modes de transport, y compris l'autopartage. Ainsi, les différents systèmes devraient permettre aussi bien des trajets aller-retour que des allers simples vers une autre connexion. Est-ce que des réflexions sont menées sur la possibilité de modifier le système Flex, qui se limite actuellement à un modèle aller-retour où le client doit retourner la voiture à la station de départ ?

Réponse (02.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Au 31 janvier 2021, le parc automobile géré par CFL Mobility comprend 88 véhicules accessibles au public en libre-service au Luxembourg.

ad 2) La flotte de véhicules Flex se compose actuellement des véhicules suivants :

- 69 voitures à moteur essence (BMW 1, Seat Leon, Audi A1) ;
- 15 voitures électriques (BMW i3) ;
- 4 camionnettes à moteur diesel.

ad 3) En 2020, Flex a continué de se développer de manière positive et l'utilisation de la flotte Flex a considérablement évolué. Ainsi, le nombre d'abonnements en 2020 a augmenté de 77 % pour atteindre aujourd'hui plus de 4.500 abonnements. Le nombre de réservations a augmenté de 72 %, celui des kilomètres parcourus de 60 % par rapport à 2019.

Cette tendance à la hausse se confirme début 2021. Le nombre de réservations par semaine a ainsi atteint son niveau le plus élevé avec environ 400 réservations par semaine.

Pour devenir un service économiquement rentable, la taille du réseau ainsi que le nombre de réservations devront cependant continuer à croître.

ad 4) Pendant la période du confinement de mi-mars à fin avril 2020, le nombre de réservations avait chuté d'environ 65 %. À partir du mois de mai, avec le premier déconfinement, le niveau des réservations a rapidement dépassé celui d'avant crise et a continué à augmenter depuis lors.

ad 5) Actuellement, les deux systèmes (Flex et Carloh) fonctionnent de manière indépendante et il n'y a pas de synergies pour les clients. Je suis par contre convaincu qu'une intégration des deux systèmes serait bénéfique pour les clients et pour la rentabilité du système.

ad 6) Des pourparlers en vue d'une collaboration entre deux opérateurs ont ainsi eu lieu dans le passé, sans pour autant aboutir jusqu'ici.

ad 7) Flex avait déjà proposé un système « One Way » dans une première phase pilote pour effectuer des réservations pour des trajets aller simple entre des stations spécifiques en 2019 et 2020. Lors de cette phase pilote, dix voitures, réparties sur sept stations, étaient réservées à l'utilisation « One Way ». En moyenne, seulement cinq réservations par semaine étaient effectuées.

L'expérience a montré que, à ce stade, un tel système n'est pas faisable économiquement. D'un côté, les frais de personnel et le temps perdu en raison des transferts de retour (trajets à vide) sont élevés. D'un autre côté, le maintien de places de stationnement libres aux stations de destination respectives est une condition préalable essentielle au bon fonctionnement de ce système. Or, les places de parking sont rares et coûteuses.

Dans le système de mobilité multimodal, les modes de transport ont vocation non pas à dédoubler l'offre, mais à se compléter en se focalisant chacun sur ses points forts. Pour les raisons précitées, les trajets « One Way » en voiture publiquement disponible sont mieux effectués par un service de taxi que par un service de carsharing.

Voilà pourquoi l'introduction d'un système de carsharing « One Way » n'est pas prévu à ce stade.

Question 3567 (02.02.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires pour les membres de l'UGDA :**

Déi national Museksfederatioun UGDA representéiert ronn 300 Musek-, Gesang-, Theater- a Folkloreveräiner mat am Ganze ronn 12.500 Memberen. Hiren neie Generalsekretär sot an engem Interview den 1. Februar 2021 um Radio 100,7, datt de Sport op Amateursniveau, bei de Coronarestriktiounen, besser ewech kënnt wéi d'Veräiner vun der Union Grand-Duc Adolphe.

D'Reegel vu maximal dräi Musikanten (mat Blosinstrumenter), déi zesumme mat engem Dirigent prouwen dierfen, wier iwwerdeems fir déi allermannst Veräiner eng Optioun. Déi aktuell Recommandatiounen am Beräich vun der Musek wieren einfach net nozevollzéien. Wéinst de strenge sanitäre Reegelen, déi vum Staat imposéiert ginn, géifen d'Aktivitéite vun de Veräiner onméiglech oder op d'mannst ganz schwiereg gemaach ginn.

Dowéinst wéilte mir der Madamm Kulturminister dës Fro stellen:

- D'UGDA fuerdert, datt, wat d'Coronarestriktiounen uginn, hir Veräiner d'nämmlecht behandelt gi wéi déi am sportleche Beräich. Wär d'Regierung d'accord am nächste Coronagesetz op de Wee ze goen? Wann nee, firwat net?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

De Kulturministère ass amgaang, an enker Zesummenaarbecht mat der UGDA, u sanitäre Moossname fir d'Musek-, Gesang-, Theater- a Folkloreveräiner ze schaffen, déi an engem nächste Gesetzesprojet kéinten integréiert ginn, sachant datt dëst ënnert anerem vun der Entwécklung vun der Covid-19-Pandemie hei am Land ofhängeg ass.

Et geet eis bei dësem Exercice net drëms, d'Moossnamen déi de Sportssecteur bestëmmen ze kopéieren, mee fir Moossnamen auszeschaffen, déi de Spezifissitéite vum Secteur vun der Veräinsmusek gerecht ginn, an iwwert dëse Wee méi grouss Méiglechkeeten, fir d'Zesummeprouwen a Musizéieren an engem séchere Kader ze schafen.

Question 3568 (02.02.2021) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **stratégie de vaccination dans les maisons de retraite et de soins :**

Haut goufen d'Phasen 1 bis 6 vun der Impfcampagne virgestallt.

An dësem Kontext wëlle mir der Madamm Gesondheetsministesch an der Madamm Familljeministesch follgend Froe betreffend d'Impfstrategie an den Alters- a Fleegeheemer a Strukture fir handicapéiert Leit stellen:

- Ass et richteg, datt just fest agestallt Personal geimpft gëtt? Wa jo, firwat?

- Firwat gëtt net dat Gesamtpersonal geimpft, y compris d'Botzpersonal, wat all Dag an den Zëmmeren ass?

- Wéi kann esou sécher gestallt ginn, datt de „cordon sanitaire" agehale ka ginn?

- Ginn d'Stagiairen an den Haiser och invitéiert sech impfen ze loossen?

- Wéini ginn d'Bewunner, déi elo eréischt rezent nei an d'Haiser agepläennert sinn, respektiv déi, déi deemnächst eraplënneren, geimpft? Gëtt et do e Plang?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Gesondheetspersonal an de Fleege- an Altersheemer, esouwéi an de Strukture fir handicapéiert Leit, kritt d'Covid-19-Impfung proposéiert a kritt dofir eng Invitatioun geschéckt, fir sech an engem Impfzentrum anzeschreiwen. Well et awer fir verschidde vun dëse Gesondheetsberuffler méi einfach ass, sech direkt op hirer Aarbechtsplaz impfen ze loossen, hu mir hinnen och proposéiert geimpft ze ginn, wann déi mobil Ekippen op der Plaz waren, fir d'Residente vun den Haiser ze impfen. Dëst huet kloer gehollef d'Participatioun un der Impfung ze verbesseren.

D'Situatioun an dëse Strukturen ass net ze verwiessele mat där an de Spideeler. Am Spidol ass déi vulnerabel Persoun de Patient, deen awer meeschtens nach net geimpft ass, an deen och meeschtens nëmmen eng kuerz Zäit do ass. Aus deem Grond gouf zeréckbehalen, ee „cordon sanitaire" ronderëm de Patient ze maachen, andeems all Persoun, déi mam Patient kéint a Kontakt kommen (also och Personal aus externe Firmen), d'Impfung soll proposéiert kréien.

Am Alters- oder Fleegeheem, oder a Strukture fir handicapéiert Leit, ass déi vulnerabel Persoun de Resident. Am Géigesaz zum Spidol gëtt de Resident do prioritär geimpft. D'Personal dat permanent an de Strukture schafft gëtt och geimpft.

D'Stagiairen (z. B. Dokter an der Ausbildung oder Infirmiersschüler… etc.) ginn och geimpft.

Déi mobill Ekippe sinn amgaangen un engem Plang ze schaffen, fir am Laf vum éischte Semester nach eemol an d'Haiser zeréckzegoen. Duerno kann een dovun ausgoen, dass déi Leit, déi nei ukomme wäerten, schonns virdrun dobausse geimpft gi sinn.

[3] « Mise en œuvre et suivi d'un réseau de mesure transfrontalier de la qualité physico-chimique des cours d'eau du bassin de la Haute-Sûre belgo luxembourgeoise », étude réalisée par le CEBEDEAU et Aquapôle, rapport final, mars 2012.

[4] « Umweltrisikoanalyse der Rohwasserqualität des Obersauerstausees - Synthesebericht », étude réalisée par le Centre de ressources des technologies de l'environnement dans le cadre du projet « ReservoirRisk » (« Évaluation des risques environnementaux dans le bassin versant du lac de la Haute-Sûre - une approche intégrée en vue d'une gestion durable des ressources »), mars 2010.